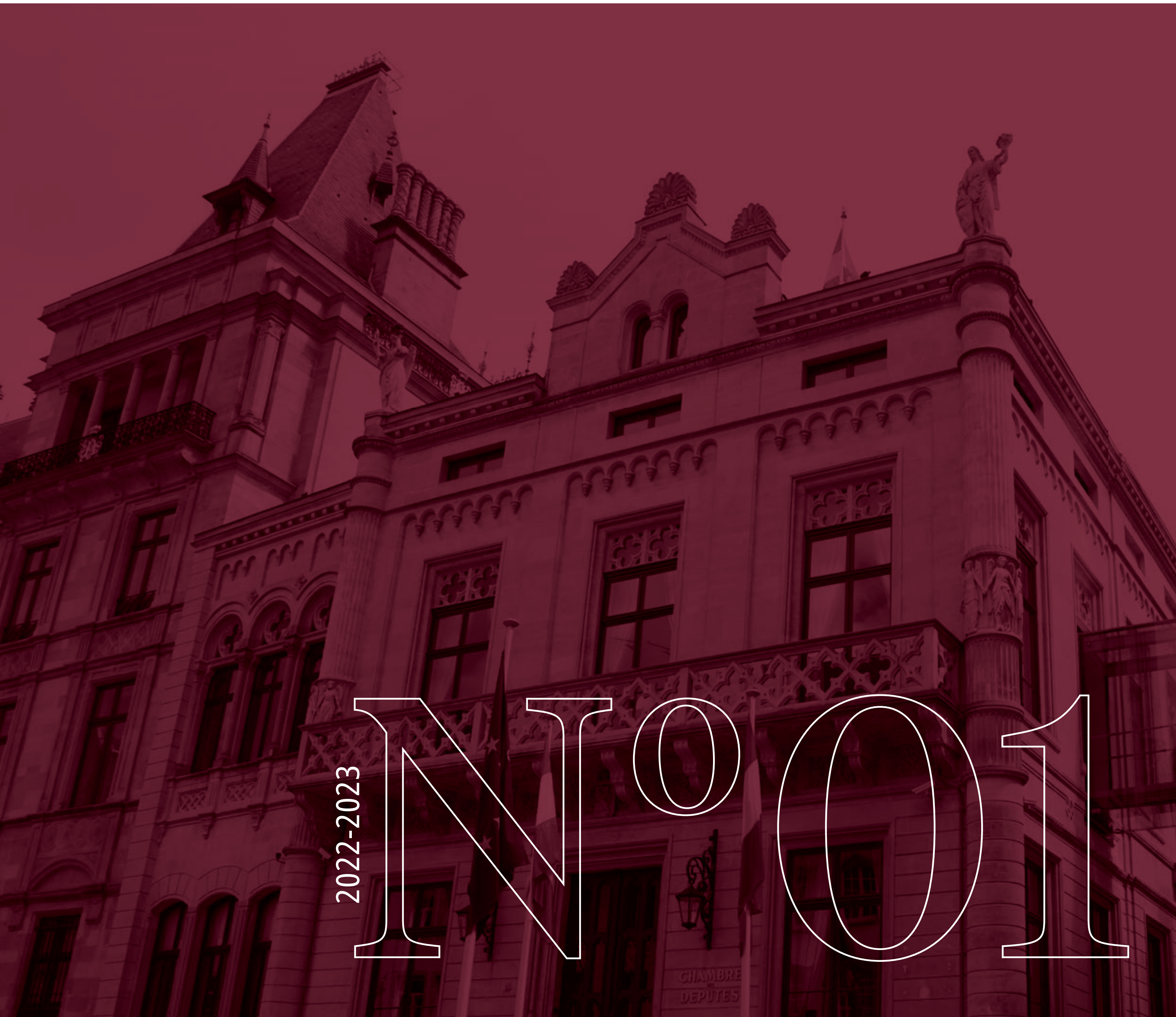
CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques nos 1 à 4	Questions au Gouvernement
p. 03-06	p. 07	p. 08-89	p. 90-99



Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03-06

Nouvelles lois .... p. 07

Séances .... p. 08-89

1re séance du mardi 11 octobre 2022 p. 08-22

2e séance du mercredi 12 octobre 2022 p. 22-58

3e séance du jeudi 13 octobre 2022 p. 58-80

4e séance du jeudi 13 octobre 2022 p. 80-89

Questions au Gouvernement .... p. 90-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
28/03/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel www.ecolabel.eu

FSC www.fsc.org

Le Grand-Duché fête les 175 ans de la Constituante !

175 Joer
Lëtzebuerger Verfassung
1848 - 2023

Le vendredi 28 avril 2023, les 175 ans de la Constitution luxembourgeoise seront célébrés à Ettelbruck au « Däichhal ». Passez une soirée inoubliable avec des mises en scène théâtrales et des représentations musicales !

En 1848, la Chambre des Députés et le Gouvernement ont siégé à Ettelbruck pour élaborer la première Constitution luxembourgeoise démocratique. Il s'agit d'un moment important dans l'histoire luxembourgeoise qui se doit d'être fêté ! La Ville d'Ettelbruck et la Chambre des Députés invitent tous les résidents à participer à une soirée animée au cours de laquelle le Luxembourg d'aujourd'hui et d'antan est mis à l'honneur.

La première partie des festivités aura lieu à 17.00 heures en présence de S.A.R. le Grand-Duc avec des interventions de M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, et de M. Jean-Paul Schaaf, Bourgmestre de la Ville d'Ettelbruck. Vous serez immergés dans le contexte historique de 1848 grâce à des mises en scène théâtrales de M. Lex Gillen et Mme Natalia Sanchez ainsi qu'à des chansons de M. Serge Tonnar et M. Georges Urwald, en collaboration avec le Conservatoire de musique du Nord, la Philharmonie grand-ducale et municipale d'Ettelbruck, la Chorale Sainte-Cécile, la Chorale municipale Lyra et l'association théâtrale « Rido op » d'Ettelbruck.

L'entrée est gratuite. Étant donné que les places sont limitées, nous vous prions de bien vouloir vous inscrire en ligne en utilisant le code QR ci-dessous ou bien par téléphone au 81 91 81-1 auprès de la Ville d'Ettelbruck.

La soirée se poursuivra à 20.30 heures au « Däichhal » avec le festival « Lëtz elo » qui mettra en avant des artistes luxembourgeois. L'entrée est gratuite.

L'Administration parlementaire recrute :

• un gestionnaire de l'expédition électronique (m/f/d) pour les besoins du service gestion des connaissances dans le groupe de traitement B1 poste à pourvoir soit par un changement d'administration soit par le recrutement d'un fonctionnaire stagiaire

• un juriste (m/f/d) pour les besoins du service juridique sous le régime du salarié de droit privé

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://www.chd.lu/fr/offres_emploi

Visite de la Commissaire européenne à la Cohésion et aux Réformes

« Le Luxembourg joue un rôle important pour la cohésion de l'UE »

La Commissaire européenne à la Cohésion et aux Réformes, Mme Elisa Ferreira (1re rangée, 7e à gauche), a été reçue à la Chambre dans le cadre d'un échange de vues avec les députés de toutes les commissions et les eurodéputés luxembourgeois.

La coopération entre le Grand-Duché et les régions avoisinantes fait bénéficier le développement de la Grande Région, que ce soit sur le plan économique ou en ce qui concerne les services publics. C'est un des constats dressés par la Commissaire européenne à la Cohésion et aux Réformes, Mme Elisa Ferreira, qui était en visite à la Chambre des Députés le 13 mars 2023 pour un échange de vues avec les députés nationaux et les eurodéputés luxembourgeois.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a lancé les discussions en pointant les différents domaines dans lesquels la coopération entre le Luxembourg et les autres pays européens, notamment les pays limitrophes, a porté ses fruits. Il a mis en évidence la mobilité transfrontalière ou encore la coopération régionale pour l'inclusion et l'emploi. Mme Ferreira a souligné l'importance des programmes et projets mis en place pour une meilleure cohésion, parmi lesquels le programme de coopération ESPON ou encore l'initiative b-solutions. Selon la Commissaire européenne, « le Luxembourg joue un rôle important pour la cohésion au sein de l'UE et pour les réformes mises en place ». Le rôle du Grand-Duché est déterminant dans la construction de l'Europe, que la Commissaire qualifie de « notre maison ».

Les questions des députés étaient aussi variées que les domaines ayant trait à la cohésion au sein de l'Union européenne. Quels sont les résultats de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, initiative européenne qui invitait l'année dernière les citoyens à dessiner l'avenir de l'UE ? Quelles réflexions des citoyens émanant de cette initiative européenne vont être prises en compte et mèneront à des réalisations concrètes ? Certains députés ont évoqué une « certaine frustration » concernant les procédures de prise de décision pour faire avancer la collaboration entre différents pays.

Dans bon nombre d'États membres, les décideurs régionaux sont limités dans leur champ d'action et dépendent des décisions prises par le pouvoir central qui est moins conscient de la réalité vécue par les régions limitrophes. D'autres sujets abordés lors de l'entrevue étaient le soutien des régions qui ont accueilli des réfugiés ukrainiens ou encore la lutte contre la corruption et la fraude.

22e Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et défense commune (PSDC)

Le multilatéralisme – un choix de prédilection pour l'UE

Les députés luxembourgeois ont pu s'entretenir avec leur homologue ukrainien, M. Oleksandr Merezhko, Président de la Commission des affaires étrangères et des relations interparlementaires de la Rada d'Ukraine (au milieu).

Assumant la présidence du Conseil de l'Union européenne pour la troisième fois, le Riksdag suédois a convoqué les parlementaires nationaux et européens à Stockholm les 2 et 3 mars 2023 pour un échange de vues sur la politique étrangère, la sécurité et la défense au sein de l'Union européenne. Les débats des quatre sessions ont porté sur l'agression de l'Ukraine par la Russie, les enjeux et les opportunités de la boussole stratégique de l'UE, la région de l'Arctique, avant de conclure, comme le veut la tradition, avec les priorités de la PESC et la PSDC. La Chambre des Députés y était représentée par Mme Stéphanie Empain, Présidente de la délégation luxembourgeoise, et par M. Gilles Baum, M. Léon Gloden et Mme Lydia Mutsch, membres de la délégation.

Soutien continu au peuple ukrainien

La guerre d'agression russe contre l'Ukraine a été l'essence de la première session, lors de laquelle les parlementaires n'ont pas manqué de prôner le multilatéralisme comme mot d'ordre et ont réitéré leur soutien continu et accru envers le peuple ukrainien.

À côté de la question de la responsabilité des autorités russes qui pourrait donner lieu à la mise en place d'un mécanisme approprié de poursuite des crimes d'agression, la nécessité de renforcer la coopération transatlantique et le dialogue stratégique transmanche ont été d'autres revendications consensuelles. Il a également été fait appel à un partenariat Afrique-Europe, tout en dénonçant l'ingérence russe via la présence des mercenaires du Groupe Wagner sur le continent africain. Un message fort a également été adressé aux Balkans occidentaux, à la Moldavie et à la Géorgie, en réaffirmant que l'avenir de ces pays se situe au sein de l'UE. Les parlementaires ont par ailleurs plaidé pour une intensification des travaux en vue de l'utilisation des avoirs gelés et immobilisés de la Russie pour le redressement et la reconstruction de l'Ukraine.

La mise en place de la boussole stratégique de l'UE

Un an après la déclaration de Versailles, la mise en œuvre de la boussole stratégique de l'UE constitue la prochaine étape de l'échéancier retenu. Axé sur quatre piliers se résumant à l'action, la protection, l'investissement et la coopération, ce livre blanc pose les orientations et met en exergue les outils pour améliorer les capacités de défense de l'UE et de ses États membres. D'ici 2025, une capacité de déploiement rapide et autonome de 5.000 soldats serait ainsi atteinte. Il a également été question d'augmenter considérablement les dépenses de défense et de stimuler l'innovation afin d'amoindrir les dépendances technologiques. Le renforcement des accords avec les partenaires stratégiques a été abordé au niveau de la coopération, et la troisième déclaration conjointe sur la coopération UE-OTAN a été unanimement acclamée.

Prospections sécuritaires dans la région de l'Arctique

Pour les parlementaires, la stagnation de la coopération pan-arctique est particulièrement déplorable puisque celle-ci touche à des enjeux environnementaux, géostratégiques et de libre navigation sur la « route de la soie polaire » nouvellement accessible reliant le détroit de Béring à la mer de Barents en passant par la mer des Laptev. On assiste à une dynamique changeante dans cette région et les activités militaires russes tout comme les missions d'exploitation chinoises sont inquiétantes. Il est finalement fait appel à l'UE pour préserver la paix, la stabilité et la prospérité de cette région, tout en soutenant le développement inclusif et durable au profit des peuples autochtones et des générations futures.

Les relations Ukraine-Luxembourg

En marge de la conférence, la délégation luxembourgeoise a pu s'échanger avec un représentant de la Verkhovna Rada, M. Oleksandr Merezhko. Un des sujets traités avec le député ukrainien, qui préside la Commission des affaires étrangères et des relations interparlementaires du Parlement ukrainien, était la migration forcée : en un an, 8 millions de personnes ont été contraintes de quitter l'Ukraine. D'après M. Merezhko, la motivation pour ces déplacements ne peut se résumer exclusivement à la contrainte. L'opportunisme a également été évoqué et c'est pourquoi il faut veiller, lors de la reconstruction post-conflictuelle, à créer des conditions attrayantes pour la jeunesse ukrainienne.

Il est d'autant plus important, selon Mme Stéphanie Empain, de se montrer reconnaissant envers les réfugiés en les incluant dans le discours officiel ukrainien. Chaque réfugié est à la fois un ambassadeur mais également partie intégrante du futur de l'Ukraine. Pour l'élu ukrainien, il est urgent que son pays puisse adhérer à l'OTAN et par la suite à l'UE. Selon M. Léon Gloden, il est important de ne pas sauter les étapes et il est nécessaire de veiller à la mise en place de réformes, notamment en matière de lutte contre la corruption.

Après les pays baltes, la Bulgarie et la Pologne, le Luxembourg arrive en 6e position avec 19 % de son budget militaire accordé à l'Ukraine en 2022.

Remise du rapport 2021-2022 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide

La pratique de l'euthanasie en nette augmentation

En 2021, 24 personnes ont eu recours à l'euthanasie et à l'assistance au suicide – elles étaient 34 en 2022. Le rapport 2021-2022 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide reprenant ces chiffres a été remis le 14 mars 2023 au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, ainsi qu'au Président de la Commission de la Santé et des Sports, M. Mars Di Bartolomeo, par des représentants de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation.

Depuis 2009, année d'entrée en vigueur de la loi relative à l'euthanasie et à l'assistance au suicide, le décompte de la Commission, qui constate une certaine acceptation de la loi par la population luxembourgeoise, s'élève à 170 déclarations d'euthanasie. « Le fait que les déclarations d'euthanasie sont en augmentation confirme cette observation », a expliqué le Président de la Commission, M. Jean-Claude Wiwinius. Une étude réalisée en 2019 avait déjà démontré que la majorité des résidents luxembourgeois étaient favorables à l'euthanasie et à l'assistance au suicide.

De gauche à droite : Le Président de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation, M. Jean-Claude Wiwinius, a remis le 7e rapport sur l'euthanasie et l'assistance au suicide au Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, ainsi qu'au Président de la Commission de la Santé, M. Mars Di Bartolomeo. Il était accompagné de la Vice-Présidente de la Commission, Mme Godelieve Van den Bossche.

Néanmoins, il existerait toujours un manque d'information quant à la législation existante auprès de la population et des médecins, a souligné M. Wiwinius, tout en mettant en avant la nécessité d'une meilleure sensibilisation.

La Commission avance l'idée d'une formation adéquate des médecins qui ne savent pas comment appliquer la loi de 2009. Dans son rapport, la Commission réitère sa revendication formulée dans le rapport précédent, à savoir l'instauration d'une consultation médico-éthique prestée par des médecins formés à cet effet. Ceci permettrait aux patients ou à leurs proches de se renseigner sur les différentes possibilités pour concrétiser une euthanasie ou une assistance au suicide.

L'âge des patients se situe majoritairement entre 60 et 79 ans pour l'année 2021 et au-dessus de 80 ans pour l'année 2022. Parmi les différentes maladies qui sont à l'origine de la volonté d'avoir recours à l'euthanasie et à l'assistance au suicide, le cancer et les maladies neurodégénératives sont les raisons les plus courantes. Les euthanasies pratiquées dans les établissements hospitaliers étaient au nombre de 11 en 2021 et de 13 en 2022. L'année dernière, 15 décès liés à l'euthanasie ont eu lieu à domicile.

Le rapport sera analysé en détail par la Commission de la Santé et des Sports.

Visite de la Bourse de Luxembourg

« Le Luxembourg Stock Exchange (LuxSE) n'est pas une bourse comme les autres »

Les différentes activités, les projets ainsi que le rôle international du Luxembourg Stock Exchange (LuxSE) ont été évoqués lors d'une entrevue entre le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et les responsables du LuxSE au siège de la Bourse au 35A, boulevard Joseph II à Luxembourg-ville.

Fondée en 1928, la Bourse de Luxembourg se distingue par son ouverture internationale et sa volonté d'innover. « Le LuxSE n'est pas une bourse comme les autres », a expliqué Mme Julie Becker, CEO du LuxSE. « Le LuxSE est le leader mondial de la cotation d'obligations internationales et innovateur dans beaucoup de domaines », a-t-elle ajouté. Le lancement du Luxembourg Green Exchange en 2016, le LGX Academy et le LGX DataHub en 2020 n'en sont que quelques exemples. Par ailleurs, le LuxSE s'est vu remettre de nombreux prix internationaux pour la promotion de la finance durable.

Les responsables du LuxSE ont insisté sur l'importance de la stabilité politique, régulatoire et économique du Luxembourg en tant qu'atout de la Bourse dans son positionnement international. Pour le Président de la Chambre des Députés, le LuxSE est un « acteur économique stratégique et innovateur à rayonnement international ». La Bourse de Luxembourg joue également un rôle important dans le domaine de la transparence de la place financière, a souligné M. Etgen.

De gauche à droite : Mme Lisi Haas de l'Administration parlementaire, M. Maurice Bauer, Secrétaire général du LuxSE, M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, Mme Julie Becker, CEO du LuxSE, M. Alain Kinsch, Président du Conseil d'administration du LuxSE, et Mme Tania Tennina de l'Administration parlementaire

Réunion d'une commission de l'APCE à Marrakech

M. Max Hengel et M. Paul Galles ont représenté la Chambre des Députés lors de la réunion de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), qui s'est tenue les 16 et 17 mars 2023 à Marrakech.

La sauvegarde de la démocratie, des droits et de l'environnement dans le commerce international, ou encore les lignes directrices pour une transition énergétique durable et socialement juste, illustrée par l'exemple du Maroc, y ont notamment été abordées.

Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte

7748 – Projet de loi modifiant la loi du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale

Le projet de loi n° 7748 a pour objet d'apporter des modifications à la loi du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale. Il s'agit notamment d'adapter la gestion et l'administration de l'Œuvre aux réalités actuelles du travail à compléter, aux volumes d'activité et à la taille que l'Œuvre a acquis depuis sa création. L'instauration d'un organe de direction vise à permettre une gérance pertinente de la gestion journalière.

Le but du projet de loi est d'adapter la gestion et l'administration de l'Œuvre à l'évolution des activités et aux dimensions nouvelles qu'elle a acquises au fil des années. Actuellement, le conseil d'administration peut déléguer les décisions de gestion courante à un bureau exécutif en son sein. Cependant, la loi actuelle ne prévoit pas un organe de direction distinct de celui des membres du conseil d'administration, chargé à temps plein de la gestion courante, et pouvant être composé de directeurs non membres du conseil d'administration. Le projet de loi sous référence vise à modifier la structure de l'Œuvre en ce sens et de la doter d'un nouvel organe de direction, responsable de la gestion courante.

En outre, le projet de loi cible une adaptation du cadre statutaire de l'Œuvre aux dispositions de la décision du Gouvernement en conseil du 10 février 2017, déterminant les lignes directrices pour la création d'établissements publics, et qui prescrivent la nécessité de prévoir deux organes au niveau de la gouvernance, à savoir un conseil d'administration et une direction.

Le projet de loi prévoit donc des adaptations en ce qui concerne l'instauration d'une direction chargée de la gestion journalière de l'Œuvre composée, d'une part, d'un directeur chargé des missions philanthropiques de l'Œuvre et, d'autre part, d'un directeur chargé de la gestion de la Loterie Nationale. Les deux directeurs étant sur un même pied d'égalité, chacun a la compétence et la charge de son ressort particulier.

Finalement, la référence à la loi portant organisation de la profession de l'audit est mise à jour.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 19/01/2021
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

18/07/2022	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen des avis du Conseil d'État
27/09/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/10/2022
Loi du 26 octobre 2022
Mémorial A : 2022, n° 539, page 1

Reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur

7941 – Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021

Le projet de loi sous rubrique porte approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021, par les États membres de l'Union Benelux et les États baltes. Ledit traité vise à garantir que toute personne ayant obtenu un diplôme d'enseignement supérieur visé par prédit traité dans l'un des pays signataires est assurée que le niveau académique de son diplôme est automatiquement reconnu dans les autres États signataires. Sont visés les diplômes de Bachelor, de Master et de Doctorat ainsi que les « associate degrees », délivrés conformément à la législation d'un des pays signataires, appartenant à son système d'enseignement supérieur et référencés au Cadre européen des certifications (ci-après « CEC »).

Le traité permet ainsi de renforcer la coopération entre les six États signataires dans le domaine de l'enseignement supérieur, de simplifier les démarches administratives relatives à la reconnaissance académique des qualifications et de faciliter la mobilité des étudiants et travailleurs.

La mise en œuvre du traité par le Luxembourg permet d'étendre la reconnaissance automatique des niveaux des qualifications de l'enseignement supérieur, déjà en place pour les qualifications délivrées par les Pays-Bas et la Belgique, aux qualifications visées par le traité précité, délivrées par la République d'Estonie, la République de Lettonie et la République de Lituanie. Dans l'hypothèse où d'autres pays adhéreraient au Traité par la suite, les qualifications délivrées par ces États et visés dans le présent contexte feraient également l'objet d'une reconnaissance automatique de niveau.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05/01/2022
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Président : M. Gilles Baum) :

20/09/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
05/10/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/10/2022
Loi du 14 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 627, page 1

Covid-19 : contrats d'apprentissage

8074 – Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

Le présent projet de loi a comme objet d'introduire une dérogation temporaire à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail, afin de protéger les élèves de la formation professionnelle contre les conséquences d'un éventuel rebond du nombre des infections à la Covid-19 à l'automne 2022.

Il est en effet bien probable que le nombre des infections à la Covid-19 augmente au cours de l'automne et l'hiver 2022. En effet, plusieurs scientifiques sont d'avis que la situation épidémiologique va de nouveau se détériorer avec la chute des températures, de sorte qu'un renforcement des mesures sanitaires n'est pas exclu. Par conséquent, il se peut que les apprentis de la formation professionnelle aient plus de mal à trouver un patron formateur pour l'année scolaire 2022-2023.

Un autre phénomène qui risque d'entraver le bon déroulement de l'année scolaire 2022-2023 est la divergence entre le type de métiers recherché par les demandeurs de postes d'apprentissage et celui offert par les organismes formateurs. À l'inverse des années précédentes, le nombre de postes déclarés vacants par les entreprises s'avère en effet supérieur à celui de candidatures pour l'année scolaire 2022-2023. S'y ajoute que le premier choix des demandeurs de postes d'apprentissage ne correspond pas toujours à l'offre de postes vacants. Pour remédier à ce problème, les apprentis doivent être accompagnés, voire réorientés, dans leur recherche d'un poste d'apprentissage, de sorte qu'ils risquent de ne pas trouver de patron formateur avant la date limite pour la conclusion du contrat d'apprentissage, normalement fixée au 1er novembre de l'année en cours.

Afin de garantir que chaque jeune puisse entamer sa formation professionnelle, le présent projet de loi propose de reporter la date limite pour la conclusion du contrat d'apprentissage au 30 novembre 2022. Il convient de rappeler que cette même mesure fut déjà appliquée lors des deux années scolaires précédentes.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 26/09/2022
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Président : M. Gilles Baum) :

28/09/2022	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
05/10/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/10/2022
Loi du 26 octobre 2022
Mémorial A : 2022, n° 535, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 08
M. Fernand Etgen, Président
2. **Clôture de la session ordinaire 2021-2022 et ouverture de la session ordinaire 2022-2023** p. 08
M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
3. **Composition des organes de la Chambre des Députés** p. 08
M. Fernand Etgen, Président
4. **Hommage à Mme Viviane Reding** p. 08
M. Fernand Etgen, Président | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
5. **Octroi d'un titre honorifique à Mme Viviane Reding** p. 09
M. Fernand Etgen, Président
6. **Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés** p. 09
M. Fernand Etgen, Président | Mme Elisabeth Margue
7. **Changements de composition de commissions parlementaires** p. 10
M. Fernand Etgen, Président
8. **Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales** p. 10
M. Fernand Etgen, Président
9. **Communications** p. 10
M. Fernand Etgen, Président
10. **Ordre du jour** p. 11
M. Fernand Etgen, Président
11. **Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État** p. 11
M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
12. **Changements de composition de commissions parlementaires (suite)** p. 22
M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Jean Asselborn, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles, M. Henri Kox, M. Claude Haagen, M. Georges Engel, Mme Yuriko Backes et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. Clôture de la session ordinaire 2021-2022 et ouverture de la session ordinaire 2022-2023

Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, duerch en Arrêté grand-ducal vum 3. September vun dësem Joer huet de Grand-Duc mer d'Délégation de pouvoir ginn, fir d'Sessioun 2021/2022 vun der Chamber zouzemaachen a fir d'Sessioun 2022/2023 opzemaachen. An heimadder wier dat dann och gemaach.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. D'Session ordinaire 2021-2022 ass domadder ofgeschloss an d'Session ordinaire 2022-2023 ass op.

Ier mer zum eigentlechen Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen, hu mir fir d'éischt eng Rei administrativ Ugeleeënheeten ze reegelen.

3. Composition des organes de la Chambre des Députés

Composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Zesummesetzung vum Bureau vun der Chamber.

Den éischte Paragraf vum Artikel 9 aus dem Chambersreglement gesäit Follgendes vir: „Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et neuf membres au plus ainsi que neuf membres suppléants permanents au plus."

Ech froen deemno d'Chamber, ob si domadder averstanen ass, den Artikel 7 Paragraf 5 vum Chambersreglement ze applizéieren an d'Zesummesetzung vum Chambersbureau vun der leschter Sessioun bäizebehalen.

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

De Bureau gëtt deemno fir d'Sessioun 2022/2023 a senger Form bäibehalen. Dat heescht: ech selwer als President; d'Vizepresidenten: éischten den Här Mars Di Bartolomeo, zweeten den Här Marc Spautz, drëtten d'Madamm Djuna Bernard; d'Memberen: den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Laurent Mosar, d'Madamm Lydia Mutsch, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Claude Wiseler, d'Madamm Simone Beissel, den Här Fernand Kartheiser an d'Madamm Martine Hansen; Generalsekretär: den Här Laurent Scheeck.

Déi permanent Suppleantë vum Bureau sinn: den Här Gilles Baum, den Här Léon Gloden, d'Madamm Francine Closener, den Här François Benoy, den Här Sven Clement an d'Madamm Myriam Cecchetti.

Esou wéi den Artikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Composition de la Conférence des Présidents

D'Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents huet säit der leschter Sessioun net geännert an ass deemno zesummegestallt aus mir selwer als President souwéi de Fraktiounspresidenten: den Här Gilles Roth, den Här Gilles Baum, den Här Yves Cruchten an d'Madamm Josée Lorsché.

4. Hommage à Mme Viviane Reding

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, éier mer elo eng nei Deputéiert vereedegen, soe mer nach där Kolleegin Äddi, déi d'Chamber op den 1. Oktober verlooss huet an elo vun hei uewen op eis erofkuckt: d'Viviane Reding.

(Hilarité)

„43 Joer laang hunn ech versicht, mäi Bescht ze ginn, fir Lëtzebuerg an Europa staark a liewenswäert ze maachen." Mat deene Wierder hat d'Madamm Reding hiren Depart aus der aktiver Politik iwwert déi sozial Medien ugekënnegt. D'Viviane Reding huet sech souwuel um lokalen, nationale wéi och um europäesche Plang en Numm gemaach an d'Politik op ville Plaze gepräägt. Schonn an hirer Kandheet huet dat gebiertegt Escher Meedche geléiert, sech duerchzesetzen, deemools beim Spillen a Streiden op der Strooss an duerno wärend de Studien zu Paräis.

No hirem Doktorat ass d'Viviane Reding zréck op Lëtzebuerg komm an huet als Journalistin beim „Wort" geschafft. 1979 ass si an d'Chamber gewielt ginn an 1981 an den Escher Gemengerot. Déi Joren an der nationaler a lokaler Politik huet si selwer als wichteg Léierjore bezeechent, well een „no bei de Leit ass".

D'Viviane Reding war awer och scho fréi vun Europa ugezunn a gouf 1989 an d'Europaparlament gewielt. Den Héichpunkt vun hirer politescher Karriär ware sécher déi dräi Mandater an der Europäescher Kommissioun, dovun eent als éischt Vizepresidentin.

An hirer Zäit als EU-Kommissärin huet si vill Initiative geholl, ënner anerem den Noutruff 112 an Europa harmoniséiert, déi europäesch Filmindustrie ënnerstëtzt an den Erasmus-Programm weltwäit verännert, fir just dës Beispiller ze nennen.

Hire bekanntsten Dossier bleift awer sécher d'Ofschafe vun de Roaming-Fraisen, ee Kampf, deen oft als Kampf vum David géint de Goliath bezeechent ginn ass an dee si gewonnen hat.

Ech wéilt awer och ganz besonnesch d'Charte des droits fondamentaux vun der Europäescher Unioun ervirsträichen. Eis europäesch Demokratie kënne mer eis ouni déi net méi virstellen. Se ze kréien, huet vill Standhaftegkeet verlaangt. D'Stabilitéit, déi se Europa a senge Bierger gëtt, ass fundamental.

D'Viviane Reding huet esou ëmmer probéiert, Europa eng Séil ze ginn an d'Distanz tëscht der Europäescher Unioun an hire Bierger ze verkierzen.

2018 ass d'Viviane Reding erëm zréck an d'Chamber komm. Den 1. Oktober 2022 ass hir politesch Karriär do, wou se 1979 ugefaang hat, op een Enn gaangen: am Lëtzebuerger Parlament. De politesche Krees schléisst sech.

An der aktueller Legislatur war si virun allem an der Kommissioun fir Digitalisatioun, Medien a Kommunikatioun aktiv. Och hei huet d'Viviane Reding ëmmer den Dialog mat deene concernéierte Leit gesicht, souwuel d'Konsumente wéi och d'Entreprisen. Et ass hir ëmmer drëm gaangen, net nëmme vun uewen erof ze legiferéieren an Europa héichzehalen.

D'Viviane Reding hat an hirer ganzer Karriär vill an ambitiéis Projeten. An engem Interview sot si eng Kéier an deem Kontext: „Ouni Illusioune kann ee keng Politik

maachen!“ Eppes beweegen, d'Welt veränneren, dat waren hir Motivatiounen, fir an d'Politik ze goen. Fir konkreet Problemer huet si probéiert, praktesch Léisungen ze fannen an déi mat hirer ganzer Energie ëmzesetzen. Si ass eng Politikerin, déi kämpft, mee net gär aus der zweeter Rei handelt a léiwer selwer d'Fiedem an d'Hand hëlt.

D'Viviane Reding huet an hirer politescher Karriär bal alles erreecht an hannerléisst op ville Plaze Spueren. Vill Projeten, vun deene mir haut all profitéieren, droen hir Handschrëft. An ech si mir sécher, datt d'Madamm Reding e Virbild fir vill Leit ass. Kee Wee war hir ze wäit, keng Erausfuerderung ze grouss, kee politesche Géigner ze staark.

Mam Viviane Reding verléisst eng grouss EU-Politikerin an eng bekannt Perséinlechkeet déi politesch Bün. Och wa si der Politik de Réck dréit, sinn ech sécher, datt een net vu Pensioun ka schwätzen. Ech si mir sécher, datt Ophale keng Optioun ass!

Mir wënschen Iech nach vill Freed bei Äre weidere Projeten an Ärem Engagement hei am Land an an Europa. All Guddes, Viviane, bei dengen neien Erausfuerderungen, a merci!

(Applaudissements)

Ech géif dann dem Premierminister d'Wuert ginn.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, et ass schwéier, no enger Standing Ovation, déi fir eng Persoun gemaach gëtt, nach eng Kéier d'Wuert ze ergräifen. Mee erlaabt mer, am Numm vun der Regierung och der Madamm Reding Merci ze soen. D'Engagement hei an der Chamber: Ech hat selwer als Medien- a Kommunikatiounsminister déi lescht Joren d'Chance, mat enger engagéierter Politikerin, déi och mat konstruktive Propositiounen an d'Kommissioun eragaangen ass, zesummenzeschaffen. An dat ass och eppes, wat ech hei ervirstraiche wéilt.

Mee erlaabt mer virun allem awer, hir Merci ze soe fir hiert europäescht Engagement. D'Madamm Reding huet zwee Kommissiounspresidente materlieft, den Här Prodi an den Här Barroso – den Här Barroso zweemol –, 15 Joer laang an der Kommissioun, ugefaang mat – sauf erreur de ma part – Educatioun, Jeunesse, Multilinguisme a Kultur, dunn d'Société de l'information et médias, d'Justiz, Droits fondamentaux et la citoyenneté.

Madamm Reding, Dir hutt fir vill europäesch Bierger d'Liewe méi einfach gemaach; Dir hutt fir vill Operateuren d'Liewe méi kompliziéiert gemaach.

(Hilarité)

Dat ass Politik eeben heiansdo: sech onbeléift maachen, fir Decisiounen ze huelen, déi am Interêt vun de Bierger sinn.

Iech e grousse Merci am Numm vun der Regierung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premierminister.

(Applaudissements)

5. Octroi d'un titre honorifique à Mme Viviane Reding

De Bureau vun der Chamber huet den 30. September 2022 opgrond vun den Artikelen 195 an 197 vum Chambersreglement virgeschloen, der fréierer Deputéiert Viviane Reding den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouzeerkennen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Där neier Éierendeputéierter eis Felicitatiounen!

6. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

Mir huelen haut en neie Member an d'Chamber op. An hirem Bréif vum 13. September 2022 huet d'Madamm Viviane Reding matgedeelt, datt si vum 1. Oktober dëses Joers un op hiert Deputéiertemandat verzicht. Esou, wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der CSV aus dem Walbezierk Zentrum derzou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren.

D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant d'Madamm Elisabeth Margue, déi d'Mandat ugeholl huet. Et goufe weeder Zweifel nach Kontestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet, soudatt dem Artikel 6 (3) vum Chambersreglement no d'Chamber d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Elisabeth Margue virum 7. Oktober 2022 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, follgend Pièce ofginn huet: eng Kopie vun hirer Carte d'identité fir ze beweisen, datt si Lëtzebuergerin ass an 18 Joer huet, e Certificat de résidence, fir ze beweisen datt si am Grand-Duché lieft, souwéi eng Deklaratioun op d'Éier, datt keng Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn.

Mat dëser Deklaratioun erklärt si, datt si net Famill ass am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten, net mat engem aneren Deputéierte bestuet ass an net iwwer Bestietnis mat engem aneren Deputéierten am éischten oder am zweete Grad Famill ass.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Elisabeth Margue huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert déi fënnef Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt d'Madamm Elisabeth Margue hir zivill a politesch Rechter besëtzt, zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf, net strofgeriichtlech duerch eng Verurteelung hiert Walrecht verluer huet, net duerch eng Verurteelung hir Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus deene genaue Kontrollen op deene gesamte Pièce, datt d'Madamm Elisabeth Margue d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, sou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn, d'Madamm Elisabeth Margue vu kenger Incompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, sou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D'Pouvoire vun der Madamm Elisabeth Margue sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Loosst d'Madamm Elisabeth Margue wannechgelift erakommen.

Madamm Margue, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an deen de follgende Wuertlaut huet: „Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.“ Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: „Je le jure.“

Mme Elisabeth Margue (CSV) | Je le jure.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn Akt vum Eed vun der Madamm Elisabeth Margue. Madamm Margue, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen.

Madamm Margue, ech ginn Iech d'Wuert.

Discours de début de mandat

Mme Elisabeth Margue (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mer eng grouss Freed, mech haut kënne mat e puer Wierder un Iech ze riichten, fir mech an dat, firwat ech mech heibanne wëll asetzen, kuerz virzestellen.

Den 8. Oktober 2018 sinn ech mat an d'Wale gaangen. Deemools hat ech 28 Joer. Haut, den 11. Oktober 2022, knapps véier Joer duerno, ginn ech mat 32 Joer als Deputéiert vereedegt. An dëse véier Joer ass vill geschitt: Net just, dass ech Mamm gi sinn an elo am Alter eng Dräi vir stoen hunn a keng Zwee méi, nee, d'Welt haut ass eng aner wéi viru véier Joer.

Mir hunn an dëse véier Joer eng Multitude u Krisen erlieft, ugefaange mat der Pandemie, duerno e Krich; e sënnlose Krich, deen eis an eng Energiekris gestierzt huet. Nieft dësen temporäre Krisen hu mir leider och unhalend Krisen erlieft, wéi zum Beispill d'Klimakris oder de Logement. Et ass e Problem, dee besonnesch jonk Leit betrëfft.

Do virdrun huet meng Generatioun Krisen erlieft, awer si stoung net virun deene selwechten Erausfuerderungen, wéi déi, virun deene mer elo stinn. Mir haten 2008 eng Finanzkris. Ech selwer a vill Leit vu menger Generatioun waren nach am Lycée an hunn d'Kris am Fong just an enger Stonn vun der Ekonomiepolitik erlieft. Mir si geléiert ginn, dass een a Krisenzäiten d'Investissementer héichhalen an d'Steieren erofsetze soll an am Kader vun enger antizyklescher Politik da spuersam mat ëffentleche Finanzen ëmgoe soll, wann d'Wirtschaft dréit.

Kuerz drop koum d'Scholdekris. D'Lëtzebuerger Jugend ass och vun dëser Kris méi oder wéineger verschount bliwwen. Genau dës Generatioun kritt awer elo am meeschten déi aktuell Krisen ze spieren. Dës Krise wäerten hiert Liewen an d'Liewe vun den nächste Generatioune laangfristeg beaflossen. D'Aussiichte fir jonk Leit sinn net méi esou gutt, wéi se dat nach fir déi viregt Generatioun waren.

Als jonk Mamm hunn ech haut eng aner Vue op dës Erausfuerderung. Genau dofir wëll ech mech asetzen, dass an der Chamber Politik fir all Generatioune gemaach gëtt, a besonnesch fir déi nächst, onofhängeg dovun, wéi gutt dës Generatioun hei vertrueden ass.

Fir all dës Krisen ze bewältegen, hu mer säit 2020 Solidaritéit vun onse Matbierger agefuerdert. Jo, ons Gesellschaft ass op Solidaritéit opgebaut: Solidaritéit tëschent Leit, deenen et gutt geet, a Leit, deenen et manner gutt geet; Solidaritéit tëscht Generatiounen. Mee als Politiker kënne mer eis net dorop beschränken, Solidaritéit vun onse Matbierger anzefuerderen. Mir brauchen och eng Politik, déi déi wichteg Problemer léist a geziilt Ressourcen opbréngt, fir déi Problemer ze léisen, déi d'Leit dobaussen hunn.

Dobäi stelle mer fest, dass iwwert déi lescht Jore vill Problemer geléist goufen, déi fir vill Leit net wierklech e Problem waren. Mir hu mat der Gratis-Politik sécher enger Rei Leit gehollef, déi och Hëllef gebraucht hunn, an dat ass och richteg esou, mee mir hunn awer och Leit gehollef, déi u sech keng Hëllef gebraucht hätten. Mir hunn d'Sue mat der Géisskan ausginn, déi ons elo feele fir de Wunnengsbau oder d'Klimapolitik.

Donieft huet d'Regierung och eng Erwaardungshaltung geschaf an e Bild vum Staat, dee fir alles zoustänneg ass a fir jiddwereen opkënnt. Courage, fir déi méi komplex Problemer ze léisen, hu mer oft net opbruecht. Et sinn awer déi Problemer, déi ee ganz groussen Deel vun de Leit dobaussen haut treffen. Ëmmer méi Leit hu Schwieregkeeten, um Enn vum Mount d'Enner beieneenzekréien. D'Schéier tëscht Aarm a Räich geet ëmmer weider auserneen. Wa mer haut fuerderen, datt d'Mëttelschicht entlaascht gëtt oder méi Sue fir de Logement mobiliséiert solle ginn, kréie mer als Äntwert, dat géif ze deier kaschten.

A mengem Beruff als Affekot sinn ech vill mat Leit a Kontakt a verteidegen hir Dossieren um Geriicht. Ech hu mech an deene leschte sechs Joer haaptsächlech mat Responsabilitéitsdossieren auserneegesat an hunn dobäi vill Leit begéint, déi Schicksalsschléi matgemaach hunn. Déi Dossieren, déi mech am meeschte motivéiert hunn, waren ëmmer déi, wou ee konkreet konnt e positiivt Resultat fir si bewierken. Ech wëll mech dowéinst heibannen asetze fir eng Politik fir d'Leit dobaussen; eng Politik, déi de Leit konkreet hëlleft an eppes an hirem Liewen ännert.

Ee politeschen Dossier, fir deen ech mech säit 2017 am Stater Gemengerot asetzen, ass dee vum Wunnengsbau. Als Stad Lëtzebuerg hu mer déi grouss Chance, e wichtegen Acteur an dësem Domän kënnen ze sinn a Wunnengen op de Marché kënnen ze bréngen. Leider stellt ee fest, dass bis op d'Gemengen an d'Responsabilitéit ze huele vun nationaler Säit relativ wéineg Resultat bei dësem Problem erziilt ginn ass.

Au contraire: D'Präisser hu sech tëscht 2013 an 2021 verduebelt. Gläichzäiteg stelle mer fest, dass dem Staat seng Recettë geklomme sinn doduerch, dass e méi Droit d'enregistrements a méi TVA erakrut. An awer sinn déi steierlech Avantagë wéi de bëllegen Akt oder de Fräibetrag TVA Logement, déi Privatpersounen hëllefen, hir Immobilien ze finanzéieren, säit 20 Joer net ugepasst ginn. Bei den aktuellen Inflatiounstauxen ass dat net ze verstoen an et stellt ee sech d'Fro, wou déi Suen higaange sinn. Derbäi kënnt, datt d'Zënsen an d'Luucht gaange sinn, dass eng Rei Immobilieprojeten aktuell gestoppt gi wéinst der Onsécherheet um Marché. Wa mer haut manner bauen, wäert dëse Problem sech nach verschäerfen. Mir däerfen also net de Feeler maachen an elo den Investisseuren nach zousätzlech Steng an de Wee leeën!

De Logementsproblem muss endlech zur absolutter Prioritéit ginn an déi néideg Ressourcen dofir musse mobiliséiert ginn! Ech freeë mech, an der Logementskommissioun op dësem Sujet ze schaffen.

Als jonk Mamm ass mer awer och wichteg, dass mer hei derfir suergen, dass onse Planéit och liewenswäert bleift fir déi nächst Generatiounen. Mir mussen ons Liewensgrondlage schützen an onsen Impakt op d'Ëmwelt reduzéieren. Dowéinst ass et wichteg, dass mer an der Klimapolitik weiderkommen. Onst iewescht Zil muss sinn, den CO_2-Ausstouss ze reduzéieren.

D'Energietransitioun musse mer méi einfach maachen, andeem mer administrativ Hürden ofbauen. Mir brauchen einfach ze laang mam Ausbau vun erneierbaren Energien. Ze oft kommen dës Projeten opgrond vun Ëmweltoplagen a laange Prozeduren net virun. Verstitt mech net falsch, et ass wichteg, dass mer ons Natur schützen. Mee an der Politik muss ee kënnen ofweien a sech fir dat entscheeden, wat herno ënnert dem Stréch déi beschte Léisung ass. Wann also d'Virdeeler bedeitend méi grouss si wéi d'Nodeeler, da lount et sech, ee Wee anzeschloen.

Genau dowéinst sinn ech an d'CSV gaangen, well et fir mech déi Partei ass, déi probéiert, ëmmer dat grousst Bild am Bléck ze halen a verschidden Interessen ofzeweien, fir schlussendlech am Interêt vum Mënsch ze entscheeden.

Mir brauchen also eng Ëmweltpolitik, déi pragmatesch ass an ons virubréngt an net perfekt ass an allen Hisiichten. Näischt ze maachen oder nëmme lues, ass fir eis keng Optioun!

Bei der Klimaschutzpolitik ass et awer och wichteg, dass mer eng gewëss sozial Selektivitéit un den Dag leeën, an anere Wierder: deene Leit, deenen et manner gutt geet, verstäerkt hëllefen, an deenen, deenen et gutt geet, e bësselche manner. Well dës Kris trëfft am meeschten déi Schwaach an onser Gesellschaft.

Mir wäerten d'Klimakatastroph awer och nëmmen evitéiere kënnen, wa mer verstäerkt innovéieren. D'Stäerkt vu Lëtzebuerg war ëmmer, Virreider a verschiddenen Domänen ze sinn. Wéisou investéiere mer net verstäerkt an d'Fuerschung vu klimafrëndlechen Technologien? De Staat kann eng Roll spillen, andeems en dee richtege Kader setzt fir Betriber, fir dass och si an d'Fuerschung investéieren.

De Klimaschutz däerf dobäi awer och net op d'Käschte vun der Wirtschaft goen, mee déi zwee mussen an Aklang bruecht ginn. Ons Betriber sinn d'Réckgrat vun onser Wirtschaft. An nëmmen, wann ons Wirtschaft dréit, kënne mer onse Sozialsystem oprechterhalen. Dowéinst ass et wichteg, dass mir als éischt onse Betriber hei am Land, virun allem deene klengen a mëttelstännege Betriber, hëllefe bei der digitaler an nohalteger Transitioun.

Donieft musse mir och als Land attraktiv bleiwe fir Betriber aus dem Ausland. Dat si mer och nëmmen, wa mer attraktiv si fir déi Leit, déi an dëse Betriber schaffen. Mee wéi vill Betriber hu mer fäerdegbruecht iwwert déi lescht Joren op Lëtzebuerg ze bréngen? Duerch vill administrativ Hürden hu mer au contraire Betriber dozou bruecht, sech am noen Ausland nidderzeloossen, wou se mat oppenen Äerm a mat manner Contrainten empfaange gi sinn. Gläichzäiteg hu mir gezéckt an et hat een d'Impressioun, mir wéissten net, wat mer wëllen.

Fir e Lëtzebuerg, wat liewenswäert bleift fir déi aktuell Generatioun a fir déi nächst Generatiounen, wëll ech mech hei an der Chamber asetzen. Dass ech dat ab haut maache kann, verdanken ech enger ganzer Rei Leit. Dowéinst erlaabt mer, mat e puer Mercien opzehalen.

An un alleréischter Stell wëll ech dem Wieler Merci soen, dee mer viru véier Joer d'Vertraue geschenkt huet. Ech wäert mäi Bescht maachen, fir hien hei esou gutt wéi méiglech ze vertrieden.

Da wëll ech awer och der Viviane Reding Merci soen, déi mer d'Méiglechkeet ginn huet, dëst Mandat vun hir ze iwwerhuelen. E grousse Merci fir dat, wat s du, Viviane, an 43 Joer politeschem Engagement fir onst Land erreecht hues! Ech wäert probéieren, mäi Mandat mam selwechten Engagement weiderzeféieren.

An dann zum Schluss e grousse Merci u meng Famill an u mäi Partner, ouni déi ech dëst Mandat als fräschgebake Mamm wuel kaum kéint ausféieren.

Zum Schluss Iech heibanne e grousse Merci fir d'Nolauschteren. Ech freeë mech op eng konstruktiv an eng gutt Zesummenaarbecht.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Margue.

7. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

(Brouhaha)

An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile ersetzt den Här Emile Eicher d'Madamm Viviane Reding.

An der Commission de vérification des pouvoirs ...

Plusieurs voix | Pscht!

M. Fernand Etgen, Président | ... ersetzt d'Madamm Elisabeth Margue d'Madamm Viviane Reding.

An der Commission des Affaires intérieures de l'Égalité entre les femmes et les hommes ersetzt d'Madamm Elisabeth Margue den Här Gilles Roth fir de Volet Égalité entre les femmes et les hommes.

An der Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications ersetzt d'Madamm Elisabeth Margue d'Madamm Viviane Reding.

A schliisslech: An der Commission du Loyer ersetzt d'Madamm Elisabeth Margue den Här Emile Eicher.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, ass follgend Ännerung agaangen: An der Délégation auprès de la COSAC ersetzt den Här Claude Wiseler d'Madamm Viviane Reding als effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi? Ech gesinn, datt och dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 11 octobre 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

8074 – Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 26/09/2022

8075 – Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 27/09/2022

8076 – Projet de loi portant suspension temporaire des déguerpissements en matière de baux d'habitation

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 03/10/2022

8077 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 06/10/2022

8078 – Projet de loi relative à l'aménagement de la liaison cyclable directe entre Esch-sur-Alzette et Belval

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 07/10/2022

8079 – Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur et portant modification :
1° du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;
3° de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ;
4° de la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 07/10/2022

8082 – Projet de loi sur l'impôt foncier, l'impôt à la mobilisation de terrains et l'impôt sur la non-occupation de logements, modifiant
1° la loi modifiée dite « Abgabenordnung (AO) » du 22 mai 1931 ;
2° la loi modifiée dite « Bewertungsgesetz (BewG) » du 16 octobre 1934 ;
3° la loi modifiée dite « Steueranpassungsgesetz (StAnpG) » du 16 octobre 1934 ;
4° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes ;
5° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
6° la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit ;
7° la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
8° la loi modifiée du 22 octobre 2008 sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie et introduisant différentes mesures administratives et fiscales en faveur de la promotion de l'habitat ;
9° la loi modifiée du 23 décembre 2016 concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement ;
10° la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;
11° la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer et abrogeant :
1° la loi modifiée du 19 juillet 1904 sur les impositions communales ;
2° la loi modifiée dite « Grundsteuergesetz (GrStG) » du 1er décembre 1936

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 10/10/2022

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2472 – Demande de pétition publique : Fir méi Ersatzautoen, déi fir Leit mat enger Behënnerung zur Verfügung stinn

Dépôt : M. Patrick Curado, le 28/09/2022

2473 – Demande de pétition publique : CFL wird gezwungen, Reisende für Zugverspätungen und -ausfälle finanziell zu entschädigen

Dépôt : M. Abner Andrey Martinez Zamudio, le 28/09/2022

2474 – Demande de pétition publique : Pour l'interdiction des réseaux sociaux avant 16 ans

Dépôt : Mme Florence Hachez, le 04/10/2022

2475 – Demande de pétition publique : Déclarer la Russie comme un État soutenant le terrorisme

Dépôt : M. Nicolas Zharov, le 04/10/2022

2477 – Demande de pétition publique : Pour une protection cohérente et efficace du patrimoine architectural luxembourgeois

Dépôt : Mme Karin Waringo, le 04/10/2022

2478 – Demande de pétition publique : Raccourcir le délai de remboursement de la CNS

Dépôt : M. Vitor Da Costa Vilela, le 05/10/2022

2479 – Demande de pétition publique : Accord du droit de travail aux membres de famille d'un ressortissant de pays tiers : Les femmes qui rejoignent leurs maris pour s'installer au Luxembourg sont victimes d'une loi qui leur interdit d'exécuter une activité salariée. Les employeurs refusent de leur faire des permis de travail, car le processus prend beaucoup de temps. Ces femmes se trouvent complètement dépendantes de leur mari.

Dépôt : Mme Zeineb Chaouabi, le 05/10/2022

2480 – Demande de pétition publique : Remboursement de la part de la CNS pour les produits d'hygiène féminine (OB, bande hygiénique)

Dépôt : Mme Joana Mouriz, le 05/10/2022

2481 – Demande de pétition publique : Upasse vun den „Avertissements taxés"-Tariffer

Dépôt : M. Gérard Koneczny, le 06/10/2022

2482 – Demande de pétition publique : Entzug des Sorgerechts, ein komplettes Kontaktverbot, einschließlich Annäherungsverbot, bei narzisstischen Elternteilen

Dépôt : Mme Claudia Avenanti, le 07/10/2022

2483 – Demande de pétition publique : Zousätzleche Congésdag/schoulfräi op dem eegene Gebuertsdag!

Dépôt : M. Charel Dormans, le 07/10/2022

2484 – Demande de pétition ordinaire : Adapter le montant des seuils des saisies sur l'index

Dépôt : M. Daniel Steinmann, le 08/10/2022

2485 – Demande de pétition ordinaire : Depressiounen

Dépôt : M. David Cortezzi, le 09/10/2022

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

10. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Premier- a Staatsminister Xavier Bettel zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen an aussergewéinlechen Zäiten. Zanter dem Mäerz 2020 steet ons Welt op der Kopp. No iwwer zwee laange Joren an der Pandemie stierzt de russesche President d'Mënschheet mat engem mënscheveruechtende Krich an eng nächst Kris mat déifgräifenden a laangwierege Konsequenzen.

Et ass eng vun de schlëmmste Krisen, déi onst Land zanter dem Zweete Weltkrich kannt huet. Mir erliewen net nëmme Krich direkt virun onser Hausdier, mee mir sinn och mat enger historescher Inflatioun an och nach mat Energieenkpäss konfrontéiert. Mir sti kuerz virun enger Weltwirtschaftskris, déi d'Finanzkris vum leschte Joerzéngt an de Schiet kéint stellen.

Mir liewen an Zäiten, déi vun Onsécherheet a vun Ongewëssheet gepräägt sinn. Kee vun ons ka mat Sécherheet soen, wéi d'Welt an engem Joer oder souguer an e puer Méint kéint ausgesinn. Wat ech awer mat Sécherheet ka soen, Här President, ass, datt dës Regierung alles dofir maache wäert, datt et de Mënschen zu Lëtzebuerg och an Zukunft gutt goe wäert!

Et ass grad an esou onsécheren an ongewëssen Zäite wichteg, datt d'Politik e rouege Kapp behält an och déi richteg Decisiounen trefft. Et ass a Krisenzäite wéi dëser, wou et wierklech drop ukënnt, wou et heescht, Verantwortung ze iwwerhuelen; Verantwortung fir d'Wuel vum Land a fir d'Wuel vu senge Bierger. Et ass a Krisenzäite wéi dëser, wou mer zesummenhale mussen!

Dës Regierung huet méi wéi eng Kéier ënner Beweis gestallt, datt mir och a stiermeschen Zäiten d'Rudder fest am Grëff hunn, datt mir et fäerdegbréngen, Lëtzebuerg gutt zesummen duerch d'Krisen ze navigéieren.

Mir hunn no der Finanzkris d'Staatsfinanze sanéiert an onst Land an ons Wirtschaft mat neie Rekordinvestitioune fit gemaach fir d'Zukunft. Gläichzäiteg hu mer et och fäerdegbruecht, déi finanziell Mëttelen ze mobiliséieren, fir och op onerwaarte Krise kënnen ze reagéieren.

Ech denken do un déi verschidde Flüchtlingswellen, ech denken do un d'Tornadoen, ech denken do un Iwwerschwemmungen. Mir hunn déi concernéiert Mënschen net am Stach gelooss a probéiert, hinnen och esou gutt wéi méiglech séier an onkompliézéiert ze hëllefen.

Mir si gutt duerch d'Covidpandemie komm, andeems mir dee richtegen Equiliber tëschent de Fräiheeten an dem Schutz och vun de Vulnerabelste fonnt hunn. Mir hu mat beispillslosen Hëllefspäck Betriber ënnerstëtzt an Aarbechtsplazen och kënnen erhalen. Kaum eng Ekonomie an Europa huet sech nom Lockdown esou séier erholl wéi déi Lëtzebuerger Ekonomie!

D'Regierung huet an all dëse Krisen de sozialen a politesche Fridde garantéiert, andeems mir de Leit an de Betriber gehollef hunn, iwwert d'Ronnen ze kommen.

Dës Krisen, a mir sinn eis all eens, Här President, maachen ons all midd. Mee mir loossen eis net decouragéieren! D'Zukunft gehéiert de Couragéierten. Mir halen zesummen, wann et drop ukënnt. Dat mécht onst Land aus, dat mécht d'Lëtzebuerger aus!

Mir wëssen net, wat kënnt. Mee mir wëssen, wat mer kënnen. D'Institutiounen hunn och an deene schwieregste Momenter fonctionéiert. D'Land ass gutt opgestallt, och fir dës Kris zesummen ze meeschteren. Dës Regierung huet an de leschte Joren ëmmer erëm Verantwortung iwwerholl. Mir iwwerhuelen och an dësen Zäite Verantwortung; Verantwortung fir haut, awer och Verantwortung fir muer!

Ugefaang mam Krich an der Ukrain. Déi Biller vun de leschte Stonnen an Deeg weisen, dass an der Ukrain all Dag onschëlleg Mënschen stierwen. Si kämpfen, si sti fir hir Fräiheet a fir hir Onofhängegkeet. Et stierwen onschëlleg Fraen, et stierwen onschëlleg Männer, et stierwen onschëlleg Kanner, déi doheem ermort ginn a souguer vergewaltegt ginn a gefoltert ginn.

Vill vun hinnen hu missen aus hirer Heemecht flüchten. Ech hunn an de leschte Wochen a Méint mat villen ukrainesche Flüchtlingen zu Lëtzebuerg geschwat. Ech hunn hir Verzweiflung gespuert, hir Trauer, awer och hir Angscht – hir Angscht ëm d'Liewe vun hire Familljememberen, déi an der Ukrain bliwwe sinn, déi nach an deenen Territoirë sinn, wou all Dag Bomme falen.

Wann ee mat Ukrainer schwätzt, spiert een awer virun allem hire feste Wëllen, fir hiert Land, fir hir Fräiheet a fir hir Onofhängegkeet weiderzekämpfen. Wéi ech virun e puer Méint an der Ukrain gereest sinn, hunn ech net nëmme komplett zerstéiert Dierfer a Stied gesinn, mir sinn och Mënsche begéint, déi mech impressionéiert hunn.

Ech hunn et schonn op Nationalfeierdag gesot, mee ech widderhuelen et hei nach eng Kéier: Ech erënnere mech gutt un e Gespréich mat enger Groussmamm, déi mat hirem Enkelkand ënnerwee war. Si huet mer erzielt, datt se alles verluer hätt; hire Mann, hiert Meedchen an hiren Eedem sinn duerch russesch Rakéiten ëmkomm. Si huet mir gesot, dass si awer esou vill gekrasch hätt, datt si keng Tréine méi iwwreghätt. Trotz deem onvirstellbare Leed, dat dës Fra erlieft huet, war hir Wëllenskraaft ongebrach.

D'Geschichte vun dëse Mënsche ginn ons Lëtzebuerger besonnesch no, well och onst Land ass virun 80 Joer vun engem groussen Noper iwwerfall ginn. Den ukrainesche President Wolodymyr Selenskyj huet a senger Usprooch hei an dësem héijen Haus net ëmsoss de Motto vun der Lëtzebuerger Identitéit zitéiert: „Mir wëlle bleiwe wat mir sinn!"

Jo, och d'Ukrainer wëlle bleiwen, wat si sinn. An et ass ons moralesch Pflicht, dat ukrainescht Vollek an hirem Kampf fir d'Fräiheet och ze ënnerstëtzen, well mir och, d'Lëtzebuerger, liewen haut just a Fräiheet, well aner Länner eis deemools net am Stach gelooss hunn! Kuckt Är Geschichtsbicher, fir déi, déi et vergiess hunn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Viru bal genee néng Joer si Mënschen an der Ukrain fir eng méi enk Bezéiung mat der Europäescher Unioun op d'Strooss gaangen. Doropshin hunn déi russesch Aggressiounen och ugefaangen.

Wat wiere mir fir eng Europäesch Unioun, wa mir de Ruff vu Mënschen einfach ignoréiere géifen, déi sech onser Wäertegemeinschaft uschléisse wëllen? Et war e wichtegt politescht Signal, der Ukrain a Moldawien och den EU-Kandidatestatus ze ginn. Och wann et keng Offkierzungsprozedur oder Erweiderungsprozedur am Turboformat gëtt, musse mir de Leit, déi och un eng europäesch Zukunft gleewen, awer och déi gräifbar Perspektiv ginn! Den Dram vun engem europäesche Kontinent, op deem alleguerten d'Mënschen u gemeinsam Idealer vun der Rechtsstaatlechkeet, vun Demokratie a Fräiheet gleewen, ass et derwäert fir ze kämpfen!

Lëtzebuerg iwwerhëlt Verantwortung, andeems mir d'Mënschen an der Ukrain och direkt ënnerstëtzen, virop, andeems mer d'ukrainesch Flüchtlinge mat oppenen Äerm empfänken. An ech muss Iech soen, Här President, ech sinn immens houfreg op d'Hëllefsbereetschaft vun eisen Awunner hei am Land. Iwwer 2.000 vun den insgesamt ronn 4.000 ukrainesche Flüchtlinge si privat bei Lëtzebuerger Residenten ënnerdaach komm. Dat ass en enormen Akt vu Solidaritéit an och vu Matmënschlechkeet!

Lëtzebuerg huet bis elo all EU-Sanktioun géint Russland matgedroen an och integral ëmgesat. Och wa verschidde Leit eppes aneschters wëlle behaapten: D'Sanktioune wierken a si wichteg Elementer, fir déi militäresch Aggressioun duerch Russland ze stoppen!

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | An och wa mir selwer keng Krichspartei sinn, ënnerstëtze mir d'Ukrain an hirem Recht, hir Bierger an hiren Territoire wëllen ze verteidegen. Fir déi éischte Kéier an der Lëtzebuerger Geschicht hu mir och schwéier Waffen an en aktiivt Krichsgebitt geliwwert.

Bis haut hu mir militärescht Material fir 72 Milliounen Euro an d'Ukrain geschéckt. Dat entsprécht 16 % vun onsem aktuelle Verdeedegungsbudget. Domat gehéiere mir zu de Spëtzereider an der Europäescher Unioun an an der NATO. A mir sinn och fest entschloss, dës Efforte weiderzeféieren. Russland huet mat sengem Aggressiounskrich géint d'Ukrain d'Sécherheet vum ganzen europäesche Kontinent a Fro gestallt.

Lëtzebuerg ass duerch d'Memberschaft an der NATO gutt géint militäresch Aggressioune geschützt. D'NATO ass ons bescht Garantie fir e Liewen a Fridden an an a Sécherheet. Fir datt dat esou bleift, mussen d'EU an d'NATO-Memberstaaten och verstäerkt als Sécherheetsacteuren optrieden. An och Lëtzebuerg muss a wäert säin Deel dozou bäidroen. Mir iwwerhuele Verantwortung fir ons eegen an ons kollektiv Sécherheet!

Dem russesche President seng Krichsdreiwerei huet och zu engem historesche Revirement an onser Verdeedegungspolitik gefouert. D'Regierung huet e Plang ausgeschafft, mat deem mir och an deenen nächste Joren ons Militärausgabe massiv an d'Luucht schrauwen. Mir hunn ons d'Zil gesat, bis 2028 1 % vun onsem PIB an ons Verdeedegung ze investéieren. An Dir wësst, dass et jo och do Krittäre gëtt vun der NATO, deene mer dann och méi no kommen.

D'Regierung ass elo schonn amgaang, dëst Zil aktiv unzegoen. Mir schaffen un engem belsch-lëtzebuergesche Bataillon, fir ons Arméi méi robust ze gestalten. Mir wäerten och de gesamte Fuerpark vun der Arméi mat modernste gepanzerte Ween ersetzen. Mir investéieren an d'Moderniséierung an an d'Renovatioun vun onse militäreschen Infrastrukturen.

Den neien Innovatiounsfong vun der NATO kritt säi Sëtz hei zu Lëtzebuerg. Mat engem Kapital vun enger Milliard US-Dollar wäert dëse Fong a Start-up-Betriber investéieren, déi Technologien an de Beräicher Cyberspace, kënschtlech Intelligenz an Ëmwelt entwéckelen. Dës Technologië kënne spéider souwuel am zivile wéi och am militäresche Beräich agesat ginn.

Mam neie Kadergesetz, dat aktuell um Instanzewee ass, féiere mir nei Karriären an, iwwert déi d'Arméi déi néideg Spezialisten astelle kann, déi an Zäite vun der hybrider Krichsféierung gebraucht ginn.

Eng performant Arméi hëlleft ons och heiheem, Krisenzäite gutt ze meeschteren. Honnerte vun Zaldoten hu wärend der Pandemie an och no den Iwwerschwemmunge logistesch Meeschterleeschtunge vollbruecht an hu mat hirer Aarbecht gehollef, d'Liewen an d'Gesondheet vun zéngdausende Matbierger ze schützen.

Erlaabt mer och, an deem dote Kader, ob dat elo de CGDIS oder och d'Arméi waren, déi am Ausland intervenéiert sinn, e ganz, ganz grousse Merci ze soen. Et waren eis Ambassadeuren an deene schwéiersten Zäiten, déi eis Noperen an deene leschte Joren haten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, dem Wladimir Putin seng gréisste Waff ass d'Angscht. An de leschte Wochen huet hien dës Waff erëm verstäerkt an den Asaz bruecht. Datt hie mat engem Atomkrich dréit, ass onverantwortlech an och inakzeptabel!

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech weess, dass och ganz vill Bierger hei zu Lëtzebuerg Angscht hu virun esou engem Zenario. Ech ka si gutt verstoen. An awer däerfe mir ons net verونsécheren oder auserneendreiwe loossen. Well dat wier genau dat, wat de Kreml duerch seng Menacen erreeche wëll!

Den aussergewéinlechen Zesummenhalt, deen d'NATO an d'EU-Memberstaate bis elo bewisen hunn, ass ons bescht Verdeedegung géint Russland.

Mir däerfen ons näischt virmaachen. Och wa mir keng aktiv Krichspartei an der Ukrain sinn, sinn och mir ugräifbar. Déi warscheinlech Sabotagë vun enger Gaspipeline an der Ostsee ass de beschte Beweis heifir. Mir mussen dofir ons kritesch Infrastrukturen och besser schützen.

D'Zuel vun de Cyberattacke geet weltwäit kontinuéierlech erop: Virun allem kritesch Infrastrukturen aus ville Secteuren, mee speziell am Energie- an och am Telekommunikatiounsberäich sinn an de leschte Joren Zil vu Cyberattacke ginn.

Lëtzebuerg ass hei keng Insel. Eng rezent Attack op e grousse Lëtzebuerger Energiebetrib huet ons dat nach eng Kéier virun Ae gefouert. Dofir setze mir ons national Strategie an der Cybersécherheet konsequent ëm a mir hunn ons Efforten an dësem Beräich nach eng Kéier däitlech verstäerkt.

D'Regierung huet och eng Cellule d'évaluation mat alle relevante staatlechen Acteuren aberuff, fir de Cyberrisiko ze iwwerwaachen. De GovCERT an den ILR hu Recommandatiounen un d'Operateure vu kriteschen Infrastrukturen a vun essentielle Servicer erausginn. Mir schaffen och un engem Pilotprojet, fir eng national Cyberreserv opzestellen, also e Pool vu Spezialisten am Beräich vun der Cybersécherheet.

De GovCERT wäert en nationale Reseau vu Sondë bei onse kriteschen Infrastrukturen installéieren. Anomalien am Reseau wäerten an Zukunft un en nationale Sécherheetszentrum weidergeleet ginn, fir d'Informatioune séier un ons kritesch Infrastrukture weiderzeginn a fir esou och besser géint d'Attacken ze schützen. An ouni wëlle virzegräifen: Madamm

Finanzministesch, och merci, dass dat fir d'nächst Joer ka budgetiséiert ginn!

E Liewen ouni Internet ass fir vill Mënschen net méi virstellbar. D'Welt ass haut esou vernetzt, datt och nëmmen eng eenzeg geziilten Attack onsen Alldag, wéi mir e gewinnt sinn, massiv stéiere kann.

Déi fir d'Cybersécherheet zoustänneg Verwaltungen an Autoritéite kréien am nächste Budget an och déi Joren drop däitlech méi Ressourcen, fir onst Land beschtméiglech géint Attacken ze schützen. De Staat, d'Wirtschaft, d'Recherche an d'Bierger mussen hei enk zesummeschaffen.

Nieft dem Krich mat der Angscht an den Attacken op ons physesch an digital Infrastrukture setzt Russland och op en Energie- a Wirtschaftskrich, fir ons auserneenzedreiwen.

Här President, dat ass hinnen net gelongen! Och wann d'Präisser vu Gas, Stroum an Ueleg an de leschte Méint deels dramatesch geklomme sinn, hu mir et als Gesellschaft fäerdegbruecht, ons net auserneendreiwen ze loossen. Ech sinn houfreg op onst Land an och op ons Bierger! Mir sinn net virum russesche President ageknéckt. D'Verdeedege vu Mënscherechter, d'Fräiheet an d'Souveränitéit sinn ons méi wäert wéi kuerzfristege bëllege Gas aus Russland.

Et ass e staarkt Zeechen, dat Lëtzebuerg, dat mir alleguer och eraus un d'Welt schécken. Et ass och e staarkt Zeechen un all déi, déi mengen, si kéinten ons Wäerter an Iwwerzeegunge mat Erpressung an Droungen erkafen. Mir loossen ons net erpressen, scho guer net vun engem Autokrat, deen onst fräit, friddlecht Europa zerstéiere wëllt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech wëll op dëser Plaz, Här President, de ville Bierger a Betriber Merci soen, déi sech och un der Energiespuercampagne bedeelegen a bedeelegt hunn. Hiren Effort hëlleft ons, besser iwwert de Wanter ze kommen an Enkpäss beim Gas a beim Stroum ze vermeiden. Mir sinn um gudde Wee, fir 15 % vun onser Consommatioun anzespueren. Dat ass en enormen Effort vu ville Acteuren an onser Gesellschaft. Well de Präis ass déi eng Saach, mee sou, wéi mer et scho puermol widderholl hunn: Wann näischt méi do ass, ass näischt méi do! A mir kënne virbeugen, fir Enkpäss ze vermeiden. Mir iwwerhuelen, Här President, zesumme Verantwortung fir ons Versuergungssécherheet!

Jo, et ass keng einfach Zäit, Här President, fir vill Bierger an och fir ganz vill Betriber. Si leiden ënnert der héijer Inflatioun, déi virun allem vun der Energiepräisdeierecht ugedriwwe gëtt. Mee mir si wärend all deene schwéiere Méint solidaresch bliwwen, ënnereneen hei bei ons an och mat deene Mënschen, deenen et méi schlecht geet.

Der Regierung war et an de leschte Méint e wichtegt Uleies, d'Bierger an d'Betriber mat hire Suergen net aleng ze loossen. Um Energiedësch an no zwou Tripartitten hu mir historesch Hëllefspäck an Héicht vun insgesamt 2,5 Milliarden Euro decidéiert, fir besonnesch deene finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen, déi am meeschten ënnert dëser Situatioun leiden. D'Regierung huet sech dobäi dräi grouss Prioritéite gesat: d'Inflatioun bekämpfen, d'Kafkraaft erhalen an Aarbechtsplaze sécheren.

Ech kann net genuch ënnersträichen, wat fir eng enorm Leeschtung dës 2,5 Milliarden Euro fir e Land wéi de Grand-Duché duerstellen. Zanter der Pandemie hu mir 5,5 Milliarden Euro direkt an indirekt Hëllefen un d'Leit an un d'Betriber ausbezuelt. Dës aussergewéinlech Zomm léisst sech, am internationale Verglach, net nëmme weisen, mee dierft, op de Kapp gekuckt, och eemoleg an Europa sinn.

An ons Mesuren hunn Erfolleg! Mat onsem Antiinflatiounspak wäerte mir d'Präisdeierecht däitlech ausbremsen. Am Duerchschnëtt hunn d'Haushalter mindestens genee sou vill, dacks souguer méi Kafkraaft wéi nach virun der Kris. Mir hunn den Indexsystem geséchert. Dat nächst Joer wäert och all Indextranche ausbezuelt ginn. Mat geziilten zousätzlechen Hëllefe stäipe mir virun allem deenen de Réck, déi et am Moment besonnesch schwéier hunn. An och d'Hëllef fir d'Betriber weisen hir Wierkung, andeems mir Faillitte verhënneren an Aarbechtsplaze sécheren.

D'Zuel vun de Faillitten ass ongeféier um Niveau vun 2019. Dat lescht Joer goufe souguer ronn 12.600 nei Betriber hei zu Lëtzebuerg gegrënnt. D'Zuel vun den ugefroten Autorisatioune läit domadder net nëmmen iwwert dem Niveau vun 2019, mee befënnt sech souguer op engem historesch héijen Niveau! De Chômage ass mat 4,8 % souguer ënnert dem Niveau vu virun der Pandemie.

D'Solidaritéitspäck sinn en historeschen Erfolleg, dee mir och de Sozialpartner ze verdanken hunn! Ech soen hinne Merci, och fir déi konstruktiv Manéier, mat där si d'Verhandlungen an der Tripartite ugaange sinn.

De Lëtzebuerger Sozialmodell huet och ënnert deem gréissten Drock fonctionéiert. Dat ënnerscheet ons vu villen anere Länner an dorops kënne mer alleguerten houfreg sinn! Mir hunn zesumme Verantwortung iwwerholl, fir de soziale Fridden ze erhalen an onse Wuelstand och ze verdeedegen.

Et war dës Regierung, Här President, déi schonn an de leschte Jore massiv an nei Sozialleeschtungen investéiert huet. Eng sëllegen Erhéijunge beim Mindestloun a Revis, d'Aféierung vun der gratis Kannerbetreiung a Maison relais, gratis Schoulbicher a Schouliessen, d'Erhéije vum Wunngeld an eng sozial gerecht Steierreform si just e puer Beispiller vun de ville Geld- a Sachleeschtungen, mat deene mir ville Mënschen zanter 2014 ënnert d'Äerm gegraff hunn.

Ganzer 47 % vun den Depensen am Staatsbudget fléissen an d'sozial Mesuren – 47 %! Dorop kënne mir houfreg sinn! An awer wësse mir, datt et nach ëmmer Leit gëtt, och mat 47 %, deenen et nach ëmmer net gutt geet. Mir hu si net vergiess! Si motivéieren ons all Dag, weider un engem Lëtzebuerg ze schaffen, an deem jiddwereen gutt liewe kann.

D'Regierung wäert dofir och an Zukunft de Sozialstaat weider ausbauen an deene Mënsche geziilt ënnert d'Äerm gräifen, déi besonnesch op ons Hëllef ugewise sinn. Mir erhéijen de Mindestloun an de Revis am Januar ëm iwwer 3 %. Déi erhéichten Allocation de vie chère an d'Energieprimm ginn ëm ee Joer verlängert. Fir deene Schwächsten an onser Gesellschaft an Zukunft nach besser hëllefen ze kënnen, setzt d'Regierung de Personalschlëssel fir d'Offices sociaux ëm 50 % erop.

Och op EU-Niveau schafft d'Regierung aktiv mat u Léisungen, fir d'Bierger an d'Betriber ze entlaaschten, déi mat héijen Energiepräisser ze kämpfen hunn. Mir ënnerstëtzen ënner anerem d'Iddi vun engem europäesche Präisdeckel op Gasimporter an enger Iwwergewënnsteier op Benefisser, déi Energieproduzenten ouni déi aktuell Kris och net gemaach hätten.

D'Energiekris féiert ons nach eng Kéier ganz kloer virun Aen, wéi ofhängeg mir de Moment nach vu fossillen Energien, primo, an, secundo, aus dem Ausland sinn.

Dëst ass net nëmmen an der aktueller geopolitescher Situatioun e Problem, mee och schlecht fir ons Klimabilanz. Trotz den aktuellen Erausfuerderungen a Krisen ass a bleift de Klimawandel och déi gréisst an déi eminentst Gefor fir d'Mënschheet, an dat net eréischt an e puer Joerzéngten, mee och schonn elo.

Jiddereen, deen dëse Summer virun d'Dier gaangen ass, huet d'Auswierkunge vum Klimawandel hautno ze spiere kritt. Net vergiessen, wann et elo dobausse gro ass, wéi et virun e puer Wochen an e puer Méint hei zu Lëtzebuerg war a wéi et onse Bauere gaangen ass!

Onse Planéit brennt, Här President! Ganz Fléss a Séien dréchnen aus. Beem stierwen net nëmmen am Feier, mee och un der Hëtzt an duerch d'Dréchent. Akerfelder bidde kee fruchtbare Buedem méi. De Liewensraum vu villen Déiere gëtt zerstéiert, wat elo schonn all Joer zum Ausstierwe vun Dausende vun Déierenaarte féiert an onsen Ekosystem staark negativ beaflosst.

Onst Drénkwaasser gëtt knapp, well et net genuch reent a well onst Grondwaasser keng Zäit méi kritt, fir sech ze erhuelen. Gläichzäiteg liewe mir quasi all Dag mam Risiko vun Iwwerschwemmungen, provozéiert duerch staarke Reen, dee wéinst onsem verdréchente Buedem net méi séier genuch kann ofsickeren.

Dat doten ass net Science-Fiction, Här President, dat doten ass schonn d'Realitéit vun haut! Et ass ons Realitéit, och net op där anerer Säit vun der Welt, et ass ons Realitéit hei zu Lëtzebuerg! Mir wore gewinnt, ëmmer op der Tëlee Biller ze gesinn, wat op där anerer Säit vun der Welt geschitt; mir gesinn dat haut hei! An dat, wat op där anerer Säit vun der Welt am Moment geschitt, ass muer och hei, wa mer näischt maachen!

De Klimawandel a seng Konsequenzen, Här President, sinn och hei zu Lëtzebuerg ukomm. An dës Realitéite kréie mir net méi réckgängeg gemaach. Mir mussen ons bewosst sinn, datt et just nach méi schlëmm wäert ginn, wa mir haut net konsequent handelen, an dat ganz drastesch an och ganz séier!

Kuckt déi Biller aus dem Pakistan, wou déi Mënschen déi katastrophal Auswierkunge vun enger Verschlechterung schonn dëst Joer erlieft hunn! Wéinst enger Kombinatioun aus gewaltege Reemassen a geschmolte Gletscher stoung een Drëttel vum Land ënner Waasser. Mir schwätzen hei vun enger Fläch, déi iwwer 100-mol onst Land duerstellt! 33 Millioune Leit waren direkt vun den Iwwerschwemmunge betraff.

Här President, un esou Katastrophen, an et ass traureg, musse mir ons leider gewinnen – och zu Lëtzebuerg, wa mir net séier handelen! An awer ass de Klimawandel keng Fatalitéit. Nach hu mir et an onsen eegenen Hänn. Mee d'Zäit leeft ons fort! D'Kipppunkte sinn amgaangen, iwwerschratt ze ginn, mat katastrophale Konsequenzen, och fir Europa. Massiv Äismasse schmëlzen a Rekordtempo. De Mieresspigel kéint méi séier a méi dramatesch klammen, wéi mir ons dat virstelle kënnen!

An ech muss Iech soen, wéi ech virun e puer Wochen zu New York war, wann ech do mat Länner diskutéieren, wou verschidde Staatscheffe mer soen, dass se sech d'Fro stellen, wéi laang et hiert Land iwwerhaapt nach gëtt, kleng Inselen ...

Dofir, Här President, musse mir vis-à-vis vun dëse geféierlechen Entwécklungen alles dofir maachen, fir se ze stoppen. Mir hu keen anere Choix. Mir hu keen anere Choix, wéi de Paräisser Klimaaccord ze respektéieren an d'Äerderwiermung op 1,5 Grad ze limitéieren!

Jo, Lëtzebuerg an Europa kënnen de Klimawandel net aleng stoppen. All d'Länner op dësem Planéit si gefuerdert, fir dës global Kris séier an de Grëff ze kréien. Mee och wa Lëtzebuerg just e klengen Deel vun der Léisung ass, kënnen an däerfe mir ons der Verantwortung net entzéien!

Mir gehéieren zu deene Länner op der Welt – an dat ass en traurege Rekord –, déi am meeschten CO_2-Ausstéiss op de Kapp hunn a wäertvoll Ressourcë verbrauchen. Mir mussen e Virbild fir aner Länner am Beräich vun der Klimapolitik ginn. Mir kënnen ons et net leeschten, drop ze waarden, dass aner Länner ons de Wee weisen, well da kéint et och schonn ze spéit sinn. Mir mussen a mir wäerten och Verantwortung iwwerhuelen, fir d'Zukunft vun onsem Planéit ze garantéieren.

Lëtzebuerg huet an deene leschte Jore seng Efforte géint de Klimawandel verstäerkt. Fir d'Joer 2021 hu mir ons Klimaziler insgesamt erreecht. Op dësem Erfolleg dierfe mir eis awer net ausrouen. D'Wëssenschaft seet ons, datt déi aktuell Efforte souguer net duerginn, fir déi global Äerderwiermung op 1,5 Grad ze begrenzen. Mir wëssen also, datt mir nach méi a virun allem méi séier handele mussen, fir ons selwer gesate Klimaziler och ze erreechen.

Dofir ass eng enorm gesellschaftlech Ustrengung néideg. Politiker, Bierger a Wirtschaft mussen Hand an Hand goen, fir datt mir d'Erausfuerderunge vum Klimawandel zesumme meeschtere kënnen.

Genee aus deem Grond hunn ech och de Klima-Biergerrot aberuff. Mir hunn 100 representativ ausgewielte Bierger a Biergerinne gefrot, ob si bereet sinn, méi wäit ... oder wéi si d'Klimapolitik gesinn a wéi wäit si bereet sinn, an der Klimapolitik ze goen. Si se bereet, méi wäit ze goen? D'Äntwert vun deene Bierger ass kloer: „Jo!" An net e „Jo, mee ..." E klore „Jo!"

De Klima-Biergerrot huet en impressionnante Katalog vu 56 Propositiounen a wäit iwwer 200 Eenzelmesuren ausgeschafft, fir d'Klimapolitik zu Lëtzebuerg virunzedreiwen. Fir d'éischte Kéier an der Geschicht vun onsem Land souz d'Gesellschaft an esou enger Form mat um Verhandlungsdësch vun der Klimapolitik. De Klima-Biergerrot ass en innovatiivt demokratescht Instrument vun der Biergerbedeelegung, dat an där Form och nach net dacks op der Welt agesat ginn ass.

Dat finaalt Resultat léisst sech weisen, Här President! Ech soen de Membere vum Klima-Biergerrot och e grousse Merci fir déi vill Zäit an och déi Aarbecht, déi se an de leschte Méint an dëse Projet investéiert hunn. Ech soen hinnen awer och Merci fir déi ambitiéis a couragéis Propositiounen, déi se ausgeschafft hunn.

Elo ass et un eis. Et ass un eis. Et ass un der Politik, duerch eng ambitiéis Klimapolitik dësem Courage och gerecht ze ginn. D'Regierung steet zu hirem Verspriechen a wäert d'Aarbecht vum Klima-Biergerrot mat an d'Diskussioune ronderëm den neien Energie- a Klimaplang integréieren.

Mir dierfe keng Zäit verléieren, Här President. Ech widderhuele mech, mee mir dierfe keng Zäit verléieren! Dofir huet d'Regierung och direkt no der Presentatioun vum Klima-Biergerrot eng Taskforce agesat, déi zesumme mat de concernéierte Ministèren an de gesetzlech verankerte Gremien déi eenzel Propositiounen analyséiert. Dës Taskforce soll déi néideg Aarbechte koordinéieren, wéi een d'Aarbecht vum Klima-Biergerrot an den Energie- a Klimaplang integréiere kann.

Ech wëll dësem Prozess haut och net virgräifen, besonnesch well d'Regierung wéi versprach fir Enn Oktober en Débat de consultation an der Chamber ugefrot huet, wou déi politesch Parteie sech zu deene Propositioune vum Klima-Biergerrot positionéiere sollen. Ech hoffen op eng breet politesch Ënnerstëtzung an der Chamber, déi dem Eescht vun der Situatioun an dem Respekt virun der Aarbecht an dësem participative Projet och gerecht gëtt.

Här President, erneierbar Energië sinn e wichtege Bausteen vum Klimaschutz an awer och vun onser nationaler Versuergungssécherheet. Mir hunn d'Produktioun vun den erneierbaren Energien an deene leschte sechs Jore méi wéi verduebelt. E besonnesche Succès gesi mir bei de Solaranlagen. Mir hunn dat lescht Joer 15-mol méi nei Anlagen installéiert, wéi dat nach am Joer 2016 de Fall war. Am Juli dëst Joer hunn ons Fotovoltaikanlage bal duebel esou vill Stroum produzéiert wéi nach deen nämmlechte Mount dat lescht Joer. Duebel sou vill!

Och d'Wandenergie hëlleft ons, de Lëtzebuerger Energiesystem méi onofhängeg a klimafrëndlech ze gestalten. Mir hunn an de leschte sechs Joer d'Produktioun vun der Wandenergie verdräifacht. Lëtzebuerg bedeelegt sech och u groussen Offshore-Wandparken am Ausland. Esou hu mir nach déi lescht Woch en Ofkommes mat Dänemark ënnerschriwwen, mat deem mir ons bis zu 4.800 Gigawatt erneierbare Stroum bis 2025 sécheren.

Den Ausbau vun erneierbaren Energië geet also e volle Schrëtt virun, an awer musse mir nach e Gang eropschalten. De Klimawandel waart net op politesch Decisiounen!

Mir hunn och gemierkt, wat den Impakt op d'Stéit an d'Wirtschaft ass, wann e Land vun engem Dag op deen aneren Dag de Gaskrunn zoudréit. Dofir wäert d'Regierung an den nächste Méint zousätzlech Efforten ënnerhuelen, fir d'Energietransitioun nach méi séier virunzedreiwen.

Mir erhéijen de scho bestoende Bonus op 50 % fir d'Ersetze vun enger Heizung mat fossille Brennstoffer duerch eng méi klimafrëndlech Heizung. D'Regierung hëlleft iwwer Subsiden och deene Stéit, déi mat Pellets hëtzen an de Moment mat héije Präishaussen ze kämpfen hunn.

D'Klimabonus-Aidë fir all energeetesch Sanéierung ginn ëm 25 % erhéicht. Do dernieft hu mir en obligatoresche Fong fir d'Koproprietéiten agefouert, mat deem all Zort vu Renovatioun finanzéiert soll ginn, besonnesch am Beräich vun der energeetescher Sanéierung.

Vum 1. Januar 2023 u gëtt den TVA-Taux fir nei Fotovoltaikinstallatiounen op 3 % erofgesat an d'Degressioun bei der Entlounung ausgesat. Wann d'Bedreiwer vun enger Fotovoltaikanlag hire Stroum selwer oder bannent enger energeetescher Gemeinschaft notzen, erhale si zousätzlech e Klimabonus-Subsid vu 25 %. Mir wëllen et de Leit esou einfach wéi méiglech maachen, op den Zuch vun den erneierbaren Energien opzesprangen. Dacks ass dat, wat gutt fir d'Klima ass, och ganz gutt fir de Portmonni.

Mir stelle fest, Här President, datt de Klimabonus, dee mir am Kader vum „Neistart Lëtzebuerg" bei de Subside fir energeetesch Sanéierung agefouert hunn, vun ëmmer méi Leit genotzt gëtt. Dowéinst gëtt d'Effizienz vun onse Gebaier och ëmmer besser.

Vill Leit kënne sech eng engergeetesch Sanéierung oder d'Installéiere vun enger Solaranlag awer nach ëmmer net leeschten. Et si besonnesch déi sozial méi schwaach Stéit, déi an alen an och ganz oft a schlecht isoléierte Gebaier liewen. Si leiden de Moment also duebel un den Energiepräisser.

Mir hätte gären, datt all Proprietär a Locataire an den nächste Jore vun enger energeetescher Sanéierung profitéiere kann. D'Regierung wäert deejéinegen zousätzlech hëllefen, déi et sech net leeschte kënnen, sou e Projet virzefinanzéieren. D'Regierung wäert dofir nei innovativ Finanzéierungsmodeller fërderen, fir energeetesch Sanéierungen ze realiséieren, andeems d'Proprietären hire Kreditt iwwer zukünfteg energeetesch Erspuernisser zréckbezuele kënnen. De Staat géif an dësem Fall d'Garantie vun dëse Kreditter iwwerhuelen, fir de Banken och déi néideg Sécherheete kënnen ze ginn.

Mir sinn dovunner iwwerzeegt, dass eng nohalteg Politik sech duerch klimafrëndlech a sozial inklusiv Mesuren auszeechent. Mir loossen dofir bei der Energietransitioun keen op der Streck. Well Energiepolitik ass och Sozialpolitik!

Fotovoltaikanlage sinn e wichtegt Element an dëser Energietransitioun. Op all gëeegenten Daach gehéiert esou eng Anlag! Och wann ëmmer méi Leit dëse Schrëtt ginn, musse mir ons Efforten nach weider verstäerken. D'Regierung wäert d'Obligatioun aféieren, datt, no enger Transitiounsphas, op der ganzer Daachfläch vun all neier Konstruktioun eng Fotovoltaik muss installéiert ginn.

Mir sinn ons awer bewosst, datt d'Bauen haut schonn deier ass, a wëllen d'Wunnen net nach méi deier maachen. Dofir iwwerhëlt de Staat d'Käschte vun der Fotovoltaikanlag fir déi Leit, déi sech déi Installatioun net leeschte kënnen. Nodeems de Staat d'Käschten iwwert d'Stroumproduktioun amortiséiert huet, kritt de Proprietär d'Anlag geschenkt. Mir wäerten e Regëster schafen, op dee sech Proprietäre vun existéierende Gebaier androe kënnen, fir hiren Daach dem Staat och zur Verfügung ze stellen.

Dës Initiativ wäert de Staat an enger éischter Phas vill Sue kaschten, mee ass mëttel- a laangfristeg käschtenneutral. Et ass am Fong eng Win-win-win-Situatioun, sou wéi hei de Constat ass: D'Bierger profitéiere laangfristeg vun enger komplett finanzéierter Fotovoltaikanlag, de Staat erreecht méi séier seng Klimaziler an d'Handwierk huet garantéiert Opträg a Previsibilitéit fir déi nächst Joren. Mir gesinn dës Initiativ also net als Käschtepunkt, mee als Investitioun. Eng Investitioun an ons Zukunft!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | D'Regierung wäert dës Fotovoltaikinitiativ am neien Energie- a Klimaplang preziséieren an an den nächste Méint och den néidege gesetzleche Kader preparéieren.

Wéi bei de private Stéit sollen och d'Betriber bei hirer energeetescher Transitioun besser ënnerstëtzt ginn. Mir moderniséieren dofir d'Steierbonifikatioun, fir d'Investitiounen an déi digital, energeetesch an ekologesch Transitioun ze favoriséieren. D'Regierung leet 2023 e Gesetzesprojet vir a peilt en Akraafttrieden 2024 un.

D'Regierung huet och zousätzlech Hëllefe fir Kleng- a Mëttelbetriber virgestallt, déi et hinnen erlaben, sech besser op déi zukünfteg Erausfuerderunge kënne virzebereeden. Interesséiert Betriber kënne vu sougenannten SME-Packages profitéieren, fir beispillsweis Projeten am Beräich vun der Nohaltegkeet an och am Beräich vun der Digitalisatioun ze realiséieren.

D'Betriber solle méi a méi hiren eegene Stroum hierstellen an deen och consomméieren. Dofir wäerte mer déi autonom Consommatioun iwwer Fotovoltaikanlagen an de Betriber nach méi staark fërderen. D'Regierung wäert och d'Betriber derbäi ënnerstëtzen, laangfristeg finanziell attraktiv Verträg mat Produzente vun erneierbaren Energien ofzeschléissen.

Nëmme wa mer et hikréien, e groussen Deel vum Bestand u Gebaier energeetesch ze sanéieren, hu mir och eng Chance, ons Klimaziler ze erreechen an onofhängeg vu fossillen Energien ze ginn.

Dat gëllt selbstverständlech och fir staatlech Gebaier. Am Duerchschnëtt, Här President, investéiere mir all

Joer 90 Milliounen Euro fir staatlech Renovatiounsprojeten. No der Sanéierung kann an dëse Gebaier oft och méi wéi d'Hallschent vun der Heizenergie agespuert ginn.

Dës Efforte ginn awer nach net duer. Op villen Diecher vun ëffentlechen Halen, Bürosgebaier, Schoule sinn nach keng Solaranlagen installéiert. 62 staatlech Gebaier sinn de Moment mat enger Solaranlag ekipéiert. Bis 2026 sollen 10 % vum järleche Stroumverbrauch an de staatleche Gebaier iwwer eege Fotovoltaikanlage gedeckt ginn. De Staat muss hei nach méi mam gudde Beispill virgoen.

Och an der Mobilitéit musse mir vun de fossillen Energien ewechkommen. Gefierer mat Verbrennermotor stoussen net nëmme klimaschiedlech CO_2-Emissiounen aus, mee si mëttlerweil duerch déi héich Bensinns- an Dieselpräisser och finanziell net méi wirtschaftlech ganz sënnvoll.

Am Juni hu sech d'EU-Memberstaaten dorobber gëeenegt, datt vum Joer 2035 un nëmmen nach nei Gefierer, déi klimaneutral sinn, zougelooss ginn. Zu Lëtzebuerg si schonn haut 5 % vun all den Autoen, déi ugemellt ginn, elektresch bedriwwen. Dësen Undeel ass amgaangen, konstant an d'Luucht ze goen. Dëst Joer ware 25 % vun den Neiumeldungen Elektroautoen a Plug-in-Hybriden.

Dës positiv Entwécklung ënnersträicht och den Erfolleg vun de staatleche Primmen, déi d'Keefer vun engem reng elektresche Gefier ufroe kënnen, fir esou déi zousätzlech Käschte vun engem Elektroauto ofzefiederen. D'Regierung huet am Fréijoer annoncéiert, dës Primme bis 2024 ze verlängeren.

D'Elektromobilitéit hëlt zu Lëtzebuerg ëmmer méi u Faart op. Sou goufen am Juli dëst Joer aleng op den ëffentleche Chargy-Bornë 690.000 Kilowattstonne grénge Stroum getankt. Dëst entspriécht ronn 4,6 Millioune Kilometer, déi konnten elektresch gefuer ginn. Ech widderhuelen: 4,6 Millioune Kilometer, déi konnten elektresch gefuer ginn!

Bis 2050, Här President, soll europawäit op all den Autobunnen op d'mannst all 60 Kilometer eng Schnellluedstatioun installéiert ginn. Lëtzebuerg ass an deem Beräich och Virreider.

Vun deenen 88 geplangte SuperChargy-Borne sinn der aktuell schonn 30 am Asaz. Bis Enn vum nächste Joer wäerte se och all installéiert sinn. Op dëse Bornë kënnen d'Consommateure queesch duerch d'Land hiren Auto séier oplueden an och länger Distanzen ouni Zäitverloscht meeschteren. De Chargy-Reseau ass haut schonn ee vun deene beschten a ganz Europa a wäert an noer Zukunft och nach méi performant ginn.

Och onse Subsid fir Luedstatioune fir Privatpersounen ass e vollen Erfolleg. Mir hunn elo scho véiermol méi Ufroe wéi dat lescht Joer. Och de Subsideprogramm fir d'Luedstatiounen an de Betriber ass um Lafen a stéisst op ganz, ganz grouss Demande. Dofir wëll ech mech direkt och bei de Bierger entschëllegen, déi Demanden oder Subside gefrot hunn, dass et och e bësse méi laang dauert. Et gëtt ëmmer gekuckt, fir esou séier wéi méiglech op all déi Demandë kënnen ze äntweren.

Fir eis ass et och wichteg, dass den Elektroauto net nëmmen doheem, mee och op der Aarbechtsplaz ka geluede ginn an do och Bornë sinn. An där selwechter Logik wäert de Logistiksecteur an Zukunft vu Subside profitéiere kënnen, fir hir Camionsflotten och op Null-Emissiouns-Gefierer ëmzestellen.

Am Mäerz huet d'Regierung och den nationale Mobilitéitsplang bis 2035 virgestallt. Mat dësem Plang fänke mir elo un, déi Offer ze schafen, déi mir och 2035 wäerte brauchen. Mir wëllen net méi weider dem Verkéiersproblem mat verspéite Chantieren hannendrulafen, wat e Lëtzebuerger Reflex ass, an dofir musse mer schonn haut un d'Mobilitéit vu muer denken an dru schaffen.

Dozou gehéiert och, d'Digitalisatioun ze notzen, fir d'Mobilitéit méi effikass ze gestalten. D'Regierung ass amgaangen, en Observatoire fir digital Mobilitéit ze schafen. Mir wäerten nach d'nächst Joer e Gesetzestext deponéieren, fir datt dësen Observatoire déi néideg Informatioune ka sammelen an all interesséierten Acteuren och zur Verfügung ka stellen.

Eng nohalteg an zukunftsorientéiert Mobilitéitsstrategie ka sech net op den Auto als aktuell wichtegst Transportmëttel verloossen. Den ëffentlechen Transport muss a wäert an deenen nächste Jore weider ausgebaut ginn, fir datt esou vill Bierger zu Lëtzebuerg wéi méiglech eng mindestens gläichwäerteg, wann net souguer besser Alternativ zum Auto ugebuede kënne kréien.

Wärend aner Länner iwwer bezuelbar Abonnementer fir den Zuch diskutéieren, ass zu Lëtzebuerg de gesamten ëffentlechen Transport säit 2020 gratis. Fir datt awer nach méi Leit vun dëser gratis Offer profitéiere kënnen, muss den ëffentlechen Transport och konsequent ausgebaut ginn. Dofir wäerte mir eis Investitiounen an Zuch, Bus an Tram och weider héichhalen.

Lëtzebuerg beleet 2021 schonn, wéi d'Joer virdrun, d'Spëtzeplaz ënnert de Länner, déi am meeschte pro Kapp an hiert Schinnennetz investéieren. Déi grouss Chantieren op der Beetebuerger Streck an op der Ettelbrécker Gare lafen och op Héichtouren. D'Baue vu Park&Ride-Méiglechkeeten zu Miersch, Rodange, Ettelbréck an Ëlwen wäert d'Ëmklamme vum Auto op den Zuch nach méi einfach maachen.

Vum nächste Joer u ginn endlech och déi nei Automotricen ausgeliwwert, déi d'Passagéiercapacitéit an den Zich bis 2025 ëm 43 % erhéije wäerten. Mat all dësen Investitioune bleift den Zuchreseau och an Zukunft d'Réckgrat vum ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg, andeems nach méi Bierger méi zouverlässeg a méi bequeem mam Zuch vun A op B kommen.

Och beim Tram leeft den Ausbau op Héichtouren. Schonn haut notzen all Dag iwwer 70.000 Passagéier den Tram, fir sech an der Stad virunzebeweegen. An den nächste Jore soll aus enger Tramslinn e modernen Tramsreseau vu 40 km Längt entstoen. Aus der Iddi vun enger Tramslinn vum Findel op d'Cloche d'Or ass eng Realitéit ginn. Bis 2024 soll och dës Linn a Betrib geholl ginn.

Nieft den Etüden, fir e séieren Tram op Esch ze realiséieren, wäert d'Regierung nach an dëser Legislaturperiod och zousätzlech Gesetzesprojeten deponéieren, fir d'Finanzéierung vu weideren Extensiounen, neien Tramslinnen an engem neien Tramsschapp.

Den Tram ass haut schonn e vollen Erfolleg a wäert an deenen nächste Joren och d'Mobilitéit an der Agglomeratioun vun der Stad nach méi attraktiv gestalten. Den Tram ass e gutt Beispill fir eng Iddi, déi virun zéng Joer nach fir deen een oder deen aneren net virstellbar war. An haut ass dës Iddi net nëmme Realitéit, mee fir vill Leit och net méi ewechzedenken.

Och beim Bustransport deet sech eppes. D'Regierung huet eng representativ Consultatioun bei 20.000 Residenten an 10.000 Frontalieren duerchgefouert. Do dernieft goufen iwwer 300 Verbesserungsvirschléi vu Gemengen a Bierger gesammelt, fir den RGTR-Busreseau ze reforméieren.

99,5 % vun den Awunner hunn zanter dem Summer e Busarrêt an der Géigend vun hirem Doheem. De regionale Busreseau ëmfaasst haut esou vill Kilometer wéi nach ni virdrun.

Fir datt d'Bussen net am Stau stinn, schafe mir zousätzlech Korridoren op den Haaptachsen a Richtung vun de Pôles d'échanges. Hei entstinn och zousätzlech Park&Ride-Méiglechkeeten. De Park&Ride op der Cloche d'Or ass och am Bau. De Park&Ride Mesenich zu Mäertert soll och zäitno vergréissert ginn.

Aktuell si bal 50 % vun de Busser elektresch bedriwwen. Mir wäerten ons Ziler erreechen, fir bis 2030 och komplett elektresch ze fueren.

Här President, ech wëll den ëffentlechen Transport net méi schéirieden, wéi en aktuell ass, well besonnesch an de ländleche Géigende muss d'Offer nach däitlech verbessert ginn, fir datt de Bus an den Zuch och eng valabel Alternativ zum Auto ginn. Ech si mer der Situatioun och bewosst, dass et bei verschiddene Leit och keng Alternativ zum Auto gëtt. Dat ass och eng Realitéit. Mee dowéinst mussen an deenen nächste Joren och enorm Zommen an den Ausbau vum ëffentlechen Transport investéiert ginn.

Mir investéieren och weider an den Ausbau vun de Vëlospisten. Iwwer 1.100 Kilometer si gesetzlech virgesinn. Och hei musse mir an den nächste Gang schalten, fir méi séier eng gutt vernetzt a sécher Vëlosinfrastruktur ze schafen. Nieft Vëlosexpressweeër, déi d'Agglomeratioun direkt matenee verbannen, schaffe mir och u regionale Vëlospisten.

Nëmme mat konstant héijen Investitiounen an den ëffentlechen Transport an an déi duuss Mobilitéit bréngé mir et nämlech fäerdeg, ons Stroossen ze entlaaschten an och ons Klimaziler ze erreechen. Mir kënnen net einfach akzeptéieren, dass all Dag an den Noriichte fënnef Minutten d'Stauen opgezielt ginn, déi mer alleguerte ronderëm eis hunn, nee!

Ech hunn et scho méi wéi eng Kéier gesot, Här President, an ech hunn et haut och schonn e puermol gesot, mee et ass nach ëmmer wichteg ze widderhuelen: Mir kënnen de Kampf géint de Klimawandel just gewannen, wa mer och zesummenhalen. Mir däerfen ons net ee géint deen aneren ausspille loossen op der Klimafro. Mir dierfen ons net auserneendreiwe loossen, well mir sëtzen nämlech alleguerten an deem nämmlechte Boot. Et gëtt keng verschidde Booter!

Dat gëllt och fir d'Landwirtschaft, Här President. Ech akzeptéieren net, datt d'Bauere vu Verschiddenen als Matschëlleger um Klimawandel duergestallt ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mir brauchen de Bauer. A mir brauchen de Wënzer. A mir brauchen deenen zwee – awer deenen zwee! – net ze erklären, dass de Klimawandel hir Existenz bedrot.

Well si sinn et, déi d'Auswierkunge vun enger Äerderwiermung elo schonn an hirer alldeeglecher Aarbecht ze spiere kréien! Déi aussergewéinlech Dréchent an de Waassermangel maache ville landwirtschaftleche Betriber d'Liewen, a munchen esouguer d'Iwwerliewen, schwéier.

Jo, et stëmmt: Verschidde landwirtschaftlech Aktivitéite verursaachen Emissioune vu klimaschiedleche Gasen. Et stëmmt och, datt d'Landwirtschaft sech weiderentwéckele muss, wa mir ons Klimaziler erreeche wëllen. D'Bauere sinn awer net ons Géigner, Här President, mee villméi ons Alliéiert, fir dës Ziler och zesummen ze erreechen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Virum Summer huet d'Regierung e Projet fir dat neit Agrargesetz ugeholl. Iwwer 800 Milliounen aus dem nationalen an europäesche Budget wäerten déi nächst Joren un déi Lëtzebuerger landwirtschaftlech Betriber

fléissen. Ronn 40 % vun de järlechen Ausgabe si fir Hëllefen am Beräich vum Klima an der Biodiversitéit reservéiert. Mat dësen Investitioune maache mir d'Landwirtschaft zu engem aktive Partner an der Klimapolitik, dee fir säi Service am Interessi vun der Allgemengheet gerecht entlount gëtt.

Mir sinn ons awer bewosst, datt virun allem jonk Bauere sech Suerge maachen, datt si ouni Wuesstum hire Betrib net rentabel bedreiwe kënnen. Dat neit Gesetz gesäit dofir eng ganz Rei Mesurë vir, déi de Bauerebetriber finanziell derbäi hëllefen, och ouni zousätzlech Béischte rentabel ze schaffen.

Verschidde Bauereverbänn hunn en Agrarsommet gefrot, fir mat der Regierung iwwert d'Zukunft vun der Landwirtschaft ze diskutéieren. D'Regierung ass och bereet, e konstruktiven Dialog mat hinnen ze féieren.

(Interruption)

Mir brauchen och an Zukunft eng kompetitiv an nohalteg Landwirtschaft. Net nëmmen, well mir et ouni engagéiert Baueren net fäerdegbréngen, ons Klimaziler ze erreechen, mee och, well Lëtzebuerg op zouverlässeg Liewensmëttelproduzenten ugewisen ass.

Wärend der Pandemie an och mam Krich an der Ukrain ass et ons nees all bewosst ginn, datt et keng Selbstverständlechkeet ass, datt mir zu jidder Zäit genuch Liewensmëttel an der ons gewinnter Quantitéit a Qualitéit zur Verfügung hunn. Mir hu geléiert, ons lokal Liewensmëttel nees méi wäertzeschätzen. D'Landwirtschaft ass also e wichtegen Alliéierten am Kampf géint de Klimawandel a fir den Naturschutz. Wien d'Klima schütze wëll, muss d'Natur schützen. Klima an Naturschutz sinn enk matenee verbonnen.

Ons Bëscher an Naturraim bannen net nëmmen CO_2, mee hëllefen ons och, besser mat de Konsequenze vum Klimawandel ze liewen. Beem liwweren e wichtege Schutz géint d'Sonn a suergen derfir, datt ëffentlech Plaze sech net sou staark ophëtzen. Gesond a räichhalteg Biedem souwéi natierlech Flossleef mat Pufferzone kënne staarke Reen an Iwwerschwemmunge vill besser opfänke wéi Stëbsbiedem a kanaliséiert Baachen.

E wichtege Partner am Naturschutz sinn d'Gemengen. Nom grousse Succès vum Klimapakt huet d'Regierung an Zesummenaarbecht mat de Gemengen och en Naturpakt lancéiert. Gemengen, déi derbäi hëllefen, ons Natur ze erhalen, ze stäerken oder erëm opzebauen, ginn no engem Punktesystem zertifiéiert a kréien entspriechend finanziell Mëttel vum Staat zur Verfügung gestallt.

Den Naturpakt ass elo schonn en Erfolleg. Am éischte Joer hu sech schonn iwwer 80 % vun de Gemenge bedeelegt.

Zum Naturschutz gehéiert och de Waasserschutz. Ouni Waasser gëtt et kee Liewen. Duerch d'Ausweise vu bis haut 48 Drénkwaasserschutzzone ronderëm ons Quellen a ronderëm de Stauséi schütze mir och laangfristeg ons Drénkwaasserreserven.

Mam neie Gesetz iwwert d'Drénkwaasser, dat sech zanter Abrëll an der legislativer Prozedur befënnt, wäerte mir ons Waasserressourcen nach besser schütze kënnen.

Här President, Lëtzebuerg ass um europäeschen an internationale Plang eng wichteg Stëmm fir eng ambitiéis Klimapolitik. Den nächste Mount fënnt d'COP27 zu Sharm El-Sheikh statt. Hei wäert Lëtzebuerg säin internationalen Engagement erneieren, fir deenen aarme Länner finanziell am Kampf géint de Klimawandel ze hëllefen, déi elo schonn déi katastrophal Auswierkunge vun der Äerderwäermung ze spiere kréien.

Am Kader vum europäesche Fit-for-55-Package huet Lëtzebuerg sech och fir méiglechst ambitiéis Reegelungen agesat, déi europawäit gëlle sollen, fir d'Zil vun enger CO_2-Reduktioun ëm 55 % bis 2030 ze erreechen.

Lëtzebuerg wäert sech och an Zukunft international weider fir eng méi ambitiéis Klimapolitik asetzen. D'Regierung wäert och d'Virschléi vum Klima-Biergerrot, déi just iwwer europäesch Reegelung ëmgesat kënne ginn, op EU-Niveau virubréngen.

Lëtzebuerg muss awer virun allem emol seng eegen Hausaufgabe maachen. Als Staat iwwerhuele mir dës Verantwortung a mir gi mam gudde Beispill vir. Ech hunn dat lescht Joer ugekënnegt, dass Déngschtreese vu Regierungsmemberen a Beamten CO_2-kompenséiert solle ginn. Zanter Januar vun dësem Joer gëtt all Gramm CO_2 kontabiliséiert, deen op staatleche Fluchreesen ausgestouss gëtt.

Den 1. Oktober waren dëst 860 Tonnen CO_2. De Budget fir 2023 gesäit eng entspriechend Zomm vir, mat där dës Emissiounen och réckwierkend kompenséiert ginn.

Lëtzebuerg féiert och, wéi ugekënnegt, Här President, als éischt europäescht Land e sougenannten Nohaltegkeetscheck an. Dëst Instrument wäert et der Regierung an der Chamber erlaben, déi legislativ Aarbecht nach méi nohalteg ze gestalten.

D'Regierung wäert an Zukunft hir Gesetzesprojeten op Basis vun den zéng Prioritéiten duerchliichten, déi am drëtten nationale Plang fir nohalteg Entwécklung festgehale goufen. Duerch dësen Exercice gesinn d'Regierung, d'Chamber an d'Bierger och ganz transparent, wéi eng Gesetzesinitiativ déi nohalteg Prioritéiten impaktéiert.

Ech wäert an den nächste Wochen zesumme mat der Madamm Welfring d'Detailer vum Nohaltegkeetscheck der Chamber, dem Staatsrot an der Ëffentlechkeet presentéieren.

Zanter dem Summer ass dat neit groussherzoglecht Reglement iwwert déi sektoriell Klimaziler och a Kraaft. Global gekuckt hu mir ons Ziler dat lescht Joer erreecht. Bei eenzelne Secteure si mir awer hannendran. Hei musse mir noleeën, an zwar rapid.

Mir wäerten de Kampf géint de Klimawandel net ouni enorm finanziell Ustrengunge gewannen. Jo, eng effikass Klimapolitik ass deier. Mee ech kann Iech garantéieren: Näischt maache gëtt vill méi deier!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | All Euro, dee mer haut net a Moossname géint d'Äerderwiermung investéieren, kascht ons muer dat Duebelt, wann net dat Dräifacht. Ganz dovunner ofgesinn, dass d'Zukunft vun engem liewenswäerte Planéit sech net a Sue rechne léisst.

Mir iwwerhuele Verantwortung fir ons Zukunft. Lëtzebuerg investéiert haut scho ronn 1,1 Milliard am Joer a seng Klimapolitik. Dat wäert an Zukunft awer net duergoen. Ech stinn haut virun Iech a soen Iech an aller Däitlechkeet: Mir mussen d'Klimakatastroph stoppen! Et kascht, wat et kascht!

Well mer keng Wiel hunn. Well mir et ons an och deenen nächste Generatioune schëlleg sinn. A wa mir nei Scholde mussen ophuelen, da sinn dat gutt investéiert Suen, fir déi ons Kanner a Kandskanner ons dankbar wäerte sinn. Well mir déi Suen haut investéieren, fir datt si och muer nach eng liewenswäert Zukunft hunn.

A Krisenzäite musse mir méi Suen ausginn. Et wier genee de falsche Wee, a schwéieren Zäite wëllen ze spueren. D'Regierung huet dofir massiv Suen an d'Mënschen, an d'Betriber an och d'Zukunft vun dësem Land investéiert. Zanter dem Ufank vun der Pandemie hu mir aleng – an ech hunn et scho gesot, mee déi Zomm ass einfach esou grouss – 5,5 Milliarden Euro, Här President, fir Hëllefspäck ausginn. Dës Ausgabe finanzéiere mir och duerch nei Scholden.

Jo, et stëmmt, Här President, datt mir ons Staatsfinanzen am A behale mussen. Als klengt Land kënne mir ons et net erlaben, ons Staatsschold onkontrolléiert wuessen ze loossen. Mir sinn op den Triple-A ugewisen. Dat ass eng Realitéit. E Verloscht vum Triple-A wier eng Katastroph fir ons Finanzplaz an doduerch och fir onst Land. Well et ass d'Finanzplaz, Här President, déi e groussen Deel vun onse Recettë schaaft. Den Triple-A séchere mir awer nëmmen dann of, wa mir d'Ratingagencen och dervun iwwerzeegt kréien, datt mir ons Staatsfinanzen am Grëff hunn.

Mir kënnen et ons haut erlaben, méi Scholden ze maachen, well dës Regierung säit 2013 eng responsabel Finanzpolitik gemaach huet. Iwwert déi ganz Period 2013-2019 hate mir en Iwwerschoss an der Administration publique. Gläichzäiteg hu mir mat konstant héijen Investitiounen ons Wirtschaft an onst Land prett fir d'Zukunft gemaach.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | De Moment hu mir eng Staatsschold vu 24,6 %. Ënner anerem duerch d'Mesurë vum Energiedësch an aus dem Solidaritéitspak 1.0 an 2.0 wäert d'Staatsschold dat nächst Joer op 26,3 % klammen. Bis 2026 kéint d'Staatsschold op 29,5 % eropgoen.

Dat muss ons elo nach keng Suerge maachen, well dës Suen an deenen heite Krisenzäite gutt investéiert sinn a well mir ons Staatsfinanzen am Grëff hunn. Lëtzebuerg huet nach ëmmer mat déi niddregst Staatsschold an der Eurozon. Mir leien och nach ëmmer ënnert der ambitiéiser Limitt vun 30 %, déi mer ons selwer ginn hunn, a wäit ënner deene 60 % vun den europäesche Reegelen. An awer, Här President, musse mir déi nächst Joren eng responsabel an nohalteg Finanzpolitik viruféieren, fir net an eng Scholdespiral ze geroden.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Et wier onverantwortlech, elo eng grouss Steierreform op Kreditt an zu Laaschte vun den nächste Generatiounen ze finanzéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Jo, mir kënnen a mir wëllen onse Steiersystem nach méi modern an och méi gerecht maachen.

Jo, mir brauchen och geziilte Steiererliichterungen, déi bis an d'Mëttelschicht era wierken. A jo, d'Regierung schafft u konkreete Steiermesuren. D'Finanzministesch wäert éischt Mesurë scho muer virstelle kënnen.

Här President, mir brauche keng Lektiounen, wéi een eng gerecht Steierpolitik mécht. Et war ëmmerhin dës Regierung, déi an de leschte Jore méi wéi eng Steiermesure erfollegräich ëmgesat huet, dorënner Steierentlaaschtunge fir déi allermeeschte Leit hei am Grand-Duché, ugefaange mat der grousser Steierreform, déi 2017 a Kraaft getrueden ass. Niewent enger grousser Upassung vun der Steiertabell hu mir d'Steierkreditter sozial gestaffelt, de Steierkreditt fir déi Alengerzéiend verduebelt, d'Abattemente fir d'Bauspuerverträg an d'Zënsen um Immobiliekreditt erhéicht an déi optional Individualbesteierung agefouert.

2019 hu mir och en neie Steierkreditt fir de Mindestloun agefouert. 2020 hu mir d'Steierkreditter fir d'Salariéen, déi Pensionéiert an d'Independanten ëm 96 Euro d'Joer an d'Luucht gesat.

Well déi wirtschaftlech – an domat déi budgetär Entwécklung – de Moment esou onberechenbar ass, wäert d'Regierung déi nächst Méint ofwaarden, éier mir iwwert den Zäitpunkt vu weidere Steiererliichterungen entscheeden. Et ass net eng Fro, ob, Här President, et ass eng Fro, wéini.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mir entzéien ons net onser Verantwortung. Am Géigendeel: Mir stinn zu de Verspriechen, déi mir de Leit gemaach hunn, dat zesummen als Koalitioun. Mir maachen dëst op eng responsabel Aart a Weis, ouni ons Zukunft an onse laangfristege Wuelstand op d'Spill ze setzen.

Mëttelfristeg ass onst Zil, dank enger ambitiéiser Budgetspolitik an den héijen Investissementer erëm schwaarz Zuelen ze schreiwen. Onse ganze Sozialmodell an onse Wuelstand sinn nämlech drop opgebaut, datt mir alljoers och genuch Recetten erakréien, fir déi aussergewéinlech héich Ausgaben an Investitiounen och kënnen ze finanzéieren.

Amplaz elo ze spueren, musse mir derfir suergen, datt et onser Wirtschaft och an Zukunft gutt geet. Nëmmen esou stelle mir sécher, datt d'Betriber och an deenen nächste Jore genuch Aarbechtsplaze schafen an och Steiere bezuelen. Onse PIB ass d'lescht Joer ëm 5,1 % geklommen. Domat gehéiert ons Wirtschaft zu deenen an Europa, déi sech no der Pandemie am beschten erholl hunn an och am meeschte gewuess sinn. Wärend onse PIB dëst Joer nach ëm ronn 2,5 % klamme wäert, kéint déi europäesch Wirtschaft dat nächst Joer an engem Worst-Case-Zenario an eng Rezessioun falen.

Fir dëst ze verhënneren a fir de Wuelstand an d'Liewensqualitéit vun de Mënschen ze erhalen, brauche mir och an deenen nächste Joren héich Investitiounen. De Solidaritéitspak 2.0 gesäit mat der Baisse vun der TVA ëm 1 % an dem Erhale vun der Kafkraaft scho Mesurë vir, déi och d'Wirtschaft stäipe sollen.

Dat nächst Joer wäerten déi ëffentlech Investitioune bei bal 3,8 Milliarden Euro leien. Wie mengt, datt méi héich Steiere fir d'Betriber ons derbäi hëllefen, ons Wirtschaft méi kompetitiv ze gestalten, iert sech. Steiererhéijunge si grad a Krisenzäite Gëft fir d'Betriber. Och wa méi héich Steiere vläicht kuerzfristeg dem Staat méi Recetten abréngen, sou schuede mir ons mëttelfristeg a laangfristeg. Dat wier onverantwortlech an ass dofir och mat dëser Regierung net ze maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mir musse villméi derfir suergen, dass ons Betriber och kompetitiv am Verglach mat hirer internationaler Konkurrenz bleiwen. Gläichzäiteg musse mir als Standuert permanent innovéieren, fir attraktiv fir nei Betriber an Investitiounen aus dem Ausland ze bleiwen.

Mir iwwerhuelen haut Verantwortung, Här President, fir datt et ons och muer nach ëmmer gutt geet. D'Regierung schafft de Moment un enger Laangzäitstrategie, fir déi ekonomesch Entwécklung vum Land och op eng nohalteg Manéier virunzedreiwen. Mat Hëllef vun interdisziplinären Etüden, duerchgefouert an Zesummenaarbecht mat all de Ministèren, ekonomeschen Acteuren an der Zivilgesellschaft, wäerte mir eng ekonomesch Visioun bis d'Joer 2050 ausschaffen. Mat konkreete Pisten an den néidege Mëttel, fir dës Visioun dann och an d'Realitéit ëmzesetzen.

Am éischten Trimester soll dës Laangzäitstrategie virgestallt ginn. D'Chamber an déi breet Ëffentlechkeet wäerten dee Moment och d'Méiglechkeet hunn, fir sech aktiv an dee Processus anzebréngen.

Mat der Reform vum Droit d'établissement, deen d'Regierung am Fréijoer op de Wee bruecht huet, wäerte mir den Entrepreneursgeescht weider stäerken an zousätzlech Betribsgrënnungen encouragéieren, ënner anerem, andeems mir d'Méiglechkeet vun enger zweeter Chance no enger Faillite aféieren. Aner Länner sinn ons hei schonn e puer Schrëtt viraus, wéi eng sëlleche weltbekannt Betriber beweisen, déi vu Mënsche gegrënnt goufen, déi un engem virege Projet gescheitert waren.

Mir hunn ze vill d'Tendenz – an net nëmmen zu Lëtzebuerg, Här President, mee dat och an Europa –, dass, wann een eng Kéier eng Faillite hat, ee keng zweet Chance méi huet, dass een net d'Méiglechkeet huet, nees opzestoen. Et léiert ee vläicht aus deene Feeler, déi een a senger éischter Experienz gemaach huet. An zu Lëtzebuerg muss de Courage vun der Selbststännegkeet belount ginn an net bestrooft ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Lëtzebuerg war ëmmer dann erfollegräich, wa mir et fäerdeg bruecht hunn, ons séier un nei Situatiounen unzepassen, esoubal et néideg war, an onser internationaler Konkurrenz virun allem och e Schrëtt viraus ze sinn.

Onse Wuelstand ass direkt un ons Capacitéit gebonnen, permanent kënnen ze innovéieren. Déi zwee gréisste Innovatiounspotenzialer leien de Moment an de Beräicher vun der Digitalisatioun an der Nohaltegkeet. Mat Hëllef vun de sougenannter Twin Transition an dem Programm Fit 4 Sustainability huet d'Regierung schonn eng Rei Projete lancéiert, fir d'Betriber och an hirer digitaler an an hirer energeetescher Transitioun ze ënnerstëtzen.

Mir wäerten an deenen nächste Méint alleguerten déi bestoend Hëllefe fir d'Betriber och un d'Zil vun der Dekarboniséierung adaptéieren. Dat ass besonnesch fir d'Lëtzebuerger Industrie eng grouss Erausfuerderung. Mir erwaarde fir Ufank 2023 d'Resultater vun enger Etüd, déi den Haut-Comité vun der Industrie an Optrag ginn huet, mat konkreete Pisten, déi ons dem Zil vun enger CO_2-neutraler Industrie zu Lëtzebuerg e gutt Stéck méi no wäerte bréngen.

Mir hunn iwwer ons Finanzplaz och en enormen Impakt op d'Finanzéierung vun nohaltegen Investitioune weltwäit. Dat leschte Joer sinn 38 % vun all den nohaltegen Investitiounen an Europa och iwwer Lëtzebuerger Fonge gelaf. D'Regierung wëll déi positiv Entwécklung vun den nohaltege Fongen och zu Lëtzebuerg weider fërderen.

Mir wäerten e Spacecampus op der Kockelscheier installéieren an och um europäesche Cloudsystem Gaia-X deelhuelen. Am Kader vun Digital Luxembourg investéiere mir an innovativ Initiativen, wéi zum Beispill am Beräich vun der kënschtlecher Intelligenz.

Mir schaffen och weider um Projet vu LuxQCI, mat deem Lëtzebuerg zu de Virreider an der Quantekommunikatioun an Europa gehéiert. Dëst sinn alles wichteg Projeten, fir onse Standuert an de Beräicher vun der Digitalisatioun an dem Weltraum weiderzeentwéckelen.

D'Digitalisatioun, Här President, fänkt beim Staat un, dee säi Service fir d'Bierger an d'Betriber esou einfach an effikass wéi méiglech gestalte soll. Den 2018 geschaaften Digitalisatiounsministère proposéiert kontinuéierlech nei Servicer, déi méi benotzerfrëndlech, sécher, accessibel an och effizient sinn.

D'Regierung stellt bis 2026 bal 2 Milliarden Euro fir d'Digitaliséierung zur Verfügung. An d'Resultat léisst sech weisen. Viru Kuerzem huet den digitalisatiounsdelegéierte Minister och eng Pressekonferenz gemaach, den Här Hansen, wou Lëtzebuerg am eGovernment Benchmark 2022 vun der Europäescher Kommissioun erëm e Sprong no vir gemaach a sech positionéiert huet op der exzellenter drëtter Plaz vu 35 Länner. Mir hunn ons ëm zwou Plaze verbessert am Verglach zu 2021 an ëm aacht Plazen am Verglach zu 2020. Dat ass eng international Unerkennung, déi weist, datt ons Efforten och hir Friichten droen.

An och d'Bierger notzen ëmmer méi déi digital Servicer vum Staat. Et goufen dëst Joer aleng schonn iwwer 1,1 Milliounen administrativ Demarchen iwwer myguichet.lu iwwermëttelt. D'Offer un digitale Servicer gëtt, wéi gesot, ëmmer méi grouss. Zum Beispill gëtt et och säit Februar en Assistent um myguichet.lu, deen de Bierger bei senger Steiererklärung begleet.

D'App MyGuichet.lu ass e grousse Succès an zënter hirem Lancement am Juli d'lescht Joer iwwer 238.000-mol erofgeluede ginn. D'App gëtt konstant weiderentwéckelt, esoudatt de Bierger ëmmer méi Demarchen iwwert den Handy ka maachen.

Mir schaffen och de Moment un engem digitale Portmonni, an deem d'Bierger hir offiziell Dokumenter och um Handy späichere kënnen. Dës Dokumenter sinn dann och offline opruffbar an hunn déi nämmlecht Gültegkeet wéi déi original Dokumenter. An enger éischter Phas wäerten de Füerschäin an d'Carte d'identité dann och fir den E-Wallet verfügbar ginn.

Dës verstäerkt digital Offer fir d'Bierger dréit aktiv zum Nationbranding vu Lëtzebuerg bäi a mécht onst Land och doduerch fir Investisseuren, mee och fir héich spezialiséiert Talenter aus dem Ausland nach méi attraktiv.

Mir wëssen och, dass mer op déi Talenter ugewise sinn, wa mir onse Wuelstand erhale wëllen. A mir bidden hinnen elo schonn e ganz attraktiivt Aarbechtsëmfeld: héich Salairen, héich Liewensqualitéit a gutt Infrastrukturen.

D'Regierung huet virum Summer och eng Talentstrategie ugeholl. En interministeriellen Aarbechtsgrupp ass amgaang, déi eenzel Pisten ëmzesetzen, déi vun Educatioun bis Immigratioun a vu Logement bis Steiere quasi all Beräicher vun der Politik betreffen.

Mat der Skills-Etüd vun der OECD hu mir och e besseren Abléck an ons Besoine vun Talenter kritt. Mir schaffen un neie Formatiounsméiglechkeeten an de Betriber, déi et ons erlaben, déi gebraucht Kompetenzen och opzebauen.

Här President, et ass der Regierung e permanent Uleies, d'Schaffen an d'Liewen zu Lëtzebuerg nach méi attraktiv ze maachen. D'Regierung schafft weider un enger besserer Work-Life-Balance. Mir setzen déi entspriechend EU-Texter ëm a féieren ënner anerem e Recht op Deelzäitaarbecht an. D'Regierung huet och eng Etüd iwwert d'Aarbechtszäit lancéiert fir erauszefannen, wéi d'Mënschen zu Lëtzebuerg hir Aarbecht an Zukunft organiséiere wëllen.

Zum attraktive Schaffe gehéiert och den Teletravail. Nodeems mir ons mat Frankräich an der Belsch op eng Erhéijung op 34 Deeg Teletravail am Joer fir d'Frontalieren eenege konnten, schaffe mir weider mat onsen Nopeschlänner un enger nach besserer europäescher Léisung fir jiddereen, deen zu Lëtzebuerg schafft oder wunnt.

Zu dëser Léisung gehéiert och d'Schafe vu Coworkingspaces, déi mir op de Grenzen opriichte wäerten. Nodeems mir d'Gespréicher mat der Chambre

de Commerce an der Chambre des Métiers gefouert hunn, huet d'Regierung och eng Ëmfro ënnert de Verwaltungscheffe beim Staat duerchgefouert. Mir wäerten all dës Informatiounen elo aus a schaffen un enger Strategie, fir esou séier wéi méiglech de Wënsch vun de Betriber, vun de Frontalieren a vun de Residenten no méi dezentrale Coworkingspaces nozekommen.

D'Regierung huet och e Gesetz op de Wee bruecht, mat deem mir d'Recht op Deconnexioun aféieren. Well an enger ëmmer méi digitaler Welt, an där d'Schaffe vun doheem aus ëmmer méi zur Normalitéit gëtt, musse mir och de Salarié virun enger grousser mentaler Belaaschtung schützen. Spéitstens an der Pandemie hu mir geléiert, datt ons Gesondheet iwwer allem anere steet.

Mir wëllen och d'Zesummespill vu Beruff a Benevolat stäerken. Dofir féiere mir de Congé culturel erëm an a bessere beim Congé sportif no. Esou wëlle mir déi Leit zousätzlech ënnerstëtzen, déi sech bis elo an hirer Fräizäit fir hir Matmënschen engagéiert hunn.

D'Liewensqualitéit an engem Land definéiert sech virun allem niewent der Aarbecht: Mir liewen net fir ze schaffen, mee mir schaffe fir ze liewen.

D'Bierger hunn och am Alter d'Recht op eng héich Liewensqualitéit. D'Regierung hält an deenen nächste Wochen Amendementer fir de Gesetzesvirschlag un, mat deem d'Qualitéit vun de Servicer an d'Transparenz am Beräich vun den eelere Leit och verbessert gëtt. Am Zentrum vun dësem Gesetz stinn d'Autonomie an d'Recht op Selbstbestëmmung fir ons eeler Matbierger. Jidderee muss kënnen an all Alter Acteur vu sengem Liewe sinn a bleiwen a fräi wiele kënnen, wou a wéi e liewe wëll.

Fir dëst ze erméiglechen, wäert d'Regierung an noer Zukunft d'Reform vum gerontologeschen Accueil op de Wee bréngen. Mat dësem Gesetz gräife mir deene Leit ënnert d'Äerm, déi de Pensiounspräis am Altersheim net kënne selwer bezuelen. D'Madamm Cahen wäert dat och an noer Zukunft presentéieren.

Fir dass eeler Leit an den Alters- a Fleegeheemer keng Präiserhéijungen an den nächste Méint musse fäerten, bedeelegt sech de Staat och un de Méikäschten, déi duerch déi héich Energiepräisser entstane sinn. Doriwwer eraus investéiert de Staat weider an den Ausbau an d'Renovéiere vun den Infrastrukture fir déi eeler Leit, soudatt an den nächste Jore ronn 3.000 zousätzlech Better zur Verfügung stinn.

Mir ënnerstëtzen och d'Famillje mat geziilte Mesuren, déi et all Kand erlaben, säi vollt Potenzial ze notzen. Nieft héijen Investitiounen an ons Betreiungs- a Schoulinfrastrukture lafen och d'Initiative vun der gratis Maison relais, gratis Iessen a gratis Hausaufgabenhëllef un.

Déi nei Landesplanung vun der Regierung huet als Haaptzil, eng optimal Liewensqualitéit fir all Bierger iwwerall am Land ze garantéieren. Et geet ons dorëms, all Regioun am Land esou ze organiséieren, datt Wunnen, Schaffen, Fräizäit, Erhuele matenee verbonne ginn.

Zënter dem leschte Mount befënnt sech de Projet de Programme directeur d'aménagement du territoire an der ëffentlecher Diskussioun. D'Gemengen hu véier Méint Zäit, fir sech aktiv matanzebréngen an och hiren Avis zum Projet ofzeginn. De PDAT, esou wéi den Här Turmes eis en och presentéiert huet, huet d'Ambitioun, d'Land fir déi nächst 30 Joer ze orientéieren: Wéi, wou a wéini soll sech Lëtzebuerg entwéckele kënnen?

De PDAT proposéiert mat konkreeten Ziler a Strategien eng Visioun, déi et erlaabt, d'Attraktivitéit vum Land ze erhalen an ze stäerken, andeems mir d'Liewensqualitéit vun de Bierger an den zukünftege Generatiounen erhalen an ons Ressourcë schützen.

Et fléissen och Iddien a Fuerderungen an den neie PDAT, déi vum „Biergerkommitee Lëtzebuerg 2050" a vun der internationaler Consultatioun „Luxembourg in Transition" ausgeschafft gi sinn.

D'Ëmwandlung vun den Industriebrooche spillt eng wichteg Roll an der Ëmsetzung vun der neier Landesplanung. D'Entwécklungsaarbechte vum Site Quartier Metzeschmelz tëscht Esch a Schëffleng sinn och ugelaf. De leschte Mount sinn d'Terrainen offiziell vun Arcelor un d'Agora iwwerschriwwe ginn. Déi lescht Woch ass dëse participative Projet och virgestallt ginn. Op dësem Site wäert e Quartier entstoen, dee virbildlech ass, well en zesumme mat de betraffene Gemengen a Bierger geplangt an op eng qualitativ an nohalteg Aart a Weis ëmgesat gëtt. Esou Projete si vun enormer Wichtegkeet fir onst Land.

Well Wunnen zu Lëtzebuerg ass deier, och ouni déi héich Energiekäschten, déi vill Mënschen zousätzlech belaaschten. Wärend der Pandemie sinn d'Wunnengspräisser nach méi staark geklomme wéi déi Jore virdrun.

Duerch déi héich Inflatioun a gestéiert Liwwerkette kéint d'Dynamik vun de Präisser um Immobiliemarché liicht ofhuelen. Mee dowéinst riskéiert et awer, datt an den nächste Méint och manner gebaut gëtt. An doduerch gëtt de Manktem u verfügbare Wunnenge just nach méi akut, wéi en elo schonn ass.

De Logement ass also och dëst Joer e Sujet, deen ons beschäftegt. Dat ass net verwonnerlech. Dat lescht Joer hunn ech och den éierleche Constat gemaach, datt mir et vun haut op muer net packen, d'Präisspiral am Logement ze briechen.

Déi vill Mesuren, déi d'Regierung an de leschte Joren op de Wee bruecht huet, brauchen och Zäit, fir richteg ze gräifen. Dat soll awer keng Entschëllegung sinn, fir d'Féiss héichzeleeën. Mir kënnen a wäerten net einfach nokucken, wéi ëmmer méi Mënschen, bis an d'Mëttelschicht eran, mat den héije Wunnengspräisser ze kämpfen hunn a sech näischt méi leeschte kënnen!

D'Regierung huet wärend deene leschten zwielef Méint zousätzlech Efforte gemaach, déi ons hëllefe wäerten, de Logementsproblem an de Gréff ze kréien.

Ons Prioritéite sinn nach ëmmer déi selwecht wéi virun engem Joer:

Éischtens, konsequent als ëffentlech Hand a bezuelbare Wunnraum an all de Regioune vum Land investéieren. An ech kann Iech do just recommandéieren – fir déi, déi et elo verpasst hunn –, d'Projete kucken ze goe vun der SNHBM an och vum Fong. Ech war déi mam Minister Kox besichen. Et ass impressionant, wat gebaut gëtt. A mir hunn ons och engagéiert vis-à-vis vun deene Servicer, dass mer dat d'nächst Joer op d'Chantieren kucke ginn. Mee do entstinn nei Dierfer, do entstinn nei Quartieren.

Zweetens, d'Spekulatioun mat Bauland bekämpfen a massiv Bauterraine mobiliséieren. Mir kënnen däitlech Fortschrëtter an dësen zwee Beräicher verzeechnen. D'Efforte vun der Regierung fänken un, Friichten ze droen. D'Depensë fir den ëffentleche Wunnengsbau si vu 40 Milliounen am Joer 2017 op 220 Milliounen dëst Joer geklommen. Dat ass eng Progressioun vu 450 % bannent fënnef Joer! Onst Zil ass et, mëttelfristeg a laangfristeg eng hallef Milliard Euro d'Joer ze investéieren. Bezuelbar Wunnenge fir jidderee sinn ons dës Suen och wäert.

An deene leschte 24 Méint huet d'Chamber och Finanzéierungsgesetzer fir fënnef grouss Projete gestëmmt. Mat engem Invest vu bal enger Milliard Euro entstinn an den nächste Joren zu Elmen, zu Wolz, zu Diddeleng op der Neischmelz an zu Mamer am Wëltgebond eng 3.500 Wunnengen.

Dat lescht Joer hu mir iwwert de Fonds spécial de soutien au développement du logement 171 Milliounen Euro an den ëffentlechen a bezuelbare Wunnraum investéiert. Dat sinn 252 Projete queesch duerch d'Land mat iwwer 3.300 Wunnengen.

Dës 171 Milliounen Euro kommen iwwregens och dem Bausecteur zu Lëtzebuerg zegutt, well all dës Wunnenge gi vu Lëtzebuerger Bau- an Handwierksbetriber gebaut.

Mir brauchen eng laangfristeg, strateegesch Partnerschaft tëschent den ëffentlechen an de private Bauträger. Well nëmme mat vereente Kräfte kënne mir déi néideg Wunnenge bauen, fir de Logementsproblem zesummen an de Gréff ze kréien.

D'Regierung wëll dofir an Zukunft och nach méi staark mat Privatbetriber zesummeschaffen. Vun esou enger Partnerschaft profitéieren d'Bierger mat engem méi bezuelbare Wunnraum, mee och d'Handwierk, besonnesch elo, wou dës Betriber manner Oprträg vu private Clienten erakréien.

Mam Pacte Logement 2.0 wäert an den nächste Joren och eng zousätzlech Dynamik am ëffentleche Wunnengsbau entstoen. Dëst neit Instrument ass zanter Februar a Kraaft an erlaabt et de Gemengen an dem Staat, systematesch bei all neiem gréissere private Bauprojet un Terraine respektiv u Wunnunitéiten ze kommen.

Esou bréngе mir et fäerdeg, den ëffentleche Wunnengspark konsequent ze vergréisseren. Mam Pacte Logement 2.0 schafe mir bezuelbare Wunnraum an all de Gemengen, Stied an Dierfer am Land. 99 Gemengen hu schonn déi néideg initial Konventioun ënnerschriwwen a schaffen intensiv un hirem Aktiounsplang fir de Logement.

Mir hunn ons en ambitiéist Zil gesat: Déi ëffentlech Hand soll zéngmol méi ëffentlech Wunnenge geréieren, wéi dat haut de Fall ass.

Fir dëse Wunnengspark effikass ze geréieren, schaffe mir och un engem nationale Register fir abordabel Wunnengen. Hei geet et ëm Transparenz a Gerechtegkeet. Iwwer eng eenheetlech Lëscht sollen déi Persounen am séierste gehollef kréien, déi et och am dréngendste brauchen. Regional Krittäre gi bei der Verdeelung vu bezuelbaren ëffentleche Wunnenge mat a Betruecht geholl.

Här President, den Observatoire de l'habitat ass an enger Etüd zur Konklusioun komm, datt Lëtzebuerg eng Baulandreserv vun 3.750 Hektar huet. Op dësen Terraine kéinte ronn 142.000 Wunnenge fir iwwer 300.000 Awunner gebaut ginn. Et feelt ons zu Lëtzebuerg also net un ausgewisenem Bauland, wéi verschidde Leit dat géife behaapten.

E ganz wichtegt Puzzlestéck, fir dës Terrainen ze mobiliséieren a fir géint d'Spekulatioun virzegoen, ass d'Reform vun der Grondsteier, déi ech virun zwielef Méint ugekënnegt hunn. A wéi versprach huet d'Regierung en entspriechende Gesetzesprojet op den Instanzewee bruecht. An ech soen och der Inneministesch, der Madamm Bofferding, e grousse Merci, well et war den Dag selwer vu menger Ried vu virun zwielef Méint, wou Der Är Pressekonferenz hat a mir et den Dag virdrun am Regierungsrot hate mam Här Kox a mat der Madamm Backes.

Zanter Joerzéngte gëtt vun dëser Reform geschwat. Dës Regierung paakt se endlech un! Mir iwwerhuele Verantwortung fir eng gerecht Logementspolitik.

Déi nei Grondsteier ass sozial gerecht, well d'Proprietären, déi selwer an hirem Haus oder Appartement wunnen, am Duerchschnëtt Käschten an der nämmlechter Gréisstenuerdnung wéi haut wäerten hunn. Déi Proprietären, déi mat hiren Terrainen an Immobilie spekuléieren, andeems si dës net bebauen oder eidel stoe loossen, wäerten allerdéngs däitlech méi bezuele mussen.

Mir wëllen net déi Famillje bestrofen, déi en Terrain behalen, fir datt hir Kanner spéider dorops baue kënnen. Dofir gesi mir och en Abattement pro Kand vir. Dës Terraine sinn also jee no Gréisst a Regioun ganz oder deelweis vun der Mobiliséierungssteier befreit.

Mat der Kreatioun vum nationale Regëster vu Gebaier a Wunnenge verschafe mir dem Staat an de Gemengen e kompletten Iwwerbléck iwwert d'Wunngebaier, hir Notzung oder eeben hir Netnotzung.

Wunnraum, Här President, soll kee Spekulatiounsobjet sinn. Iwwert déi nei Mobiliséierungs- a Leerstandssteier huele mir d'Proprietäre mat an d'Verantwortung, fir d'Wunndeierecht an de Gréff ze kréien. D'Recht op Eegentum bleift bestoen!

Une voix | Ganz gutt!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Wann d'Spekulatioun mat dësem Eegentum allerdéngs op Käschte vun der Allgemengheet geet, musse Proprietäre sech an Zukunft finanziell dru bedeelegen, fir dës Käschten och ze kompenséieren.

D'Reform vun der Grondsteier an d'Schafe vun der Mobiliséierungs- a Leerstandssteier wäerten de Gemengen an dem Staat och derbäi hëllefen, méi bezuelbare Wunnraum ze finanzéieren.

Mam Baulandvertrag a mam Remembrement ministériel wäerten de Staat an d'Gemengen an noer Zukunft zwee zousätzlech Instrumenter zur Verfügung hunn, fir géint d'Spekulatioun mat Bauterraine virzegoen an d'Schafe vun neie Wunnengen ze férderen.

Nodeems den Avis vum Staatsrot zum entspriechende Gesetzesprojet virläit, huet déi zoustänneg Chamberskommissioun nach virum Summer Amendementer ugeholl. Wann dëst Gesetz bis a Kraaft ass, gëtt d'Spekulatioun mat nei ausgewisenem Bauland an Zukunft quasi onméiglech. Mir stellen also sécher, datt all zukünftege Bauterrain zäitno wäert bebaut ginn.

Ons Logementspolitik däerf sech net um Profitt vun Eenzelnen, mee um Wuelergoe vun der Allgemengheet orientéieren. Dëst gëllt och a Steierfroen. Nodeems d'Regierung schonn 2020 steierlech Abuse mat de FIS immobiliers ofgeschaaft an den Amortissement accéléré ofgeschwächt huet, wäerte mir den Amortissement accéléré nach eng Kéier däitlech limitéieren.

An Zukunft däerf all Persoun just nach zweemol an hirem Liewe wärend fënnef Joer vun dësem steierleche Virdeel profitéieren. Esou stelle mir sécher, datt eng kleng Investitioun an Immobilie weiderhin attraktiv bleift, ouni awer dass onse Steiersystem mëssbraucht gëtt, fir e Geschäftsmodell op Käschte vun der Allgemengheet ze finanzéieren.

Mat all dëse Mesurë gi mir der neier Verfassung och gerecht: net mat engem bedéngungslose Recht op Eegentum, mee mat engem Recht op wierdegt Wunne fir jiddereen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | E gerechte Wunnengsmaart ass nëmmen da gerecht, wann och all Mënsch Accès op e Logement huet.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Déi staatlech Hëllefen an Investissementer musse méi gerecht a méi cibléiert ginn. Mir wäerten de Privatmarché besser reglementéieren an den Eenzelnen och besser schützen.

Méi ewéi 20.000 Stéit, déi um Privatmarché lounen, ginn iwwer 50 % vun hirem Akommes fir d'Wunnen aus. An der Tripartite vum Mäerz hu mir zesumme mat de Sozialpartner och decidéiert, d'Loyerssubventiounen ze verduebelen. Et kënnen zanter dësem Joer och méi Stéit vun dësen Hëllefe profitéieren. Vill Leit wëssen iwwerhaapt net, dass si en Urecht op Wunngeld hunn. Mir wäerten dofir dës Mesuren, sou wéi och aner Logementsaiden, besser promouvéieren.

Mat der Reform vum Bail à loyer suerge mir fir e bessere Schutz vum Locataire a vereinfachen alternativ Wunnformen. De private Locatiounsmarché kritt e méi kloren an och e méi transparente Kader. Mir setzen d'Deckelung vun de Loyere vun haut 5 % vum investéierte Kapital op 3,5 % erof a souguer op 3 % fir Wunnenge mat niddreger Energieeffizienz. An Zukunft muss de Montant vum investéierte Kapital an de Bail à loyer ageschriwwe ginn, fir datt de Locataire d'Anhale vun der Deckelung och besser kontrolléiere kann.

Mir kréien de Logement dann och just an de Gréff, wa mir all zesummeschaffen: Staat, Gemengen a Privatsecteur. Si all musse Verantwortung iwwerhuelen, fir datt d'Wunnen zu Lëtzebuerg och fir jiddwereе bezuelbar gëtt.

Déi nei national Logementsstrategie ass amgaangen, hir Friichten ze droen. D'Regierung wäert hir Beméiunge konsequent viruféiere fir eng méi gerecht Logementspolitik am Grand-Duché.

Här President, wa mir iwwert d'Liewensqualitéit schwätzen, däerfe mir net ons Gesondheet vergiessen. D'Covidkris huet sech iwwert d'Fréijoer an de Summer aus der éischter Rei vun der Aktualitéit zréckgezunn. De Covid ass net verschwonnen, mee mir léiere lues awer sécher, mam Virus ze liewen. Mir spieren éischt Tendenzen a Richtung vun enger „neier" Normalitéit an déi Pressekonferenzen, déi ech zesumme mat der Vizepremierministesch a Gesondheetsministesch Lenert hat, sinn éischter d'Ausnam wéi de Prinzipp gewiescht, wou mer all Woch oder all zweet Woch virun de Schierm komm sinn.

Här President, nee, mir kënnen nei, méi geféierlech Varianten net ausschléissen. Mir wëssen net, wat d'Zukunft ons bréngt, mee mir droen der Vergaangenheet Rechnung, fir all Eventualitéit ze preparéieren. Mir si prett, op en Neits Verantwortung ze iwwerhuelen, wann et néideg ass.

D'Réserve sanitaire huet sech iwwert de Summer preparéiert. Mir sinn zu all Moment prett, fir de Contacttracing och erëm ze aktivéieren. Den Accès zur Impfung ass a bleift einfach. Mir loosse ganz bewosst en Deel vun den Impfzenteren op, fir séier kënne vill Leit mateneen ze impfen.

Wéi versprach huet d'Regierung d'Aarbechte fir d'Aféiere vun enger Impfflicht virugefouert, fir am Worst-Case-Zenario keng Zäit ze verléieren. De Staatsrot huet a sengem Avis Äntwerten op déi vill oppe juristesch Froe ginn, an déi zoustänneg Chamberskommissioune kënnen elo op den Texter schaffen.

Mir kafen och weiderhi Medikamenter, déi an der Bekämpfung vum Covid eng ëmmer méi grouss Roll spillen, well si no enger Infektioun Liewe rette kënnen. Ons Stocke vu Schnelltester sinn och gutt gefëllt. Mobill Ekippe si prett, fir d'Impfen an d'Teste vu vulnerabele Leit och an Zukunft séier an effikass duerchzeféieren. D'Testméiglechkeeten hu sech zu Lëtzebuerg konstant op engem héijen Niveau beweegt. Dat selwecht gëllt fir d'Impfung.

Eleng an deene leschten zwielef Méint huet d'Regierung ronn 14 Millioune Schnelltester verdeelt. Et sinn iwwer 1 Millioun PCR-Tester a ronn 600.000 Impfunge gemaach ginn. Den nationale Gesondheetslaboratoire huet ronn 40.000 Sequenzéierunge vu Virusprouwe realiséiert an de Contacttracing huet am Kader vu senger Missioun iwwer 95.000 Leit kontaktéiert. Iwwer 83 % vun den erwuessene Leit hunn e Schéma vaccinal complet, bal 70 % hunn eng éischt Boosterimpfung.

Mir wäerten d'Entwécklung vum Virus och an Zukunft ganz genee am A behalen. Mir wäerten och weiderhin alles dofir maachen, fir ons Matmënschen esou gutt wéi méiglech virun dem Virus ze schützen, ouni onst Liewe komplett vum Virus bestëmmen ze loossen.

A virun zwou Woche war och d'Visitt vum Direkter vun der OMS hei zu Lëtzebuerg, deen och näischt ausschléisse ka vu Varianten an dee fonnt huet, dass dee Wee, dee mer ginn, fir prett ze sinn am Cas vun engem Worst-Case-Zenario, dat Effikasst an dat Räsonabelst wier.

Här President, d'Grondrechter vun de Bierger an hir Fräiheete waren ons ëmmer wichteg. Dat wäert bei all Mesure, déi mer eventuell mussen huelen, ëmmer eng Roll spillen. Mee mir wäerten net zécken ze agéieren, wann et néideg ass.

De Gesondheetssystem zu Lëtzebuerg ass zu kengem – kengem! – Moment ënnert der Laascht vun der Pandemie zesummegebrach. An awer musse mir zouginn, datt Lëtzebuerg, wéi och de Rescht vun der Welt, vum Virus iwwerrascht gouf.

Haut wësse mer, datt mir esou munches och hätte kënnen aneschters maachen, well mir de Virus besser kennen, mee och besser verstinn. Eent ass ganz kloer: Mir mussen op eng zukünfteg Pandemie preparéiert sinn, well déi nächst Pandemie kéint scho muer virun onser Dier stoen.

Sou wéi ech dat lescht Joer och schonn ugekënnegt hat, huet d'Regierung d'OECD dermat beoptraagt, eng onofhängeg Etüd iwwer ons Krisegestioun wärend der Pandemie ze maachen.

D'Resultater vun dëser Etüd si virun enger Woch virgestallt ginn. Déi allergréisst Transparenz war ubruecht, fir datt déi multidisziplinär Experte vun der OECD sech e komplett an och en objektiivt Bild maache konnten. All d'Moossnamen um organisatoreschen, sanitären, ekonomeschen, budgetären, sozialen a gesellschaftleche Plang si beliicht ginn.

D'OECD huet och mat ganz villen Acteuren hei zu Lëtzebuerg geschwat: mat staatleche Servicer, awer och mat Dokteren, mat Spidolspersonal an Infirmieren, mat de Gewerkschaften an de Patronatsverbänn, mat Vertrieder vun der Croix-Rouge, der Caritas, der Mënscherechtskommissioun, mat Deputéierten, Apdikter a Membere vum Wirtschafts- a Sozialrot. Hinnen alleguerten e grousse Merci fir hir Disponibilitéit.

D'OECD lueft, datt Lëtzebuerg schonn an engem ganz fréie Stadium, nämlech Enn Januar 2020, un engem Pandemieszenario geschafft huet, an dat, éier d'Weltgesondheetsorganisatioun vun enger internationaler Urgence geschwat huet. D'Experte stufen eis Krisemechanismen insgesamt als erprouft a belaaschtbar an.

A kierzester Zäit konnte mir eng Organisatioun op d'Bee stellen, déi flexibel a séier op ënnerschiddlech Entwécklunge reagéiert huet.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mir waren eent vun den éischten europäesche Länner, dat an de Krisemodus geschalt huet.

Um Niveau vum Krisemanagement hieft d'OECD och besonnesch d'Zesummespill mat Partner aus der Privatindustrie ervir. Dës Kooperatioun huet ons erlaabt, ganz néidegt Schutzmaterial op Lëtzebuerg ze kréien. An d'OECD schléit ons vir, dës Erfarungen och mat anere Länner ze deelen.

D'Kommunikatioun mam Bierger war interaktiv an d'Koordinatioun mat de Gemengen huet zu Lëtzebuerg besser fonctionéiert ewéi a villen anere Länner. Déi aktiv Roll vun der Chamber gëtt och am Rapport ënnerstrach. An och wann am Rapport net drasteet, dass et e permanente Rapporter gouf, wëll ech dem Mars Di Bartolomeo och Merci soen.

Am Gesondheetssystem war den direkten Impakt vun der sanitärer Kris – gemooss un der Iwwerstierflechkeet am Verglach zu normalen Zäiten – manner grouss zu Lëtzebuerg wéi an deene meeschten OECD-Länner. D'Réserve sanitaire huet och derfir gesuergt, datt mir zu Lëtzebuerg net ënner enger Penurie vu Personal gelidden hunn. De Monitoring war effikass.

D'Effikassitéit vun der Impfcampagne ass der OECD no onbestridden. D'Efforten, déi hei vun de mobillen Ekippe gemaach goufen, stufen d'Experten och als remarkabel an.

Ons Schoule ware manner laang zou wéi an deenen aneren OECD-Länner. Déi massiv Digitaliséierung an onse Schoulen an déi individuell Betreiung vun de Schüler erklären, firwat d'OECD am Géigesaz zu anere Länner keng Defiziter bei de Schoulresultater feststelle konnt. Ech wëll och dem Här Meisch hei soen, dass den Direkter vun der OMS eis gesot huet, dass d'Schüler schonn déi Moralbelaaschtung, och nach eng schoulesch Belaaschtung dat Schlëmmst gewiescht wär (veuillez lire: dass fir d'Schüler, déi schonn déi moralesch Belaaschtung haten, eng zousätzlech schoulesch Belaaschtung dat Schlëmmst gewiescht wär), wat an där Pandemie hätt kënne geschéien.

D'Entreprisë kruten einfach an onbürokratesch gehollef. Ufroe si séier beaarbecht ginn. D'Hëllefe ware cibléiert fir déi Secteuren, déi am meeschte vun der Kris betraff waren. An do wëll ech och dem Här Fayot an dem Här Delles Merci soe fir déi onkomplizéiert Aart a Weis, wéi mer et fäerdegbruecht hunn, awer och der Wirtschaft hei zu Lëtzebuerg an de Betriber ze hëllefen. An d'OECD sträicht och besonnesch d'Stabilitéit vum Akommesniveau vun den Haushalter ervir.

D'Zil vun dëser Etüd war et net, datt d'Regierung an hirer Krisegestioun confirméiert gëtt. Ganz am Géigendeel! Hei ass et net drëms gaangen, eis op d'Schëller ze klappen.

D'OECD krut den Optrag, genee ze analyséieren, wat gutt fonctionéiert huet, mee virun allem, wat hätt kënne besser lafen. Op Basis vun dëser Analys sollen d'Experte konkreet Recommandatiounen ausschaffen, wéi Lëtzebuerg sech op eng nächst Pandemie besser preparéiere kann.

A genee dat huet d'OECD och gemaach. D'Experte ginn ons eng ganz Partie Hausaufgabe mat op de Wee. Mir sollen ons Krisepläng nach méi systematesch aktualiséieren an nach méi Efforte maachen um Niveau vun der Preparatioun vun indirekten Impakter an enger Kris.

D'Fuerschung soll och an Netkrisenzäite méi staark a politesch Decisiounen agebonne ginn. Hir Roll soll institutionaliséiert ginn.

Allgemeng musse mir am Gesondheetsberäich souwéi am Alters- a Fleegeberäich nach méi Efforte maachen. Sou soll Lëtzebuerg méi e groussen Akzent op Preventivmedezinn, op Teleconsultatiounen an op eng multidisziplinär Behandlung vum Patient leeën. D'Attraktivitéit vum Gesondheetssecteur soll gestäerkt a seng Ofhängegkeet vum Ausland erofgesat ginn.

Insgesamt krut Lëtzebuerg eng gutt Zensur vun der OECD ausgestallt. Dat ass en Erfolleg vu ganz villen Acteuren. An ech wëll och all deenen Acteure Merci soen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | A wann d'OECD op enger ganzer Rei Punkten an hirem Rapport schreift, datt aner Länner sech e Beispill u Lëtzebuerg sollen huelen, dann däerfe mir als zweetklengste Land an der OECD houfreg doriwwer sinn.

A wann ech virdru gesot hunn, eng Rëtsch vu Leit …, mir hunn dëst Joer fir Nationalfeierdag …, also d'lescht Joer …, nee, dëst Joer fir Nationalfeierdag d'ganzt Personal och gehat vun den Infirmieren a vun den Dokteren. A mir dierfen net vergiessen, wat awer geleescht ginn ass, wat gemaach ginn ass. Och Iech, an ech widderhuelen, Iech, dem Conseil d'État, wéi mer et fäerdegbruecht hunn, wierklech op eng remarkabel Aart a Weis net an engem permanente Mode ze sinn, wou am Fong déi demokratesch gewielten Instanzen net consultéiert ginn a wou nëmme niewelaanscht …, mee mir haten hei en Débat politique iwwer all Mesure. An ech mengen, dat steet eis elo alleguerten och gutt zu Gesiicht.

Zesummen hu mer dat och gemaach, Här President, zesummen. An dat war d'Stäerkt, déi mer och haten. Och wa mer Differenzen haten, ech ginn haut elo net drop an, op d'Analysen, op d'Mesuren, mee mir hunn awer dee gréissten Deel vun de Mesuren zesummen diskutéiert, zesummen am Echange och gehat. Zesummen, dat ass d'Stäerkt vun onsem Land, Här President. Zesummen, dat zeechent Lëtzebuerg an enger Krisesituatioun och aus. An zesumme si mer staark.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass dës Etüd eng reell Plus-value fir onst Land wäert bréngen.

De Covid huet ons och méi wéi däitlech an Erënnerung geruff, wéi wichteg e gutt fonctionéierende Gesondheetssystem ass. D'Spideeler spillen eng enorm wichteg Roll an onsem Gesondheetssecteur, net nëmmen an der Pandemie. Et ass eng absolutt Prioritéit vun der Regierung, d'Spidolswiesen zu Lëtzebuerg op d'Erausfuerderunge vun der Zukunft beschtméiglech virzebereeden. An esou investéiert de Staat op Propositioun vun der Madamm Lenert 556 Milliounen Euro an den Neibau vum CHL, e Projet, deen insgesamt 820 Milliounen Euro wäert kaschten.

Den neien CHL, an deem och en Häerzzenter integréiert gëtt, ass wierklech en essentielle Grondstee fir d'Ëmsetze vum Virage ambulatoire a fir d'Moderniséierung vun de Spidolsgebaier.

D'Ausschreiwunge fir de Projet CHEM Südspidol lafen an de Bau kann dat nächst Joer ufänken. Dat interkommunaalt Spidol zu Stengefort gëtt nei gebaut mat insgesamt 160 zousätzleche Better. Mir plangen och eng Moderniséierung vum Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique, den Neibau vun der Rehaklinick an d'Ausbaue vun den Hôpitaux Robert Schuman um Kierchbierg.

Mat engem neie Gesetzesprojet erméiglecht d'Regierung d'Schafe vu medezinneschen Zentre queesch duerch d'Land. Esou kréien d'Bierger e besseren an och en dezentralen Accès op Servicer wéi zum Beispill Radiologie an IRMe mat manner laange Waardezäiten.

Déi beschte Strukture sinn net vill Wäert ouni engagéiert a kompetent Personal. Nodeems d'Uni Lëtzebuerg schonn e Bachelor souwéi och dräi Spezialisatiounen an der Medezinn ubitt, wäerten am Hierscht 2023 direkt véier nei Bachelor-Programmer fir d'spezialiséiert Infirmièren an Infirmiere starten. Ab 2024 soll och e Bachelor an der allgemenger Fleeg ugebuede ginn.

Eng aner absolutt Prioritéit vun der Regierung ass d'mental Gesondheet. D'Pandemie huet ons all mental op d'Prouf gestallt. Vill Mënsche leiden haut nach ëmmer ënnert der Belaaschtung, déi si eleng net méi gemeeschtert kréien. Ech si frou, dass d'Regierung bis Enn vum Joer e vaste Plang am Beräich vun der mentaler Gesondheet wäert unhuelen. Mat dësem Plang wëlle mir de Mënschen aus allen Alterskategorien hëllefen, déi ënner engem psychesche Problem leiden.

D'mental Gesondheet ass nach ëmmer fir vill Mënschen en Tabutheema. Mir wëlle mat dësem Tabu och briechen, well mir alleguer sinn zu gewësse Momenter op Hëllef ugewisen, fir Krisen an onsem Liewe gutt ze meeschteren.

Dausende vu Lëtzebuerger sinn zum Beispill op Psychotherapien ugewisen. Fir vill vun hinnen ass et schwéier novollzéibar, dass si dës wichteg medezinnesch Behandlung de Moment komplett aus hirer eegener Täsch bezuele mussen.

Ech ruffen all déi concernéiert Acteuren dozou op, sech an der Mediatioun séier op eng gutt Léisung ze eenegen, fir datt och d'Psychotherapie vun der Krankeversécherung ofgedeckt gëtt. Mir brauchen eng Léisung am Interessi vum Patient.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | De beschte Gesondheetssystem ass just esou vill wäert, wéi en och fir de Patient bezuelbar ass. An esou wéi ech den Här Haagen an d'Madamm Lenert kennen, wäerten déi Diskussiounen och gutt gefouert ginn.

Mir sinn houfreg drop, dass zu Lëtzebuerg zanter dësem Joer kee méi duerch dat soziaalt Netz fält. Mam Aféiere vun der Couverture universelle des soins de santé kréien och déi Mënschen Zougang zu de Leeschtunge vun der Krankeversécherung, déi zwar zu Lëtzebuerg liewen, déi awer bis elo keen Zougang zu Gesondheetsleeschtungen haten.

Déi concernéiert Servicer an Acteuren um Terrain begleeden dës Mënschen aktiv bei all Schrëtt an hëllefen hinnen dobäi, nees an onser Gesellschaft Fouss ze faassen.

De Lëtzebuerger System vun der sozialer Sécherheet ass en essentielle Pilier vun onser Gesellschaft. D'sozial Sécherheet muss sech permanent un eng ëmmer méi komplex medezinnesch Realitéit upassen an däerf net an der Vergaangenheet hänke bleiwen.

D'Digitalisatioun ass dofir och an dësem Beräich eng Prioritéit vun dëser Regierung. All Versécherte soll iwwer e méi einfache Wee Zougang zu de Leeschtungen an Déngschter vun deene verschiddenen Institutioune vun der sozialer Sécherheet kréien.

An der Krankeversécherung schafft d'Regierung un der direkter an automatescher Prise en charge, déi vum nächste Joer un an e puer Etappen agefouert wäert ginn. Mat dësem System brauch ee keng Sue

méi virzestrecken, déi duerno vun der Krankekeess iwwerholl ginn.

Mir iwwerhuelen also Verantwortung fir e méi performanten an e méi inklusive Gesondheetssecteur, dee fir jiddereen zougänglech an och bezuelbar ass.

Här President, ech hunn haut vill iwwert d'Attraktivitéit vun onsem Land geschwat. Nieft all den ekonomeschen an de finanzielle Virdeeler, déi mir offréiere kënnen, gehéieren definitiv och déi sozial an déi politesch Stabilitéit zu onse gréissten Atouten am Verglach zum Ausland.

Grouss sozial Ausernanersetzungen, Streiken a politesch Krise sinn eng absolutt Ausnam hei zu Lëtzebuerg. De Sozialdialog an de soziale Fridde sinn zanter Joerzéngte feste Bestanddeel vun onsem Erfollegsmodell.

Dëst Joer hu mir alt erëm bewisen, wéi wichteg de Sozialdialog a Krisenzäiten ass. Zwou Tripartitten, déi d'Regierung zesumme mat de Sozialpartner erfollegräich ofschléisse konnt, si Beweis genuch fir den Erfolleg vum Lëtzebuerger Sozialmodell.

Wärend Dausende Salariéen an anere Länner fir méi Loun op d'Strooss ginn, hu mir et fäerdegbruecht, mam Indexsystem den automatesche Lounausgläich fir dat nächst Joer ofzesécheren. Mam Energiesteierkreditt ginn déi kleng a mëttelgrouss Revenuen zanter dem Juli a bis den Abrëll esouguer iwwerkompenséiert.

De Sozialdialog lieft. An domat lieft den Erfollegsmodell Lëtzebuerg. Nëmmen zesumme bréngen mir et fäerdeg, och an deene schwéierste Situatiounen déi beschtméiglech Léisungen ze fannen.

Den Zesummenhalt an der Gesellschaft ass eng grouss Stäerkt, Här President, vun onsem Land. Dofir musse mir mat alle Mëttelen déi sozial Kohäsioun erhalen a weider stäerken.

Dat maache mir och iwwer Biergerbedeelegung. De Klima-Biergerrot ass eng Erfollegsgeschicht. Wärend aacht Méint hunn déi 100 Bierger participativ Demokratie gelieft an erlieft. Mir brauche méi esou participativ Initiativen.

D'Bierger hunn d'Bedürfnis, sech zu deene grousse politeschen Erausfuerderunge vun eiser Zäit och ze äusseren an aktiv u Léisunge matzeschaffen. Mir hunn d'Uni Lëtzebuerg dermat beoptraagt, de Projet vum Klima-Biergerrot ze analyséieren, fir esou wäertvoll Léiere fir zukünfteg participativ Projeten och ze zéien.

Mir brauchen eng méi lieweg Demokratie, eng Demokratie, un där d'Bierger aktiv deelhuele kënnen. An déi nei Verfassung leet heifir de Grondstee mat neien Instrumenter fir méi Biergerbedeelegung. Iwwert d'Initiative citoyenne, zum Beispill, kënne Bierger an Zukunft eege Gesetzestexter virschloen, wann dës genuch Ënnerstëtzung an der Bevëlkerung fannen.

D'Akraafttriede vun der neier Verfassung ass en historesche Moment, Här President. Mir kënnen houfreg op ons nei, modern Constitutioun sinn, déi den aktuelle gesellschaftleche Realitéite Rechnung dréit.

Och d'Schoul muss sech permanent de gesellschaftlechen Entwécklungen upassen. Mir brauchen eng gutt Bildung fir jiddereen. Well d'Bildung ass ee vun deene wichtegste Faktoren, déi ons Gesellschaft vu muer formen. Well all Kand aner Talenter huet, fuere mir mat der konsequenter Diversifizéierung vun onser Schouloffer virun, fir datt all Kand och déi nämmlecht Zukunftschancen huet. De Motto „ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Kanner" gëtt esou méi zur Realitéit.

Mir dierfe keen aus dem gesellschaftlechen Zesummeliewen ausschléissen.

Och ons auslännesch Matbierger droen zum kulturellen a wirtschaftleche Räichtum vun onsem Land bäi. Mir wëllen hinnen dofir och bei de Gemengewale méi einfach eng Stëmm ginn.

Mir hu mat grousser Majoritéit an dëser Chamber d'Walgesetz ofgeännert, soudass d'Wunnsëtzklausel vu fënnef Joer fir auslännesch Matbierger ewechfält an den Delai, fir sech kënnen anzeschreiwen, verlängert gëtt.

Esou kënne si sech méi einfach integréieren an d'Zesummeliewen an hirer Gemeng och matgestalten.

D'Regierung schafft och an enker Zesummenaarbecht mat de Leit um Terrain un engem Gesetz fir dat interkulturellt Zesummeliewen, dat ons sozial Kohäsioun zousätzlech stäerke soll.

Den Zesummenhalt an onser Gesellschaft geréit ëmmer erëm a Gefor duerch geziilte Falschinformatiounen, déi besonnesch op de soziale Medie gestreet ginn. Dëst huet an der Pandemie och zu enger Radikalisatioun vun engem Deel vun der Gesellschaft gefouert, mam trauregen Héichpunkt dat lescht Joer vun den Ausschreidungen um Chrëschtmaart a ronderëm d'Gëlle Fra.

Zanterhier schafft d'Regierung zesumme mat Experten un engem Aktiounsplang géint d'Radikaliséierung. Mir wäerten nach dëst Joer mat der Chamber zesummen iwwert dësen Aktiounsplang diskutéieren.

Och d'Press, och d'Press ass e wichtegen Alliéierten am Kampf géint d'Desinformatioun a fir d'Stäerke vun onser Demokratie. Mam neie Gesetz iwwert d'Pressehëllef an neie Konventioune fir RTL, de Radio 100,7 an de Radio Ara wäerte mir de Pluralismus an der Press weider stäerken. Insgesamt 18 Publikatioune vu 14 Editeure profitéiere vun der Pressehëllef.

An den éischte sechs Méint vun dësem Joer huet de Staat 6,7 Milliounen Euro fir d'Pressehëllef ausginn. Dat ass eng Erhéijung vun 43 % am Verglach zum leschte Joer.

Mindestens geneesou wichteg ass et fir eng onofhängeg Press, beschtméiglech u staatlech Informatiounen ze kommen. De Staat huet hei an der Vergaangenheet och net ëmmer alles richteg gemaach.

Mir hunn dofir zesumme mam Presserot d'Circulaire iwwerschafft, déi den zoustännege Beamten nei a méi kloer Uweisunge fir d'Zesummenaarbecht mat der Press gëtt. De Staat muss bannent 24 Stonnen op d'Demande vun engem Journalist äntweren, wa méiglech mat de gefroten Informatiounen, awer mindestens mat enger Indicatioun, bis wéini d'Informatioun disponibel ass respektiv aus wat fir enge Grënn d'Informatioun eventuell nach net ka veréffentlecht ginn.

Déi nei Circulaire ass zanter e puer Wochen a Kraaft a soll no engem hallwe Joer zesumme mat der Press an zoustännege Beamten och evaluéiert ginn.

Och dat sougenannt Transparenzgesetz befënnt sech de Moment an enger Evaluatioun, déi mer an noer Zukunft zesumme mat der Press an aneren interesséierten Acteuren diskutéiere wäerten.

Transparenz ass essentiel fir d'Vertraue vun de Bierger an d'Institutiounen. De Prinzipp vum Open Data ass haut scho fest am Gesetz verankert. Mir stellen awer fest, datt dëse Prinzipp net ëmmer esou respektéiert gëtt, wéi mir ons dat virstellen. De Staat sammelt Millioune vun Donnéeën. Vill vun dësen Informatioune sinn net nëmmen aus Transparenzgrënn wichteg fir d'Bierger, mee stellen och bis elo ongenotzte Chancen duer.

Fuerscher, Associatiounen, Betriber an och, jo, ganz normal Bierger kéinte mat dësen Informatiounen an hirem Beräich am Interêt vun der Allgemengheet schaffen. Dem Staat entginn de Moment ganz vill Kompetenzen, Expertisen a Kreativitéit.

Dat wäerte mir änneren. Mir wëllen esou transparent wéi méiglech mat staatlechen Donnéeën ëmgoen. Mir wäerten de Prinzipp vum Open Data komplett op de Leescht huelen, fir esou seng Potenzialer ganz ze notzen. Fir d'éischt maache mir e Bilan vun deem, wat bis elo gutt a wat och manner gutt fonctionéiert huet.

Uschléissend wäert d'Regierung de Ministèren a Verwaltungen déi néideg Ressourcen zur Verfügung stellen, fir datt den Open Data net nëmmen um Pabeier existéiert, mee och am ëffentlechen Alldag gelieft gëtt.

Mir iwwerhuele Verantwortung fir eng Gesellschaft, Här President, déi och an Zukunft a schwierege Momenter zesummesteet, andeems mir d'Bierger besser an déi politesch Entscheedung matabannen an de Staat och méi transparent gestalten.

Ech hunn am Ufank vu menger Ried gesot: Mir liewen an aussergewéinlechen Zäiten. A méi normalen Zäite wier ech haut op alleguerten d'Theemen agaang, déi dat lescht Joer an dat nächst Joer d'Politik am Grousse beschäftegen.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech hätt d'Aarbecht vun all Ministère beliicht, well all d'Ministeren a Verwaltunge leeschten och a Krisenzäiten Aussergewéinleches, an dat net nëmmen an der Krisebewältegung, mee och an der Virbereedung vun onser Zukunft. Ech wëll op dëser Plaz all deene Leit Merci soen, déi zanter Joren onermiddlech fir d'Wuel vum Land a vun de Bierger schaffen.

Ech hu mech dëst Joer op déi gréisste Erausfuerderunge konzentréiert, déi onst Land an ons Bierger am Moment beschäftegen. Dat war eng ganz bewosst Entscheedung, an net, well et zu de villen anere Politikberäicher näischt ze soe géif. Ganz am Géigendeel.

All dës Ministèren hunn an deene leschte Jore vill a gutt Aarbecht geleescht an hu fir d'Zukunft och eng ganz Rei Initiative geplangt, déi et derwäert sinn, hei am Haus am Detail presentéiert an och diskutéiert ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, mir liewen a stiermeschen Zäiten. Mir ginn dës Zäite mat dem néidegen Eescht, mat der néideger Konsequenz an och mat Optimismus un.

Dës Regierung huet et an der Vergaangenheet fäerdegbruecht, och an onrouege Gewässer d'Rudder fest am Gréff ze behalen an d'Land gutt duerch all Stuerm ze navigéieren.

Mir hunn net nëmmen op den ons gewinnte Lëtzebuerger Wee vertraut. Mir hunn onsen Erfollegsmodell permanent verbessert an och un nei Erausfuerderungen ugepasst, mam Resultat, datt mir all déi vergaange Krisen net nëmme gutt iwwerstanen hunn, mee datt mir als Land no schwéieren Zäiten esouguer besser dostounge wéi virdrun, an dat och, well mir konsequent déi richteg Léieren aus der Vergaangenheet zéien.

Och d'Pandemie huet Lëtzebuerg besser iwwerstane wéi déi meeschten aner Länner an Europa. Mir lauschteren op de Rot vun internationalen Experten a bereeden onst Land nach besser op eng nächst Pandemie vir. Mir erhéijen d'Investitiounen an de Gesondheetssystem fir eng méi breet opgestallte

medezinnesch Offer, déi fir jiddwereen accessibel a bezuelbar ass.

Mat de Solidaritéitspäck hu mir de Grondstee geluecht, fir och déi aktuell Kris gutt ze iwwerstoen. Mir knécken net viru Krichsdreiwer an a sti fir ons Wäerter riicht.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mir schaffe permanent un der Attraktivitéit vun onsem Wirtschaftsstandort, fir ons Aarbechtsplazen an onse Wuelstand laangfristeg ofzesécheren. Dat maache mir iwwer innovativ Projeten an der Digitalisatioun an an der Nohaltegkeet. Gläichzäiteg hale mir d'Liewensqualitéit héich iwwer eng intelligent Landesplanung an eng besser Work-Life-Balance.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Bezuelbaart Wunne fir jiddereen ass a bleift eng absolutt Prioritéit vun dëser Regierung. Mir kënne wichteg Erfolleger virweisen. Mir schafen an deenen nächste Joren Dausenden ëffentlech an abordabel Wunnengen a gi geziilt géint d'Spekulatioun vir.

D'Regierung schafft an all de Beräicher vum Liewen u konkreeten a spierbare Verbesserunge fir d'Mënschen zu Lëtzebuerg. Mir leeën haut de Grondstee fir eng nach méi liewenswäert Zukunft fir ons selwer, fir ons Kanner an ons Kandskanner.

Dofir iwwerhuele mir och weider eng Virreiderroll am Kampf géint de Klimawandel. Mir schaffe konkreet op de Propositioune vum Klima-Biergerrot a vun den Experten, fir ons Efforten an der Klimapolitik och ze verstäerken. Mir iwwerhuelen international Verantwortung, ouni ons Hausaufgaben heiheem ze vergiessen. Mir schalte bei der Energietransitioun an den nächste Gang fir onst Klima an ons Energiesouveränitéit.

Fir all dës Erausfuerderungen erfollegräich unzepaken, setze mir op de Sozialdialog, méi Biergerparticipatioun an d'Stäerke vun der gesellschaftlecher Kohäsioun iwwer méi Demokratie an Transparenz.

Mir setzen op e méi staarkt Lëtzebuerg an engem méi staarken Europa, well aleng wäerte mir déi grouss Erausfuerderunge vun onser Zäit net meeschtere kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir befannen ons zanter 2020 an engem permanente Krisemodus. D'Bierger sinn es héchstwarscheinlech midd. An ech hunn et scho virdru gesot, an ech soen et elo nach eng Kéier: „An ech ka se gutt verstoen!"

Si wëllen einfach nëmmen hiert Liewe liewen, Zäit mat hire Léifste verbréngen, hir Zukunft plangen, ouni Suerge mussen ze hunn, ob si déi nächst Stroumrechnung nach bezuele kënnen, ouni Angscht mussen ze hunn, dass de Krich an der Ukrain komplett eskaléiert, ouni Angscht virun onvirstellbare Konsequenzen, déi dat och nach fir ons Sécherheet mat sech bréngen kéint.

Ech verstinn dës Suergen an dës Ängschten. Mee et gëtt genuch Grënn, fir déi nächst Wochen a Méint mat Optimismus a Courage unzegoen. Mir stinn dat hei duerch, an dat zesummen, sou wéi mer als Vollek scho vill schwéier Zäiten duerchgestanen hunn. Dat ass Lëtzebuerg. Dat mécht ons aus.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Zesummen!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mir loossen d'Bierger net aleng. Mir huelen aussergewéinlech Moossnamen, fir si gutt duerch dësen aussergewéinleche Wanter ze bréngen. Mir maachen alles derfir, datt si an hir Kanner och nach muer op gutt a sécher Aarbechtsplaze kënnen zielen.

Mir investéieren an eng Zukunft vun engem Land, an deem et sech nach besser liewe léisst, wéi dat haut schonn de Fall ass. Mir kënnen och muer a Sécherheet liewen, andeems mir haut net viru Krichsdreiwerei aknécken.

Dës Regierung huet an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier Verantwortung iwwerholl, andeems mir déi richteg Entscheedungen zum richtege Moment geholl hunn.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | An och haut si mir dervun iwwerzeegt, datt mir déi richteg Äntwerten op déi grouss Erausfuerderungen hunn, deene mir ons als Land stelle mussen, déi richteg Äntwerten, net nëmmen, fir ons duerch dës Kris ze bréngen, mee och, fir onse Wuelstand an ons Sécherheet laangfristeg ze garantéieren.

D'Wielerinnen an d'Wieler hunn ons viru véier Joer hiert Vertraue geschenkt. Mir stinn an hirem Déngscht.

Mir iwwerhuele Verantwortung, och an dëse schwéieren Zäiten, fir d'Wuel vum Land a senge Bierger, fir haut a fir muer.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Zesummen!

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech soen him Merci fir seng Ausféierungen, déi mer muer de Mëtten um 14.00 Auer am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun debattéiere wäerten.

12. Changements de composition de commissions parlementaires (suite)

Mir haten de Mëtten ugangs der Sitzung leider eppes vergiess.

Plusieurs voix | Pscht!

M. Fernand Etgen, Président | Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech eng weider Ofännerung: An der Commission de la Justice ersetzt d'Madamm Elisabeth Margue d'Madamm Viviane Reding fir déi europäesch Dossieren.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.45 heures.)

2e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 23
M. Fernand Etgen, Président
2. **Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 23
M. Fernand Etgen, Président
3. **Débat sur la politique générale sur l'état de la nation** p. 23
Mme Martine Hansen (interventions de Mme Stéphanie Empain et M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État) (dépôt de la motion 1) | M. Gilles Baum (interventions de M. Gilles Roth, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Claude Wiseler, M. Aly Kaes, M. Léon Gloden et M. Sven Clement) (dépôt de la motion 2) | M. Yves Cruchten (interventions de M. Claude Wiseler et M. Léon Gloden) | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Gilles Baum, M. Sven Clement, M. Dan Kersch, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Cécile Hemmen) (dépôt des motions 3 et 4) | Mme Myriam Cecchetti (interventions de Mme Simone Beissel, M. Mars Di Bartolomeo et M. Gilles Baum) | M. Sven Clement (dépôt des motions 5 à 7) (interventions de M. Gilles Baum, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et M. Dan Kersch)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles, M. Henri Kox, M. Georges Engel et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | D'Regierung ass nolauschtere komm.

2. Changement de composition d'une commission parlementaire

M. Fernand Etgen, Président | Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech eng weider Ofännerung matgedeelt kritt:

An der Commission de la Culture ersetzt d'Madamm Elisabeth Margue d'Madamm Viviane Reding.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation

Mir kommen elo zur Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht. An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. Wéi gesäit d'Lag vun der Natioun aus? Wéi geet et de Leit? Wéi geet et de Betriber? Awer och: Wéi geet et dem Klima? Am Prinzipp ass d'Fro: Wéi steet et ëm d'Nohaltegkeet?

Mir liewen definitiv an enger Zäit, Här President, déi aus dem Gläichgewiicht ass. Jo, mir sinn an enger Kris. Mir hunn dat de Moien héieren, mir hunn et gëschter héieren. An déi Krise sinn u sech villfälteg. Mir hu méi Krise beieneen. A mir hunn, dat soen ech hei awer ganz kloer, d'Schmäerzensgrenz vun de Leit esou lues iwwerschratt!

An hei musse mer awer elo gutt oppassen, well den Ukrainkrich ass zwar um Ursprong vun der Zouspëtzung, mee den Ukrainkrich ass net schold un allem. Och virum Ukrainkrich hate mer eng Logementskris, eng Aarmutskris, sozial Ongläichheeten. Mir haten eng potenziell Mëttelschichtkris. Mir hu relativ dacks virdru gewarnt. An do soll een de Leit elo näischt virmaachen, do war e gudden Deel hausgemaach, och wann de Premier sech gëschter virun allem och ganz vill selwer op d'Schëller geklappt huet.

Mee d'Leit – an ech fänke bei hinnen un –, si spieren d'Kris. Si spiere se extreem, d'Präisdeierecht iwwerall, d'Liewe gëtt méi deier; op der Pompel gëschter oder haut méi wéi zwee Euro den Diesel de Liter. Dat spiert vläicht net jiddwereen, mee et spieren der awer ganz vill dat.

D'Wunnenge gi méi deier, d'Zënse klammen, d'Liewensmëttelpräisser klammen och. Dat hu mer, mengen ech, nach net ganz richteg um Radar. An d'Aarmut klëmmt. Kleng Leit wëssen net méi, wéi se sollen iwwert d'Ronne kommen, mee awer och an der Mëttelschicht gëtt esou lues all Euro zwee-, dräimol ëmgedréit. A mir musse wierklech verhënneren, datt d'Mëttelschicht erëm eng Kéier de grousse Verléierer vun dëser Kris gëtt!

A wann ech bei d'Betriber kommen, da geet et de Betriber änlech. D'Industrie, d'Handwierk, si keimen. Och si hunn erhéichte Käschten, net nëmmen d'Energie-, natierlech och d'Aarbechtskäschten, d'Materialkäschten, leider och nach ëmmer ganz laang administrativ Prozeduren, déi och villes verdeieren. A vill Betriibsleeder, déi hunn definitiv carrement Existenzängschten!

An dann hu mer natierlech och nach eise Klima, eis Natur, an och déi Situatioun musse mer eescht huelen!

Wa mer also iwwert d'Lag vun der Natioun debattéieren – an dat misst, mengen ech, jiddwerengem kloer sinn –, da musse mer dat Soziaalt kucken, de Mënsch. Mir mussen d'Betriber kucken, d'Ekonomie. A mir mussen d'Klima kucken, dat Ekologescht. An dat sinn déi dräi Säite vum Nohaltegkeetsdräieck.

An et ass relativ einfach: Ech hunn e Schräiner, deen huet mer en Dräieck gemaach.

(Mme Martine Hansen montre un triangle équilatéral en bois qu'elle utilise en tant que modèle visuel.)

Mir hunn dräi Säiten, dräi Säiten, déi d'selwecht sinn. An et ass un eis fir ze kucken, datt mer déi dräi Säite schéin d'selwecht gewiichten, datt et am Gläichgewiicht ass. Well soubal wéi ech eng Säit, zum Beispill d'Ekonomie – ech géif produzéieren auf Teufel komm raus – méi héich gewiichten: Bumm, falen déi aner ëm. Oder de Klima méi héich gewiichten: Da falen déi aner ëm. Also ass et un eis, e Gläichgewiicht ze halen. An dorobber muss d'Politik definitiv oppassen. Well wa mer e Gläichgewiicht hunn, dann ass de Buedem stabill an dann hu mer eng stabill Zukunft.

A fir et direkt ze soen: Eng nohalteg Politik brauch och nohalteg Staatsfinanzen. A wann dës an noer Zukunft riskéieren, net méi nohalteg ze sinn, esou wéi mer dat de Moien erkläert kritt hunn, dann ass dat ganz kloer d'Verantwortung vun dëser Majoritéit, déi wierklech an deene leschte Joren eng Politik gemaach huet, wéi e Mann mer op der Foire agricole erkläert huet ... Do sti se meeschtens nach mat zwee Féiss um Buedem. Dee sot: „Déi maachen eng Politik, wéi wann d'Beem géifen an den Himmel wuessen. Si hunn nämlech an deenen Zäiten, wou et gutt gaangen ass, iwwerhaapt keen Apel fir den Duuscht op d'Säit geluecht."

Wann nämlech de Leit ...

(Interruption)

Wann een nämlech de Leit, esou wéi Blo, Rout a Gréng et mécht, ëmmer erëm méi Suen aus der Täsch geholl huet an awer gläichzäiteg 2,8 Milliarde Schold huet, dann huet een e strukturelle Problem. An dee kënnt net vun haut a gëschter!

Wéi gesot, an deene gudden Zäiten ass et verpasst ginn, en Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën. D'Scholde sinn dunn nach ... A mir hunn dacks drop higewisen a mir kruten ëmmer erëm gesot, dat wier jo net problematesch, a Prozent vum PIB wär dat jo erofgaangen. An do hu mir ëmmer gesot: „A wann de PIB dann eng Kéier erofgeet, wat geschitt dann?"

Mee, wéi gesot, dat ass ganz aleng Är Verantwortung – an Dir hutt gëschter ganz vill vu „Verantwortung" geschwat. De Moien huet d'Madamm Finanzministesch vu „responsabel" geschwat. Dat war eng irresponsabel Politik, well och zu Lëtzebuerg wuessen d'Beem net an den Himmel! Wann een e bësse vun de Beem kennt: Wa se ze vill héich ginn, kënne se op eemol gakeg ginn. A wann da Wand kënnt, brieche se ëm oder si fale souguer ëm, wann d'Wuerzel et net méi packt.

An ech hoffe wierklech, datt eist Land net esou wäit kënnt. Well fir eist Land ass et – an och dat soen ech hei ganz kloer – extreem wichteg, datt mer den Triple-A behalen. Mir sinn nämlech ofhängeg vun der Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz. A mat där gesäit et och net méi esou glorräich aus wéi nach viru Joren.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Et ass fir eis awer genausou kloer, datt d'Leit elo net däerfen d'Konsequenzen droe vun dëser verfeelter Finanzpolitik vu Blo, Rout a Gréng, an do kommen ech nach drop zréck.

Da muss ech leider soen, datt net nëmmen eng verfeelte Finanzpolitik do war, mee Blo, Rout a Gréng huet op ville Plazen net geliwwert. Si hunn a Schéiwiederzäiten u sech Schéiwiederpolitik gemaach. An Dir kënnt net soen, datt mer dat hei dacks gefrot hunn. Dir sot: „Wann et dem Land gutt geet, muss et och de Leit gutt goen." An dann hu mir ëmmer gesot: „A wat ass dann, wann et eng Kéier dem Land schlecht geet?" Mir krute keng Äntwert do. Dir hutt net geliwwert bei zentrale Problemer vun de Leit: de Logement, d'Steieren, d'Mobilitéit, d'Gesondheet.

An d'Kris gëtt elo fir villes als Excuse geholl. Mee d'Kris ass net dru schold, datt et keng Steierreform gëtt oder ginn ass. D'Kris ass och net dru schold, datt net genuch Wunnenge gebaut gi sinn. D'Kris ass och net dru schold, datt d'Leit am Stau stinn oder datt den ëffentlechen Transport op ville Plazen net funktionéiert. D'Kris ass och net dru schold, datt d'Leit kee Rendez-vous beim IRM kréien oder datt Maternitéen zougemaach ginn.

Här President, d'Politik muss nohalteg Perspektive liwweren a pragmatesch Léisunge proposéieren, an dat, wéi gesot, mat deenen dräi Säite vum Nohaltegkeetsdräieck am Bléck an am Gläichgewiicht.

An ech fänken u sech bei deem Sozialen a bei de Leit un. An do kommen ech da bei den Tripartite-Accord. Ech wäert do net am Detail drop agoen, well ech mengen, dorop kënne mer nach spéider am Detail agoen. Mee d'CSV steet fir déi direkt Hëllefen. D'Leit brauchen an dësen Zäite méi Kafkraaft, dofir droe mer och den Tripartite-Accord prinzipiell mat.

D'CSV huet eng Partie Tripartite-Mesurë scho méi laang virgeschloe gehat. D'Präisbrems hate mer viru Méint gefrot. Do si mer e bëssen an d'Lächerlecht gezu ginn. Ben, elo kënnt se, well mer eeben domadder wëllen d'Ursaach bekämpfen an net d'Symptomer.

Dann däerfe mer d'Betriber hei awer och net vergiessen. Nach eng Kéier Nohaltegkeetsdräieck: Wann d'Ekonomie nämlech net funktionéiert, dann hu mer keng Sue méi op där enger Säit fir de Klima. Mir hunn awer och keng Sue méi fir dat Soziaalt, wat an dësen Zäite fir d'Leit extreem wichteg ass.

D'CSV steet zur Tripartite, zum Index als Mëttel, fir d'Präisdeierecht auszegläichen, zum Lëtzebuerger Sozialmodell. Mir hunn natierlech nach eng Partie Froen. A sou wéi de Kolleeg Gilles Roth dat gesot huet, kafe mer hei keng Kaz am Sak a mir waarden nach ëmmer op déi legislativ Texter. A wann déi do sinn, da wäerte mer déi am Detail diskutéieren, konstruktiv, awer och kritesch, well et ass eis Aufgab.

An eppes läit mer awer wierklech um Häerz – oder et läit eis alleguer um Häerz –, dat ass, datt déi Hëllefen, déi ugebuede ginn, datt déi tatsächlech och bei deene Leit ukommen. An dat ass awer leider Gottes nach ëmmer net de Fall. Duerfir, wannechgelift, kommunizéiert proaktiv iwwert déi verschidde Méiglechkeeten! Kuckt, datt d'Informatioune bei deene Leit ukommen, déi kënne vun den Hëllefe profitéieren, well soss bréngt et wierklech absolutt näischt!

Här President, nieft dem Index op där enger Säit, eebe fir dem Kafkraaftverloscht entgéintzewierken, si fir eis op där anerer Säit – an dat wäert Iech net wonneren – d'Steieren als Steierinstrument extreem wichteg. A Blo, Rout a Gréng hat eng ganz grouss Steierreform ugekënnegt, wou kee sollt verléieren, jiddweree sollt gewannen. An ech mengen, et war souguer Blo, Rout a Gréng dee Moment kloer, datt dat guer net méiglech wär.

An de Moien huet d'Madamm Minister du gesot, esou eng Reform hätt zwou Milliarden Euro kascht. Mir kënnen oder ech ka just zu der Madamm Minister soen, datt mir als CSV ëmmer gesot hunn, datt esou eng Reform, wéi Dir se do ugekënnegt hutt, guer net realisabel wär. Mee amplaz eng anstänneg ze realiséierend Steierreform ze maachen, ass einfach guer näischt geschitt.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung ass elo néng Joer am Amt an de Sputt war do, mee et ass näischt geschitt!

(Interruption)

Dat, wat steierpolitesch hannen erauskënnt, wann ech hei d'Wierder vum ... Här Kersch – elo war ech bal net op den Numm komm – ka gebrauchen, ass am Prinzipp nieft der Plack, ...

(Hilarité)

... well et nieft de Leit ass. Hien hat et zwar elo net an dësem Kontext gesot, mee e bëssen an dësem Kontext. Hien hat et do virun allem op d'DP konzentréiert.

(Brouhaha)

A wann ech dann den Här Kersch nach eng Kéier hei wëll beméien, da sot en e Méindeg am Quotidien, huet en ënnerstrach, datt genuch Sputt do wär fir eng Steierreform. An och den Här Cruchten sot de Moien, e wär enttäuscht, datt keng komm wär. Ben, ech stelle just fest: Dat grousst Walverspriechе vu Blo, Rout a Gréng ass net agehale ginn!

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Fir eis ass de Message op jidde Fall kloer.

(Interruption)

D'CSV plädéiert mat Nodrock fir Entlaaschtung a manner Steieren. De Moien huet dunn d'Finanzministesch e puer punktuell Mesuren annoncéiert: e Crédit d'impôt fir Elengerzéier, fir Mindestlounempfänger. Dës Mesuren droe mer natierlech mat, mee fir dës Ännerung ze maachen, hätt Der definitiv net misste waarde bis kuerz virun de Walen. De Gilles Roth huet an eisem Numm schonn 2016 Propose gemaach, fir d'Elengerzéier ze entlaaschten.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Et sinn och Motioune gemaach ginn. Déi sinn ëmmer ofgeleent ginn a mir si vertréischt ginn op déi grouss Steierreform.

Elo, no néng Joer, gëtt dann endlech eppes gemaach! An ech kann Iech just soen: D'Leit sinn och néng Joer laang vertréischt ginn a si hunn néng Joer laang misse waarden!

Une voix | Ugeschass ginn!

Mme Martine Hansen (CSV) | Egal wéi een et nennt, dat, wat gemaach gëtt, geet op jidde Fall net duer, a mir brauchen eng nohalteg Steierreform. D'CSV steet fir eng Entlaaschtung vun de Leit bis an déi breet Mëttelschicht, well grad dës breet Mëttelschicht däerf net erëm eng Kéier d'Rechnung vun der Kris musse bezuelen.

Duerfir, éischtens – ech widderhuelen nach eng Kéier dat, wat de Gilles Roth scho gesot huet –, brauche mer eng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Mir haten dat kloer an eisem Walprogramm stoen a mir stinn dozou. Doduerch datt déi kal Progressioun ni ausgeglach ginn ass – zanter 2017 si fënnef Indextranchen erfall –, huet d'Regierung de facto eng Steiererhéijung gemaach.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Si hu keng Upassung vun der Steiertabell gemaach. Dat heescht am Kloertext: De Staat huet massiv op Käschte vun de Leit akasséiert, fir awer seng, ech nennen dat elo mol esou, „Club-Med-Politik“ ze maachen, déi op där anerer Säit d'Leit net gefrot hunn.

Zweetens: Mir froen eng Upassung vun der Steiertabell, andeem een den Ufanksmontant, ab deem een ufänkt, Steieren ze bezuelen, an d'Luucht setzt an duerno d'Steiertranchen an Etappe verbreedert.

A mir sinn drëttens och derfir, fir eng zousätzlech Steiertranche vu 45 % bäizesetze fir d'Spëtzeverdénger.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Well d'Leit, déi brauchen – an do huelen ech nach eng Kéier d'Wierder vum Gilles Roth an de Mond – endlech méi Netto vum Brutto.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | An duerfir muss elo gehandelt ginn! D'Leit hunn es definitiv genuch mam Ofwaarden a mam Vertréischten!

En anere Punkt, Här President, ass de Logement. De Logement ass trotz alle Krisen d'Suergekand Nummer 1 vun de Leit. An de Problem riskéiert, sech doduerch ze verschäerfen, datt d'Scholdzënsen elo och nach an d'Luucht ginn.

Wie ka sech definitiv hei zu Lëtzebuerg nach eng Wunneng leeschten, ouni datt e Sue vun doheem huet? Quasi kee méi! A genau dat ... Ech war op der REEL, ech mengen, virun zwou Wochen, do war dat och de Sujet vu ville Studenten. Déi soten, si hätten am Ausland ganz dacks vill aner Perspektiven, fir schaffen ze goen. A wann et dann hei zu Lëtzebuerg nach esou deier ass, da wëllen déi guer net méi heemkommen. An dat ass een Zeechen, wat fir een dramateschen Effekt dat heiten och op de Wirtschaftsstandort Lëtzebuerg huet!

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | D'Präisser sinn am zweete Quartal 2022 ëm 11,5 % geklommen. A laut IDEA – dat war en Artikel am Wort, ech mengen, Ufank vun der Woch – wäert d'Situatioun sech nach weider verschäerfen, well op där enger Säit d'Bevëlkerung nach weider steigt, op där anerer Säit awer manner gebaut gëtt.

Am Kloertext: D'Nofro steigt, d'Ugebot zitt net no, well an deenen éischte sechs Méint vun dësem Joer sinn 900 Baugeneemegunge manner ausgedeelt gi wéi dat Joer virdrun. Dat si 45 % manner. Dat ass dramatesch! Do zeechent sech nämlech eng zousätzlech Verschäerfung vun der aktueller Situatioun of. De Marché riskéiert hei, komplett aus de Fugen ze geroden.

An ech widderhuele mech: Aus de groussen Annoncë vun dëser Regierung ass net vill an der Realitéit ze erkennen. An och gëschter, muss ech soen, si mir do zimmlech um Dréchene sëtze bliwwen.

D'Regierung war 2013 ugetrueden, fir e Paradigmewiessel ënnert der fréierer Logementsministesch ze maachen.

(Interruption)

Doraus war eng Prioritéit gemaach ginn. Am Neijoerschdagsinterview vun 2019 sot de Premier: „Ech kann Iech haut soen, datt ech alles wäert maachen, datt mir a fënnef Joer e Land hunn, wou de Stau net den Alldag ass vun all Bierger, wou d'Wunnengspolitik net d'Suerg ass vun all jonkem Stot.“ Ben, mir stelle fest, datt d'Perspektivlosegkeet vun deene Jonken um Niveau vun de Wunnengen am Joer 2022 nach méi grouss ginn ass, wéi se jee war!

Une voix | Voilà!

Une autre voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | A mat de steigenden Zënse réckelt den Dram vun enger eegener Wunneng bei deene Jonken nach vill méi wäit ewech. Si kréie keng Prête méi oder si riskéieren, hir Prêten net méi kënnen zréckzebezuelen.

Ben, elo sot de Premier gëschter – ech hu mer et genau opgeschriwwen –, datt d'Ausgaben am ëffentleche Wunnengsbau vu 40 Milliounen 2017 op 220 Milliounen 2022 eropgaangе wären. Da muss ech soen: Mee endlech beweegt sech emol eppes! Mee wie war da vun 2013 bis 2017 Premier? Dat war d'Regierung Bettel 1. A wien hat de Logementsministère vun 2013 bis 2017? Dat war d'Madamm Nagel an et war den Här Hansen. An och elo nach, zweetens, och wa mer elo méi Suen drastiechen, dann ass dat do nach nëmmen eng Dräps op de waarme Steen, well och elo baut de Fonds du logement am Fënnefjoresduerchschnëtt 98 Wunnengen d'Joer – 98 Wunnengen d'Joer! – an d'SNHBM baut 158 Wunnengen d'Joer. Dat geet net duer! Domadder brauch ee sech net ze bretzen!

Da seet den Här Kox ganz dacks: „Elo hu mer jo awer de Pacte Logement 2.0, elo geet alles besser.“ Mee de Marc Lies huet et richteg gesot: Et ass éischter e Bauverhënnerungspak an e wäert eis sécherlech net weiderbréngen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Et ass relativ einfach – d'Léisunge sinn net einfach, mee de Prinzipp ass einfach –: Mir musse kucken, fir méi ze bauen, fir méi séier ze bauen a fir méi bëlleg ze bauen. An e Marc Lies an och d'Elisabeth Margue hate schonn eng Kéier an enger Pressekonferenz eng Partie Propose gemaach. Mir sti weiderhin, éischtens, fir eng plazeweis Erweiderung vum Bauperimeter – et muss och plazeweis méi héich gebaut ginn –, zweetens, fir d'Fërdere vun anere Wunnformen, drëttens eng Vereinfachung a Beschleunegung vun de Prozeduren.

An do kommen ech dann nach eng Kéier bei d'Naturschutzgesetz, den Artikel 17. Et ass elo déi grouss Chance do, well d'Naturschutzgesetz soll elo nach eng Kéier ugepasst ginn. An dann hoffen ech wierklech, datt deen Artikel 17 erausgeholl gëtt. Den Artikel 17 verdeiert, e mécht u sech d'Prozedure vill méi laang, dat heescht, de Bau gëtt an d'Längt gezunn, an hien ass och nach kontraproduktiv fir d'Natur. Dat heescht, en ass dräimol schlecht an e gëtt awer dräimol – well ech hu schonn zwee- oder dräimol en Amendement an deem Sënn gemaach – ëmmer erëm vun der Majoritéit bäibehalen.

Wéi gesot, elo kënnt nach eng Kéier eng Upassung vum Naturschutzgesetz an dann hoffen ech wierklech, datt d'Majoritéit hei, d'Deputéiert, och eng Kéier hir Verantwortung huelen an dat mat ofstëmmen, datt mer deen Artikel erausheelen. Souguer de Mouvement écologique freet et!

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Véiertens: Als CSV sti mir fir e Matabezéie vun de private Bauträger, fir de

Bau vun erschwéngleche Wunnengen. Och dat huet IDEA gefuerdert. De Marc Lies hat eng Proposition de loi an eisem Numm hei deposéiert a mir wäre wierklech frou, wann déi och Ënnerstëtzung géif fannen.

De Staat ass definitiv ze lues. Hei ginn ëmmer erëm déi selwecht Projeten opgezielt. Ech sinn elo scho relativ laang an der Politik an ech ginn alljoers oder all dräi Joer op iergendeng Aweiung op Wolz bei „Wunne mat der Wooltz" geruff an et steet nach ëmmer näischt zu Wolz!

(Hilarité)

Also et ass u sech eng Katastroph. Mir verkafen ëmmer dee selwechte Projet. Mir brauche méi wéi zéng Joer, fir eppes ze bauen. An elo sollen 2035 endlech déi Wunnenge fäerdeg ginn.

De Marco Schank hat de Projet deblockéiert. De Marco Schank ass scho längst net méi als Deputéierten hei an der Chamber.

(Interruption)

Et steet nach ëmmer näischt.

(Interruption)

Dat heescht, mir mussen … An duerfir iwwerhaapt, den Här Premier sot nämlech och gëschter, mir bräichten e private Bauträger. Den Här Kox wiert sech awer ëmmer do dergéint. Da soen ech: Gitt Iech wannechgelift eens, well déi Leittragend sinn definitiv déi jonk Leit, Familljen, déi eng Wunneng brauchen!

(Interruption)

Fënneftens: Als CSV si mer och fir en Ausbau vun der Ausbildung, well ouni Leit, déi um Bau schaffen, gëtt näischt gebaut. Ech weess net, ob mer eis hei eens sinn oder bewosst sinn: Mir hunn eng Schoul hei, déi et offréiert. Et war ugeduecht ginn zu Klierf. Firwat ass et net direkt do gemaach ginn? Warscheinlech waren aner Saache méi interessant. Mir brauchen hei méi Ausbildung!

Sechstens: Als CSV sti mer och fir eng anstänneg Landesplanung, och wat d'Léisunge vum Bauschutt ugeet. Och dat ass en Drama. Et si Firmen, déi hu sech a leschter Zäit bei eis gemellt, déi hu gesot: „Ech muss meng Aarbechter geschwë Mëtt der Woch heemschécken, well ech da kee Bauschutt méi ka fortféieren." Déi Bauschuttdeponien, déi do sinn, si voll an et kënnt keng nei dobäi. De Problem ass zanter Jore bekannt. Näischt geschitt!

Da sti mer als CSV awer och am Sënn vun deene jonke Leit, fir eng Wunneng ze fannen, fir eng Upassung vun de Plaffonge bei de Steieren. Well déi entspriechen definitiv net méi der Realitéit. Och dat hu mer scho puermol gefrot. Leider Gottes kënnt näischt. De Plaffong vun de Scholdzënse soll verduebelt ginn, de bëllegen Akt soll eropgesat gi vun 20.000 Euro op 50.000 Euro. Den TVA-Fräibetrag soll verduebelt ginn an och d'Staatsgarantie bei Immobiliekreditter. Dat wär wichteg fir déi jonk Leit, déi gären eng Wunneng hätten.

Da wëlle mer als CSV och géint d'Spekulatioun virgoen. Dat hu mer scho méi wéi eemol gesot. Mir hu gefuerdert, e Plaffong fir den Amortissement accéléré anzeféieren an och e Plaffong fir d'Scholdzënse bei Mietwunnengen anzeféieren. Ben, d'Regierung kënnt elo mat enger anerer Propos. Si seet, datt an Zukunft all Persoun just nach zweemol an hirem Liewe wärend fënnef Joer vun deem steierleche Virdeel däerf profitéieren. Ech soen, et geet an déi richteg Richtung. Mir hunn nach keen Text. E Plaffong wär warscheinlech méi kloer a vläicht en zousätzleche Plaffong och fir d'Scholdzënsen wär nach besser gewiescht.

D'Regierung huet och elo d'Spekulatiounssteier, Mobiliséierungssteier heescht se, an d'Upassung vun der Grondsteier nach eemol annoncéiert. Och do ass eis Positioun kloer. Mir haten et 2013 an 2018 am Walprogramm an zu deem sti mer och. Mir hunn eis fir eng Reform vun der Grondsteier ausgeschwat mat enger Upassung un déi haiteg Immobiliewäerter an natierlech och ënner Berücksichtegung vum Baupotenzial. Mir hate schonns méi Motioune gemaach, fir dat ze froen. Ech stellen alt erëm eng Kéier fest: Et huet néng Joer gedauert. Elo läit eppes um Dësch. An d'Ëmsetzung wäert an der nächster Legislaturperiod kommen.

Eng Partie Froe bleiwen awer nach fir eis op, zum Beispill déi, firwat eng Koppel, déi en Haus zesummen huet, zweemol kann en Abattement kréien, eng alengerzéiend Fra oder en alengerzéiende Papp mat een, zwee, dräi Kanner nëmmen eemol. Ass dat gerecht? Ech denken, doriwwer solle mer nach diskutéieren. Allgemeng soe mer, wéi gesot, Jo zur Upassung vun der Grondsteier. D'Detailer mussen nach diskutéiert ginn.

Des Weideren hate mer och schonn eng Spekulatiounssteier op eidel stoende Wunnengen an Terraine gefrot. Do kënnt och elo eng. Mir haten allerdéngs kloer Ausname gefrot. Eng éischt Ausnam war déi vun den direkten Nokommen. Där ass och elo eng dran. Mee do muss ech Iech awer froen, ob Der wierklech mengt, datt ee mat 25 Joer en Haus baut. Hei ass d'Altersgrenz 25 Joer. Een, deen op d'Uni geet, deen huet 19 Joer. Hie mécht e Master, kënnt och nach riicht duerch, dann huet en der 24. Dann huet dee keng Suen, mat 25, fir sech en Haus ze bauen. Also ass déi Limitt do wäit vun de Leit fort, wäit vun der Realitéit vun de Leit fort. Well déi meescht, géif ech soen, hunn da keng Suen, fir eppes ze maachen.

Mir haten och eng zweet Ausnam virgesi fir d'Baueren, déi hir Fläch landwirtschaftlech notzen. Do huet dës Regierung elo näischt virgesinn.

Also, mir sinn och mam Prinzipp vun der Mobiliséierungssteier averstanen. Mir musse géint d'Spekulatioun virgoen, mir mussen och d'Offer an d'Luucht setzen, mee d'Ëmsetzbarkeet schéngt eis a ville Punkte schwéier ze realiséieren ze sinn an den Däiwel läit am Detail. A mir waarden hei op de Gesetzestext.

Mir wäerten op jidde Fall als CSV alles drusetzen, datt d'Eegenheem, d'eege Wunneng net de Privileeg vun e puer Happy Few gëtt, a mir wäerten och d'Mietwunnengen net vergiessen.

Une voix | Den Text ass hei!

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech hunn en awer nach net. Mir kënnen e jo schlecht elo schonn diskutéieren, wa mer en nach net hunn.

Här President, am Wunnengsbau hunn an deene leschten néng Joer vu Blo, Rout a Gréng véier Ministeren, …

(Interruptions et brouhaha)

… véier Ministeren, Nagel, Hansen – net ech, den Här Hansen! –, Tanson a Kox, sech de Ressort opgedeelt oder en ugeholl, mat der Konklusioun, dass sech d'Situatioun, an dat ass awer e Fait, do kënnt Der net eppes aneschters soen, lafend verschlechtert huet. Ëmmer manner Leit kënne sech nach eng Wunneng leeschten, ouni de Risiko ze lafen, sech ze iwwerschëlden.

An duerfir fannen ech och d'Iddi vun engem gréissere Baupromoteur net schlecht, deen nämlech sot, et wär héich Zäit, datt mer eng Quadri- oder Tripartite géifen zesummeruffen, nämlech d'Zesummeruffe vun der Regierung, de Gemengen, de Bauhären an eventuell de Banken, fir eebe gemeinsam no Léisungen ze sichen. Mir hoffe wierklech, datt de grénge Minister dat och elo endlech agesäit. Well et geet net ouni de private Bauhär!

Dir gesitt, och am Logement muss dës Regierung zréck an en nohaltegt Gläichgewiicht vum gesonde Mateneen!

An e weidere Beräich, deen am Ongläichgewiicht ass, dat ass d'Gesondheet. An d'Nohaltegkeet geet awer nëmme mat enger gudder Gesondheet. A genau dës Gesondheet misst eng Haaptprioritéit vun der nationaler Politik sinn. D'CSV steet fir eng Gesondheetspolitik mam Patient am Mëttelpunkt. Well ëm dee geet et!

Elo huet de Premier gëschter … An zumindest an deem schrëftlechen Deel sinn zou Säiten, wou en indirekt d'Regierung iwwert d'OECD gelueft huet. Ech wëll just soen: Mir freeën eis och iwwert déi Debatt heizou an der Chamber. Do ass de Claude Wiseler scho prett, fir iwwert dee Rapport matzediskutéieren. Awer virun allem bréngt dat doten de Leit awer iwwerhaapt guer näischt. No 30 Joer sozialistesch dirigéierter staatlecher Gesondheetspolitik si mer hei an enger Sakgaass. D'Gesondheetsversuergung … … si mer mam Réck widdert der Mauer.

(Interruption)

Ech fannen et wierklech net fir ze laachen! Gitt mol eng Kéier bei eenzel Leit kucken. D'Leit mussen nämlech éiweg laang waarden, ier se Rendez-vouse kréie beim Spezialist. D'Urgencë funktionéieren net. Mir haten am Norden de Problem, datt d'Maternité zougemaach ginn ass. Elo hu Kardiologen do demissionéiert, mat alle Konsequenzen, déi dat fir eng Klinik huet.

Duerch déi laang Waardezäite funktionéieren och d'Preventiounsprogrammer net. E Rendez-vous fir eng Daarmspigelung … Ech hunn op zwou Plazen nogefrot: Bei där enger dauert et sechs Méint, fir e Rendez-vous beim Dokter ze kréien, da muss een nach kucke fir d'Daarmspigelung, bei deem aneren dauert et direkt aacht Méint. Fannt Der dat normal an engem relativ räiche Land, wou mer soen: „D'Preventioun ass wichteg"? Dat ass net normal! An der Mammografie gesäit et änlech aus. Da musse mer eppes ënnerhuelen!

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Mir hunn hei zu Lëtzebuerg jo och … Et gëtt deelweis ganz gutt Spezialisten, mee, wéi gesot, et muss een awer bis un déi Spezialiste kommen. Zum Beispill am Häerzzenter, do hu mer wierklech gutt Spezialisten. Et déngt eis awer näischt, wann d'Leit keen einfachen Accès dohinner hunn.

De Secteur hospitalier, dat kann een a Kuerzfaassung soen, dee klappt schlecht. An ech maachen dat un – ech kucke séier – siwe Punkte fest.

Éischtens: Duerch de staatlech veruerdenten Dirigismus hu mer wierklech wichteg Entwécklungen an der Medezinn verschlof. Mir hänke wäit hannendra mat der Médecine ambulatoire. Si steet zwar am Koalitiounsprogramm, mee et geet awer net virun. Als CSV sti mer fir e konsequenten Ausbau vun der Médecine ambulatoire.

Dat selwecht gëllt fir d'Telemedezinn. Hei si mer iergendwou am Nowhere. D'Telemedezinn kéint awer op villen anere Plazen entlaaschten.

Een drëtte Punkt: d'Hospitalisation à domicile. D'Nordstadklinik huet e wierklech formidabele Projet lafen, wou se d'Onkologie doheem maachen u sech. Mee et gëtt keng gesetzlech Basis. Dat heescht, et weess een ni, ob de Projet verlängert gëtt oder net

verlängert gëtt. Firwat gëtt hei net endlech eppes gemaach?

Och bei den IRMe feelt et nach ëmmer un der gesetzlecher Basis. Obwuel de Problem säit Jore bekannt ass, huet de Gesondheetsministère hei eréischt reagéiert, wéi – ech mengen, ech kann dat esou soen – d'Kand schonn am Pëtz louch. An deen Text, deen elo um Instanzewee ass, deen hält an eisen Aen d'Strooss net, well d'Regierung, géif ech mengen, ganz bewosst wëllt all privat Initiativ ausbremsen. Fir eis als CSV ass et kloer: IRMen a sou weider mussen och an der Privatpraxis méiglech sinn, ouni datt d'Praxis muss als Antenn vun engem Spidol funktionéieren. An och hei brauche mer eng Upassung vun der Nomenclature, well mir si géint eng Zwouklassemedezinn.

(Interruptions)

De fënnefte Punkt: den Dossier eSanté. Dat ass am Fong eng Katastroph. Hei misst een u sech fir bankrott oder faillite erklären. Den Dossier partagé funktionéiert net. An de Klinicke klappt et net, well all Klinik hir Zopp kacht. Ech kann Iech e Beispill soen: Et gëtt an enger Klinik en IRM gemaach. Da missten déi Resultater an déi aner Klinik – ech weess net, iwwert wéi ee Wee – geschéckt ginn. Déi sinn awer dann net do. Wat hunn ech misse maachen? Am digitalen Zäitalter hunn ech missen den Auto huelen, mam Auto vun där enger Klinik an déi aner Klinik fueren, fir do eng CD ze kréien, fir dann erëm mam Auto an déi aner Klinik ze fueren. Dat kann dach an dem digitalen Zäitalter net sinn! Firwat komme mer do net virun? D'Digitalisatioun soll eng Prioritéit sinn, mee dovunner erkennt een hei net vill. Hei sinn zéng Joer an x Millioune Suen op d'Käschte vum Steierzueler an de Sand gesat ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Als CSV si mer och fir en Iwwerschaffe vum Plan hospitalier. Mee domadder geet et net duer. Mir brauchen – de Jean-Marie Halsdorf huet dat scho méi dacks gesot – e richtege Plan santé!

An ech ginn hei eng Kéier kuerz op d'Petitioun vun der Onkologie bei de Kanner an. An da soen ech, et ka jo net sinn, datt mir hei zu Lëtzebuerg, wat awer eent vun deene räichste Länner ass, datt mir hei am Land just ee Bett hunn, fir Kanner mat Kriibs ze isoléieren. Da musse se an d'Ausland goen. Et ass net, datt mir et net hei géife fäerdegbréngen, dat hunn d'Onkologen eis ganz kloer gesot. Et kann net sinn, datt mer just zwee Better hunn, fir eng Chimio hei kënnen ze maachen an eisem räiche Lëtzebuerg. Dann ass eppes schifgelaf an deem Plan hospitalier. An dat leeft nach ëmmer schif.

An dann, wann ech domadder virufueren, kann et och net sinn ... Well meeschtens soe mer, mir hunn net genuch Dokteren, mee an dësem Fall hu mer Dokteren, et sinn zwee Kanneronkologen do. Et kann awer net sinn, datt deen zweete Kanneronkolog huet missen iwwert eng Fondatioun bezuelt ginn. Dat ass net ze akzeptéieren!

Dee ganze Gesondheetssystem ass definitiv – zum Deel – eng Feelplanung a riskéiert, wéi e Kaartenhaus zesummenzebriechen, wat awer extreem, extreem Konsequenzen huet fir d'Patienten!

A siwentens: Mir hunn d'Entwécklung an der Medezinn och verschlof, well d'CNS esou schwéierfälleg ass. Ech hu meng Flätsch un: Mir hunn d'Woch vun der mentaler Gesondheet an do ass d'Psychotherapie jo definitiv dat bescht – dat ass e schlecht Wuert –, mee dat Beispill, wéi et net däerft lafen. A wann ech weess, datt de System net funktionéiert, mee hackerstiwwel, da passen ech de System un! Modern Akten, déi kënnen net gemaach ginn, well d'CNS Jore brauch, fir e Code op e modernen Akt ze setzen. Dat kann net sinn. Also, wannechgelift, adaptéiert dee System, fir datt mer virukommen!

Als CSV sti mer fir eng modern, fortschrëttlech Medezinn mat multidisziplinärem Usaz mam Patient am Mëttelpunkt. Mir sinn awer géint eng reng zentral gesteiert Médecine salariée, déi all privat Initiativ ausbremst an domadder d'Attraktivitéit vum Beruff zu Lëtzebuerg verschlechtert.

An dann nach e leschte Punkt zur Gesondheet: d'Attraktivitéit vun de Beruffer am Kranken- a Fleegesecteur am Allgemengen. An da kommen ech bei d'Ausbildung.

Mir brauche gutt ausgebilltent Personal an de Klinicken, an der Fleeg a virun allem brauche mer méi Personal. An da geet et net, wann een eng Reform mécht ouni déi Leit, déi am Secteur schaffen. Elo sot Der mir warscheinlech: „Mir hu jo de Gesondheetsdësch." Ech kann Iech just soen, d'Leit soen eis: „Mir ginn zwar op de Gesondheetsdësch, mir kënnen do nach vläicht eppes soen, mee et gëtt souwisou net op eis gelauschtert." Si hunn d'Gefill, wéi wann d'Konsequenze scho fest wären. Dat hate mer iwwregens hei an enger Petitioun jo och gemierkt. Mir brauchen eng Reform vun den Ausbildungen aus engem Goss anstatt einfach e Bachelor hannendrunzesetzen, dee gëschter sou héich gelueft ginn ass.

Mir brauchen och, zum Beispill beim DAP, op deem Niveau Reformen. An och do net einfach en DAP niewendrusetzen. Elo hu mer an der Educatioun en DAP Educateur. Et ass op eemol déi gréisste Ausbildung, déi mer hunn, mat der Konsequenz, datt mer bal keng Schüler méi hunn, déi Aide-soignant wëlle léieren. Mir brauchen awer Aide-soignanten am Gesondheetsberäich. Also, wannechgelift, probéiert, wann Decisioune geholl ginn, dat Ganzt ze kucken!

Här President, d'Regierung ka sech net éiweg hannert der Pandemie verstoppen. D'Pandemie ass nämlech nëmmen zum Deel Schold. Et feelt ganz einfach um politesche Wëllen an un de politesche Prioritéiten – Stéchwuert Cannabis.

An da bleiwen ech bei der Educatioun. Et ass dee wichtegste Rostoff, dee mer hunn, an dofir och e wichtegen Deel vun der Nohaltegkeet vun eisem Land. An an der Schoul kënnt et op den Enseignant un. An dee muss – an dovunner sinn ech wierklech honnertprozenteg iwwerzeegt –fachlech topp sinn an hie muss pedagogesch topp sinn. A mat de Reforme vum Minister Meisch ass dat an eisen Aen net méi garantéiert.

Als CSV sti mer fir eng Diskussioun iwwert de Profill vum Enseignant an der Grondschoul a fir eng Upassung vun der geförderter Ausbildung. Als CSV si mer géint e Bradéiere vun den Diplomer.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Als CSV si mer och géint en Opbauen hei vun enger paralleller Karriär. An do wäerte mer beim Quereinsteigermodell nach kënnen driwwer diskutéieren.

Als CSV sti mer och fir eng staark ëffentlech Schoul. An och do net ... Mir sinn dogéint, einfach eng parallell Schoulwelt opzebauen. Mir sti fir eng Reform vum Sproochenunterrecht, deen och am klassesche Lycée muss méi Flexibilitéit zouloossen. An als CSV sti mer fir eng Schoul, wou d'Bildungsongläichheete seriö ugepaakt ginn, an net – et deet mer leed, mee ech mengen, dat ass bei dëser Regierung dacks de Fall – medieméisseg gutt verkaaft, awer wierklech ouni Inhalt.

An do kommen ech op déi Hausaufgabenhëllef ze schwätzen, déi huet de Premier d'lescht Joer hei annoncéiert. Déi stoung, mengen ech, och am Koalitiounsprogramm. Déi huet den Här Meisch elo och nach eng Kéier annoncéiert. En huet gesot, si kéim do. Mee et ass keng Hausaufgabenhëllef, et ass just dat, wat scho viru Joren am Gesetz stoung, wat eng Maison relais misst maachen. Et ass keng Hëllef, et ass eng Surveillance. A sou komme mer bei de Bildungsongläichheeten net virun. An en e-Bichelchen, fir dat Ganzt besser ze verkafen, ass sécherlech net d'Léisung.

Als CSV sti mer och fir eng selektiv Ënnerstëtzung bei der Kannerbetreiung. Als CSV si mer och fir eng Ënnerstëtzung vun den Elteren, déi hir Kanner selwer betreien. Mir sinn nämlech dovunner iwwerzeegt, datt et dat falscht Zeechen ass, den Elteren e Famillјebild ze weisen, wou d'Kanner vu moies siwe bis owes siwe solle betreit ginn. An indirekt mécht d'Regierung dat, well se soss näischt aneschters ënnerstëtzt.

Als CSV sti mer virun allem fir eng Educatiounspolitik am Dialog mam Kand, mam Jugendlechen am Mëttelpunkt, an net fir eng Politik als Marketingfassad.

Dann, Här President, e weidert Beispill, wou eist Land net méi am Gläichgewiicht ass, dat ass d'Mobilitéit.

U sech misst jo manner Stau, méi Mobilitéit d'Zil sinn. Mir hunn och elo de Plan national pour la mobilité vun 2035 virgestallt kritt. Dat ass jo u sech eng gutt Saach. Et sinn 200 Säiten dran: Analysen, Fuerderungen, Projektiounen. Villes ass gutt. Mee, oder grad dofir och vläicht: Villes war och scho geplangt, wéi de Claude Wiseler nach Minister war. Mee et ass just net ëmgesat ginn an deene leschte Joren.

De Minister seet, hie wéilt gären antizipéieren, da soen ech och, dat ass gutt. Mee virun allem wär et emol wichteg, Gas ze ginn, datt mer méi séier viruкéime beim Hannendrulafen.

An „Infrastruktur effikass notzen" steet och als Ënnertitel um Plan national pour la mobilité. Do muss ech soen, da muss fir d'éischt mol d'Infrastruktur do sinn. An dat bréngt mech da bei de gratis ëffentlechen Transport, wou de Minister selwer sot, dat wär d'Kiischt um Kuch an de Kuch wär nach net do. An ech kann Iech soen: De Kuch ass nach ëmmer op ville Plazen net do! Dat ass nämlech genau an de ländleche Regiounen de Fall. Et ass awer och fir vill Leit de Fall, déi op Schichte schaffen – an hei och erëm eng Kéier d'Klinikspersonal. E funktionéiert emol net fir déi Jugendlech, déi an d'Schoul sollen domadder fueren.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | An dës Leit, déi vun dem gratis ëffentlechen Transport net kënne profitéieren, déi en awer matbezuelt hunn, déi sinn elo gebeidelt mat deenen extreem héije Spritpräisser. Ech hunn Iech gesot, zwee Euro de Liter a mir si schonn driwwer. An déi Leit si richteg rose mat Iech. An u sech hu se Recht!

D'CSV steet fir en Ausbau an eng besser Koordinatioun vum ëffentlechen Transport. Hie muss u sech vun identescher Qualitéit an Disponibilitéit sinn an alle Regiounen an Ecke vum Land, eeben och aus Grënn vun der Gerechtegkeet. An do geet et net duer – ech hunn dat och matbruecht –, fir am digitalen Zäitalter de Leit ze soen, si wären e bëssen ze domm, fir déi nei Nummeréierung vum RGTR do ze verstoen.

Eng grouss Mediecampagne, ech weess schonn net méi, „horaires sur mobilité", „eng Kaart fir d'Täsch" – meng Täsch ass schonn emol net grouss genuch –, an da soll jiddwereen sech déi bestellen.

(Mme Martine Hansen montre la carte du réseau des bus RGTR mentionnée.)

Sou, ech hu mer déi och bestallt. An ech muss soen, si ass och zwee Deeg duerno ukomm, mat engem schéine Bréif vum Här Bausch. Ech kann Iech awer just soen, wann ech moies um Bus stinn, an och dat hunn ech getest, an deen huet 21 Minutte Verspéidung, dat gesinn ech op menger Mobilitéitsapp, well ech kann Iech nämlech och nach soen: Heirop gesinn ech et net! Well ech hunn zwar e Bräll, mee déi Linnen, déi vun Ettelbréck, do stinn dann iergendwellech Nummeren, mam Bräll gesinn ech se net, a wann ech ... Een, deen net mat der App eens gëtt, deen hëlt jo warscheinlech d'Kaart, a fir een, deen d'Kaart kuckt an näischt gesäit, do bréngt d'Kaart och näischt!

An a mengem Duerf ass emol keng Bushaltestell opgezeechent, dat heescht, déi bréngt mer souwisou näischt. Mee wann de Bus da Verspéidung huet, da kënnt e Bus, deen u sech vill éischter hätt misse kommen, deen awer 31 Minutte Verspéidung hat, dat scho moies um 7.15 Auer – ech froe mech, wou déi Verspéidung hierkënnt. Deen een kënnt iwwerhaapt net an et taucht een op, dee weeder hei dropsteet nach op der Mobilitéitsapp.

(Hilarité)

Da kann ech Iech soen, da bréngt dat hei iwwerhaapt näischt!

(Interruption)

An: Mat där Kaart an der Täsch hätt ech awer den Zuch verpasst. Dat heiten ass erëm eng Kéier eng grouss Marketingaktioun, déi Sue kascht huet, de Steierzueler Sue kascht huet, awer de Leit, déi op den ëffentlechen Transport ugewise sinn, iwwerhaapt näischt bruecht huet.

(Interruptions)

An elo hunn ech gëschter héieren ...

(Interruptions et brouhaha)

Elo hunn ech gëschter héieren, et kënnt en Observatoire fir digital Mobilitéit. Also, mir schafen elo erëm eng Kéier eng Partie Aarbechtsplazen. An ech géif mengen, och déi Aarbechtsplaze wäerten de Leit och net direkt eppes hëllefen.

D'CSV steet fir den Ausbau vum Ruffbus-System am ländleche Raum, fir méi Park&Ride-Parkingen op strateegesch sënnvolle Plazen, an dann, entschëllegt, datt ech eng Kéier eppes hei konkreet vum Norde soen, mee endlech eng anstänneg Eisebunnverbindung am Norden! Mir hunn ëmmer erëm gefrot, datt déi soll zweegleiseg ausgebaut ginn. Si ass eegleiseg ausgebaut, den Tunnel ass zesummegefall an et funktionéiert iwwerhaapt näischt méi. Guer näischt méi funktionéiert am Norden! Also, wannechgelift, plangt dann elo endlech deen zweegleisegen Ausbau!

(Interruption)

D'Madamm Empain wëll keen zweegleisegen Ausbau, mee plangt endlech deen zweegleisegen Ausbau vun där Nordstreck!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Wat ass dat do da fir e Blödsinn?

Mme Martine Hansen (CSV) | An da wéisst ech wierklech gären ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dir hutt lauter Questions parlementaires gestallt an Äntwerten drop kritt!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Martine Hansen (CSV) | Da wéisst ech wierklech gären, wéilt ech wierklech gären, datt Der géift hei eng absolutt Prioritéit maachen, datt déi do Streck sou séier wéi méiglech erëm eng Kéier un d'Funktionéiere kënnt.

D'CSV steet awer och – an dat ënnerscheet eis vu verschiddene Parteien – fir den Individualverkéier, deen natierlech muss méi klimafréndlech ginn. Fir eis ass et nämlech kloer, datt et och an noer Zukunft net ouni den Auto geet. A genau duerfir fuerdere mer op de strateegesch wichtege Plazen en Ausbau vum Stroossennetz.

Wéi gesot, d'Stroosseprojeten, déi de Claude Wiseler scho geplangt hat, sinn nach net ëmgesat ginn. Mir sinn do net wäit virukomm. Och déi néideg Contournementen, si sinn och elo erëm eng Kéier dran: Käerjeng, Hesper, Ettelbréck. Ettelbréck, wat extreem wichteg wär, och fir d'Entwécklung vun der Nordstad – null, null virukomm!

Et muss dann och opgehale ginn, op déi Leit, déi den Auto brauchen, ze klappen. Ech kann Iech just soen: Et sinn och vill Jugendlecher, déi e brauchen. An dofir steet d'CSV och weiderhi fir eng Erhéijung vun der Kilometerpauschal a vum Kilometergeld. Well mat der Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport sinn op d'Käschte vun der Allgemengheet déi Leit, déi net kënnen drop zréckgräifen, duebel benodeelegt ginn: Si mussen anstänneg an de Portmonni gräife fir de Spritt, si hunn den ëffentlechen Transport matbezuelt a si hunn näischt dovunner!

Och an deem Kontext muss een, mengen ech, einfach soen: Schaffe muss sech lounen! An et geet een net schaffen, fir de Bensinn ze bezuelen!

A wann ech da beim Auto sinn, jo, dee muss sou séier wéi méiglech méi CO_2-neutral ginn, mee als CSV setze mer net nëmmen op eng Monokultur „Elektro“. Mir begréissen awer, datt do d'Bäihëllefe bäibehale ginn, mee mir sinn technologieoppen. Och Waasserstoff, och E-Fuel sollen net vergiess ginn.

Als CSV sti mer och fir e konsequenten Ausbau vun den Infrastrukturen – si ginn u sech och alljoers annoncéiert –, well ech si fest dervunner iwwerzeegt: Wann déi bis do sinn, dann iwwerleeën d'Leit och net méi sou laang, fir en Elektroauto ze kafen.

Als CSV sti mer dann och fir e séieren Ausbau vun de Vëlosweeër. An do, soen ech, mussen och d'Prozedure geännert ginn, well do baue mer och Joren a Joren. Ech soen, de Vëlo ass sécherlech eng Alternativ op klenge Strecken, op grousse Strecken och heiansdo, mee ech soen Iech: Et ass awer kee Spaass, am Däischteren ze fueren! Dofir solle mer do awer och eis Euphorie a Grenzen halen.

An dann eppes, wat ganz dacks vergiess gëtt, wat ech awer extreem traureg fannen, dat ass: Mir sti fir e verbesserten Adapto- a Mobibus-System, well grad dës Leit, déi an hirer Mobilitéit ageschränkt sinn, si méi wéi all aneren op den ëffentlechen Transport ugewisen.

Béid Servicer hu relativ laang gutt funktionéiert, u sech, bis et zur Reform komm ass. Du koum eng App, eng zentral Organisatioun, eng Reservéierungsplattform a sou weider, an d'Resultat ass, dass de System zanterhier manner gutt funktionéiert. Bei eis komme jiddefalls all Woch Reklamatiounen eran. An dat fannen ech extreem problematesch an et ass net ze akzeptéieren!

Et muss alles drugesat ginn, dass déi Leit, déi op Adapto a Mobibus setzen – fir déi, déi an d'Schoul fueren –, déi drop ugewise sinn, en impeccabelen a virun allem mënschlechen ëffentlechen Transportdéngscht hei zur Verfügung gestallt kréien, an dat all Dag, ouni Ausnam!

Zesumme mat de Leit, hunn ech schonn e puermol gesot, a mat de Betriber, wann ech erëm eng Kéier un eisen Nohaltegkeetsdräieck denken, musse mer och d'Klimapolitik kucken.

Fir eis als CSV ass et kloer, déi wëssenschaftlech Donnéeë soen et: Mir musse konsequent géint de Klimawandel virgoen! Et ass ënner anerem och eng Saach vu Solidaritéit a vu Verantwortung par rapport zu den nächste Generatiounen. A mir sollen op d'Wëssenschaft lauschteren an net enger Ideologie hannendrulafen. Fuerschung an Innovatioun sinn noutwendeg, fir pragmatesch an innovativ Léisungen ze fannen.

Klima- an Ëmweltpolitik gehéiere fir d'CSV an den Nohaltegkeetsdräieck. D'Klimapolitik gräift nëmmen dann, wa se ofgestëmmt ass mat der Ekonomie a mat dem Sozialen. A genau duerfir muss d'Problematik an hirer Komplexitéit ugepaakt ginn!

Et gëtt keng eesäiteg, einfach Léisungen. Do wéilt ech am Beräich vun der Landwirtschaft nach eng Kéier drop zréckkommen. Nee, mir brauche pragmatesch an novollzéibar Léisungen! Eis Haltung ass net déi vum Verbuet, mee eis Haltung ass déi vum Ermëglechen. A mir stinn, wéi gesot, zur wëssenschaftlecher Innovatioun.

Wa mer vu Klima schwätzen, da schwätze mer jo vu Reduktioun vun den Zäregasen an da komme mer och bei d'Energietransitioun. Den Energiemaart ass en internationale Maart a Lëtzebuerg wäert hei – mengen ech, do sinn ech mer zimmlech sécher – ni zum Eegeversuerger ginn. Mir importéieren am Moment 80,7 % vum Stroum.

Als CSV soe mer dofir och Jo zu den annoncéierte Bäihëllefen, fir erneierbar Energien ze fërderen. Déi sinn absolutt noutwendeg, fir datt mer virukommen. Mee och hei mussen d'Prozedure vereinfacht ginn, beschleunegt ginn. Mir soen och, datt d'Virschrëfte mussen op de Leescht geholl ginn, zum Beispill déi vun der Kompensatioun. Mir hunn nämlech och hei e bëssen d'Gefill – an ech kommen herno nach beim Naturschutzgesetz drop zeréck –, datt Willkür méiglech ass.

Als CSV fuerdere mer eng transparent Potenzialetüd fir erneierbar Energien zu Lëtzebuerg. E Solarkadaster, wéi mer en hunn, dat geet net duer. Ech gesinn zwar, datt ech op mengem Haus keng Solarpannoe kann dropleeën, well et ass alles rout, mee dat geet net duer. Mir bräichte jo och eng Etüd: Wou kann ech Wandmillen opriichten? Wou kann ech soss eppes maachen? Wou kann de Staat nach méi maachen? Wou hätt ech Fläche laanscht den Autobunnen? A sou weider.

Wéi gesot, et geet awer och net duer, elo jiddwerengem ze soen, hie soll Solarpannoen op den Daach leeën. Ech hat de Mëtteg nach een um Telefon, dee sot: „Ech hunn es awer elo geschwë genuch! Ech wëll es gäre leeën, mee et ass keng Leitung do, wou ech mäi Stroum kann hispeisen, respektiv wann ech es dann hunn, da ka mäin Noper keng méi leeën." Also musse mer mol hei konsequent an d'Infrastruktur investéieren, zum Beispill och a Bäihëllefe fir Trafoen, wat extreem wichteg wär.

Als CSV begréisse mer och, datt d'Regierung mat op de Wee geet, den TVA-Saz op Fotovoltaik op 3 % erofzesetzen. De Gilles hat dat bei eise Steiermesurë proposéiert. Mir begréissen natierlech och déi Mesuren, well se sinn extreem wichteg, fir et de Leit ze erlaben, hiert Haus energeetesch ze sanéieren.

Mir sinn awer och der Meenung, datt mer solle fuerschen, zum Beispill iwwer Späicherméiglechkeeten. Mir brauchen déi. Lëtzebuerg soll do konsequent no

vir goen. Mir sollen awer och fuerschen zum Beispill iwwer Carbon Capture, well souguer de Weltklimarot seet: „Et geet net méi ouni!" Also solle mer dat hei net aus ideologesche Grënn verdäiwelen, wa mer wëssen, datt mer et brauchen. Mir sollen net soen: „Dat eent ersetzt dat anert", mee mir brauchen déi zwou Saachen. Also solle mer do eis Fuerschung higuidéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Da wëll ech awer och nach soen: Mir hu vill Gemengeleit hei. Vill vun eise Gemengen hu wierklech eng super Aarbecht gemaach am Klimaschutz. A si verdéngen och Luef hei fir hir Virbildfunktioun a si brauchen och déi néideg Ënnerstëtzung, och vum Staat.

Op där anerer Säit fannen ech et awer nach ëmmer schued, datt de Staat seng Virreiderroll net esou ausfëllt, wéi en dat misst maachen. Ech erënneren hei just nach eng Kéier drun: Et hat dräi Uleef gebraucht – an dat ass scho bal Cabaret mat deene Gréngen an der Majoritéit –, fir eng Motioun ofstëmmen ze loossen, fir datt de Staat soll kucken, fir klimaneutral ze ginn.

Am Kontext vun de Solaranlage kann een zum Beispill net onbedéngt vu Virbildfunktioun schwätzen, well 4 % vun de ronn 1.500 Gebaier vun den ëffentleche Verwaltungen hunn am Moment esou eng Anlag. 2021 huet d'Verwaltung fir ëffentlech Baute siwe Fotovoltaikanlagen installéiert. Dat ass extreem wéineg. Dat geet ze lues!

An dann hunn ech u sech och nach eng Fro. Mir krute gesot, et géif e Leitfade fir zäregasneutral Verwaltunge fäerdeggestallt ginn. Dat war d'lescht Joer. Da ginn ech dervunner aus, datt e fäerdeg ass. Ech hu kee fonnt um Site. Vläicht kann ee mer soen, wou mer dee fannen, respektiv wann en nach net fäerdeggestallt sollt sinn, wéini datt e fäerdeggestallt gëtt.

Mir begréissen och d'Hëllef vun der Klima-Agence. Mee leider ginn hei och elo, well den Undrang grouss ass, vill Rendez-vouse just iwwer Visio oder iwwer Telefon gemaach. Eng Berodung op der Plaz wär natierlech vill méi cibléiert an zilféierend.

A mir mussen och wëssen – an ech hoffen, datt dat jiddwereе weess –, datt mer net iwwerall eng Wärmepompel kënnen an all Haus abauen. Mir kënnen och net iwwerall Pellets dohinnerleeën, wann net genuch Plaz do ass. Also brauche mer och fir déi Haiser eng Léisung, ouni ze soen: „Déi haten dann eebe Pech." Well ech sinn och nach dervunner iwwerzeegt, wann een d'CO_2-Bilanz vun engem alen Haus vun 1800 an eppes géif kucken, an dat géif ee vergläichen: Och wann et eng Masuttsheizung huet, mat Neibauten mat Bëton a sou virun, da wär déi CO_2-Bilanz vun deem alen Haus warscheinlech guer net esou schlecht.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Als CSV, Här President, sti mer net fir Verbuet, mee fir Erméiglechen, mat positiver Klimaënnerstëtzung, mat pragmateschen an net ideologesche Léisungen, mam Nohaltegkeetsdräieck am Bléck a mam Mënsch am Mëttelpunkt.

D'Klimapolitik muss duerfir fir d'CSV einfach, verständlech, effikass an och bezuelbar sinn, fir d'Leit a fir d'Betriber.

An hei, well ech beim Klima sinn, maachen ech just eng kleng Klammer op zum Naturschutzgesetz. Wéi gesot, dat Urteel vum Verfassungsgeriicht ass elo do. An ech kann Iech soen: Ech war frou, datt dat do war, an ech war och frou, datt Leit de Courage haten, nach eng Kéier do en Urteel unzefechten.

A mir fuerdere wierklech d'Majoritéit op, datt se elo d'Chance ergräift a lo déi néideg Upassunge mécht, fir datt dëst Gesetz dem Zil gerecht gëtt, d'Natur ze schützen, an net d'Zil huet, datt et d'Leit soll ploen. D'Zil soll sinn, datt et d'Leit soll alleguer d'selwecht behandelen, datt dat Gesetz also soll ugepasst ginn: manner Willkür, méi Transparenz a méi Rechter fir d'Bierger.

Dir hutt also elo nach eng Kéier eng Chance. An da sollen d'Majoritéitsdeputéierten, wannechgelift, och hir Verantwortung iwwerhuelen. Well heiansdo meckere se nach hei op der Tribün, ech ka mech nach ganz gutt erënneren, bei iergendenger Debatt iwwert de ländleche Raum, iwwer eppes, wat am Naturschutzgesetz steet. Dann iwwerhuelt Verantwortung a stëmmt et dës Kéier mat!

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Här President, „de Mënsch am Mëttelpunkt" ass och zentral fir d'Approche zur Ekonomie, d'Wirtschaftspolitik, wat dann den drëtten Deel, déi drëtt Säit vum Nohaltegkeetsdräieck ass. An eis misst och alleguer kloer sinn, datt mer d'Wirtschaft och fir déi aner zwou Saile brauchen, well wann d'Wirtschaft d'Baach ageet, hu mer keng Sue méi fir de Klimaschutz a mir hunn och keng Sue méi fir d'Leit, fir de soziale Volet. An och eis Betriber hunn et am Moment net einfach. D'Käschten explodéieren: Energie, Material, Aarbecht. A vill Betriber, virun allem och d'Industrie, sinn energieintensiv.

Dofir hate mer 2019 eng Motioun ofstëmme gelooss. Si war refuséiert ginn. Mir haten och 2020 eng Motioun ofstëmme gelooss, och déi war refuséiert ginn, fir e Pacte climat mat de Betriber ze maachen, fir si ze ënnerstëtzen. Dat Ganzt ass elo d'lescht Joer vum Premier annoncéiert ginn. Ech weess net, ob en do ass. Mir kruten an der Kommissioun gesot, et wär vill Detailaarbecht gemaach ginn. Dat heescht awer nach net, datt dat fäerdeg ass. Ech froen also ganz kloer: Wat läit elo um Dësch? An ech soen awer och ganz kloer: Hei huet d'Regierung Zäit verschlof, fir d'Betriber matzäit a Richtung vun enger méi klimafrëndlecher Produktioun hinzeguidéieren.

An ech wëll hei och nach eemol betounen, datt Schäinhellegkeet weeder eis nach dem Klima hëlleft. Et kann net sinn, hei eenzel Branchë futti ze maachen an dann awer op där anerer Säit déi Saachen, déi dann net méi hei produzéiert ginn, einfach vu Plazen ze importéieren, wou de Klimaschutz keng Bedeitung huet! Dat gëtt zwar eiser Klimabilanz net ugerechent. A vläicht musse mer och do eng Kéier iwwerleeën, ob een déi berechent, déi kënnt jo och net vum Himmel gefall, ob een déi net eng Kéier misst änneren. Mee dat ass awer soss näischt aneres wéi Schäinhellegkeet! Also ass och hei eis Aussepolitik an eis Europapolitik gefuerdert.

Mir begréissen och d'Aiden, och erëm eng Kéier hei sous réserve – keng Kaz am Sak –, déi elo an der Tripartite fir d'Betriber geholl gi sinn. Mir hunn natierlech nach eng Partie Froen, virun allem: Wat seet d'EU dozou? Wat géif d'EU och zu där Mesure soen, wa mer eng drëtt Indextranche d'nächst Joer kréichen a wann déi komplett géif bei de Betriber ausgeglach ginn? Respektiv wann d'EU domadder Problemer hätt, wat wär dann d'Léisung vun der Regierung?

Mir stinn och zum Nohaltegkeetscheck fir d'Betriber, déi sech hei wëllen umelle oder usidelen – en Nohaltegkeetscheck, awer keen, wannechgelift, keen administratiivt Monster! Dee war d'lescht Joer annoncéiert ginn. Dëst Joer huet den Här Premier u sech vun engem Nohaltegkeetscheck vun de Gesetzer geschwat, awer net méi iwwert deen heiten. Ech wëll also gär wëssen: Wou ass deen heiten drun?

E gutt Beispill, wéi ee kann am Interessi vum Gläichgewiicht an der Nohaltegkeet schaffen, ass déi sougenannte „Loi Rau reloaded". Déi ass deposéiert gi vum Gilles Roth a vum Laurent Mosar. Heimat solle Spuerer Ureizer gebuede kréien, fir an nohalteg an digital Betriber ze investéieren. Och hei hoffe mer dann, datt d'Majoritéit eis ënnerstëtzt.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Da musse mer och de Statut vum Independant upassen. Mir solle si ënnerstëtzen an net diffaméieren. Och hei hunn de Marc Spautz an de Laurent Mosar zwou Gesetzespropositiounen deposéiert, fir d'Ënnerscheeder tëschent dem Independant op där enger Säit an dem Salarié op där anerer Säit am Beräich vun der Sécurité sociale a vum Aarbechtsrecht méi kleng ze maachen. Och hei hoffe mer, datt déi séier an d'Kommissioun kommen an och d'Ënnerstëtzung vun der Majoritéit kréien.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | An da kommen ech bei de gesamten administrativen Opwand. Déi gesamt administrativ Prozedure musse vereinfach ginn. An do ass nach eng Ausso vun deem private Baupromoteur, déi mer ganz sympathesch schéngt. Déi Tax op d'Bürokratie, et kéint een et sech wierklech mol eng Kéier iwwerleeën, also mir soen, mir géifen d'Digitaliséierung fërderen, mee heiansdo, ...

(Interruption)

... heiansdo froen ech mech, ...

(Interruptions)

... heiansdo froen ech mech ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Hei, d'Madamm Hansen huet d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Also ech kennen den Här net. Ech hu vun enger Iddi geschwat, ok?

Une voix | A!

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech hu vun enger Iddi geschwat!

Une voix | Den Här Staatsminister huet ...

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dir hutt just gesot vun engem Promoteur.

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech hu gesot, ech hunn um Radio eppes héieren, an ech ka sécher hei nach eng Iddi iwwerhuelen, wou Dir vläicht e bëssen nervös gitt, well déi Digitaliséierung net esou virugeet. Ech hunn nämlech heiansdo d'Gefill, wéi wa sech d'Dossieren nach ëmmer a Pabeierform géife stapelen, ier ee se géif no an no ofschaffen. Et geet och anescht am digitalen Zäitalter!

(Interruption)

Et dauert op jidde Fall alles vill ze vill laang!

Da brauchen d'Betriber Plaz, fir sech néierzeloossen. Wou sti mir am Dossier Google? Deen Dossier ass en Trauerspill vun Intransparenz! Wat geschitt mam Terrain Google, wa Google net kënnt? Ech soen Iech just: Vill Betriber wäre frou, wa se do eng Kéier eng Äntwert kréichen. Wéini gëtt do eng Decisioun geholl?

Da kënne mer eis hei zu Lëtzebuerg glécklech fillen, datt mer eng Bankeplaz a Finanzindustrie hunn. Mee do gesinn d'Zäiten, ech hunn et scho gesot, net méi esou roseg aus. D'Kompetitivitéit huet am Verglach zu anere Länner, zu den Haaptkonkurrenzlänner, ofgeholl.

Une voix | Richteg!

Mme Martine Hansen (CSV) | An dofir begréisse mer och déi Mesuren, fir Talenter unzezéien op Lëtzebuerg. Déi begréisse mer och! A genau duerfir ass et och fir eis extreem wichteg, den Triple-A ze behalen, well déi Finanzplaz esou eng grouss Bedeitung huet. 80 % vum IRC vum Staatsbudget komme vun der Finanzplaz. De Laurent Mosar huet eng Interpellatioun zur Situatioun vun der Ekonomie hei zu Lëtzebuerg ugefrot. Dofir gräifen ech deem elo net méi vir. Hien huet do nach Zäit, fir dat ausféierlech ze maachen. A mir hoffen, datt déi dann an deenen nächste Woche kënnt.

Ech bleiwen awer bei der Ekonomie an ech bleiwe beim primäre Wirtschaftssecteur: der Landwirtschaft. Als CSV sti mer kloer zur Landwirtschaft: Gaardebau, Wäibau, Uebstbau. A mir stinn zu enger Landwirtschaft, där hir primär Aufgab doranner besteet, gesond Liewensmëttel ze produzéieren. Mir stinn net fir eng Landwirtschaft, déi virun allem soll just d'Landschaft fleegen.

Mir stinn zur Liewensmëttelsécherheet als engem Haaptzil vun der EU-Agrarpolitik. Mir stinn zu enger Landwirtschaft, wou Liewensmëttelproduktioun a Klimaschutz mateneeginn, zu enger nohalteger Landwirtschaft. Mir stinn zu enger Agrarpolitik am Dialog a mir hätte gär dat Agrargesetz am Dialog. Mir stinn zu engem Agrargesetz, wat op fachlech novollzéibare Krittäre baséiert, fir d'Emissiounen ze reduzéieren, an net op enger pauschaler Zuel. E Betrib, dee klimafrëndlech gutt schafft, dee kann einfach net duerch eng pauschal politesch Decisioun a senger Entwécklung ausgebremst ginn!

Ech hoffen, mir sinn eis alleguer heibanne bewosst, datt mer jonk, dynamesch Bauere brauchen. A si brauchen Zukunftsperspektiven. A genau déi Zukunftsperspektive kréie se mat dësem Agrargesetz, wat ideologesch Fessele festleet, net!

An och hei soen ech Iech: Et ass extreem traureg, datt dës Regierung et verpasst huet, matzäit op d'Erausfuerderunge vum Klimaschutz ze reagéieren. Dir hutt bis 2021 d'Bauere gezwongen, méi grouss ze ginn, méi Déieren ze halen, fir datt se kënne Bäihëllefe kréien. Dir hutt et net fäerdegbruecht, e System – a mir hunn dat e puermol gefrot – vun eenzelbetriblechen Nohaltegkeetschecken, Klimachecken, opzebauen.

A fir et elo ze maachen, sot den Här Minister eis an der Kommissioun, dat wär ze vill komplizéiert, d'Zäit géif fortlafen. Da soen ech: D'Regierung hätt sech missen éischter op déi hënnescht Féiss stellen! A fir elo ganz einfach de Ball dann erëm bei d'Baueren ze geheien, well d'Regierung et verschlof huet, eppes Anstänneges op den Dësch ze leeën, dat geet net! Dat ass definitiv ze einfach!

An duerfir hu mer och eng Motioun, déi ech hei deposéieren, wou mer soen: De Ministère, de Landwirtschaftsministère, huet d'Manpower. De Landwirtschaftsministère huet alleguer d'Donnéeën. A wa mer eis hei eens sinn a mir huelen d'Demonstratioun eescht, déi gëschter hei war, mir huelen déi eescht, déi u sech soen, si wéilte gären d'Liewensmëttelsécherheet, si wéilte gären d'Familljebetriber ënnerstëtzen, si wéilte gären ökologesch Verantwortung gemeinsam iwwerhuelen, si wéilte gären en Agrargesetz, wat reell Perspektiven opweist, wa mer dëse Secteur gäre wëllen ënnerstëtzen, wa mer gäre wëllen de jonke Bauere Perspektiven opweisen, richteg Perspektiven opweisen, da musse mer d'Landwirtschaft kënnen nohalteg gestalten!

Ech kéint elo nach eng Kéier den Dräieck eraushuelen. Wann ech just deen ee Wutz vum Naturschutz an d'Luucht hiewen, da fält dee ganze Buttek erof, dann hu mer herno keng Landwirtschaft méi. An dat geet net!

Also, duerfir invitéiere mer d'Regierung hei, an den Här Minister mat senger Verwaltung, datt d'Artikele 6 a 7 ..., wou déi Uewergrenz vun zwou theoreeteschen Aarbechtskräfte festgehale gëtt, Aarbechtskräften, déi Beräicher, Déierenhaltung ... Ab där muss een eng Geneemegung ufroen a wann d'Ziler net erreecht sinn, kritt ee keng Geneemegung; Krittären, déi absolutt näischt aussoen doriwwer, ob de Bauer klimafrëndlech schafft oder net. Mir fuerderen also de Ministère op, datt en dës Artikelen iwwerschafft mat Krittären, déi wëssenschaftlech, technesch nozevollzéie sinn ...

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | ... an déi zielführend sinn, fir d'Emissiounen ze reduzéieren, fir eis dat als Dialogpabeier fir d'Baueren a fir an d'Kommissioun an den nächste puer Wochen ze presentéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant les revendications que les agriculteurs ont formulées récemment lors d'une manifestation devant la Chambre des Députés, à savoir le respect de la souveraineté alimentaire, un renforcement des entreprises familiales, un développement en commun accord de la responsabilité écologique et une loi agraire offrant des perspectives réelles ;

– soulignant l'importance existentielle du secteur de l'agriculture pour la sécurité alimentaire des citoyens et la souveraineté alimentaire de la société ;

– soulignant que les jeunes agriculteurs ont besoin de perspectives réelles et concrètes ;

– soulignant par conséquent l'importance d'exploitations agricoles compétitives et durables ;

– rappelant que l'agriculture exprime une volonté certaine pour faire des efforts en matière de protection du climat ;

– considérant que la taille de l'exploitation seule n'est nullement décisive pour contribuer à la protection du climat,

invite le Gouvernement

– à reformuler les articles 6 et 7 de la loi agraire en tenant compte de critères scientifiquement et techniquement justifiés et vérifiables, afin d'avoir, dans les semaines à venir, au sein de la Commision de l'Agriculture, mais avant tout au sein du milieu agricole, une nouvelle base de discussion pour la réduction des émissions.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Martine Hansen (CSV) | Mir fuerderen also, datt dëst Agrargesetz direkt ugepasst gëtt, an dat am Dialog mat de Baueren! Et ass dee falsche Wee, elo nach méi laang ze waarden. An duerno gëtt jo da gesot: „Et ass ze spéit!"

Här President, d'Basis vun all Nohaltegkeet ass Fridden a Fräiheet a Sécherheet. Dat bréngt mech um Schluss vu menger Ried leider zur Ukrain. Well hei, op dräi Fluchstonne vu Lëtzebuerg fort, fënnt am Moment dee schlëmmste Krich an Europa statt zanter dem Zweete Weltkrich, an dat schonn zanter aacht Méint.

Vill vun eis hate gemengt, dat wär net méi méiglech. Mee mir goufe mat dësem Zivilisatiounsbroch vum Här Putin enges Bessere beléiert. A grad elo lafe mer Gefor, datt dëse Krich nach weider eskaléiert. Ech verweisen op déi rezent russesch Attacken op Kiew an op d'Zivillinfrastrukturen an der Ukrain.

Am Detail wäert de Claude Wiseler an der aussepolitescher Debatt op dëse Sujet fir eis agoen. Ech wëll hei just dräi Messagë soen. Éischte Message: Solidaritéit. Dësen Ugréffskrich ass e Vëlkerrechtsbroch just vu Russland an dem Här Putin. Mir stinn als CSV fir eng onageschränkt Solidaritéit mat der Ukrain an de Leit op der Plaz, déi all Dag vill Misär erliewen.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Dat heescht konkreet och, oppen ze bleiwe fir Flüchtlingen.

Ech hoffen – mir hate Kommemoratiounsdag –, datt d'Leit sech däers nach alleguer erënneren. Meng Mamm huet och missen evakuéiert ginn, mat hiren Elteren, mat hirer Schwëster. Déi ware blesséiert. Et huet ee se misse un e Stull strécken, duerch de Schnéi zu Fouss, an du ware se frou, datt iergendzwousch e Camion se mat op Ell ... Et war net wäit, mee si hunn awer evakuéiert misse ginn a si ware frou, wéi ee se opgeholl huet. An och déi heite Flüchtlinge si frou, wa mer se ophuelen. An do hu mer eng Verantwortung.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | An dat hei heescht och Waffeliwwerungen an och soss Hëllefsgidder liwweren. Mir loossen d'Ukrain net eleng!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Zweetens: Sanktiounen. Den Aggressor ass kloer de Putin. A Russland muss spieren, datt de Krich e Präis huet. Mir stinn als CSV duerfir weider zu de Sanktioune géint Russland.

An drëttens: Perspektiven. Et gëtt och eng Zäit nom Krich. Mir mussen de Leit duerfir och elo scho Perspektiven opweisen a Mutt maachen. An dofir zielt och d'Aussiicht, natierlech no alle Reegelen, op eng EU-Memberschaft an och de wirtschaftlechen Neiopbau vun der Ukrain nom Krich. Well d'Ukrain däerf dëse Krich net verléieren. Si kämpfe fir hir Fräiheet, fir hir Demokratie, mee si kämpfen och fir eis Fräiheet.

De Putin däerf dee Krich net gewannen, soss verléiere mer alleguer. Soss verléiert de Fridden an och eis gemeinsam Fräiheet a Sécherheet.

Här President, eist Land ass an enger schwiereger a villschichteger Kris, eng breet Kris fir déi kleng Leit awer och fir déi breet Mëttelschicht an och fir d'Betriber. Blo, Rout a Gréng huet et an néng Joer verpasst, huet et an de gudde Jore verpasst mat hirer Politik, eist Land a méi nach eis Leit staark ze maachen, fir duerch dës Kris ze kommen. Am Géigendeel, Blo-Rout-Gréng huet an néng Joer verpasst, déi grouss Problemer vun de Leit ze léisen: Wunnengsbau, Klimaschutz, Gesondheet, Mobilitéit a villes méi.

Blo-Rout-Gréng ass awer ugetrueden, fir alles besser a méi transparent ze maachen. Fakt ass awer, datt villes méi schlecht an och méi däischter ginn ass, net zulescht d'Stëmmung bei de Leit an och bei de Betriber.

Nohaltegkeet muss definitiv d'Setzwo si vun eiser Politik. Just mat Nohaltegkeet kënnt eist Land, a virun allem seng Leit, d'Familljen, erëm an d'Gläichgewiicht zréck, dat mer verluer hunn. An dës Nohaltegkeet huet dräi Sailen: d'Ëmwelt, d'Ekonomie an dat Soziaalt. An dës Nohaltegkeet huet e Mëttelpunkt: de Mënsch. A fir dee maache mer Politik. A fir dee brauche mer Entlaaschtung, well dee muss och erëm selwer an d'Setzwo kommen. Wa mer dat Gläichgewiicht net hikréien, da kippt net just den Nohaltegkeetsdräieck, mee da riskéiert eis Gesellschaft ze kippen – an d'Leit mat.

An duerfir nach eemol: D'Problemer vun de Leit mussen nohalteg geléist ginn, musse mer och

nohalteg kucken a behandelen, dat heescht, vun alle Säiten a mat alle Facetten. A gëschter sot de Premier 26-mol „Verantwortung". Da soen ech: Verantwortung heescht net schéint Wieder. Mee Verantwortung, do ass d'Wuert „Antwort" dran, an där hu mer der gëschter ganz vill gefeelt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | U!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen: „Mir liewen an aussergewéinlechen Zäiten", sou huet de Premier Xavier Bettel gëschter seng Ried ugefaangen. Zäite voller Onsécherheet a voller Ongewëssheet. De 24. Februar 2022 wäert mat Sécherheet als schwaarzen Dag an d'Geschichtsbicher agoen. En Dag, wou Grenzen iwwerschratt gi sinn an engem Domän, wou mer et net méi fir méiglech gehalen hätten. An dat Ganzt hei direkt bei eiser Hausdier!

Mir hu säitdeem weltwäit mat Liwwerenkpäss, mat héijen Energiepräisser a mat enger staarker Inflatioun ze kämpfen. An dat spiert jiddereen.

An esou enger Situatioun zielt géigesäiteg Solidaritéit. A mir halen zesummen. De beschte Beweis dofir ass deen Accord, deen an der Tripartite tëschent der Regierung an de Sozialpartner virun zwou Woche fonnt ginn ass. Et ass en historeschen Accord, deen op en Neits beweist, dass de Sozialdialog zu Lëtzebuerg fonctionéiert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Et ass awer och de Beweis dofir, dass mer hei zu Lëtzebuerg kapabel sinn, Kompromësser ze fannen am Interêt vum Land. An ech soen op dëser Plaz alle Sozialpartner e ganz grousse Merci.

An ongewëssen Zäite brauchen d'Leit an d'Betriber eng Regierung ewéi déi, déi mer hunn. Eng Regierung, déi Verantwortung iwwerhëlt, déi d'Problemer ugeet an déi d'Land mat roueger Hand duerch stiermesch Zäite féiert, mat engem Premier un der Spëtzt, deen d'Rudder fest am Gréff huet.

An Erausfuerderungen, där gëtt et am Moment méi wéi genuch. Nieft dem Krich an der Ukrain an den Energiepräisser sinn dat déi ëmmer méi probabel Wirtschaftskris, Rezessioun, de Klimawandel, de Logement an natierlech och d'Fro vun der sozialer Gerechtegkeet.

De Premier huet gëschter a senger Ried däitlech gesot, dass hien a seng ganz Ekipp all dës Erausfuerderunge wëlle resolutt ugoen. Well et geet hei ëm Problemer, déi alleguerten och Lëtzebuerg concernéieren, well et geet ëm eist Land.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, well et ëm eist Land geet, hu mer an de leschte Jore grouss budgetär Ustrengunge gemaach, fir de Leit, de Betriber an den Independanten zur Säit ze stoen. Jo, Krisenzäite si keng Zäite fir Austeritéitspolitik. Aus de Feeler vun de viregte Regierungen hu mer déi richteg Schlëss gehollt. Mir hunn eis net doutgespuert, mee d'Leit an d'Betriber bei der Relance ënnerstëtzt.

Zu Lëtzebuerg hu mer, zanter der Pandemie, wäit iwwer 5 Milliarden Euro an de Grapp gehollt, fir duerch déi sëllege Krisen ze kommen a gläichzäiteg d'Land zukunftsfit ze maachen.

D'Demokratesch Partei steet voll a ganz hannert där Politik.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Loosst mech dofir mol nach eng Kéier op eng Rei Mesuren agoen, ugefaange mat de Mesuren aus der Covidpandemie.

Fir géint d'Pandemie virzegoen an den Impakt vun der Kris op eist Land ofzefiederen, huet de Staat direkt e Solidaritéitspak ausgeschafft, deen am Joer 2020 2,6 Milliarden Euro kascht huet.

Ouni de Chômage partiel, ouni Hëllefe fir d'Entreprisen, ouni Hëllefe fir verschidde Secteuren, wéi de Konschtsecteur zum Beispill, an ouni eng ganz Rëtsch aner Aiden, wär eis Ekonomie haut um Buedem. D'Chômagezuele wären explodéiert a vill Leit wären an d'Aarmut gerutscht. Dat ass net geschitt, duerch déi Mesuren, déi mer gehollt hunn. An doriwwer sollte mer eis alleguer zesummen emol freeën.

Mir hunn dobäi virun allem un déi Schwaach an eiser Gesellschaft geduecht. Jo, mir hu keen am Ree stoe gelooss. Ech erënneren nach eemol drun, dass d'Allocation de vie chère verduebelt ginn ass an dass d'Mindestlounempfänger an där Zäit vum Chômage partiel 100 % vun hirer Pai ausbezuelt kritt hunn, eng eenzegaarteg Mesure an Europa. Keen anert Land an Europa huet sech wärend der Kris esou sozial gewise wéi Lëtzebuerg! An dorobber kënne mer zu Recht stolz sinn.

An der Pandemie ass och en zweete Pak, de sougenannten „Neistart Lëtzebuerg" lancéiert ginn. An deem Pak vu ronn 750 Milliounen Euro sinn nei Jalone fir Lëtzebuerg gesat ginn. Ganzer 23 Moossnamen hunn derfir gesuergt, dass Aarbechtsplaze gesëchert gi sinn, an dat a verschiddene Secteure wéi dem Horeca zum Beispill, dass dee weider Ënnerstëtzung kritt huet.

Vill Leit hunn och vum 50-Euro-Bong profitéiert, fir d'Land aus senger touristescher Siicht ze entdecken.

An zousätzlech hu mer e Relance- a Solidaritéitsfong geschaf, deen ënnert anerem d'Transitioun zu enger méi nohalteger Wirtschaft beschleunegt huet.

Och hei gouf séchergestallt, datt kee vergiess gëtt. Notamment goufen d'Loyeren am leschte Joer nach eemol agefruer. D'Regierung huet also e ganz grousse finanzielle Präbbeli opgespaant, mat deem keen am Ree stoe gelooss ginn ass.

Och no der russescher Invasioun géint d'Ukrain huet eis Regierung ganz séier reagéiert. Mat de Mesurë vum Energiedësch goufe weider wichteg Hëllefen decidéiert, fir d'Kafkraaft vun de vulnerabele Stéit ze stäerken, well et si si, déi am schlëmmste vun der Präisdeierecht getraff sinn.

D'Allocation de vie chère gouf gehéicht, fir deene sozial schwächste Familljen duerch d'Energiekris ze hëllefen. D'Stéit kruten hei tëschent 200 a 400 Euro Energieprimm. Doriwwer eraus ass d'Limitt, fir d'Allocation de vie chère ze kréien, ëm 25 % gehuewe ginn. Méi Leit konnten also duerch dës Mesure an de Genoss vun der AVC kommen. Och d'Reseauskäschte vum Gas a vum Stroum sinn op null gesat ginn, wat bei engem Duerchschnëttsstot bis zu 500 Euro ausmaache kann.

Ech erënneren drun: Dat ware Mesuren, déi virun der éischter Tripartite-Ronn beschloss goufen. D'Regierung war zënter Ufank vun der Kris op Zack an huet zäitno an effikass reagéiert, fir de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass nëmmen den Ufank vun deem, wat fir d'Leit a besonnesch fir déi sozial manner gutt gestiwwelt Leit an awer och fir d'Betriber hei am Land gemaach ginn ass. An dat ass net näischt, ganz am Géigendeel!

Wéi d'Energiepräisser an d'Inflatioun ugezunn hunn, huet de Premier Xavier Bettel eng Tripartite zesummegeruff, bei där den éischte Solidaritéitspak decidéiert gouf. An erlaabt mer hei och nach eemol eng Kéier kuerz drop anzegoen, wat an deenen iwwer 800 Milliounen alles dragestach huet, fräi nom Motto: „Tue Gutes und sprich darüber!" Ech wëll hei ënnersträichen: Dat gëtt heiansdo verwiesselt, mee dee Sproch kënnt net aus der Bibel!

D'Zil vum Solidaritéitspak 1.0 war, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen an Aarbechtsplazen ofzesécheren, Mesuren, déi schonn zum Deel a Vergiessenheet gerode sinn. An dofir widderhuelen ech se, well do si Mesuren drënner, déi lafen elo nach ëmmer.

Mam Verréckele vun der Indextranche vum Juli 2022 ass de Steierkreditt Energie agefouert ginn, deen de Stéit mat méi niddregem a mëttlerem Akommes hire Kafkraaftverloscht kompenséiert, voire iwwerkompenséiert, an déi Mesure leeft nach bis den 1. Abrëll d'nächst Joer. An et ass déi éischte Kéier, wou d'Stéit hei zu Lëtzebuerg esou eng cibléiert Kompensatioun kritt hu fir d'Verréckele vun enger Indextranche.

Nom selwechte Prinzipp kruten och d'Beneficiairë vum REVIS a vum Revenu pour personnes gravement handicapées en Equivalent zum Steierkreditt.

Mir hunn d'Kannergeld 2021 erëm indexéiert. A fir dass d'Familljen net sollten drënner leiden, dass d'Indextranche am Juli verréckelt ginn ass, hu mer d'Échelle mobile des allocations familiales agefouert, esoudass d'Indexéierung vum Kannergeld net verréckelt ginn ass am Juli.

Mir hunn d'Subvention loyer gehéicht an d'Loyere weider agefruer. D'Studentebäihëllefe si gehéicht ginn, besonnesch well si och vun der Präisdeierecht betraff sinn, an dat an der Moyenne ëm 7 %. Mir hunn eng temporaire Reduktioun vu 7,5 Cent um Bensinn, dem Diesel an dem Masutt agefouert, déi nach eemol ëm ee Mount verlängert ginn ass.

A mir hunn eng cibléiert Hëllef fir d'Entreprisë mat extra héijen Energiekäschten agefouert. Mir hunn de Régime d'aide fir Entreprisë mat Liquiditéitsproblemer decidéiert an eng staatlech Garantie erlaabt hinnen, e Prêt opzehuelen. En anere Régime d'aide iwwerhëlt en Deel vun de Käschten, déi de Betriber duerch den europäeschen ETS-System entstinn. A mir hunn natierlech och d'Prime House fir eng energeetesch Sanéierung gehéicht.

Här President, all déi Mesurë stäerken d'Kafkraaft vun de Leit a si bréngen de Betriber Previsibilitéit.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Wéi ech scho virdru gesot hunn, gouf viru Kuerzem den zweeten Accord an der Tripartite decidéiert. Tëschent dem éischten an dem zweeten Accord, ech wëll dat nach eng Kéier ënnersträichen, do leie just sechs Méint.

De Solidaritéitspak 2.0 huet eng Héicht vun 1,1 Milliarden Euro. D'Regierung huet dobäi op dräi grouss Prioritéite gesat. Éischtens: d'Inflatioun bekämpfen. Zweetens: d'Kafkraaft stäerken. An drëttens: Aarbechtsplazen a Betriber ofsécheren.

Och hei wäert ech nach eemol d'Mesuren opzielen. Déi nächst Indextranche gëtt ganz normal ausbezuelt, normalerweis am Ufank vum nächste Joer. Am Abrëll 2023 gëtt dann déi Indextranche normal ausbezuelt, déi am Juli 2022 verréckelt ginn ass. Um Index gëtt also weeder gefréckelt, nach ass den Index a Fro gestallt. Dat kann een och hei uewe vun dëser Plaz aus net oft genuch widderhuelen!

D'Gaspräisser ginn op enger Hausse vu maximal 15 % gedeckelt, d'Stroumpräisser gi fir dat nächst Joer

ganz agefruer, de Masutt geet ëm 15 Cent pro Liter erof an et gëtt och eng Präisreduktioun bei den Holzpellets. Fir all dat bezilt de Staat d'Differenzen. D'TVA wäert erofgesat gi vu 17 % op 16 % respektiv vu 14 % op 13 % oder vun 8 % op 7 %. D'Energieprimm an d'Allocation de vie chère gi fir 2023 verlängert. Nieft den Indexupassungen gëtt am Januar och de soziale Mindestloun ëm 3,3 % gehéicht. D'Präisser an den Alters- a Fleegeheimer kënnen nëmmen nach mat enger Indextranche erhéicht ginn. Fir de Rescht si se gedeckelt. Kleng a mëttelgrouss Betriber kënnen eng nei Energiehëllef ufroen an et sinn och eng Rëtsch Hëllefen am Kader vun der energeetescher Transitioun decidéiert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn Iech elo den Iwwerschlag gemaach vun de Mesuren aus der Covid-pandemie, awer och vun den zwee Solidaritéitspäck an dem Energiedësch. A wéi gesot, mir leien do däitlech iwwer 5 Milliarden, déi mer an de Grapp geholl hunn. An déi 5 Milliarden, déi stoungen natierlech net am Koalitiounsaccord an déi konnte mer och net virausgesinn.

Et war mer wichteg, dës Mesuren nach eng Kéier opzezielen, well ech ginn nämlech d'Gefill net lass, dass verschidde Leit heibannen – absichtlech oder och net – déi Mesurë schonn erëm vergiess hunn oder se gär vergiess hätten an de Compteur einfach op null stellen, fir mat anere Fuerderunge finanzieller Natur hei op d'Riednerpult ze kommen.

Dobäi ass d'Gesetz vum Solidaritéitspak 2.0 emol nach net gestëmmt. D'Mesurë sinn nach net um Lafen an d'Mesurë vum Solidaritéitspak 1.0 sinn emol nach net färdeg. Wéi gesot: „Tue Gutes und sprich darüber!"

D'Fro vun der sozialer Gerechtegkeet spillt besonnesch a Krisenzäiten eng ganz wichteg Roll. Mir hunn awer net op d'Kris gewaart, fir fir méi Gerechtegkeet ze suergen, och an der Steierpolitik. D'DP steet fir e gerechte Steiersystem, deen der Situatioun vun haut entsprécht. A mat der Steierreform vun 2017 hu mir gewisen, dass dat fir eis eng Prioritéit ass. Jo, ech soen dat kloer an däitlech zu de Kolleegen hei zu menger Rietser: 2017 gouf et eng Steierreform, och wann dat bei menger Virriednerin entweeder vergiess ginn ass oder vläicht einfach ausgeblent ginn ass. Mir hu mat der Steierreform vun 2017 déi kleng a mëttel Revenue staark entlaascht!

Mir hunn d'Steierkreditter sozial gestaffelt. Ech ginn Iech e Beispill: An der Steierklass 2 ass eng Famill mat 45.000 Euro Joresakommes bei der Akommessteier ëm 34 % entlaascht ginn, woubäi eng Famill mat 250.000 Euro just mat 4 % entlaascht ginn ass.

Mir hunn de Spëtzesteiersaz gehéicht, andeem mer eng Tranche vun 41 % op 42 % agefouert hunn, am Sënn vun der sozialer Gerechtegkeet.

Jo, léif Frënn: Dat huet eng DP-gefouert Regierung mat engem DP-Finanzminister duerchgesat!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mir hunn d'Steierkreditter fir Persoune mat engem klengen Akommes verduebelt. De Steierkreditt fir elengerzéiend FamilLen ass op 1.500 Euro verduebelt ginn, well mer wëssen, dass et grad déi Leit sinn, déi dem Aarmutsrisiko am meeschten ausgesat sinn.

De Conseil économique et social huet confirméiert – an ech mengen, de Conseil économique et social, dat ass en Organ, op dat ee ka vertrauen –, dass de sougenannte Mëttelstandsbockel mat där Steierreform vun 2017, déi verschidde Leit heibanne vergiess hunn, ofgeflaacht ginn ass.

Zousätzlech dozou hu mer 2019 e spezifesche Steierkreditt fir Mindestlounempfänger agefouert, dee fir bis zu 70 Euro netto am Portmonni bei deene Leit suergt.

Mir hunn d'Indexéierung vun de Familljeleeschtungen erëm agefouert, déi eng viregt Regierung ausgesat hat.

Am Januar sinn de REVIS, den RPGH an de Mindestloun ëm 2,8 % an d'Luucht gaangen an d'Publikatioune vum Statec weisen, dass den neie REVIS déi concernéiert Menagen immens entlaascht huet.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass sozial Gerechtegkeet!

D'Bierger goufen awer net nëmme steierlech entlaascht an de leschte Joren, mee si kruten och geziilt Geld a Sachleeschtungen, fir déi kleng a mëttel Revenue weider ze entlaaschten. Ech kommen duerno nach eng Kéier dorobber zréck.

Fir méi Steiergerechtegkeet goufen och vun engem DP-Finanzminister Abuse bei de Steieren ofgeschaaft. Ech denken hei besonnesch un de Regimm vun de Stockoptions, awer och un d'Besteierung vun de FIS immobiliers.

Mir hu mam Budget 2021 d'Fongen, déi Revenuen aus Lëtzebuerger Immobilie kréien, mat 20 % besteiert. An och den Amortissement accéléré – an et ass haut schonn e puermol driwwer geschwat ginn – hu mer manner attraktiv gemaach, andeems mer d'Dauer an den Taux vum Amortissement erofgesat hunn.

D'Sociétés de gestion de patrimoine familial kruten explizitt verbueden, iwwer aner Gesellschaften indirekt Gebaier ze iwwerhuelen. Mir sinn och d'Sharedeals ugaangen, andeems den Droit de mutation verdräifacht ginn ass. Am Summer gouf d'Subvention loyer an der Moyenne ëm 50 % gehéicht, fir der Evolutioun vun de Loyerspräisser um Maart Rechnung ze droen.

Mir bleiwen awer do net stoen, neen, dës Koalitioun ass gewëllt, op där Schinn weiderzefueren. De Budget 2023 gesäit eng méi héich Ënnerstëtzung fir d'Familles monoparentales vir, andeems de Kreditt vum 1. Januar 2023 eropgeet op héchstens 2.505 Euro.

Mir wäerten net nëmmen de Montant vum Steierkreditt ëm 1.000 Euro an d'Luucht setzen, mee och vill méi wäit an d'Mëttelschicht eran de maximale Steierkreditt ausbezuelen. Do gi mer vun engem Joresakommes vu 35.000 Euro erop op 60.000 Euro Joresakommes. Ech mengen, dat ass wierklech e ganz substanzielle Schrëtt.

Mam Budget 2023 wäert och den Amortissement accéléré nach eemol manner attraktiv gemaach ginn. An Zukunft kann de Steierzueler just nach maximal zweemol am Liewe vum Amortissement accéléré profitéieren.

Dat si Mesuren, déi mer am Kader vum Steierdebat, dee mer am Juli hei haten, ugeschwat hunn, déi mer gefuerdert hunn. An dat gëtt elo ëmgesat an dat ass och gutt esou.

Weider hu mer an de leschte Jore vill Mesurë geholl, fir d'Chancëgläichheet vun de Kanner ze stäerken an och fir d'Familljen ze entlaaschten. D'Familljen – a soumat och d'Monoparentaux, well et gëtt oft vergiess, dass d'Monoparentaux och Famillje sinn –, si profitéieren haut vun enger Rei vu gratis Sachleeschtungen. An der viregter Legislaturperiod hu mer d'Kannerbetreiung an de Crèchen 20 Stonne gratis gemaach an och d'Schoulbicher goufe gratis. Dëst Joer hu mer d'Gratuitéit an de Musekschoulen, d'Mëttegiessen an de Kantinnen, Maison-relaisen an och d'Hausaufgabenhëllef agefouert.

Mir däerfen net zouloossen, dass Jugendlecher oder Kanner näischt oder manner gesond iessen, well de Portmonni vun den Elteren doheem dat net erlaabt. All Kand an all Jugendleche muss d'Recht op eng héichwäerteg Moolzecht hunn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An d'gratis Mëttegiessen an der Schoulkantin, am Fondamental, ass dowéinst eng Mesure, déi eis ganz, ganz um Häerz läit.

Fir d'Familljé vun engem Schüler, deen all Dag an d'Kantin geet, maachen dat am Joer bis zu 846 Euro Entlaaschtung fir de Portmonni vun den Elteren aus. Och dat, Kolleeginnen a Kolleegen, ass substanziell.

Eleng d'gratis Maison relais wärend de Schoulwoche chiffréiert sech an der Moyenne, jee no Revenu tëschent 300 a 1.400 Euro d'Joer pro Kand. Och dat ass net näischt!

Eis Sozialpolitik ass awer och generatiounsiwwergräifend. Esou hu mer den Accueil gérontologique fir Alters- a Fleegeheimer reforméiert. All eeler Persoun soll d'Méiglechkeet hunn, an engem Alters- oder Fleegeheim ënnerzekommen, d'Servicer ze notzen; onofhängeg vun hirem Revenu. Mir suergen och dofir, dass an dëser Kris d'Präisser an den Heemer nëmme limitéiert klamme kënnen. Mam Solidaritéitspak 2.0 hu mer och dofir gesuergt, dass d'Präisser nëmmen nach duerch d'Erfale vun enger Indextranche kënnen erhéicht ginn. Dovun ofgesi bleiwen déi Präisser gedeckelt.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn Iech den Iwwerschlag gemaach vun de Mesurë vun de leschte Joren. An da géif ech ganz gär d'Fro stellen: Wou ass de Bling-Bling? Oder, ech muss mech haut ëmstellen a mengem Wording, et ass jo net méi „Bling-Bling", et ass jo elo: Wou ass d'Club-Med-Mentalitéit vun dëser Regierung, wann ee kuckt, wat alles fir d'Leit gemaach ginn ass? An ech géif nawell gäre wëssen, wat vun deene Mesuren, déi ech elo opgezielt hunn – an et sinn der eng Hellewull –, wat fir eng Mesuren d'CSV dann net gemaach hätt.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'DP op alle Fall steet felsenfest zu all deene Mesuren hei. Fir eis sinn et Investissementer an d'Leit vun dësem Land. Et sinn Investissementer an d'Zukunft vun dësem Land. Et sinn Investissementer an eis Kanner. An dozou sti mir zu 100 %.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer eis haut iwwerhaapt esou Depensen erlabe kënnen, dann ass et, well säit 2013 eng virsiichteg Politik hei am Land gemaach ginn ass. Ech erënneren – an ech weess, dass deen een oder aneren dat elo net gären héiert – un d'Nott vum Formateur aus dem Joer 2013, an där stoung, dass eis Staatsschold à politique inchangée, dat heescht, wann déi nei Regierung mat der Politik vun der CSV weidergefuer wär, ...

(Interruption)

... dass eis Staatsschold à politique inchangée vu 24,3 % vum PIB am Joer 2012 op 29,2 % am Joer 2016 geklomme wär – am Joer 2016 à politique inchangée! Abee, ech muss Iech soen: Gutt, dass mer e Politikwiessel gemaach hunn!

M. Gilles Roth (CSV) | War d'CSV eleng an der Regierung?

Une voix | Vu wéini un?

M. Gilles Baum (DP) | Vu wéini un?

M. Gilles Roth (CSV) | War d'CSV eleng an der Regierung?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Et sinn ëmmer déi aner bei Iech!

M. Gilles Baum (DP) | Ech ... Här Roth, Här Roth, ...

(Interruption)

... ech referéiere mech just op d'Nott vum Formateur. An ech soe ganz kloer: Nee, d'CSV war net eleng an der Regierung, mee si hat de Premierminister ...

(Brouhaha)

... an de Finanzminister. Voilà!

M. Claude Wiseler (CSV) | An Dir mengt, no 2013 ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... hätt d'CSV näischt changéiert, wa se an der Regierung gewiescht wär, hätt se net eng Politik adaptéiert?

M. Gilles Baum (DP) | Dat wär ...

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech mengen, Dir verkennt d'politesch Realitéit vun hanne bis vir a vun uewe bis ënnen!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Ech huelen dat doten un, Här Wiseler. Mee op alle Fall wäerte mer ni gewuer ginn, wéi d'Staatsschold evoluéiert hätt, wann d'CSV an de leschten zéng Joer an der Regierung gewiescht wär.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler (CSV) | Dat ass zwar absolutt richteg, wat Der sot ...

M. Gilles Baum (DP) | Do kënne mer maachen, wat mer wëllen, dat wäert heibannen ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler (CSV) | Dat ass absolutt richteg, mee dat ass awer och dat Eenzegt, wou der Recht hutt!

M. Gilles Roth (CSV) | Wësst Der, d'Notes au formateur, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... hein, déi si relativ! Ech soen elo net méi.

(Interruptions)

M. Gilles Baum (DP) | Kommt, ech fuere weider.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Wann Der just erlaabt, ech muss mech awer hei virun eng Fonction publique stellen, déi eis Notte schreift, déi dat independant mécht. Ech fannen et vun engem fréiere Beamten, esou sengen Exkolleegen an de Réck ze falen, zimmlech schlëmm!

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions)

M. Gilles Baum (DP) | Mir hunn, wéi mer 2013 an d'Regierung komm sinn, och misse mat eppes kämpfen, wat net onbedéngt virgesi war, dat war d'Ewechfale vum Commerce électronique. An awer hu mer dat Zil vun den 30 % vun der Staatsverscholdung ëmmer am A behalen. An dat bleift och elo esou.

Jo, mir hunn et fäerdegbruecht, d'Scholdespiral ze briechen. Mir hunn an de Jore virun der Pandemie d'Staatsfinanze sanéiert a mir konnte souguer virun der Pandemie erëm en Iwwerschoss am Zentralstaat verbuchen, eng Situatioun, déi et virdru just Mëtt den 2000er virun der deemoleger Finanzkris ginn ass.

Ouni Pandemie, ouni Energiekris, ouni Krich an der Ukrain géife mer haut bei enger Staatsschold vu 17,6 % leien.

Jo, eis Staatsschold wär haut däitlech méi kleng wéi se 2013 war, wéi mer d'Rudder iwwerholl hunn, an dat, obwuel mer massiv, massiv Investissementer an d'Zukunft vum Land an an d'Zukunft vun de Leit gemaach hunn. Mir hu Retarden opgeholl, jo, Retarden, déi sech besonnesch och am ëffentlechen Transport accumuléiert hunn.

D'nächst Joer leien eis ëffentlech Investissementer bei 3,8 Milliarden. Dat ass e Plus vun enger Milliard par rapport zum leschte Joer. An erlaabt mer dat ze soen: Dat ass gewalteg!

2013 louchen d'Investissementer just bei annerhallwer Milliard, also bei der Hallschent vun haut. D'Investissementer sinn an deenen zéng Joer deemno verduebelt ginn. Elo erlaabt mer d'Fro nach eng Kéier, ob dat, wat an deenen zéng Joer gemaach ginn ass, ob dat Bling-Bling-Politik war oder – wéi et haut elo neierdéngs heescht, ech muss mech nach do un deen Term gewinnen – ob et Club-Med-Politik war. Abee, ech wäert d'Leit dobausse froen, ob Club Med-Politik gemaach ginn ass fir d'Land a fir d'Leit heibaussen. An ech wäert dann op deem doten Term ..., ech wäert mer deen opschreiwen, ech wäert da Referenz op d'CSV huelen, wann ech mat de Leit iwwert d'Club-Med-Politik vun dëser Regierung schwätzen.

A puncto Staatsfinanze seet d'Oppositioun ëmmer erëm, dass d'Majoritéit keen Apel fir den Duuscht op d'Säit geluecht hätt. En Apel fir den Duuscht: Et ass e richtegen, richtege Lëtzebuerger Ausdrock, deen awer kaum nach ee vun där jonker Generatioun kennt. Och dat wäert ech an Zukunft da probéieren, der jonker Generatioun ze erklären. Mee loosst mech mech elo erklären!

Kolleeginnen a Kolleegen aus der Oppositioun, sot eis emol, an ech mengen, et géif eis wierklech heibannen interesséieren, wéi eng Mesuren, déi dës Regierung an dës Chamber ..., zum groussen Deel hu mer se alleguer zesumme geholl, eng CSV an der Pandemie net geholl hätt oder wat fir eng Mesuren elo an der Energiekris vun der CSV net geholl gi wären. Wéi eng Investissementer hätt Der vläicht net getätegt? Wou hätt Der gespuert? Hätt Der vläicht manner Schoule gebaut? Hätt Der manner an den ëffentlechen Transport investéiert? Hätt Der de Leit an de Betriber wärend der Pandemie keng Aiden ausbezuelt? Ech kann éierlech soen: Ech ka mer dat net virstellen!

Dofir sot eis kloer an däitlech, wou Dir de roude Bic ugesat hätt! An ech soen Iech: D'Investissementer, déi mer déi lescht Jore getätegt hunn, d'Sachleeschtungen, déi mer déi lescht Joren ausbezuelt hunn, dat waren déi richteg Decisiounen. Déi extraordinär Efforten an de Krisen waren déi richteg Decisiounen. A mir hunn derfir gesuergt, dass Land a Leit an dëse Krisen net an d'Gette gaange sinn an och net wäerten an d'Gette goen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mir hunn ... a mir wäerten eis Staatsfinanze weider responsabel verwalten, esou wéi mer et an der Vergaangenheet gemaach hunn. A wann ech vun der Stabilitéit vun de Staatsfinanze schwätzen, da schwätzen ech och – an zemools – vun der Staatsverscholdung.

D'Koalitioun huet sech souwuel am éischte Koalitiounsaccord wéi och am zweeten d'Zil gesat, fir d'Staatsschold zu all Moment ënner 30 % vum PIB ze halen. Fir deen een oder aneren ass dat just eng Zuel, mee wann ee sech dermat befaasst an et huet een de Moien der Madamm Finanzminister nogelauschtert, da weess een, dass hannert där Zuel ganz einfach d'Zukunft vun eisem Land steet.

D'Verschëldung par rapport zum PIB ass en essentielle Krittär, fir d'Staatsfinanze vun engem Land ze beurteelen. Et gëtt also e gudde Grond, firwat dat an dësem an och schonn am leschte Koalitiounsaccord stoung. Besonnesch als klengt Land ass et wichteg, d'Staatsverscholdung niddreg ze halen. Wa mir esou e wichtege Krittär net respektéieren, da riskéiere mer, den Triple-A ze verléieren. Dat wär eng Katastroph fir eise Finanzsecteur. An dat hätt ganz, ganz schlëmm Konsequenzen op eis Staatsrecetten an dat heescht: ganz schlëmm Konsequenzen fir dat ganzt Land!

Et muss ee bedenken, dass mir als Grand-Duché just eent vun engem Grapp vu Länner sinn, déi esou eng Bewäertung opweises hunn. Mir däerfen dat Vertrauen an déi finanzpolitesch Stabilitéit hei am Land net verléieren a mir däerfen net liichtfankeg déi 30 % hei op d'Spill setzen!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'Finanzplaz mécht iwwer en Drëttel vun eisem PIB aus. An an de Recettë vum Staat sinn et iwwer 35 %.

Doriwwer eraus bedeit eng méi héich Schold mat steigenden Zënsen natierlech och méi Scholdzënsen. Dat ass en Aspect, dee mer an de leschte Joren aus den Ae verluer hunn, well d'Zënsen immens déif respektiv bei null louchen. Mee mat der Hausse vun den Zënse muss gesot ginn, dass d'Scholde fir de Staat och an Zukunft wäerten däitlech eropgoen.

Am Moment, mir hunn et de Moien héieren, bezuele mer all Joer 130 Milliounen Euro Zënsen op eis Schold. A wann eis Schold effektiv bis 2026 esou géif eropgoen, da géif déi Zomm, déi Scholden déi mer musse bezuelen, bis op 400 Milliounen eruwuessen. An déi 400 Milliounen, Kolleeginnen a Kolleegen, déi 400 Milliounen, déi feele fir sozial Transferten a fir Investissementer!

Dat wëll ech deenen ze bedenke ginn, déi awer mengen, et wär gerechtfertegt, un déi 30 %-Grenz fréckelen ze goen. Da feelen eis duerch d'Scholdzënsen eleng 400 Milliounen.

Jo, mir hunn et de Moie vun der Finanzministesch héieren: D'Trajectoire bis 2026 seet eis, dass d'Staatsschold bis op 29,5 % vum PIB kéint klammen. Dat ass net gutt, mee opgrond vun der Situatioun an der noutwendeger Envergure vun den Hëllefen an der Pandemie vum Solidaritéitspak 1.0 an 2.0 waren déi Investissementer zu dësem Moment ganz einfach alternativlos.

Eis Situatioun vun der Staatsschold wär ouni d'Krisen haut eng aner. Mir géifen d'nächst Joer bei enger Verscholdung vu vläicht 20 % par rapport zum PIB leien an net bei 26,3 %. 2026 wäre mer dann nach ëmmer däitlech ënnert der 30 %-Limitt, warscheinlech bei 23,5 %.

Dës Hausse vun der Staatsschold – an dat weess jiddwereen heibannen, dat kann och elo kee verneinen, et kann och kee soen, en hätt näischt dovunner gewosst –, dës Hausse vun de Staatsscholden ass besonnesch op déi iwwer 5 Milliarden Euro extraordinär Depensen zréckzeféieren, déi mer getätegt hunn, fir an dëse Krisen hei d'Uewerwaasser ze halen.

Jo, an der Kris ware Mesuren, déi ech virdrun opgezielt hunn, an et waren déi richteg Mesuren, Mesuren, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze halen a fir eis Betriber ze stäerken. An dozou sti mir als DP-Fraktioun zu 100 %.

Mir hunn awer e ganz klore Message: Wa mir aus der Kris erauskommen, da musse weider sozial cibléiert Entlaaschtunge fir d'Stéit kommen! Dir braucht Iech do keng Gedanken ze maachen. Mir brauche keng Lektiounen, weeder vu lénks nach vu riets. Mir mussen och net iwwerzeegt gi fir eppes, wat bei eis souwisou ganz, ganz uewen op der To-do-Lëscht

steet. Mir stinn derzou. Mee loosst eis emol kucken, wou mer budgetär stinn a wou mer budgetär histeieren.

Ech wëll et ganz kloer soen: D'Dier fir zousätzlech Steierentlaaschtungen ass net zou.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Och mir wëllen déi kal Progressioun ugoen, schonn eleng aus engem liberale Gedanken eraus. Dat ass eist Engagement, dat steet an eiser politescher DNA.

Mir sinn awer och ganz kloer géint Schëss aus der Hëft, déi eng irresponsabel Budgets- a Steierpolitik mat sech bréngen. Här Roth.

M. Fernand Etgen, Président | Här Baum, den Här Gilles Roth wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech maachen dat do elo net gär, Här ...

M. Gilles Baum (DP) | Dach! Dach! Dach!

M. Gilles Roth (CSV) | ... Här Gilles Baum, mee erlaabt mer just ze froen – „mir schéissen net aus der Hëft a mir wëllen awer Inflatiounsberengegung maachen" –: Wéini wëllt Der déi da maachen? Well wann Der se d'nächst Joer maacht, da spillt se jo an dëser Legislaturperiod net méi.

M. Gilles Baum (DP) | Här Roth, Dir sidd mer elo just vläicht zwou Minutten zevirkomm.

(Brouhaha)

Une voix | E Visionär!

M. Gilles Baum (DP) | E Visionär. E Visionär.

(Brouhaha)

Mir si kloer géint all Schoss aus der Hëft, deen eng irresponsabel Budgets- a Steierpolitik mat sech bréngt. Nee, mir iwwerhuele weider Responsabilitéit fir d'Land, fir haut a fir muer.

Esou, wéi mer dat gëschter vum Premier gesot kruten, schafft d'Regierung u konkreete Mesuren an der Steierpolitik an och un Iddie vun enger grousser Steierreform. Dat begréisse mer an dat ënnerstëtze mer.

M. Gilles Roth (CSV) | Mee entschëllegt, Här Baum, sidd Der mat mer eens? Alles dat, wat elo net virum Dezember kënnt, dat spillt net méi an dëser Legislaturperiod, well eis Verfassung seet ganz kloer, dass d'Steiere järlech fixéiert sinn. An ech ka mer jo bal net virstellen, wann ech den Här Kersch an anerer héieren, dass Der jiddweree géift bei enger Steierreform entlaaschten.

M. Gilles Baum (DP) | Här Roth, ech fueren elo mol einfach weider, ...

(Brouhaha)

... an da kucke mer weider. Awer dat, wat Der eis gesot hutt ...

(Brouhaha)

Mengt net, Här Roth, dat, wat Der eis elo als Informatioun mat op de Wee ginn hutt, mengt net, mir op dëser Säit hätten déi Informatioun net. Awer, Här Roth, näischt verhënnert, sech an onsécheren Zäite Gedanken ze maache fir steierlech Entlaaschtunge fir méi roueg Zäiten, déi – ech mengen, dat hoffe mer alleguerten – geschwë wäerten antrieden.

(Brouhaha)

Jo, d'Demokratesch Partei wëllt eise Steiersystem nach méi gerecht a méi modern maachen. Jo, mir brauche geziilt Steiererliichterungen, déi wäit bis an d'Mëttelschicht eraginn. A jo, mir sinn och fir eng sozial cibléiert Upassung vum Steierbarème, wa sech an der nächster Zäit den néidege finanzielle Sputt dofir opdeet.

Wa mer awer kee Sputt hunn, wa mer awer kee Sputt hunn, da wier esou eng Adaptatioun irresponsabel an och net ze realiséieren.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Voilà! An an deem Kontext ginn ech Iech da ganz kuerz zréck: Et ass awer scho kokass, dass just d'CSV ëmmer erëm d'Upassung vun der Steiertabell freet, wou schliisslech d'CSV et selwer war, déi déi automatesch Upassung vun der Steiertabell ofgeschaaft huet.

(Brouhaha)

Mee bon. Mee bon.

(Interruption)

Une voix | Si hu se net ofgeschaaft.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, ...

(Interruption)

... d'Demokratesch Partei huet, ...

(Interruption)

... d'Demokratesch Partei huet eng kloer Visioun, wéi eng grouss Steierreform an hiren Ae soll ausgesinn, well niewent de Steierentlaaschtunge bleift eng déifgräifend Steierreform néideg. Eist Zil ass a bleift eng Individualiséierung vun der Besteierung. Mir wëllen e moderne Steiersystem, deen de Realitéite vum Liewe vun de Leit vun haut gerecht gëtt. An et muss dem Staat egal sinn, op wéi eng Manéier d'Leit hei zu Lëtzebuerg zesummeliewen.

Egal ob bestuet, gepacst, gescheet, Single, d'Steierklasse mussen ofgeschaaft ginn an et däerf nach just eng ginn, well soss kréie mer d'Steiergerechtegkeet ni, ech betounen dat hei ganz kloer, soss kréie mer d'Steiergerechtegkeet hei zu Lëtzebuerg ni an d'Steierongerechtegkeeten am System ginn ni aus der Welt geschaaft. Dat war, dat ass an dat bleift d'Zil vun der Demokratescher Partei!

Et si rezent e puer mediewierksam Propose gemaach ginn. Et geet ëm eng Steierreform, déi awer trotzdeem géif ronn eng Milliard kaschten, esou eng steet am Raum, obwuel ee sech eigentlech eens war, dass eng grouss Steierreform an dësen Zäiten net ka gemaach ginn, an dat aus guddem Grond.

Zanterhier hu mer einfach weider Krisemesurë missen ergräifen, déi d'Staatskeess a Milliardenhéicht belaaschten. Mir géifen also eng Steierreform op Pomp maachen, eng Steierreform mat Scholden, Suen, déi déi nächst Generatioune muss zréckbezuelen, well mir net de Courage hate fir ze soen: „Am Moment geet et net!"

Genausou wéi d'Demokratesch Partei et weess, wëssen och aner Parteien, dass eng Politik, déi seet: „Ma huel et bei deene Räichen a verdeel et bei deene Klengen!", einfach finanziell a rechneresch iwwerhaapt net opgoe kann, well dat eent dat anert nimools kompenséiere kann.

Kolleeginnen a Kolleegen, sech anzegestoen an der Politik, dass de Sputt dofir – an dat, ouni déi nächst Generatiounen ze belaaschten –, einfach am Moment net do ass, dat gehéiert zu enger responsabeler Finanzpolitik. Mir hunn nach ëmmer mat Verantwortung a Wäitsiicht Finanzpolitik gemaach. An dat musse mir och, mir wëllen et net nëmmen, mee mir mussen dat och an Zukunft maachen.

Dobäi muss ee bedenken, dass sech déi reell Croissance fir dëst Joer nach just op 2,5 % wäert belafen a fir d'nächst Joer op 2 %. A mam zweete Quartal hate mer schonn en Abroch vun engem hallwe Prozent, hunn ech gelies. Dat heescht, d'Rezessioun ass um Wee op Lëtzebuerg, wa se net schonn ukomm ass.

Dat sinn natierlech manner gutt Zuelen, wéi mer se am Budget 2022 virgesinn haten. Do däerfen och déi rezent Zuele vum Finanzministère net falsch verstane ginn. Mir kruten, am Verglach mam leschte Joer, bis elo manner Suen era par rapport zu de budgetiséierte Recetten.

Och gesäit een an den aktuellen Zuelen nach d'Auswierkunge vun de rezenten Hëllefsmoossnamen, Solidaritéitspak 1.0 a Solidaritéitspak 2.0, op d'Staatsfinanzen net. An och d'Inflatioun wäert dat nächst Joer, déi nächst zwielef Méint, bei iwwer 5 % leien.

Wa mer scho bei de Steiere sinn, wëll ech nach e puer Saachen hei ganz kloer soen. Op där enger Säit gi Steierentlaaschtunge gefuerdert, wat duerchaus legitimm ass, an op där anerer Säit ginn erëm Stëmmen haart fir eng Ierfschaftssteier an direkter Linn. Ech soen et hei kloer an däitlech: Dat ass mat der Demokratescher Partei net ze maachen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An der Praxis si mer iwwerzeegt, dass dës Steier ëmmer nëmmen déi trëfft, déi se net evitéiert kréien, also d'Mëttelschicht. D'Erfarungen aus dem Ausland weisen awer och, dass grad Leit mat engem gewëssene Portmonni Weeër wäerte fannen, fir esou eng Steier ze ëmgoen.

Des Weideren ass d'Eegentum, d'Privateegentum vun enger Persoun, jo schonn an der Zäit vun hirem Liewe besteiert ginn. A mir fannen et och just normal, dass den Eegentum an der Famill weiderverierft gëtt.

Besonnesch kleng a mëttelstännesch Betriber maache sech iwwer esou Proposen heibanne Suergen, wann et ëm d'Succesioun geet. Mir verstinn dat. Wat mir net normal fannen, dat ass, wann et zu Situatioune géif komme wéi am Ausland, dass een zum Beispill misst op d'Bank Sue léine goen, fir de Staat ofzeleeën, an dat, fir en Haus kënnen ze iwwerhuelen, wat een normalerweis kéint vun den Elteren ierwen. Kolleeginnen a Kolleegen, dat kann an eisen Aen net sinn!

Mir sinn och weiderhin, mir bleiwen derbäi, géint eng Erëmaféierung vun der Verméigenssteier fir Privatleit. Et si genuch Grënn ginn, firwat dass mer se zu Lëtzebuerg erëm ofgeschaaft hunn, notamment, well den administrativen Opwand extreem grouss war par rapport zu de Steierrecetten, déi erakomm sinn. A generell huet d'Erfarung zu Lëtzebuerg och gewisen, datt se bal näischt erabruecht huet.

Dat ka bei enger Reunioun vun enger Sektioun gutt klénge, et klénge och bestëmmt gutt op engem Parteikongress, dat ass schéin a gutt, mee an der Realitéit sinn esou Saachen awer méi komplizéiert. Mat der Demokratescher Partei kënnen déi Leit, déi all Dag schaffe ginn, déi Leit, déi all Dag d'Äerm eropstrëppen, an déi Leit, déi sech iwwert d'Joren eppes opgebaut hunn, mat eis kënnen déi Leit sécher sinn. Mir setzen eis fir den Erhalt vun Ärem Patrimoine an!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann de Krich an der Ukrain an déi domat verbonnen Energiekris eis eppes geléiert hunn, dann ass et, fir esou séier wéi méiglech vun de fossillen Energië lasszekommen. Eis Gesellschaft ass komplett ofhängeg vun de fossillen Energien. Mir si vulnerabel, mir sinn erpressbar ginn. De russesche Regimm huet d'Energie vun Ufank un als en Drockmëttel géint d'europäesch Länner benotzt. An dat ass inakzeptabel!

Mee och déi méi rezent Decisioun vun den OPEC-Länner, fir d'Produktioun ëm 2 Millioune Barrel den Dag ze reduzéieren an domadder de Präis weider an d'Luucht ze dreiwen, weist, dass dës Länner eis Ofhängegkeet ouni Skrupel ausnotzen.

Mir wësse scho méi laang, dass mer ofhängeg si vu Gas, vu Kuel, vum Pëtrol, a mir mussen dovu fortkommen, och wa mer de Klimawandel wëllen ophalen. Mee déi aktuell Situatioun huet der energeetescher Transitioun nach eng Kéier eng zousätzlech Dynamik ginn, wann net esouguer eng zousätzlech Urgence.

Den Ausbau vu Solar- a Wandenergie mécht eis net nëmme manner erpressbar, mee et ass och schlussendlech besser fir eise Portmonni, a fir de Klimaschutz souwisou.

Dass mir eis net vun engem Dag op deen anere kënnen ëmstellen, dat ass evident. Dofir musse mer kuerzfristeg d'Versuergungssécherheet stäerken an derfir suergen, dass kee Mënsch muss dëse Wanter am Kale sëtze bleiwen.

D'Regierung huet, ënnert der Leedung vum Premier an zesumme mat de Sozialpartner, Verantwortung iwwerholl. A mam Tripartite-Accord ass séchergestallt ginn, dass d'Leit hir Gas- a Stroumrechnungen och an den nächste Méint kënne bezuelen.

D'Energiepräisser sinn trotz allem net esou niddreg, dass heimat en Ureiz géif geschaaft ginn, Stroum an Hëtzes ouni Rücksicht ze verbëtzen. Ganz am Géigendeel: Energie spueren ass a bleift Tromp!

Gläichzäiteg muss weider massiv an erneierbar Energien an an déi energeetesch Transitioun investéiert ginn. Et ass net de Moment, fir bei deenen Efforten och nëmmen e bëssen nozeloossen. Ganz am Géigendeel, mir mussen hei nach méi maachen!

Als DP kënne mer eis och de Virworf net gefale loossen, beim Tripartite-Acord wier de Klimaschutz op der Streck bliwwen, bien au contraire. D'Subventiounen, fir säin Haus energeetesch ze sanéieren, fir seng al Masuttsheizung auszetauschen a fir Fotovoltaikanlagen op den Diecher ze installéieren, ginn nämlech nach eemol däitlech erhéicht. D'TVA fir Solarpanele gëtt op 3 % reduzéiert. An och fir d'Betriber gi weider Ureizer geschaaft, fir méi klimafrëndlech kënnen ze ginn.

Alles dat, a Kombinatioun mat den héijen Energiepräisser, si staark Ureizer fir d'Leit, fir de Schrëtt ze maachen, hiren eegene Stroum ze produzéieren an ze notzen. An d'Leit si bereet, fir mat op de Wee ze goen. Dat gesäit een un hirem Interessi bei de sëllegen Informatiounsversammlungen an de Gemengen, dat gesi mer bei den Demandë fir d'Subsiden an dat gesi mer och beim Klima-Biergerrot.

Op Initiativ vum Premier ass dëse fir Lëtzebuerg eemolegen Exercice Enn Januar lancéiert ginn. A wärend Méint hu sech d'Membere vum Klima-Biergerrot intensiv mat de verschiddene Facettë vum Theema befaasst a si hu Mëtt September hir Propose presentéiert.

Ech wëll vun der Geleeënheet profitéieren, fir jiddereengem, dee sech an deem Kader engagéiert huet, e grousse Merci fir déi geleeschten Aarbecht ze soen. D'Fuerderunge vum Klima-Biergerrot, mengen ech, si kloer. A fir mech war et ëmsou méi erfreelech, well ech, ouni et ze wëssen, d'Geleeënheet hat, fir zwou fréier Schülerinnen erëmzegesinn. Ech wëll Iech soen: Eent vun deene Meedercher ass extra deen Dag vun der Uni vu Paräis erëmkomm, moies mam Zuch, an et ass owes erëm zréckgefuer no der Sëtzung vum Klima-Biergerrot. Ech fannen dat einfach e formidabelt Engagement!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Op d'Fro, ob Lëtzebuerg méi muss maachen, fir de Klimawandel ze bekämpfen, do ass d'Äntwert kloer: jo! Et ass elo un der Politik, fir déi néideg Mesuren ze huelen. An dat, wat proposéiert ginn ass, dat däerf net Lettre morte bleiwen.

An de 25. Oktober wäerte mer heibannen alleguerten d'Geleeënheet hunn, fir eis zu deene 56 Proposen, déi gemaach gi sinn, ze bekennen, Stellung ze huelen. An ech mengen, et wär elo falsch fir virzegräifen. Eise Spriecher, de Max Hahn, wäert zu deem Moment dann och fir eis hei uewe stoen.

Zum Logement: Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass schonn ugeschwat ginn, déi héich Inflatioun, d'Problemer mat de Liwwerketten an och d'Penurie u Rostoffer, dat ass Ueleg op d'Feier vun engem vun deene gréisste Problemer, déi mer hei säit Joren, fir net ze soen, säit Joerzéngten, am Land hunn, an dat ass natierlech de Logement!

Schonn zanter Jore lafen d'Präisser eis fort an déi aktuell Kris verschäerft d'Situatioun nach weider. Dass Terrainen deier sinn, dat wësse mer scho méi laang. Dobäi kënnt awer elo, dass d'Baue selwer ëmmer méi deier gëtt. D'Präisser vun de Baumaterialien explodéieren an den Index dreift d'Baukäschten zousätzlech nach an d'Luucht. Déi héich Zënse maachen, dass ëmmer manner Leit sech e Prêt op der Bank leeschte kënnen.

D'Leit, mee och d'Betriber si mat enger grousser Onsécherheet konfrontéiert. Aus deem Grond gëtt och manner gebaut. Projeten, déi geplangt waren, ginn no hanne verréckelt. Mir héieren aus dem Secteur, dass d'Vente en l'état futur d'achèvement massiv agebrach ass. D'Logementspräisser si schonn immens héich a keen ass bereet, de Risiko anzegoen, herno nach mussen Dausenden Euroen dropzeleeën.

Mir soen als Demokratesch Partei ganz kloer: Wunnen däerf kee Luxus sinn! Fir eis jonk Leit ass et hautdesdaags awer ganz, ganz schwéier, sech eppes Eegenes ze leeschten, wa se net vun doheem Hëllef kréien. Dat huet Auswierkungen op eis Wirtschaft an och op d'Attraktivitéit vun eisem Land. Kee kënnt op Lëtzebuerg schaffen, wann d'Paien zwar besser sinn, mee d'Rechnung um Enn vum Mount, wann d'Wunnkäschten ofgezu gi sinn, méi kleng ass wéi am Ausland.

D'Regierung huet vill Efforte gemaach, fir d'Situatioun an de Grëff ze kréien. En Deel ass schonn ëmgesat ginn. Aner Mesurë sinn um Instanzewee a goufe kierzlech virgestallt. Mee dee Problem do ass net mat enger Baguette magique ze léisen, well soss, mengen ech, hätten dem Här Kox seng Vir-, Vir-, Vir-, Virgänger dat och scho gemaach.

Mam Pacte Logement 2.0 gëtt bei all neiem PAG automatesch bezuelbare Wunnraum geschaaft. Mir hunn e Fonds spécial geschaaft, mat deem de Staat konsequent an den abordabele Logement investéiert. De Budget vum Fonds spécial ass Joer fir Joer an d'Luucht gaangen. Mëttlerweil gëtt eng hallef Milliard ugestrieft, déi all Joer an de Bau vu subventionéierte Wunnenge fléisse soll. Mir hunn déi lescht zwee Joer fënnef grouss Lotissementsprojeten am Wäert vu bal enger Milliard heibanne gestëmmt. Op déi kommen ech net zréck.

Et ass evident, dass déi Mesuren net vun haut op muer gräife kënnen. D'Regierung huet awer déi néideg Jalone gesat, fir lues a lues der Situatioun Här ze ginn. Et ass awer och evident, dass mer zousätzlech Efforte musse maachen. Jo, mir musse méi wäit goen. Mir mussen derfir suergen, dass méi Wunnengen op de Marché kommen. Mir mussen derfir suergen, dass méi gebaut gëtt. Mir mussen derfir suergen, dass déi eidel stoend Wunnenge mobiliséiert ginn.

Et kann net sinn, dass mer engersäits e Wunnengsnoutstand hunn an ëmmer manner Leit sech eppes leeschte kënnen an anerersäits Terraine zréckgehale ginn oder mat eidel steeënde Wunnenge spekuléiert gëtt.

De Premier huet et virun engem Joer annoncéiert an déi lescht Woch ass d'Reform vun der Grondsteier heibanne presentéiert ginn. Dobäi kommen nach Mesuren, fir Terrainen a Wunnengen ze mobiliséieren.

Dir gesitt also, och op dësem schwieregen Terrain gëtt net nëmme geschwat, mee et gëtt agéiert. An an engem Dossier, dee wärend Joerzéngten net viru-gaangen ass, konnt d'Regierung elo de Knuet awer léisen an huet konkreet Texter op den Dësch geluecht.

An deem Kader ass et fir eis als Demokratesch Partei besonnesch wichteg, dass déi Moossnam och déi richteg Leit trëfft. Et geet net drëms, déi Leit ze bestrofen, déi en Terrain fir hir Kanner wëllen halen. Dat ass keng Spekulatioun an dat ass och net de Grond derfir, dass mer haut déi Problemer am Wunnengsbau hunn, déi mer hunn.

Dowéinst begréisse mer als DP ausdrécklech den Abattement, deen an deem Kader virgesi ginn ass. Mir hunn eis dofir staark gemaach a mir si frou, dass déi zoustänneg Ministere mat eis op dee Wee gaange sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir beim Logement wierklech eppes ze bewierken, musse mer einfach d'Offer däitlech an d'Luucht setzen. Grad bei Wunnengen, déi eidel stinn, kann dat séier geschéien, andeems mer Ureizer schafen, fir déi Wunnengen op de Marché ze bréngen oder der Gestion locative sociale zur Verfügung ze stellen.

Staat a Gemengen, an do gëtt et ganz interessant Projeten, mussen och méi op Fonds propres selwer bauen an dann d'Wunnenge par emphytéose un d'Leit, déi do wunnen, weiderginn.

Mir sinn der Meenung, dass déi Mesuren ...

(Interruption)

Här Kaes, hutt Der gesot: „Schéi Geschicht"?

M. Aly Kaes (CSV) | Dat war net ...

M. Gilles Baum (DP) | War et net fir mech?

Une voix | Nee, nee.

M. Gilles Baum (DP) | Et ass, okay, soss hätt ech Iech de Projet vun de Fonds propres zu Junglënster eng Kéier erkläert. Et ass ganz interessant. Mir maachen dat dann eng Kéier dobaussen. Dat kann all Gemeng maachen.

Une voix | Dann zielt eis.

M. Gilles Baum (DP) | Dat kann all Gemeng maachen.

Une voix | Dat ass sécher schéin.

M. Gilles Baum (DP) | Mir sinn der Meenung, dass déi Mesuren, déi geholl gi sinn, e richtege Schrëtt an déi richteg Richtung sinn. Mee si wäerten net eleng de Problem léisen, mee nëmmen am Zesummespill mat all de Mesuren, déi schonn agefouert goufen an déi nach an der Pipeline sinn.

(Brouhaha)

Wie baue seet, dee seet och Bauschutt. An ech si frou, dass et de Mëtte schonn eng Kéier ugeschwat ginn ass. Uechtert d'Land gesäit ee vill Haiser, vill Häff vläicht, déi einfach ewechgerappt ginn, an do fält vill

Bauschutt un. Wou féiere mir dat alles hin? A wie bezilt dat an Zukunft? Ech stelle mer déi Fro oft.

Déi Bauschuttdeponien, déi mir hunn, déi stousse lues a lues un hir Grenzen. Dat ass gewosst. An et kann net sinn, dass mer eng Kéier soen: „Mir kënnen net méi bauen, mir kënne keng grouss Infrastrukturprojete méi maachen, well mer net wëssen, wou mer mam Bauschutt sollen higoen!" An do brauche mer séier Léisungen.

An eng aner Fro stellen ech mer, wann ech laanschtfueren an et ginn Haiser ofgerappt. Ech gesinn déi Kéip a Kéip a Kéip vu Bauschutt, déi do sinn, an déi Fro, déi ech mer stellen – mir schwätze jo ganz vill vu recycléieren, mir schwätze vill vu Circular Economy –, ass: Kann een déi Zillen, déi dann do op deem Koup leien, net concasséieren? Kann een déi Zillen net muelen, kann een aus deenen Zillen net nei Zille maachen? Ech froe mech, ob dat, wat am Ausland gemaach gëtt, net zu Lëtzebuerg méiglech ass. A vläicht hu mer do an eiser Industrie eng kleng Nisch, déi mer kënnen an den nächste Joren ausbauen.

De Kolleeg Max Hahn wäert muer och nach eng Kéier méi am Detail op déi eenzel Mesuren am Logement zréckkommen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am Summer war et relativ roueg, wat de Coronavirus ugeet. Dat wëllt awer net heeschen, dass de Virus verschwonnen ass. Mir hunn zwar geléiert, mam Virus ëmzegoen, mam Virus ze liewen, mee en ass net fort. A mir wëssen och, dass de Virus sech weiderentwéckelt. Dofir musse mer prett sinn, falls elo am Hierscht oder am Wanter d'Hospitalisatiounen erëm sollte klammen. Zesumme mat der Regierung wäerte mer, le moment venu, och erëm eng Kéier mussen heibannen eis Verantwortung iwwerhuelen, fir d'Bierger, am Respekt vun hire Grondrechter a Fräiheeten, ze schützen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Demokratesch Partei steet de Patient am Mëttelpunkt. Dat gëllt och a ganz besonnesch bei eisem Gesondheetssystem, wou et ëm de Patient goe muss an net ëm virgefaasste Meenungen, déi de medezinnesche Fortschrëtt kënnen ausbremsen. Wichteg an déifgräifend Reforme vun eisem Gesondheetssystem musse mir och elo upaken.

Mir gesinn objektiv ëmmer méi laang Waardezäiten, eng Entwécklung vun enger Zwouklassemedezinn vu Patienten, déi sech eng medezinnesch Versuergung am Ausland kënne leeschten, an deene Patienten, déi sech dat net kënnen erlaben. Dat muss ee sech einfach objektiv agestoen.

D'Accessibilitéit an d'Disponibilitéit vun der Gesondheetsversuergung mussen dréngend verbessert ginn. D'Aféierung vu spezifesche medezinnesche Bachelorstudiegäng fir Dokteren an Infirmièren ass en éischte Schrëtt, deen d'Regierung ënnerholl huet. Esou leescht eist Land e wichtege Bäitrag bei der Ausbildung vu Medezinner a Gesondheetspersonal a verréngert de Risiko, dass mir medezinneschen Nowuess un d'Ausland verléieren, well dat musse mir op alle Fall verhënneren.

Och baussent de Spideeler mussen an Zukunft kënne méi Behandlunge méiglech sinn. De medezinnesche Fortschrëtt mécht dat méiglech an dat soll een net ausbremsen. Mir denken do un Analyse mat engem IRM, de CT-Scanner oder d'Mammografie, awer zum Beispill och kleng Agrëffer, wou keng Vollnarkos néideg ass. Fir d'Spideeler soll den Extrahospitalier keng Konkurrenz bedeiten.

D'DP ass wuel der Meenung, dass och e Gruppement vun Doktere soll esou eng Struktur leede kënnen, mee déi däerf op kee Fall ouni Lien mat engem Spidol fonctionéieren.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'Spideeler sinn essenziell fir d'Gesondheetsversuergung vun eisem Land an et brauch ee gutt, motivéiert an och genuch Personal, fir derfir ze suergen, dass de Betrib 24 Stonnen op 24 a siwen Deeg an der Woch rullt.

Nuetsschichten a Gardë sinn eng kierperlech a mental Belaaschtung an hunn och negativ Auswierkungen op d'Work-Life-Balance. Mee ouni déi Disponibilitéit an ouni déi Flexibilitéit geet et an der Santé net. Mir mussen also sécherstellen, dass Dokteren, déi an neie Cabinet-de-groupen oder an neien Extrahospitalier-Strukture schaffen, hiren Deel zu de Garden an och zum reibungslosen Oflaf vun de Spideeler bäidroen. Awer genausou wichteg ass, dass mer den Dokteren e ganz grousse Fräiraum, e ganz grousse Beräich un Autonomie loossen, fir hire Beruff auszeüben. Wéi genee dës Kollaboratioun soll ausgesinn, dat muss nach diskutéiert ginn, wichteg ass awer, dass d'Kontinuitéit vun de Soinen zu all Moment garantéiert bleift.

D'Iwwerhuele vun de Gardë schéngt menger Fraktioun no eng ganz wichteg Konditioun ze sinn, soss riskéiere mer, dass vill Doktere sech ganz aus der Spidolsaarbecht zréckzéien a just nach a Strukture schaffen, wou se owes um sechs oder um siwen d'Dieren zoumaachen.

Dat setzt awer och viraus, dat wëll ech hei uewe ganz, ganz kloer soen, dass d'Gardë vun den Dokteren endlech remuneréiert ginn, well soss wäerten Demissioune wéi déi vu sechs Kardiologen zu Ettelbréck vläicht net déi lescht sinn. Mir hoffen dofir wierklech, dass déi Negociatiounen iwwert d'Bezuele vun de Garden elo zäitno op en Enn kommen.

Fir d'DP stellt den Extrahospitalier e gläichwäertege Pilier vun der Santé duer, deen, wann e richteg ëmgesat gëtt, zu enger Beräicherung vun eisem Gesondheetssystem bäidroe wäert, och fir d'Spideeler, déi entlaascht solle ginn an déi sech esou nach besser ëm déi Behandlunge konzentréiere kënnen, déi wierklech nëmmen an engem Spidol duerchgefouert kënne ginn.

Donieft ass et awer och wichteg, fir d'Soins primaires ze stäerken, duerch d'Fërderung vu Gruppecabineten, wéi ech et scho gesot hunn. Den Zesummeschloss vun Dokteren a vu soss Gesondheetsberuffer, sief dat vun der selwechter Spezialiséierung oder pluridisziplinär, huet Virdeeler fir déi Professionell a fir d'Patienten. D'Doktere kënne sech esou d'Fraise vum Cabinet deelen, zum Beispill de Loyer, d'Niewekäschten an d'Personalkäschten.

Mir kënnen et net dacks genuch widderhuelen: D'DP setzt sech konsequent fir en Ausbau vum Extrahospitalier an! A mir brauchen onbedéngt méi kleng Strukturen, déi sech och iwwert d'Land verdeelen. Grad Leit aus dem Norden an aus dem Oste musse sech dacks wäit deplacéieren.

M. Léon Gloden (CSV) | Esou wéi den IRM zu Maacher, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Esou eng méi dezentral Aarbechtsorganisatioun ... Ech hunn Iech héieren, Här Gloden.

M. Léon Gloden (CSV) | Très bien!

Une voix | Dann äntwert!

M. Gilles Baum (DP) | Ech brauch net ze äntwerten, ...

(Brouhaha)

... et war jo keng Fro.

Esou eng méi dezentral Aarbechtsorganisatioun dréit och zu enger besser Work-Life-Balance bäi bei den Dokteren, déi sech och ëmmer méi dacks méi Zäit fir hir Famill wënschen.

Fir d'Patiente läit de Virdeel bei enger besserer Disponibilitéit. Ass den eegenen Dokter grad net do, da kann eeben deen aneren Dokter aus dem Cabinet asprangen. D'Besoine vun de Patiente musse bei esou Entscheedungen ëmmer op der éischter Plaz stoen.

An zanter der Pandemie ass och d'mental Gesondheet – an ech gesinn, dass deen een oder aneren de Banner unhänken huet, well mer an der Woch vun der mentaler Gesondheet sinn –, säit der Pandemie ass och d'Santé mentale an de Fokus vun der Santé geréckelt. Mat den abléckleche Krisen, déi ech schonn erwäänt hunn, wäert dat sech och esoubal net änneren. Dofir versti mer net, dass et no ganze siwe Joer Diskussiounen nach ëmmer keen Tariff fir de Remboursement vun der Psychotherapie gëtt, an dat, obwuel d'Psychotherapeuten zanter 2015 unerkannt sinn. D'Patiente brauchen dréngend dëse Remboursement. A wat et méi laang dauert, wat déi mental Problemer an eiser Gesellschaft sech nach weider verschlëmmere wäerten.

Déi Soine musse fir jiddwereen zougänglech sinn, onofhängeg vu sengem Portmonni. A mir kommen net derlaanscht, d'Prozedure vun den Tariffverhandlungen op de Leescht ze huelen a Léisungen auszeschaffen, fir esou Situatiounen an Zukunft ze verhënneren.

Dat ass ëmsou méi wichteg, well d'Psychotherapie och fir d'Psychiateren eng gewëssen Entlaaschtung bréngе kann. A mir wësse jo, dass mer hei zu Lëtzebuerg eng extreem, eng extreem Penurie u Psychiateren hunn.

Am leschten Abrëll huet d'Maternité zu Ettelbréck temporär missen zoumaachen, well et u Pediatere gefeelt huet. Dat huet de Personalmanktem an eisem Gesondheetssystem nach eng Kéier däitlech gemaach. Dee Fall huet awer och d'Fro opgeworf, ob d'Hiewamme selwer net méi Verantwortung bei der Gebuert vun engem Kand iwwerhuele kënnen. Bei enger physiologescher Gebuert, wou Komplikatiounen esou gutt wéi ausgeschloss sinn, sinn d'Hiewammen duerchaus kapabel, eng Gebuert eleng ze begleeden, ouni Pediater an och ouni Gynekolog.

Do gëtt et d'Iddi vun engem Gebuertshaus zu Lëtzebuerg, déi vun enger Associatioun vun Hiewamme virugedriwwe gëtt. Ëmmer méi Dammen, Mammen, wënsche sech, fir d'Kand baussent engem Spidol op d'Welt ze bréngen, an engem méi entspaanten Ëmfeld, mat enger Hiewamm, déi si wärend der Schwangerschaft scho begleet huet. D'DP ënnerstëtzt dës Iddi voll a ganz.

Kolleeginnen a Kolleegen, eist Land brauch mat Sécherheet en attraktive Gesondheetssystem an e Gesondheetssystem, deen erëm méi medezinneschen Nowuess unzitt, en innovativen a moderne System, deen dem Mënsch zu all Moment eng héichwäerteg Gesondheetsversuergung bidde kann.

An à propos Nowuess, do kommen ech bei d'Familljepolitik. Och dofir hu mer eis agesat, dass d'Eltere kënne méi Zäit mat hire Kanner verbréngen. D'Flexibiliséierung vum Congé parental ass e gellegen Erfolleg. D'Zuele schwätzen do fir sech. D'lescht Joer hu souguer méi Pappe wéi Mammen de Congé parental ugefrot. Wa béid Elterendeeler Verantwortung an der Erzéiung iwwerhuelen, da stäerkt dat net nëmmen d'Chancëgläichheet, mee dat kënnt ganz sécher och deem klenge Kand zegutt.

Och de Pappecongé erlaabt et de Pappen, méi laang beim Nowuess ze bleiwen an de Puppelche kënne kennenzeléieren. An der viregter Legislaturperiod ass de Pappecongé vun zwee op zéng Deeg gehéicht ginn. Mir begréissen dat a mir begréissen, dass d'Independanten elo deemnächst och vum Pappecongé wäerte kënne profitéieren. Dat selwecht gëllt fir den zweeten Elterendeel bei enger gläichgeschlechtlecher Koppel. A mir si frou, dass dës Diskriminatiounen elo ofgeschaaft ginn. D'Familljeministesch an den Aarbechtsminister hunn den Text schonn op den Instanzewee geschéckt.

De Congé fir d'Mamm no der Gebuert ass generell vun aacht op zwielef Wochen eropgaangen. Och de Congé fir Elteren, deenen hiert Kand krank ass, ass méi flexibel ginn. Mam Accessibilitéitsgesetz hu mer de Leit mat enger Behënnerung d'Liewe weesentlech méi einfach gemaach. An an Zukunft wäert all Projet missen nom Prinzipp „design for all" gebaut ginn. Am Kader vun eisem Aktiounsplang iwwer fënnef Joer wäerte mer weider Projeten ënnerstëtzen, déi eis Gesellschaft nach méi inklusiv maachen.

An den nächste Méint ginn och weider Moyenen an d'Offer fir eeler Leit gestach. Mir wäerten d'Qualitéit vun de bestoende Servicer verbesseren an zousätzlech Better – bis zu 3.000, hunn ech gëschter héieren – an de Strukture schafen.

Doriwwer eraus wäerte mer d'Präisser an den eenzelnen Haiser méi transparent gestalten. En deementspriechende Gesetzesprojet ass ënnerwee a soll och virun Enn vun dëser Legislaturperiod nach gestëmmt ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, eng gutt Bildung ass d'Viraussetzung, fir spéider kënnen am Liewen ze reusséieren. D'Regierung huet an de leschte Jore geziilt Geld- a Sachleeschtungen agefouert, fir eis Gesellschaft sozial méi gerecht ze maachen. Besonnesch vill Wäert gouf op d'Wuelbefannen an op d'Zukunftschancë vun de Kanner geluecht.

Dofir soll d'Kand d'Méiglechkeet hunn, fir seng Talenter fräi ze entfalen an den héchstméigleche Bildungsniveau ze erreechen, onofhängeg vum Portmonni vu sengen Elteren. Dat ass fir eis den A an den O vun der Bildung.

Une voix | Du muss just geierft hunn!

M. Gilles Baum (DP) | D'Mesuren hunn ech scho virdru genannt. No der Aféierung vun de gratis Schoulbicher am Secondaire hu mer dëst Joer zwou weider gratis Saachleeschtunge geschaf: d'Hausaufgabenhëllef an och de Museksunterrecht. Et si Mesuren, déi besonnesch de Kanner aus sozial méi schwaache Familljen zeguttkommen an eise Bildungssystem nees e Stéck méi gerecht maachen.

Net all Kand huet d'Chance, doheem een ze hunn, deen dem Kand bei den Hausaufgaben hëlleft. Dofir bidde mir déi gratis Hausaufgabenhëllef vun dëser Rentrée un a sämtleche Bildungs- a Betreiungsstrukturen uechtert d'Land un.

Mat deem Konzept stäerke mer net nëmmen d'Kanner, mee mir huelen Drock aus de Familljen a mir verbesseren den Austausch tëschent den Enseignanten an den Elteren.

De Museksunterrecht iwwerdeems stäerkt déi kognitiv, kulturell a sozial Entwécklung vun engem Kand. Mat der Gratuitéit vun engem groussen Deel vun der musikalescher Bildung huet elo all Kand d'Méiglechkeet, fir op dee Wee ze goen. Esou wéi bei de Schoulen si mer der Meenung, dass och an der nonformaler Bildung jidderee soll kënnen Zougang hunn.

2017 hu mer 20 Stonne gratis Kannerbetreiung an de Crèchen agefouert, fir all Kand scho fréi un en héichwäertege Sproochenunterrecht erunzeféieren. Zanter der Rentrée sinn elo an de Maison-relaisen d'Mëttegiesse wärend de Schoulwoche fir all Kand gratis. Heimat ginn déi kleng a mëttel Revenuen nach eng Kéier enorm entlaascht.

Nieft de ville Saachleeschtungen huet dës Regierung, wéi gesot, och den Index um Kannergeld nees agefouert, an dat réckwierkend op den 1. Oktober 2021.

D'Eropsetze vun der Schoulflicht op 18 Joer – an ech weess, dass dat an der Kommissioun an och heibanne wäert fir vill Diskussioune suergen – ass eng weider wichteg Mesure, mat där mer de Jonke wëlle besser Bildungschancë ginn. Mir musse verhënneren, dass Schüler hir Ausbildung ofbriechen. A mir brauchen alternativ Weeër, fir si an der Schoul opzefänken, hinnen en Ofschloss ze erméiglechen an esou ze verhënneren, dass se duerno ouni Diplom op den Aarbechtsmaart kommen.

Work-Life-Balance: ee vun de Projeten, dee menger Fraktioun ganz, ganz um Häerz läit an och méi wäert an de Fokus réckelen. Mir mussen hei am Land weider flexibel bleiwen an al rigid Rasteren a Fro stellen, wa se net méi der Realitéit vun de Leit entspriechen. D'DP setzt sech derfir an, fir de Mënschen hei am Land dee richtege Kader ze ginn, an deem si hiert Liewe kënne besser organiséieren. E gutt Beispill dofir ass d'Entwécklung vum Teletravail an der Pandemie. A mir begréissen déi rezent Accorden, déi getraff gi si mat der Belsch a mat Frankräich, wou den Teletravail op 34 Deeg pro Joer eropgesat gëtt. Mir hunn an der Pandemie gemierkt, an de leschten zwee an hallef Joer, dass den Teletravail vill Positives huet.

Fir d'Liewensqualitéit vun de schaffende Leit weider ze verbesseren, wäert och d'Recht op Dekonnexioun agefouert ginn. Et muss kloer definéiert ginn, wéini e Salarié erreechbar bleiwe muss, fir dass den Aarbechtsflux am Betrib garantéiert bleift. Natierlech kann a wëllt net jiddweree vun doheem aus schaffen, wann do net dee laangen Trajet bis op d'Aarbecht wär. Hei kënne Coworkingspaces eng wichteg Roll spillen. Zesumme mat eisen Nopeschlänner wëlle mer derfir suergen, dass d'Salariéë méi no bei hirem Doheem Bürosraum zur Verfügung hunn. Dat géif och eise Frontaliere vill Zäit um Aarbechtswee erspueren an esou de Stroosseverkéier entlaaschten.

Eis Aarbechtswelt fänkt un, manner rigid ze ginn. Fir d'DP ass et en zentraalt Uleies, d'Flexibiliséierung an deem Beräich ze verstäerken. Zäitspuerkonten an eng Joresaarbechtszäit sinn Iddien, déi mer dofir scho méi laang ënnerstëtzen, well si et dem Eenzelnen erlaben, sech esou ze organiséieren, wéi säi Liewen et grad verlaangt.

Mir wëllen och e Recht op Deelzäit aféieren. De Staat soll deen Ament och en Deel vun de Cotisatiounen iwwerhuelen, fir dass d'Leit net op hirer Pensioun verléieren.

Mir maachen eis staark, fir de Sozialdialog an de Betriber ze fërderen. Well all Betrib anescht fonctionéiert, soll d'Aarbechtsorganisatioun dofir direkt tëschent dem Patron an der Personaldelegatioun ausgehandelt ginn. Dat ass an eisen Aen dee beschte Modell, dee béide Säiten entgéintkënnt.

D'Pandemie huet awer net nëmme Froen ëm d'Work-Life-Balance opgeworf, si huet och d'Problemer vun den Independanten däitlech gemaach, deenen d'Aarbecht an der Pandemie dacks ewechgebrach ass. Do musse mer séier legiferéieren, fir dass och Independanten an esou enger Situatioun besser kënne gehollef kréien. Dozou gehéiert eng bescht-méiglech Gläichstellung vun hire Rechter mat deene vum Salarié, och wat de Chômage partiel betrëfft, a fir e méi modernen a favorabele Kader. An enger Interpellatioun, déi vu menger Kolleegin Carole Hartmann ugefrot ginn ass, wäert d'Opwäertung vum Statut vum Independant déifgräifend thematiséiert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, wann d'Pandemie an engem Beräich fir frësche Wand gesuergt huet, da war et mat Sécherheet am Beräich vun der Digitaliséierung. Vill Technologien an digital Hëllefsmëttelen, déi am Ufank als Iwwergangsléisung benotzt gi sinn, hu sech antëscht als dauerhaft Léisungen duerchgesat. De Stellewäert vun der Digitaliséierung huet massiv zougeholl. Et ass dofir wichteg, dass mir dobäi jidderee mat u Bord huelen, well net all Mënsch ass en „digital native".

D'Regierung huet an deem Kontext viru ronn engem Joer en Aktiounsplang ugeholl, fir déi digital Inklusioun vun de Leit ze fërderen. An ech begréissen och, dass mäi Kolleeg Guy Arendt do an deem Kontext eng Interpellatioun ugefrot huet.

D'Relatioune mam Staat ginn ëmmer méi digital. D'Zuel vun den Demanden, déi mëttlerweil online gemaach ginn, klëmmt permanent. Eleng dëst Joer sinn et der schonn 1,1 Millioun. An de Staat baut seng Offer aus. Esou gëtt den Ament un engem digitale Portmonni geschafft, an deem de Bierger all seng offiziell Dokumenter wéi d'Carte d'identité a säi Fürerschäin um Handy späichere kann.

Och fir eis Ekonomie huet d'Digitaliséierung en enormt Potenzial. D'Betriber kënnen hir Prozesser moderniséieren, si gi méi effikass a si reduzéieren d'Käschten.

Fir eist Land bitt d'Digitaliséierung grouss Chancen, fir d'Ekonomie ze diversifizéieren an nei Nischen ze fannen. Villes gouf schonn am Beräich vun de Start-ups gemaach, notamment iwwert de Wee vun Incubateuren. Hei gëllt et elo, um Ball ze bleiwen a weider eis Efforten ze verstäerken.

Kolleeginnen a Kolleegen, och dat ass ugeklongen: E groussen Deel vun eisem Räichtum gëtt vun de PMEen, de klengen a mëttelgrousse Betriber, generéiert. Ganz kloer si si d'Réckgrat vun eiser Ekonomie. Si schafen Aarbechtsplazen a sinn och fest am Land verwuerzelt.

Ma grad de sougenannte Mëttelstand huet et am Moment net einfach. Et ginn nach ëmmer Liwwerenkpäss, esoudass d'Präisser vu wichtege Produite wéi Holz, Glas, Faarwen, Stol, Isolatiounsmaterial, Bëton, awer och elektronesche Composanten oder Kabelen duerch d'Luucht ginn. Dobäi kommen déi héich Energiepräisser, déi op de Mäert astronomesch an d'Luucht geschoss sinn.

Dofir ass et wichteg, dass de Staat hinnen elo zur Säit steet. Mir dierfen net riskéieren, dass Betriber zoumaachen. A mir kënnen och net nokucken a mir wëllen net nokucken, dass Dausende Leit hir Aarbecht riskéieren ze verléieren.

D'Mesuren aus de verschiddenen Hëllefspäck, déi an de leschte Méint ficeléiert gi sinn, erhalen dofir net nëmmen d'Kafkraaft vun de Leit, mee si hëllefen och de klengen a mëttlere Betriber, fir duerch déi schwéier Zäit ze kommen, eng Hëllef, déi si wierklech brauchen.

Dës Regierung huet eng aner wichteg Reform op de Wee bruecht: déi vum Droit d'établissement. Esou soll den Entrepreneursgeescht – ech gesinn de Kolleeg Lex Delles dohannen – gestäerkt ginn an d'Grënnung vun neien Entreprisen encouragéiert ginn.

Ech erënneren un d'Méiglechkeet vun enger zweeter Chance no enger Faillite. Jo, jiddwereen huet eng zweet Chance verdéngt. De Courage vun der Selbstännegkeet muss belount an net bestrooft ginn!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, och eis Baueren, Uebst-a Geméishändler an eis Wënzer si kleng oder mëttel Betriber. Si hunn et an der Covid-19-Kris net liicht gehat, a si hu riichtduerch weidergeschafft. Mee och si leiden ënnert der Inflatioun. Méikäschte bei Energie, Dünger a Fuddermëttel kënne si net einfach eent zu eent weiderginn. Och hei sinn Aiden néideg.

Mee niewent der Inflatioun hu se och nach aner Suergen, well dat neit Agrargesetz steet virun der Dier. A fir d'Klimaziler ze erreechen, sollen an Zukunft manner Béischte gehale ginn an de Wuesstum vun de Betriber ageschränkt ginn. Mir hunn et gëschter héiere virun der Dier dobaussen: Dat mécht ganz ville Baueren, dat mécht ganz ville Betriber vill, vill Kappzerbrieches!

Här President, eise Baueren ass d'Ëmwelt net egal, bien au contraire, well de Buedem an d'Waasser sinn hir éischt Matière première a si si sech bewosst, dass se se gutt fleege mussen. D'Landwirtschaft setzt dofir op eng nohalteg Produktioun.

D'Agrikultur ass net en Deel vum Problem, d'Agrikultur ass en Deel vun der Léisung. A mir sollen als politesch Verantwortlech de gudde Wëllen aus dem Secteur net ignoréieren, neen, mir sollen dem Secteur verstäerkt nolauschteren! D'DP wëllt regional a saisonal Produiten ënnerstëtzen, déi souwuel streng Krittäre wéi och d'Wuel vun den Déiere respektéieren, d'Lëtzebuerger Uebst- a Geméisproduktioun fërderen an de Choix u Bioproduiten ausbauen.

A bei all deem dierfe mer d'Acteure vum Terrain, déi all Dag dodra schaffen, net vergiessen. D'Kräizer mam roude Stiwwel, déi een uechtert d'Land gesäit, sinn en Zeechen, dass eis Landwirtschaft an eis Baueren eis Ënnerstëtzung a Solidaritéit brauchen, a mir solle si mat an den Decisiounsprozess abezéien. An dofir muss de Kader, dee mer der Landwirtschaft setzen, hinnen och erlaben, déi Virgaben ze erfëllen, an zwar esou, dass se och rentabel kënne schaffen. Baueren, Wënzer, Gäertner musse kënne vun hirer eegener Aarbecht liewen. Dat ass dach nëmmen normal! An et ass dofir un der Politik, deene Leit, a besonnesch deene jonke Leit, déi gëschter dobausse waren, realistesch Perspektiven ze weisen. Nëmme wa mer eis Baueren ënnerstëtzen, kënne mer och Friichten aus lokaler Landwirtschaft kréien.

Kolleeginnen a Kolleegen, Dir sidd warscheinlech och emol oft an de Bëscher ënnerwee an d'Bëscher maache mer ganz, ganz grouss Suergen. D'Dréchent an de Klimawandel hu bei eise Bëscher massiv zougeschloen. Ganz vill vun de Fichten a vun den Dännen hei am Land stinn do wéi hallwer zwielef. Déi sinn einfach futti, déi sinn einfach dout.

A Schwede gëtt et e Programm, fir erëm massiv unzeplanzen. Ech weess, dass et och zu Lëtzebuerg Initiative gëtt, fir déi futtis Beem erauszehaen an duerch méi resistent Bamzorten ze ersetzen. Mir sollten dat wierklech ugoen a mir sollten och hei massiv fërderen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, an deene leschte Joren hu mer zesumme vill Erausfuerderungen ugeholl. Mir ware mat villen Erausfuerderunge konfrontéiert a mir hu se gemeeschtert. Zu Lëtzebuerg hu mer zesumme villes an deene leschte Jore geleescht. Trotzdeem géif ech dësen Ament gären notzen, fir dass mer eis eng Kéier bewosst sinn, wéi vill mer iwwert déi lescht Joren erreecht hunn. Villes ass geschafft ginn, mee e ganze Pak Aarbecht läit nach virun eis. All neien Dag bréngt fir eis alleguerten nei Erausfuerderungen an et läit an eisen Hänn, wéi mer an Zukunft wëllen domat ëmgoen a wéi mer d'Zukunft politesch wëlle gestalten.

Suerge mer derfir, dass et eis elo, elo op dësem Moment, gutt geet, ouni Rücksicht op déi nächst Generatiounen, oder soe mer: „Mir si bereet, e Schrack zréckzemaachen, mir besënnen eis op dat, wat mer elo hunn, a mir besënnen eis op dat, wat och an Zukunft wichteg ass"?

Onse Premier Xavier Bettel huet eist Land an de leschte Jore mat roueger Hand geleet. Trotz diverse Krisen hunn déi sozial Rou an d'Stabilitéit hei am Land keng gréisser Aboussen ze verzeechnen. Mee et ass just duerch d'Mathëllef vun alle Matbierger, dass villes konnt erreecht ginn!

Kolleeginnen a Kolleegen, besonnesch a Krisenzäite bleift d'Solidaritéit an den Zesummenhalt an der Gesellschaft wichteg. D'DP iwwerhëlt Verantwortung zum Wuel vum Land an zum Wuel vun de Leit, well et ëm eist Land geet. Nëmmen zesumme kënne mer villes erreechen. Nëmmen zesumme kënne mer dat Land hei virubréngen, elo an och an Zukunft!

Ech soen Iech alleguerte Merci, dass Der esou laang mat mir gedëlleg waart.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Gilles Baum (DP) | Ech géif dervunner profitéieren, Här President, fir awer nach eng Motioun ofzeginn. Voilà, wannechgelift.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant le discours sur l'état de la Nation, prononcé en date du 11 octobre 2022, et la présentation du budget de l'État pour l'année 2023 ;

– considérant que le Luxembourg traverse une période marquée par une insécurité et incertitude à l'échelle mondiale ;

– considérant les incertitudes importantes entourant l'évolution future de la croissance économique, et partant, des dépenses et recettes budgétaires ;

– rappelant les dépenses budgétaires extraordinaires du Gouvernement afin de soutenir les ménages, les entreprises et les indépendants s'élevant à 5,5 milliards d'euros depuis le début de la pandémie et qui incluent les initiatives suivantes :

• le programme de stabilisation de mars 2020, qui a représenté un soutien financier conséquent pour les ménages, les entreprises et les indépendants faisant face à la pandémie ;

• le programme de relance dit « Neistart Lëtzebuerg » de mai 2020 visant à relancer l'économie luxembourgeoise ainsi qu'à favoriser les transitions écologique et numérique, tout en mettant l'accent sur la cohésion sociale et la promotion d'un cadre économique moderne et attrayant ;

• les mesures dites du « Energiedësch » du 28 février 2022 s'adressant aux ménages les plus vulnérables ;

• les paquets de mesures prévues dans les accords tripartite du 31 mars 2022 et du 28 septembre 2022 ayant une envergure historique et répondant à l'objectif de garantir la paix sociale au Luxembourg en limitant l'impact de l'inflation sur les ménages et les entreprises, ceci notamment par le biais de la limitation de la hausse du prix de gaz à +15 %, de la stabilisation des prix de l'électricité et par la baisse temporaire de certains taux de TVA d'un pourcent ;

– considérant que ces mesures ont eu un effet considérable sur les finances publiques, mais que ces paquets de mesures étaient néanmoins indispensables afin de sauvegarder des emplois et d'atténuer l'impact économique et social pour les ménages et entreprises ;

– relevant l'annonce de mesures fiscales ciblées au bénéfice des personnes physiques les plus vulnérables, dont notamment l'ajustement du crédit d'impôt monoparental et l'adaptation du crédit d'impôt salaire social minimum ;

– relevant que les investissement publics continuent de se situer à des niveaux historiquement élevés ;

– notant que le projet de loi n° 8080 table sur un ratio de la dette publique par rapport au PIB allant de 24,6 % en 2023 à 29,5 % en 2026 ;

– relevant l'importance de poursuivre une politique budgétaire responsable, afin de préserver la soutenabilité des finances publiques et le maintien de la notation AAA ;

– considérant les efforts du Luxembourg afin de réduire les émissions des gaz à effet de serre, de développer les énergies renouvelables et d'accélérer la transition énergétique ;

– considérant les résultats de l'étude indépendante de l'OCDE sur la gestion de crise pendant la pandémie ;

– considérant la résilience de notre système de la santé face à la crise du Covid-19,

invite le Gouvernement

– à poursuivre les travaux ayant comme objectif une réforme fiscale ;

– à poursuivre ses efforts en vue de la préservation d'un environnement compétitif, propice à l'attraction et à la rétention de jeunes talents et profils hautement qualifiés ;

– à continuer de suivre de près l'évolution budgétaire et, en cas de marge de manœuvre budgétaire suffisante, procéder à une adaptation socialement échelonnée du barème ou à des mesures équivalentes ;

– à maintenir une politique d'investissement ambitieuse afin d'assurer la prospérité de notre économie et de préserver la qualité de vie des gens ;

– à poursuivre ses efforts en vue d'accélérer l'implantation de technologies permettant à la fois de diminuer notre dépendance aux énergies fossiles, de rester économiquement compétitif et d'atteindre nos objectifs climatiques pour 2030 ;

– à continuer d'investir systématiquement, en tant qu'acteur public, dans le logementabordable ;

– à tenir compte des recommandations de l'étude de l'OCDE afin de préparer le pays encore mieux aux défis et risques d'une pandémie future.

(s.) Gilles Baum, André Bauler, Djuna Bernard, Frank Colabianchi, Yves Cruchten, Josée Lorsché.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Gilles Baum (DP) | Eng Motioun, déi déi weesentlech Punkten, déi ech elo opgezielt hunn, Här Roth, wat mer an Zukunft nach musse maachen, eng Kéier zu Pabeier bréngt.

M. Sven Clement (Piraten) | Dat heescht, zéng Säite laang, Här Baum.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. A Krisenzäite muss ee Vertrauen opbauen, Sécherheet ginn a weisen, dass mir eis këmmeren ëm d'Wuel vun de Leit, ob dat an der Santé, an der Ekonomie oder am Logement ass oder och nach an der Klimapolitik. An dat, mengen ech, hunn d'Regierung an de Staatsminister gëschter geliwwert.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wéi geet et de Leit bei eis am Land? Wéi geet et de Leit no zwee Joer Pandemie, no aacht Méint Krich an

Europa, engem Krich, deen niewent der Inflatioun am Allgemengen a besonnesch der Deierecht vun den Energiepräisser fir vill Leit och eng psychesch Belaaschtung duerstellt? Vill Leit si veronséchert, an dat ass, mengen ech, ze verstoen.

Dëst si Froen, déi d'LSAP ëmdreiwen. Et sinn och d'Suerge vun de Leit, op déi mir wëlle mat konkreete Moossnamen an Decisiounen Äntwerte ginn, déi engersäits zu méi Gerechtegkeet an anerersäits awer och zu engem besseren Zesummeliewe féieren an doriwwer eraus och erëm méi Vertrauen an d'Zukunft ginn. Fir Gerechtegkeet suergen an oppassen, dass d'Schéier tëschent Räich an Aarm net méi wäit auserneegeet – besonnesch a Krisenzäite ass do d'Gefor grouss, dass dat passéiert.

Dës Koalitioun huet vill geschafft an deene leschte Joren an dës Koalitioun huet och nach villes wëlles. De Premier huet a sengem Discours gëschter dofir och eng ganz Partie Moossnamen ugekënnegt.

An dësen dach schwieregen Zäiten hale mir op eise Lëtzebuerger Modell, wou d'Sozialpartner zesumme mat der Regierung no Léisunge sichen. Mir sinn als LSAP frou, dass sech an der Tripartite konnt gëeenegt ginn an dass also eise Lëtzebuerger Sozialdialog funktionéiert. Well e gutt funktionéierende Sozialdialog garantéiert eise soziale Fridden a mir gesi jo an anere Länner, wéi séier dëse Fridden op der Kipp steet. Och dat dréit zur Kompetitivitéit vun eisem Standuert bäi.

Bei all Accord kann ee sech et einfach maachen, andeems een dat eent oder anert Element doraus erauspléckt an et kritiséiert. Dës Schwaarzmolerei bréngt awer kengem eppes, weeder de Salariéen nach den Entreprisen hei am Land. Mir hu vill Mesuren am Accord, déi d'Leit entlaaschten, Aarbechtsplazen ofsécheren an d'energeetesch Transitioun wäerte virundreiwen.

Am meeschten an d'A spréngt natierlech den Energiedeckel. Eng Duerchschnëttsfamill gëtt haut ewell eng 1.500 Euro méi aus fir d'Energiekäschte wéi nach am September zejoert. Ouni den Energiedeckel hätt dës Famill am Joer 2023 nach eemol bis zu 3.000 Euro méi ze bezuele kritt ewéi dëst Joer, ouni ze vergiessen, dass vill aner Produiten a Servicer och nach méi deier ginn.

Une voix | Ganz richteg!

M. Yves Cruchten (LSAP) | De Plafonnement vun den Energiepräisser ass net selektiv, mee dofir eng séier an effikass Léisung, fir d'Inflatioun ze bremsen.

Dat alles setzt gesond Staatsfinanze viraus. An eis Staatsfinanzen, wann ee se haut kuckt, bleiwe gesond an eis ëffentlech Schold am EU-wäite Verglach aussergewéinlech niddreg. Bis Enn August hu mir engersäits mat engem Plus vu ronn 10 % eng dynamesch Entwécklung bei de Recetten, anerersäits eng gutt Maîtrise bei den Depensen. Dëst féiert also ënnert dem Stréch zu enger besserer Situatioun vum Sold par rapport zum nämmlechten Zäitpunkt dat Joer virdrun.

Mir hunn Enn August en Iwwerschoss am Zentralstaat vun 970 Milliounen Euro. Natierlech ass dat eng Momentopnam. Dëst ass och op den éischte Bléck eppes, iwwert dat mer eis alleguerten heibanne solle freeën. Déi gesond Staatsfinanzen erméiglechen et eis an dëse schwieregen Zäiten, d'Auswierkunge vun deene sukzessive Krisen ofzefiederen a gläichzäiteg wichteg Investitioune fir d'Zukunft ze maachen. Eis Ausgangspositioun ass deemno am Verglach mat anere Länner nach relativ gutt.

Op den zweete Bléck allerdéngs, wann ee sech d'Zuelen e bësse méi genee ukuckt, da sprénkt an d'Aen, dass dat positiivt Bild vun de Staatsfinanzen zu engem substanziellen Deel vun de Privatpersounen alimentéiert gëtt. D'Lounsteier ass op ee Joer gekuckt ëm 15,5 % eropgaangen. Dës Evolutioun weist eis, dass d'Stéit en ëmmer méi groussen Deel vum kollektiven Effort erbrénge musse fir de Finanzement vun eisem Allgemengwiesen.

Zanter der Reform vun 2017 gouf et keng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun – dat ass jo schonn e puermol gesot ginn –, wat mat sech bréngt, dass Privatleit ëmmer méi steierlech belaascht ginn an dass et den Equiliber tëschent deem, wat d'Privatleit an d'Betriber bezuelen, eigentlech net méi gëtt.

Alles dat sinn natierlech Argumenter fir eng gréisser Steierreform mat resolutt sozialem Akzent. A mir haten hei an der Chamber eng breet Debatt iwwer Steiergerechtegkeet. Wéi aner Parteien hu mir als LSAP do och eng Rëtsch u konkreete Mesurë virgestallt, wéi mir wëllen zu Lëtzebuerg erëm méi Steiergerechtegkeet hierstellen.

Mir si wuel an enger ganz besonnescher Situatioun: Engersäits gesi mer, Stand haut an no aacht Méint Krich an Europa, dass eis Staatsfinanze ganz gutt dostinn, souguer besser, wéi mer nach virun engem Joer gemengt haten. Anerersäits awer huet d'Finanzministesch eis de Moien en éischter pessimisteschen Ausbléck gi fir déi nächst Joren.

Mir liewen am Ament an Zäite vu multipele Krisen, déi et engem dofir och ganz schwéier maachen, wäit no vir ze kucken. Dofir soll déi néideg Steierreform net an engem Coup, mee schrëttweis kommen.

Mir begréissen, dass souwuel de Premierminister gëschter an d'Finanzministesch de Moien eng ganz Partie Steiermesuren annoncéiert hunn, an deene sech och eng Partie vun eise Proposen erëmfannen. Vun dëse siwe Mesuren, déi d'Madamm Backes ernimmt huet, waren der och fënnef, déi d'LSAP bei der Steierdebatt gefuerdert huet.

Hei stécht besonnesch d'Erhéijung vum Crédit d'impôt fir Elengerzéier a vum Abattement fir Kanner, déi net am Stot liewen, eraus an d'Upassung vum Steierkreditt fir Mindestlounempfänger, awer och d'Reduktioun vun der TVA op Produiten a Servicer, déi d'Transition énergétique fërderen. Den Amortissement accéléré soll reforméiert ginn, fir hei Abusen ze verhënneren. Och dat eng al a laang Fuerderung vun der LSAP. Déi sougenannt „talent attraction" soll hëllefen, oppe Plazen hei zu Lëtzebuerg ze besetzen.

Zu all deenen dote steierleche Moossname kann een och d'Reform vun der Grondsteier, d'Aféiere vun enger Mobiliséierungssteier an eng Steier op eidele Wunnengen zielen, déi d'Regierung virun e puer Deeg hei presentéiert huet. Ech komme méi spéit nach eemol drop zréck. Och déi generell Reduktioun vun der TVA ëm 1 %, wéi se an der Tripartite festgehale gouf, muss een hei ernimmen.

Dat sinn alles eenzel Schrëtt, déi awer grad zu dësem Ament Sënn maachen, an dofir begréisse mer se.

Et feelt natierlech déi grouss Entlaaschtung bei der Lounsteier, déi mer eis awer, mengen ech, heibannen alleguerte wënschen, mee déi awer och – dat muss een och soen – am deiersten ass. Fir d'LSAP ass et wichteg, dass dat Kapitel net ofgeschloss ass an dass d'Aarbechten dorunner an un engem insgesamt méi gerechte Steiersystem viruginn, fir dass mer prett sinn, soubal et erëm méi Sputt gëtt bei de Staatsfinanzen, a séier kënne fir déi néideg Entlaaschtung vun de Salariéë suergen. Et gëllt also, dat grousst Ganzt net aus den Aen ze verléieren a weider ze schaffen un enger méi gerechter Steierlandschaft.

An da loosst mech och nach soen: Et wier falsch, wéi den Hues virun der Schlaang op d'Urteel vun de Ratingagencen ze waarden. Villméi ass elo eng offensiv Politik gefrot fir d'Erhale vun der Kafkraaft, déi am Interessi vun de Leit an eiser Ekonomie ass, an domat och am Interessi vun der Nohaltegkeet vun eise Steierrecetten.

Ech sprangen eriwwer bei d'Santé, an erlaabt mer do, dass ech natierlech aner Konklusiounen zéien an en anere Bilan zéie wéi d'Madamm Hansen.

M. Claude Wiseler (CSV) | Glécklecherweis!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech mengen, dat ass normal. D'Regierung huet an dëser leschter Legislaturperiod mat ville Krisen ze kämpfe gehat. Déi markantst ass natierlech d'Covidpandemie, déi eis elo méi wéi zwee Joer beschäftegt. Dass mer déi am Fong gutt gemeeschtert hunn, dat soen net just d'LSAP an d'Vertrieder vun deene Gréngen an d'Vertrieder vun der Demokratescher Partei. Nee, déi lescht zwee Joer huet d'Theema Pandemie déi verschidden Interventiounen am Kader vun der Ried zur Lag vun der Natioun dominéiert. Dat ass dëst Joer glécklecherweis anescht, mee dat huet awer näischt mat Gléck ze dinn! Net méi spéit wéi de leschte Mëttwoch krute mir als Land de Rapport vun der OECD presentéiert, deen eis eigentlech eng Bonne note ginn huet, wat d'Gestioun vun der Covidkris ugeet.

Dat heescht net, dass alles perfekt gelaf ass – wéi hätt dat och kënne sinn? –, mee dass eis Regierung, an ech mengen, ech kéint hei och eis Santésministesch besonnesch ervirhiewen, dass déi déi aussergewéinlech Situatioun gutt gemeeschtert hunn.

Dat war awer och nëmme méiglech, well mer eisen ëffentleche Gesondheetssystem am Virfeld gutt opgestallt haten. Als LSAP, déi an dësem esou wichtege Ressort jo scho méi laang Verantwortung dréit, hu mir eng Rei Prinzippien, zu deene mir stinn an déi fir eis och net verhandelbar sinn. An dat sinn an der Haaptsaach véier Punkten: den universellen Zougang zu der Fleeg, d'Garantéiere vun qualitativ héije Gesondheetsleeschtunge fir all Mënsch, e Santéssystem, deem säi Finanzement op dem Prinzipp vun der Solidaritéit baséiert, an eng Prise en charge, déi vun der Gebuert un a bis an déi leschte Stonne vum Liewe gëllt.

Dës Prinzippien hale mir héich, och an Zäiten, an deenen d'Santé vläicht op eemol net méi esou am Fokus vun der Aktualitéit steet. Wat heescht dat konkreet? Wéi geet et de Leit? Natierlech héiere mir, dass sech heiansdo iwwer laang Waardezäite beklot gëtt, fir e Rendez-vous bei engem Spezialist ze kréien. Mee dat ass keng Problematik, déi ee mat einfache Léisunge vun haut op muer ewechgewëscht kritt.

Et ass net, well e privat geféierten IRM-Zenter anzwousch opmaache wëllt, dass all eis Problemer geléist wären. Am Contraire: Dat stellt eis virun nei Problemer an nei Froen, wéi zum Beispill, wéi d'Garden zesumme mat de Spideeler organiséiert solle ginn, wéi de Suivi médical vun de Patiente gereegelt gëtt, oder d'Fro, wie sech do behandelen dierf loossen an zu wéi engem Präis ...

M. Léon Gloden (CSV) | Awer nëmmen, wann een et schleefe léisst!

M. Yves Cruchten (LSAP) | ... an ob et laangfristeg net drop erausleeft, dass déi Leit, déi sech et leeschte kënnen, éischter bäikommen an déi aner, déi manner gutt dru sinn, guer net bäikommen.

Dat ass net mat eise Prinzippie vereenbar! Dat wär och net gerecht.

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Dat ass d'Resultat vun 30 Joer Gesondheetspolitik vun der LSAP!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'LSAP ass kloer géint eng Zwouklassemedezinn.

M. Léon Gloden (CSV) | Dat ass d'Resultat vun 30 Joer!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An eiser Gesondheetspolitik ass et essenziell, dass all d'Secteuren enk mateneen zesummeschaffen. A fir eis ass et en No-Go, esou wéi dat vu verschiddene Säite gefuerdert gëtt, de Secteur hospitalier géint de Secteur extrahospitalier auszespillen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mee dat heescht awer och net, dass näischt an der Matière geschitt. Aktuell läit e Gesetzesprojet an eiser Santéskommissioun, dee virgesäit, dass medezinnesch Déngschter wéi d'Imagerie – an dorënner ass jo dann och den IRM –, awer och d'Dialys oder d'Onkologie an Zukunft wäerte baussent vun eise véier grousse Centres hospitaliers kënnen ugebuede ginn, dëst verdeelt op bis zu zéng neie Sitten uechtert d'Land.

D'Medezinn kënnt domadder méi no bei de Patient, deen dann net méi fir alles muss an e Spidol. Doduerch wäert d'Offer vergréissert ginn an no objektive Krittären am Land opgedeelt ginn an net no ekonomeschen oder finanzielle Considerationen. D'Zil ass et, dass déi nei Strukturen duer kommen, wou se am meeschte gebraucht ginn, an net duer, wou se am meeschte Rendement hunn oder am meeschte Sue verdéngt ginn.

An da wëll ech och dorun erënneren, dass mer eréischt kuerz virun der Summervakanz e Finanzéierungsgesetz gestëmmt hunn, fir en neit Spidolsgebai fir de CHL ze bauen. Souvill zu de Strukturen.

De rezente Fall vun Häerzdokteren, déi decidéiert hunn, net méi am Centre Hospitalier du Nord ze schaffen, weist, dass eise Problem eigentlech manner ee vu Gebaier a méi ee vu Manktem u Personal ass. Mee och hei si mer net ontäteg.

Engersäits gëtt d'Ausbildungsoffer an de medezinnesche Studien op der Uni.lu no an no ausgebaut, fir dass déi jonk Dokteren, déi aktuell am Ausland ausgebilt ginn a riskéieren, do ze bleiwen, an Zukunft och heiheem kënnen hirer Ausbildung nogoen, mam Zil, dass se dann och heibleiwen.

Anerersäits ass nach en zweete bedeitende Gesetzestext hei an der Chamber deposéiert ginn. Dësen Text wäert et den Dokteren an och anere Gesondheetsberuffer erlaben, sech an enger neier Gesellschaftsform zesummenzeschléissen, fir kënne gemeinsam Praxissen opzemaachen, fir et och den Doktere méi einfach ze maachen, Beruffsliewen a Privatliewen änner een Hutt ze kréien. Dat ass net nëmme legitimm, mee letztendlech och am Interessi vun de Patienten. Och den Dokter muss sech wuel fillen!

Mat dësen zwee Texter gëtt déi gesetzlech Rumm gesat, fir d'Gesondheetsversuergung vu muer virzebereeden, fir dass d'Leit, d'Patienten, egal wat se an hirem Portmonni hunn an egal wou se wunnen, beschtens kënne versuergt ginn.

Här President, et ass net gutt, wa Mesuren, déi ugekënnegt sinn a sollen de Leit zeguttkommen, laang oder méi laang op sech waarde loosse wéi erwaart, an dat trotz alle gudden Absichten an deem beschte politesche Wëllen. Heiansdo si méi Etappen an Hürden ze huelen, méi Detailer ze klären a Verhandlungen ze féieren oder se stelle sech als méi komplizéiert a méi laangwiereg eraus, wéi een dat virdru konnt wëssen.

Ëmsou méi frou sinn ech, dass elo och eng laangjäreg Fuerderung vun der LSAP ëmgesat gëtt, déi och am Regierungsprogramm steet: De generelle Remboursement vun de Verhütungsmëttel, onofhängeg vum Alter oder der Verhütungsmethod, wäert ganz geschwë Realitéit ginn. Zu dëse Methode wäerten och d'Spiral gehéiere grad ewéi d'Sterilisatioun an d'Vasektomie.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'Verhütung ass, an dat brauch ee jo awer wuel net méi ze betounen, en integralen Deel vun der Gesondheet a gehéiert zu der Gesondheetsversuergung, a si wäert duerfir och en charge geholl ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Nohaltegkeet ass e Begrëff, deen a kenger Ried zur Lag vun der Natioun duerf feelen. Et gouf eng Rei Diskussiounen ëm d'Nohaltegkeet vu Mesuren, déi zum Beispill d'Energiepräisser deckelen. Ech wëll awer dorun erënneren, dass Nohaltegkeet ëmmer en Equiliber tëscht ekonomeschen, ekologeschen a sozialen Interessie bedeit! Doraus ergëtt sech, dass de Wirtschaftsministère hei eng ganz weesentlech Roll spillt, fir dëst Zil ze erreechen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'Energieeffizienz ass dobäi nëmmen een Aspekt vu ganz villen. Ze dacks ass der Politik virgehäit ginn, si géif der Entwécklung vun der Gesellschaft hannendrulafen. Ech riichte mäi Bléck no vir a versichen ... Elo probéiere mir, de Bléck no vir ze riichten, a mir probéieren, eis beschtméiglech op déi nächst 30 Joer virzebereeden.

An Zäite vum Klimawandel a geopoliteschen Onsécherheeten, wou eis Liwwerketten a Produktiounen ëmmer méi vun Halbleiteren, rare Metaller a Batterien ofhängeg sinn, do musse mir warscheinlech zwee Schratt am Viraus denken. Mir mussen eis eng eege Strategie ginn, fir d'Wirtschaft vu muer schonns haut an d'Weeër ze leeden.

Zanter dem Joer 2020 gëtt an deem Sënn d'„Luxembourg Stratégie" ausgeschafft mam Zil, eis Wirtschaft besser op d'Zukunft virzebereeden. Dobäi geet et drëms, déi sougenannt Megatrends wéi d'Ressourcëknappheet, d'Digitalisatioun an d'demografesch Entwécklunge fréi genuch anzeuerdnen. Mee virun allem geet et drëms, Zenarien auszeschaffen, déi eis wäerten an déi gewënschten Zukunft leeden. Fir d'Dekarbonisatioun vun der Industrie gëtt eng Feuille de route ausgeschafft an hei sollen nach d'nächst Joer méi konkreet Virschléi um Dësch leien.

Déi gréng Transitioun wäert d'Wirtschaft nach ganz vill beschäftegen. An hei muss de Betriber do gehollef ginn, wou et néideg ass. Esou si schonn Hëllefen zum Beispill fir d'Installatioun vun elektresche Borne virgesinn an nach vill anerer.

An der Ekonomie ass et net méi just d'Fro: Wéi kréie mer nei Betriber op Lëtzebuerg, déi Aarbechtsplaze schafen?, mee et geet och drëms, déi gréng Transitioun hinzekréien. D'Zil ass et, intelligente Wuesstem ze schafen, dee Rücksicht op Ressourcen an d'Ëmwelt hält.

De Klimawandel an d'Upassung vun eiser Gesellschaft waren e wichtege Sujet am Premier senger Ried. Hien huet e puer ganz konkreet Mesurë fir eng méi nohalteg Gesellschaft opgezielt. A mir ënnerstëtzen dës Mesurë voll a ganz. Och dëst dréit zu méi Gerechtegkeet bäi, Gerechtegkeet net nëmmen tëschent Räich an Aarm, mee och Gerechtegkeet tëschent de Generatiounen.

Mir mussen eis bewosst ginn, dass de Klimawandel ville Leit Angscht mécht: Angscht virun enger ongewësser Zukunft an Angscht, mat all deene Verännerungen iergendwéi zu de Verléierer ze zielen. Et ass un eis, un der Politik, de Leit dës Angscht ze huelen a se mat op de Wee vun där Transitioun ze huelen. Fir d'Leit ass et awer och wichteg, dass dat gerecht a solidaresch geschitt. D'Regierung mécht dat, andeems se zum Beispill de Projet vun de Fotovoltaikanlage lancéiert.

Här President, d'Leit hunn déi éischt Konsequenze vum Klimawandel nawell ze spiere kritt. Ech denken un déi katastrophal Biller vu Käerjeng a Péiteng, déi den Tornado virun dräi Joer hannerlooss huet. Ech denken un d'Iwwerschwemmunge vu virun engem Joer, déi eis bis haut nach Spueren hannerlooss hunn. Dëst Joer goufen d'Leit, awer och d'Déiere vun enger immenser Dréchent geplot. D'Urgence fir ze handelen ass also do!

Eréischt d'lescht Woch huet de Klima-Biergerrot seng Propositiounen hei an der Chamber op den Dësch geluecht. Ech si mer sécher, dass do eng ganz Rëtsch vu Propositiounen eis am Kampf géint de Klimawandel kënnen hëllefen. An dofir soe mir all deenen, déi do matgemaach hunn a sech do engagéiert hunn, e grousse Merci.

Nohalteg liewen dierf kee Privileeg an och kee Statussymbol sinn! Dat heescht, déi, déi sech keng modern Heizung, keng modern Wunneng, kee modernen Auto oder Vëlo leeschte kënnen, mussen am Fong méi gehollef kréien.

Dee gréisste Pollueur hei am Land ass awer den Transportsecteur. Dat ass engersäits op den Tanktourismus zréckzeféieren, anerersäits op dee groussen Individualverkéier. Moies an owes steet dat halleft Land op der Strooss, näischt rullt an d'Motore lafen. D'Loft gëtt verknascht a se mécht d'Leit, déi ronderëm wunnen, och nach krank. Dofir ass et begréissenswäert, dass am neie Plan national de la mobilité 2035 eng Rëtsch Contournemente geplangt sinn, déi de Verkéier aus de Stied eraushuelen.

Et ass och gutt, dass den Ausbau vun den Autobunnen net just fir méi Autoen, mee och fir méi Bussen a méi Verkéiersfloss insgesamt wäert suergen. Duerch Rekordinvestissementer am Beräich Mobilitéit gi souwuel de Bus- wéi och den Tram- an de Vëlosreseau ausgebaut. Dat ass gutt an dat ass néideg! Ech sinn iwwerzeegt, dass vill Leit haut scho vum Auto op de Bus an op den Zuch an op de Vëlo géifen ëmklammen, wa se och kamoud a séier un hiert Zil géife kommen.

Här President, als Sozialist huet een natierlech permanent dat Soziaalt am Bléck. Souwuel de Staatsminister wéi och d'Finanzministesch hunn drop higewisen, dass 47 % vun de Staatsausgaben dem Soziale kënnen zougerechent ginn. Domat beweist Lëtzebuerg, dass mer generéis sinn a solidaresch matenaner, wat absolutt ze begréissen ass.

Anerersäits awer werft et och d'Fro op: Wéisou muss bal d'Hallschent vum Staatsbudget an dat Soziaalt goen? Ass dat net och de Bewäis derfir, dass et nach vill ze vill Ongerechtegkeete bei eis am Land gëtt, déi de Staat stänneg muss korrigéieren?

D'Fro stellt sech awer och, ob all déi gutt Leeschtungen an Hëllefen och do ukommen, wou se sollen. Wie viséiere mer mat eisen Hëllefen? Huet jiddwereen dee selwechten Zougang dozou? Komme se och wierklech iwwerall do un, wou mer mengen? Oder ginn déi Hëllefe vläicht och heiansdo laanscht vill Leit, déi se awer eigentlech zegutt hätten? Alles dat si Froen, déi et verdéngen, dass mer eis hei an der Chamber méi am Detail domadder ausenanersetzen.

Dir Dammen an Hären, wa mer vu Gerechtegkeet schwätzen, da komme mer net derlaanscht: de

Logement, oder besser gesot de Logementsproblem, dee mir hei am Land hunn. Nieft de Problemer, déi sech aus deene sukzessive Krisen erginn, stellt d'Präisentwécklung am Logement weiderhin eng immens Belaaschtung fir d'Menagen duer. Besonnesch d'Locatairen, déi meeschtens kleng Revenuen hunn, leide gläichzäiteg ënnert der Inflatioun an och nach héije Loyeren.

Fir vill Proprietäre gëtt duerch d'Zënshausse de Bankkreditt méi deier. An ëmmer méi Leit wäerte guer kee Kreditt méi kréien, fir sech eng Wunneng ze kafen. D'Ongläichheeten an eiser Gesellschaft ginn domadder ëmmer méi grouss. Eng Handvoll Leit zu Lëtzebuerg besëtzen esou vill Terrainen a Wunnengen, dass si se broochleien an eidel stoe loosse kënnen an ëmmer nach Profitt draus zéien.

Da gëtt et all déi Proprietären, déi an hire véier Wänn liewen, zum Deel mat enger grousser Scholdelaascht. An da gëtt et ëmmer méi e groussen Deel vun der Bevëlkerung, dee leider ni wäert d'Chance op eng eege Wunneng kréien, soulaang d'Marchéspräisser weider esou staark klammen. Dës Leit wäerten net nëmmen e Liewe laang Loyer bezuelen, si hunn och am Alter méi en héijen Aarmutsrisiko.

D'LSAP war dofir nach ëmmer der Meenung, dass de Staat an esou enger Situatioun muss kënnen an de Maart agräifen! Do gëllt net nëmmen d'Recht op Eegentum, mee och de Grondsaz vum Eegentum, dat verflichtend ass. Et ass richteg, dass ee muss u ville Schrauwen dréien, fir eppes ze erreechen, an dass et leider net déi eng kloer Mesure gëtt, déi all eis Problemer léist. Mir mussen awer alles drusetzen, fir dass jiddwereen hei am Land en Daach iwwert dem Kapp huet an nach genuch vu sengem Revenu Rescht behält, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Kuerzfristeg bedeit dat, dass mir, nieft deene groussen Hëllefe fir d'Inflatioun ofzebremsen, zousätzlech deene mussen ënnert d'Äerm gräifen, déi riskéieren, an Existenznout ze geroden.

Mëttel- a laangfristeg musse mir et awer fäerdegbréngen, d'Offer an d'Demande méi no beieneen ze bréngen. Un éischter Stell heescht dat, dass konsequent muss iwwerall do gebaut ginn, wou de PAG dat och virgesäit. Et däerf einfach net méi rentabel sinn, joerzéngtelaang Bauterrainen einfach broochleien ze loossen, wa Jonker a Familljen zu Lëtzebuerg dee selwechten Ament keng Wunneng méi fannen!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Am Numm vun der LSAP begréissen ech dofir ausdrécklech de Projet vun enger Mobiliséierungssteier, déi d'Inneministesch an d'Finanzministesch an de Logementsminister eis déi lescht Woch virgestallt hunn. Ganz ofgesinn dovun, dass sécher nach Zäit wäert vergoen, ier dee Projet do duerch alleguerten d'Instanzen ass, forcéiert dee Projet d'Proprietären net, fir vun haut op muer eng Residenz op hirem Terrain aus dem Buedem ze klappen! Et ass eng Steier, déi progressiv méi deier gëtt an déi esou awer d'Proprietären incitéiert, eppes mat hirem Terrain ze maachen.

Aner Projeten aus dem Inneministère wéi de Baulandvertrag an de Remembrement ministériel sinn ënnerwee.

Net nëmme Bauterrain läit zu Lëtzebuerg ongenotzt, et gëtt och ganz vill Wunnengen, déi einfach eidel stinn. Mir hoffen, dass dëse Phenomeen mat der ugekënnegter Tax op eidele Wunnengen däitlech, däitlech reduzéiert ka ginn!

Parallell dozou mussen de Staat an d'Gemengen hire Bestand u Sozialwunnengen an un abordabelem Wunnraum esou gutt et geet an d'Luucht setzen. Et ass kloer, dass och am optimisteschsten Zenario net esou vill ka gebaut ginn, dass d'Wunnengspräisser séier géifen erofgoen. Mir wäre scho frou, wa se géifen ophalen, permanent esou staark ze klammen.

De Problem vun der grousser Zuel u Leit, fir déi de Logement ouni Hëllef vum Staat oder vun der Gemeng inaccessibel ass, bleift also bestoen. An deen ass eeben nëmmen ze léisen, wann d'ëffentlech Hand genuch Wunnengen zur Verfügung huet, déi ënnert dem Marchéspräis kënnen ugebuede ginn. Den neie Pacte Logement huet hei nei Akzenter gesat am Verglach zu sengem Virgänger, dee just a reng op de Wuesstum ausgeriicht war.

Besonnesch wichteg ass fir d'LSAP, dass eng éischte Kéier d'ëffentlech Hand an de Besëtz vun Terrainen a Wunnenge ka komme bei gréissere Projeten. Dat gëtt de Gemengen an Zukunft vill Méiglechkeeten, fir abordabele Wunnraum ze schafen. Dat soll och d'Gemenge motivéieren, sech nach méi am Wunnengsbau ze engagéieren. De Logement ass jo eng gedeelte Kompetenz tëschent Staat a Gemengen, déi awer och mat Verantwortung kënnt! Dernieft musse mer Weeër sichen, wéi mer d'Privatinitiativen nach besser matagebonne kréien, fir eis Ziler am Logement ze erreechen.

Fir eis als LSAP ass et wichteg, dass mer d'Wuelbefanne vun de Leit am Bléck halen a fir méi Gerechtegkeet suergen. Dat gëllt och an der Aarbechtswelt. Dës Aarbechtswelt ass, wéi mer alleguerte wëssen, am Wandel. D'Salariéen hunn haut aner Erwaardungen un d'Aarbecht wéi fréier, Stéchwuert: Work-Life-Balance. Dozou kënnt nach den Impakt vun der Digitaliséierung op eisen Aarbechtsalldag.

Mir mussen eis dësen Erausfuerderunge stellen an eis froen, ob eis Aart a Weis ze schaffen nach zäitgeméiss ass. Dowéinst gouf am September vum Aarbechtsminister eng Etüd zur Aarbechtszäitreduktioun an Optrag ginn. Hei sollen d'Vir- an d'Nodeeler gekuckt an eng sachlech Debatt erméiglecht ginn.

Ee weidere Projet, deen eis um Häerz läit an deen um Instanzewee ass, ass dee géint den Harcèlement moral, e wichtege Sujet, ass Lëtzebuerg dach an der Europäescher Unioun dat Land, wou Mobbing am zweetheefegste virkënnt!

Fir d'Leit op hirer Aarbechtsplaz ze schützen, brauch et gutt funktionéierend Kontrollinstanzen. Dofir ass et primordial, dass déi dofir relevant Instanz, nämlech d'ITM, déi néideg Moyene kritt, fir hirer Missioun nozekommen. An dësem Sënn ass e Gesetz an der Prozedur.

Dir Dammen an Dir Hären, e Secteur, deen eng besonnesch schwiereg a komplex Transitioun viru sech huet, ass d'Landwirtschaft. Dës Transitioun bezitt sech net nëmmen op d'Nohaltegkeet a méi en effizienten Ëmgang mat Energie oder anere Ressourcen, mee och op d'Upassung u verännert klimatesch Bedéngungen, déi ëmmer manner berechenbar a stabel ginn.

Derbäi komme verännert an zum Deel widderspréchlech Demanden aus enger Gesellschaft, déi nach just wéineg direkte Kontakt zu de Produzenten huet. Bezuelt ginn d'Baueren net nëmme vun hire Clienten, mee iwwer EU-Subventiounen a Steiergelder. An och hei änneren d'Zilsetzungen an d'Konditiounen a reegelméissegen Ofstänn.

Mat der neier PAC an dem Agrargesetz, dat bis Ufank d'nächst Joer soll prett sinn, ginn d'Weichen nei gestallt, woubäi eise Landwirtschaftsminister säi Bescht a säi Méiglechst mécht, fir de Kader, deen d'EU festleet, esou auszegestalten, dass d'Baueren an d'Wënzer an engem verännerten Ëmfeld nach eng gutt Zukunft hunn.

Fréier huet dat bedeit, dass e Bauerebetrib ëmmer méi grouss huet misse ginn an ouni Rücksicht op den Ëmweltimpakt méiglechst bëlleg Liewensmëttel sollt produzéieren. Deen Trend, dee geet och nach ëmmer virun! Ech hoffen awer, dass mer net och zu Lëtzebuerg enges Daags nach just e puer grouss Industriebetriber an der Landwirtschaft hunn, déi enger grousser internationaler Boîte gehéieren a wou e puer Salariéë mam Mindestloun schaffen.

D'Ukrain-Kris huet eis méi bewosst gemaach, dass et keng Selbstverständlechkeet ass, dass ëmmer genuch Liewensmëttel do sinn. Och wann d'Landwirtschaft an de Wäibau zu Lëtzebuerg ekonomesch gesinn net immens vill an d'Gewiicht falen, esou ass et eis awer erëm, mengen ech, méi bewosst ginn, dass d'Liewensmëttelproduktioun eng essenziell Aufgab an eiser Gesellschaft duerstellt.

Konsequenterweis musse mir d'Baueren an d'Wënzer dann och esou bezuelen, dass si net mussen de Schlëssel ënnert den Teppech leeën, well si déi gewënscht Transitioun net géife packen. Schonn iwwer eng Zäit laang gesäit een, dass ëmmer méi Baueren a Wënzer ophalen an d'Zuel vun deene Betriber ofhëlt, net well de Beruff net flott ass, am Contraire, mee well et sech einfach net méi rentéiert.

D'Politik muss hei e Kader schafen, deen et de klengen a mëttelgrousse Betriber erlaabt, ëmwelt- a ressourcëschounend ze schaffen a gläichzäiteg och ekonomesch ze iwwerliewen. Just da kann d'Landwirtschaft och déi wichteg Roll erfëllen, déi si am Ëmwelt- an am Klimaschutz och ze spillen huet.

Bei aller Suerg ëm d'Ekonomie musse mir awer besonnesch och d'Situatioun vun deene Jonken am A behalen. Wann een op dat lescht Joer zréckkuckt, muss een och op den Impakt vun der Pandemie op d'Kanner ze schwätze kommen.

De Bien-être vu Kanner a Jonken huet an der Coronakris gelidden. Bei Kanner a Jonken ass d'Liewenszefriddenheet ëm iwwer 30 % erofgaangen, dat geet aus der Covid-Kids II-Etüd ervir. D'Pandemie huet verdäitlecht, wéi wichteg de Bien-être an déi mental Gesondheet vu Kanner a Jonke sinn. An dësem Sënn ass den neie Jugendpakt e Schratt an déi richteg Richtung.

Nieft all deene Sujeten, déi ech bis elo ugeschwat hunn, wëll ech hei – an dat ass net ëmmer üblech – och emol iwwert d'Justiz schwätzen an hire Lien zum Bierger vun eisem Land. Den drëtte Pouvoir am Land ass e wichtegen Deel vun enger demokratescher a gerechter Gesellschaft. Genee dës Gerechtegkeet geréit awer ëmmer méi a Gefor. D'Lenteur vun der Justice ass eng bekannt Problematik. An dach ass nach net genuch ënnerholl ginn, fir zum Beispill d'Karriär vun de Magistraten ze reforméieren an esou méi attraktiv ze maachen.

Nieft der Ënnerbesetzung muss eise Justizapparat awer och moderniséiert ginn. Wärend der Pandemie si jo vill Prozeduren digitaliséiert ginn. Op dësen Erfarungswäerter sollte mer opbauen. Paperless justice, modern Technologien erlaben et, Zäit an Opwand ze spueren an eventuell och d'Geriichter ze entlaaschten.

Et geet awer net nëmmen ëm déi verlueren Zäit, mee och ëm d'Geld, dat hautdesdaags néideg ass, fir säi Recht anzefuerderen. Dëst féiert dozou, dass sech d'Bierger et eigentlech zweemol iwwerleeën, ob et iwwerhaapt e Wäert huet, fir viru Geriicht ze goen a fir säi Recht ze streiden.

An dëser Rumm ass eng Reform vun der Assistance judiciaire um Instanzewee. Dës Reform ass méi wéi néideg, well mir duerfen net an eng Situatioun

kommen, wou just déi fortunéiert Leit sech den Accès zu eiser Justiz leeschte kënnen.

An der Justiz ass ewell villes aus eisem Koalitiounsaccord ëmgesat ginn, an dat gehéiert gelueft. Allerdéngs muss sech e Rechtsstaat ëmmer erëm dru moosse loossen, wéi gutt en d'Rechter vu senge Minoritéite schützt. Esou ass et zum Beispill nach net méiglech, sech als drëtt Geschlecht an de Regëster vum État civil anzedroen. 2018 hunn eng 105 Persoune gefrot, fir hiert Geschlecht ze änneren. Et gëtt also vill Leit, déi an deem Fall sinn. A mir mussen de Betraffenen d'Méiglechkeet ginn, sech mat deem Geschlecht an de Regëster anzedroen, als dat si sech empfannen.

Dir Dammen an Hären, Gerechtegkeet hei am Land, mee eigentlech och Gerechtegkeet op der ganzer Welt – et kann een net vu Gerechtegkeet schwätzen, ouni déi grouss Ongerechtegkeet ervirzehiewen, déi d'Ukrainer elo schonns zanter méi wéi engem hallwe Joer erdroe mussen.

Ech kann dat, wat de Premierminister iwwert d'Bierger aus der Ukrain gëschter gesot huet, alles bestätegen. D'Ukrainer sinn e couragéiert Vollek, dat fir seng Fräiheet an och e Stéckelche fir eis Fräiheet kämpft. Mir deele mat hinnen d'Wäerter vu Fräiheet, vun Demokratie an och vu Rechtsstaatlechkeet. An duerfir musse mir d'Ukrain weiderhin ënnerstëtzen. Et ass richteg, dass eis Regierung hei bis elo hiert Alleréiglechst gemaach huet.

Dir Dammen an Hären, de Premier huet a sengem Discours betount, wéi wichteg et ass, a Krisenzäiten zesummenzehalen. An dat kënne mir natierlech nëmmen ënnerschreiwen. Zesummenhalen, solidaresch ënnerenee sinn a fir méi Gerechtegkeet suergen, hei zu Lëtzebuerg an op der ganzer Welt, dat ass d'Manéier, wéi mer an der Vergaangenheet d'Schwieregkeeten iwwerwonnen hunn, an dat muss och an Zukunft eise Wee sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Cruchten. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché fir déi gréng.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „D'Welt ass am Wandel", jo, dëse Saz gëtt ganz oft benotzt an ass schonn zimmlech strapazéiert, an awer eegent e sech méi wéi jee, fir d'Welt vun haut ze beschreiwen, an natierlech och eist Land. De Krich an der Ukrain an déi domat verbonnen Energiekris, mee och d'Klimakris an d'Logementskris, déi steigend sozial Ongläichheeten an doriwwer eraus d'Digitaliséierung an d'Globaliséierung, all dës Phenomeener hu laangwiereg Konsequenzen op eis Gesellschaft. De Premier huet et och gëschter betount.

Bei ville Mënsche féiert dësen Ëmbroch och zum Gefill vun Onsécherheet an Angscht an e riskéiert, d'Grief an der Gesellschaft ze verstäerken.

Ech schwätze vun de Grief tëschent deenen, déi d'Präisdeierecht kaum am Portmonni spieren, an deenen, déi all Euro zweemol mussen ëmdréien, deenen, déi sech no un der Aarmutsgrenz beweegen; vun de Grief tëschent deenen, déi Dag fir Dag mat de Konsequenze vun der Klimakris konfrontéiert sinn, an deenen, déi sech keng Gedanken ëm d'Klima maachen, well se hiert Scheefchen ëmmer iergendwou op d'Dréchent kréien; de Grief tëschent deenen, déi sech souzesoen am Schlof un hiren Immobilie beräicheren, an deenen, déi sech keen Daach iwwert dem Kapp kënne leeschten; de Grief tëschent deenen, déi sech an eiser digitaliséierter Welt problemlos zurechtfannen a Virdeeler doraus zéien, an deenen, déi duerch d'Digitaliséierung ofgehaange ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Géigesätz tëschent deenen engen an deenen anere stellen de sozialen Zesummenhalt, dee Lëtzebuerg zanter Joerzéngten auszeechent, haart op d'Prouf. Reagéiere mer net konsequent genuch, riskéiert de politesch rietse Bord gestäerkt ze ginn. An Italien ass dat schonn de Fall. D'Resultat ass eng reaktionär Politik, déi net no vir an eng nohalteg Zukunft féiert, mee zréck an déi däischterst Kapitele vun der Geschicht.

Ech denken, mir sinn eis eens: Esou eng Entwécklung ass geféierlech, an duerfir musse mir se all zesumme verhënneren. An dowéinst däerfe mer net einfach nokucken, wéi d'Grief an eiser Gesellschaft wuessen. Villméi musse mer d'Schëpp an de Grapp huelen a se zouschëppen, well ouni gesellschaftlechen Zesummenhalt kréie mer d'Krisen, mat deene mer konfrontéiert sinn, net bewältegt.

Dovun, Här President, sinn ech iwwerzeegt! Oder anescht ausgedréckt: Gerecht Sozialsystemer, eng gerecht Sozialpolitik, déi keen ausschléissen, stäerken d'Gesellschaft vu bannen eraus a maache se widderstandsfäeg géintiwwer Krisen, Sozialkonflikter, Rietsextremismus a Gewalt.

Vun enger Gewalt wéi beispillsweis där, déi Frankräich mat de Gilets jaunes erlieft huet. D'Opstänn vun de Gilets jaunes an de Stroosse vu Paräis hu sech net nëmmen negativ op déi sozial Kohäsioun an op déi allgemeng Stëmmung a Frankräich ausgewierkt, si haten och en Impakt op eng ganz Rei Secteuren, déi direkt vun de gewalttätegen Opstänn betraff waren. Ech denken un d'Commercen, den Tourismus, d'Sécherheetskräften, déi staark am Asaz waren, a vill aneres méi. A schlussendlech hunn dës Opstänn der ganzer Welt gewisen, zu wéi enge Situatiounen eng ongerecht Sozialpolitik ka féieren.

Dir Dammen an Dir Hären, zanter 2013 huet dës Koalitioun esou Konflikter zu Lëtzebuerg verhënnert, andeems se proaktiv gehandelt huet. An och an de leschte Wochen hu mir, entgéint der Schwaarzmolerei, déi vu verschiddene Säite bedriwwe gëtt, op en Neits gewisen, datt mir handlungsfäeg sinn, wann et ëm d'Zukunft vun eisem Land geet.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | An eebe grad och, wann et drëms geet, de sozialen Zesummenhalt a Krisenzäiten ze stäerken, fir déifgräifend Konsequenzen ze verhënneren.

Mam Tripartite-Accord, deen um bewäerte Modell vum Sozialdialog berout, huet Lëtzebuerg méi séier reagéiert wéi vill aner Länner an Europa. En huet reagéiert op eng exceptionnel Inflatioun.

Dir Dammen an Dir Hären, dank der Energiepräisbrems, déi vum Energieminister Claude Turmes zesumme mat senge Regierungskolleegen op d'Schinn gesat gouf a kuerzfristeg e legale Kader wäert kréien, ginn d'Menagen zu Lëtzebuerg breet geschützt, wärend d'Betriber an hiren Efforten ënnerstëtzt ginn, hir Aktivitéite méi nohalteg auszeriichten.

D'Betriber gi viru Faillitte geschützt a vill Aarbechtsplaze bleiwen erhalen doduerch, datt mer der Inflatioun e Rigel virschiben, mat der erfreelecher Nouvelle, datt 619 nei Betriber sech rezent zu Lëtzebuerg implantéiert hunn an datt de Chômagetaux trotz Kris bei ënner 5 % läit.

D'Vertrauen an eis Ekonomie ass also net esou schlecht, wéi et vu Verschiddenen duergestallt gëtt. De Grond vun deem Vertraue läit dodran, datt gréisser sozial Krisen a Konflikter zu Lëtzebuerg verhënnert bleiwen. Si bleiwen eis erspuert, well de Sozialdialog groussgeschriwwe gëtt.

An och wann de Kampf géint d'Klimakris net à la une vun den Noriichten ass oder vun de Medieberichter allgemeng, esou gëtt d'Klimakris am Tripartite-Accord alles anescht wéi ignoréiert. Iwwer 200 Millioune sinn am Accord fir Mesurë virgesinn, déi d'Energietransitioun konsequent beschleunegen. Neier kommen nach derbäi – an op déi kommen ech nach zréck.

Doriwwer eraus si mer „on track", wéi een dat esou schéi seet, mat eise Klimaziler, an dat trotz der Relance, déi sech am Joer 2021 bemierkbar gemaach huet an déi ekonomesch Aktivitéiten nom pandemiebedéngte Ralentissement nees a Gang bruecht huet.

Wat d'Energiespuercampagne vun der Regierung ugeet, esou ass vu verschiddene Säite jo gefaart ginn, d'Deckelung vun de Präisser kéint zu engem Effet pervers féieren an deem Sënn, datt d'Motivatioun fir ze spueren duerch déi Moossnam op der Streck géif bleiwen.

Här President, haut stelle mer fest, datt déi Suerg onbegrënnt ass. Trotz der Präisdeckelung dréit d'Spuercampagne éischt Friichten: Am September louche mer beim Gas net just bei den ugestriefte 15 % Aspuerung, mir louche ganzer 26 % ënnert der duerchschnëttlecher Consommatioun vun de leschte Joren.

An eisen Aen ass dat net verwonnerlech, well och wann de Präis vu Gas a Stroum gedeckelt gëtt, esou heescht dat nach laang net, datt dës Energië bëlleg ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Et heescht och net, datt et de Mënschen egal ass, wéi héich d'Rechnung um Enn vum Mount ausfält a Krisenzäiten, emol onofhängeg dovun, datt d'Angscht virun Enkpäss vill Mënsche ganz sécher dozou beweegt, méi spuersam mat der Energie ëmzegoen.

Dir Dammen an Dir Hären, gehandelt gëtt natierlech och am Logement – dat ass elo méi oft betount ginn –, an zwar méi wéi jee virdrun an der Geschicht an domat och méi wéi ënnert deem Premierminister, deen d'Logementspolitik zur Chefsaach erkläert hat an duerno éierlechkeetshalber huet misse feststellen, datt déi Chefsaach an den Echec gefouert huet.

Wat d'Kris an deem Secteur ugeet, esou huet de Minister Henri Kox virun e puer Deeg e weidere Meilestee geluecht, deen de Locatairen zeguttkënnt. Ech schwätze vun der Reform vum Mietgesetz, déi de Locatairë méi Rechter gëtt. Doriwwer eraus schafe mer endlech en nationaalt Instrument, fir eidel stoend Wunnengen ze mobiliséieren. Ech kommen nach drop zréck.

Dëst ass e weidert Beispill, wat d'Handlungsfäegkeet vun dëser Regierung illustréiert, och a virun allem a Krisenzäiten.

Doriwwer eraus huet dës Koalitioun den Austausch mat de Biergerinnen a Bierger groussgeschriwwen. Och dat stäerkt d'Kohäsioun am Sënn vun der Participatioun vun der Gesellschaft un den Entscheedungsprozesser.

D'lescht Woch hunn d'Membere vum Klima-Biergerrot hir Proposen an der Chamber virgestallt. Hir Propose ginn analyséiert an am Plenum diskutéiert. Klasséiert a vergiess gi se net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, ech hunn et gesot, vill Moossname si schonn en place oder gi kuerzfristeg ëmgesat. A wa mir iwwert d'Lag vun der Natioun schwätzen, oder besser gesot iwwert

d'Situatioun vun eiser Gesellschaft a vun eiser Ekonomie, da musse mer natierlech och an d'Zukunft kucken an op d'Erausfuerderungen, déi an den nächste Wochen a Méint op eis waarden.

Et sinn der eng Hellewull, an déi Hellewull fänkt bei der Verantwortung un, déi mer och an Zukunft mussen iwwerhuelen, fir d'Mënschen zu Lëtzebuerg virun der Aarmutsfal ze schützen.

Dir Dammen an Dir Hären, scho virun der aktueller Kris krut e knappt Véierel vun de Stéit zum Schluss vum Mount d'Enner nëmme schwéier beieneen. An och wa mer scho virun zéng Joer e Gesetz gestëmmt hunn op dëser Plaz, wat d'Iwwerverschëldung sollt verhënneren oder zumindest a Grenzen halen, esou woen ech ze behaapten, datt haut méi Stéit vum Surendettement betraff si wéi jee virdrun. Laut der Aschätzung vun der Direktesch vum LISER, déi gëschter Moien Invitée op RTL war, wäert d'Iwwerverschëldung an den nächste Joren nach zouhuelen, an och dat gëtt ze denken!

Genau dowéinst sinn d'Mesuren, déi an dëser Tripartite an an där virdrun, mee och schonn zum Deel virun der Tripartite decidéiert goufen, carrement onëmgänglech gewiescht. Ech schwätze vun der Deckelung vun den Energiepräisser, déi ech schonn ernimmt hunn. Si kënnt séier bei de Leit un an ass onkomplizéiert ëmzesetzen. Ech schwätze vum Indexmechanismus, dee voll wäert spillen, vum Crédit d'impôt énergie, dee verlängert wäert ginn, vun der erhéichter Allocation de vie chère an der Prime énergie, déi bestoe bleiwen, vun der Indexéierung vum Kannergeld, déi mer scho méi laang decidéiert hunn, vum Mindestloun a vum REVIS, déi am Januar ëm 3,5 % eropginn, vun de Menagen, déi méi wéi jee ënnerstëtzt ginn, wa se an d'Richtung vun der Energietransitioun investéieren, fir méi onofhängeg vun den deiere fossillen Energien ze ginn.

Derbäi kommen nei Moossnamen, déi de Premier gëschter annoncéiert huet an déi mir och begréissen: De Personalschlëssel vun den Offices sociaux geet ëm 50 % an d'Luucht an de Steierkreditt fir elengerzéiend Eltere gëtt vu 1.500 Euro d'Joer op 2.500 Euro d'Joer eropgesat bei den Niddregverdénger, fir et an deene Chifferen auszedrécken, déi d'Finanzministesch de Moien hei op dëser Plaz annoncéiert huet.

All dës Moossnamen, Dir Dammen an Dir Hären, sinn e weidere wichtege Schrëtt am Kampf géint d'Aarmut zu Lëtzebuerg. An net ze vergiessen, schonn an der Pandemie goufen iwwer 3,3 Milliarden Euro an déi sozial a wirtschaftlech Stabilitéit vum Land investéiert.

An awer däerfe mer net blauäugeg sinn, well trotz all dëse wichtegen a sënnvolle Moossnamen däerfe mer net aus den Ae verléieren, datt mir zu Lëtzebuerg scho laang virun der Kris mat engem wuessenden Aarmutsrisiko konfrontéiert waren, virun allem bei de Kanner, mee net nëmmen. Dësen Aarmutsrisiko ass struktureller Natur a muss méi déifgräifend analyséiert ginn.

National an international Rapporte schwätze Bänn a verlaangen eng déifgräifend Analys. Esouwuel de Statec wéi och d'Caritas, d'Chambre des Salariés, de Conseil économique et social an d'Unicef, déi sech méi speziell op d'Kanneraarmut konzentréiert, mee och verschidden international Gremien, wéi d'OCDE an den Eurostat, kommen alleguer zu änleche Konklusiounen a warne virun engem wuessenden Aarmutsrisiko an eisem Land.

Virun allem weisen all dës Rapporten op d'Villschichtegkeet vun der Aarmut hin. Villschichtegkeet heescht, datt d'Aarmut vill verschidde Gesiichter a multipel Facetten huet. Si betrëfft an éischter Linn déi Elengerzéiend, déi mam nächste Budget duerch zousätzlech Hëllefstellungen ënnerstëtzt wäerte ginn; ech hu se genannt.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Den Aarmutsrisiko betrëfft awer och d'Familles nombreuses mat ville Kanner, oft Familljen och mat Migratiounshannergrond. En ëmfaasst de Phenomeen vun de Working Poor a reecht bis hin zu de Laangzäitaarbechtslosen, de jonke Schoulofbriecher a Pensionnairen, déi riskéieren, ënnert der sougenannter Altersaarmut ze leiden. Meeschtens sinn et Fraen.

Wichteg ass an deem Kontext d'Tatsaach, datt d'Aarmut sech net just um monetäre Volet moosse léisst, och wann dat méi einfach ass. Dat soziaalt Ëmfeld, an deem d'Mënsche liewen, déi kierperlech a mental Gesondheet, d'Wunnsituatioun, de Bildungsgrad, déi kulturell Participatioun, d'Inklusioun duerch d'Sprooch a vill aner Facteure si weider Gradmiesser vun der Aarmut. Fir déi reell Aarmut ze moossen an de Risiko, an d'Aarmutsfal ze tappen, falen dës Facteuren awer oft net an d'Gewiicht.

An deem Kontext ass et begréissenswäert, datt d'Regierung e Projet mam Numm CUSS, Couverture universelle des soins de santé, finanzéiert. D'Zil besteet doran, all Mënsch, dee sech zu Lëtzebuerg ophält, d'Recht op medezinnesch Soinen ze garantéieren, och wann en aus diverse Grënn keng obligatoresch Krankeversécherung huet.

Vu datt dëse Projet awer kee legale Kader huet bis elo, riskéiert en, eiser Meenung no, op wackelege Féiss ze stoen, well d'Recht op déi Soinen net iwwer en entspriechend Gesetz gereegelt a garantéiert ass.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dat selwecht zielt fir d'Prozeduren an d'Verdeelung vun de Verantwortlechkeete bei der Ëmsetzung vun der Couverture universelle des soins de santé, wuel wëssend, datt net nëmmen d'Servicer vun der Santé, mee och eng ganz Rei aner Acteure virun allem aus dem Sozialberäich an dee Projet implizéiert sinn a matschaffen. Dozou gehéieren och eng Rei ONGen.

Als Gréng plädéiere mir deemno derfir, sämtlech Acteuren an Organisatioune mat an d'Boot ze huelen, fir de Projet an enger nächster Etapp ze evaluéieren an iwwer en entspriechende Projet de loi nozedenken, deen d'Couverture universelle des soins definitiv an eiser Gesetzgeebung verankert.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dozou gehéiert och eng national, ressortiwwergräifend Strategie, an dësem Fall eng Stratégie de santé sociale, wéi et se zum Beispill an eisen Nopeschlänner gëtt.

Och an anere Beräicher, Dir Dammen an Dir Hären, déi mat der Bekämpfung vum Aarmutsrisiko verbonne sinn, brauche mer eng Laangzäitstrategie mat konkreeten a cibléierten Zilsetzungen, déi der Realitéit dobaussen an d'A kucken. Op eiser Pressekonferenz vum leschte Méinden ass meng Fraktiounskolleegin Djuna Bernard op dee Volet agaangen. Dozou gehéiert fir d'éischt emol d'Analys, ob a wéi wäit déi verschidden Allocatiounen de reelle Liewenskäschte gerecht ginn.

Doriwwer eraus brauche mer och eng individualiséiert an dezentraliséiert Prise en charge an der Lutte géint d'Obdachlosegkeet. Mir brauchen en universelle gratis Zougang zu de psychotherapeuteschen Hëllefsleeschtunge fir jiddwereen. Dat kann een net oft genuch widderhuelen an et kann een och net oft genuch bedaueren, datt déi Soinen nach ëmmer net fir jiddwereen accessibel sinn!

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | An och déi gehéieren zu der Stäerkung vun der Santé mentale et sociale, well sozial Aarmut a mental Detresse ganz no beienee leien.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Mir brauchen eng „Housing First"-Offensiv, verbonne mat der Stäerkung vun der Sozialaarbecht, an e vereinfachten Zougang zu de finanziellen Hëllefen, déi opgrond vu schwéierfällege Prozeduren net ëmmer vu jiddwerengem wouergeholl ginn, och oft aus Grond vu sproochlechen Hürden.

Datt de Personalschlëssel, wéi ech et scho gesot hunn, vun den Offices sociaux ëm zousätzlech Prozent (veuillez lire: zousätzlech 50 %) erhéicht gëtt, ass an deem Kontext eng absolutt gutt Decisioun.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Generell geet et drëms, an dësem breetgefächerte Beräich geziilt op eng Mise en réseau ze setzen an Zukunft an net méi op e Silodenken, an do sinn all Ressorten, déi nëmmen iergendwéi mat Aarmutsbekämpfung ze dinn hunn, gefuerdert. Dat si vill Ressorten, inklusiv eis eegen. Ech denken och dobäi un de Logement.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een dann iwwert de sozialen Zesummenhalt zu Lëtzebuerg weider nodenkt, kënnt een och net derlaanscht, iwwert de Logement, deen ech grad ernimmt hunn, ze schwätzen; dat ass eng Evidenz. An et ass och eng Evidenz, datt déi héich Präisser dozou féieren, datt ëmmer manner Leit sech eng Wunneng kënne leeschten, sief et fir ze kafen oder fir ze lounen. Dat ass d'Realitéit, mat där vill Biergerinnen a Bierger, virun allem jonker, mee net nëmmen, ëmmer méi staark konfrontéiert ginn.

Fir där Realitéit ze begéinen, muss, an dat gëtt schonn zanter Jore gefuerdert, däitlech méi gebaut ginn. An dann ass et keen anere wéi de Staat, dee seng Verantwortung muss iwwerhuelen a baue muss. Well nëmmen de Staat ka garantéieren, datt d'Wunnengen zu engem bezuelbare Präis vermaart kënne ginn an an der ëffentlecher Hand bleiwen, amplaz datt se duerno zu Spekulatiounsobjete ginn. A genee aus deem Grond investéiert dës Regierung esou vill wéi nach ni virdrun an den ëffentleche bezuelbare Wunnraum.

De Staat baut massiv nei Quartieren. Et kann ee se net oft genuch ernimmen. Si gesinn och nach gutt aus. Elmen, NeiSchmelz zu Diddeleng, An der Schmëtt oder nach Wunne mat der Wooltz sinn zum Beispill Projeten, déi an dëser Legislaturperiod duerch e Finanzéierungsgesetz ofgeséchert gi sinn.

Dat ware fënnef Gesetzer, déi bal 1 Milliard Euro fräigesat hunn, fir iwwer 3.000 Wunnengen ze finanzéieren. Nach gëtt Main-d'oeuvre gebraucht an och Material, um politesche Wëlle scheitert et jiddefalls net.

Bemierkenswäert ass dobäi, datt déi staatlech Ausgabe fir de Wunnengsbau sech pro Joer am Verglach zu 2017 méi wéi verfënneffacht hunn. Wärend am Joer 2017 just 40 Milliounen Euro an den ëffentleche Wunnengsbau investéiert gi sinn, sti mer haut bei 220 Milliounen am Pluriannuel respektiv enger hallwer Milliard am Joer ... Do hunn ech mech geiert! Ëmgedréit: 220 Milliounen am Joer an enger hallwer Milliard am Pluriannuel. D'Zil ass et dobäi, méi abordabele Wunnraum ze schafen, deen dann och an der ëffentlecher Hand wäert bleiwen, amplaz datt déi meescht vun dëse Wunnenge wéi an der Vergaangenheet eeben net méi accessibel sinn.

Mam Pacte Logement 2.0 goufen doriwwer eraus contraignant Ziler fir d'Schafe vu bezuelbarem Wunnraum agefouert, zesumme mat de Gemengen. De Fonds spécial logement suergt an deem Kontext derfir, datt déi néideg Mëttelen zur Verfügung stinn, fir ambitiéis Wunnengsbauprojeten ëmzesetzen.

E weidere Fortschrëtt besteet am Iwwerschaffe vun de Wunnengsbauhëllefen, an dat souwuel a puncto Krittäre wéi och a puncto Definitioun vun der Abordabilitéit respektiv de Rechter a Flichte vun den ëffentlechen a soziale Bauträger.

D'Reform vum Mietrecht ass schonn ugeschnidde ginn. Dës Reform gëtt virugedriwwen, andeems d'Rechter vun de Locatairë gestäerkt ginn an dee ganze Marché méi transparent a kontrolléierbar gëtt. Haaptneierung ass an deem Kontext d'Reduktioun vun de Loyeren, déi op 3,5 % vum Invest limitéiert gëtt an domat virun allem deenen zeguttkënnt, déi op moderat Loyeren ugewise sinn, fir iwwerhaapt en Daach iwwert dem Kapp ze hu respektiv fir iwwerdeiert Loyeren einfach emol ze verhënneren (veuillez lire: déi op 3,5 % vum Invest limitéiert ginn, wat virun allem deenen zeguttkënnt, déi op moderat Loyeren ugewise sinn, fir iwwerhaapt en Daach iwwert dem Kapp ze hunn; dëst fir iwwerdeiert Loyeren einfach emol ze verhënneren)!

D'Locatairen, Dir Dammen an Dir Hären, hu keng Lobby, d'Promoteuren ëmsou méi. An dowéinst ass et net verwonnerlech, datt verschidde Politiker, déi sech esou gäre fir d'Recht op Wunne staarkmaachen, dann awer e spatze Mëndche maachen a kritiséieren, wa mer Abuse verhënneren an d'Locatairë schützen.

A wéi sot de Premierminister ganz richteg gëschter: Munchmol muss ee sech onbeléift maachen, fir am Déngscht vum Allgemenginteresse Decisiounen ze huelen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Decisioune wéi déi, d'Loyere prozentual zum Invest no ënnen ze revidéieren, sinn Decisiounen am Déngscht vum Allgemenginteresse. A wann e Logementsminister sech domat bei eenzelne Promoteuren oder Politiker onbeléift mécht, dann ass dat en Zeechen, datt dee Minister um richtege Wee ass!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President, ech si souguer iwwerzeegt, datt mëttlerweil eng ganz Rei Promoteuren a Bauhären de Problem erkennen a mat am Boot sinn, wann et heescht, d'Wunnengskris zesummen a proaktiv unzegoen, amplaz sech als privat an ëffentlech Acteuren ze bekämpfen. Dat bréngt kengem eppes!

Dat wat d'Virgängerregierunge wärend Joerzéngten net hikruten, well et um politesche Courage gefeelt huet, gëtt och elo um Niveau vun de Steiere geliwwert. Wien ass frou mat Steieren? Dat sinn déi wéinegst, an awer muss een de Courage hunn, verschiddener anzeféieren. Mat der Leerstandssteier kënnen iwwer 5.000 zousätzlech Wunnenge mobiliséiert ginn. Dat ass Wunnraum fir mindestens 12.000 Mënschen, an duerfir brauch ee keng Erweiderung vun iergendengem PAG eran an d'Natur. Ech schwätzen awer och vun der Mobiliséierungssteier a vun der längst iwwerfälleger Reform vun der mëttlerweil 80 Joer aler Grondsteier, un där sech bis haut och keen d'Fangere verbrenne wollt.

En anere Volet, dee mer wichteg ass, ass d'Bildung a Relatioun zu der sozialer Gerechtegkeet – well och déi sinn enk matenee verbonnen.

Virdrun hunn ech d'Bild vun de gesellschaftleche Grief benotzt, déi mir musse probéieren zouzetippen. D'Schoul ass eng Institutioun, déi massiv dozou bäidroe kann. Reegelméisseg féieren déi national Bildungsberichter an och international Etüden eis virun Aen, datt eise Schoulsystem an eisem hyperdiverse Land nach ëmmer eng Rei Hürden ze iwwerwannen huet. Nieft de vill zitéierte sproochlechen Hürden däerfe mer besonnesch an dësen Zäiten no der Pandemie och déi sozial an ekonomesch Ongläichheeten net aus den Ae verléieren.

Eng Rei vu Projete si gutt a geduecht, fir Äntwerten op déi enorm Erausfuerderungen ze ginn. Ech denken un déi méi kleng, mee wichteg Initiativen, wéi d'Aféierung vun der Hausaufgabenhëllef, och wann do nach eng ganz Rei Detailer ze kläre sinn um Niveau vun de Kompetenze wéi och um Niveau vun der Organisatioun. Ech denken un déi ugekënnegt Kreatioun vun engem Eltereforum an alle Schoulregioune vum Land. Ech denken awer och u gréisser Projeten, wéi zum Beispill den Ausbau vun den ëffentlechen internationale Schoulen, déi alle Kanner am Land zougänglech musse sinn a ginn, a vun de Pilotprojeten, wéi zum Beispill der Alphabetiséierung op Franséisch, déi op véier Plazen am Land versicht gëtt, fir duerno dann e Bilan ze zéien a se vläicht ze erweideren.

Och dëst Joer stinn doriwwer eraus nach wichteg Gesetzer um Programm, zum Beispill d'Reform vun den Accueilsklassen a vun der Obligation scolaire bis zum Alter vun 18 Joer, déi relativ vill kritiséiert gëtt. Dat kritt ee mat. Natierlech muss opgepasst ginn, datt Jonker doduerch keng Nodeeler kréien, wa se fréi an der Aarbechtswelt Fouss faasse wëllen, dat ass evident. Mat der Formation professionnelle, déi zur Schoulzäit gezielt gëtt, misst dee Problem dach awer léisbar sinn. Haaptsaach, déi Jonk kréien eng Zukunft, déi se sech selwer kënnen opbauen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President, net méi spéit wéi dës Woch krute mer dann och den OECD-Rapport virgestallt iwwert d'Manéier, wéi Lëtzebuerg d'Pandemie gemeeschtert huet. Iwwert d'Santé ass scho vill gesot ginn. Do ginn ech haut net drop an, jiddefalls net, wat d'Gestioun vun der Pandemie ugeet. Ech wéilt mech méi op de Bildungsberäich konzentréieren.

Am Kapitel iwwert de Bildungssystem koum de Rapport zur Konklusioun, datt mir vergläichsweis gutt dostinn, well eis Schoulen net laang zou waren am Verglach zu anere Länner, well mer gutt Infrastrukturen hunn, an awer och net zulescht wéinst dem enormen Asaz vum Léier- a Betreiungspersonal. Wat d'Infrastrukturen ugeet, si mer natierlech frou ze héieren, datt weider investéiert gëtt, och an d'Schoulen, Schoule fir Kanner a Jonker als wichteg zukunftsweisend Infrastrukturen.

Gläichzäiteg gëtt an deem Rapport vun der OCDE awer och e Problem opgeworf: de Problem vun den Inegalitéite bei de Kanner a Jonken. De Rapport recommandéiert dofir, eng laangfristeg strukturell Transformatioun vun eisem Bildungssystem an d'A ze faassen, net vun haut op muer wuelgemierkt, mee gutt iwwerluecht a gutt geplangt. An do wäert dat Joer, dat elo kënnt, e ganz wichtegt sinn, net nëmmen, well wéi no all Legislatur e Bilan muss gezu ginn, mee och well d'Walprogrammer geschriwwe ginn. Dann ass et interessant ze gesinn, wéi all Fraktioun, all Partei an all Groupe politique d'Schoulpolitik vu muer gesäit.

Mat den éischte systemateschen Evaluatioune vun den ëffentlechen internationale Schoulen am Fréijoer 2023 bitt sech dann och eng gutt Geleeënheet, fir d'Weiderentwécklung vum Häerzstéck vun eisem Schoulsystem op en Neits an de Bléck ze huelen. D'Häerzstéck ass fir eis Gréng déi ëffentlech Schoul: eng Schoul, déi fir all Kand a Jonke gratis zougänglech ass an d'Kanner onofhängeg vun hirem soziale Statut zesummebréngt.

Fir eis als Gréng ass et kloer, datt d'Bildungsgerechtegkeet an d'Inklusioun bei der Weiderentwécklung vun eisem gesamte Bildungssystem den zentralen Usproch musse sinn, an dat souwuel bei der Organisatioun wéi och bei den Inhalter, deen zentralen Usproch vun Inklusioun an Accessibilitéit, a bei enger nach besserer Vernetzung vun der formaler an nonformaler Bildung, déi net méi parallell zueneen däerfe lafen, mee matenee musse funktionéieren am Interesse vum Kand.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Eist lescht Kapitel, dat ech am Numm vun der grénger Fraktioun wëll thematiséieren, betrëfft natierlech d'Klima an d'Ëmwelt, en entscheedend Theema an dësen Zäiten, mee net nëmmen. Et ass en Theema, wat natierlech de Klima- an Ëmweltschutz ëmgräift an eent vun eise Kärtheemen ass. Och do spillt d'Sozialpolitik eng weesentlech Roll, wann et drëms geet, Fortschrëtter ze erreechen a jidderee mat an d'Boot ze kréien.

Fir et einfach auszedrécken: Fir Mënschen, déi ëm hir Existenz musse fäerten, gehéiert d'Klima net zu den Haaptsuergen. D'Haaptsuerg ass, iwwerhaapt emol am Alldag iwwert d'Ronnen ze kommen. Allerdéngs bedeit dat net, datt de Klimaschutz fir Leit aus niddregen Akommesschichten irrelevant ass. E Beispill: De Summer 2021 war dee wäermsten, dee bis dohin an Europa gemooss gouf. Dee Rekord gouf am Joer 2022 schonn direkt erëm gebrach: Den europäeschen Äerdobservatiounsprogramm Copernicus huet de leschte Mount gemellt, datt d'Méint Juni, Juli an August nach eng Kéier 0,4 Grad méi waarm ware wéi d'Joer virdrun.

A genau dës Wiederphenomeener, déi sech net just op Canicullen oder Iwwerschwemmunge limitéieren, riskéieren déi sozial Ongläichheete weider ze verschäerfen, national wéi international, a Geréngverdénger a -verdéngerinne méi staark ze belaaschte wéi déi aner: Mënschen, déi an engem schlecht isoléierten Haus liewen, leide méi staark ënnert enger Hëtztwell. Dréchente féieren zu der Hausse vun de Liewensmëttelpräisser an déi wierke sech méi staark bei den niddregen Akommensschichten aus wéi bei deenen héijen Akommensschichten, wann een dat proportionell zum Revenu kuckt.

An och déi aktuell Energiekris an d'Steigerung vun den Energiepräisser sinn eng besonnesch Erausfuerderung fir d'Stéit mat manner Akommes. An duerfir begréisse mir ausdrécklech, datt de Staat dës Mënschen an Zukunft nach méi ënnerstëtzt, wa se sech fir Renovatiounen, d'Austausche vun Heizungen, d'Installatioun vu PV-Anlagen, de Kaf vun Elektroautoen an esou weider decidéieren.

D'Subventioune ginn erhéicht an d'Fotovoltaikanlage gi fir Niddregverdénger integral vum Staat finanzéiert. D'TVA gëtt op ville Pläng erofgesat. Jo, mir si gutt ënnerwee, mee d'Vitess gëtt nach beschleunegt. Momentan si mer op engem gudde Stand, wat d'erneierbar Energien ugeet. Dat muss een awer och betounen.

Am Joer 2021 si 15-mol méi nei PV-Anlagen – also Fotovoltaik gemengt – un d'Netz bruecht gi wéi nach 2017. An de leschte fënnef Joer huet sech d'Capacitéit vun der Fotovoltaik méi wéi verduebelt. 56 Wandkraaftanlagen existéieren zu Lëtzebuerg, 23 nei Anlage goufe geneemegt. Eeler Projete si „repowered" ginn, wéi een dat nennt, dat heescht, datt 4 Wandrieder duerch 1 Anlag ersat ginn.

Um Niveau vun der Klimabilanz huet déi Entwécklung hir Friichte gedroen, well mir eis Ziler fir 2021 grosso modo am Globalen erreecht hunn. De Klimabilan gëtt eis awer och Opschloss doriwwer, a wéi enge Beräicher mir d'Moossnamen nach besonnesch mussen acceleréieren:

Dat ass éischtens de Secteur vun der Industrie, deen am Joer 2021, nom Covidjoer 2020, e besonneschen Essor hat. Ganz begréissenswäert ass dowéinst, datt d'Betriber mat zousätzlechen Aiden ënnerstëtzt ginn, wa se hir Aktivitéite méi nohalteg ausriichte wëllen an an déi Richtung wëllen investéieren. Dozou gehéiert och d'Stäerkung vum legale Kader fir d'Autoconsommatioun, déi laang verlaangt ginn ass an elo Realitéit gëtt.

Dat ass zweetens och de Beräich vun der Konstruktioun a vun de Gebaier, wou et an Zukunft obligatoresch gëtt, all neit Gebai mat enger Solaranlag auszestatten, iwwerall do, wou et méiglech ass. Och dat ass e wichtege Schrëtt no vir. An och an där Fro ginn d'Biergerinnen an d'Bierger net eleng gelooss. Mat den ugekënnegte Moossname gi se méi ënnerstëtzt wéi jee virdrun. Ech hunn et gesot: Fir eis ass dat dee richtege Wee an och dee wäert seng Friichten droen, dovu si mer iwwerzeegt!

Dir Dammen an Dir Hären, d'Biergerbedeelegungsprozesser, déi an de leschte Méint a Jore gelaf sinn, Klima-Biergerrot, Luxembourg in Transition a vill verschidden Initiative queesch duerch d'Land, hunn der Politik e klore Message ginn. Si hunn de Message ginn, wéi et soll weidergoen. Eenzelner hunn et och virgemaach, esou zum Beispill d'Transition Minett, déi eng ganz grouss Energiekooperativ opgebaut huet. De Message vun hinnen alleguer ass, datt mer eis Efforte musse beschleunegen, fir der Urgence climatique gerecht ze ginn.

Dat heescht net, datt déi ganz Gesellschaft vun haut op muer un engem Strang géif zéien. Dat wär ze vill schéin. Et heescht awer, datt d'Bewosstsäin vis-à-vis vun der Klimakris bei esou Prozesser gestäerkt gëtt an datt ëmmer méi Biergerinnen a Bierger, och vill Jonker, bereet sinn, hir Verantwortung fir d'Zukunft vun eisem Land ze iwwerhuelen. Dat wëll ech betounen an dofir sinn ech och frou, datt an der Schoul ëmmer méi op d'Bildung zur Nohaltegkeet gesat gëtt.

Dat selwecht zielt och fir d'Betriber, déi zum Deel amgaang sinn, ganz innovativ ze ginn an dobäi ënnerstëtzt musse ginn.

Déijéineg, déi kierzlech bei der 20-Joer-Feier vum IFSB zu Beetebuerg – eng Gemeng, déi ech besser kennen –, dem Institut de formation sectoriel du bâtiment, derbäi waren, wëssen, vu wat ech schwätzen. An deem Institut ginn engersäits d'Acteuren aus der Baubranche an aus der Industrie am Beräich vun der Nohaltegkeet, vum nohaltege Baue forméiert. Den Undrang bei de Formatiounen ass grouss.

Anerersäits liwwert dëse Betrib awer och selwer d'Beispill, datt e risegt Gebai, an deem vill verschidde Bauaktivitéiten a Form vu Formatioune stattfannen, praktesch komplett ouni CO_2-Emissiounen auskomme kann. Dat ass keng irrationell, geféierlech gréng Ideologie, dat ass eng rationell Tatsaach. Si beweist, datt och am Bausecteur innovativ a kreativ ëmgesteiert ka ginn an datt eng ganz Rei Responsabeler aus deem Secteur schonn haut bereet sinn, mat der Regierung un engem Strang ze zéien.

Domat kéim ech schonn zur Konklusioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den däitschen Altkanzler Helmut Schmidt, deen Der all kennt, kannt hutt, sot de bekannte Saz: „Wer Visionen hat, sollte zum Arzt gehen." E gëtt oft gebraucht.

(Interruption)

An e gëtt interpretéiert als: Wie Visiounen huet, huet se net méi all! Dës Interpretatioun gräift definitiv ze kuerz. Et goung dem Helmut Schmidt villméi drëms ze soen, datt Politik problemorientéiert muss denken a konkreet Léisunge fir d'Leit muss ubidden, datt se sech net däerf an Zukunftsvisiounen an am Idealismus verléieren, mee déi reell an imminent Problemer an Ängschte vun de Biergerinnen a Bierger muss ugoen.

Domat hat dee gudde Mann natierlech Recht. An awer wëll ech dës Ausso ergänzen. Jo, mir brauche konkreet Léisungen! Mir brauchen och eng kloer Richtung, virun allem, wa mer eppes géint d'Ängschte wëllen ënnerhuelen, vun deenen ech am Ufank geschwat hunn.

Der Angscht virun der Zukunft a virun den Onsécherheete vun der Kris begéinen, dat maache mer op eng effikass Manéier, wa mer hir eng positiv Visioun vun der Zukunft entgéintstellen, déi jiddwerengem zeguttkënnt, virun allem de follgende Generatiounen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dat ass d'Visioun vun der Klimaneutralitéit, vun engem liewenswäerte Liewen, vun engem gerechte Liewen an enger propperer Ëmwelt, d'Visioun vun enger gerechter Gesellschaft, an där jiddwereen déi selwecht Chancen huet, sech ze entfalen, a sech en Daach iwwert dem Kapp ka leeschten, d'Visioun vun enger Gesellschaft, an där d'Grief tëschent deenen engen an deenen aneren net méi grouss ginn, mee méi kleng.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Koalitioun huet an de leschte Jore béides gemaach: Si huet eng kloer Richtung mat Visioune fir d'Zukunft virginn a si huet gläichzäiteg mat konkreeter Politik ënnermauert.

An och bei dësem sougenannten État de la nation, wéi e scho joerzéngtelaang heescht, huet dat sech op en Neits gewisen. A genau op deem Wee wëlle mir Gréng zesumme mat der Regierung eis och an Zukunft beweegen.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, däser Deeg geet ganz vill rieds vu Krich, vu Leed a vun Nout. Den Här Staatsminister huet zu Recht staark dorobber insistéiert. A mir soe Merci fir seng Ried vu gëschter. Deen Drama, dee Krich, dee mir haut am Oste vun Europa erliewen, huet och op eis ganz considerabel Auswierkungen.

Awer eng däerf e ganz sécher net hunn: En däerf eis net d'Meenungsfräiheet huelen! Mir sinn eng fräi Gesellschaft a mir wëllen et bleiwen. Den Här Staatsminister huet gëschter e puermol gesot, datt mir eis net däerfen auserneendividéiere loossen, net beim Klimawandel, net bei der Ukrain. Abee, eise Gesellschaftsmodell zeechent sech genee doduerch aus: dat Recht op Dissens! Dat ass déi Fräiheet, déi mir mengen, déi mir verdeedegen: dat Recht, eng aner Analys an eng aner Meenung ze hunn ewéi d'Regierung an déi och haart an däitlech ze soen.

Den Här Staatsminister a seng Regierung mussen oppassen, datt se net op eemol op déi Iddi kommen, datt just eng Pensée unique domadder verbonne wär, mat der Iddi, sech net auserneendividéieren ze loossen. Mat eis geet dat net! D'ADR steet fir eng lieweg Demokratie a wëll eebe just aner ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, erlaabt Der ...? A nee, pardon! Ech hat gemengt ...

(Interruption par M. Yves Cruchten)

... an ech hat mech geiert, jo! Et war ee Fanger an der Luucht an dunn hat ech ze fréi reagéiert a falsch reagéiert. Pardon!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also dat deet mer leed, ech hätt mech gefreet, fir mam Här Cruchten kënnen en Echange iwwert d'Meenungsfräiheet ze hunn.

(Hilarité)

Mee vläicht kënne mer herno dann dorobber zréckkommen.

Also den Här Staatsminister muss oppassen, datt en elo net op eng Iddi kënnt, datt mer hei just eng Pensée unique hunn, just nach eng Meenung zougelooss ass, ënnert dem Virwand, eis net auserneendividéieren ze loossen.

Mir hätte gär eng lieweg Demokratie an dat geet nëmmen, wann och vill verschidde Meenunge kënnen zur Geltung kommen. An et gëtt Wourechten, déi ee muss soen an déi net op der Linn vun der Regierung leien. Dat gëllt selbstverständlech och fir déi zwee Sujeten, déi hien ernimmt hat, de Klimawandel an d'Situatioun an der Ukrain.

Well och mir hei am Weste sinn an enger ganz schwierieger Situatioun, an déi ass zu engem groussen Deel hausgemaach. Si war an ass mat bedéngt duerch déi Reaktiounen, déi déi westlech Staaten – inklusiv dës Regierung – no deem illegalen Ugrëff op d'Ukrain vum 24. Februar 2022 geholl haten: eng Sanktiounspolitik géintiwwer Russland, déi de Krich net op en Enn bréngt, awer eis selwer am héchste Mooss schuet. Si bréngt Nout a Leed duerch déi kënschtlech provozéiert Energieknappheet an déi domat verbonnen héich Energiepräisser. An dës Regierung ass nun emol dofir mat verantwortlech.

Hir Politik ass zu engem Bumerang ginn. Den Här Asselborn selwer hat an engem Interview am „Wort" zouginn, datt d'Sanktiounen net wierken. Et freet eis natierlech ëmmer, wann den Här Asselborn der Meenung vun der ADR ass.

Mir fannen et och net normal, datt mir amerikanesche Flësseggas zu engem Präis kafen, dee véiermol méi héich ass wéi dee Präis, deen amerikanesch Firmen dofir musse bezuelen. Mir verléieren eis Kompetitivitéit. Mir ruinéieren eis Ekonomie. D'Politik vun der EU a vun dëser Regierung mécht eis zu engem Verléierer an engem Krich, un deem mir net direkt bedeelegt sinn.

D'Sanktiounspolitik ass mat responsabel derfir, datt mir an Europa an zu Lëtzebuerg um Wee an eng strukturell ekonomesch Rezessioun sinn, datt mir ënner enger héijer Inflatioun leiden, notamment och duerch d'Energiepräisser, datt eis Wärung schwaach ass, datt den Indexsystem ugegraff gëtt, datt eis Scholde klammen a klammen an datt och den Aarmutsrisiko nach weider an d'Luucht geet. Vill Betriber fäerten ëm hir Existenz.

D'DP huet virdru gesot, déi Politik wär alternativlos. Ass dat do ouni Alternativ? Mir zweifelen drun. Et weist jiddefalls op eng ganz drastesch Manéier, wéi wichteg, wéi omnipresent d'Politik ass a wéi si eist Liewe bis an dee klengsten Detail bestëmmt. Vill Leit hunn dat scho bei der Impfdebatt an der Covidkris erkannt.

An elo? Wien hätt geduecht, datt mir eis enges Daags géife Froe stelle wéi dës: Wéi waarm dierf et am Wanter bei mir doheem sinn? Kënne mir kontrolléiert a bestrooft ginn, wa mir d'Heizung ze vill opdréinen? Anscheinend jo net, seet d'Regierung, mee mir sinn nach net an der obligatorescher Phas vum Energiespueren. Esou Froe wären nach virun e puer Méint als absurd bezeechent ginn. Haut gi si Realitéit!

Mir sinn net vun näischt an dës Situatioun geroden. Si ass d'Resultat vu politeschen Decisiounen, déi dacks iwwerstierzt geholl goufen, a virun allem ouni vill eegene Courage gouf aneren nogelauschtert.

Jo, den Ugrëff op d'Ukrain ass am Widdersproch zum internationale Recht. Dat hu mir all verurteelt. Awer als ADR wësse mir ganz gutt, datt an all Stadium vun der Entwécklung vun der aktueller Kris och aner an dacks besser Decisioune méiglech gewiescht wären. Dofir hätt et Éierlechkeet, Wäitsiicht a Courage gebraucht, Eegeschaften, déi d'Regierung, d'Regierungsparteien an aner Parteien heibanne leider net genuch gewisen hunn.

Dës Kris weist also nees mat aller Däitlechkeet, datt et net egal ass, wien ee wielt. Mir als ADR gesinn eis jiddefalls als déi wierklech Alternativ zu der Regierungspolitik. Mir sti fir eng zolidd, konservativ a sozial Politik, déi eist Land, seng Traditiounen, seng Interessien net een Abléck aus den Ae verléiert. Jo, fir eis steet Lëtzebuerg un der éischter Plaz a mir bekennen eis dozou.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir moossen och d'Regierung un deem Standard, well dofir ass d'Regierung eigentlech do, fir d'Interessie vun eisem Land ze verdeedegen. Mir brauche jo keng Regierung, déi net d'Interessie vun eisem Land an eise Leit verdeedegt. Mir brauche sécher och keng, déi eisen Interessien och nach virsätzlech schuet. Wie brauch dann esou eng Regierung, déi Aarmut provozéiert a Betriber ruinéiert?!

(Interruption)

Mir als ADR wëllen eng Regierung fir Lëtzebuerg. A mir soen och de Sozialpartner Merci fir deen Engagement, dee si gewisen hunn, datt et méiglech war, an dëser schwiereger Situatioun Accorden ze fannen, déi eis wéinstens e bëssen hëllefen.

Den Här Staatsminister huet a senger Ried – warscheinlech déi lescht an deem Genre virun de Wale vum Oktober 2023 – probéiert, eng ganz positiv Bilanz vun der Aarbecht vun dëser Regierung ze zéien. Och mir wéilten da probéieren, emol esou eng Bilanz opzestellen an op déi lescht Joren zréckzekucken. Wat hu geschwënn zéng Joer Gambia dem Land da bruecht?

Niewelaanscht gesot: Déi Referenz op déi zéng Joer ass net ganz onschëlleg. Well all déi, déi beim Referendum vun 2015 fir op zéng Joer limitéiert Ministeschmandater plädéiert haten an zënter 2013 bis haut an der Regierung sinn, misste jo elo logescherweis 2023 ophalen. Mir ginn also dovun aus, datt den Här Staatsminister selwer eis haut confirméiert, datt hien no de Walen net méi fir e Ministermandat zur Verfügung steet. Dat wär an der Logik vu senger eegener Argumentatioun.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Jiddefalls muss een der Gambia-Regierung ... Mir ware géint déi zéng Joer, mir ware fir dräimol Nee. Dir net, Dir net!

(Interruptions)

Dir waart do derfir. Jiddefalls muss een der Gambia...

A mir hu gewonnen, Här Staatsminister, mir hu gewonnen. Dat ass dat Schéint!

(Interruptions diverses)

A jiddefalls muss een der Gambia-Regierung no zéng Joer eppes zougestoen: Si huet eisem Land op vill Manéiere geschuet. Si hat vun Ufank un eng ideologesch Agenda. Verkaf huet si dat mat esou Slogane wéi: „D'Fënstere wäit oprappen", fir eist Land ze veränneren. Dat ass hir zu engem groussen Deel gelongen. Jo, Dir hutt eist Land verännert, mee leider net zum Gudden.

Iwwert d'Joren ass dës Regierung ëmmer méi arrogant ginn. Si schwätzt vu Biergerbedeelegung, léisst déi awer nëmmen do zou, wou si sécher ass, datt déi fir si richteg Resultater dobäi erauskommen, zum Beispill bei gutt kontrolléierten an encadréierte Klimaforen.

Den Trauma vum dräifach verluerene Referendum sëtzt eebe ganz déif. Dës Regierung lauschtert net op d'Leit. Beispiller gëtt et der genuch: De Reliounsunterrecht gouf ofgeschaaft, obwuel 25.000 Leit fir de Choix demonstréiert haten. Wat wär schlecht um Choix gewiescht? Eenzel Ministeren, wéi déi Häre Meisch, Haagen an Hansen zum Beispill, si bei alle Gewerkschaften a Beruffsverbänn aus hire respektive Kompetenzberäicher virun allem dofir bekannt, fir bewosst keen Dialog ze féieren.

Fir d'Verfassung kënnen ze änneren, hu véier Parteien, Gambia an d'CSV, hir Walversprieche virsätzlech gebrach. De Verwaltungsgeriichtshaff kritiséiert d'Ministeren Haagen a Bofferding, well si e Geriichtsurteel net ëmgesat hunn. Den Här Cruchten huet hei iwwert d'Justiz geschwat. Mir géifen em un d'Häerz leeën, de sozialistesche Ministeren ze soen, si sollen emol d'Urteeler respektéieren, déi géint si geschwat ginn – dat ass Respekt virum Rechtsstaat. Dat wär eng gutt Saach!

M. Roy Reding (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An der Digitaliséierung si mir gutt, ausser – ausser! – wann d'Leit sech solle kënnen digital fir e Referendum ausschwätzen. Do ass d'Regierung strikt dergéint! An Ëmfroen hu gewisen, datt et keng Majoritéit bei de Lëtzebuerger gouf, fir d'Residenzklausel beim kommunale Walrecht falen ze loossen. Gambia, d'Piraten an d'CSV hunn et trotzdeem gemaach.

Et ass e bal systematescht Regéiere géint d'Leit. D'ADR steet dogéint konsequent op der Säit vum Land a vun de Leit. Dofir soe mir och, datt déi nei Verfassung esoubal wéi méiglech engem Referendum muss ënnerworf ginn, ob se schonn a Kraaft ass oder net.

(Interruptions)

Här President, an all eenzelnem Beräich vun der Politik hu mir iwwert déi lescht Jore Schlëmmes misse materliewen. Mir wëllen dat dokumentéieren a maachen emol e klenge Réckbléck op d'Politik aus deene leschte Joren.

D'DP huet esouwuel hir eege Walclientèle wéi och d'Geschicht vun hirer Partei vergiess. Am Confinement hunn déi kleng Geschäfter missen zoumaachen, déi grouss hunn däerfen opbleiwen. Ass dat d'Handschrëft vun enger DP, déi sech wëll fir d'Geschäftsleit asetzen?

Am Logement geet si elo op de Wee, mat de Gréngen an de Sozialisten, vun der Aushieleguing vum Proprietéitsrecht. Déi nei Mobiliséierungs- a Grondsteiere sinn näischt anescht wéi eng staatlech Tutelle iwwert d'Proprietären. Eng liberal Partei hätt dat nimools däerfe maachen, op jidde Fall eng, déi sech eescht hëlt.

(Interruption)

Wien de Logementsproblem wëll upaken, muss géint den onkontrolléierte Wuesstum ugoen. E muss de Leit d'Fräiheet an d'Méiglechkeet fir ze investéiere ginn an e muss derfir suergen, datt et manner bürokratesch Hürden an Delaie gëtt. Dat wär d'Aufgab vun enger DP gewiescht. Dat huet si awer net gemaach.

Den Här Staatsminister huet gëschter a senger Ried extra betount: „D'Recht op Eegentum bleift bestoen!" Ma merci! Dat Recht op Eegentum ass e Mënscherecht. Et steet a wichtegen internationalen Dokumenter an et léisst déif kucken, datt doriwwer iwwerhaapt diskutéiert gëtt an dëser Regierung!

Iwwer 70 % vun de Lëtzebuerger si Proprietär vun hirem Haus oder vun hirer Wunneng. Mir mengen a mir fäerten, datt déi Leit sech elo wuel Froe stellen. Gëtt dann hiert Eegentum respektéiert? An op wéi eng Manéier? Déi nei Steiere kënnen do vill Froen opwerfen.

D'DP decouragéiert de privaten Investissement an de Logement. Et ass bal net ze gleewen! De gedeckelte Loyer, d'Reduzéierung vum Amortissement accéléré hu just als Effekt, datt manner gebaut gëtt, datt doduerch d'Wunnengsnout nach klëmmt, datt d'Wunnengen also nach méi deier ginn – elementar Ekonomie, eng Partei wéi d'DP misst dat wëssen.

An et kann een dach net soen, datt eng Wunneng, déi eidel steet, eidel steet well dermat spekuléiert soll ginn. Dat kann e Grond sinn, dat ass awer warscheinlech an enger Minoritéit vun de Fäll iwwerhaapt esou.

(Interruption)

Eng Partei wéi d'DP, déi aus engem patriotesche Mouvement eraus entstanen ass, huet haut eng Integratiounsministesch, déi oppe géint Integratioun ass. Si wëll net, seet d'Madamm Cahen, datt d'Auslänner, déi an eist Land kommen, sech hei mussen upassen. Si sot dat hei an der Chamber. Warscheinlech ass si weltwäit déi eenzeg Integratiounsministesch, déi esou eng Positioun vertrëtt.

D'Madamm Cahen huet och Aktiounen ënnerstëtzt vu Lëtz Rise Up, bei deene Persoune mat wäisser Hautfaarf explizitt ausgeschloss ginn. Dat ass an eisen Aen antiwäisse Rassismus. A mir géife jo hoffen, wann eng Kéier iergendeen eppes organiséiert, ...

(Interruptions)

... wou Leit mat enger anerer Hautfaarf ausgeschloss ginn, datt mir géifen zesummen dergéint optrieden. Mee dat do geet an eisen Aen net!

(Brouhaha)

Ënnert den DP-Finanzministeren ass d'Staatsschold konsequent an d'Luucht gaangen. Déi Partei, déi ëmmer vun der Zukunft vun deene Jonken an och vum Zukunftsfong schwätzt, hannerléisst deenen nächste Generatiounen haaptsächlech e Bierg vu Scholden.

Mir hunn héieren, wéi d'Madamm Backes de Moie géint d'Scholde geschwat huet. A villerlee Punkte ware mer och ganz mat hir d'accord. De Problem ass just, datt d'Madamm Backes géint Scholde schwätzt a massiv Scholde mécht! An do ass den Ënnerscheed zwëschent Theorie a Praxis.

(Interruption)

De Manktum un Dialogbereetschaft vun enger Rei vun DP-Ministere steet am oppene Widdersproch zu den Uspréch vun der DP u sech selwer. Wéi war dach eemol de Motto? „Dialog an Transparenz!" Haut ass et weeder dat eent nach dat anert.

(Interruption)

Amplaz d'Staatsfinanzen ze sanéieren, ënnerstëtzt déi fréier liberal Partei elo Steiererhéijungen. Dat ass Gëft fir eis Ekonomie. All richtege Liberale weess dat.

Mir froen eis, wien eigentlech haut liberal ass. A mir mengen, d'ADR ass et méi!

(Exclamations)

Well mir wëllen d'Entreprisen ënnerstëtzen.

(Interruption)

Mir wëllen d'Entreprisen ënnerstëtzen.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir wëllen de Wunnengsmaart net verstaatlechen.

M. Gilles Baum (DP) | An Ärem fréiere Liewen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir respektéieren d'Eegentum. Mir wëlle keng Steieren erhéijen a mir wëllen de Budget sanéieren. Mir maachen déi Politik, déi Dir sollt maachen an déi net gemaach gëtt! Mee dee warscheinlech schlëmmste Coup ...

M. Sven Clement (Piraten) | Richteg Liberaler sinn och zum Beispill fir den Avortement, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dee warscheinlech schlëmmste Coup géint eist Land, deen d'DP ze verantworten huet, ass d'Schoulpolitik. Mäi Frënd, de Fred Keup, huet och dofir eng Interpellatioun zu deem Theema ugefrot. Well net nëmme fält den Niveau an eise Schoulen zënter Joren, net nëmmen hu mir ëmmer méi Problemer mat Gewalt ënnert de Schüler a géint d'Léierpersonal, nee, den Här Meisch huet et och nach färdegbruecht, déi lëtzebuergesch ëffentlech Schoul, déi fréier de Stolz vun onsem Land war, an zwee ze splécken an d'Kanner mat Hëllef vun internationale Schoulen an enger Alphabetiséierung op Franséisch no Sprooch an no Nationalitéit nohalteg ze trennen. Dat ass eng Politik, déi mir net kënnen akzeptéieren! Mir wëllen integréieren. Mir als ADR wëllen zesummeféieren, do wou d'DP d'Gesellschaft spléckt, ...

(Interruption)

... do wou d'DP Parallellgesellschaften ariicht. Dat ass d'Realitéit. Dir hutt eng Kéier gesot: „Zukunft op Lëtzebuergesch". Är Politik ass eng Zukunft géint Lëtzebuerg.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

(Brouhaha et interruption par la présidence)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'DP ass och déi Partei, déi dat akadeemescht Liewen hei am Land limitéiert huet. Wéi vill wëssenschaftlech Instituter goufen ofgeschaaft, fir alles an engem Geschichtsinstitut vun der Uni Lëtzebuerg ze konzentréieren? Dee soll och elo ausgerechent eng Etüd iwwer eng net existent Kolonialgeschicht vun eisem Land schreiwen. Mir freeën eis schonn drop.

Net manner wéi d'DP huet d'LSAP enttäuscht.

(Brouhaha)

Et ass schonn eng wichteg Entwécklung, datt d'LSAP a schwéieren Zäiten, wéi mir et dëst Joer gesinn haten, den Index manipuléiert, Tranchen aussetzt a mat ville Floskelen a Gefor bréngt. Wou ass den Asaz fir déi kleng Leit?

(Interruption par M. Gilles Baum)

Här Baum, Dir braucht d'Sozialisten net ze verdeedegen. Dat kënnen anerer.

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Wou ass d'Solidaritéit bei de Sozialiste mat de Gewerkschaften? Wou ass déi? Dës Entwécklung weist schonn, wéi ee Sozialismus d'LSAP entwéckelt huet: de Kaviarsozialismus! E beschäftegt sech ...

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Dir sidd dach Expert fir russesch Produiten!

(Interruption par la présidence)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, e beschäftegt sech mat Saachen, déi eigentlech deene klenge Leit zimmlech egal sinn. Déi brauchen e sozialen Engagement, esou wéi mir en als ADR weisen an d'LSAP eeben net méi.

D'LSAP, wat mécht se? Si schwätzt fir Quoten. Si ass fir d'Gendersprooch. Foyere fir Männer an Nout gëtt et iwwregens nach ëmmer bal keng. Et gëtt eng ganz Rei vun Initiativen, déi reng ideologesch sinn.

(Interruption)

A mir vergiessen och net, datt d'LSAP et war, déi d'Liberaliséierung vun enger Rei Staatsbetriber monter virugedriwwen hat, Beispiller: d'Eisebunn, eng Rei vu Postreformen. D'Notioun vum Service universel gouf ëmmer méi ageschränkt, d'Karriär vum Bréifdréier fragiliséiert. Haut gesi mir d'Nodeeler vun där Politik. Alles Bilan LSAP!

Eis Krankekeess huet Problemer a misst onbedéngt gestäerkt ginn. Mee wat gesi mir? Nei Zänn an nei Bréller kënne sech vill Leit net leeschten. Mee bei der ADR läit d'Prioritéit bei deem, wat d'Leit sech wierklech kënne vun enger Gesondheetskeess erwaarden, an dat ass Hëllef fir hir Gesondheet.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir kënnt Iech druginn, wéi Der wëllt, mee Dir erreecht den Här Gibéryen ni als Büttenredner.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'LSAP ass och bekanntlech déi traditionell Steiererhéijungspartei. A mir gesinn dëser Deeg och, datt se jo gär un d'Eegentum geet. A mir gesinn dat bei de Baueren elo ganz aktuell. Déi Demonstratioun vu gëschter huet mat Recht d'Wichtegkeet vun deem wonnerbare Beruff ënnerstrach. Mir brauche Liewensmëttelsouveränitéit an et ass de Bauer, deen eis déi bréngt. An de Bauer brauch och Sécherheet, fir kënne laangfristeg ze plangen – alles dat, wat dës Regierung him net gëtt!

Elo soll hire Véibestand op eng dirigistesch Manéier reduzéiert ginn. Fir d'Sozialisten ass de Bauer an de Wënzer kee fräien Entrepreneur méi, deen ee respektéiert, dee säin eegene Betrib ka féieren, wéi hie wëll. De Bauer gëtt gedierängelt, kommandéiert. De Staat ass ewell, wou ëmmer méiglech, och nach säi Konkurrent, zum Beispill beim Pachtland. Consultatioune mat de Bauere sinn net am Stil vun dëser Regierung.

Mir haten als ADR iwwregens scho laang virun de Gefore fir de Véibestand gewarnt, an zwar am Kader vun der Aféierung vu politeschen Ziler an där neier Verfassung. Deemools goufe mir als Fantasten duergestallt. Abee, haut gesi mir, datt dat nach méi séier koum, wéi mir gefaart haten. Elo si mir gespaant, wat nach alles op d'Leit duerkënnt, wann déi nei Verfassung bis a Kraaft ass.

D'Madamm Gesondheetsminister ass haut hei. Dann héiert se dat och direkt, wat ech elo ze soen hunn. D'Madamm Gesondheetsminister Lenert huet zwee Joer laang Pressekonferenzen iwwer Covidstatistike gehalen. Si huet Zuele virgelies – esou vill Leit an der Klinick, esou vill Tester positiv – an da Moossnamen ageféiert, déi vun iergendwou diktéiert waren. Zënter datt déi Kris eriwwer ass, héiert een awer vun hir esou gutt wéi näischt méi. Dobäi ass eise Gesondheetssystem krank, d'Resultat vu Joerzéngte vun enger schlechter sozialistescher Gestioun vum Gesondheetssecteur.

(Interruption)

Mir bräichten dréngend e Gesondheetsminister, dee reforméiert, deen innovéiert, deen d'Doktere respektéiert! Mee deen hu mir net. Et feelt u Better an eise Spideeler, un Eebettzëmmeren, un Dokteren a medezinneschem Personal. Et feelt un optimal opgestallte Spideeler an u genuch Fräiraum fir eng liberal Medezinn. Et sollt och méiglech sinn, datt en Dokter kann en aneren engagéieren. Den Tiers payant wier jo am Prinzipp eng gutt Saach, wann den Dokter seng Fräiheet behält.

D'Madamm Lenert huet et bis elo net fäerdegbruecht, d'Garden an d'Urgencen anstänneg ze reegelen. Den Osten an den Norde si medezinnesch ënnerversuergt. An eise Klinicken ass e sproochleche Multikultifestival, just Lëtzebuergesch ass do eng exotesch Sprooch. Dat mécht den Openthalt an de Spideeler fir vill krank Leit net méi einfach.

Am Abléck leeft eng Campagne fir d'Mammografie. Mee wann eng Fra e Rendez-vous freet, dann dauert et e Joer, bis se un d'Rei kënnt.

(Interruption)

D'ADR ass es midd mat deenen Zoustänn, mat där Inkompetenz am Gesondheetswiesen!

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, den Här Mars Di Bartolomeo wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech liesen nach de Saz fäerdeg, Här President, an da lauschteren ech em gär no.

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, nee, Här President. Här President, entschëllegt! Ech wollt dem Här Kartheiser keng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech wollt, wann Der erlaabt, Iech eng Fro stellen: ob ech de Mëtteg wierklech an der Chamber sinn oder ob ech op engem ADR-Kongress gelant sinn.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Genau!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ma do géift Der vill léieren, Här Mars Di Bartolomeo! Dir sidd wëllkomm.

(Brouhaha)

Ech invitéieren Iech op eisen nächste Kongress an da kënnt Der dat alles nolauschteren, wat do gesot gëtt. Dir sidd eis wëllkomm.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, ech muss Iech awer soen, ech gi vill léiwer op en LSAP-Kongress.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Leider ass d'Zäit virugelaf.

M. Fernand Etgen, Président | Domat ass dat och gekläert. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Kartheiser.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech wär awer frou, wann dee Kongress-Intermezzo vum Här Mars Di Bartolomeo vu menger Zäit géif ofgerechent ginn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mee, Här President, erënnert den Här Kartheiser wannechgelift drun, dass en an der Chamber ass an net op engem ADR-Kongress.

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà, gutt! Nodeem den Här Mars Di Bartolomeo esou wichteg Kontributioune geleescht huet, wëll ech dann hei viruschwätzen.

Mir sinn es midd mat deenen Zoustänn an ech wollt eigentlech soen, datt mäi Frënd a Kolleeg, den Här Engelen, dowéinst och eng Interpellatioun zur Gesondheetspolitik gefrot huet.

Bei der Aarbechtspolitik hu mer och Problemer. D'Prioritéit vun der LSAP schéngt do ze sinn, d'Aarbechtszäit ze reduzéieren an enger Zäit, wou mer mëtten an enger Kris sinn. Dat ass natierlech Gëft fir d'Kompetitivitéit. Mir soen, mir mussen eng Kris esou ugoen, datt mer alles maachen, fir se kënnen zesumme staark ze meeschteren. Dofir muss ee schaffen, gär schaffen a vill schaffen. An dofir soe mir als ADR, datt mer natierlech mat enger Flexibilitéit vun den Aarbechtszäiten averstane sinn. Awer mir sinn net dermat d'accord, fir eng allgemeng Verkierzung vun den Aarbechtszäiten ze envisagéieren.

Mir verlaangen och, datt d'Aarbecht vun deene Leit besser unerkannt gëtt, déi méi perséinlech Risike wéi anerer huelen, an dat sinn zum Beispill d'Independanten an d'Baueren. Dat si Kategorië vu Leit, vu Beruffer, mat deenen d'LSAP jo bekanntlech vill Problemer huet.

Elo héiere mir vun eminente sozialistesche Politiker och nach, datt mir d'Staatsschold op iwwer 30 % sollen dreiwen. Mir nennen dat ekonomeschen a finanziele Liichtsënn. Et ass eng suicidaire Politik.

D'LSAP ass eng Partei, déi gär volle Risiko fir eist Land fiert an domat weist, datt si nimools däerf de Finanzminister stellen. Wéi kann een higoen, och nach als Regierungspartei, an dann den Triple-A a Fro stellen? E puer Intervenanten hunn Iech haut a gëschter erkläert, datt dat wierklech net geet an eisem Land. An ech hoffen, datt dat och da seng Friichten dréit.

Den Här Asselborn ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, den Här Kersch huet sech zu Wuert gemellt.

M. Dan Kersch (LSAP) | Nee, ech mengen, wann hei Saache gesot ginn, déi einfach net stëmmen, da muss een de Courage hunn, dat och hei dierfen ze soen, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir kënnt Froe stellen!

M. Dan Kersch (LSAP) | ... soss brauche mer eis net hei an dës Chamber ze beweegen. Här Kartheiser, sot mir een LSAP-Vertrieder, deen den Triple-A a Fro gestallt huet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir, Här Kersch! Nodeem ech Är Fro beäntwert hätt, géif ech elo ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Maja, dat ass eng ... Här Kartheiser ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Kartheiser, dat ass net wouer!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dach.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech géif elo ... Wann ech net géif soen, et wär eng Ligen, da soen ech: Et ass eng intellektuell Onéierlechkeet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir kënnt och soen, et wär eng Ligen. Et ass awer eng Wourecht! Et ass mir egal, ob Dir sot: „Et ass eng Ligen", dat spillt guer keng Roll. Et ass wouer.

M. Dan Kersch (LSAP) | Et mag sinn, dass dat Iech egal ass, mee et bleift awer eng Ligen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, et ass eng Wourecht. No dem Här Kersch senger Fro ...

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Kersch huet d'Wuert, mir sinn elo beim Fait personnel. Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech weess awer, dass dat Iech egal ass fir ze léien.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ass keen neie Moment.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Mee et ass net dat, wat ech wollt soen. Ech wëll hei ganz kloerstellen, dass et esou eng Ausso vu kengem – vu kengem! – vun den LSAP-Vertrieder gëtt, weeder an der Regierung nach an der Chamber.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, gutt.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dass dat elo ganz kloer ass!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Maja!

M. Dan Kersch (LSAP) | An da wollt ech Iech nach eppes soen, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | ... well dat jo ganz wichteg ass anscheinend fir Iech, den Triple-A. Deen ass fir jiddwereen hei am Land wichteg. Mee wichteg ass awer och, dass déi Chamber hei nach ëmmer d'Oberhoheet kritt iwwert dat, wat hei am Land geschitt a wat net hei am Land geschitt. An dat wäerte mer net, dat wäerte mir ni zouloossen, dass dat herno vu Ratingagenturen hei zu Lëtzebuerg decidéiert gëtt!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech mengen, dat sollt och e Prinzipp sinn, dee jiddwerengem heibanne sollt kloer sinn. A wann Der mech als Deputéierte vun der zweeter Kategorie oder aus der zweeter Rei tituléiert, da soen ech Iech: Loosst Iech vun engem Deputéierten aus der zweeter Kategorie an aus der zweeter Rei gesot sinn, dass ech dat nach vill léiwer hunn, wéi en Deputéierten ze si vun enger drëtter Kategorie, déi heihinnerkënnt, fir d'Land ze spalten, fir d'Leit auserneenzedreiwen, de Leit Angscht ze maachen, ...

(Interruption)

... fir herno kuerzfristeg Walerfolleger kënnen ze feieren – déi Iech awer net wäerte geléngen! Dat soen ech Iech viraus!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà!

M. Fernand Etgen, Président | Sou, elo hale mer op mat kategoriséieren an den Här ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech wollt just soen: Ech si ganz frou iwwert dem Här Kersch seng Interventioun, well ech si mer virkomm wéi bei engem LSAP-Kongress. Voilà! Gutt!

(Hilarité)

Also wat ech elo nach wollt soen, dat ass e Wuert iwwert den Här Asselborn, och en LSAP-Minister. Hien ass e Mann vu Rekorder: de Bausseminister, dee weltwäit onbestridden déi meeschten ondiplomatesch Optrëtter huet. An et ass och e Minister, dee Lëtzebuerg op Joerzéngte mat enger massiver Flüchtlingsproblematik belaascht huet.

Hien ass deen Här, ...

Une voix | Oo!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, jo, ech sinn nach net fäerdeg! Hien ass deen Här, dee vun enger feministescher Baussepolitik schwätzt, awer mat gréisster Warscheinlechkeet d'Kandidatur vum Iran – vum Iran! – als Member fir d'UNO-Kommissioun fir Fraerechter ënnerstëtzt huet. An der baussepolitescher Debatt komme mir nach dorobber zréck. Datt seng Partei sech ni getraut huet, do d'Noutbrems ze zéien, weist, wéi schwaach d'LSAP ass.

Déi drëtt Regierungspartei – mäi perséinleche Favoritt, wann ech dat däerf soen –: Bei deene Grénge kann ee sech als Oppositiounspolitiker ni iwwer net genuch Aarbecht bekloen. déi gréng sinn déi, déi Biergerbedeelegung ëmmer esou organiséieren, datt hire Programm dobäi erauskënnt. déi gréng sinn och déi, déi verspriechen, keng Waffen a Krisegebitter ze liwweren, wéi am Walprogramm 2019 (veuillez lire: Walprogramm 2018), an dat mat Begeeschterung maachen, fir 72 Milliounen Euro bis elo. Dat ass, mengen ech, kann ee soen: Wéi respektéiert een e Walverspriechen?

déi gréng sinn déi, déi vu Mënscherechter a Kannerrechter hei am Land schwätzen – wou mer hinne Recht ginn –, awer roueg nokucken, wéi d'Kanner am Kongo an ongesécherte Minne musse schaffen, fir de Lithium fir d'Elektromobilitéit zesummenzekrazen.

(Interruption)

Dat interesséiert si awer net. déi gréng sinn déi, déi eis Landschafte mat Wandmillen zoubauen, ...

(Interruption)

... déi selwer e staarken Zäregas fräisetzen a fir déi Sielen Äerde mussen ënner schlëmme mënschlechen an ekologesche Konditiounen ofgebaut ginn. Datt hir Energiepolitik eng reng Illusioun ass, ass eng Erkenntnis, déi sech lues a lues duerchsetzt.

Am Joer 2022 fäerte mir de Blackout. Mir stellen op all Kopp e puer Wandmillen a pléischteren d'Land mat Solarzellen zou, déi ënnert dem Stréch, an dat muss ee ganz kloer soen, tëschent null, wa kee Wand ass a keng Sonn, tëschent null a bal näischt vum Gesamtenergiebedarf – net no Stroumproduktioun, Gesamtenergiebedarf – vun eiser Gesellschaft produzéieren an nëmmen onzouverlässeg Stroum liwweren. 18 %, wann et da gutt geet, an dat Ganzt fir e Verméigen!

Mir mussen dat emol ëmmer erëm hei an de Raum stellen, wat de Backup ass: Wann Är alternativ Energien net fonctionéieren – dat huet den Här Turmes selwer am Parlament gesot, Dir kënnt mir dat net reprochéieren –, ass de Backup de Gas. A wéi d'Situatioun beim Gas ass, dat wësse mir elo. Dat heescht, mir kënne ganz vill an alternativ Energien investéieren, awer mir kréien doduerch kee Jota méi Versuergungssécherheet. An et ass dat, wou et drop ukënnt.

A mir mussen dach endlech erkennen, datt mer eng Responsabilitéit als héichindustrialiséiert Gesellschaft hunn, fir d'Energiesécherheet an dësem Land wierklech och ze garantéieren. An Är Methode kënnen dat net garantéieren. Sot de Leit d'Wourecht an der Energiepolitik! Sot de Leit et, well mir kënnen, wéi gesot, Wandmillen a Solar opstellen. Dat léist eisen Energieproblem net. Et gëtt bis elo nëmmen zwou Forme vun Energie, déi dat kënne maachen, ob een dat gär huet oder net, et ass eng Tatsaach. Dat eent ass Fossill, dat anert ass Nuklear. Dat sinn déi zwou eenzeg Méiglechkeeten. An natierlech kënnen alternativ Energien e klenge Bäitrag leeschten, wann dann elo Wand a Sonn a Waasser an esou weider do ass. Mee si léisen de Problem net!

déi gréng ersetzen och de Papp – ech gesinn, och d'Madamm Tanson ass hei, si fillt sech direkt ugeschwat –, déi gréng ersetzen de Papp duerch den „autre parent de naissance" an d'Mamm, a schlechtem Franséisch, duerch „le parent qui a accouché l'enfant". An dann natierlech gëtt et esou Derivë wéi de „parent 1" an de „parent 2". A mir kënnen Iech soen, mat eis géif et dat net ginn. Mir maachen d'Elteren net zu Nummeren. Bei eis ass dat „Mamm" a „Papp"!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | déi gréng sinn déi, déi an Zäite vun Happy Slapping, Madamm Tanson,

an Zäite vun Happy Slapping a vun a Banden organiséierter Jugendkriminalitéit net duerchgräifen, d'Affer, d'Kanner am Stéch loossen an an hirem neie Jugendschutzgesetz der Police esouguer d'Méiglechkeet wëllen ewechhuelen, fir sech selwer géint kriminell Jugendlecher ze verdeedegen.

déi gréng sinn och déi, déi amplaz géint Krimineller resolutt virzegoen, de Frae recommandéieren, owes net eleng erauszegoen. Déi Zort vu gréngem Feminismus ass jiddefalls net eis. Ni war d'Land esou onsécher. Ni haten esou vill Leit esou vill Angscht virun der Kriminalitéit hei am Land, wéi zënter datt déi gréng fir déi ëffentlech Sécherheet zoustänneg sinn.

(Interruptions et brouhaha)

Hire rezente Platzverweis ass kee Su wäert!

déi gréng sinn déi, déi iwwer e Kulturentwécklungsplang d'Konscht verstaatlechen an eise Kënschtler e Maulkuerf undinn an d'Kultur wéi a Sowjetzäite schéi reglementéieren a kontrolléieren. Dat nennt een da bei hinnen e Code de déontologie.

déi gréng sinn déi, déi fréier fir all Bam demonstréiere gaange sinn an haut rücksichtslos ofholzen, fir hiren Tram auszebauen. An dobäi wësse mir all, datt iergendwéini den Zuch awer muss ënnert der Stad duerchgeféiert ginn, esou wéi d'ADR et nach ëmmer gesot huet.

Une voix | E fiert scho laang ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | déi gréng waren ëmmer géint staatlech Gewalt, awer den Här Kox ass haut deen, deen Honnerte vun Demonstranten op oppener Strooss vun der Police stonnelaang festhale léisst, ouni déi geréngste gesetzlech Basis.

Am Wunnengsbau sinn déi gréng déi, déi d'Land wéi wëll zoubetonéieren. Fréier hu si nach géint de wëlle Wuesstum geschwat a wéi d'ADR och en Zukunftsdësch gefuerdert, fir doriwwer nozedenken. Haut si si et, déi ouni all Mooss an ouni Plang – well anstänneg sektoriell Pläng gëtt et nach ëmmer net – op all Wiss am Land wëllen e Passivhaus, wa méiglech e Passivhéichhaus, setzen. Haut liese mir verwonnert, datt déi gréng en 1-Millioun-Awunner-Staat erbäidenken an datt roueg all Joer Zéngdausende vu Leit kéinten nei an eist Land kommen.

Den Här Bausch, fréier Pazifist, féiert haut Krich an Osteuropa a wëll eis Zaldoten duerch e belsch-lëtzebuergescht Batailloun onberechenbare Risiken aussetzen. D'ADR hält näischt vun esou enger Iddi.

Och de Kontrollstaat gëtt ëmmer méi ausgebaut iwwer verschidde Méiglechkeeten, déi mat ëmmer méi Fonctionnalitéite kënnen dozou féieren, datt d'Leit an hirem Privatliewe kënne kontrolléiert ginn.

déi gréng sinn déi, déi d'Ëmweltschutzgesetz net benotzen, fir d'Ëmwelt ze schützen, mee fir d'Bierger vun dësem Land ze dierängelen. Wa si elo d'Ëmweltschutzgesetz ëmänneren, da wannechgelift esou, datt et de Leit entgéintkënnt an net hirer Ideologie!

(Interruption)

Här President, wann een de Bilan vun dëser Regierung mécht, da muss een also feststellen, datt si op vill Manéieren eng Laascht fir eist Land war. Iwwert déi laang Lëscht vu politesche Skandaler wëlle mir emol hei net schwätzen: Plagiater, Chaleten, verjäerten Ieselsställ, Favoritismus. Villes muss nach vu Geriichter tranchéiert ginn. Och an där Hisiicht huet Gambia kee gutt Bild ofginn.

Suerge mécht eis dobäi och, datt dat politescht Versoe vun dëser Regierung vun ëmmer méi Repressioun begleet gëtt. D'Meenungsfräiheet gëtt duerch juristesch Konstruktioune virsätzlech Schrëtt fir Schrëtt ageschränkt. Hatespeech, Political Correctness, Fakenews, Faktencheck, Wokeness, Cancel Culture, Desinformatioun sinn déi Stéchwierder, déi dat dokumentéieren.

Mir hunn eng Regierung, déi mengt, d'Wourecht eleng fir sech gepacht ze hunn, an déi aner Meenunge wëll behënneren oder verbidden, besonnesch an de soziale Medien. Haut ass bal alles Hatespeech oder Hatecrime, wat hir net passt. Si begënschtegt eng Mësskultur vun Denonciatioun a Repressioun. Ëmmer méi Prozesser ginn iwwer „Meenungsverbrieche" gefeiert, e bëssen esou, wéi den George Orwell et ugekënnegt hat.

D'Regierung gesäit d'Radikaliséierung ëmmer bei deenen aneren a vergësst dobäi sech selwer. Si schwätzt gär vu Mëssstänn an anere Länner. Datt si awer selwer d'Fräiheet hei am Land aschränkt, doriwwer schwätzt si léiwer net.

Mir als ADR wëllen eng Natioun, déi wierklech Fräiheet huet, fräi ass, a mir wieren eis géint libertizid Zensurgesetzer iwwer Hatespeech a Cancel Culture. Mir als ADR sti fir eist Land, fir e fräit Land. Dowéinst sti mir op der Säit vun de Leit, vun hire Rechter a vun hirer Fräiheet. Mir hunn dat an der Covidkris bewisen, bei der Verfassungsreform an och elo an der Energiekris.

Zu där Fräiheet, déi mir wëllen, gehéiert och eng fräi Press, keng Press als Partner vun der Regierung am Kampf géint „Desinformatioun" – oder dat, wat d'Regierung esou wëll bezeechnen –, mee eng fräi Press als véierte Pouvoir, déi do virun allem un éischter Plaz d'Regierung soll kontrolléieren an déi och dann d'Pressehëllef kritt, wa si d'Regierung kritiséiert.

Den Här Staatsminister huet gëschter a senger Ried de Kampf géint d'Desinformatioun – oder wat en dorënner versteet – an d'Pressehëllef an de selwechte Paragraf gesat, och nach an zwee Sätz, déi direkt hannerenee koumen, an huet domat seng Absicht verroden: Hie wëll d'Press zu enger Regierungspress degradéieren. Mir net!

(Brouhaha)

Zu där Fräiheet, déi mir wëllen, gehéiert och d'Fräiheet vun der Politik.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Jo, dat ass esou, Här Staatsminister. Dir hutt dat an Är Ried erageschriwwen, da bekennt Iech och elo dozou!

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Zu där Fräiheet, déi mir wëllen, gehéiert och d'Fräiheet vun der Politik. Wéi kann et zum Beispill sinn, datt op eng parlamentaresch Fro, ob iwwer Politiker oder Parteien hei am Land polizeilech Enquêtë gemaach goufen oder ginn, d'Regierung all Äntwert refuséiert aus operationelle Grënn? Mir denken, wann de SREL eng parlamentaresch Kontrollkommissioun huet – an de SREL mécht jo keng politesch Opklärung hei am Land –, firwat soll dann d'Aarbecht vun deene Gremien, déi potenziell hei am Land ka politesch Acteure betreffen, net parlamentaresch kontrolléiert ginn?

Mir denken, datt dat muss sinn! An an deem Sënn, Här President, proposéiere mir hei och eng Motioun.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Iwwerwaachung vu Parteien a Politiker net zu den Aufgabe vum SREL gehéiert, mee vun der Police;

– wärend d'SREL-Gesetz vun 2016 de feste Kader fir déi operativ Aktivitéite vum SREL festleet, mat enger permanenter Kontroll op verschiddenen Niveauen – Kontroll duerch eng parlamentaresch Geheimdéngscht-Kontrollkommissioun, duerch d'Justiz an och duerch de Staatsministère –, et awer am Hibléck op déi politesch Iwwerwaachungsaktivitéit vun der Police grand-ducale keng vergläichbar Dispositioune gëtt;

– d'Deputéiert also net wësse kënnen, wien hei am Land, oder och, ob si selwer oder hir Partei, aus politesche Grënn vun der Police iwwerwaacht gëtt;

– am Ausland et awer Reegele gëtt, wéi d'Parteien doriwwer informéiert ginn, an datt si och Recours-Méiglechkeete géint eng Iwwerwaachung hunn,

ass sech bewosst, datt

– et keng Informatiounen doriwwer gëtt, wéi vill Politiker oder wéi eng Parteien an deene leschte Jore vun der Police grand-ducale iwwerwaacht goufen;

– d'Deputéiert als Vertrieder vum Vollek d'Recht hunn op eng vollstänneg Transparenz, wat d'Iwwerwaachung vu Politiker ugeet,

fuerdert d'Regierung op,

– ee Gesetzesprojet virzeleeën, deen d'Asetze vun enger parlamentarescher Kontrollkommissioun am Kontext vun de politeschen Iwwerwaachungsaktivitéite vun der Police virgesäit.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wa mir schonn an deem Theemeberäich vun der ëffentlecher Sécherheet sinn, Här President, da wëlle mir als ADR och do Kloertext schwätzen. Den Här Staatsminister huet et gëschter net fir néideg fonnt, doriwwer e Wuert ze verléieren. Warscheinlech weess hie firwat, well seng Regierung huet do näischt opweises!

D'ADR wëll de Rechtsstaat konsequent verdeedegen, no baussen an no bannen. D'Arméi, d'Police, de Rettungsdéngscht, d'Douane, d'Giischtercher, de SREL kënne sech op eis Ënnerstëtzung verloossen. Mir wëllen hinnen all déi legal, personell a materiell Mëttele ginn, déi si fir hir Aarbecht brauchen. Mir suergen net nëmme fir anstänneg Aarbechtskonditiounen, mee och dofir, datt déi Leit, déi hir eege Sécherheet virun där vun der Allgemengheet zrécksetzen, Respekt, Schutz an Unerkennung fannen. Dozou gehéiert och hir juristesch Ofsécherung.

Mat eis gëtt et en engagéiert Virgoe géint d'Kriminalitéit, eng absolutt Transparenz an den Täterbeschreiwungen a keng Kriminalstatistiken, bei deenen all Mënsch hei am Land weess, datt se net kënne stëmmen.

Mir wëllen dëst Land nees zu engem séchere Land maachen, engem, an deem d'Leit och owes kënnen op d'Strooss goen, ouni mussen ze fäerten, engem Land, an deem besonnesch eis Dammen net mussen dermat rechnen, datt hinnen hir Kette vum Hals gerappt gëtt, oder eis Kanner, datt si vu brutale Banden an der Schoul erpresst an zerschloe ginn. Mir hunn eng kloer Prioritéit, eng onmëssverständlech Haltung: Mir stinn op der Säit vun den Affer, vum Schutz vun eise Bierger, an d'Täter kréie bei eis keng roueg Sekonn méi!

Ech wëll och ganz kloer soen, datt déi Zoustänn, wéi mer se op der Gare hei an der Stad hunn, zu Ettelbréck, zu Esch op ville Plazen, an anere Stied, mat eis net denkbar wären.

(Brouhaha)

Här President, zënter datt Gambia um Pouvoir ass, si mir duerch véier grouss Problemsituatiounen oder esouguer Krise gaangen. Dräi vun deene véier waren net duerch hir Schold entstanen: d'Migratiounskris vun 2015, de Covid 2021, de Krich an der Ukrain

natierlech dëst Joer. Eng Vertrauenskris war duerch Gambia selwer mat der Hëllef vun der CSV orchestréiert ginn: d'Unhuele vun enger neier Verfassung duerch Verrot vun engem Walverspriechen.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Loosst eis emol kucken, wéi d'Regierung da mat deene Situatiounen ëmgaangen ass. Et kann een ouni all Iwwerdreiwung soen, datt si sech an deene véier Situatioune reegelméisseg géint d'Gesetz a géint d'Leit gestallt huet.

An der Migratiounskris vun 2015, verursaacht zu engem gudden Deel duerch déi däitsch CDU an d'Madamm Merkel, ass dat internationaalt a kodifizéiert Asylrecht ausgehiewelt ginn, fir eng onkontrolléiert Massenimmigratioun aus ekonomesche Grënn an Europa ze erméiglechen, dëst a Violatioun vum Asylrecht a vun den Immigratiounsgesetzer.

Op déi Manéier sinn zënterhier Millioune Leit an Europa an dovun Dausenden op Lëtzebuerg komm, vun deenen der vill weeder integratiounsfäeg nach integratiounswëlleg sinn. En enormt kriminellt Schleisertum huet sech entwéckelt. Doduerch si vill Leit, zum Beispill am Mëttelmier, gestuerwen. Eng Partie vun deene Migranten hat leider och en terroristeschen Hannergrond.

Déi Situatioun verursaacht eis nach op Joerzéngten eraus an Europa an och hei am Land enorm Problemer. An Europa ass grousse Sträit entstanen, well vill an ëmmer méi Länner refuséieren, déi Form vu Massenimmigratioun duerch eng Politik vun den oppene Grenzen ze begënschtegen, no baussen, awer leider och am Schenge-Raum.

Déi Politik vum Här Asselborn gëtt haut nach héchstens vun enger hallwer Dose Memberstaaten an der Europäescher Unioun gedroen. Awer mir sinn a waren ëmmer bei deene Länner, déi proportional am meeschte Leit opgeholl hunn, a mir soen als ADR, datt mir eis voll zum Asylrecht bekennen an deene Schutz wëlle ginn, déi Schutz brauchen, an esou laang si Schutz brauchen. Mee fir eis ass Asyl net dat selwecht wéi Immigratioun. Wie kee Schutz méi brauch, muss zréckgoen. Fir eis mussen déi europäesch an national Grenzen och besser kontrolléiert a geschützt ginn. Oppe Grenzen, jo, natierlech, awer fir déi éierlech Leit!

Mir maache ganz kloer och den Ënnerscheed mat deene Refugiéen aus der Ukrain.

M. Sven Clement (Piraten) | Da musst Dir dach doheembleiwen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An zwar ware mir, géif ech mengen, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, chronologesch souguer déi éischt Partei, déi am Februar gesot huet, datt mer eis Grenze musse grouss opmaache fir déi Leit, déi Schutz virun deem Krich an der Ukrain sichen. Dat steet net zur Debatt!

Mee mir gesinn haut och ouni déi Leit, datt mer eis Opnamekapazitéiten an eis Leeschtungsfäegkeet bei den Integratiounsustrengungen iwwerzunn hunn. Ëmmer méi Leit kommen heihinner, am Abléck och nach iwwer 300 de Mount. Länner wéi Italien oder d'Belsch schécken déi Leit, déi si net wëllen, bewosst op Lëtzebuerg. D'Schleiser sinn hei gutt organiséiert a stoussen op kee politesche Widderstand vun der Säit vun der Regierung.

Déi aktuell Situatioun steet am oppene Broch zu geltenden europäeschen Ofkommesse wéi zum Beispill den Dublin-Verträg. Leider huet och d'CSV déi Politik ëmmer ënnerstëtzt a wëll och d'Immigranten op all Gemengen am Land verdeelen. Mir wëllen dat net! Mir hunn do eng aner Politik.

Mir als ADR wëllen där Situatioun en Enn maachen. Mir wëlle Leit ophuelen, déi Asyl brauchen an déi mat den Autoritéiten zu 100 % zesummeschaffen. Et wonnert eis, wa mer hei liesen an héieren an eise Reuniounen, datt hei Leit opgeholl ginn, déi näischt soen, déi vu Schleiser gesot kréien, esou mann wéi méiglech ze schwätzen. Den Här Asselborn hëlt Leit aus Somalia zu Lëtzebuerg op, déi a Litauen, wéi hie seet, „blockéiert" waren. Mee wie bis a Litauen ass, brauch kee politeschen Asyl zu Lëtzebuerg ze froen! Litauen ass e séchert Land. An där Fäll ginn et nach vill. Ech ginn elo net an d'Detailer an, mee ech kéint nach vill erziele vun deene Saachen, déi mer dann esou gewuer ginn. Mee dat ass eng Situatioun, déi mir net akzeptéieren!

Mir wëllen och dowéinst déi illegal Presenz op eisem Territoire zu engem Delikt maachen. Mir wëlle Schluss maache mat wëlle Campingen, net autoriséierte Lager dorëmmer, a mir wëllen déi organiséiert Heescherei stoppen, déi näischt aneres ass wéi eng kriminell Exploitatioun vu schwaache Leit.

Déi zweet grouss Kris war déi vum Covid. Si huet dee ganzen Aarmut vun der Gesondheetspolitik virun Ae geféiert: en dramateschen Defizit vu Spidolsbetter zum Beispill. D'Sozialiste waren net kapabel, iwwert déi lescht Joren eis Infrastrukture kontinuéierlech un déi demografesch Evolutioun vum Land unzepassen.

Wat mir bei Gambia gesinn hunn, war eng Successioun vun zum Deel absurde Virschrëften. E gutt Beispill ass déi Ausgangsspär, bei där een däerf eleng mëtten an der Nuecht mat sengem Hond e Kilometer vun doheem ewech spadséiere goen.

Gambia huet eiser Ekonomie, dem Horeca-Secteur, duerch de Lockdown en enorme Schued gemaach. Duerch d'Maskeflicht hu vill Leit, besonnesch och Kanner, gelidden.

(Interruption)

Den Drock op d'Leit gouf permanent verschäerft. Schlussendlech hunn déi Netgeimpft misse bezuelen, fir schaffen ze goen. An d'Impfflicht ass nach ëmmer net vum Dësch. Si huet sech néierens an Europa kënnen duerchsetzen oder halen. Hei soll se nach ëmmer ageféiert ginn, mee den Avis vum Staatsrot gëtt och eiser Analys Recht. Mir soen Nee dozou!

A mir hätte gär, datt sech endlech seriö mat den Impfschied auserneegesat gëtt. D'ADR ass a war ni géint Impfungen, awer mir verlaangen eng total Éierlechkeet an Transparenz. Mir hätte gär fiabel Statistiken, Remboursementer fir notifizéiert Impftëschefäll, Verbesserunge bei de Krankeschäiner, inklusiv bei Krankheet duerch Impfschied.

Mir sinn als ADR ganz houfreg op eis Positioun an där Kris. Mir hu vun Ufank u konsequent d'Grondrechter vun de Leit verdeedegt an eis géint all Drock an Zwang gewiert. Mir hate fir de Chômage partiel 100 % Lounausgläich gefrot an net nëmmen 80 %. Mir sinn a waren d'Géigner vun der Impfflicht, ouni Hin an Hier, ouni Wiessel vun der Positioun.

Wéi gesot, mir hunn absolutt näischt géint fräiwëlleg Impfungen a sënnvoll Schutzmoossnamen. Awer do, wou se wierklech néideg waren, an den Altersheemer zum Beispill, do hunn d'Madamm Cahen an dës Regierung versot. Bal d'Hallschent vun den Doudesfäll waren an deem Milieu. Do gouf et just onkloer Recommandatiounen. Kärgesond Leit am beschten Alter hunn da Restriktioune missen erdroen, ongeimpft Leit goufe praktesch vum sozialen a kulturelle Liewen ausgeschloss, mee awer an den Altersheemer war dee gréisste Problem, do ass näischt geschitt.

Déi ganz Oppositioun hat konsequenterweis de Récktrëtt vun der Madamm Cahen gefuerdert. Si war sech awer kenger Schold bewosst. Esou wäit zu der politescher Kultur vun dëser Regierung. Och dat vergiesse mir net.

Zur Verdeedegung vun der Regierung muss een awer soen, datt hir Politik jo nach vun der CSV iwwertraff gouf. Si wollt och nach eng Tracingapp aféieren, wou een dann elektronesch hätt kënne kontrolléieren, ob iergendeen Infizéierten an der Géigend wär. A si huet laang fir eng Impfflicht geschwat fir jiddereen, fir jiddereen an all Alter an esou weider. An haut ruddert se zréck, d'Wale kommen eebe méi no.

Mir als ADR verlaangen d'Ofschafung vum Covidzertifikat als Dokument mat QR-Code, als Reesdokument an der EU. Mir hätte gären e komplette Retour an d'Normalitéit.

Déi drëtt Kris ass déi an der Ukrain. An der baussepolitescher Debatt ass dee Krich sécher de groussen Theema. Dir kennt eis Positioun: Déi Sanktiounspolitik, déi d'EU elo bedreift, mécht eis eegen Ekonomie futti. D'Leit leide massiv ënnert der héijer Inflatioun an den doraus resultéierenden Zënserhéijungen an hir Energierechnunge kënnen der vill sech iwwerhaapt net méi leeschten.

D'ADR sicht an dëser Kris prioritär Weeër zum Fridden. A wa mer eis net ieren, huet den Här Staatsminister gëschter dat Wuert „Fridden" emol net an de Mond geholl. Och hei muss ee leider feststellen, datt aner Oppositiounsparteien net op der Héicht vun der Situatioun waren. Ech erënneren un déi Fuerderung vun der CSV, direkt den totalen Embargo anzeféieren, wat d'Situatioun nach verschlëmmert hätt.

Jiddefalls ass fir eis ganz kloer, datt et haut de Leit an den Entreprisë schlecht geet. Mir wëllen dowéinst eng decidéiert Politik fir eis Entreprisë maachen an de Fuerderungskatalog vun der Fedil esou wäit an esou séier wéi méiglech ëmsetzen.

Et feelt un allem: u Méiglechkeeten, héich qualifizéiert Leit op Lëtzebuerg ze bréngen, un Dechargë fir eis Bauentreprisen, u méi Ënnerstëtzung bei der Digitaliséierung, méi Vernonft an der Energiepolitik, enger besserer Ënnerstëtzung fir d'Recherche an d'Entwécklungsaarbecht, Plaz fir eis Kleng- a Mëttelbetriber, steierlech begënschtegten Investitiounsméiglechkeeten an eis Ekonomie, engem startupfrëndleche Klima, einfach un allem.

Mir hunn héieren, datt e puer Saachen elo ugekënnegt goufe vun der Regierung. Mir kucken dann, wéi dat ëmgesat gëtt. Prinzipiell ass dat jo awer elo mol eng gutt Neiegkeet. Mee vun anere Saache gëtt et vill ze vill. Et brauch manner Bürokratie, manner Drock bei Liwwerketten, manner onrealistesch Ëmweltoplagen, an engem Wuert: manner Ideologie!

Duerch d'Stäerkung vun den Entreprisë wëlle mir och déi sozial Ofsécherung vun de Leit garantéieren. An hei och hu mer eng Rei vu Kärfuerderungen: Bäibehale vum traditionellen Indexsystem ouni Ännerungen, ouni Manipulatiounen, Steierfräiheet fir de Mindestloun an déi kleng Renten, Inflatiounsupassung vun der Steiertabell, op d'mannst emol progressiv en Ufank setzen.

(Interruptions)

Mir wëlle fir Elengerzéiender – do ass elo de Moien eppes ugekënnegt ginn – a fir Wittleit och steierlech Verbesserungen hunn; Kilometerpauschal, Kilometergeld ass e Stéchwuert; keng Steiererhéijungen, och net vun Taxen, Cotisatiounen oder Accisen, och net op Gemengenniveau; Ofschafung vun der Kuelendioxidsteier; Ofsécherung vum Tanktourismus géintiwwer eisen Nopeschlänner; eng méi séier Upassung vun de Renten un déi allgemeng Lounentwécklung; Avancen an Erhéijunge bei der Allocation de vie chère. Eng

nei, méi héich Steierklass, wéi d'CSV se wëll, ass net eise Wee. Esou Initiative schueden eiser Meenung no nëmmen eisem Land an de Leit.

A loosst mech och ganz kloer hei nach eppes ganz Wichteges soen. Bei enger Steierreform sinn och bei eis e puer Kärpunkten ze beuechten. Dat Éischt ass: Eng Ierfschaftssteier gëtt et net an direkter Linn, och eng Verméigenssteier net. A mir sinn och net fir déi Individualiséierung. Mir denken, datt Familljen, Leit, déi Verantwortung fir Kanner hunn, solle steierlech besser gestallt sinn, musse steierlech besser gestallt sinn an datt mer och d'Zuel vun de Kanner mussen dobäi berücksichtegen. E bëssen esou, wéi et fréier war, och mat Ënnerkategorië jee no Zuel vun de Kanner. Dat ass fir eis absolutt de Credo: Familljepolitik – kannerfrëndlech Politik.

Mee all dës Moossname ginn natierlech net duer. Mir mussen, wa mer d'Situatioun wierklech wëlle retabléieren, der Inflatioun en Enn maachen. An dat heescht eeben och, eng Sanktiounspolitik stoppen, déi kee positiven Effet huet.

Fir de Krich an der Ukrain gëtt et souwisou op d'Dauer nëmmen eng diplomatesch Léisung. Dat huet d'ADR vun Ufank u gesot. Mir wëllen e Waffestëllstand an diplomatesch Verhandlungen. Dat ass deen eenzege vernënftege Wee. Mir haten als ADR hei direkt am Ufank vum Krich eng hallef Dose Motioune virgestallt, wéi mir der Ukrain op eng vernënfteg, effikass, friddlech a konstruktiv Manéier kënnen hëllefen. Leider goufe se – bis op eng – all verworf. Mee dee friddlechen a konstruktiven Usaz bleift eise Wee, an Dir wäert gesinn, datt mir um Enn Recht behalen. Leider si bis dohin op deenen zwou Säiten nach Dausende vu Leit gestuerwen!

Och haut nees wëlle mir eng humanitär Motioun fir d'Ukrain proposéieren. An ech wëll hei ausdrécklech dem Här Cruchten Merci soen. Hie war elo an der Ukrain an en ass erëmkomm an en huet gesot: „D'Ukrain brauch dréngend humanitär Hëllef", do si mir ëmmer derfir, „fir d'Follge vum Krich ze bewältegen, notamment Bussen, Ambulanzen, Pompjeesween." Ech soen Iech Merci, Här Cruchten. Mir wëllen dat, Är Erfarung, hei opgräifen a se a Form vun enger Motioun etabléieren, fir datt mer dat och maachen. Dat ass eng Hëllef fir d'Ukrain, wéi mir eis se virstellen. Si ass friddlech, si hëlleft de Leit an dofir ënnerstëtze mir dat. Wannechgelift.

Une voix | Très bien!

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– Lëtzebuerg, wann een de PIB kuckt, ee vun deene gréissten Donateure weltwäit ass, wat d'Liwwerung vu Waffen a militäreschem Material un d'Ukrain ugeet;

– no bal aacht Méint Krich d'Ukrain méi wéi jeemools virdrun op humanitär Hëllef aus dem Ausland ugewisen ass, fir d'Follge vum Krich ze bewältegen a fir duerch den Hierscht an de Wanter ze kommen;

– et der Ukrain am Ablack ganz massiv u Bussen, Ambulanzen a Pompjeesween feelt;

– och a ville Regioune vum Land Ernierungsproblemer opgetruede sinn,

fuerdert d'Regierung op,

– e Plang opzestellen, deen et erméiglecht, der Ukrain schnellstméiglech an op eng effikass Manéier déi humanitär Hëllef zoukommen ze loossen, déi si brauch, fir duerch den Hierscht an de Wanter ze kommen an d'Funktiounsfäegkeet vun hirer ziviller Gesellschaft ze ënnerstëtzen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir haten als ADR vun Ufank vun dësem Konflikt u gefuerdert, op de Wee vu Verhandlungen ze goen, a mir haten dräi Grënn dofir genannt: Mënscheliewe schounen, den Territoire vun der Ukrain esou wäit wéi méiglech preservéieren an eng Eskalatioun verhënneren. Hätte mir dat gemaach, wäre mir haut net do ukomm, wou mer elo sinn.

Här President, et gëtt och Zäit, héich Zäit, datt mir eist Land méi resilient maachen. Mir brauche Reserve vu strateegesch wichtege Produiten, an dozou gehéieren och Tanklager. déi gréng wëllen dat net. Och verschidde Buergermeeschteren hu sech dogéint gewiert. Mir soen: Eist Land brauch méi Sécherheet am Krisefall an dowéinst brauche mir Reserven, och u Pëtrol, fir 90 Deeg op eisem Territoire.

Déi véiert Kris, déi mer hei wëllen uschwätzen, war an ass d'Verfassungsreform. Déi nei Verfassung gëtt am Hierscht ugeholl, als Verfassung vu 54 Deputéierten a fënnef Parteien: Gambia, CSV, Piraten, awer et ass net déi vum Land. Si ass domat legal, awer legitimm ass se an eisen Aen net!

(Exclamations)

Déi, déi dauernd vu Biergerbedeelegung schwätzen, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... fäerten nämlech näischt méi wéi genee déi. Déi, déi de Referendum versprach hunn, fäerten näischt méi wéi deen.

(Brouhaha)

Et ass eng Verfassung, déi hannert dem Réck vum Vollek virbereet gouf an ouni d'Vollek ugeholl gëtt!

(Brouhaha)

Am Chile hunn d'Leit elo däerfen iwwer hir nei Verfassung ofstëmmen. Zu Lëtzebuerg hunn déi véier Parteien dat blockéiert.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Och hei muss ee leider soen: D'CSV huet enttäuscht!

Déi nei Verfassung huet sech scho gëschter am Premier senger Ried breetgemaach: Dat Recht op wierdegt Wunnen dréckt sech géintiwwer dem Recht op Eegentum no vir. Mir gesinn dat och bei deenen neie Logementssteieren, déi Strofsteiere si fir Leit, déi mat hirem Eegentum nach wëlle maachen, wat si wëllen. De Staat mëscht sech an alles an: Fir seng Kanner däerf een nach e Stéck Land behalen, fir seng Enkelen awer net. Och dat ass déi nei Steierpolitik.

Mir als ADR wëllen esou eng Politik net. A virun allem wëlle mir, datt mir Lëtzebuerger och kënne bleiwen, wat mir sinn, wie mir sinn a wéi mir sinn, oder éischter, datt mer dat emol alles nees ginn, wat mir waren a wat eis och zousteet: eng eegestänneg, méiglechst souverän Natioun an engem Europa vun den Natiounen, eng Natioun, déi hir eege Sprooch a Kultur fleegt an déi weess, datt si eng staark Ekonomie brauch, fir de Wuelstand vun hire Leit ofzesécheren, eng Natioun, déi Wäert op hire Patrimoine leet an net all Bauerenhaus ofrappt, eng Natioun, déi sech net vun enger Handvoll Ideologen hir Geschicht schlechtmaache léisst.

Lëtzebuerg war weeder e Kolonialstaat nach ware mir eng Natioun vu Kollaborateuren am Zweete Weltkrich. Mir hunn e positiivt Bild vun eiser Geschicht. Mir als ADR stinn och zu eisen Traditiounen, inklusiv deene reliéisen Traditiounen. A wa Leit wëllen op d'Sprangpressessioun goen, da wär dat mat eis och méiglech.

(Interruptions)

Mir sinn d'Partei vun der Famill. Mir consideréieren d'Famill als Käerzell vun der Gesellschaft. Mir wäerten alles maachen, fir d'Famill ze stäerken an hir Souveränitéit ofzesécheren. An dofir hale mir un där Iddi fest, fir d'Familljen duerch en Elteregeld ze stäerken, wou déi selwer kënnen decidéieren, ob ee wëll doheembleiwen, ob se och d'materiell Méiglechkeet dofir hunn, ob ee vun den Elterendeeler wëll doheembleiwen, fir sech ëm d'Kanner ze këmmeren, oder ob se wëllen zu zwee schaffe goen. Dat ass eis Politik fir d'Familljen.

Mir wëllen d'Famill stäerken, a wat mer hei gesinn ënnert dëser Regierung, ass, datt d'Regierung esou wäit an d'Familljen agräift, datt d'Regierung virschreift, wien de Congé parental muss huelen, wat si fir Virstellungen huet, wéi d'Famill muss fonctionéieren. A bei eis ass et, datt d'Famill selwer decidéiert, wat si wëll maachen, an do gi mer och net dovun ewech!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir sinn es midd ze gesinn, datt Dausenden an Dausende vu Leit eist Land musse verloossen, well si sech hei och näischt méi kënne leeschten. Mir wëllen net, datt Lëtzebuerger musse géint hire Wëllen zu Frontaliere ginn.

Här President, mir wëllen als ADR dëst Land nees méi liewenswäert maachen. Mir wëllen e Land, dat sech zu senger eegener Sprooch a Kultur bekennt. Mir wëllen d'Qualitéit vun eise Schoulen nees däitlech verbesseren an d'Ideologien aus der Schoul verbannen.

D'Schoul ass do fir ze léieren. D'Schoul ass do, fir auslännesch Kanner ze integréieren. D'Schoul ass do, fir déi Kultur, déi Sprooch, déi Wäerter, déi Geschicht, déi d'Lëtzebuerger Land ausmaachen, un déi nächst Generatioune virunzeginn. D'Schoul ass eng Plaz, an där Gewalt näischt ze sichen huet. D'Regierung propagéiert Veggie-Deeg, awer si bréngt et net fäerdeg, d'Kanner viru Gewalt ze schützen.

Mir wëllen e Land, wou net all Post- a Bankbüro zougemaach gëtt, well de Profitt un éischter Plaz steet. Mir wëlle Liewensqualitéit an eis Dierfer zréckbréngen.

Mir wëllen e gutt opgestallten ëffentlechen Déngscht a wëllen deen aktuelle Bewäertungssystem ofschafen. Den ëffentlechen Déngscht muss iwwerall Lëtzebuergesch schwätzen.

Mir wëllen de private Secteur op villerlee Manéieren ënnerstëtzen. Dozou gehéiert d'Ofsécherung vun den Independantë geneeesou wéi eng materiell Kompensatioun, wa Leit de private Secteur verloossen, déi do forméiert goufen, fir bei de Staat schaffen ze goen.

Iwwerall am Land feelt et u qualifizéierte Leit an un Nowuess. Dat kenne mir aus dem Gesondheetswiesen, mee mir gesinn et och am Handwierk. Amplaz d'Leit all a Richtung Classique ze orientéieren an op Studiegäng, déi kee Mënsch brauch, sollte mir d'Leit nees fir déi formidabel Beruffer am Handwierk begeeschteren.

Mir wëllen e Land, an deem mir d'Solidaritéit mat deene Schwaachen, Eeleren a Kranke liewen a weisen. Mir wëllen de Mënsch unhuelen, schützen, an dat an enger Kultur vum Liewen. An dozou gehéiert selbstverständlech och den Ëmgang mat Leit, déi mat enger Behënnerung konfrontéiert sinn, a Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn.

Mir wëllen e Land, deem seng ëffentlech Finanzen an der Rei sinn, dat keng nei Scholde mécht a seng Scholden, déi et huet, zréckbezilt. Als Staat kann een net alles maachen, scho guer net gläichzäiteg. Dowéinst gëllt et, kloer Prioritéiten ze setzen.

Lëtzebuerg soll solidaresch mat anere Länner an der Welt sinn, awer och d'Entwécklungshëllef muss reegelméisseg kritesch iwwerpréift ginn. Do wou et besser Weeër gëtt, musse mir déi goen. Handel ass dacks besser wéi Entwécklungshëllef. Automatisme solle sech ni däerfen an d'Plaz vun enger dynamescher an intelligenter Gestaltung vun der Politik setzen.

Lëtzebuerg ass e ganz oppent Land, och géintiwwer der Groussregioun. Déi Verbindunge mat eisen Nopeschregioune musse méi dynamesch geduecht ginn. Och vill Lëtzebuerger wunnen do an hu vill spezifesch Problemer, déi et gëllt opzegräifen. Dowéinst ass fir d'ADR d'Politik vun der Groussregioun eng politesch Prioritéit. Bei dëser Regierung ass dovun net vill ze gesinn!

(Interruption)

Ech wëll och kloer an dësem Kontext soen, datt mer eis méi mussen ëm d'Frontaliere këmmeren. Well déi Entwécklungen, wéi mer se am Abléck hunn, mat de Bensinnspräisser, mat dem Teletravail, mat de Méiglechkeeten och fir si, an anere Stied iwwer Teletravail ze schwätzen oder ze schaffen, ka Gefore fir eis matbréngen a fir eis Aarbechtswelt hei zu Lëtzebuerg. Duerfir ass et wichteg, datt mer eng Kéier zesummen doriwwer nodenken, wéi mer och d'Frontalieren, déi mer jo brauchen, kënne besser fideliséieren.

Mir wëllen d'Ëmwelt schützen, inklusiv wann et drëm geet, Emissioune vun Dreifhausgasen an d'Atmosphär ze reduzéieren. Awer och hei musse mir innovativ, zouverlässeg, effikass an ekonomesch vertrietbar Léisunge sichen. An dat sinn net déi, déi déi gréng eis haut opdrängen. Ëmweltschutz verlaangt permanent Fortschrëttsdenken.

Klimaschutz, Waasserschutz, Biodiversitéit, Kampf géint de Kaméidi a géint d'Liichtverschmotzung si fir eis all wichteg. Awer mir maachen dat mat wëssenschaftlechen an technologesche Methoden, déi fonctionéieren an déi e Sënn erginn. Mir drängen de Leit näischt op. Mir maache keng Ideologie. Mir subventionéiere keng Technologien, déi sech net um Maart kënnen duerchsetzen. Mir sinn technologieoppen. Mir wëllen de Verbrennungsmotor net verbidden.

Mir wëllen eist Land zukunftsfäeg maachen, an dozou gehéiert dee Courage, fir iwwert d'Pensiounsproblematik ze schwätzen. Mir kënnen dee Problem net einfach deenen zukünftege Generatiounen iwwerloossen, mee et ass un eis, fir derfir ze suergen, datt eis Politik vun haut net de Generatioune vu muer schuet. Dat nenne mir nohalteg Politik!

Mir mussen doriwwer nodenken, wéi mir eis Pensioune laangfristeg ofsécheren. Och déi nächst Generatiounen hu Recht op eng anstänneg Pensioun. Dofir brauch et Courage. D'ADR freet dowéinst am Walkampf e Pensiounsdësch, deen an där nächster Legislatur Léisunge proposéiert, déi och virun de Parlamentswale vun 2028 nach mussen ëmgesat ginn. Et gëtt héich Zäit fir ze handelen!

Här President, zënter datt Gambia dëst Land regéiert, gëtt den Nationalfeierdag ëmmer méi politiséiert. Mir héieren all Joer an der Philharmonie méi a méi Gambia-Rieden, déi mat politescher Neutralitéit an Iwwerparteilechkeet näischt méi ze dinn hunn. Dëst Joer hate si speziell mat Lëtzebuerg a mam Gebuertsdag vun eisem Groussherzog, dee jo op Nationalfeierdag gefeiert gëtt, bal iwwerhaapt näischt méi ze dinn! Den Här Staatsminister huet eis vu senger Rees an d'Ukrain erzielt. Dat kann ee verstoen. Dat ass och eppes, wat beweegt. Awer weess hien op Nationalfeierdag wierklech näischt iwwer eist Land ze soen?

An all Ried gëtt ewell och nach „Vive Europa!" geruff. Firwat? Huet d'Regierung net schonn den 9. Mee zum Europafeierdag gemaach? Brauche mir elo nach op Nationalfeierdag e „Vive Europa!"? Wéi een Europa? D'EU? Solle mer soen: „Vive d'Europäesch Unioun!"? Musse mir virun der „Heemecht" nach eng protokollaresch gläichgestallt Europahymn hunn, déi säit dem gescheiterte Verfassungsvertrag eebe keng offiziell Hymn ass?

Wann dat esou virugeet – an dat ass eng ganz perséinlech Bemierkung –, da muss ech soen, datt ech perséinlech och net méi vill Loscht hunn, dohinnerzegoen, fir Gambia-Rieden ze lauschteren.

(Brouhaha)

Ech mengen ...

(Coups de cloche de la présidence)

Ech mengen, datt mer, wa mer eng zivill Feier fir Nationalfeierdag hunn, déi ganz schéin ass – déi ganz schéin ass – a wat eng Iddi ass, déi een absolutt och ka viruféieren, mee da muss se iwwerparteilech sinn, parteipolitesch neutral sinn, si muss sech ëm eist Land dréinen, muss de Gebuertsdag vum Groussherzog feieren. An dann ass et eppes, wat verbënnt an net no politesche Linnen trennt.

Här President, dësen Iwwerbléck weist ganz däitlech, datt dës Regierung hirer Aufgab net gewuess war an net gewuess ass. Mir freeën eis drop, fir bei deenen nächste Walen de Leit eng Alternativ ze bidden. Dëst Land brauch eng konservativ Partei wéi d'ADR als Alternativ, eng Stëmm vun der Vernonft, eng Stëmm fir Lëtzebuerg. Mir als ADR, anescht wéi d'Regierung, stinn dozou bereet!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, déi Lénk hu scho säit ville Jore vun enger Logementskris geschwat an datt mer an eng Mauer lafen, wa mer weiderhin dem Marché fräie Laf loossen. déi Lénk hu scho säit ville Jore vun enger sozialer Kris geschwat, datt d'Inegalitéite stänneg wuessen an datt et bei deenen ënneschte soziale Klasse vir an hannen net méi duergeet. déi Lénk hu scho säit ville Joren dat Wuert „Klimakris" benotzt, laang ier mer 2018 hei am Parlament gesot kruten, et wär néideg, en État d'urgence an der Klimafro auszeruffen. déi Lénk hunn och säit Joren den Energieproblem thematiséiert a vun der dréngender Necessitéit geschwat, d'Energietransitioun esou schnell wéi méiglech unzegoen an ze vollzéien. An déi Lénk hu scho säit ville Jore gesot, datt all dës Krisen zesummenhänken.

Haut ass de Begrëff vun der Kris allgéigewäerteg. En huet Agang fonnt an de Mainstream-Discours, gëtt hei am Parlament mëttlerweil vun alle Parteie genotzt, genee wéi an de Medien an op de Stammdëscher vun der Natioun. Jo, e gëtt mëttlerweil souguer esou inflationär benotzt, datt e genee wéi déi Begrëffer „Solidaritéit" an „Nohaltegkeet" komplett seng Sënnhaftegkeet verluer huet.

De Begrëff „Kris" huet mëttlerweil – an dat ass immens opfälleg – och de Wee fonnt an d'Kommunikatiounsstrategie vun der Regierung. Dem Här Bettel seng Ried gëschter war jo e Paradebeispill dofir. Awer net als Deel vun enger déifgräifender Analys an als Ausgangspunkt fir en Ëmdenken, mee e gëtt mëttlerweil vun de Regierungsmembere virun allem dofir benotzt, e kuerzfristegt politescht Handelen ze rechtfertegen, an als Excuse, fir net un déi eigentlech strukturell Problemer mussen drunzegoen. Dat Wuert gëtt wéi eng Glack iwwert déi ëffentlech Debatt geluecht, rechtfertegt all Mesuren an ënnerbënnt all Diskussioun iwwer strukturell Reformen.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Virun allem awer – an dat stéisst eis besonnesch erop – gëtt an der Kommunikatioun vun der Regierung eng Kris géint déi aner ausgespillt. Si erkennt op eemol d'Klima-Urgence un, spillt se awer géint déi sozial Problematik aus. An elo rechtfertegt se d'Mesuren, déi de Klimawandel weider unhëtzen, andeems se virgëtt, eng Verschäerfung vun der sozialer Lag am Land wëllen ze verhënneren.

Jo, de Coronavirus an de kriminellen Ugrëffskrich vu Russland géint d'Ukrain sinn aussergewéinlech Ereignisser, déi esou an dëser Form net virauszegesi waren. Mee wat ee muss verstoen, ass, datt se just Ausléiser a Katalysater si fir Entwécklungen, déi méi grondleeënd Ursaachen hunn, an datt déi Konsequenzen, déi se mat sech bruecht hunn, eis Bevëlkerung virun allem dowéinst esou treffen, well eise Gesellschaftsmodell esou vulnerabel ass géigeniwwer vun esou externe Schocken.

Dat wat ee muss verstoen, ass, datt all d'Krisen zesummenhänken an nëmme kënne geléist ginn, wann ee se zesummen analyséiert an zesummen ugeet.

Här President, mir hunn net eenzel Bränn, déi mer een nom anere musse läsche goen, an dann ass et gutt, bis datt iergendwou aus dem näischt den nächste Brand kënnt. Et ass – fir am Bild ze bleiwen – e Schweelbrand, deen ënnert der Surface stänneg lodert a wou et zwangsleefeg ëmmer nees op verschiddene Plazen nei opflackert, an dat ëmmer méi oft!

Et ass eng eenzeg Kris vun engem ganze System. Eise Wirtschaftssystem ass esou opgebaut, datt eng kleng Minoritéit, déi all Lien verluer huet mam Terrain, hemmungslos Renditten erziilt, andeems se d'Aarbecht vun der Majoritéit ausbeut. Eise Steiersystem ass esou opgebaut, datt en d'Accumulatioun vu Kapital belount an d'Aarbecht bestrooft. D'Resultat ass, datt d'Inegalitéiten explodéieren an datt ganz Bevëlkerungsdeeler an der Aarmut liewen oder beim geréngsten externe Schock riskéieren, an d'Aarmut ofzerëtschen.

D'Natur gëtt komplett der Profittlogik ënnerworf an déi natierlech Grondlage vun de kommende Generatioune ginn zerstéiert. D'Resultat ass: D'Natur schléit zréck a Form vun Hëtztwellen, Iwwerschwemmungen oder a Form vun enger Pandemie, déi jo entstanen ass duerch d'Virdrénge vum Mënsch an onberéiert Naturräim.

Eise Wunnengsmarché ass esou organiséiert, datt e puer Acteuren d'Präisser diktéieren an eng Minoritéit vu Bauhären a Proprietären d'Renten anzitt, wärend déi aner am Hamsterrad dréien, fir d'Loyeren an d'Immobiliekreditter ze bezuelen.

Staatlech Servicer a wichteg Infrastrukture goufen ofgebaut oder privatiséiert. Mir hunn déi demokratesch Iddi net weiderentwéckelt, mee se am Contraire ausgehielegt a verkomme gelooss. Mir hunn d'Individualiséierung vun der Gesellschaft op d'Spëtzt gedriwwen, soudatt jiddweree just nach no sech selwer kuckt, wärend gläichzäiteg d'Leit vereinsamen an Angscht virun hirem Noper kréien.

Dëse ganze System, dësen eenzege Schweelbrand, deen ëmmer erëm nei Urgencen ervirbréngt, ass den Erausfuerderunge vun der Zäit net méi gewuess. Mir wëssen alleguerten, datt dës Entwécklungen, déi ech elo just kuerz ëmrass hunn, sech net op eemol vum selwen opléisen, mee datt se wäerten ongebremst

weidergoen. Et ass e System, dee scho laang am Koma läit an dee just nach kënschtlech mat stännege Kriseninterventiounen um Liewe gehale gëtt.

Op dëser Plaz kommen ech dann zréck op meng eigentlech Roll hei am Parlament, nämlech d'Regierungsaarbecht kritesch ze beurteelen. A wann ech zréckblécken op déi lescht Joren, da gesinn ech eng Regierung, déi stänneg am kuerzfristegen Handelen ass a keen Usaz huet, fir déi strukturell Problemer ze léisen. D'Regierung erkennt duerchaus déi grouss Erausfuerderungen – e bësse spéit, mee ëmmerhin! Si weess, datt mer e Problem hunn am Logement, bei der Aarmut, an de sozialen Illegalitéiten oder bei der Ofhängegkeet vun de fossillen Energien. Si benennt déi Problemer och, schwätzt doriwwer an demonstréiert Handlungsbereetschaft.

Just, datt dann duerno ausser vill Rhetorik net vill erauskënnt: e puer Subside géint de Klimawandel, eng Erhéijung vun enger Allocatioun géint d'Aarmut oder e puer nei Projete vum Fonds du logement géint d'Wunnengsnout. An dat ass och net erstaunlech. Mir hunn dräi Parteien an der Majoritéit ouni gemeinsam Analys, ouni gemeinsam Zukunftsvisioun an ouni kloer Ziler, 17 Ministeschen a Ministeren, déi an hirem Eck hir kleng Zopp kachen a sech dobäi géigesäiteg op d'Féiss trëppelen. Si si manifestement net amstand, déi vill Problemer zesummenhängend unzegoen. Virun allem awer feelt et un der Kreativitéit an um Courage, ausserhalb vun deenen ausgetrëppelte Weeër ze denken.

Aktuell si mer an enger Logik, wou mer probéieren, esou laang wéi méiglech e prekäre Status quo oprechtzeerhalen, wuel wëssend, datt eis Kanner an Enkelkanner et wäerte mussen ausbueden.

Wat mir wëllen, ass d'Äerm eropstrëppen an eng Politik maachen, déi d'Erausfuerderungen unhëlt an elo d'Saachen esou ännert, datt déi zukünfteg Generatiounen iwwerhaapt nach eng Grondlag hunn, fir eegen Entscheedunge kënnen ze treffen. Duerfir brauch ee Kreativitéit a Courage. Mee et ass dëse grondleeëende Wiessel, dee mer endlech an der Politik musse vollzéien!

Här President, näischt verdäitlecht de Kollaps vum System esou däitlech wéi d'Klimaverännerung. Si ass eng Gefor fir déi mënschlech Existenz op dësem Planéit. Si ass Ausléiser vun Dréchenten, Stierm an Iwwerschwemmungen, vun Hongersnéit a vill mënschlechem Leed. A säit e puer Joer mierke mir och hei an eiser nach gemässegter klimatescher Zon, datt sech villes ganz séier verännert, an dat net zum Gudden.

Mee kee Mënsch wëllt d'Klima veränneren. Kee Mënsch schafft geziilt hin op d'Zerstéierung vu senger eegener Liewensgrondlag. Mee wann all Eenzelnen dat net wëllt, wat steiert eis dann an dee Ruin? Ma de System vum Kapitalismus. D'Klimaverännerungen an de moderne Kapitalismus ginn op déi massiv Färderung vu fossillen Energieträger säit dem zweeten Drëttel vum 19. Joerhonnert zréck, ugefaange mat der Kuel, duerno dem Pëtrol, méi spéit dem Gas.

Dofir ass et och kloer, wat geschéie muss! Mir mussen déi fossill Energien am Buedem loossen an a rasantem Tempo eis Energiesystemer op erneierbarer ëmbauen. Nach ni ass an der Geschicht vum Mënsch esou e fundamentalen a séiere Wandel, e Wiessel vun enger Energiequell op eng aner, néideg ginn. A mir sti virun enger enormer Erausfuerderung.

Mir musse resolutt a séier schaffen, eise Courage an d'Hand huelen an nei Weeër sichen a fannen, ewech vum Business as usual. Déi lescht véier Joer Regierungsaarbecht vermëttelen awer näischt vun enger Urgence an deem néidege Wandel. Villméi ass just deen ale System mat gréngem Lack iwwersprayt ginn, fir datt e manner raschteg ausgesäit, mee d'Politik bleift à la base déi selwecht, just datt alles elo als „gréng", „digital" a „smart" verkaaft gëtt – pur Kommunikatioun ouni Substanz!

Vill jonk Mënschen hunn Angschtzoustänn, „eco-anxiety", dat sinn Zukunftsängscht, wéint deem, wat deene bléie kéint, déi hiert Liewen op dësem Planéit nach viru sech hunn. Mee et ass och eng Reaktioun op d'Onverantwortlechkeet vun der regierender Politik hei am Land an doriwwer eraus.

Här President, Angschtzoustänn kréie Jonker awer och aus anere Grënn. Si sinn den Ausdrock vun existenzielle Froestellungen, déi sech vill Leit a besonnesch och Jonker stellen. D'Wunnenge sinn esou deier ginn, datt jonk Leit um Enn vun hire Studien a Formatioune virun enger Mauer stinn. E Kaf vun engem Appartement oder engem Haus ass fir si keng Optioun méi, och net no fënnef oder zéng Joer Schaffen, och net mat enger anstänneger Pai. Ouni eng finanziell Ënnerstëtzung vun doheem bleift ville jonke Leit just nach d'Locatioun um iwwerdeierte Marché, well ëffentlech Wunnenge feelen un allen Enner.

Wéi also kann een déi doten Entwécklung, déi mir säit ville Joer scho komme gesinn, haut anescht bezeechne wéi en Echec op der ganzer Linn? Jorelaang huet dës Regierung och gemengt, si kéint mat minimalen Ausgabe fir déi betraffe Leit a parallell awer mat deelweis zolitte steierleche Kaddoe fir d'Profiteure vun dëser Situatioun de Problem esou mat viruschleefen. Et gouf vill uewen an der Zopp ronderëmgeréiert, wärend ënnen um Fong alles zolitt ugebrannt ass.

Haut stellt sech d'Regierung dohinner, no néng Joer Mandatszäit, a seet: „Mir paken elo d'Logementskris un." An da gi Mesurë presentéiert, déi, sief et bei der Mobilisatiounssteier fir Bauterrainen oder der Reform vum Loyersgesetz, potenziell an 10 bis 20 Joer ufänke kéinten ze gräifen, wann d'Kar nach méi déif am Dreck stécht, virausgesat natierlech, datt déi Reformen net verschwannen tëschent enger Walcampagne an enger neier Regierung, an engem ganz déiwen Tirang.

Ze wéineg, ze spéit! Déi desastréis Situatioun am Logement ass elo do a mir brauche Léisungen, déi direkt gräifen. Mir als déi Lénk hu viru siwe respektiv fënnef Joer Gesetzesvirschléi fir eng Reform vum Loyersgesetz gemaach. D'Regierung huet endlech e Projet virgeluecht, an deem se awer guer näischt um Istzoustand geännert huet, ausser e punktuell nach en Defaveur vun de Locatairen ze verschlechteren.

Elo, bal zwee an en halleft Joer méi spéit a kuerz viru Walen, kënnt eng Nobesserung. Leider huet de Logementsminister jo a virauseilendem Gehorsam géigeniwwer Promoteuren an CSV elo scho verlaude gelooss, datt d'Loyere weider monter solle klammen. Wann dat esou confirméiert gëtt, da wäerte mir Sturm lafe géint déi Reform!

Här President, e jonke Mënsch, deen op seng Aarbecht ugewisen ass, fir en Akommes ze hunn, kritt et schwéier, fir d'finanziell Grondlag ze leeë fir sech a vläicht eng Famill an der Zukunft. Fréier war dat ganz anescht wéi haut, an d'Regierungspolitik fënnt keng Léisunge fir dës nei Situatioun.

D'Léin verléieren insgesamt no an no u Wäert. Déi klammend Unzuel vu Leit, déi trotz Aarbecht aarm sinn, vu Working Poor, ënnersträicht dat, geneesou wéi déi wuessend Ongläichheeten tëscht Leit, déi schaffen, an de Leit, déi d'Kapital fir sech schaffe loossen. D'Ufuerderungen op der Aarbecht a ronderëm d'Aarbecht huele stänneg zou. Gläichzäiteg gëtt dës Aarbecht awer och ëmmer méi penibel a prekär. D'Entwécklung bei den Zäitverträg an den Interimszuele féiert eis dat virun Aen. Et ass d'Entmënschlechung vun der Aarbecht, déi awer vu Mënsche gemaach muss ginn. Stress, Burnout, Depressiounen an eng generell Onzefriddenheet sinn d'Konsequenzen.

Dës Regierung huet op all dës Froe keng Äntwert parat. De Mindestloun ass a bleift ze niddreg, trotz der ugekënnegter Erhéijung ëm 3,3 %. Et muss ee jo och kloer an däitlech op dëser Plaz soen, datt déi Erhéijung jo och keng nei politesch Decisioun ass, mee eng gesetzlech Virschrëft, an datt déi och näischt mat enger Tripartite ze dinn huet. An dëst geet bei Wäitem net duer, fir de Wäertverloscht vun den déiwe Léin opzefänken. Si ass keng Äntwert op déi ëmmer méi verbreet Aarmut an eiser Gesellschaft.

déi Lénk haten eng Erhéijung ëm 300 Euro gefuerdert. 300 Euro méi Mindestloun géifen net all Aarmutsproblem léisen, däers si mir eis bewosst. 300 Euro géife vill Leit awer Loft verschafen an derfir suergen, datt net all externe Schock direkt op all Stot am Niddreglounsecteur esou duerchschléit wéi elo grad an der Energiekris.

Donieft hätt onbedéngt missen d'Kannergeld retroaktiv reindexéiert ginn, esou wéi mir et mat engem Gesetzesvirschlag gefuerdert hunn. Familljе mat Kanner, besonnesch mat zwee oder dräi Kanner, sinn am meeschte vun Aarmut betraff. D'Kanneraarmut erreecht zu Lëtzebuerg erschreckend Ausmoossen. All véiert Kand ass dovunner betraff.

Bei der Verbesserung vun den Aarbechtskonditioune gouf et guer keng Annonce. D'Aarbechtszäitverkierzung, och vun déi Lénk gefuerdert, gouf an engem Wuert a Verbindung mat enger Etüd genannt, déi sech an déi laang Lëscht vun aneren Etüden aschreift. A puncto Stäerkung vun de Kollektivverträg koum och keng eenzeg Ausso, wuel wëssend, datt ganz vill Verbesserunge vun den Aarbechtsbedéngungen iwwer Kollektivverträg kënnen duerchgesat ginn. Ronn 50 % vun de Salariéen zu Lëtzebuerg sinn awer net an engem Kollektivvertrag.

Här President, anstänneg Léin an e staarke Sozialstaat sinn d'Garanten, fir duerch Krisen ze kommen, a si sinn en Dar am A vun deenen Interessen, déi duerch Récksiichtslosegkeet a Profittgier dës Krisen ausléisen. D'Klimaverännerung an d'Noutstänn, déi se ausléist, sinn e gutt Beispill dofir. D'Energiekris, an där mer haut stiechen, ass och mat eng Konsequenz dovunner. Iwwer Joren, jo, Joerzéngte gouf gewarnt, vu politescher Säit ëmmer erëm vill versprach an annoncéiert, mee geschitt ass net vill. D'Zopp läffelen elo déijéineg aus, déi duerch d'Ofwäertung vu Léin a schläichende Sozialofbau schonn am meeschte betraff waren a sinn.

Virun e puer Deeg koum eng Recherche an der „Süddeutsche Zeitung" eraus, déi weist, datt an Däitschland déi 10 % mam héchsten Akommes esou vill Energie verbrauche wéi déi 40 % mat den déifste Revenuen. Dës Ongläichheet ass zu Lëtzebuerg genausou present, wann net nach méi staark.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Et sinn also déi Stéit, déi am mannsten Zäregasen ausstoussen, déi elo bei d'Lisett gelooss ginn. D'Regierung dréit dëser Realitéit an hirer Krisegestioun iwwerhaapt net Rechnung, am Géigendeel souguer. Eng Präisdeckelung fir de Grondverbrauch an eng Staffelung fir de Präis fir d'Energie gëtt mat problemateschen Argumenter ofgeleent. Scheinbar kënne Stéit mat Elektrogefierer a Wärmepompelen, déi vun der Deierecht op fossillen Energien am Alldag guer net méi betraff sinn an dës Uschafungen och mat staatleche Subventioune kaaft

hunn, net elo e puer Euro méi fir de Stroum ausginn. Datt parallell awer Stéit, déi haut schonn extreem héich Präisser fir Gas a Masutt bezuelen, sech all dës Uschafunge guer net leeschte konnten, schéngt an den Iwwerleeunge vun der Regierung guer keng Roll ze spillen.

Wa mir als Gesellschaft d'Klimaverännerunge stoppen an hiren Impakt offiedere wëllen, da féiert fir déi Lénk kee Wee derlaanscht, fir de Grondbedarf bei der Energie wéi awer och bei anere Gidder a Servicer, wéi zum Beispill bei der Waasserversuergung, fir jiddereen ze garantéieren an dat och ëffentlech ze subventionéieren an ofzesécheren.

D'Recht op Energie muss fir jidderee gëllen. Ausgoend vun deem Prinzipp mussen iwwerméissege Verbrauch a Verbëtze vun Energie, zum Beispill fir d'Beliichtung vun digitale Werbeflächen, fir d'Autobunnsbeleuchtungen oder fir séiert Autofueren, ënnerbonne ginn.

Déi lescht puer Wochen hunn och gewisen, datt séier Energieaspuerunge méiglech sinn. De Premierminister huet gëschter gesot, datt déi 15 % Aspuerung, wéi vun der EU gefrot, schonn am September erreecht waren. Dat ass begréissenswäert. Allerdéngs stelle mir eis eng Fro: Wann dat esou séier méiglech ass, wou waren dann déi Aspuerungen déi lescht Joren? Muss et d'Menace vun der temporärer Schléissung vu Betriber ginn, fir datt d'Regierung sech beweegt? Geet et net duer, datt de Planéit brennt?

Här President, de gemeinsame responsabelen Ëmgang mat Energie muss also an eisen Aen d'Grondlag si fir d'Energiepolitik. Déi ëffentlech Subventionéierung vu fossillen Energien, déi elo massiv bedriwwe gëtt, kann op deem Wee scho reduzéiert ginn. Fir ganz domadder opzehalen, muss parallell vill méi op den Ëmbau vun eisem Energiesystem gesat ginn, ugefaange bei der Renovatioun vun de Gebaier.

déi Lénk schloen dofir scho säit gutt fënnef Joer vir, datt mer op de Wee vun enger proaktiver, opsichender Renovatiounspolitik kommen an datt d'ëffentlech Virfinanzéierung no soziale Krittären zur Reegel gëtt bei energeetesche Renovatiounen. De Premier huet elo, nodeem eng méi sozial Staffelung vun den Aidë schonn agefouert gouf, e weidert Element vun eiser Propos iwwerholl, an zwar de Remboursement vun de Prête mat dem agespuerte Geld beim Energieverbrauch. Dat ass gutt, mee wierklech interessant gëtt et eréischt, wann aus ëffentleche Quelle finanzéiert gëtt an d'Gemenge méi aktiv ginn.

(Interruption)

Den Ausbau vun den erneierbaren Energien ass déi zweet Prioritéit an ass jo och ganz staark verbonne mat de Gebaier. Hei gëtt sech ganz op d'Privatinitiativ an d'Betriber verlooss. Mee déi lescht Joren hunn eis jo däitlech gewisen, datt déi Rechnung net opgeet. De Staat an d'Gemenge mussen hei eng vill méi staark Roll spillen.

D'Annoncë bei der Fotovoltaik ginn dofir an eisen Aen an déi richteg Richtung. déi Lénk soe scho säit Joren hei, datt vill méi ëffentlech Investitiounen an erneierbar Energië musse fléissen. Bedauerlech ass just, datt de Premierminister feststelle muss, datt, ech zitéieren, de „Planéit brennt", ...

(Interruption)

... bis e bereet ass, aner Weeër ze goen. Do gesi mer dann, wat liberal ideologesch Verblendung an ze spéit Asiichte mat eisem Planéit maachen a wéi engem onverantwortleche Risiko dës Usiichten eis aussetzen.

Mir mussen eis Zukunft all zesummen an d'Hand huelen an net jiddereen eleng a sengem Eck. Den Ufank soll endlech op ëffentlechen Diecher gemaach ginn, mat Solarpannoen, wou et sënnvoll ass. Mee doriwwer eraus bidden déi dezentral erneierbar Energiequellen awer och d'Méiglechkeet, datt Gemengen a Biergerkooperative vill méi staark an d'Energieproduktioun eraklammen. Do gëtt et einfach immens vill Potenzial, dat haut net genotzt gëtt.

Här President, de Budget 2023 ass de Moien eréischt deposéiert ginn a mir haten natierlech nach keng Zäit, eis dat am Detail seriö unzekucken. Och sinn eng Rei fiskal Mesuren ugekënnegt ginn, déi een eréischt seriö kann diskutéieren, wann een déi entspriechend Gesetzestexter analyséiert huet. Ech wëll dofir op däser Plaz just e puer ganz allgemeng Remarke maachen, wat déi Ukënnegungen ugeet.

déi Lénk si ganz frou, datt d'Regierung d'Investitioune weider wëllt héich halen a begréissen dat och ausdrécklech. D'Investitiounen ze senken, dat hätt bedeit, d'Zukunft vum Land op d'Spill ze setzen. Mir begréissen och speziell zwou steierlech Mesuren: déi zum Crédit monoparental an déi zum Amortissement accéléré.

Et ass wichteg, de Crédit monoparental an d'Luucht ze setzen, an déi Lénk hunn dat hei och scho méi laang gefuerdert. Dat ass fir all déi betraffe Leit sécherlech eng Hëllef. Mee et soll ee sech dobäi net der Illusioun higinn, datt de Problem domadder aus der Welt geschaaft ass. Den héijen Aarmutstaux bei de Monoparentallen ass e multidimensionale Problem, wou notamment de Logement eng ganz grouss Roll spillt. Et muss een dee Problem ganzheetlech ugoen an net mat eenzelne klenge Mesuren.

Déi zweet Ukënnegung, déi ech wëll kommentéieren, betrëfft den Amortissement accéléré. Och dat hunn déi Lénk scho säit Jore gesot, datt do onbedéngt muss eppes geschéien. D'Regierung huet laang gezéckt a kënnt elo mol drop, datt domadder masseweis Abus gedriwwe gëtt. Léiwer spéit wéi ni, mee och do feelt eng déifgräifend Analys.

Mam Amortissement accéléré belount de Staat déi, déi a Wunnengen investéiere fir ze verlounen. Wat awer guer net néideg ass! Et gëtt vill ze vill a Wunnengen investéiert, just fir eng Rent erauszezéien. Dat schaaft eng kënschtlech Iwwerdemande an dreift d'Präisser nach méi an d'Luucht, soudatt déi Leit, déi wëllen investéieren, fir tatsächlech dran ze wunnen, sech näischt méi kënne leeschten. An déi mussen da mat hirem Loyer deene Leit hir Haiser bezuelen, déi de Staat mam Amortissement accéléré och nach subventionéiert huet. Dës Mesure gräift dofir an eisen Aen ze kuerz, och wa mer se vum Prinzipp hier begréissen.

Här President, zur budgetärer Situatioun, do muss een natierlech feststellen, datt d'Regierung an der leschter Zäit vill Suen huet missen an de Grapp huelen, och wa munch déck Ausgaben eiser Meenung no net hätte misse sinn. Si ass mat hire Krisemesurë wéi mat der Strenz iwwert dat ganzt Land, iwwert dat ganzt Patronat gefuer, zemools mat der Kompensatioun fir déi verréckelt Indextranche am Juli. A wéi de leschten Tripartite-Accord et virgesäit, huet se wëlles, bei där nächster Indextranche nach eng Kéier mat der Strenz iwwert dat ganzt Patronat ze fueren, egal ob et e klenge Betrib ass, deen tatsächlech a Schwieregkeeten ass, oder eng grouss Boîte, déi trotz Krisenzäiten déck Profitter verzeechent. A mir si scho gespaant drop, wéi vill Milliounen datt dës déck Entreprisen dëst Joer un hir Aktionären ausbezuelen!

D'Resultat ass, datt déi ëffentlech Finanzen zimmlech strapazéiert goufen an datt dat Lach viraussiichtlech d'nächst Joer nach méi grouss gëtt. An dann ass d'Fro no dem Motto: „Wer soll das bezahlen? Wer hat das bestellt?" Wann et gerechtfertegt ass, dann ass et keen Drama, nei Scholden ze maachen. Mee et muss ee sech ëmmer bewosst sinn, datt domadder ons Kanner an eis Jugend belaascht ginn, och wann et allemol besser ass, wéi zum Beispill d'Investitiounen erofzefueren, well domadder hëlt een eise Kanner a Jugendleche carrement hir Zukunft ewech.

Mee wéi mir dat hei och scho gesot hunn, sinn nei Scholden awer fir eis just déi zweetbescht Optioun. Déi besser Léisung ass, déi verméigend Klassen an déi grouss Betriber mat décke Benefisser elo direkt méi an d'Verantwortung ze huelen. Eng Krisesteier op héije Revenuen an héije Profitter géif substanziell zousätzlech Recetten an d'Staatskeess spullen, déi elo dréngend gebraucht ginn. A vill Leit mat héije Revenue géifen dat och verstoen an akzeptéieren, well se net wëllen an engem Land liewen, wou hir Nopere sech mussen tëschent Hëtzen an Iessen entscheeden.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Domadder géif een en Element vu wierklecher Solidaritéit hei am Land aféieren an et wär och e wichtegt Signal un d'Bevëlkerung. Souguer de Chefekonom vun der Europäescher Zentralbank plädéiert mëttlerweil fir eng méi staark Besteierung vum Räichtum, souwuel aus makroekonomesche Grënn wéi aus Grënn vu Gerechtegkeet.

Mee manifestement feelt och hei de politesche Courage. Oder et ass och vläicht just ideologesch Stuerheet. An domadder bleift d'Fro och weiderhin oppen, wien dann elo schlussendlech d'Rechnung muss bezuelen. Egal wéi wär et awer och mat esou enger Krisesteier net gedoen, well mir brauche strukturell Reformen an eisem Steiersystem, mat dem Zil, méi Gerechtegkeet ze schafen.

Déi schaffend Leit sinn d'Mëllechkéi vun der Natioun, wärend déi grouss Verméigen op skandaléis Aart a Weis geschount ginn. Dee jonke Beruffsufänger gëtt op all Cent besteiert, wärend Multiproprietären an Aktiebesëtzer grousszügeg Steierprivileegie genéissen. Déi kleng Betriber ginn op all Cent besteiert, wärend multinational Konzerner mat effektive Steiersätz ënner 5 % ewechkommen oder a ville Fäll iwwerhaapt keng Steiere bezuelen. Mir hunn e Steiersystem, deen d'Aarbecht bestrooft an de Räichtum belount! Dat ass net ze rechtfertegen.

An ech soen et hei nach eng Kéier kloer an däitlech, well der DP hir Excusen dobausse vill ze oft onkommentéiert nogeplappert ginn: Et brauch ee kee budgetäre Spillraum ze hunn, fir eng strukturell Steierreform ze maachen, déi fir méi Gerechtegkeet suergt! Au contraire, et kann een domadder souguer fir zousätzlech Recettë suergen. Budgetäre Spillraum brauch ee just, wann een eng Steierreform à la DP wëllt maachen, nämlech eng Tournée générale just virun de Walen.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | An deem Kontext begréissen ech et och, datt d'LSAP och emol erëm hiert soziaalt Gewëssen entdeckt huet an elo fir eng gerecht Steierreform plädéiert. Ech wëll se awer drun erënneren, datt si schonn 18 Joer onënnerbrach an der Regierung sëtzt an hir dat an där ganzer Zäit anscheinend zimmlech egal war.

(Interruption)

Mee besser spéit wéi ni! A mir sinn dann emol richteg gespaant, wat se dann elo an deenen zwielef Méint bis bei déi nächst Walen nach ëmsetzt.

(Interruption)

Här President, ech wëll dofir nach eng weider Fro uschwätzen, an zwar déi vun der Demokratie. déi

Lénk huet scho säit ville Joren ënnerstrach, datt den aktuelle politesche System en Demokratiedefizitt opweist. Wann een haut op eis Gesellschaft kuckt, muss ee feststellen, datt et zum Beispill net nëmmen un effektive Méiglechkeete vun direkter Bedeelegung a Matbestëmmung feelt, dobäi kënnt, datt e groussen Deel vun der Populatioun net un de legislative Walen deelhuelen dierf. Anescht wéi bei de Kommunalwalen, wou endlech d'Wunnsëtzklausel ewechfält, bleift op nationalem Niveau d'Situatioun also déi, datt vill Matbewunner/innen net direkt d'Gesellschaftsvertrieder/inne matbestëmme kënnen, an dat bei enger Gesellschaft, wou 47,1 % net déi lëtzebuergesch Nationalitéit hunn.

Vereinfacht gesot: Aktuell wielt eng Minoritéit aus enger klenger Auswal vu Persounen déi puer eraus, déi dann d'Reegele fir déi ganz Gesellschaft elaboréieren a votéieren!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | D'Konsequenz ass e ganz eeschte Problem vun demokratescher Legitimitéit. Hätt d'Regierung politesche Courage, da géif se dës Erkenntnis seriö huelen.

Wann een haut awer op d'Mandatszäit vun der Regierung zréckkuckt, da fält de Bilan am Beräich vun der Stäerkung vun der Demokratie erniichternd aus, ugefaange mam Referendum vun 2015. Engersäits war d'Informatiounscampagne schlecht virbereet, ze kuerz, ze spéit. Anerersäits, an dat ass ëmsou méi problematesch, ass een net mat de Leit op Aenhéicht an en Dialog getrueden. Wéi och ëmmer, et gouf d'Chance vun engem konstruktiven Debat verpasst. En plus, an dat ass geféierlech, huet dëst Verhalen et verschiddenen Acteuren einfach gemaach, d'Ängschte vun de Leit fir eegen Zwecker ze instrumentaliséieren.

D'Regierung huet awer manifestement net dorauser geléiert, Stéchwuert: Verfassungsrevisioun. Amplaz dës Kéier e wierklechen ëffentlechen Debat ze förderen an den Text ënner enger echter Abezéiung vun de Bierger auszeschaffen, ass d'Verfassungsrevisioun ëmmer méi zu engem reng politesche Schauspill am klenge Krees zwëschent de Majoritéitsparteien an der CSV ginn.

(Interruption)

D'Resultat ass en Text, deen der grousser Ukënnegung vun enger substanzieller Revisioun net gerecht gëtt an esou den aktuelle gesellschaftleche Realitéiten net Rechnung dréit.

Här President, net nëmme bei der Verfassung weist d'Regierung e komescht Verhältnis zur Demokratie. D'Parlament gëtt ëmmer méi degradéiert zu enger Ofstëmmmaschinn. D'Majoritéit setzt sech net méi mat den Argumenter vun der Oppositioun auserneen, mee votéiert einfach dergéint. Wichteg Texter ginn emol fir d'éischt un d'Press geschéckt ...

(Interruption)

... an duerno iergendwann un d'Parlament. D'Äntwerten op parlamentaresch Froe falen ëmmer méi launesch aus an d'Demandë vun Deputéierten, fir Dokumenter kënnen anzegesinn, ginn einfach ignoréiert, geneesou wéi d'Demande vun der Press fir e richtegt Informatiounsgesetz.

Här President, ech hunn am Ufank vu menger Ried der Regierung de Courage ofgeschwat, fir déi richteg Äntwerten op d'Froe vu ville Leit ze ginn; de Courage, fir de Klimaschutz (veuillez lire: de Klimawandel) als akut Menace fir d'Mënschheet ze gesinn an deementspriechend ze handelen; de Courage, fir an der Logementspolitik de Status quo haut ze veränneren, fir datt jonk Leit muer eng bezuelbar Wunneng fannen; de Courage, fir d'Akommessituatioun vu Klengverdénger substanziell ze verbesseren an der wuessender Aarmut e Stoppschëld ze setzen; de Courage, fir eng Steierpolitik op de Wee ze bréngen, déi d'Sue bei de ganz Räichen an den décke Profitter hëlt, fir se an eng liewenswäert Zukunft fir eis all ze investéieren; de Courage, fir all de Bierger/innen d'Chance op eng reell Matsprooch ze ginn, fir esou och de kollektiven a solidaresche Geescht an der Krisebewältegung ze stäerken.

D'Erausfuerderunge sinn enorm grouss, dat ass eis bewosst, mee si sinn net onméiglech ze meeschteren. Et gëtt kreativ Léisunge fir all dës Problemer. A si ginn och deelweis scho gelieft an ëmgesat, sief et hei bei eis vu sozialen an ekologeschen Initiativen, an der Solidarwirtschaft, um lokalen an um nationale Plang, mee och am Ausland a Stied, déi d'Logementsproblematik wierklech uginn an net fäerten, deem engen oder deem aneren dobäi op d'Féiss ze trëppelen, oder a Regiounen, wou d'Energieproduktioun erëm zréckkënnt an d'Hand vun de Bierger/innen, iwwer ëffentlech a kooperativ Initiativen, an déi eis de Wee weisen an eng demokratesch Energiezukunft.

An der Gesellschaft ramouert et. D'Leit engagéiere sech. Si si sech dem Eescht vun der Situatioun bewosst a baue schonn un Alternativen zum bestoende System, eraus aus der Sakgaass, an déi en eis gefouert huet.

Déi richteg politesch Iddien a Mesurë sinn do, si musse just dat néidegt Gehéier an der Politik fannen. D'Regierung awer zéckt, bleift bei Hallefléisungen an üblecke Rezepter. Si sicht ëmmer nom klengste gemeinsamen Nenner a verdeedegt domat noutgedrongen de Status quo, de Stëllstand. Mir brauchen awer Beweegung. Mat dëser Regierung komme mir, fäerten ech ganz, net méi a Beweegung.

Merci fir d'Nolauschteren. An een, dee seet, d'Oppositioun hätt keng Virschléi, deen huet hei jo dann héieren, wivill Virschléi mir als déi Lénk an deene leschte Jore bruecht hunn, déi notamment och an der Ried zur Lag vun der Natioun agefloss sinn an déi geholl gi sinn, ...

(Interruption)

... déi awer leider, wa mir d'Motioune bruecht hunn oder d'Proposition-de-loie bruecht hunn, einfach ofgeschmettert gi sinn.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An d'Madamm Simone Beissel wëllt Iech nach eng Fro stellen oder eppes kloerstellen.

Mme Simone Beissel (DP) | Madamm Cecchetti, ech wollt wierklech eppes kloerstellen: Dir hutt immens Circonstance-atténuanten: Dir an d'Madamm Oberweis sidd eréischt ee Joer hei an deem Greemium. Mir schaffen elo 15 Joer un där neier Verfassung. Dir hutt 2015 eng Proposition alternative de révision gemaach. Säit siwe Méint hu mer Iech bestëmmt zéngmol gefrot, dass Der Äre Rapport presentéiert, dee mer géifen an d'Kommissioun huelen. An da wot Dir hei ze behaapten, mir hätten déi nei Verfassung niewent Iech „im stillen Kämmerlein" gemaach. Dat ass onerhéiert!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Beissel.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Dat sinn zwou ganz verschidde Saachen – et deet mer wierklech leed –, wat Der elo hei sot!

Mme Simone Beissel (DP) | Wannechgelift!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Eis deet et och leed, dass mer de Rapport nach ëmmer net hunn.

M. Gilles Baum (DP) | Genau!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat deet eis awer wierklech ganz vill leed!

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir déi Kloerstellung. An de leschten ageschriwwene ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Hutt Der richteg gelauschtert, wat ech gesot hunn? Et brennt! Et brennt! Dat huet elo näischt méi mat der Verfassung ze dinn. Et brennt!

Plusieurs voix | Oo!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Blablabla!

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Cecchetti, ...

Une voix | Calméiert Iech!

M. Fernand Etgen, Président | ... weit Är Wierder wannechgelift!

(Brouhaha)

An et ass elo um leschten ageschriwwene Riedner fir haut, an dat ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten begréissen d'Éierlechkeet, mat där de Premier en Dënschden a senger Ried op d'mannst zu engem klengen Deel zouginn huet, wat zu Lëtzebuerg net gutt leeft. Mee dat geet bei Wäitem net duer, well mir sinn an enger Multikris: Logement, Klima, Inflatioun, Santé. Et brennt zu alle Säiten!

Mir begréisse verschidde Mesuren, déi am Kader vum Premier senger Ried ugekënnegt goufen. Si sinn zumindest de Versuch, eng Äntwert op dëse Flächebrand ze liwweren.

Datt d'Fotovoltaikanlagen elo kënne vum Staat op Diecher vu Privatgebaier gebaut ginn, begréisse mer, ass et dach genau dat, wat mer mat eisem Sunergy-Programm säit Mee 2021 hei gefuerdert hunn! Datt de Staat déi Anlage bezilt a se de Leit herno iwwerschreift, wann en d'Geld vun der Installatioun erëm eranhuet, ass eng gutt Saach. Just schued, datt mer net wëssen, ab wéini et da komme soll.

Mir hoffen, datt de Staat dann elo och endlech bei sech selwer net nëmmen eng Schëpp, mee zéng Schëppe bäileet, well déi 4 % un Anlagen op ëffentlechen Diecher si fir sech geholl eng Schan. Och déi Iddi, datt ab engem gewëssene Joer all neit Gebai soll mussen eng Anlag direkt mat drop kréien, déi am Zweifel vum Staat gebaut gëtt, ass begréissenswäert. Mir wéilten dat awer schonn 2023 ëmgesat gesinn, esou séier wéi méiglech op jidde Fall, well och hei seet d'Regierung jo erëm keng Datumer!

Och datt en Nohaltegkeetscheck bei de Gesetzesprojete kënnt, begréisse mer. Mir haten dee scho virun zwee Joer an enger Motioun gefuerdert, deemools fir industriell Projeten, also nëmme fir en Deel vun deem, wat d'Regierung elo annoncéiert huet. An deemools gouf du gesot, dat misst een net matmaachen. Mee bon, besser spéit wéi ni!

An och aner Proposen héiere sech op den éischte Bléck gutt un; waarde mer den Detail nach of: méi Coworkingspace, méi Better an den Altersheemer – wann dann och nach eng Dusch derbäi ass, ass dat super –, den Amortissement accéléré just nach zweemol am Liewen, e Gesetz fir interkulturellt Zesummeliewen, eng Erneierung vum Transparenzgesetz.

Jo, dat kléngt gutt, mee d'Regierung kann eis do awer nach ëmmer net soen, wéini dat alles soll kommen. D'Ukënnegunge si jo schéin a gutt, mee ouni konkreet Daten ze nennen, kënnen d'Chamber an d'Medien hir Kontrollmissioun, hire Rappell net wouerhuelen.

Här President, de Premier huet en Dënschdeg kloer Wierder géint de russeschen Ugrëffskrich fonnt. Deem kënne mir Piraten eis nëmmen uschléissen. D'Piraten schwätze sech kloer fir d'Ënnerstëtzung vun der Ukrain aus. Mir Piraten stellen d'Integritéit vum ukraineschen Territoire net a Fro. Et ass lächerlech, wann ee verschidde Parteien hei an der Chamber héiert, déi soen, et misst ee sech den neie Realitéite stellen. Nee! Mir ënnerstëtzen d'Ukrain. Mir ënnerstëtzen déi ukrainesch Bierger. Mir ënnerstëtzen déi ukrainesch Natioun. A mir ënnerstëtzen och déi ukrainesch Flüchtlingen, déi hei am Land Schutz sichen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Premier huet a senger Ried vun enger grousser sozialer Steierreform geschwat. Ech froe mech dann awer, vu wéi enger Reform hie schwätzt, zumindest vu kenger an dëser Legislatur. Well ass et éieren déi Reform, bei där déi Elengerzéiend komplett vergiess goufen? Déi Steierreform, bei där d'Dividenden nach ëmmer manner besteiert gi wéi de Salaire? Also mir gesinn net, wou an dëser Legislatur esou eng sozial Steierreform geschitt wier!

D'Caritas huet eis viru Kuerzem nach eng Kéier an Erënnerung geruff, datt déi lescht dräi Joer den Aarmutsrisiko hei am Land nach eng Kéier an d'Luucht gaangen ass. An net all d'Leit sinn d'nämmlecht betraff vum Aarmutsrisiko. Et si grad déi Leit, déi kee staarkt soziaalt Netz hunn, Famill a Frënn, déi der Aarmut am schnellsten ausgesat sinn an déi schnell an d'finanziellt Lach fale kënnen. Den Aarmutsrisiko fir Elengerzéiender an hir Kanner läit hei am Land bei iwwer 40 %. Dat dierf net sinn! Eng Etüd huet erginn, datt eent vu véier Kanner hei am Land mol keng zwee Puer Schong am Joer kaaft ka kréien. Eent vu véier! Dat ass méi wéi nëmmen traureg.

Mir Piraten bleiwe Verfechter vun enger Steierreform, wou ee sech net muss bestueden, fir e faire Steiersaz ze bezuelen, a wou een net bestrooft gëtt, wann ee säi Partner verléiert.

An der Ried vum Premier ass d'Wuert „Verantwortung" ganz heefeg gefall. Eis Meenung ass: Eng verantwortungsvoll Regierung hält hiert Wuert a suergt derfir, datt keen hei am Land opgrond vu sengem Bezéiungsstatus fiskalesch diskriminéiert gëtt. Eng verantwortungsvoll Regierung lauschtert de Biergerinnen a Bierger no a behaapt net, datt si sech vu kengem Lektioune muss gi loossen. Dat gëllt virun allem a Saache Steierpolitik.

D'Regierung wëllt mëttelfristeg erëm schwaarz Zuele schreiwen. Wien dorunner gleeft, dee gleeft och un de Kleeschen. An Äre beschte Joren hutt Dir et net fäerdegbruecht, dee berüümten Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën!

Plusieurs voix | A!

M. Sven Clement (Piraten) | A Viz hutt Der och net draus gemaach. An dat hu mer virun der Covidpandemie och oft genuch kritiséiert. Och hei soe mer: Eng verantwortungsvoll Regierung verzielt keng Märercher! Well fir schwaarz Zuele muss eis Wirtschaft weider no uewen explodéieren oder de Staat méi Steierrecetten anhuelen oder mir mussen iergendwou spueren. De Premier huet net duerchblécke gelooss, a wéi eng vun deenen zwou Richtungen et da soll goen, fir mëttelfristeg dat Zil ze erreechen. Och hei: Verantwortung iwwerhuele bedeit och, datt een e Plang an e Kompass huet.

Mir Piraten hunn et an dësem héijen Haus och schonn oft gesot a mir soen et haut nach eng Kéier: Mir brauchen eng Steierreform ouni Honnerte vun Ausnamen. Ob Salairen, Dividenden oder Loyeren, all Akommes soll zum Schluss vum Joer an een Dëppe gehäit ginn an dorobber sollte mer dann den entspriechende Steiersaz bezuelen.

Mir Piraten ënnerstëtzen och weiderhin d'Fuerderung no enger Erhéijung vum Spëtzesteiersaz vun aktuell 42 % mat stufeweisen Erhéijunge fir jiddereen, dee méi wéi 200.000 Euro d'Joer pro Persoun verdéngt, bis erop op 49 %. A mir bleiwen och bei eiser Fuerderung vun engem steierfräie Mindestloun an enger steierfräier Mindestrent, esou wéi mer dat hei am Juli schonn duergeluecht hunn.

A mir mussen och endlech d'Monoparentalle steierlech entlaaschten a besser ënnerstëtzen. A jo, ech hunn der Finanzministesch de Moie gutt nogelauschtert. Si huet ugekënnegt, datt de Crédit d'impôt monoparental wäert erhéicht ginn, wat mer an enger éischter Instanz begréissen. Mee dat geet an eisen Aen net wäit genuch. Et sinn nach ëmmer Elengerzéiender, déi net vun dësem Crédit d'impôt profitéieren, well se en net ufroen.

Mir Piraten fuerderen duerfir, datt eng Pist ausgeschafft gëtt, déi et erméiglecht, datt an Zukunft jiddereen, deen den CIM, also de Crédit d'impôt monoparental, zegutthuet, en och direkt op d'Steierkaart gesat kritt. Duerfir hunn ech eng Motioun matbruecht, Här President.

Motion 5

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Am Koalitiounsaccord vun der aktueller Regierung ass virgesinn, dass Lëtzebuerg eng Steierreform soll kréien, déi d'Persounen onofhängeg vun hirer Liewenssituatioun soll besteieren;

– aktuell ginn Elengerzéiender an der Steierklass 1a besteiert, déi par rapport zur Steierklass 2 defavorabel ass;

– d'Zuelen aus dem Panorama social 2022 vun der CSL a vill aner Etüde weisen, dass d'elengerzéiend Elteren nach ëmmer eng vun de Gruppen hei am Land sinn, déi dem Aarmutsrisiko am meeschten ausgesat sinn;

– d'Finanzministesch huet an hirer Ried zum Budget 2023 ugekënnegt, dass de Steierkredit fir elengerzéiend Elteren (CIM) soll erhéicht a vu méi Elengerzéiende kënne beusprocht ginn;

– den CIM muss explizitt vum Steierzueler beim Depôt vu senger Steiererklärung ugefrot ginn a vill Persoune wëssen net, wéi dat geet, oder wëssen net mol, dass et den CIM iwwerhaapt gëtt.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– eng Léisung auszeschaffen, déi et erméiglecht, fir den elengerzéiende Steierzueler de Montant vum CIM automatesch ofzehalen oder auszebezuelen, an dëst pro Mount an ouni mussen eng Demande dofir ze maachen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass eis bewosst, datt dat net vun haut op muer ka goen. Duerfir hu mer och net gesot, datt et muer muss ëmgesat sinn, mee et sollt ee sech eng Pist ginn, wéi een dohinner kënnt.

Vun de Steieren dann zu engem piratesche Kärtheema, derDigitaliséierung: Mir Piraten begréissen, datt d'Regierung weider an d'Digitaliséierung investéiert. Mir hate jo scho parlamentaresch Froen, zum Beispill zum digitale Portmonni, a mir sinn och fir esou eng Mesure, fir Paperassen ze digitaliséieren.

Mir hoffen och, datt d'Regierung elo endlech verstanen huet, datt Open Data de Wee ass an eng biergerno digital Zukunft, well d'Regierung huet bis elo de Prinzipp vum Open Data definitiv net iwwerall respektéiert. Vill ze vill Dokumenter sinn als PDF oder an aneren, net accessibelen an domadder net weiderverwendbare Formater publizéiert ginn. A wann et wouer ass, datt d'Donnéen de Pëtrol, jo, mëttlerweil muss een éischter soen de Gas vum 21. Joerhonnert sinn, da muss ee se och exploitabel maachen.

A wann et ëm Open Source geet, mierkt een, datt fir dës Regierung d'Digitaliséierung dach seele méi wéi e Schlagwuert ass. D'CovidCheck-App war zwar op Open Source opgebaut, mee d'Regierung huet dat einfach, am Broch vu legale Lizenzen, net propper deklaréiert. Si huet u sech géint Gesetzer verstouss. Och dat ass e staarkt Stéck an ass am Secteur natierlech deementspriechend opgefall. Hei mussen also definitiv nach Hausaufgabe gemaach gi vun deenen zwee bloe Ministere fir Digitaliséierung.

An da vun engem u sech méi positiven Theema zu enger vun deene ville Krisen, déi eist Land am Moment belaaschten.

Här President, duerch d'Inflatioun sinn d'Zënse staark geklommen. Verschidde Leit musse bis zu 500 Euro op hire Prêt de Mount méi bezuele wéi nach d'lescht Joer. Hir Schold gëtt méi grouss an dëst trëfft virun allem d'Menagen, déi hu missen hire Prêt op e variabelen Taux opbauen, déi guer keen oder nëmmen e klengen Deel zu engem Taux fixe geléint kruten. Hir Zënsen hu sech zum Deel méi wéi verduebelt.

An duerfir fuerdere mir Piraten, datt de Plaffong, fir d'Zënse vun engem eegene Prêt steierlech ofzesetzen, verduebelt soll ginn.

Här President, wannechgelift.

Motion 6

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Bei engem Haus, wat eng Koppel bewunnt, dierf déi op 30 Joer 40.000 € pro Persoun vun de Steieren ofsetzen;

– wann eng Koppel haut 1.000.000 € léine geet, bezilt déi ronn 37.500 € Zënsen am éischte Joer, et dierf een als Koppel awer nëmmen 2.000 € pro Persoun op der Steier ofsetzen. Op 30 Joer bezilt een 3,75 % Zënsen, dat sinn 665.000 € op de ganze Prêt;

– den Ënnerscheed tëscht dem Undeel, deen een haut kann ofsetzen an deen ee virun zwee Joer bei 1,8 % Zënse konnt ofsetzen, huet sech halbéiert.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– den Undeel un Zënsen ze verduebelen, déi ee bei sengem Prêt fir déi Immobilie, wou ee selwer dra wunnt, dierf ofsetzen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir wëllen awer net nëmmen déi entlaaschten, déi duerch héich genuch Paien iwwerhaapt genuch Récklagen haten, fir hei zu Lëtzebuerg nach iwwerhaapt iergendeppes kafen ze kënnen. Et muss och deene gehollef ginn, déi hiert Liewe laang hire Loyer bezuelen an héchstwarscheinlech do och ni draus eraus wäerte kommen, deenen, déi all Mount d'Suen net un eng Bank, mee un e Proprietär bezuelen, deen awer d'Zënsen op sengem Prêt kann ofsetzen an deen eventuell och nach aner Investitioune kann ofsetzen. Och hei fuerdere mir nach eng weider Kéier, datt de Loyer och zu engem Deel soll steierlech berücksichtegt ginn.

Här President, wannechgelift.

Motion 7

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– D'Regierung wëllt d'Recht op Wunnen an de Vierdergrond stellen;

– aktuell bevirdeelegt déi lëtzebuergesch Steierpolitik d'Proprietären, déi d'Zënse vun hiren Immobilieprête souwéi den Amortissement accéléré kënne vun hirer Steierlaascht ofsetzen;

– d'Locatairen hunn aktuell keng Méiglechkeet, fir hir Wunnkäschte vun hire Steieren ofzesetzen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– d'Méiglechkeet auszeschaffen, fir de Loyer bis zu engem bestëmmte Plaffong kënne vun der Akommessteier ofzesetzen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | A wie Logement seet, dee schwätzt natierlech och vun der Grondsteier.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn erliichtert, datt d'Regierung endlech an hirem leschten Amtsjoer mat enger konkreeter Propos fir d'Aféiere vun enger Grondsteier komm ass. Mir Piraten begréissen dës Initiativ an ënnerstëtze se, och wa mer, Stand haut, nach net zu 100 % mat allen Aspekter averstane sinn. Mir géifen eis zum Beispill wënschen, datt d'Situatioun vun den Elengerzéienden a Wittfraen a Wittmänner, also de Contribuabelen aus der Steierklass 1a, bei dëser Steier besser berücksichtegt géif ginn. Déi nei Grondsteier hält, esou wéi et aktuell ausgesäit, awer weider un der Traditioun fest a baut elo souguer Krittären an, wéi eng Ekipementer um Grondstéck sinn a wéi eng Servicer nieft mengem Grondstéck leien.

Do riskéiere mer an eisen Aen, dann alt erëm an d'Onsécherheet ze geroden, wann d'Steierverwaltung fir d'Bewäertung vu mengem Terrain matarechent, ob elo e Bäcker nieft mengem Haus ass oder e Blummebuttek. An datt een, dee Monoparentall ass an nach iergendwéi erlaabt krut, d'Haus, dat fréiert gemeinsaamt Haus, ze halen an elo eleng dra wunnt mat senge Kanner, méi Grondsteier muss bezuele wéi een, deen an der Koppel dra wunnt, dat ass fir eis net nozevollzéien.

Och d'Bewäertung, wéi wäit e Grondstéck vun der Stad Lëtzebuerg ewech läit, ass an eisen Aen net zilféierend. Firwat soll ee vu Péiteng méi Grondsteier musse bezuele wéi eng Persoun vun Dikrech? Mir sinn an enger Logementskris an do zielt all eidelen Terrain, egal wou e läit.

Mir fäerten awer, datt d'Opstelle vun der neier Steier, y inclus dann och déi fir broochleiend Lännereien, alt nees vill bürokrateschen Opwand a Ressourcë viraussetzt. Mir gesi jo, wéi laang se schonn dru geschafft hunn. Amplaz sech d'Grondsteier méi einfach ze maachen, wëllt een erëm eppes Komplizéiertes opbauen, wat vill Manpower an de Verwaltunge viraussetzt an en Doktertitel fir ze verstoen, ob een dann elo richteg besteiert gouf. A mir als Piraten sinn der Meenung, hei sollt een éischter nom Prinzipp vun der TVA fueren: eng einfach Steier, wierksam a kloer fir jiddereen.

Dat selwecht gëllt jo och fir déi ugekënnegt Steier op Bauland. Mir Piraten hate jo selwer schonn d'lescht Joer, beim leschten État de la nation, eng Gesetzespropositioun agereecht, fir genausou eng Steier op Bauterrainen anzeféieren, iwwregens eng méi séier progressiv Steier. Der Regierung war eis Propos net gutt genuch a si wollt eng besser maachen. E bësse schmunzele musse mer dann awer, well tëschent eise Proposen, där vun de Piraten an där vun der Majoritéit, leie keng Risenënnerscheeder, haaptsächlech d'Montanten an d'Joren, wéini se gräifen. A souguer den Numm – dat ass da warscheinlech dem Franséische geschëllt – hutt Der praktesch vun eisem Virschlag iwwerholl.

Duerfir kann ech d'Kritik, déi d'Regierung deemools un eiser Propos gemaach huet, och net méi ganz novollzéien, ausser et wären Detailfroe gewiescht. Mee dann hätte mer kënnen iwwert den Detail schwätzen an do zesummeschaffen, a mir hätten elo schonn eventuell eppes zum Vott kënne bréngen.

Ech gesinn net wierklech, wou d'Propos, déi elo virläit, besser soll si wéi déi virun engem Joer. Ech huelen duerfir einfach emol un, d'Regierung presentéiert Iddie léiwer selwer, wéi se presentéiert ze kréien. Mee domadder kënne mir ganz gutt liewen. Et geet eis ëm d'Saach, a gutt Iddie sinn do, fir kopéiert ze ginn.

An deem Sënn freeë mer eis och, datt Der de Gesetzesprojet zum Mietgesetz – wat schonn 2020 hei an der Chamber deposéiert gouf – nach iergendwou, au fin fond du tiroir, erëmfonnt hutt. Vill Zäit ass nämlech zanterhier vergaangen a bei den Annoncë vum Wunnengsminister muss een dann awer feststellen, datt net vill Neies beim Iwwerschaffe vum Gesetz derbäikomm ass, ausser dem neien Deckel vun de Loyeren op 3,5 %, deen een op den éischte Bléck begréisse kann, well ëmmerhi sinn d'Präisser hei am Land zënter 2018 reegelrecht explodéiert. Iwwer 20.000 Stéit ginn iwwert d'Hallschent vun hirem Revenu aus fir ze lounen.

An trotzdeem wäert dëse Mietdeckel nëmmen e begrenzten Impakt op d'Locatiounspräisser hunn. Fir en Appartement, wat 1 Millioun wäert ass, kann een an Zukunft, sous condition, datt een et haut keeft – zur Reevaluatioun kommen ech nach –, dann nëmmen nach 35.000 Euro amplaz 50.000 Euro d'Joer froen. Pro Mount sinn dat 2.900 Euro. Déi Zomme sinn um Locatiounsmarché dann awer nach éischter seelen. Fir dee Präis kritt Der aktuell iwwregens 90 Quadratmeter mat zwou Kummeren um Lampertsbierg ze lounen. Avis aux amateurs!

A wa mer scho bei den Amateure sinn, da muss ee mer erklären, wéi een eng Reform mécht, fir d'Präisser ze bremsen, an dann e Communiqué erausgëtt, dee seet, datt d'Präisser souguer nach weider klamme kéinten duerch de Prinzipp vun der Reevaluatioun vum Capital investi. Mee et mécht op alle Fall Sënn, hei den Deckel un d'Evolutioun vun de Wunnengspräisser unzepassen, fir extreem Abusen ze verhënneren. Mee sot dach net op där enger Säit, a): „Mir wëllen d'Präisser bremsen“, fir op där anerer Säit, b), e Communiqué erauszeschécken, wou Der de Leit nach virrechent, datt d'Präisser souguer an d'Luucht kéinte goen!

An esou musse mer an der Rubrik Logement dann och soen, datt mer déi vill Moossnamen, déi elo endlech méi konkreet ginn, um Fong begréissen, datt an der Form an am Detail awer nach vill ze schaffen ass. Gläichzäiteg musse mer dann och kritiséieren, datt vill Moossnamen an Annoncen einfach däitlech ze spéit kommen.

Zënter datt dës Regierung d'Verantwortung hei am Land iwwerholl huet, ass d'Wunnengskris eréischt esou richteg a Schwong komm. Mir hunn de Promoteuren an de Groussgrondbesëtzer vill ze laang hei am Land de Marché eleng iwwerlooss. Domadder muss endlech Schluss sinn! Den Dossier Logement ass eng Prioritéit fir d'Land. An och wa mir Piraten sécher net mat all Punkt a Komma vun de Moossnamen averstane sinn, esou fannt Der um Fong vun de Projeten eis Ënnerstëtzung.

Mir sollten elo als Chamber weisen, datt mer den Eescht vun der Situatioun erkannt hunn an dës Projete schnell duerch d'legislativ Prozedur bréngen a se net erëm an engem Tirang verschwanne loossen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et existéiert hei am Land nieft dem Wunnen awer nach eng weider, eng änlech grouss Prioritéit, an dat ass d'Ëmwelt- a Klimapolitik. Wien dem Premier bei senger Ried gëschter nogelauschtert huet, deen huet heibannen d'Impressioun gehat, datt dës Regierung verstanen huet, datt mer eise Planéit an eis Ressourcë schütze mussen, datt mer mussen ewechkomme vu fossillen an nuklearen Energiequellen. Op deem Punkt si mer eis mat der Regierung zu honnert Prozent eens: De Klimawandel ass déi gréisst Gefor fir d'ganz Mënschheet a betrëfft och eist Land. A Beweiser dofir gëtt et genuch, vum Tornado 2019 iwwert déi laang Dréchente bis hin zu massiven Iwwerschwemmungen. D'Natur huet sech verännert. Entweeder gëtt et ze wéineg oder et gëtt ze vill, mee genau dee richtege Moossstaf hu mer net méi. Mir sinn an enger Period, an där d'Extreemwieder ëmmer méi heefeg gëtt.

Mir mussen elo och zu Lëtzebuerg konsequent handelen, éischtens aus Eegeninteressi, mee och aus Solidaritéit zu de Mënschen op anere Plazen op der Welt an zu de Mënschen, déi no eis kommen.

Mir Piraten deelen zwar och hei dem Premier seng Visioun, mee mir deelen net säi Constat, wou Lëtzebuerg aktuell dru wier am Kampf géint de Klimawandel.

Wéi schonn am Ufank gesot, begréisse mer, datt eis Propos iwwert d'bezuelbar Fotovoltaik soll kommen, och wann nach ëmmer net gewosst ass, wéini. Et mag jo stëmmen, datt d'lescht Joer och 4,6 Millioune Kilometer mat Elektroautoen hei am Land gefuer goufen. Ma wéi vill Milliounen oder Milliarde Kilometer sinn an der selwechter Zäit nach mat Diesel oder Super 98 iwwer eis Stroosse gefuer ginn?

Joer fir Joer hëlt Lëtzebuerg beim Earth Overshoot Day d'Sëlwermedail, wat de Verbrauch vu Ressourcen ugeet. An dat soll keng Ambitioun fir eis sinn, fir d'Goldmedail ze kréien, well déi gëtt am Moment vum Katar gehalen.

Ech kéint nach vill weider Beispiller huelen an och d'Regierung an hire Verwaltungsapparat an d'Verantwortung huelen, well ëmmer nach gi Staatsgebaier mat Gasheizungen oder Masutt gehëtzt. An am Beräich vum staatleche Wunnengsbau sinn nach ëmmer Projeten am Bau, déi mat Gas hëtzen.

Här President, mir wënschen eis virun allem eng konsequent an éierlech Politik. De Premier huet gëschter nees eng Pirouette gedréit, wat de Gaspräisdeckel op EU-Niveau ugeet. Fir d'éischt kréie mer hei an der Chamber gesot, datt d'Regierung en Deckel op EU-Niveau géif ënnerstëtzen, fir Solidaritéit an Zesummenhalt mat deenen anere Memberstaaten ze hunn. Et wéilt een en Deckel, oder vläicht awer e Korridor oder eppes aneschters – wou mer eis net méi esou sécher waren, et koum keng kloer Ausso. An dann heescht et déi Deeg duerno aus der Press, datt eise Premier an eisen Energieminister dës Fuerderung zesumme mat Däitschland blockéieren. Däitschland, dat sech, wat de Gaspräis ugeet, am Moment alles anescht wéi solidaresch verhält.

Mir sinn dësen Hin an Hier leed! Mir wëlle wëssen, wéi d'Regierung zum Gaspräisdeckel steet. A mir wëllen eng Regierung, déi sech un hiert Wuert hei an der Chamber hält, an net zwee Deeg drop aus der Press gewuer ginn, datt et erëm anescht wär.

Wat A soen a B maachen ugeet, esou fanne mir Piraten et och absolutt inakzeptabel, datt d'Leit, déi sech de Stroum oder de Gas net méi leeschte kënnen, awer de Krunn zougedréit kréien! De Premier an den Energieminister haten heibanne versprach, datt keen, dee seng Rechnungen net ka bezuelen, misst fäerten, am Kalen an am Däischtere gelooss ze ginn.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Dat stëmmt awer net. Mir Piraten wësse mëttlerweil vu ville Fäll, wou d'Leit eleng gelooss goufen a si op eemol kee Gas oder keen Elektresch méi haten.

Ech fuerderen d'Regierung nach eng Kéier op, sech un hiert Wuert ze halen. Haalt op, de Leit ouni Geld de Stroum ze spären! Haalt op, d'Leit, d'Familljen, d'Kanner am Kale sëtzen ze loossen! Haalt Äert Wuert, nondidjö!

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Etgen, Président | Oo! Wannechgelift, Här Clement, dat doten ass eng Terminologie, déi an dësem Haus net erlaabt ass!

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, kënnt Der mer wannechgelift den Artikel aus dem Reglement weisen?

M. Fernand Etgen, Président | Well soss musse mer „game over" maachen.

Une voix | Lamentabel!

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, kënnt Der mer wannechgelift den Artikel aus dem Reglement zitéieren, wou dat drasteet?

M. Fernand Etgen, Président | Et ass de 37.

M. Sven Clement (Piraten) | Ok! Mir huelen dat dann zu Protokoll a mir kucken, ob „nondidjö" do drënnerfält.

Plusieurs voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | Wann net, behalen ech mer vir, vu datt ech hei och schonn aner Termen héieren hunn, dat awer nach eng Kéier an der Conférence des Présidents ze thematiséieren, Här President. Well Ären Ausruff ass och net onbedéngt der Neutralitéit vum President wierdeg gewiescht.

M. Gilles Baum (DP) | An der Conférence des Présidents hutt Der kee Stëmmrecht ...

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, och dat kéint een emol eng Kéier iwwert d'fair Behandlung zwëschent de Parteien thematiséieren, Här Baum, datt een heibannen et fäerdegbruecht huet, duerch reglementaresch Tricken 8 vu 60 Deputéierten d'Stëmmrecht an engem Gremium, deen iwwert den Ordre du jour entscheet, ewechzehuelen.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | ... fënnef Minutten, just zur Informatioun.

M. Sven Clement (Piraten) | Här Premier, maacht Iech keng Suergen driwwer, wéi vill Zäit ech nach hunn!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Nee, et ass fir Iech ...

M. Sven Clement (Piraten) | Ech kréie meng Zäit gutt geréiert. Maacht Iech keng Suergen ëm mech!

(Brouhaha)

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Clement, entschëllegt Iech einfach! Et ka jiddwerengem virkommen, mee dann insistéiert net nach drop!

(Interruption)

M. Sven Clement (Piraten) | No dësem méi negativen Theema dann eppes, wat erëm méi positiv ass, d'Biergerbedeelegung.

(Interruption)

Ech wëll dann och do nach e Wuert zur Bedeelegung soen – nodeem ech mech jo elo hei iwwert de Mangel deelweis u Bedeelegung hei an der Chamber konnt ausloossen –, an zwar zum Klima-Biergerrot, dee vum Premierminister an och vum Chamberspresident schonn e puermol als innovatiivt, neit, demokratescht Instrument gedeeft gouf.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Mir fannen et gutt, datt d'Regierung esou engem Biergergremium d'Chance ginn huet, fir sech ze beweisen. Mir stelle fest, dass sech d'Meenung vun der Majoritéit zum Biergerrot geännert huet. Dat freet eis. Well 2019 hate mer nämlech e Gesetzesvirschlag fir d'Aféierung vun engem permanente Biergerrot nom belsche Modell ageréecht. Wat iwwregens weist, wéi innovativ et wierklech ass, well et gëtt dat an der Nopeschregioun vun der däitschsproocheger Belsch scho méi laang.

Deemools hat d'Regierung sech kritesch an zréckhalend géintiwwer méi Biergerbedeelegung ausgeschwat. D'Regierung schwätzt also gäre vu Participatioun, mee eigentlech war et och erëm nëmmen eng Schäinparticipatioun, well nëmmen zu engem Theema oder engem Theemekomplex diskutéiert gouf an net zu all deenen Theemen, déi vläicht néideg wieren.

D'Regierung lueft sech, datt d'Leit eng politesch Participatioun hunn, an nennt als Beispill de Klima-Biergerrot. Si schwätzt grouss dervun, wéi gutt de Rot ass a wéi gutt dëse geschafft huet a wéi wichteg et ass, datt d'Leit sech politesch kënne bedeelegen. Knapps kommen dann awer déi éischt Resultater op den Dësch, dann ass e Minister, jo, souguer e Vizepremierminister an de Medien, deen hir Resultater awer direkt ewechbeetscht an dës offensichtlech direkt wëllt an den Tirang leeën.

Mir sinn als basisdemokratesch Partei der Meenung, datt een d'Bierger bei allen Theemen hei am Land muss abannen an net nëmmen dann e Gremium an d'Liewe rifft, wann et engem an de Krom passt.

Här President, dann nach zur leschter Kris, déi sech mat groussem Ulaf ugekënnegt huet. Wa mer haut iwwert d'Lag vun der Natioun schwätzen, da komme mer leider net derlaanscht, fir iwwert d'Gesondheet vun der Natioun ze schwätzen. An déi ass net gutt.

D'Gesondheetspolitik hei am Land päift aus dem leschte Lach. Mir hu jo vläicht d'Covidpandemie bis elo hannert eis bruecht, mee ausser am Beräich vum Covid ass net vill Konkreetes zur Verbesserung vum Gesondheetssystem geleescht ginn, am Géigendeel. De Problem vum Personalmangel am Santésberäich ass zënter Laangem an net eréischt zënter dem Covid bekannt. An trotzdeem ass an deene leschte Joren net vill geschitt, fir d'Aarbecht an dëser Branche méi attraktiv ze maachen an hir nees méi Wäert ze ginn.

De Spideeler lafen d'Leit dervun. E weidert Beispill vun dësem politesche Versoen ass Ettelbréck, wou d'Problemer jo mëttlerweil esou grouss sinn, datt se iwwerhaapt net méi ze iwwersi sinn. Eng Maternité, déi wochelaang zou ass, a Kardiologen, déi um Enn vum Joer alleguerte fort sinn. De Leit am Norde kann ee bal nëmmen nach roden, am neie Joer nëmme keen Häerzinfarkt ze maachen, soss kéint et sinn, datt se opgrond vu joerzéngtelaanger falscher respektiv net virhandener Santéspolitik stierwen, well se net rechtzäiteg bei de Kardiolog kommen, an dat an engem räiche Land wéi Lëtzebuerg.

En Hon ass et och, wa bei enger Seance zu enger Petitioun erauskënnt, datt eng privat Associatioun muss mat Gelder en Dokter bezuelen, fir datt keng zwee Doktere méi feelen, mee just nach een. Dat ass en Debakel par excellence an eng déck Datz fir d'Gesondheetspolitik vun de leschte Joren!

De Conseil économique et social warnt a sengem leschten Avis do virdrun, datt et net esou ka weidergoen. Mir brauchen eng Verännerung vun eisem Gesondheetssystem, soss leeft dat Ganzt eng Kéier riicht an d'Mauer. Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg e Reformwëllen, fir dëse Problem unzegoen. Wéi den CES richteg schreift, musse mer alles op de Leescht huelen, vun de Kompetenze vu verschiddene Beruffer iwwert d'Ausbildung bis hin zu de Rechter a Flichte vun de verschiddene Gesondheetsberuffer.

Ech hat gehofft, de Gesondheetsdësch wär dee Gremium gewiescht, wou et keng Tabue géif ginn, well de Gesondheetssecteur huet der Gesellschaft ze déngen. Mee och dat dauert an dauert. D'Regierung muss endlech domadder ophalen ze probéieren, mat Plooschteren hei eng arteriell Bluddung ze stoppen.

Här President, viru menger Konklusioun dann nach e Wuert zur Bildung hei am Land. De jorelaange Mangel u qualifiéiertem Personal besteet net nëmmen am Beräich vun der Santé, mee en général och am Beräich vum Handwierk.

Den Educatiounsminister schwätzt zwar ëmmer nees dervun, datt d'Handwierk nees méi eng grouss Unerkennung soll kréien an dobaussen e besseren Image soll kréien, um Terrain mierkt een awer wéineg dovunner. Nach ëmmer feelen un allen Ecken an Ennen Handwierker, an dat matten an enger Logementskris, wou all qualifizéiert Handwierker oder Handwierkerinnen dréngend gebraucht ginn.

Nëmmen duerch Mediecampagnë wäerte mer net méi Jonker an déi Beruffer kréien. Et muss een de Schülerinnen a Schüler an der Schoul weisen, wat d'Chancë vun esou engem Beruff sinn, wat d'Chancë vun der Selbstännegkeet sinn. De Staat muss och endlech ufänken, seng eegen Handwierkerinnen an Handwierker auszebilden.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir Piraten gesinn e puer richteg, e puer mof Akzenter. D'Regierung gesäit verschidde Problemer an, kënnt awer vill ze spéit mat Léisungsvirschléi. Dës Léisungsvirschléi sinn net genuch, fir der Multikris Meeschter ze ginn. D'Regierung nennt grouss Projeten a puncto erneierbar Energien, ouni awer ze verroden, wéini a wéi dës solle kommen. Mir hu beim EU-Gaspräisdeckel gesinn, datt een der Regierung net ëmmer gleewe kann, datt aus A och emol B ka ginn, wa se Saachen an der Chamber verspriécht.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Wou hutt Der déi Quell?

M. Sven Clement (Piraten) | An dofir wäerte mer se un hiren Doten an deenen nächsten zwielef Méint moossen an net un de Verspriechunge vun dëser Woch.

Ech soen Iech Merci.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Wou hutt Der déi Quell?

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ass dat eng Fro, déi ech beäntwerte soll? Oder ...

M. Fernand Etgen, Président | Dat ass Iech fräigestallt.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Et ass ee Journalist, deen dat behaapt an dat …

M. Sven Clement (Piraten) | Här Premierminister, ech verweise ganz gären op d'Sëtzung, wou mer eis Motioun deposéiert haten, déi Der, nach wärend ech se deposéiert hat – wéi Der se also nach net emol gelies konnt hunn –, schonn als superfetatoire deklaréiert hutt. Du war ech u sech dervunner ausgaangen, an dat hunn ech och hei op der Tribün gesot, datt déi Motioun jo da misst op breet Zoustëmmung kënnen treffen, well dat jo alles wär, wat d'Regierung wéilt maachen.

Dunn, wéi mer herno diskutéiert hunn, huet als Éischt den Energieminister eng Versioun vun de Faite ginn, dunn hutt Dir als Premier eng zweet Versioun vun de Faite ginn. A wéi mer dunn zwee Deeg drop bei RTL de Statement vun Iech, oder d'Paraphraséierung vum Statement vun Iech no deem Conseil gelies hunn, war do eng drëtt Versioun vun de Faiten.

Elo sot mir, wéi eng Chamber d'Regierung soll kontrolléieren, wann innerhalb vun zwee Deeg déi nämmlecht Regierung aus zwee verschiddene Mënner dräi verschidde Variante vun där nämmlechter Meenung vu sech gëtt?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, et ass just de Fait, dass de Vertrieder vun de Piraten behaapt huet, dass mir mat Däitschland eng Präisdeckelung blockéiere géifen, wat einfach faktesch falsch ass. Dës Regierung huet zu Prag genau dat selwecht gesot, wat se hei an der Chamber gesot huet: eng Präisdeckelung jo, mee mat Gas! Well wa mer kee Gas hunn, brauche mer och keng Präisdeckelung. Dat war hei meng Positioun, et war och meng Positioun zu Prag! Och wann den Här Clement hei de Contraire behaapt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Premierminister.

Domat si mer um Schluss vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber fiert muer de Moien um 9.00 Auer mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun virun.

D'Sitzung ass opgehuewen. Iech all e schéinen Owend.

(La séance publique est levée à 19.40 heures.)

3e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 59

   M. Fernand Etgen, Président

2. **Parole pour fait personnel** p. 59

   M. Sven Clement | M. Fernand Etgen, Président | M. Sven Clement (intervention de Mme Josée Lorsché) | Mme Josée Lorsché (parole pour fait personnel) (intervention de M. Claude Wiseler) | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

3. **Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)** p. 59

   M. André Bauler | M. Max Hahn | M. Gilles Roth (interventions de M. Gilles Baum, M. Sven Clement et M. Yves Cruchten) | M. Gilles Baum (interventions de M. Gilles Roth et M. Mars Di Bartolomeo) | M. Dan Kersch (intervention de M. Marc Goergen)

   Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de Mme Djuna Bernard, M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Octavie Modert, Mme Martine Hansen, M. Marc Lies et M. Marc Goergen) | M. Jean-Paul Schaaf (parole après ministre) | M. le Premier Ministre Xavier Bettel

   Motion 1 : Mme Tess Burton | Mme Martine Hansen | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Mme Martine Hansen | M. le Ministre Claude Haagen | Mme Martine Hansen | M. le Ministre Claude Haagen (intervention de Mme Martine Hansen)

   Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

   Motion 2 : M. Gilles Baum | M. Gilles Roth | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement | Mme Myriam Cecchetti

   Vote sur la motion 2 (adoptée)

   Motion 3 : M. Fernand Kartheiser | Mme Stéphanie Empain (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Fred Keup) | M. Marc Goergen (interventions de Mme Josée Lorsché et M. Sven Clement) | M. Gilles Roth | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | M. Sven Clement | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mme Myriam Cecchetti | M. Fernand Kartheiser

   Vote sur la motion 3 (rejetée)

   Motion 4 : M. Yves Cruchten | M. Claude Wiseler | Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser

   Vote sur la motion 4 (rejetée)

   Motion 5 : M. Gilles Baum | M. Sven Clement | M. Gilles Roth | M. Roy Reding | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

   Vote sur la motion 5 (rejetée)

   Motion 6 : M. Gilles Baum | Mme Martine Hansen | M. Roy Reding | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

   Vote sur la motion 6 (rejetée)

   Motion 7 : M. Gilles Baum | M. Gilles Roth | Mme Myriam Cecchetti | M. Roy Reding | M. Sven Clement

   Vote sur la motion 7 (rejetée)

4. **Ordre du jour** p. 77

   M. Gilles Roth | M. Fernand Etgen, Président

5. **7748 – Projet de loi modifiant la loi du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale** p. 77

   Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : Mme Simone Beissel

   Discussion générale : M. Claude Wiseler | Mme Cécile Hemmen | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Charles Margue) | M. Sven Clement

   Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

   M. Mars Di Bartolomeo

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Taina Bofferding, Ministre | Nee, Här President.

2. Parole pour fait personnel

M. Sven Clement (Piraten) | Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Sven Clement freet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Wéinst Fait personnel, Här President, esou wéi dat am Artikel 45 Abschnitt 1 festgeluecht ass, datt et ëmmer méiglech ass, als Deputéierten zu engem Fait personnel Stellung ze huelen.

Ech hu gëschter a menger Ried e Wuert benotzt, dat den LOD kennt, nämlech d'Wuert „nondidjö", iwwregens e Wuert, dat och scho vum Ausseminister Jean Asselborn 2018 an engem Klinsch mam Matteo Salvini benotzt gouf, wou en als Éischt … An ech hunn de Video nogekuckt, Här Baum, éier Der schonn Nee wénkt. Als Éischt huet e „merde alors" gesot, duerno

huet en „nondidjö“ gesot, säi Casque ausgedoen an op den Dësch gepucht.

Fir dat Wuert huet de President mech ënnerbrach. A wéi ech e gefrot hunn, wat da seng Begrënnung wär, huet e mer den Artikel 37 vum Chambersreglement virgehalen. Den Artikel 37, fir déi, déi elo d'Reglement net gelies hunn, seet: „Toute imputation de mauvaise intention“, also eng Ënnerstellung, „toute attaque personnelle, toute interpellation de député à député, toute manifestation ou interruption troublant l'ordre sont interdites.“

Elo stellen ech mir d'Fro, ob de President 2022 der Meenung ass, datt „nondidjö“ nach eng „manifestation troublant l'ordre“ kéint sinn, an datt een dat räsonabel esou kéint festhalen, wann den LOD selwer dat Wuert kennt a selwer seet, datt et „méi graff Synonymme“ fir dat Wuert gëtt – déi ech elo hei net zitéieren, fir net den Uerder ze troubléieren.

Iwwregens huet den Dicks, wat jo den Nationaldichter awer ass, schonn 1903 e Kaméidisstéck geschriwwen, dat en „Nondikass“ iwwertitelt hat. An ech mengen net, datt den Dicks domadder den Uerder troubléiert huet.

(Brouhaha)

Deementspriechend, Här President, géif ech Iech wierklech ...

(Brouhaha et hilarité)

Här President ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift!

M. Sven Clement (Piraten) | Déi eenzeg Argumentatioun, déi ech mer also virstelle kéint – mee ech loosse mech gäre vum President eppes Bessere beléieren –, wär also, datt Gotteslästerung hei am héijen Haus verbueden ass. An ech hat geduecht, mir géifen an engem Staat vun Trennung vu Kierch a Staat liewen.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. Just ganz kuerz e puer Reaktiounen dozou: Dem President seng Missioun ass et, fir d'Bild vun der Chamber ze bewaren. Ech mengen, wann een ëmmer erëm mat Fluchwierder hei an der Chamber operéiert, da gëtt dat Bild am Fong geholl verletzt. An u sech, mengen ech, sinn ech do absolutt a mengem Rôle.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Den Artikel 37, deen ass expressement ganz vag gehalen. Mee Fluchen troubléiert den Ordre public. An et ass genau dat, wat am Artikel 37 drasteet. Dofir, fannen ech, sinn ech absolutt a mengem Rôle, fir dat ze maachen.

D'Séance-publiquë sollen net degeneréieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech mengen, domadder kënne mer dann elo zum Ordre du jour vun haut de Moie kommen.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, ech contestéieren dat nach eng Kéier formell an ech wäert dat och dann nach eng Kéier, elo, wou Der eng offiziell Deklaratioun gemaach hutt, ...

Plusieurs voix | O! Nee.

M. Sven Clement (Piraten) | ... an der Conférence des Présidents zu Wuert bréngen.

(Brouhaha et interruption par Mme Josée Lorsché)

Här President, wannechgelift. Kënnt Der, wannechgelift, d'Madamm Lorsché froen, wat se mer elo grad ënnerstallt huet?

M. Fernand Etgen, Président | Ech wëll Iech just soen: Dir sidd erëm amgaang, den Ordre public vun dëser Sitzung ze stéieren. An Dir musst oppassen, datt Der net haut en Avertissement kritt doduerch, datt ech dat maachen, wat ech gëschter – well ech fei si mat Iech, Här Clement – ënnerlooss hunn.

Ech wollt Iech nëmme fei soen, datt meng Kannerstuff mir verbitt, dat Wuert, dat Der gëschter gesot hutt, iwwerhaapt an de Mond ze huelen. Jo, jo. An et ass dat, wat ech wëll soen.

Wann Der elo nach weiderfuert de Moien op déi doten Aart a Weis, da muss ech dat maachen, wat d'Sanktioune vum Artikel 37 sinn. An dat sinn am Fong geholl déi, fir nom Artikel 36 en Avertissement auszeschwätzen.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, ech ginn Iech absolutt Recht doranner. Ech mierke just, datt d'Reegele manifestement ënnerschiddlech ugewannt ginn. Well dat, wat ech elo grad vun der Madamm Lorsché als eng Imputation de mauvaise intention oder zumindest eng Interpellation de député à député nom Artikel 37 héieren hunn, wou se mer en plus nach eppes virgeworf huet, en ableistesche Statement gemaach huet, datt ech mer soll Psychotherapie siche goen. Dat fannen ech awer eng méi grav Ënnerstellung wéi dat, wat ech gëschter gemaach hunn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Här Clement, ech hunn Iech gesot gehat: Fluchen, dat troubléiert den Ordre public. An et ass dat, wat ech Iech virgeworf hunn. Ech ginn elo wéinst Fait personnel der Madamm Lorsché d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Also merci, Här President. Ech hunn den Här Clement iwwerhaapt net mam Numm genannt. Ech hu just menge Leit hei op menger rietser a lénkser Säit gesot, dass d'Psychotherapie gläich wäert rembourséiert ginn, well mer jo all wëssen, dass mer do gutt ënnerwee sinn. An dat war eng Informatioun, déi ech menge Leit ginn hunn.

(Interruption par M. Sven Clement)

Une voix | O!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dat huet iwwerhaapt näischt mam Här Clement ze dinn. Dat wier jo ganz schlëmm, wann ech dat géif fir hie mengen.

M. Claude Wiseler (CSV) | Kënne mer elo nees schaffen?

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An dem Premierminister ass och dru geleeën, datt ...

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech wëll just dëst héicht Haus drun erënneren, dass d'Bierger Iech nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools. Ech mengen, besser kann een dat Ganzt net resuméieren. Merci villmools dem Premierminister dofir.

3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

Mir fueren haut de Moie mat der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun virun. Et sinn de Moien nach ageschriwwen: den Här André Bauler an den Här Max Hahn. An ech géif dann elo d'Wuert un den honorabelen Här André Bauler ginn.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen ... Ech zéien d'Pult e bëssen erop.

Jo, gëschter an haut ass a wäert nach iwwer eng Rei Zuelen, Prozentsätz a vläicht och ekonomesch Trajectoirë rieds goen. Gëschter op jidde Fall ass dovunner rieds gaang. Et sinn natierlech technesch Begrëffer, déi ville Leit abstrakt virkommen. A si schéngen op den éischte Bléck wäit vun der Liewensrealitéit a vun den Alldagssuerge vun de Leit fort ze sinn.

Dat kann een duerchaus verstoen, also novollzéien, besonnesch an dëse Krisenzäiten. A Wierklechkeet sinn déi makroekonomesch Wäerter awer de Kär vun deem, wat machbar ass a wat eeben net machbar ass. Si ginn eis d'Marge vir, wat de Moment op eng räsonabel a verantwortungsvoll Manéier politesch ëmsetzbar ass a wat eeben net. Steierlech Upassunge sinn en Element dovunner.

Opgrond vu verschiddenen Aussoen a rezente Fuerderunge steierlecher Natur erlaben ech mer nach eng Kéier, op verschidden Aspekter vun der Finanz-, Budgets- a Steierpolitik anzegoen.

Ech fänke mat der Finanzpolitik un.

D'CSV huet gëschter vun enger verfeelter Finanzpolitik vu Blo-Rout-Gréng geschwat. Ech froe mech awer wierklech, wou een de Courage hierhuele muss, fir esou eppes ze behaapten. Kommt, mir kucken eng Kéier, vu wou mer hierkommen. Muncheree schéngt vergiess ze hunn, datt virun zéng Joer hei am Land eppes méi lass war. Eis Schold – virun zéng Joer – wier bei onchangéierter Politik an den Himmel gewuess.

Gëschter ass nach eng Kéier op déi faméis Note aux formateurs, déi vu kompetente Beamten ausgestallt gouf, higewise ginn. Doduerjer hätt ee riskéiert, den Triple-A, also d'Kredittwürdegkeet, d'Bonitéit vum Land, ze verléieren, mat allen negative Konsequenzen, déi dat mat sech bruecht hätt. Ech brauch Iech jo och net drun ze erënneren, wat dat deemools fir eis Finanzplaz, vun där mer eeben esou staark ofhängeg sinn, fir eis Wirtschaft – awer am Allgemenge besonnesch och do de Mëttelstand net ze vergiessen – a virun allem fir déi vill Aarbechtsplazen hei am Land geheescht hätt.

2013 huet déi nei Koalitioun d'Äerm eropgestréppt an d'Staatsfinanze Schrëtt fir Schrëtt sanéiert. Duerch déi responsabel an nohalteg Budgetspolitik vun deene leschte Joren hu mer et och fäerdegbruecht, schwaarz Zuelen am Zentralstaat ze schreiwen. An datt deemools schwaarz Zuele geschriwwe konnte ginn, dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass sécherlech net op eng Spuerpolitik, eng Austeritéitspolitik, zréckzeféieren.

Dës Regierung huet dee Feeler net gemaach. Si huet deen net widderholl. Nee, mir hu keng Austeritéitspolitik gemaach! Mir hunn d'Investissementer iwwert déi nächst zéng Joer op Rekordniveau gehal. Mir hunn domadder den Investitiounsstau opgeléist an an d'Liewensqualitéit vun de Leit investéiert. Well wien investéiert, investéiert an d'Zukunft a sécher domat – dat soll een och net vergiessen – dem Staat d'Recettë vu muer a vun iwwermuer.

Mir brauchen nëmmen e Bléck bei eis däitsch Noperen ze geheien, iwwert d'Grenz also ze werfe fir ze gesinn, wat engem Land bevirsteet, wann et verfeelt huet, an engem Ausmooss ze investéieren, wéi et noutwendeg ass, fir dat Land op d'Zukunft ze preparéieren, fir et fit ze maachen, fir datt och déi Generatiounen, déi dono kommen, déi méi jonk Generatiounen, domadder kënne rechnen, datt de Staat sech Recetten assuréiert.

Mir hunn d'Leit mat enger substanzieller Steierreform a mat e sëllegen zweckgebonnene Sachleeschtungen entlaascht. Ech brauch se hei net méi all opzezielen, dat huet de Gilles Baum gëschter gemaach.

Mir hunn d'Finanzministesch Yuriko Backes gëschter héieren: Wa mir d'Hëllefspäck am Kader vun der Pandemie an der aktueller Energiekris erausrechne géifen, dann hätte mer haut eng Staatsverscholdung vu 17,6 % vum PIB, respektiv vun 23,5 % am Joer 2026.

Dat war d'Trajectoire virun de Krisen. Mee konnt een heibannen dës gravéierend Krise viraussoen?

Här President, hätte mer d'Efforten, fir d'Wirtschaft ze retten, virun allem an der Pandemie, net gemaach, dann hätt een an deene rezente Krisen de Leit an de Betriber net esou séier an ëmfaassend kënnen ënnert d'Äerm gräifen, an eis Wirtschaft hätt sech net vun deem externen an onverhoffte Schock, dee virun allem d'Pandemie duergestallt huet, erholl. A wéi deier wier dat ginn, wann de Staat an d'ëffentlech Hand net agegraff hätten?

D'Mesuren, fir d'Kafkraaft ze erhalen, Aarbechtsplazen ofzesécheren an d'Betriber bei der Relance ze ënnerstëtzen, ware spierbar a si ware ganz konkreet. Jo, mëttlerweil ass d'Schold geklommen. Dat läit un deene bal 3 Milliarden, déi d'Regierung fir d'Bekämpfe vun der Pandemie bereetgestallt huet. Et läit un deene weideren 2,5 Milliarden, déi an d'Ëmsetzung vun de Mesuren am Kader vum Energiedësch an deenen zwou Tripartitte gefloss sinn.

Zu deenen Ausgaben, dëse wichtegen Depensen, sti mer! Se waren eeben, bedéngt duerch déi Krisen, alternativlos. A wien anerer Meenung ass, dee soll eis och soen, wou een dann de roude Bic soll usetzen.

D'DP steet jiddefalls zu gesonde Staatsfinanzen. Mat eis wäert et och keng Finanzpolitik um Bockel vun den nächste Generatioune ginn, och wann d'Versuchung am Virwaljoer vu verschiddene Säite grouss ass. Mir sti fir eng räsonabel a verantwortungsvoll Politik, ouni déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft ze vergiessen. Och oder grad a Krisenzäite breede mer dat soziaalt Netz esou wäit wéi méiglech aus a mir knäppen et ganz enk.

De Budget, deen d'Finanzministesch gëschter virgestallt huet, ënnerstraicht dat op en Neits. Leit, déi et am meeschte brauchen, ginn an dësen aussergewéinlechen Zäite substanziell entlaascht. Bal d'Hallschent vum Budget – 47 % – fléisst an de Sozialstaat, fléisst a sozial Moossnamen. Dozou zielen natierlech déi sozial selektiv Mesurë wéi d'Verlängerung vun der Energieprimm an d'Zoulag fir d'Deierecht. Och ginn de Crédit d'impôt fir d'Alengerzéier an de Steierkreditt fir d'Mindestlounbezéier no uewen ugepasst.

Zousätzlech zu de Moossnamen aus den Tripartite-Accorde bedeit dat nach eng Kéier méi Kafkraaft fir déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft. De Sozialstaat gëtt ausgebaut an dat fënnt och absolutt d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

Här President, ech komme bei d'Steierpolitik. Mir hate virun net allze laanger Zäit e Steierdebat hei an der Chamber. Et war e sënnvollen a wäertvollen Exercice, wou an der zoustänneger Kommissioun eng exzellent an detailléiert Viraarbecht mat diverse Partner geleescht gouf.

Ech wëll och do nach eng Kéier ganz häerzlech deene verschiddenen Administratiounen, dem Conseil économique et social an anere Partner Merci soen, déi dobäi gehollef hunn. An natierlech och de Corapporteur Gilles Roth net ze vergiessen. Iddie si presentéiert an diskutéiert ginn. Verschidde Piste wäerte wuel och an deem engen oder anere Walprogramm erëmzefanne sinn. Do si mer awer de Moment nach net.

D'DP steet weiderhi fir eng sozialliberal Steierpolitik, déi der Wirtschaft dat Ëmfeld bitt, dat se brauch, fir attraktiv ze sinn, fir esou de Kuch baken ze kënnen, dee mer brauchen, fir déi sozial Ëmverdeelung, déi sécherlech weltwäit zu deene generéiste gehéiert, ze finanzéieren. Et baut een eebe kee staarken a gesonde Sozialstaat op enger schwaacher a kranker Wirtschaft op, an där net genuch innovéiert an an déi net genuch investéiert géif ginn. Ech denken, do si mer eis all eens!

Mir stinn och zu enger weiderer Entlaaschtung vun de Privatleit. Wa mir aus dëser Kris erauskommen, wa mer nees méi finanzielle Sputt hunn – an ech hoffen, datt dat an noer Zukunft nees de Fall wäert sinn –, da muss et zu weidere sozial cibléierten Entlaaschtunge kommen, déi wäit bis an d'Mëttelschicht era wierken.

De Premierminister an d'Finanzministesch hunn et onmëssverständlech gesot: Wann d'Situatioun et erëm zouléisst an d'Perspektive strukturell besser sinn, déi erwaart, da wäerten zousätzlech Erliichterunge kommen. Dëst ass e kloert Engagement vun der Koalitioun. Dozou sti mer. Dat ass eng Prioritéit!

Och d'Demokratesch Partei wëllt déi kal Progressioun sozial geziilt ugoen. Mir sinn awer fir eng responsabel a wäitsiichteg Budgets- a Steierpolitik. Mir kéinten an dësem Moment net veräntweren, datt et elo direkt eng Entlaaschtung géif ginn, wann et no aktuellem Stand dëst Joer 1,3 an d'nächst Joer 2,8 Milliarden Euro Defizit am Zentralstaat gëtt, wann déi am Zentralstaat geschriwwe ginn. Verantwortung fir dëst Land ze iwwerhuelen heescht och, sech dat éierlech anzegestoen.

Zur Individualiséierung. Här President, a leschter Zäit gouf vu verschiddene Kreesser emol méi an emol manner haart gefuerdert, datt eng Steierreform ëmgesat soll ginn, vu datt se am Koalitiounsaccord versprach gouf. Abee, ech wéilt nach emol kloerstellen, datt de Koalitiounsaccord net iergendwellech Steierreforme mat Steiererliichterunge virgesinn huet. Mir wollten an dëser Legislaturperiod progressiv eng Individualiséierung vun eisem Steiersystem mat sozial gestaffelten Entlaaschtungen aféieren.

D'DP wëllt aus dem traditionelle Steierklassesystem eraus, fir d'Leit, déi an deenen ënnerschiddlechste Familljemodeller a Liewenssituatioune sinn, no engem eenzege Steierbarème ze besteieren. An eisen Ae muss et dem Staat egal sinn, ob d'Leit bestuet, gepacst, alengerzéiend oder single sinn. Nëmmen esou kréie mir d'Ongerechtegkeeten an eisem Steiersystem behuewen.

D'Zuelen aus der Steierverwaltung soen eis awer, datt esou eng Reform 2 Milliarden Euro kaschte géif, wann ee jiddereen an d'Steierklass 2 setze géif. 2 Milliarden Euro pro Joer! D'Alternativ dozou géif 1,35 Milliarden Euro erabréngen, wa mer fir jiddereen d'Steierklass 1 als eenzege Barème géifen zréckbehalen. Déi éischt Optioun ass de Moment mat enger responsabeler Finanzpolitik net ze vertrieden. An déi zweet Optioun ass fir eis ni a Fro komm, well dëst fir vill Leit zolidd Steiererhéijunge bedeite géif. Mir brauchen also deen néidege finanzielle Sputt, fir dës Reform an d'Hand ze huelen.

Dee Sputt hate mer eis och iwwert déi lescht Joren opgebaut. Ech erënneren drun, datt eis Staatsschold, ouni Pandemie an ouni Krich, haut bei 17,6 % par rapport zum PIB géif leien. Gläichzäiteg feelt eis awer haut wéinst diverse Krisen d'Marge de manoeuvre, fir dës Reform unzegoen, a se wäert och dowéinst net méi an dëser Legislaturperiod komme kënnen. Dat hat d'Regierung wärend der Pandemie och schonn annoncéiert. Dat heescht awer net, datt mir net méi zur Individualiséierung stinn. Ganz au contraire, et bleift weider eng Zilsetzung vun der Demokratescher Partei, déi mer mëttelfristeg an d'Hand wëllen huelen.

Här President, och a Krisenzäiten hale mer weiderhin un eiser sozialer a liberaler Budgets- a Steierpolitik fest. D'DP steet fir eng Finanz- a Budgetspolitik, déi Verantwortung iwwerhëlt vis-à-vis vun deene kommende Generatiounen, d'Attraktivitéit vum Land wëllt héichhalen an do d'Leit ënnerstëtzt, wou et Sënn mécht.

Mir wëllen, wann an noer Zukunft den néidege Sputt do ass, weider Steiererliichterunge virhuelen. Mëttelfristeg hale mer weiderhin un enger Steierreform fest, fir d'Steierlaascht ze individualiséieren an erofzesetzen.

Mir wäerten d'Investitiounen an eng nohalteg Zukunft am Numm vum Klima- an Ëmweltschutz souwéi an d'Digitaliséierung an an déi administrativ Vereinfachung héichhalen. Mir maachen dat, well et geet ëm eist Land an et geet ëm seng Leit.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Wéi schonn déi Jore virdrun, stinn d'Diskussiounen haut ganz kloer am Zeeche vun der Kris. Wa mer vun der Lag vun der Natioun schwätzen, musse mer feststellen, dass et eng ganz Partie Krise sinn, mat deene mer konfrontéiert sinn.

Déi sanitär Kris steet de Moment manner am Viendergrond, mee de Virus ass nach net verschwonnen. Mir sinn am Verglach mam Ausland dank den Hëllefe vun der Regierung gutt duerch d'Kris komm. Mee d'Pandemie huet nawell hir Spuere bei de Leit a bei de Betriber hannerlooss.

Zënter dem 24. Februar ass nees Krich um europäesche Kontinent. Nieft dem grousse Leed, dat déi russesch Aggressioun verursaacht, spiere mer am Westen och d'Konsequenze vun der Energieknappheet. D'Inflatioun ass esou héich wéi zënter Joerzéngten net méi. Vill Leit hunn ëmmer méi Schwieregkeeten, hir Rechnungen ze bezuelen. Eis Gesellschaft gëtt op eng weider haart Prouf gestallt.

Duerch déi zwee historesch Solidaritéitspäck huet d'Regierung et fäerdegbruecht, d'Situatioun ze stabiliséieren, de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen an de Betriber Previsibilitéit ze verschafen.

Op där anerer Säit waarde weeder de Klimawandel nach d'Logementskris op eis. Am Géigendeel, déi lescht Méint hunn d'Urgence ganz däitlech gemaach, mat där mer d'Äerderwiermung musse bekämpfen. Hëtzt an Dréchent iwwer laang Méint hunn eis Ekosystemer zu Lëtzebuerg staark belaascht. A villen Deeler vun der Welt blouf et net dobäi. Bëschbränn, déi Flächen, sou grouss wéi ganz Stied, zerstéiert hunn, wärend op anere Plaze ganz Landstrécher ënner Waasser stoungen. Dat ass déi nei Welt, an där mer liewen.

Här President, d'Situatioun am Logement bleift weiderhi kritesch. D'Inflatioun an d'Zënshaussen hunn der ganzer Problematik eng nei Dimensioun ginn. Sue léinen ass däitlech méi deier ginn, vill Leit kënne sech e Prêt net méi leeschten. Mir mussen alles drusetzen, dass dës kuerz-, mëttel- a laangfristeg Erausfuerderungen eis Gesellschaft net splécken an dass de soziale Fridden net a Fro gestallt gëtt. Mir kënnen dës Krisen nëmmen zesummen als Gesellschaft an de Gréff kréien.

Här President, de Logement gehéiert net eréischt zanter gëschter zu de grousse Problemer hei am Land. Den Eescht vun der Situatioun ass jidderengem bekannt, heibannen an dobaussen. Trotz Pandemie sinn d'Präisser um Logementsmarché weider geklommen. D'Reprise nom Corona huet zu Liwwerenkpäss geféiert, wat sengersäits d'Präisser vun de Materialien an d'Luucht gedriwwen huet, an elo hu mer de Krich an der Ukrain, do hu mer eng Energiekris an eng Inflatioun, wéi mer se zënter Joerzéngten net méi kannt hunn.

Mir wëssen, dass den Terrain zu Lëtzebuerg deier ass. Mir sinn elo an enger Situatioun, wou net just den Terrain vill kascht, mee wou och d'Baue selwer ëmmer méi deier gëtt. Sou sinn d'Baukäschten eleng tëscht Abrëll 2021 an Abrëll 2022 an der Moyenne ëm bal 14 % geklomm. Zu all deem kënnt derbäi, dass och d'Geld selwer méi deier ginn ass. Duerch d'Zënshausse sinn haut ëmmer méi Leit an der Situatioun, dass se sech hir Prête fir hir Projeten net méi leeschte kënnen.

Mir gesinn um Terrain: D'Demande geet erof, besonnesch beim Neibau. Gläichzäiteg geet awer och d'Offer zréck. D'Promoteure reagéieren op d'Situatioun um Maart. Laut dem President vun der Chambre immobilière géifen de Moment 1.000 Wunnenge manner gebaut gi wéi normal. An dat grad an enger Zäit, wou mer eigentlech 1.000 bis 2.000 Wunnengen d'Joer méi misste bauen.

Déi aktuell Präisdeierecht, d'Onsécherheet an de Mangel u Previsibilitéit droen also dozou bäi, d'Situatioun am Logement nach eemol ze verschäerfen. Mir wëssen alleguer: Mir mussen eis Efforte weider verstäerken. Allerdéngs gëtt et keng Wonnerléisung, fir de Logement an de Gréff ze kréien. Sou éierlech musse mer sinn. Et ass éischter e Mosaik, wou et ganz, ganz vill eenzel Moossname gëtt, fir herno e Gesamtbild ze hunn.

D'Regierung huet iwwert déi lescht Jore scho sou munch Steng vun dësem Mosaik en place gesat. An et kommen der an nächster Zäit nach eng Partie derbäi.

Vu dass d'Wunnen zu Lëtzebuerg ëmmer méi deier gëtt a sech och ëmmer méi Leit aus der Mëttelschicht hir eege véier Wänn nach just ganz schwéier kënne leeschten, huet d'Regierung decidéiert, de Logement abordable vill méi staark auszebauen. Hei am Land hu mer do effektiv e gewëssenen Nohuelbedarf, wann een eis och mam Ausland vergläicht. Dofir huet d'Regierung eng ganz Panoplie un Instrumenter geschaf, fir dëse Retard opzehuelen.

Mir hunn an de leschte Méint fënnef Projet-d'envergurë gestëmmt, wou insgesamt eng gutt 3.500 Wunnenge geschafe wäerte ginn. De Staat investéiert bal 1 Milliard a Projete wéi Elmen, Wunne mat der Wooltz oder NeiSchmelz zu Diddeleng.

D'Gemenge sinn an alle Beräicher ganz wichteg Partner, fir déi national Politik ze ënnerstëtzen, an am Beräich vum Logement souguer e ganz, ganz wichtegen Acteur.

Virun zwee Joer gouf de Fonds spécial de soutien au développement du logement an d'Liewe geruff, mat deem de Staat sech och déi finanziell Moyene gëtt, fir Projeten ze realiséieren. Sou sinn d'Depensen, déi am Budget vum Spezialfong virgesi sinn, vu méi wéi 170 Milliounen d'lescht Joer op bal 330 Milliounen dëst Joer geklomm a mëttelfristeg gëtt souguer net manner wéi eng hallef Milliard ugestrieft, déi all Joer an d'Schafe vun abordabelem Wunnraum soll fléissen.

Dat ass och nëmme richteg esou. Déi ëffentlech Hand muss beim Wunnengsbau eng leedend Roll iwwerhuelen, fir all deenen, déi um normale Marché näischt méi fannen, ze hëllefen. An dat, mir wëssen et, sinn der eeben ëmmer méi.

Grad elo an dësen Zäiten, wou eng ganz grouss Onsécherheet um Marché ass, muss de Staat déi Aufgab ëmsou méi iwwerhuelen a weider investéieren. An d'Regierung iwwerhëlt och Verantwortung: Zousätzlech zu de genannte Mesurë sinn der nach eng ganz Panoplie an der Pipeline, déi am Laf vun den nächste Méint hoffentlech wäerte gestëmmt ginn. Ech denken hei un de Remembrement ministériel an d'DP-Iddi vum Baulandvertrag, déi schonn eng länger Zäit um Instanzewee sinn. Mee ech denken och un d'Gesetzer zu de Wunnengsbäihëllefen, de Logement abordable an de Bail à loyer, mat deem mer endlech zu Lëtzebuerg d'Colocatioun definéieren, eppes, dat et an anere Länner scho laang gëtt.

Här President, mir musse méi bauen, méi séier, méi héich, méi dicht. Dozou gehéiert och, déi Wunnengen ze mobiliséieren, déi et scho gëtt an déi aktuell eidel stinn. Dat ass déi séierst an déi effikasst Aart a Weis, d'Offer ze stäerken. Et ass zwar éierlech gesot zum Deel e Rätsel, firwat ee léiwer seng Wunneng eidel stoe léisst, amplaz se ze verlounen. Et ass jo net, wéi wann eng Wunneng, déi ee verlount, u Wäert verléiert. Iwwert de Modell vun der GLS, der Gestion locative sociale, kritt een iwwerdeems och d'Garantie, bannent kuerzer Zäit seng Wunneng zréckzekréien, wann ee se da selwer erëm géif brauchen, an dëst am selwechten Zoustand, wéi ee se ginn huet an et kritt een e garantéierte Loyer.

Grad an dësen Zäiten, wou ëmmer méi Leit Schwieregkeeten hunn, sech eppes ze leeschten, ass et nëmme schwéier ze akzeptéieren, dass Dausende Wunnengen anscheinend eidel stinn. Dofir muss d'Politik och hei Verantwortung iwwerhuelen.

An d'Regierung iwwerhëlt Verantwortung. Déi lescht Woch goufen dräi nei Mesurë virgestallt, déi nei Beweegung an de Logementsmarché wäerte bréngen. De Premier hat et virun engem Joer op dëser Plaz ugekënnegt an d'Regierung huet Wuert gehalen. Si ass sech dem Eescht vun der Situatioun bewosst a liwwert, wéi versprach. Mir hunn zu Lëtzebuerg Bauterrainen am Perimeter, fir Wunnraum fir 300.000 Leit ze schafen. Mir mussen dat Potenzial beschtméiglech notzen. Als DP ass et fir eis an deem Kader wichteg, dass mer hei mat enger gewëssener Selektivitéit virginn.

Et geet jo schliisslech drëms, déijéineg ze treffen, déi vill Terrainen hunn, déi kéinte bebaut ginn, awer kloer net déi Leit, déi en Terrain fir hir Kanner halen. Et sinn net si, déi Schold un der Penurie u Bauland an den héije Logementspräisser sinn. Mir begréissen dowéinst als DP, dass an dësem Kontext en Abattement virgesinn ass, deen dësen Ëmstänn Rechnung dréit.

Här President, fir déi Offer u Wunnraum ze schafen, déi der Demande entsprécht, geet et net duer, wann de Staat eleng baut, och net beim abordabele Wunnraum. An och wann de Fonds du Logement an d'SNHBM gutt Aarbecht leeschten a vill bauen, bräichte mir vun hinnen nach dat Duebelt bis dat Dräifacht, wann net souguer nach méi, fir d'Besoinen ze decken. Mir mussen de Privatsecteur also méi staark abannen. Si hunn d'Capacitéit, den Knowhow an d'Erfarung, fir dat ze maachen.

Eng Iddi wier et, e groussen Appel d'offre ze maachen. De Ministère schafft e Cahier des charges aus an de Privatsecteur liwwert. Grad elo, wou d'Demande zréckgeet, wier dat eng noutwendeg Ënnerstëtzung, fir dass weidergebaut gëtt.

Här President, déi héich Energiepräisser maachen eis all ze schafen. Mee et si besonnesch déi sozial méi schwaach Stéit, déi am meeschten drënner leiden. Als DP hu mer vun Ufank u gesot, dass keen am Ree stoe gelooss däerf ginn an dass kee soll de Wanter am Kale musse sëtzen. D'Leit an d'Betriber brauche kuerzfristeg Ënnerstëtzungen, fir déi nächst Méint ze iwwerstoen an hir Rechnunge kënnen ze bezuelen.

Et war dowéinst déi richteg Decisioun vun der Regierung zesumme mat de Sozialpartner, de Stroum- a Gaspräis ze deckelen an d'Inflatioun ze bremsen. Mir sinn als DP och net der Meenung, dass dës Mesuren d'Leit elo encouragéieren, manner op de Verbrauch opzepassen. Et ass jo net, wéi wann d'Energie elo op eemol näischt méi kascht. D'Präisser ginn zwar stabiliséiert, mee dëst op engem héijen Niveau. Et bleift weider wichteg a sënnvoll, Energie ze spueren.

D'Energieprimm gëtt donieft weidergefouert, fir déi Vulnerabelst ze ënnerstëtzen. D'Regierung huet vun Ufank un op sozial cibléiert Mesurë gesat, fir deenen ze hëllefen, déi et am meeschte brauchen. Ech erënneren an deem Kader un aner sozial gerecht Mesuren, déi schonn agefouert goufen: de Steierkreditt Energie, deen d'Verréckele vun der Indextranche fir déi niddreg a mëttel Akommessen iwwerkompenséiert huet. Oder nach d'Wunngeld, dat ëm ronn 50 % gehéicht gouf. Als DP kënne mir dës Mesuren nëmmen ausdrécklech begréissen.

Nieft der Noutwendegkeet vu kuerzfristegen Aiden muss eis déi aktuell Situatioun awer virun allem eppes léieren: Eis Ofhängegkeet vu fossillen Energië schuet net just dem Klima, si mécht eis och immens vulnerabel vis-à-vis vu Staaten, déi dës Schwächt ouni Skrupel ausnotzen. Och d'Decisioun vun den OPEC-Staate viru Kuerzem, manner Pëtrol op de Weltmarché ze bréngen, illustréiert dëst ganz däitlech. Hätte mir haut schonn eng energeetesch Autonomie op EU-Niveau, da wiere mer virun esou Manipulatioune geschützt, et géif eis méi bëlleg ginn an och beim Klimaschutz wiere mer schonn e gutt Stéck méi wäit.

Et ass also elo de Moment, déi energeetesch Transitioun mat alle Mëttele weiderzeféieren an eis Efforten nach emol ze verstäerken. De Premier huet a senger Ried eng ganz Rei Pisten opgezeechent, wéi mer an Zukunft nach méi wäit kënne kommen. Ech wëll just op e puer agoen, déi eis als DP besonnesch gutt gefall hunn. Fir d'éischt d'Annonce, dass op allen neie Gebaier an Zukunft Fotovoltaikanlagen installéiert ginn. Dës Mesure eleng wäert no enger Transitiounsphas, wann déi bis a Kraaft ass, d'Quantitéit u propperem Stroum, dee mer hei zu Lëtzebuerg produzéieren, däitlech an d'Luucht setzen. D'Potenzial ass do. Et gëtt immens vill Flächen, virun allem op den Diecher, déi nach net genotzt ginn. Mir mussen déi bestoend Daachfläche mobiliséieren a bei neie Gebaier d'Fotovoltaik direkt vun Ufank u mataplangen.

Als DP kënne mer dëse Schrëtt nëmme begréissen a besonnesch, dass hei och iwwert en neie Modell jidderee mat an d'Boot geholl gëtt. De Premier sot et zu Recht: Bauen ass souwisou schonn deier, mir dierfen d'Präisser duerch esou eng Obligatioun net weider an d'Luucht dreiwen. Dowéinst géif de Staat

jidderengem ënnert d'Äerm gräifen, deen net kann oder net wëll selwer eng Fotovoltaikanlag finanzéieren. Nodeems d'Installatioun duerch d'Stroumproduktioun amortiséiert ass, gehéiert se dann dem Proprietär vum Gebai.

Dat selwecht gëllt fir Gebaier, déi et scho gëtt. Jiddereen ka säin Daach zur Verfügung stellen, fir Solarpannoen drop ze installéieren. Nom selwechte Modell bezilt de Staat dann d'Installatioun. An nom Amortissement gehéiert se de Leit.

Bis dass dëse Modell a Kraaft ass, gëtt et haut schonn eng ganz Partie Ënnerstëtzungen, fir d'Leit bei dësem Schrëtt ze ënnerstëtzen. Rechent een déi staatlech Aiden an d'Gemengenaiden an déi och vun den Energiefournisseuren zesummen, da kënnt een nawell op eng zolidd Zomm.

Zousätzlech dozou gëtt och ab dem 1. Januar d'nächst Joer d'TVA vu 17 % op 3 % reduzéiert. An den Interessi bei de Leit ass ganz grouss. Viru Kuerzem hate mer an der Gemeng Dippech zesumme mat der Gemeng Käerjeng en Informatiounsowend zu dësem Theema. A mir hunn eisen Ae bal net getraut, wivill Leit dann tatsächlech dohinner komm sinn. An enger rezenter Entrevue, déi ech mat der Klima-Agence hat, krut ech dësen Androck och bestätegt. Zënter dem Ufank vum Krich sinn d'Demanden ëm 30 % bei hinnen an d'Luucht gaangen. D'Hallschent vun alle Berodunge sinn zum Theema vun der Fotovoltaikanlag.

Mee och déi energeetesch Sanéierung vu Wunnengen ass haut méi wéi jee e Sujet. Mir wëssen: Beim Neibau si mer ganz gutt, mat ganz héije Standarden. Mee beim Albau, do hu mer nach vill Aarbecht virun eis. Do stécht nach ganz vill Potenzial dran. Deen, deen haut an engem gutt isoléierten Haus oder Appartement wunnt, deen am beschte mat enger Wärmepompel hëtzt, déi een duerch déi eege Solaranlag nach bedreift, deen huet et elo grad gutt. Mee dat sinn awer net déi Leit, deenen et net sou gutt geet. Déi sëtzen dacks a schlecht isoléierte Wunnengen, déi hunn och keen Afloss drop, ob sanéiert gëtt oder net, well se lounen. Si mussen dann dat bezuelen un Energiepräisser, wat et kascht.

Et si genee déi Leit, deene mer an Zukunft nach méi ënnert d'Äerm gräife mussen. Et ass dowéinst wichteg a richteg, dass d'Regierung och hei nei Mesuren an d'Liewe rifft. De Premier huet et annoncéiert: Jiddereen soll kënne vun enger energeetescher Sanéierung profitéieren, ob Proprietär oder Locataire. Mir dierfe bei der Energietransitioun kee vergiessen. Dat ass och eng Fro vun der sozialer Gerechtegkeet.

Dowéinst gëtt e Finanzéierungsmodell ausgeschafft, bei deem d'Proprietären hire Kreditt iwwer zukünfteg energeetesch Erspuernisser zeréckbezuele kënnen. D'Aiden am Kader vum „Klimabonus Wunnen“ gi mam Tripartite-Accord nach emol an d'Luucht gesat an dat ëm bis zu 50 %. Proprietären, déi eng Wunneng verlounen, dierfen an Zukunft méi Loyer froen, wann d'Wunneng gutt isoléiert ass. Bei enger schlechter Energieklass, ab F, dierf ëmmerhin en hallwe Prozent manner gefrot gi wéi bei engem gutt isoléierten Objet. Dat ass an eisen Aen e gudden Ureiz, fir d'energeetesch Sanéierung virunzebréngen.

Här President, virun engem Joer huet de Premier d'Iddi vum Klima-Biergerrot lancéiert, ee fir Lëtzebuerg eenzegaartegen Exercice, bei deem fir d'éischt Kéier iwwerhaapt d'Gesellschaft mat um Verhandlungsdësch souz. Virun engem Mount sinn d'Konklusioune vun dësem Gremium presentéiert ginn. D'Fuerderungen un d'Politik si kloer: Mir musse méi wäit goen, mir musse méi maachen, mir mussen eis Efforten an d'Luucht schrauwen.

Ech wëll den Diskussioune ronderëm déi vill Propose vum Klima-Biergerrot Enn Oktober op dëser Plaz net virgräifen. Just esou vill wëll ech soen: Als DP si mer kloer bei Iech, dass méi gemaach muss ginn. Mir begréissen dowéinst, dass d'Regierung den Engagement geholl huet, d'Resultat vum Klima-Biergerrot mat an d'Aktualiséierung vum PNEC afléissen ze loossen.

An ech wëll natierlech nach eng Kéier vun dëser Plaz profitéieren, jidderengem, dee sech hei engagéiert huet, e grousse Merci fir seng Aarbecht ze soen.

Här President, eis Klimaziler fir 2020 an 2021 konnte mer erreechen. Den Ausbau vun erneierbaren Energien ass déi lescht Joren a Schwong komm. De Premier sot et: An Zäit vu sechs Joer hu mer d'Produktioun vu gréngem Stroum zu Lëtzebuerg verduebelt. Mat den annoncéierte Mesurë wäerte mer souguer nach besser ginn. Wat d'Produktioun vu Wandstroum betrëfft, wäerte mer d'Ziler vum PNEC fir 2030 souguer scho fënnef Joer éischter erreechen. Et ass op d'mannst dat, wat een aus dem Secteur héiert.

Här President, mir erliewe schwéier Zäiten. Et ass un der Politik, de Wandel ze gestalten an Äntwerten op d'Suerge vun de Leit ze ginn. De Premier huet eis den Dënschdeg e ganz komplett Bild ginn, wou mer als Land stinn, wou mer higinn a wéi mer dohinner kommen. Et ass haut méi wichteg wéi jee, eng responsabel Politik ze maachen, déi op der Héicht vun den Erausfuerderungen ass an den zukünftege Generatiounen e Land hannerléisst, an deem et sech weiderhi gutt liewe léisst.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Har Hahn. A leschten, en dernière minute ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Här Staatsminister, Dir Dammen an Dir Hären, d'Martine Hansen huet gëschter als Spriecherin vun der CSV d'Positioune vun der CSV zu sämtleche Politikberäicher an dësem État de la nation duergeleucht. Si huet dat op eng excellent Aart a Weis gemaach, andeem se op enger Säit de Fanger an d'Wonnen, an déi politesch Wonnen, geleucht huet, wou mir als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei der Meenung sinn, dass politesch Kritik ubruecht ass, mee si huet gradesou am Numm vun eiser Fraktioun op ganz, ganz ville Punkten eis Virschléi duergeleucht. An déi Phrasendrescherei: „Wat sinn dann d'Alternative vun der CSV?“, ech mengen, déi ginn ëmmer méi feel op der Plaz!

No der Budgetspresentatioun gëschter Moie vun der Madamm Finanzministesch, der Yuriko Backes, där mer am Numm vun eiser Fraktioun fir e Stierffall an hirer Famill eist häerzlecht Bäileed ausdrécken, déi och entschëllegt ass, well se fir d'Regierung op Auslandsrees ass, no där Interventioun an och no eenzelen Interventiounen, déi gëschter an haut de Moien hei gemaach goufen, wëll ech awer am Numm vun eiser Fraktioun op d'Finanzlag vum Staat kuerz agoen.

Ech soen et ganz kloer: Eis Fraktioun ass schockéiert iwwert den Zoustand vun eisen ëffentleche Finanzen: en Defizit – ech widderhuelen, en Defizit – op ee Joer vun 2,8 Milliarden Euro! 2,8 Milliarden Euro bei engem gläichzäitege Plus u Lounsteier vu 900 Milliounen Euro eleng op ee Joer vun 2022 op 2023! Eng Staatsschold – a Fakten zielen – vun 11 Milliarden Euro 2014 op elo 22 Milliarden Euro 2023! Eng Verdueblung a manner wéi zéng Joer! Il faut le faire.

D'Leit, Dir Dammen an Dir Hären, eis Matbiergerinnen a Matbierger bezuelen ëmmer méi Steieren an de Staat kritt nawell d'Enner net beieneen. Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, d'Resultat vun där vill ugekënnegter kopernikanescher Finanzrevolutioun vu Blo-Rout-Gréng: „Mir maachen alles, mir maachen alles aneschters an alles besser.“ Dat ass d'Resultat, Dir Dammen an Dir Hären, vu „Mat manner méi“ vu Blo-Rout-Gréng. Dat ass d'Resultat, Dir Dammen an Dir Hären, vun dem grousse Fënsteroprappe vu Blo-Rout-Gréng an eenzel sozialistesch Koryphäen, déi de „Mief vun der CSV“ wollten eraushuelen, hunn an der Zwëschenzäit bei de Russen d'Fënsteren op- an duerno erëm zougemaach.

Dat ass d'Resultat, Dir Dammen an Dir Hären, vun zéng Joer verfeelter Finanzpolitik vu Blo-Rout-Gréng!

Gëschter sot d'Madamm Finanzministesch, et ass an alle Medien ze liesen: „Mat eis gëtt et kee finanzpolitesche Harakiri an duerfir maache mer keng Steiererliichterunge fir d'Leit.“ Dir Dammen an Dir Hären, de finanzpolitesche Harakiri vun dem Lëtzebuerger Staatshaushalt, deen ass längst geschitt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Dësen État de la nation, Dir Dammen an Dir Hären, ass duerfir keng Äntwert op déi legitimm Suerge vun de Leit bei eis am Land. D'Leit kréien d'Enner um Enn vum Mount net méi zesummen. D'Leit brauche méi Suen, fir d'Zënsen op hire Prêten ze bezuelen, grad elo. D'Leit brauche Suen, fir de Caddy am Supermarché ze bezuelen, grad elo. D'Leit brauche Sue fir ze hëtzen, fir de Spritt ze bezuelen. Eng Tankfëllung mëttlerweil, och mat engem klengen Tank, kascht iwwer 100 Euro d'Kéier. D'Leit brauche Suen, fir iwwert de Wanter ze kommen, grad elo. Well d'Leit, Dir Dammen an Dir Hären, kënnen net ewéi de Staat hir Scholden op déi nächst Generatioune vun hire Kanner a Kandskanner vertässelen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | D'Leit brauchen an dëser Kris manner Steieren an net nach méi Steieren. Dat ass awer dat, wat grad elo geschitt.

D'Leit kréien duerch d'Steieren ëmmer méi Suen aus der Täsch gezunn an de Staat kritt trotzdeem d'Enner net zesummen! De Staat mécht gläichzäiteg ëmmer méi Scholden, an dat ass an eisen Aen e fundamentale politeschen, awer och sozialen an ekonomesche Feeler. Jo, dofir ass d'Politik och zoustänneg: fir d'Leit elo net finanziell ze entlaaschten (veuillez lire: ze belaaschten).

An et ass keen einfache Problème du moment. Et ass e fundamentale Strukturproblem an dem System, an deen ass – fir et riichteraus ze soen – hausgemaach an dee kënnt net vun haut op muer. Schold ass eng verfeelt Finanzpolitik iwwert déi lescht zéng Joer. Fir et ze verdäitlechen: 11 Milliarden Euro Schold 2014, 22 Milliarden Euro Schold 2023.

A fir dat ze verdäitlechen – et gëtt jo hei ëmmer de Verglach mam Ausland gemaach –: An der Eurozon, alles statistesch nozeliesen, do ass zwëschent 2016 an 2021 d'Schold ëm fënnef Basispunkten an d'Luucht gaangen. An Däitschland ass d'Schold vum däitsche Staat tëschent 2016 an 2019 ëm ganzer 0,3 Basispunkten an d'Luucht gaangen. An zu Lëtzebuerg, Dir Dammen an Dir Hären, do ass d'Schold 2016 bis 2021, also an deene „fette Joren“, ëm ganzer 24 % geklommen.

Une voix | Gitt emol an Däitschland kucken!

M. Gilles Roth (CSV) | Et ass einfach verpasst ginn, an deene „fette Joren“ de berüümten Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën, ...

(Interruptions)

... an duerfir steet elo d'Land finanziell mam Réck widdert der Mauer.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Fir Land a Leit, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat ëmmer méi Steieren an d'Scholde vun haut, dat sinn d'Steiere vu muer!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An dëse politesche Feeler berappen d'Leit elo duebel. A grad déi zukünfteg Generatiounen, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert déi heibannen – richtegerweis! – esou vill geschwat gëtt, grad déi sinn et, déi mussen an Zukunft d'Rechnung dovunner bezuelen. Et ass déi Generatioun, et sinn eis Kanner, et sinn Är Kandskanner, déi musse fir déi permanent Defiziter vun dem Staat iwwert déi lescht Joren de Kapp herno duerhalen.

D'Defiziter vum Staat 2020: 3,1 Milliarden Euro. Defizit 2021: 400 Millounen Euro. Defizit 2022: 1,3 Milliarden Euro. Defizit, geschat, 2023: 2,8 Milliarden Euro! An da gëtt mat Dausende Beamte jo och e pluriannuelle Plang virgerechent. 2024, also a manner wéi engem annerhallwe Joer, Defizit, geschat: 1,9 Milliarden Euro. 2025, déi nächst zwee Joer: 1,8 Milliarden Euro. 2026: 1,5 Milliarden Euro. Zesummen, zwëschent 2020 an 2026, mécht dat weider Scholde vun 13 Milliarden Euro, an dat muss déi nächst Generatioun stemmen.

An eppes, wou net vill driwwer geschwat gëtt – ech weess och firwat: Mir maachen de Leit keng Angscht, mee et muss een awer heiansdo d'Realitéit am An hunn –, dat ass d'Sécurité sociale. Hei ginn och doduerch déi ëffentlech Finanze verschéinert ..., well jiddweree weess hei am Land, dass de Staat grouss Defiziter mécht, dass déi Defiziter awer an de gesamtëffentleche Finanze verschéinert ginn. An duerch wat? Iwwert den Iwwerschoss an de Sozialverschérungen. Well mer e gudde Sozialsystem hunn, richtegerweis. A mir sollen och kucken, dass mer dee gudde Sozialsystem, dee breet duerch d'Gesellschaft geet, och erhalen.

Ënner verschiddene Koalitiounen, wou och d'CSV mol d'Chance hat zesumme mat de sozialistesche Kolleegen, zesumme mat de Kolleege vun der DP, ass ëmmer ganz subtill dru geduecht ginn, deen Equiliber ze erhalen. Mee mir mussen awer d'Realitéit kucken. A wann Der d'Zuele vun den nächste Jore kuckt, da geet den Iwwerschoss bei der Sécurité sociale an dräi Joer vun 1 Milliard Euro op 680 Millounen Euro zréck.

Kuckt een déi blank Zuelen, ass dat en Offenbarungseed, fir net ze soen eng Failliteerklärung, vun dem ëffentleche Finanzsystem. Nach ni, nach ni war d'Schold, déi ëffentlech Schold, hei am Land esou héich: 22 Milliarden Euro. Nach ni war d'Belaaschtung, déi steierlech Belaaschtung, vun de Leit iwwert déi lescht 25 Joer esou héich.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'Fakte soen ech. Lounsteier 2021: 4,8 Milliarden Euro. 4,8 Milliarden Euro, Dir Dammen an Dir Hären, hunn déi schaffend Leit hei am Land u Lounsteier bezuelt! Nëmme Lounsteier! Do ass d'Akommessteier, dat Ganzt, d'Base d'assiette, nach guer net derbäi. 2022: 5,2 Milliarden Euro. 2023 – lo haalt Iech gutt un – : 6,1 Milliarden Euro. 6,1 Milliarden Euro, dat ass e Plus vun 900 Millounen Euro Lounsteier!

An ech erënneren Iech: Gëschter sot d'Madamm Backes op dëser Plaz, si géif keen Harakiri mat den ëffentleche Finanze maachen, mee si kritt mat 900 Millounen Euro méi Lounsteier nach 50 % méi wéi eng Indexberengegung vun der Steiertabell, wou all Mënsch kéint dervu profitéieren a wou een dat och nach kéint selektiv strecken, wéi mir dat an eisem Steiermodell virgesinn, nämlech den Agangsmontant vun de Steieren op 15.000 Euro an d'Luucht ze setzen. Dat wiere fir déi Leit, déi an der Steierklass 1a sinn, automatesch 30.000 Euro. Déi éischt 30.000 Euro wiere steierfräi!

Zweetens: Inflatiounsberengegung vun de Steiertranchen, déi ee méi breet mécht. An ech soe gradesou kloer, dass mer uewen eng Steiertranche vu 45 % fir Verdéngschter zum Beispill ab 500.000 Euro bäileeën. Käschtepunkt: 600 Millounen Euro. Fir d'Madamm Finanzministesch e politeschen, e finanzpoliteschen Harakiri.

Drëttens: Dir Dammen an Dir Hären, eng Finanzpolitik vun eidele Verspriechen. 2019 wollt de Staatsminister de Problem nach ugoen a sengem État de la nation. An hie sot zur Steierpolitik: „Mir sinn amgaangen", ech zitéieren den Här Staatsminister Bettel, „un enger déifgräifender Reform ze schaffen [...]. Iwwert de Wee vun de Steieren hu mer en Hiewel, fir en Afloss drop ze huelen [...], wéi d'Land sech soll weiderentwéckelen, wéi eis Ekonomie, mee och den Alldag vun de Mënschen, déi zu Lëtzebuerg hiren Alldag verbréngen, an der Zukunft och sollen ausgesinn." Dat kënne mir, Här Staatsminister, zu 100 % matënnerschreiwen. Dat war eng richteg Ausso. Blouss: Den Worten lasst Taten folgen!

An dann, fir komplett ze sinn, wëll ech och nach aus dem Här Staatsminister Bettel senger Ried vun dem Koalitiounsaccord vum November 2018 zitéieren, an do seet en: „Allgemeng soll laangfristeg méi Gerechtegkeet hiergestallt ginn", richteg, „tëschent de Partner, och op steierlechem Niveau. D'Zil ass et, fir eng steierlech Neutralitéit hierzestellen, onofhängeg dovun, ob et eng bestuete Persoun ass oder net. Mir ginn also op de Wee vun enger Individualiséierung." D'Resultat: alles eidel Verspriechen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Zitéiert richteg, wannechgelift!

M. Gilles Roth (CSV) | Zwou ... Ech hunn dat zitéiert, wat do steet!

2 Milliarden, Här Baum! 2 Milliarden, Här Baum, an Dir hutt et elo nach eng Kéier hei gesot. Ech hätt mech an Ärer Plaz geschummt, fir iwwer eppes, wou ech fënnef Joer näischt hikritt hunn, elo nach eng Kéier ze soen, dass Der dat mëttelfristeg wëllt dohinnerkréien. 2 Milliarde kascht Är ...

(Interruption par M. Gilles Baum)

2 Milliarden, Här Baum, kascht Är Propos, jiddwerengem d'Steierklass 2 ze ginn a kee soll dobäi verléieren. Wat ass dann do Är Ausso zu dem sougenannte finanzpoliteschen Harakiri vun Ärer Finanzministesch? Dir sot dat eent an Dir sot den Dag drop de Contraire vun deem, wat Är Ministesch behaapt!

Eleng déi dote Finanzreform, Steierreform, déi Der ugeduecht hat 2018, déi hätt an dëser Legislaturperiod 10 Milliarde méi Scholde bedéngt. Dir hat dräi Haaptwalverspriechen. Dat eent, dat waren 100 Euro Mindestloun. Dat hunn d'Sozialisten direkt gecasht. Zweetens war et – wat war et? – de Cannabis ... datt ech et elo richteg verstinn ... d'Legaliséierung. Bon, elo setze se véier Planzen op de Balcon, da si mer nach net do. An drëttens war et grad dat hei, d'Steierklass 2 fir jiddwereen.

Zwee vun deenen Haaptwalverspriechen, woubäi mir mam Cannabis iwwerhaapt net d'accord waren, sinn net ageléist. An ech soen Iech, dat Walverspriechen, de Leit ze soen: „Jiddweree gëtt no der Steierklass 2 besteiert a kee verléiert", ech mengen, dat wäert esou bal net, fir net ze soe wuel ni, ageléist ginn, well dat ass finanzpolitesch Science-Fiction. Dat bréngt ee weeder finanzpolitesch nach finanztechnesch a virun allem verfassungsméisseg zu Lëtzebuerg an d'Rei. Mee ech weess awer elo schonns, a mir hunn et jo de Moien erëm héieren, dass déi dote Fuerderung, „Steierklass 2 fir jiddwereen!" – dat kléngt esou super –, an eelef Méint op alle Walplakater am Land, vun uewe vun der Wemperhaart bis ënnen op Mondorf, wäert erëm stoen.

Grad ewéi d'Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell. Wann ech de Kolleeg Baum hei héieren: „Mir maachen eng Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell." D'Madamm Backes schwätzt vu finanzpoliteschem Harakiri. Da kënnt eng Motioun, wou Der eigentlech – herno komme mer jo nach do drop – de Contraire sot vun deem, wat an dem Staatsbudget op dësem Punkt steet. Mee maacht et! Et ass warscheinlech, fir de Koalitiounsfridden iwwert den 1. Januar ze retten.

2019 seet de Staatsminister: „Et kënnt hei am Land zu kenge Steiererhéijungen." Och erëm en eidelt Walverspriechen! Keng Upassung vun der Steiertabell, Kolleeg Baum a vill anerer, dat ass einfach eng kal Progressioun. An eng kal Progressioun, dat kënnt Der an allen ... vum Duden iwwert den Dalloz a Gott weess wou noliesen, dat heescht äiskal méi Steieren. A virun allem déi Kleng- a Mëttelverdénger leiden dodrënner.

Fannt Dir et normal, Dir Dammen an Dir Hären, dass grad an dësen Zäiten enger elengerzéiender Persoun mat 4.000 Euro Brutto – do ass se nach net gutt gestiwwelt hei am Land – 3.000 Euro Netto Rescht bleiwen? An och mat Äre Loyersdeckelungen – do komme mer nach derzou – a mat den héije Spritträisser, mat deem, wat se muss méi bezuelen op der Bank, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt et schwéier fir déi Persoun mat gegeebenefalls och nach Kanner, déi se à charge huet. A wann dann emol eng Kéier, wa si iwwerhaapt eng sollt kréien, eng Pension alimentaire net bezuelt gëtt, ech mengen, da sti lauter rout Zuelen op där hirem Konto.

Erlaabt mer, dat awer trotzdeem ze soen – an ech ginn do e bëssen op dat an, wat de Kolleeg Baum de Moien am Numm vun der DP gesot huet, an den André Bauler ass och nach eng Kéier dorobber agaangen –: Ech wëll un Zäiten erënneren, Här ... Pardon, en ass elo net do. Den Här Fernand Etgen huet deemools als Generalsekretär vun der DP eng Ried heibanne gehalen. Deen hat richteg geplout hei, deen hat richteg geplout. Ech wëll just eng Kéier soen, wat d'DP am Kontext vun dem Spuerpak, deen eng CSV deemools a schwieregen Zäiten zesumme mat de Kolleege vun de Sozialiste gemaach huet, gesot huet.

An ech soe riichteraus: D'Sozialisten haten eng ganz gutt Propos, déi se och duerchgesat hunn, géint d'CSV, an ech hunn et richteg fonnt. Haut seet een, dass et richteg ass, dass nämlech déi sougenannte SOPARFIen (ndlr: Sociétés de participations financières) eng minimal Besteierung sollte bezuelen. An dat ass eng richteg Approche. An Dir wësst och, dass mir gesot hunn, wéi Der se nach eng Kéier verduebelt hutt, dass mer dat och als CSV begréisse géifen. Wann een eppes Guddes mécht, soll dat och vun der Oppositioun gelueft ginn.

Mee wann ech awer nogelies hunn, wat deemools de Fraktiounsspriecher, den Här Meisch, zu deem Steierpak a Spuerpak gesot huet ... Deen huet geschwat vu „Steiergranaten" – „Steiergranaten"! Ech zitéieren: „Ech brauch net méi nach emol op all eenzel Steieraugmentatioun hinzeweisen."

D'Solidaritéitssteier. Ass d'Solidaritéitssteier erofgesat gi bei der DP? Nee. D'Mindestbesteierung. Ass d'Mindestbesteierung, dat heescht de Montant, ab deem ee Steiere bezilt, eropgesat ginn? Nee. Ass de Spëtzesteiersaz bei der DP gläich bliwwen? Nee. En ass an d'Luucht gaangen. Richtegerweis ass en an d'Luucht gaangen. Mee da kann een awer net der Virgängerregierung de Reproche vu „Steiergranate" maachen!

Akzisen ...

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Ech weess dat: D'Wourecht deet heiansdo wéi.

Akzisen, Dir Dammen an Dir Hären, sinn déi bei der DP erofgesat ginn? Nee. Si sinn nach eropgesat ginn.

Alles dat, wat d'DP der CSV-an-LSAP-Regierung als „Steiergranate" virgehäit huet, huet se an néng Joer net geännert. Si hunn de Leit ëmmer méi Steieren opgebrummt an den Defizit beim Staat gëtt ëmmer méi grouss, inklusiv d'Staatsschold.

Haut si mer eigentlech an enger Situatioun, wou mer de Monde à l'envers hunn, well grad déi liberal, déi grouss liberal Partei bremst am meeschte bei der Entlaaschtung vun der Mëttelschicht. A just fir et kloer ze soen: Déi grouss Steierreform, déi jo ugeduecht gëtt, déi x-mol ugekënnegt gëtt, abee, mir hunn do eng einfach Propos: Minimum 15.000, fir d'Steierklass 1a 30.000, Steiertranchë verbreederen an uewen eng Steiertranche bäi. Déi kascht net, wéi fälschlecherweis ugemierkt, 2 Milliarden. Fir et nach eng Kéier kloer ze soen: Déi kascht, laut de Berechnungen, déi mer och an der Finanzkommissioun kruten, ëm déi 600 Millionen Euro. Nach eng Kéier: Déi 600 Millionen Euro entgéintgesat zu engem Plus, zu engem Plus vun – ech géif mech schummen, de Leit dat do aus der Täsch ze huelen – 900 Millionen Euro méi Lounsteier vun engem Joer op dat anert.

An dobäi stëmme souguer Majoritéitspolitiker – an net déi mannst! – an och déi grouss Gewerkschaften eigentlech der Fuerderung vun der CSV zou. Ech denken hei zum Beispill un de fréieren – e sëtzt heibannen – Minister, Vizepremier an haitegen LSAP-Deputéierten. Ech sinn net ëmmer mat em eens, mee hei awer voll zu Recht, wou e seet, am „Quotidien" e Méindeg ... et ass op Franséisch, duerfir liesen ech et och op Franséisch. E seet: „L'argent est là pour mener une réforme fiscale." Dat seet den Här Kersch. A weider: „Une augmentation de 495 millions d'euros" – dat war déi éischt aacht Méint dëst Joer. Nach eng Kéier widderholl: Mir si mëttlerweil bei geschaten 900 Millionen Euro, also méi wéi dat Duebelt! – „sur une année, c'est fou." „C'est fou", seet den Här Kersch. „Ce chiffre à lui seul démontre que l'argent est là pour mener une réforme fiscale", sot den Här Kersch virun dräi Deeg.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Méi däitlech, Dir Dammen an Dir Hären, ass hei nach den OGB-L an engem Communiqué am Virfeld vum Budgetsdepot an der haiteger Debatt: „Dringender Appell des OGB-L: Stoppt den Nettoindexklau! Passt die Steuertabelle an die Inflation an!" A weider den OGB-L: „Seit 2017 wurden die Steuerzahler, aufgrund des regierungspolitischen Verzichts der Anpassung der Steuertabelle an die Inflation, bereits fünf realen Steuererhöhungen ausgesetzt."

Also wann ech et richteg verstinn, si mer elo bei fënnef. Eng nächst Indextranche steet virun der Dier. Kënnt se am Dezember oder am Januar? Da si mer bei enger sechster. Am Abrëll kënnt jo déi nächst, déi meescht kréie se dann ausbezuelt. Da si mer bei enger siwenter. An ech kann dat elo net op der Chamberstribün soen, wat se eis gesot hunn. Den Här Staatsminister hätt anscheinend gesot, dat wier sou sécher, dass keng ...

Une voix | Da sot et net!

M. Gilles Roth (CSV) | Ech soen et dobaussen. Et wier sou sécher, dass keng drëtt Indextranche géif kommen, wéi, jo, ...

(Interruption)

... wéi bei den Engelen.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Passt op, den Här President passt op!

M. Gilles Roth (CSV) | Wéi bei den Engelen. Gutt.

Da liese mer awer och an engem Communiqué vun der LSAP an dem OGB-L, wou den Här Cruchten, och en eminente Fraktiounsspriecher vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, seet: „Il est grand temps d'entreprendre cette réforme fiscale, une réforme fiscale que nous plaçons sous le thème de la justice fiscale", richteg, „en faveur d'une plus grande équité. Nous proposons une réduction substantielle des impôts sur les salaires et l'introduction d'un barème d'impôt unique."

M. Yves Cruchten (LSAP) | Richteg. Dozou stinn ech och!

M. Gilles Roth (CSV) | Ma et ass och esou! A wann Dir domat d'accord sidd, Dir hutt och elo schonns eng Majoritéit an der Chamber, fir eng Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell ze maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Gilles Roth (CSV) | Mee stitt just zu Äre Wierder!

An och d'CGFP, Dir Dammen an Dir Hären, vermësst an hirem Communiqué zum Budget vu gëscht „strukturelle Reformen im Steuerbereich". „Mit Bedauern", stellt déi gréisst Gewerkschaft an dem ëffentlech Déngscht, also d'CGFP, fest, „dass die Regierung erwartungsgemäß in dieser Legislaturperiode nicht mehr dazu bereit ist, die längst überfällige Anpassung der Steuertabelle an die Inflation vorzunehmen." Dat selwecht schreift den LCGB grad ewéi och de Konsumenteschutz.

Wat zielt dann elo méi, Här Staatsminister Bettel? Den Nee zum vermeintleche finanzpoliteschen Harakiri vun der DP-Finanzministesch Yuriko Backes oder de Jo zu de steierlechen Entlaaschtunge vun Ärem Koalitiounspartner an och vun der grousser Majoritéit vun der Oppositioun hei am Parlament, inklusiv de grousse Gewerkschaften? Här Staatsminister, mir lauschteren op deem Punkt op Äert Wuert, an d'Leit, grad ewéi mir, wëllen endlech dozou Kloertext!

Den Titel, ofschléissend, Här President, vum Budget ass: „Realistesch, solidaresch, responsabel". Den Titel vun der Lag vun der Natioun ass: „Verantwortung iwwerhuelen". Mir stelle fest: Béides ass Etiketteschwindel! Et steet Verantwortung drop, mee et ass soss näischt ewéi e Verschiebebahnhof op Oktober 2023. Fir d'CSV ass et ganz kloer: D'Leit brauchen Entlaaschtung a Perspektiven elo an net just Excusen a Vertréischten op Mokuchsdag!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, wannechgelift.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, den Här Baum. Den Här Baum huet nach Riedezäit.

M. Gilles Baum (DP) | Ech mengen, ech hunn nach eng hallef Stonn. Ech wäert déi net brauchen, well ech weess, dass ech gëschter Är Zäit scho méi wéi strapazéiert hunn. Merci, dass ech nach eng Kéier däerf d'Wuert huelen.

Ech hu virgëschter am Interview dobausse gesot, verschidden Oppositiounskolleege géifen déi lescht dräi Joer ausblenden, wëssentlech oder onwëssentlech. Ech muss soen, dat hei ass net nëmmen ausblenden, mee hei sinn zwee Ae wierklech fest, fest zougeklappt, fir net ze wëssen, wat déi lescht dräi Joer an deem Land hei lass war.

Jo, mir hunn ...

(Interruption)

... en Defizit vun 2,8 Milliarden. A jo, et ass wouer: D'Scholdelaascht ass vun 11 Milliarden op 22 Milliarden eropgeklomm. Finanziellen, finanzpoliteschen Harakiri, huet d'Madamm Minister gëschter gesot, kéinte mer eis net erlaben. Si huet och nach eng Kéier ganz kloer erkläert, firwat mer net un déi 30 %-Scholdegrenz solle goen. Si huet d'Beispill vu Groussbritannie geholl. Ech mengen, ech brauch net nach eng Kéier ze widderhuelen, wat si gesot huet, an ech brauch och, mengen ech, kengem heibannen ze erklären, wéi wichteg den Triple-A ass.

Wann ech soen, dass verschidde Kolleegen aus der Oppositioun déi lescht Joren ausblenden, da blende se d'Joren 2020, 2021 an 2022 aus. Si blenden och aus, dass mer 1 Milliard Recettë verluer hunn iwwert de Commerce économique. Si blende wëssentlech aus, dass mer eng Pandemie haten, wou dës Regierung iwwer 3 Milliarden an de Grapp geholl huet, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken, fir d'Betriber ze schützen a fir ze kucken, dass mer géifen aus där Pandemie anstänneg erauskommen. An dat ass eis gelongen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Et ass eis gelongen, als Lëtzebuerger Land, anstänneg aus där Pandemie erauszekommen. Dat wëll ech hei ënnersträichen. An domadder wëll ech awer och soen, dass déi meescht Päck an déi meescht Decisiounen, déi do geholl gi sinn, ganz oft och mat de Stëmme vun der CSV matgedroe gi sinn. A jo, dat erfuerdert Respekt, an duerfir wëll ech Iech, Här Roth, och mäi Respekt hei dofir ausdrécken.

Déi zwou Tripartitten, déi mer dëst Joer haten, zwou schonn, an Zäit vu sechs Méint, – 900 Millionen, 1,1 Milliard –, déi Sue sinn amgaangen, verschafft ze ginn. A wann een einfach heihinnerkënnt a seet: „Majo, ma lauschtert, Dir hutt jo 900 Millionen iwwreg", dat ass einfach ausgeblent, dass déi 2 Milliarden, déi mer hei an de Grapp huelen, schonn amgaange sinn, ausbezuelt ze ginn un d'Leit. Dir wësst, dass mer eleng 55 Millionen Euro de Mount u Crédits d'impôt ausbezuelen.

Kommt, mir waarden emol, wou mer am Dezember dru sinn. Kommt, mir kucken, wou d'Finanzlag am Dezember ass, an da wäert Der gesinn, dass mer an enger ganz anerer Situatioun sinn. „Rezessioun" ass e Wuert, dat ee mëttlerweil wierklech iwwerall héiert. Wann am Quartal ..., wa mer zu Lëtzebuerg ëm 0,5 % zréckgaange sinn, dann ass dat en Zeechen, dass mer leider, leider op dem Wee sinn dohinner.

D'Pandemie, d'Tripartite 1, d'Tripartite 2: Iwwer 5 Milliarden Euro hu mer natierlech finanzéiert iwwer Suen, déi mer hu misse léine goen. An ech hunn et gëschter gesot, an ech huelen hei d'Kolleegen op dëser Säit mat dran: Déi Mesuren, déi mer geholl hunn,

waren déi richteg Mesuren, fir d'Leit ze ënnerstëtzen, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen, an ech hunn och elo net héieren, dass mer do Saache falsch gemaach hätten. Op alle Fall hunn ech elo an der Ried vum Här Roth net héieren, dass déi Decisiounen an déi Saachen, déi gemaach gi sinn, falsch gewiescht wären.

Dann awer eppes, wat ech net einfach esou ka stoe loossen. Ech hunn Iech gëschter gesot, dass mer am Joer 2013 Investitiounen haten an Héicht vun 1,5 Milliarden. Déi Investitioune sinn ënnert dëser Regierung stänneg, stänneg an d'Luucht gaangen. Dat sinn Investitiounen an de Schinnereseau. Dat sinn Investitiounen a Stroossen. Dat sinn Investitiounen a Schoulen. Dat sinn Investitiounen an Infrastrukturen, iwwerierdesch, ënnerierdesch. Dat sinn Investitiounen och a Spideeler. Jo, dës Regierung huet déi lescht Jore vill Suen an de Grapp geholl, fir d'Land no vir ze bréngen, fir d'Land ze moderniséieren. An dozou sti mir, an dozou solle mer och emol eng Kéier soen, dass mer houfreg dodrop sinn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mir hunn nach grouss Projeten ausstoen. Ech nennen der just zwee: Dat ass d'Spidol zu Esch an et ass och den neien CHL. Wa mer déi zwee zesummerechnen, wäerte mer bei enger annerhallwer Milliard leien. Och dat sinn Investitiounen an d'Leit, dat sinn Investitioune fir d'Leit, et sinn Investitioune fir d'Zukunft. An ech géif emol gäre vun dëser Säit hei héieren, dass mer déi zwee Spideeler do, just fir déi ze nennen, net solle bauen!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An da kënnt hei de Vergläich, an da kënnt hei de Vergläich ... Entschëllegt, ech fannen dat awer totalement déplacé. Da kënnt hei e Vergläich mat Däitschland. Da kënnt e Vergläich mat Däitschland. Gitt emol kucken, wéi et an Däitschland ausgesäit! Gitt an Däitschland d'Stroosse kucken! Gitt an Däitschland d'Piscinne kucken! Gitt an Däitschland d'Schoule kucken! An da schwätzt Der mat deenen Däitschen, déi op Lëtzebuerg kommen, an da kuckt Der mol, wat déi vun eisem Land halen! D'selwecht fir d'Fransousen. An da gëtt gesot, eis Scholdelaascht wär ze vill gewuess par rapport zu Däitschland!

Wann Däitschland haut do ass, ...

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | ... wou Däitschland ass, dann ass et vläicht och, well d'CDU 16 Joer do um Rudder war.

(Interruptions)

M. Gilles Roth (CSV) | 70 % Schold! Däitschland: 70 %!

M. Gilles Baum (DP) | An dann ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Zwouklassegesondheetssystem an Däitschland!

M. Gilles Baum (DP) | Här Roth, ech weess, dass ech mech muss ëmstelle vum Bling-Bling op de Club Med, wat Der jo gären hei sot, wat mer alles gratis gemaach hunn. Ech hunn d'Zuelen hei: de gratis ëffentlechen Transport, d'Schoulkantin, de Museksunterrecht, d'Betreiung an de Maison-relaisen, d'Summerschool. Dat si Leeschtungen, déi d'Familljen entlaaschten. An dat sinn am Joer emol keng 100 Milliounen, dat sinn awer 100 Milliounen, déi direkt an der Täsch vun de Leit ukommen.

Wat Der och vergiesst ze soen, dat ass, dass ab dem 1. Januar d'TVA iwwerall ëm 1 % erofgeet, also gëtt domadder d'Kafkraaft vun de Leit net weider belaascht, mee si ginn entlaascht. An den Index wäert d'nächst Joer probablement zweemol spillen.

Da kréie mer virgeworf, keng grouss Steierreform gemaach ze hunn. An normale budgetären Zäiten, wa mer keng Pandemie gehat hätten, wa mer keng Energiekris hätten a wa mer kee Krich an Europa hätten, deen awer Konsequenzen huet ... Ech weess, dass verschidde Leit soen, dat hätt minimal Konsequenzen op Lëtzebuerg. Ech sinn där Meenung net. Wann d'OPEC seet: „Mir produzéieren zwou Millioune Barrel manner" – ech wëll Iech soen, dass an der OPEC (veuillez lire: OPEC+) Russland den zweetgréisste Produzent ass –, dann huet dat och zu Lëtzebuerg-Konsequenzen!

Jo, mir hunn et net fäerdegbruecht, eng grouss Steierreform ze maachen, well mer d'Sue gebraucht hunn, fir duerch d'Krisen ze kommen, a well mer d'Suen dohinner gestach hunn, wou se néideg waren, bei eis Leit a bei eis Betriber, fir ze kucken, dass mer net géifen en sortie de crise ënnert d'Rieder kommen. An ech widderhuelen et: Déi Mesuren, déi mer do geholl hunn, déi waren alleguerte richteg!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Elo kënne mer soen ... Den Här Roth seet: „Mir hunn eng Steierpropos gemaach." Den Här Roth huet elo hei gemaach ... 600 Milliounen, dat si jo net 600 Milliounen eemol, dat si 600 Millioune pro Joer.

(Interruption)

Ech stellen Iech eng ganz einfach Fro. An ech sinn net dofir bekannt, e pessimistesche Mënsch ze sinn, ech stellen awer fest, dass tëschent der Tripartite 1 an der Tripartite 2 ganz genau sechs Méint louchen.

D'Gewerkschaften, déi de Moien um Radio vun RTL waren, hu gesot, dass mer an enger wéineg previsibeler Zäit wären, an onsécheren Zäiten, dass mer net wéissten, wou et géif higoen. Ech deelen déi Aschätzung. Ech deelen déi Aschätzung, hei net kënnen ze soen, wou mer an dräi Méint a wou mer a sechs Méint dru sinn. Déi Aschätzung, déi deelen ech zu 100 %.

An ech weess och net – an dat wäert och keen heibannen eis kënne soen –, ob mer d'nächst Joer vläicht nach eng Tripartite-Ronn kréien. Mee wa mer eng kréien, da wësse mer jo, dass et déi net zum Nulltariff gëtt. Déi gëtt et sécher net zum Nulltariff! Ech widderhuelen nach eng Kéier, d'Tripartite 1: 900 Milliounen, d'Tripartite 2: 1,1 Milliard.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss Iech soen: Zu enger virsiichteger a responsabeler Finanzpolitik gehéiert Previsibilitéit. A fir mech ass d'Previsibilitéit elo net, ze soen: „Mir huele 600 Milliounen, déi mer verdeelen", fir herno ze soen: „Ben, d'Tripartite, Pech, domm gaangen, et ass elo näischt méi do, et ass näischt méi dran." Neen. Ech sinn der Meenung, dass mer sollen hei virsiichteg bleiwen an net dat maachen, wat den Här Roth eis gesot huet.

Ech wëll Iech just nach eng Kéier soen, dass déi zwou Tripartitten 2 Milliarde kaschten. D'Deckelung vum Gaspräis, d'Deckelung vum Stroum, alles dat kënnt direkt bei de Leit un, dat kënnt direkt am Portmonni vun de Leit un. An ech wëll soen, dass mer eleng fir déi Tripartite-Entscheedungen, wou mer jo prinzipiell, ouni d'Kaz am Sak ze kafen, e prinzipiellen Accord vun der CSV hunn, dat kascht eis 2 Milliarden.

Elo sot Der: „Maacht dat do, huelt einfach déi 600 Milliounen!" Dat heescht, engersäits sot Der, et wär keen Apel fir den Duuscht do gewiescht, well mer massiv investéiert hunn, an anerersäits sot Der: „Maacht méi Depensen!" Mee wéi solle mer dat da finanzéieren? Sidd Dir dann der Meenung, dass mer sollen déi 600 Milliounen do iwwert en neien Emprunt finanzéieren? Wann dat de Fall ass, da sot eis dat! Wann dat net de Fall ass, da géif ech nawell gäre wëssen, wou mer de Stëft sollen usetzen, fir dass mer op déi 600 Milliounen dann am nächste Budget am nächste Budgetsjoer kommen.

Wann Der hei sot ... Ech fannen dat e grave Reproche, wann een der Majoritéit seet, mir géifen Excusë sichen. An ech mengen och net, Här Roth, dass d'Leit dobaussen et esou duerch dee Brëll gesi wéi Dir, well déi Leit, déi mat mir schwätzen, déi soen, dass et schwiereg ass, dass mer a schwéieren Zäite sinn, mee dass se dat respektéieren, wat vun der Politik geliwwert gëtt, an dass mer a schwéieren Zäite sinn, wou mer mussen zesummenhalen.

Fir ze soen, mir géifen eis Excusë sichen, mir géifen eis verstoppen hannert enger Pandemie, mir géifen eis verstoppen hannert engem Krich, mir géifen eis verstoppen hannert Tripartite-Accorden, déi iwwer 5 Milliarde kascht hunn, d'Pandemie an d'Tripartite-Accorden ... Ech fannen dat e grave Reproche, deen ech esou net ka stoe loossen, deen ech esou net wëll akzeptéieren!

Realistesch, jo ...

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'Finanzministesch huet gëschter hei eng ganz realistesch Duerstellung vun der Situatioun gemaach. Solidaresch, jo, well mer och mat dësem Budget deene Leit, déi et am schwéiersten hunn, nach eng Kéier ënnert d'Äerm gräifen. A responsabel, jo, well mer net wëssen, wou mer higinn. Well mer déi Previsibilitéit einfach brauchen, fir am Joer 2023 – mir wësse jo net, wou mer histeieren – einfach déi finanziell Marge ze hunn, fir kënnen ze reagéieren, wann déi finanzpolitesch an och déi ekonomesch Situatioun géif méi onsécher ginn. Ech huelen d'Wuert vun enger Rezessioun nach eng Kéier an de Mond, well dat a verschiddene Länner an der Eurozon schonn ukomm ass.

Voilà! Ech hu probéiert, hei Verschiddenes riichtzebéien. A wéi gesot, dass mer eis hannert de Krise géife verstoppen, kann ech als Vertrieder vun der Demokratescher Partei kengesfalls stoe loossen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An da freet den Här Gilles Roth nach eng Kéier d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Ben, ech maachen et ganz kuerz. Mee den Här Baum huet mer eng Fro gestallt.

Ech stelle just fest, dass dee Reproche, deen en un d'CSV wëllt maachen, déi elo d'Leit wëllt entlaascht gesinn, déi wëll, dass eng Steierreform kënnt, dass dee Reproche eigentlech vum Här Baum dann och muss geriicht ginn un d'Gewerkschaften a virun allem u säin zweete Koalitiounspartner, d'LSAP, déi nämlech änlech – fir net ze soe méi grouss – Fuerderungen um Niveau vun den Entlaaschtunge fir d'Leit freet.

Zweetens, Här Baum, e Staat funktionéiert eigentlech wéi e Privatbetrib: E muss och kucken, dass en d'Enner um Enn vum Joer oder iwwert eng gewësse Period zesummekritt. De Staat huet awer aner Missiounen. An de Staat huet och aner Méiglechkeeten, fir Recetten ze kréien. An eng vun deene Méiglechkeeten, fir Recetten ze kréien, dat sinn d'Steieren. Déi leet e fest an do ass e souverän. Mee de Staat huet awer virun allem de Bierger an de Matbierger ze déngen. An duerfir muss de Staat sech och – an dat ass dee Feeler, dee mer Iech reprochéieren – a fette Jore selwer limitéieren.

Da kann en net soen: „Ech kréien nëmme Recetten eran", wéi den Här Kersch gesot huet. 495 Milliounen, virdru ware se am änleche Stil. 900 Milliounen elo.

Da muss de Staat och soen: „Ech verlaange manner Steiere vun de Bierger a mat deene manner Sue kucken ech, de Missioune vum Staat gerecht ze ginn an ech kucken net nëmmen, Suen ze kréien, fir deem do eppes ze ginn, deem Zweeten eppes ze ginn an deem Drëtten eppes ze ginn." Well Dir hutt vill Leeschtungen hei ausbezuelt, wou d'Leit iwwerhaapt emol net gefrot gi sinn!

An den drëtte Punkt, an domadder schléissen ech of: Et si vill Gemengepolitiker heibannen. Dir hutt geschwat vun héijen Investitiounen – jo, normal ekonomesch Approche, héich Investitiounen –, mee ech dreiwen awer net meng Investitiounen am Budget esou an d'Luucht, dass ech herno keng Betriber a keng Handwierker méi fannen, fir déi Aarbechten iwwerhaapt kënnen ze maachen!

(Interruption)

Ma, Dir hutt vu Realitéit geschwat. Mee Dir sëtzt dach och an enger Gemeng! Hei sëtze Buergermeeschteren, hei sëtze Schäffen, ma ass et dann normal, dass ëffentlech Aarbechte vergi ginn, wou een ofgëtt, wou den Devis op 100 ass a wou herno d'Vergabe op 150 ass? Dat nenne mir net eng nohalteg Politik an dat nenne mir och net eng Autolimitatioun an eng previsibel Approche vun enger Investitiounspolitik vun engem Staat! An do ënnerscheet eng CSV sech vun Iech a vun däser Regierung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An da freet den Här Dan Kersch nach d'Wuert. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci nach eng Kéier fir d'Wuert. Eigentlech wollt ech de Moien net schwätzen, mee wéi ech héieren hunn, dass den Här Roth sech agedroen huet, da muss een awer, mengen ech, op verschidden Aussoen, déi hei gemaach gi sinn, äntweren.

Här Roth, ech sinn der Meenung, dass dat Bild, dat Der vu Lëtzebuerg moolt, eigentlech e Schreckensbild ass a fir mech, éierlech gesot, onerdréiglech ass. An ech hoffen, dass dat ni esou antrëtt, esou wéi Dir beschreift, dass Dir et empfannt. Ech empfannen et net esou. An ech empfannen, dass mer an engem Land liewen, dat senge Leit, sengen Awunner, alle Residenten hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer kann e gléckiecht an dezent Liewe garantéieren.

Ech hu mech e bëssen erënnert gefillt un d'Beschreiwung vun eisem Gesondheetssystem, déi ech gëschter héieren hunn, wou ee sech ... a gëschter och nach eng Ausso héieren, mir hätten e Gesondheetssystem wéi en Entwécklungsland. Ech froe mech, ob dann déi Leit, déi an der Regierung sinn, lauter Zauberer sinn. Well wéi ass et méiglech, mat engem Gesondheetssecteur, wéi en an engem Entwécklungsland wär, praktesch eng vun deene beschten Notten ze kréien an der Bewältegung vun enger Coronakris, déi a ganz Europa ausgedeelt ginn ass? Ech mengen, déi Fro sollt een och emol eng Kéier stellen.

A wann Der de Verglach maacht vum Staat mat engem Haushalt, Här Roth, ass et e ganz interessante Verglach, deen ee sech emol eng Kéier sollt duerch de Kapp goe loossen: Nennt mir emol deen Haushalt hei zu Lëtzebuerg, deen et fäerdegbréngt, mat manner wéi sengem Joresakommes als Prêt eens ze ginn (veuillez lire: mat engem Prêt eens ze ginn). Där gëtt et der ganz wéineg. A wann déi Leit do alleguerte géifen Harakiri maachen, wéi Dir et nennt, well et ass jo de Verglach mam Staat, deen Der mengt, dann ass dat carrement eng Frechheet vis-à-vis vun alle Stéit hei zu Lëtzebuerg, déi guer keen anere Choix hätten, wéi Schold opzehuelen, fir sech en dezent Liewen hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt kënnen ze erméiglechen!

A gëschter hu mer vill iwwer Wunnenge geschwat. Wivill Leit géif et ginn, déi hir Infrastruktur, hiert Haus hätten oder Proprietär wären, wa se eeben net e Prêt opgeholl hätten? Ma genau dat mécht de Staat. De Staat hëlt Prêten op, Emprunten op, fir Infrastrukturen ze bauen, vun deenen och déi kommend Generatioune kënne profitéieren. Genau dat gëtt gemaach. An den Här Baum huet et virdru gesot: Wa mer dat net géife maachen, ma da wär et einfach, dann hätte mer keen Defizit, dann hätte mer keng Schold. Mee mir hätten Zoustänn – an dofir war et wierklech dat bescht Beispill, dat Der konnt bréngen – wéi an Däitschland. An hien huet just vun den Infrastrukture geschwat, den Här Baum.

Kuckt emol déi sozial Situatioun an Däitschland. Dir sidd dach „Bild"-Lieser, wéi Der eis d'lescht Kéier erkläert hutt. „Hartz oder herzlich" (veuillez lire: „Hartz und herzlich"), kennt Der déi Sendung? Dat ass eppes wéi d'Bild. Hutt dir gesinn, wéi d'Leit dohanne liewen a mat wéi enge sozialen Ëmstänn d'Leit an Däitschland mussen eens ginn? An esou eppes gitt Dir eis hei als Beispill!

An iwwregens, wa mer iwwer Däitschland nach weider schwätzen: 70 % Staatsschold. Mir hunn der, mengen ech, 24,6 %, huet eis gëschter d'Finanzministesch erkläert. 24,6 % par rapport zu deem Beispill Däitschland, dat Dir eis gitt, dat 70 % huet an iwwregens och nach ëmmer Triple-A huet, wat ganz genau beweist, dass et e Märchen ass, dat hei op der Tribün elo e puermol verzielt ginn ass, dass et en Automatismus wär, wann d'30-Prozent-Mark géif falen, dass mer da géifen den Triple-A verléieren!

Domat wëll ech net soen, dass ech elo onbedéngt wëll déi 30-Prozent-Mark iwwerschreiden. Ech soe just, dass dat hei esou duergestallt gëtt, wéi wann dat en Automatismus wär. An dat ass absolutt net de Fall!

Dofir, Här Roth, Dir weist drop hin, dass et eenzel Stëmme gëtt op de Majoritéitsbänken, wou déi eng déi eng Meenung hunn an déi aner déi aner. Ben, ech sinn elo aacht Joer, néng Joer an dësem héijen Haus derbäi a verschiddene Fonctiounen, ech héieren elo zënter néng Joren eng Plack an zwar d'Plack vun den 31 Kopfnicker. A wann een dann emol eng Kéier de Courage huet – an ech sinn net deen Eenzegen, et sinn e puer Leit aus eise Fraktiounen, déi heiansdo emol sech d'Fräiheet eraushuelen –, eppes aneschters ze soen, da gëtt gesot: „Gesitt Der, déi si sech net eens! Si hunn décke Sträit!"

(Interruption)

Ma entweeder dat eent oder dat anert, déi zwou Saachen zesummen, dat geet net! Mee dat ass awer eng Taktik, déi Der méi oft uwennt: dat eent an dat anert.

Da komme mer zu Äre Steiervirschléi. An do soe mir, do feelt déi intellektuell Éierlechkeet bei Iech. Dir sot op där enger Säit: „De Staat soll dohinner goen an d'Staatsschold erofsetzen, wa méiglech op jiddwer Fall keng nei Staatsschold maachen. E soll awer d'Investissementer nach an d'Luucht setzen. E soll d'Hëllefe fir d'Betriber an d'Luucht setzen. E soll d'Steieren erofsetzen. E soll d'Leit entlaaschten. E soll nach de Baueren hëllefen." Alles an engems. An Dir wësst ganz genau, dass dat net geet!

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Wa mer dat wëlle maachen, da musse mer eis eng aner Politik afale loossen, och eng aner Steierpolitik afale loossen a mir mussen de Courage hunn, eng Rei vun hellege Kéi hei zu Lëtzebuerg ze schluechten. An, Här Roth, et deet mer leed, ech zweifelen drun, dass Dir mat Äre siwe verschiddene Meenungen an Ärer Fraktioun jeemools eng Kéier amstand sidd als Partei, dat mat eis ze bewierken!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch.

(Brouhaha)

An da freet nach den Här Marc Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech hätt nach eng Fro un den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här Kersch, ech hunn Iech elo intensiv nogelauschtert. An do ass ... Dir hutt jo elo d'Ausféierung gemaach vum däitsche Fernsee. Déi Sendung, „Hartz aber herzlich" (veuillez lire: „Hartz und herzlich") heescht se, eng Sendung, déi ech och gekuckt hunn an déi engem wierklech nogeet, virun allem och, wann een zu Lëtzebuerg am soziale Beräich ass. Mee meng Fro un Iech ass dann – d'LSAP ass jo elo scho gefillt éiweg an der Regierung: Sidd Dir dann der Meenung, dass een zu Lëtzebuerg net och esou eng Sendung kéint bréngen an dass d'Leit net vläicht ..., dass mer déi Fäll net och hei hunn an dass zu Lëtzebuerg d'Leit net a genausou prekäre Situatioune liewen, obwuel mer e Sozialsystem hunn, dee vläicht um Pabeier besser ass, mee dass mer net zu Lëtzebuerg genau déi selwecht Fäll fannen, vun deenen Dir elo sot, déi géif et just an Däitschland ginn?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Goergen, Dir braucht mir net ze erklären, dass et och hei zu Lëtzebuerg Leit gëtt, deenen et net gutt geet. Ech behaapten awer hei frei a frank, dass et hei zu Lëtzebuerg keng Leit gëtt, déi an deenen Zoustänn musse liewe wéi an Däitschland, wou dat praktesch e Massephenomeen ass. Dat ass, Gott sei Dank, an dësem Land nach net de Fall.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

An elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech soen all de Riednerinnen a Riedner Merci fir hir Interventiounen. A mir sinn eis jo eens: Eng Demokratie lieft vun ënnerschiddleche Meenungen, vu verschiddene Positiounen. An et ass an enger Demokratie dat Normaalst vun der Welt, dass een och op verschiddene Punkte sech net eens ass. Dat ass och richteg esou. An dat ass och gutt esou. An ech kann Iech just soen, dass dës Regierung déi Demokratie, déi Meenungsfräiheet och mat alle Mëttele wäert verdeedegen!

Dofir erlaabt mer just, Här President, awer och dem Här Kartheiser hei just ze soen, dass hei verschidde Saache gesot gi sinn, déi grondfalsch sinn an am Fong all deene Motivatiounen, all deene Wäerter widdersprieched, fir déi ech mech selwer an der Politik asetzen.

Och wa mer seng Äusserungen net gefall hunn, sou huet e jo och gemierkt, dass keen an der Regierung e gestéiert a gehënnert huet, seng Meenung fräi ze äusseren, oder en ënnerbrach huet. Dat ass ..., mee dofir muss ech op verschidde Punkten awer wierklech hei reagéieren.

Dat Éischt ass: Et ass gesot ginn, d'Meenungsfräiheet géif hei zu Lëtzebuerg ageschränkt ginn. Ech fannen dat, och vis-à-vis vun deene Leit, déi op d'Strooss ginn, deene Leit, déi hei manifestéieren, deene Leit, déi am Ausland manifestéieren, deene Leit, déi fir d'Meenungsfräiheet och all Dag kämpfen, e Schlag an d'Gesiicht!

An dat Zweet, dat mech awer – ech muss soen – och wierklech ganz schockéiert huet, dat ass, dass mir eng Press géife bezuelen, fir hei fei mat der Regierung ze sinn. Ech weess net, wéi eng Press Dir liest.

(Hilarité)

Op jidde Fall net déi selwecht, déi ech all Moie liesen, an ech muss Iech soen, ech sinn och frou: Ech kréien der riets a lénks op d'Baken, och d'Regierung, och déi aner Politiker, an ech fannen dat richteg esou! Ech fannen dat an enger Demokratie wichteg, dass mer eng Press hunn, déi dat schreift, wat se fir richteg hält. Dat ass ee vun de Piliere vun onser Demokratie. An ech weess net ... a wann ech mech allkéiers géif opreegen, wa se net fein iwwer mech schreift – dat schéngt jo dann de Fall ze sinn –, dann hätt ech scho laang e Schlag gemaach.

(Hilarité)

Här President, ech hunn awer och ganz vill konstruktiv Interventiounen héieren. An ech muss och soen, dass déi Ënnerstëtzung, déi ech hei awer an der Chamber hu fir eng Rëtsch vu Punkten, wou mer dann och wäerten, hoffen ech, eng Unanimitéit fannen, ganz, ganz wichteg ass. An ech soen, deen „Zesummen", dat war jo e bëssen d'Leitmotiv, „d'Verantwortung" an den „Zesummen". Mir hunn jo gesi bei der Covidpandemie, dass mer et wierklech fäerdegbréngen, zesummen och déi Pandemie ze packen. An deen „Zesumme" war wichteg. An d'OCDE ënnerstäicht dat och.

A wann ech hei gesot kréien, ech géif mir selwer gären op d'Schëller klappen oder d'Regierung, ech wëll just soen, déi klappen ... och hei d'Chamber, mee all d'Institutiounen, de Conseil d'État hunn nach ni esou séier geschafft. All Institutioun huet hei esou séier geschafft. An dat ass just gaangen, well all déi Institutiounen och séier geschafft hunn, soss wier och esou eppes net méiglech gewiescht.

Mee ech muss Iech awer soen, Här President, wann ech verschidde Riedner haut gelauschtert hunn, hunn ech d'Gefill, dass ech néng Joer net am deem selwechte Land wunne wéi si. Ech hunn d'Gefill, ech hunn ... Déi schénge vergiess ze hunn, wat awer ëmgesat ginn ass. Wann ech gesinn ... Déi Steierreform vun 2017, déi och bis an d'Mëttelschicht eragaangen ass an d'Bierger am Fong enorm entlaascht huet, an e System, deen am Fong méi gerecht ginn ass – hunn déi dat vergiess? Hunn déi dat vergiess?

D'Familljen- an d'Bildungspolitik, mat där mer de Kanner an de Familljen am Fong vill méi Zäit ginn, fir se zesummen ze verbréngen, well mer jo och wëssen, dass dat e wichtege Facteur ass, an och gläichzäiteg entlaaschten – hunn déi dat och vergiess?

Eng seriö, nohalteg Finanzpolitik, mat där mer d'Staatsfinanzen no 2013 sanéiert hunn. An ech muss soen, dat war jo keng einfach Aarbecht – ass dat och vergiess ginn? Rekordinvestitiounen, Schoulen, Infrastrukturen, Alters- a Fleegeheemer, Klinicken, ëffentlechen Transport – ass dat och vergiess ginn?

Also, ech kéint och nach laang esou virufueren, Här President, well wat mech am Fong am meeschten interesséiert hätt vun deenen, déi och soen, dass mer jo alles falsch gemaach hunn: Wat hätte si aneschters gemaach? Wat hätte si net gemaach? Dat ass jo déi interessant Fro, well ech weess nach ëmmer net, wou de roude Bic komm wär.

Ech kréien hei de Reproche gemaach, mir wiere mat de Staatsfinanzen ... d'Schold wier elo ze héich. Ech wëll just drun erënneren, dass kee vun eis sech eng Covidkris gewënscht huet. Hätt dann déi gréisst Oppositiounspartei déi ganz Mesuren, déi mer gemaach hunn, net matgestëmmt? Hätte mer déi zwou Tripartitten ... a si soen allkéiers, si si fir d'Tripartitten, mee dat sinn Depensen, déi net geplangt waren, an dat sinn déi Depensen, déi eis an déi Situatioun och bréngen, an där mer sinn!

Dat heescht, op där enger Säit ... An et ass elo genuch ënnerstrach ginn an ech wëll och dem Här Kersch Merci soe fir seng Interventioun, well si probéieren, eis auserneenzedreiwen, an dat, wat se am meeschten nervt, ass, dass mer zesummenhalen, dass mer zesummen e Plang hunn, dass mer zesumme fir eng sozial, eng liberal an eng ëmweltbewosst Politik hei stinn. An dat ouni Problem och nach bis d'nächst Joer!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ouni Problem! Probéiert net, een ze sichen! Mee et steet fest, Här President, et ass keng vun deenen dräi Majoritéitsparteie mat enger anerer fusionéiert. An dofir erlaabt och, dass déi dräi Parteien hir ADN awer och kënne behalen. Mir hunn als dräi Parteien dräi ADNen. Verschidde Parteien hunn dräi ADNen an enger Partei!

(Hilarité)

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dat ass den Ënnerscheed!

An dass mir tatsächlech ... an ech respektéieren och d'Meenunge vun deem engen a vun deem aneren. Ech mengen, et ass wichteg, als ... Ech war jo selwer 14 Joer an dësem Haus. Et ass jo frustrant, wann een net dierf eng Meenung hunn, dass een déi erausbréngt, bon, et gi verschidde Manéieren, wéi een d'Saache seet, mee de Fait ass awer, ech respektéieren Deputéiert, déi hir Meenung verteidegen, mee déi awer zu deem Programm, zu deem Accord, zu deem, wat mir ausgemaach hunn als Koalitioun, och stinn. An dat ass d'Stäerkt vun dëser Koalitioun zënter néng Joer: dass mer vu verschiddenen Horizonter kommen, mee zesummen d'Problemer uginn an zesumme Léisunge sichen, fir ons Bierger a fir onst Land!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | An, Här President, ech muss Iech soen, ech hu jo och laang nogelauschtert, wat hei gesot ginn ass, an erlaabt mer just, well ech hat jo och e bëssen Zäit – an dës Nuecht hat ech och nach e bëssen Zäit –, e bëssen ze sichen, ...

(Hilarité)

Hei ass zum Beispill ganz laang vu Logementspolitik geschwat ginn a mir hätten alles falsch gemaach an et wier näischt Richteges an etc. an etc. Also, ech wëll Iech just erënneren, dass de Logementsministère 1969 kreéiert ginn ass. En huet Ministère du Logement social geheescht. Virdrun ass et deen net ginn. 1969 war e gewëssene Jean-Pierre Büchler Minister, fir d'Geschichtsbicher, mee och en CSV-Member, an dat war ënnert engem Premierminister Werner. Tatsächlech, Här President, gouf et vun 1974 bis 1979 een Net-CSV-Logementsminister. Dat war de Benny Berg ënnert enger Regierung vum Här Thorn.

Dann ënnert enger Regierung 1979 bis 1981 (veuillez lire: 1979 bis 1980): e Premierminister Pierre Werner, deen och éischter CSV war. Deen hat e Logementsminister, deen huet deemools – dat huet och nach Logement social geheescht – Jacques Santer geheescht, och, mengen ech, CSV. Dunn, vum 3. Mäerz 1980 bis 1984: e gewëssene Jean Spautz. E gewëssene Jean Spautz ass och ënnert enger Regierung vum Här Santer Logementsminister gewiescht vun 1984 bis 1989, e Jean Spautz, mengen ech, och CSV-Minister.

Vun 1989 bis 1994, ënnert engem Premierminister, deen nach den Här Santer war, e Logementsminister, deen och Jean Spautz geheescht huet. An do war et net méi sozial, dunn ass et de Logementsministère ginn. Dat heescht, et war méi generell e Logementsministère.

1994–1995, 1995 och nach, ënnert enger Regierung, wou de Premierminister gewiesselt huet, e gewëssenen Här Santer op en Här Juncker, och, mengen ech, CSV-Leit, zweemol e gewëssenen Här Spautz.

1995–1999: Ännerung, do kënnt e Fernand Boden. 1995–1999, 1999–2004, 2004–2009, e gewëssene Fernand Boden mat engem Här Juncker och un der Spëtzt, 2009–2013 ...

M. Gilles Roth (CSV) | Mee do konnten d'Leit sech nach Wunnenge leeschten!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Tatsächlech, de Problem ass komm, soubal keen CSV-Minister do war! Dat wësse mer jo alleguer. Dat versti mer jo, Här Roth. Soubal en CSV-Minister net am Amt ass, sinn et just Problemer a bei Iech ass alles super gewiescht! Et ass jo gewosst, Dir sot et selwer, de Logementsproblem wier jo keen neie Problem, mee ech muss Iech awer soen, da sinn ech iwwerrascht, dass mäi Virgänger selwer gesot huet, et misst zur Chefsaach gemaach ginn, well et esou problematesch wär, wa bei Iech jo ëmmer alles sou gutt gaang ass!

M. Gilles Roth (CSV) | D'Madamm Nagel wollt 10.000 Wunnenge bauen – d'Joer!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | 2009 bis 2013.

M. Fernand Etgen, Président | Här Staatsminister, den Här Gloden wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Jo.

M. Léon Gloden (CSV) | Här Staatsminister, ech si frou, datt Der de Rappell vun der CSV-Geschicht maacht, mee sot de Sozialisten och, datt se säit 35 Joer d'Gesondheet ënnert sech hunn!

(Interruptions)

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dat heescht, Här President, ...

(Brouhaha)

... wann Der erlaabt, vun deene 44 Joer, déi ech elo gerechent hu virun eis, waren 39 Joer just an CSV-Hänn.

A gëschter eng grouss Opreegung, Här President, iwwert d'Grondsteier. Mir hätten zéng Joer gebraucht, fir d'Grondsteier hei zesummen ëmzesetzen. A si probéieren, déi Reform, déi zesummen ënnert der Leedung vun der Madamm Bofferding, mam Här Kox a mat der Madamm Backes ëmgesat gëtt, klengzerieden. Ech wëll Iech just erënneren, well ganz vill Leit kennen d'Geschicht och net vun der Grondsteier: D'Grondsteier ass den 1. Dezember 1936 geschafe ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Här Staatsminister, den Här Di Bartolomeo brennt drop ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, just eng kleng Prezisioun. Ech wëll just drun erënneren, dass an der Virvirgängerregierung d'CSV wärend zéng Joer den deemolege Gesondheetsminister voll a ganz ënnerstëtzt huet a senger Gesondheetspolitik, a senger Gesondheetsreform, a senge Sozialreformen. Also ass et awer liicht hypocrite, dass een, wann een an der Oppositioun ass, ...

(Interruptions)

... all dat frësst, wat een, wéi een an der Regierung war, héichgehalen huet!

Une voix | Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat ass hypocrite an dat ass enger grousser Partei wéi Ärer net wierdeg! Et deet mer leed, dass ech Iech dat muss soen. Et deet mer ëmsou méi leed, dat mussen ze soen, well mer ganz exzellent an deenen dote Beräicher zesummegeschafft hunn. An ech wëll just, wann Der erlaabt, Här Premierminister, ...

(Interruptions)

... drop hiweisen, dass an deene Joren, wou mer zesummen an der Regierung waren, an der Wunnengsbaupolitik e grousse Projet komm ass, den Numéro vert fir d'Haiser. Wësst Der, wéi laang deen iwwerlieft huet? E puer Méint. An dunn ass et den Numéro vert net méi ginn. Vu soss Initiativen – obwuel de Wunnengsbauministère ganz vill gefiddert ginn ass mat gudden Iddien – war et e Standstill. Dat muss een och emol eng Kéier soen. Ech falen där Politik, déi mer zesumme gemaacht hunn, net an de Réck. Wannechgelift, maacht dat och net!

Mme Octavie Modert (CSV) | An d'LSAP huet d'CSV an hirer Wunnengsbaupolitik ënnerstëtzt!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Sou, elo huet de Staatsminister erëm d'Wuert a soss keen!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Erlaabt mer just, dass mer nees eng Kéier zeréck an eis Geschichtsstonn kommen.

Plusieurs voix | A!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech sinn amgaang, Iech ze erklären, ...

Mme Octavie Modert (CSV) | Kuckt Dir roueg no hannen!

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | ... dass d'Grondsteier den 1. Dezember 1936 geschaf ginn ass. Mir hunn tatsächlech ënnert engem CSV-Minister eng Reform probéiert. Dat war 1983 e gewëssene Jacques Santer, dee sech awer net duerchgesat kritt huet. Dofir hunn ech mer geduecht: Beim Logement hues de elo emol scho fonnt, dass dat awer net esou richteg ass, wat d'CSV ëmmer seet. Wéi ass et da beim Interieur? Dat ka jo awer net sinn, datt dat ... D'CSV muss jo dann ni do d'Verantwortung gehat hunn. Dofir hunn ech ugefaangen ... 1936, du koum d'Nokrichszäit, ech fänken un: 1951–1953, e gewëssene Pierre Frieden, CSV, 1953–1958, Pierre Frieden, CSV, 1958–1959, Pierre Frieden, CSV, 1959–1964, Pierre Grégoire, CSV. Ech muss elo ... Passt gutt op! 1964–1969, Henri Cravatte, LSAP, 1969–1974, Eugène Schaus, DP, 1974–1979, de Georges Wolfarth, LSAP. Dat heescht tatsächlech, an där ganzer Geschicht vu virun dëser Koalitioun hat eng aner Partei dräimol den Interieur! 1979–1984 (veuillez lire: 1979–1980), Camille Ney, 1980–1984, een, dee mer schonn am Logement kannt hunn, e gewëssene Jean Spautz, 1984–1989, Jean Spautz, 1989–1994, Jean Spautz.

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dowéinster ... Jo, et stéiert!

Mme Martine Hansen (CSV) | Also, et ass penibel, wann Der Iech no zéng Joer nach hanner eis verstoppt!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dann e Michel Wolter. Här President, gesitt Der d'Nervositéit, soubal een de Spigel virun hir Aen hält? Et ass net schéin!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

En Här Wolter, 2004–2009, en Här Halsdorf, 2009–2013, en Här Halsdorf. Ech probéieren hei just, d'Geschicht, Madamm Hansen, opzezielen, wéi awer den Inneministère besat ginn ass.

(Coups de cloche de la présidence)

Dat heescht, vun 62 Joer, Här President, vum Interieur waren tatsächlech, vun deenen, ier mir komm sinn, 15 Joer net der CSV hir. An da werfe se eis vir, mir hätten zéng Joer gebraucht, fir dat doten ze maachen. Wann ee wierklech vun 62 Joer 15 Joer net do war, géif ech e bësse méi bescheiden optrieden!

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha et hilarité)

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Am Logementsberäich, Här President, ...

Mme Martine Hansen (CSV) | Wéi eng Oppositioun wënscht Der Iech?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | ... am Logementsberäich ... Här President ...

M. Marc Lies (CSV) | A wéi hu sech d'Präisser entwéckelt an deene leschten zéng Joer um Immobiliemaart?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mee Dir hutt jo alles gutt virdru gemaach. Et war jo bewosst. Dofir huet den Här Juncker ...

M. Marc Lies (CSV) | Verduebelt an zéng Joer! Verduebelt!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Dofir huet den Här Juncker jo och kloer gesot, dass et zur Chefsache muss gemaach ginn, well et e Problem war. Soss hätt en dat jo och net gesot. Här President, ...

(Interruptions et Brouhaha)

Mme Octavie Modert (CSV) | Dir maacht et léiwer ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat dote wäert den nächste Generatioune guer näischt bréngen!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | ... ech géif just gären hei dat heite fäerdeg maachen, mam Logement!

Also, just fir Iech matzedeelen: vun 2010 bis 2015 huet de Staat 195 Milliounen an de Bau vu Wunnengen investéiert. 195! Vun 2016 bis 2022 510 Milliounen. Aleng an de leschte Jore waren et an der Moyenne 100 Milliounen d'Joer. D'Chamber huet an deene leschten dräi Joer fënnef Finanzéierungsgesetzer op de Wee bruecht fir de Bau vu ronn 3.500 Wunnengen, mat enger Investitioun vu ronn 1 Milliard.

Dowéinst, also am Logement ... Ech war, Här President, vläicht e bësse méi bescheiden am Ufank, wou ech gesot hunn, ech hätt keng Baguette magique an der Logementsproblematik, well et ass eng Boîte à outils. Et ass eng Boîte à outils, an där et ganz vill verschidde Saache gëtt. Mee déi soll een dann och unhuelen. An och wa se net populär sinn – an ech si frou, dass ech gëschter zitéiert gi sinn –, och wann et net populär ass fir déi eng oder déi aner Mesure (veuillez lire: och wann déi eng oder aner Mesure net populär ass), musse mir alles maachen, fir dass de Präis hei zu Lëtzebuerg erofgeet.

Här President, wa mer vu Logement schwätzen, wa mer vu Bau schwätzen, ass d'Liewensqualitéit och eppes, wat fir d'Leit ganz wichteg ass. D'Leit wëllen och eng gewësse Liewensqualitéit halen. An de But vun der Politik ass net, d'Liewensqualitéit vun de Leit ze verschlechteren, mee d'Liewensqualitéit vun de Leit ze verbesseren. Dat hu mer an der Vergangenheet gemaach an dat maache mir och an Zukunft!

Mir maache Politik fir d'Leit, mir maache Politik net géint d'Leit. Mir maachen et mat méi Demokratie, mat méi Biergerbedeelegung, mat méi Sozialdialog a méi Transparenz. An et ass och hei zum Beispill Dialog gefrot ginn. Den Här Haagen huet mer och elo just bestätegt, dass en am Moment och mat de Baueren en Echange huet fir ze kucken, och deen Dialog do ze verdéiwen, fir ze kucken, wéi do op déi Problematik och Äntwerte kënne fonnt ginn.

Ech kann Iech just bestätegen, Här President: Wat fir mech wichteg ass, ass, dass mer net dat eent an dat anert prônéieren. Ech hu virdrun eng Ried héieren, wou gesot ginn ass: „Et ass katastrophal. Et ass Harakiri. Et si keng Sue méi do. Et ass net an der Rei!", a probéiert ginn ass – dat war jo dat bescht Beispill – ze soen, et wär awer eng Majoritéit hei, fir nach eng Kéier 600 Milliounen op den Dësch ze leeën. Dat ass fir mech net dee Stil vu Politik, deen ech wëll maachen. Et geet net drëms, de Leit just probéieren ze gefalen, et geet och drëms, Verantwortung ze iwwerhuelen!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Premierminister. Den Här Schaaf hat nach d'Wuert gefrot, fir eng Fro ze stellen.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Jo. Ech wollt dem Staatsminister just d'Fro stelle bei deem Exkurs, dee mer elo haten iwwert d'Geschicht vun all de Ministeren, wou et ëm d'Grondsteier geet, ob den Här Staatsminister sech awer bewosst ass, dass dat net joerzéngtelaang schonn eng Diskussioun an e Problem war an dass elo eréischt, wéi et e Problem war an een no enger Léisung gesicht huet, ...

Plusieurs voix | O!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | ... eng Reform vun de PAGen huet missen ofgeschloss ginn, fir d'Base ze hunn, ...

Une voix | A!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | ... opgrond vun där een dat doten elo ka maachen, an duerfir d'Inneministesch selbstverständlech dat huet missen ofwaarden, fir eebe virdrun déi Base ze hunn. Duerfir ass et keng novollzéibar Iwwerleeung, déi den Här Staatsminister hei gemaach huet, fir ze soen: „Dir hutt näischt gemaach wärend Joerzéngten." Et ass elo, wou et léisbar ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools ...

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Op där enger Säit gëtt gesot, et hätt ze laang gedauert, op där anerer Säit kréie mer gesot, dass d'Ministesch iwwerhaapt nach keng Moyene gehat hätt, well fir d'éischt aner Saachen hätte misse geännert ginn. Et ass nees eng Kéier dat eent oder dat anert, mee Dir kënnt net alles matenee vergläichen!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

Motions

Da kënne mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioune kommen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der Madamm Hansen deposéiert ginn ass a wou gefrot gëtt, d'Artikele 6 a 7 vum Agrargesetz ze reformuléieren. D'Madamm Tess Burton freet d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Jo. Merci, Här President. Jo, d'Motioun 1. Hei freet d'CSV, fir d'Artikele 6 a 7 ze reformuléieren. Ech géif do nach eng Kéier gären drun erënneren, dat war leschten Donneschdeg, wou mer jo och de Minister an der Kommissioun haten, wou mer jo amgaange sinn, Artikel fir Artikel duerchzegoen, a wou mer och scho bei den Artikele 6 a 7 ukomm waren, wou de Minister och sot, e wär bereet, déi Artikelen do ëmzeänneren, wa mer eng aner Propos virleien hunn.

Duerfir wäre mer an dësem Fall d'accord, déi Motioun hei matzestëmmen, wa mer allerdéngs zwou Saache géifen änneren. An zwar wär dat de leschten Tiret, also de sechsten Tiret, dee mer gäre wéilte sträichen. A beim Invite, dass mer anstatt „reformuler les articles 6 et 7" do géife schreiwen „analyser, voire à reformuler les articles 6 et 7". Wa mer dat géifen änneren, da géife mer et matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. An ech ginn d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo. Merci, Här President. Also wann Der virgëschter virun der Chamber waart, en Dënschdeg, ech mengen, dann hutt Der gesinn, wéi de Baueren d'Waasser bis zum Hals steet an datt se wierklech keng Perspektive gesinn an dësem Agrargesetz. A virun allem, well gutt funktionéierend Betriber einfach esou sollen ausgebremst ginn ouni iergendeng fachlech Erklärung.

An duerfir hunn ech oder hu mir hei gefrot, fir d'Artikele 6 a 7 ze änneren, well mat deenen Artikelen, sou wéi se elo ausgesinn, gëtt de Betriber definitiv eng Fessel ugeluecht – an ech nennen dat awer nach eng Kéier eng ideologesch Fessel –, mat där een net ka wuessen, wou awer emol net berücksichtegt gëtt, ob se gutt oder schlecht fir de Klima schaffen. An dat ass fir eis u sech Quatsch, hat ech schonn eng Kéier gesot.

Sou, lo hunn ech gemengt, ech hätt den Här Minister richteg verstanen, wéi wann hie wéilt eng Propos op den Dësch leeën. Elo hunn ech awer d'Madamm Presidentin esou verstanen, wéi wa mir jo déi lescht Kéier scho festgehalen hätten, datt wann eng Propos do wär, Dir averstane wäert, fir se ze analyséieren. Dat geet eis net duer. Mir fannen, datt de Ministère u sech d'Daten huet, d'Fakten huet vun der Landwirtschaft, déi ee kann analyséieren.

Ech hunn déi lescht Kéier och – do wëll ech och drun erënneren – gefrot, wéi iwwerhaapt d'Emissioune gerechent ginn. Ech konnt do keng Äntwert kréien. Wann ech net weess, wéi d'Emissioune berechent ginn, da weess ech och net genau, wéi eng theoreetesch Hiewelen ech muss upaken. Wëssenschaftlech wéisst ech et vläicht, mee ech weess awer net, ob déi an der Berechnung dra sinn.

Also ass et eiser Meenung no um Ministère, hei eng Propos op den Dësch ze leeën, mat Krittären, fachleche Krittären, novollzéibare Krittären, déi am Prinzipp dann och d'Zil hunn, d'Emissiounen ze reduzéieren.

Duerfir, wann ech elo d'Interpretatioun vun der Madamm Presidentin gesinn, da sinn ech net averstane mat der Ännerung. Den Här Minister wollt eppes soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Da ginn ech direkt dem Här Minister d'Wuert. Den Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Jo, Merci, Här President. Also, wéi mer dat schonn ofgeschwat hunn, déi Diskussioun leeft jo souwisou. Et ass dat, wat, mengen ech, d'Madamm Burton och wollt soen, datt mer an der Kommissioun schonn op déi Artikele 6 a 7 agaange sinn an datt d'Diskussiounen natierlech net ofgeschloss sinn. Dat ass evident.

A mir als Landwirtschaftsministère hunn iwwerhaapt kee Problem, déi wëssenschaftlech Analysen, déi wëssenschaftlech Evaluatioune mat do op den Dësch ze leeën. Iwwregens ass och an der Kommissioun festgehale ginn, datt mer dat souwisou géife maachen. An ech selwer hunn nach gefrot, a wat fir engem Zäitraum mer dat solle maachen. Dat heescht, am Kader vun deem Gesetz, wou mer elo d'Analys maache mam Projet de loi, wäert dat honnertprozenteg kommen. An et ass am Fong dat, wat Dir gefrot hutt an dëser Motioun, wat mir hei wëllen ënnerstëtzen.

Dat heescht, „analyser" déi Artikele 6 a 7, „voire à reformuler", wann déi wëssenschaftlech Krittären dat net erweisen. A mir hunn aner Donnéeë jo dran, wou eng aner – wéi soll ech soen? – Iwwerleeung matafléisst, fir datt mer d'Emissiounswäerter erreechen. Da sinn – an dat hunn ech och an der Kommissioun schonn e puermol gesot, dat hunn ech och ëffentlech gesot – natierlech déi Artikele 6 a 7 do net a Stee gemeesselt. D'Zil ass, datt mer d'Emissiounswäerter erreechen, an ech hunn elo keen héieren, keng politesch Partei, déi d'Ziler vun den Emissiounswäerter a Fro stellt.

Also musse mer dorobber schaffen, an et ass dat, wat mer och an der Kommissioun wëlle maache par rapport zu deem Projet de loi. Dofir sinn déi Artikelen och drakomm, fir datt déi Diskussioun declenchéiert gëtt. Dat ass amgaangen, gemaach ze ginn. Mir hu jo och an der Kommissioun festgehalen, op jidde Fall hutt Dir dat festgehalen, datt mer och d'Avisen ofwaarde vun deene verschiddene Beruffsorganisatiounen, vun der Landwirtschaftskummer. An da géife mer op de Wee goen, déi Analys hei natierlech och ze presentéieren, och déi Zuelen ze presentéieren. An et ass richteg, wat der sot: Et muss ee jo och e Krittär hunn, wou een dorobber kënnt. Duerfir géif ech proposéieren ...

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Landwirtschaftsminister. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Also hei, ech hunn einfach eng kloer Fro. Ass de Ministère oder d'Majoritéit ... Mengt d'Majoritéit, well ech riichte mech jo net un Iech, datt de Ministère soll an deenen nächste Wochen eng nei Propos op den Dësch leeën, mat Krittären, fachlech novollzéibare Krittären, wéi een déi Emissiounsziler kann erreechen, wa mer um Prinzipp vun den Autorisatioune festhalen? Also eppes, wat déi theoreetesch Unzuel vun Aarbechtskräften, déi ee brauch, fir Kéi ze halen, asetzt, fir dat elo mol einfach kloer ze soen.

Ass d'Majoritéit bereet, mat op dee Wee ze goen, fir dat an deenen nächste Wochen op den Dësch ze leeën als nei Diskussiounsbasis fir d'Baueren an net ofzewaarden, bis datt d'Avisen alleguer do sinn? Dann ass och den Avis vum Staatsrot do an da muss et op eemol séier goen an dann ass erëm alles ze spéit. Also mir hätte gär elo nach eng Diskussioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Landwirtschaftsminister.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Also ech wëll deenen anere Fraktiounen hei näischt virschreiwen, mee et ass dee Wee, op dee mer ginn. Mir musse jo fir d'éischt déi Analys nach eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren, d'Zuelen diskutéieren, wéi mer op déi Emissiounswäerter kommen, déi Ziler kënnen erreechen. An do gehéiert natierlech och eng Analys vun den Artikele 6 a 7 derbäi. Déi kënnt Dir jo elo net ausschléissen.

Ech hunn an der Kommissioun gesot, wa besser Proposen do wären, wa se méi praktikabel wären, wa se ëmsetzbar wären, da wären d'Artikele 6 a 7 och net a Stee gemeesselt.

An da kënne mer natierlech och an eng aner Richtung goen, wat d'Erhalen ... oder vun den Emissiounswäerter, wat dat einfach weiderdreift, datt mer och déi Trajectoire geännert kréien. Dat wësst Der, haaptsächlech Ammoniak, par rapport zu plus 8 %, datt mer op Minustrajectoirë kommen, wat am Interêt vun den Emissiounsziler ass.

Et ass am Fong dat, wat Dir proposéiert, Madamm Hansen, domadder hunn ech absolutt kee Problem.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo. Ech mengen, den Här Minister seet ganz bewosst dat, wat hie wëll soen. An et ass net dat, wat ech gären hätt.

(Hilarité)

Well ech hätt gären, datt vum Ministère aus Propose kommen. Ech hat der gesot. Ech hat gesot, d'Besatzdichte kéint e Facteur sinn. Ech hat gesot, d'Fudderautarkie kéint e Facteur sinn. Ech hätt gären, datt de Ministère véier, fënnef Krittären als Propos op den Dësch leet an dann diskutéiere mer driwwer.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Madamm Hansen, ...

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo oder nee?

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | ... dat si jo déi Proposen, déi da kommen, déi dann analyséiert ginn. Mir kënnen net iwwer Propose schwätzen, déi net kommen. Vu wiem solle se soss komme wéi vum Ministère?

Mme Martine Hansen (CSV) | Et ass gutt.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Et ass jo op deene Krittäre baséiert, fir ...

Mme Martine Hansen (CSV) | Domat sinn ech averstanen.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | ... d'Artikele 6 a 7 ze maachen. Dofir ass dat doten ... mir si jo do beieneen. Dat doten ass ... natierlech komme Propositioune vum Ministère. A wann déi d'Strooss net halen, fir d'Emissiounswäerter ze erreechen, da komme

mer op déi heiten Artikelen zréck an da musse mer och déi Artikelen diskutéieren. Dofir ass et kloer, fir eis ass et wichteg als Ministère – an ech denken, och fir all politesch Partei, déi hei vertrueden ass –, datt mer d'Emissiounswäerter erreechen.

An dofir musse mer déi Krittären nach eng Kéier zesummen diskutéieren, fir déi Emissiounswäerter ze erreechen. Dozou gehéieren natierlech d'Zuele vum Ministère, mat alle pro Hektar, wéi Dir se scho genannt hutt, an esou weider. Dat gëtt do presentéiert. Iwwregens ass dee Rendez-vous schonn intern beim Ministère fixéiert an dee gëtt der Kommissioun dann och weidergesot, fir eeben do en Datum ze fanne mat der Kommissioun, mat der Chamberskommissioun, wéi mer dat kënne maachen a wéi séier mer et kënne maachen.

Mee et wäert net op de Wee goen – déi Remark, déi Der gemaach hutt –, datt dann d'Avise vun de Beruffskummeren do sinn an esou weider. Ech hu schonn eng Kéier ëffentlech gesot: Och wann den Avis vum Staatsrot do läit, och wann d'Avise vun de Beruffskummeren do leien, datt déi fir d'éischt gekuckt ginn, ier dat Gesetz hei an de Plenum kënnt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Haagen.

Ech mengen, da kënne mer iwwert déi ëmformuléiert Motioun ofstëmmen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– rappelant les revendications que les agriculteurs ont formulées récemment lors d'une manifestation devant la Chambre des Députés, à savoir le respect de la souveraineté alimentaire, un renforcement des entreprises familiales, un développement en commun accord de la responsabilité écologique et une loi agraire offrant des perspectives réelles ;

– soulignant l'importance existentielle du secteur de l'agriculture pour la sécurité alimentaire des citoyens et la souveraineté alimentaire de la société ;

– soulignant que les jeunes agriculteurs ont besoin de perspectives réelles et concrètes ;

– soulignant par conséquent l'importance d'exploitations agricoles compétitives et durables ;

– rappelant que l'agriculture exprime une volonté certaine pour faire des efforts en matière de protection du climat,

invite le Gouvernement

– à analyser, voire à reformuler les articles 6 et 7 de la loi agraire en tenant compte de critères scientifiquement et techniquement justifiés et vérifiables, afin d'avoir, dans les semaines à venir, au sein de la Commision de l'Agriculture, mais avant tout au sein du milieu agricole, une nouvelle base de discussion pour la réduction des émissions.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien d'accord ass mat dem ëmformuléierten Text, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Une voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, déi vum Här Gilles Baum deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Auteur selwer.

M. Gilles Baum (DP) | Jo. Merci, Här President. Also wéi gesot, mir formuléieren hei nach eng Kéier d'Positioun vun der Majoritéit, och wat eng Réforme fiscale ugeet. An et ass virdrun do uewe vum Här Roth gesot ginn, d'DP géif bremsen. Dat passt vläicht an den Narrativ vun der CSV, ass awer mat Sécherheet net de Fall! Ech hunn et gëschter gesot. Ech kann et och gäre widderhuelen, an et steet och hei dran: „En cas de marge de manœuvre budgétaire suffisante" pake mer déi Saachen un, wat d'Entlaaschtung vun de Stéit ugeet, an och d'Aarbechten – dat steet hei dran – un enger grousser Steierreform.

Et huet elo kee Sënn, och haut de Moien net, iwwer eenzel Mesuren hei ofstëmmen ze loossen. Mee ech wëll hei nach eng Kéier ganz kloer fir d'Demokratesch Partei e Bekenntnis maachen, fir Upassungen an der Steiertabell ze maachen, wann de budgetäre Sputt do ass, fir d'Leit weider ze entlaaschten.

Wéi gesot, mir bekennen eis hei och weider zu den Investitiounen, zu engem ganz ambitiéisen Investitiounspak, zu den neien Technologien, awer och – dat ass ganz wichteg a mengen Aen – zur Preservatioun vun eiser Ëmwelt, zu weideren Investitiounen an e Logement, deen d'Leit sech kënne leeschten. Dat ass déi Motioun, déi vun de Majoritéitsparteien ausgeschafft ginn ass an déi mer Iech hei proposéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. An da freet den Här Gilles Roth d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Och merci dem Här Baum fir déi Explikatiounen.

Also mat de villen Tireten, déi hei an der Motioun stinn, kënne mir och d'accord sinn. Selbstverständlech ass och eng CSV fir eng Transition énergétique. Dat heescht ewech vun de Fossillen, wat Der hei wëllt, fir méi alternativ Energiequellen. Selbstverständlech si mir och fir Investissementer vun ëffentlecher Hand. Selbstverständlech, well ech mengen, dat ass eng wichteg Aarbecht, déi muss gemaach ginn, si mer derfir, dass een déi Recommandatiounen aus dem OCDE-Rapport iwwert d'Gestioun vun der Pandemie – wou jo gutt Saache sinn, et sinn der awer och, déi manner gutt sinn – muss an aller Transparenz an och ëffentlech kënnen diskutéieren.

A selbstverständlech hu mer awer gradesou e Problem mat der Kohärenz vun der Approche vun der Regierung engersäits an de Majoritéitsparteien anerersäits. Gëschter huet d'Madamm Backes, ons Finanzministesch, e Budget deposéiert. E Budget, ech ginn dervun aus, am Numm vun der Regierung virun allem an och gedroe vun der Majoritéit.

Ech liesen Iech just den Artikel 2 vun der Loi budgétaire vir. Et steet alljoers ëmmer dee selwechten dran zënter 40 Joer: „Les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2022 sont recouvrés pendant l'exercice 2023 d'après les lois qui en règlent l'assiette, les taux ou tarifs et la perception, sous réserve des dispositions des articles 3 à 8."

Wat heescht dat konkreet? Mee dat heescht konkreet, dass Der Iech mat dem Depot vun deem Projet de budget, wou ech jo dervun ausginn, dass d'Majoritéitsparteien deen do stëmmen, eigentlech op d'Weiderféiere vun dem Tariff aus dem Artikel 118 vun dem Gesetz iwwert d'Steiere gëeenegt hutt, dass d'Steieren och ab dem 1. Januar sollten no deem Tariff opgehuewe ginn. Éischtens.

Zweetens hunn ech héieren, dass weeder vun Ärer Säit, nach vun aneren Intervenanten, nach vun dem Staatsminister gesot gouf, dass eng „marge [...] budgétaire suffisante" do wier, fir eng Steierreform – sprich: an dësem Fall d'Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell – ze maachen.

Drëttens muss ech awer soen: Wann een e Budget enger Chamber virleet, ass dat, wéi wann een an enger Gemeng e Budget virleet, an do ass ee grousse Prinzipp – an ech kucken hei de President vun der Finanzkommissioun, de Professer an honorabelen Deputéierten André Bauler, wéi en ëmmer sou schéi seet –, dat ass d'„véridicité budgétaire", dat heescht d'Echtheet, d'Fiabilitéit, vun engem Budget. Ech ka mer awer schlecht virstellen, Här Baum, dass elo d'Finanzministesch esou e prekäre Budget dohinnergeluecht hätt, dass dee misst an deenen nächsten zwee, dräi Méint erëm op ganz anere Prämissen, op ganz anere Budgetszuele revidéiert ginn.

Duerfir huet een awer, contrairement zu enger Oppositioun, um Niveau vum Staat Dausende Beamten, sief dat vum Statec, sief dat vun de grousse Finanzverwaltungen, fir do richteg Zuelen an och richteg Aschätzungen ze liwweren.

Duerfir wier eis konkreet Fro: Wat fir eng Situation budgétaire kuckt Der? Déi dëst Joer, dat heescht, dat wier nach bis den Dezember? Sidd Dir da bereet, eventuell nach kuerzfristeg eng Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell virzegesinn? Oder spillt dat op d'nächst Joer? A wann et sollt op d'nächst Joer spillen, mee da muss ech soen, dann ass et awer e bësse Windowdressing – oder wéi seet een dat? –, eppes an d'Fënster gestallt, well dovunner hunn d'Leit net ganz vill, well déi kéint jo da fréistens 2024 a Kraaft trieden. Et sief dann, Dir géift jiddwereen entlaaschten.

A wann ech awer eenzel Intervenante vun de Majoritéitsfraktiounen héieren hunn, déi gesot hunn, et misst uewen dropgeschloe ginn, well breet Schëllere géife méi breet deelen, dat kënnt Der ganz einfach rechneresch net maachen. Dir kënnt net an engem Joer, och am Sënn vun der Previsibilitéit a gemääss dem Verfassungsprinzipp vun der Annualitéit vum Budget, einfach en cours de route esou „Verböserunge" virgesinn.

Dat ass dat, wat ech Iech dozou wëll soen. Dat heescht och am Kloertext, onofhängeg vun Ärer Äntwert ... et sief dann, dass Der mer bestätegt, dass nach dëst Joer virun dem Vott vun dem Budget eng Steieradaptatioun kënnt an déi d'Inflatiounsberengegung virhélt. Da kéinte mer eis Meenung revidéieren. Soss stëmme mer géint déi dote Motioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. D'Regierung wëll vläicht nach äntweren?

M. Fernand Etgen, Président | Si kënnen da vläicht duerno zesummen äntweren, well den Här Clement huet och nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Majo. Villmools merci, Här President. Mir soen och Merci fir deen Text hei. Et deet eis e bësse leed, datt mer en net virdru gesinn hunn, well et sinn e puer Saachen dran, déi mer am Prinzipp och kéinte matdroen. An et wär vläicht gutt, wann d'Regierungskoalitioun esou en Text wëllt proposéieren, datt een e virdrun als Oppositioun kéint kucken a vläicht wär et jo méiglech, sech op dat eent oder dat anert als konsensuellen Text ze eenegen.

Hei ass dat awer elo net de Fall. Mir ginn alt erëm eng Kéier gebieden, u sech eng Politik matzeratifizéieren, vun där awer bekannt ass, datt mer se net matdroen. Dat fänkt un, datt vun eis elo gefrot gëtt, datt mer sollen déi Indexmanipulatiounen aus der éischter Tripartite matdroen. Mir hu gesot: Mir maachen dat net, well mir eis zum Index bekennen.

Oder, wou et heiansdo ganz komesch ass, da gëtt gesot „notant", als wär dat eng Fatalitéit, datt d'Dette publique eropgeet vu 24,6 % op 29,5 % vum PIB. Ma do ginn eis d'Schudderen aus. Mir wëllen dat net!

An da kënnt hannendrun, an et ass bal witzeg: „relevant l'importance de poursuivre une politique budgétaire responsable." Ma wou ass déi, wann d'Scholden därmoossen an d'Luucht gedriwwe ginn? Wou ass déi „politique budgétaire responsable"? Mir si jo d'accord mat Iech: Et ass wichteg, esou eng ze féieren, awer dës Koalitioun weist jo, datt se et net mécht.

An da geet dat esou weider. Da solle mer dann och nach déi Transition énergétique ënnerstëtzen. Ma déi Transition énergétique, déi dës Regierung mécht, ass vu Fossill op Blackout. An dat ass eng, déi mir net matmaachen.

Wa mer vun Transition énergétique schwätzen, hätte mer gär e Konzept, deen d'Versuergungssécherheet vun eiser Gesellschaft garantéiert. Dat hu mer net. An dofir musse mer och, Här Minister Haagen, nach eng Kéier a Rou iwwert déi ganz Transitioun schwätzen, iwwert dat, wéi mir eis dat virstellen. Datt mer an den Detail gi vu Saachen. Op jidde Fall ass dee Wee, deen Dir huelt, fir Grimmelen och vun de Bauere sichen ze goen, fir Transitiounsziler ze erreechen, déi Leit ze dirängelen, fir eppes ze erreechen, wat schlussendlech näischt bréngt, sécher net dee Wee, dee mir géife recommandéieren. Kommt, mir diskutéieren eng Kéier am Fong, am gesamte Kontext a ganz seriö, wat mer kënne maachen. Awer, op jidde Fall, fir hei einfach eng Ënnerschréft, ...

(Interruption)

... fir hei einfach eng Ënnerschréft ze setzen ënner eng Regierungspolitik, déi mer all Dag mat Recht kritiséieren, dat maache mer sécher net!

Et ass schued. Wéi gesot, mir wäre prinzipiell bereet als ADR, iwwert dat eent oder anert mat Iech ze schwätzen, Pandemie an esou weider, et si wierklech e puer wichteg Saachen dran, mee leider ass d'Chance verpasst ginn, e Konsenstext hei ze proposéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Déi Motioun gesäit op den éischte Bléck ganz interessant aus. Ech mengen, dat hu meng Virriedner gesot. Et stinn eng ganz Rëtsch Saachen dran, wou mer och gëschter an der Ried gesot hunn, datt dat zoutrëfft. Déi meescht Constate si richteg. Et steet och näischt dran, wat kontrovers ass. Ech mengen, déi Zuelen, déi deelweis genannt ginn, dat sinn Zuelen, déi sinn ëffentlech bekannt. Wou et dann awer kontrovers gëtt, ass, wéi sou oft, bei den Invitten. An zwar fänke mer do domadder un, datt mer d'Regierung sollen invitéieren, d'Aarbecht fir eng Steierreform weiderzeféieren.

Ma ech hat geduecht, datt déi Regierung, déi elo néng Joer am Amt war, déi Aarbechte jo awer scho gemaach hätt, datt déi ... a wa mir als Oppositioun géifen d'Regierung invitéieren, esou Aarbechte weiderzeféieren, da géife mer gesot kréien: „Ma dat ass superfetatoire, well mir maachen dat dach souwisou." An hei stellt d'Majoritéit hirer eegener Regierung eng Motioun, déi u sech superfetatoire ass, well u sech huet d'Regierung jo am Regierungsaccord gesot, si géif dat maachen. Datt se also nach eng Kéier d'Invitatioun vun der Majoritéit brauch, fannen ech, ben, fir dat schéint Wuert ze soen, superfetatoire.

Dann, „à poursuivre ses efforts en vue de la préservation d'un environnement compétitif". Super. Och dat misst d'Regierung u sech all Dag maachen.

An da kënnt awer deen Invite, mat deem ech dee gréisste Problem hunn. Dat ass deen, wann dann eventuell eng „marge de manœuvre" wär, kéint een eventuell eng Steierreförmche maachen oder „mesures équivalentes".

Also ganz éierlech: Et ass d'Regierung, déi e Budget opgestallt huet. Et ass d'Regierung, déi sech hir „marge de manœuvre" siche geet an déi politesch Choixe mécht, wat hir méi wichteg ass, dat eent oder dat anert. An d'Regierung huet hire Choix gemaach, wéi se hire Budget hei deposéiert huet. An dee Choix kann een elo kritiséieren, wat warscheinlech zum Gros vun dëser Säit vun der Chamber gemaach gëtt, an et kann een deen applaudéieren, och wann een net domadder averstanen ass, wéi dat vu groussen Deeler vun där Säit vun der Chamber gemaach gëtt.

Mee schlussendlech huet d'Regierung hire politesche Choix gemaach, datt se keng Marge de manoeuvre wollt hunn, well soss hätt se Marge de manoeuvre fonnt. An elo d'Regierung ze invitéieren, awer eventuell nach „marge de manœuvre" ze fannen, wou se keng wëllt fannen, dat ass dann och superfetatoire, well et bréngt näischt. Dofir wäerte mir dergéint stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da freet d'Madamm Myriam Cecchetti d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Ouni elo op alles dat anzegoen, wat meng Virriedner scho gesot hunn.

Also dat éischt Wuert, dat mer agefall ass, war wierklech „superfetatoire". D'Majoritéit géisst d'Regierungspolitik hei an eng Motioun – dat schéngt elo ewell den neisten Trend ze sinn, ech weess net, wéi dat virun zéng Joer war, ob dat do och esou war – an da gëtt se vu wéinstens 31 Deputéierten hei matgestëmmt, vläicht ... Jo, voilà. An donieft sinn an dëser Motioun fir eis eeben och – an dat hunn d'Virriedner scho gesot – e ganze Koup Tireten, déi problematesch Elementer hunn, an dofir kënne mir dat hei absolutt net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Laurent Mosar), M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Max Hengel), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3, déi vun der ADR deposéiert ginn ass, déi freet, fir e Gesetzesprojet virzeleeën, deen d'Asetze vun enger parlamentarescher Kontrollkommissioun am Kontext vun de politeschen Iwwerwaachungsaktivitéite vun der Police freet. Den Auteur fir d'éischt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Merci, Här President. Ech mengen, et ass interessant, fir déi Saach hei nach eng Kéier an de Kontext ze setzen. Firwat hu mer déi Motioun hei tabléiert?

Et geet drëm, fir emol vläicht, och vum Här Staatsminister, ze héieren, wéi d'Situatioun wierklech hei ass am Land, an dann doriwwer ze kucken an dann eventuell och eng parlamentaresch Kontrollkommissioun anzesetzen, wat den Objet vun der Motioun hei eigentlech ass.

Ëm wat geet et? Mir wëssen, datt de SREL, de Geheimdéngscht – d'Regierungskoalitioun huet den L fir „Lëtzebuerg" ewechgelooss, mir behalen e bäi –, keng politesch Opklärung hei am Land géint politesch Parteien an esou weider mécht. Dat ass net Deel vu sengem Mandat. Dat gëtt also net gemaach.

Dann ass et awer esou, datt d'Police duerchaus eng Responsabilitéit huet an der Sécherheet hei, och wat déi bannenzeg Sécherheet vun eisem Land ugeet, an datt et domadder also och prinzipiell méiglech ass, politesch Aktivitéiten, am wäitste Sënn, ze kontrolléieren. Do gëtt et awer keng politesch Kontroll driwwer.

Do ass also e Spannungsfeld, dat sech kann opdoen. A mir denken, datt prinzipiell, wann eng politesch Kontroll ka gemaach ginn, dat war jo d'Argument, fir beim SREL och eng Kontrollkommissioun anzeriichten, da soll dat natierlech do gemaach ginn, wou politesch Opklärung ka gemaach ginn.

Et gouf eng Rei Questions parlementaires. Ech wëll hei kee Plagiat maachen. Dat waren d'Kolleege vun de Piraten, déi haten déi virun enger gewëssener Zäit gestallt. An do ass dann och gefrot ginn, ob d'Police esou Aktivitéite gemaach huet, an d'Regierung huet ëmmer geäntwert, ganz lakonesch, si kéinten aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn keng Detailer iwwer operationell Froe publizéieren. Dat ass aarmséileg!

Ech mengen, d'Fro, déi mir hei haut stellen, déi mir op jidde Fall haut stellen, ass: Gëtt et bei der Police eng politesch Opklärungstätegkeet géintiwwer politesche Parteien oder Politiker? Ass et déi ginn? A wa jo, wéi gëtt déi politesch kontrolléiert?

Elo kënnt Dir soen: „D'Justiz mécht dat", an esou weider. Jo, dat ass beim SREL och de Fall. Och do gëtt et Riichter, déi dat kucken. Och do gëtt et Beamten, déi d'Aktivitéite vum SREL kucken. Mee et gëtt och eng parlamentaresch Kontroll.

An déi Fro, déi mir eis eebe stellen ass: Wat ass hei an deene leschte Jore gekuckt ginn iwwer Aktivitéite vu politesche Parteien? Iwwer Politiker? A wéi gëtt dat kontrolléiert? Ass d'Regierung net och där Meenung,

wéi mir, datt, wann dat de Fall ass, och d'Politik muss mat e Wuert doriwwer ze schwätzen hunn an net nëmmen d'Regierung, déi dann awer eng Kompetenz iwwer gewëssen Deeler dovunner huet?

De Parquet zum Beispill ass nach ëmmer eng Administratioun vun der Regierung, och wann en onofhängeg ass. Dat diskutéiere mer hei net, mee et ass eng Administratioun. Mir hunn d'Police judiciaire, déi ass zum Deel och ënnert der Verantwortung vum Policeminister. Net nëmme fir d'Operatioune vun der Justiz. Do ass se dann net direkt ënnert sengem Kommando. Mee mir hätte gär eng Kloerheet an där doter Diskussioun: Wat gëtt et u politescher Opklärung hei am Land? An hu mir net e Recht als Politiker, och doriwwer informéiert ze ginn, amplaz gesot ze kréien, aus operatiounstechnesche Grënn kéint d'Regierung eis dat net soen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci, Här President. Här Kartheiser, ech weess net ganz genau, wat Der heimadder wëllt undeiten. D'Police iwwerwaacht jo keen einfach esou. Dir hutt et selwer gesot. Mir hunn e Code de procédure pénale. Mir hu kloer Richtlinnen, déi kloer definéieren, wat d'Méiglechkeete sinn. Déi si ganz enk encadréiert.

Et ass just den Untersuchungsriichter, deen hei Entscheedungen huele kann. An dat ass eng Decisioun, déi eleng der Justiz ënnerläit. An et ass och gewollt, dass d'Politik sech doraus eraushält.

Ech wéilt do awer och umierken, dass déi Aart a Weis, wéi Der déi Gedanken do weiderspannt, mer awer wierklech e bësse Suerge mécht. Dir hutt en Narrativ, wou Der am Fong geholl fir d'éischt dermadder ufänkt ze soen, dass Är Meenungsfräiheet ageschränkt gëtt. Ech hunn nach keen ee Beispill gesinn, wou Är Meenungsfräiheet ageschränkt gëtt. Dir hutt just Leit, déi net mat Iech averstane sinn. Mee Är Meenung konnt Der nach ëmmer soen.

Dir huelt dat elo op den nächste Level. An deen nächste Level ass elo hei esou unzedeiten, dass Der och nach vun der Police iwwerwaacht gitt. Vläicht hutt Der Iech e bësselchen ze vill a Richtung vun Äre Kolleegen an Däitschland orientéiert, dass Der do scho fäert, Dir géift vum Verfassungsschutz beobacht.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wat e Kabes!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dat ass iwwerhaapt kee Kabes. Dir hutt d'Recht ze soen, wat Dir wëllt. Dir hutt d'Recht, dat heiten ze deposéieren. An ech hunn d'Recht ze soen oder mir hunn d'Recht ze soen, dass mir déi doten Aart a Weis, wéi Der Ären Narrativ spannt, absolument net wëlle matënnerstëtzen. An domadder ass dat vun eis en Nee.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain.

M. Fred Keup (ADR) | Et si jo awer vill Grénger iwwerwaacht ginn ...

M. Fernand Etgen, Président | Dann hat den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup (ADR) | ... vum SREL an den 80er-Joren, ne?

M. Fernand Etgen, Président | Et ass um Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President, Dat ass eng ganz interessant Motioun. Ech beschäftege mech jo elo scho vill méi laang mat dem Theema Iwwerwaachung an hu séllege Question-parlementairen dozou der Regierung gestallt, och well eeben eis Fäll zougedroe gi sinn, wou awer bei Politiker zum Beispill E-Mail-Inboxen einfach emol gekuckt gi sinn. Déi Fäll huet et ginn. Et ass elo net, dass dat en abstrakt Konstrukt ass.

A just fir Iech eng Kéier allegeurten hei ze erklären: Dir 60 gitt all Dag iwwer eng Vorratsdatespeicherung iwwerwaacht! Dat heescht, rifft een Iech un, da gëtt dat gespäichert. Mir Deputéiert sinn do net ausgeholl. Et gëtt e ganz kloren Tracking vun eise politeschen Aktivitéiten. Et ka bei der Regierung novollzu ginn, wie wou mat wiem schwätzt. Mir hunn dee Quelleschutz, dee mer vum Geriicht zougesprach kritt hunn iwwert d'Urteel vum Gast Gibéryen deemools, als Deputéiert net garantéiert an dësem Land. Dat ass esou!

Mir gi weider esou iwwerwaacht wéi och déi aner. Mir falen ënnert déi selwecht Bedéngungen. An dat ass ee vun de ganz grousse Problemer, an dofir beschäftegen ech mech och scho ganz laang mat deem Theema.

Et ass och ni eng Äntwert komm, et konnt ni ausgeschloss ginn, dass net ee vun Iech, vun eis oder och op lokalem Niveau iergendwéi iwwerwaacht ginn ass. Dat konnt d'Regierung mer ni ausschléissen. An deementspriechend ass et och e bëssen eng Grozon, déi do matspillt. Et ass net en abstrakt Konstrukt, dass Politiker iwwerwaacht ginn. Ech brauch just Pegasus ze soen. Dat ass a Griichenland de Fall gewiescht. Jo, Dir kënnt elo „Ho" hei soen.

(Interruption)

Mir wëssen aus konkreete Fäll, dass och eis Police bei Politiker nogefrot huet, se souguer op Büroe geruff huet. Zu Réimech hate mer elo déi Geschicht, dat ass e bëssen eng aner gewiescht, wou jo do d'Oppositiounspolitiker an de Verdacht komm sinn, se géifen net do wunnen. Do ass d'Police dohinner geschéckt ginn. Wat ass erauskomm? D'Oppositioun war am Recht. Dee Gréngen huet missen demissionéieren, well en zu Gréiwemaacher wunnt an net zu Réimech!

Dat war och esou e politescht Spill, ...

(Brouhaha général)

... fir d'Police ze benotzen. Dat war och esou e politescht Spill, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... fir d'Police ze benotzen, fir Leit ze diskreditéieren.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Eng Ligen!

Une voix | Eng Ligen!

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir wësst also, mir Piraten ...

(Interruptions)

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, wien huet d'Wuert?

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Goergen huet d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... sinn der Meenung: Dat Theema muss opgeschafft ginn! Mir sinn net der Meenung, dass et iwwer e Gesetzesprojet sollt sinn, mee mir als Chamber sollten eis deem Theema eng Kéier serió unhuelen, a wann et muss iwwer eng Resolutioun geschéien, dass mer eng Kéier an engem Huis clos kucken, wéi mer eis Politiker selwer kënne besser schützen. Well weeder Är E-Mailen nach meng nach déi vun där ganzer Säit hei si geschützt, weeder Är Telefonater nach soss eppes. A mir si ganz kloer der Meenung: Wa mer e Quelleschutz fir eis Politiker wëllen, muss dat och fir de SREL a fir d'Police gëllen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Et ass eng Motioun, déi steet um Pabeier, mee si ass awer, éierlech gesot, politesch net anodin. Mir liewen an engem Rechtsstaat. A politesch Iwwerwaachungsaktivitéite ginn an engem Rechtsstaat net, weeder zu Lëtzebuerg nach an engem aneren europäesche Memberstaat! Dat geet net vun engem SREL, wou et gesetzlech ausgeschloss ass, an dat geet och net vun der Police.

Den zweete Punkt ass awer deen: Dat heescht awer net, dass d'Police, ënnert dem Contrôle vun der Procureure générale – ënnert där steet se – net dierft géint e Politiker als Privatpersoun ermëttelen, wann déi Elementer, déi am Code de procédure pénale virgesi sinn, nämlech „éléments susceptibles de pouvoir constituer une infraction", virleien. Dat ass den normale Prinzipp.

Wann also esou Enquêtë géint Politiker am wäitste Sënn vum Wuert sollte gemaach ginn oder gemaach gi wieren, dann hunn déi sech an eiser Optik, där vun der CSV, ëmmer missen a musse sech och weiderhin am Kontext vun de Reegele vun dem Code de procédure pénale beweegen. Mir hunn och keng Zweifel a mir hu Vertrauen an d'Justiz, dass dat och esou geschitt.

Sollt dat, an hei sinn eenzel Fäll ugedeit ginn, net ëmmer respektéiert ginn, ech mengen, dann ass et och esou: Da muss ee sech selwer riicht an d'Ae kucken an ech mengen, dass och do d'Regierung an der Verantwortung steet, an all d'Parteien heibannen, well mer dat net wëllen. Sollt iwwert dat Zil erausgeschoss ginn, da soen ech: Man nenne Ross und Reiter! Da ginn et zwou Méiglechkeeten: Entweeder et denoncéiert een dat beim Parquet, well dat net geet. Dann ass et eng Infraction pénale vun enger Autorité publique.

(Interruption)

Jo, dat ass esou. An zweetens, mengen ech, wann esou Virwërf sinn an et bréngt een dat an de politesche Plenum, jo, da muss een och do Ross und Reiter nennen. An an deem Fall wier et da gutt, wann d'Regierung am Interessi vu Land a Leit an am Interessi virun allem vun der Kredibilitéit vun der Politik géif déi Virwërf aus dem Wee raumen, wou ëmmer dat och soll stattfannen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Da ginn ech nach dem Här Policeminister d'Wuert.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Ouni nach eng Kéier alles ze widderhuelen, wat den Här Roth elo ausgefouert huet: Ech kann dat voll a ganz ënnerschreiwen. An ech ka mech net erënneren, dass ech jee an deene véier Joer als Policeminister konfrontéiert gi wär, fir iwwerhaapt eng Enquête ze lancéieren, well dat geet guer net a meng Kompetenz.

An et ass ganz kloer, mir sinn an engem Land – an ech hoffen, dass mer dat och hei nach wëlle bleiwen! –, dat d'Gewaltentrennung ganz héichhält, dass bei der Exekutioun vun der Police, wann eppes sollt virgefall sinn, dat ëmmer ënnert der Justizautoritéit soll sinn.

Mir hunn zwar – an dat ass eng grouss Debatt, déi mer ëmmer féieren –, mir hunn eng Police administrative, an déi ass ganz kloer cadréiert iwwert d'2018er-Gesetz. Déi kann net an eng Privatsphär eragoen, well dat ass en Tabu. An déi Diskussiounen hate mer wärend der Pandemie, wou eenzel Leit gemengt hunn, mir missten do och nach bei Leit eran. An alles, wat d'Police judiciaire ass, an d'Wuert seet

et jo – judiciaire –, leeft ënnert den Autoritéite vun der Justiz. Dofir weisen ech dat kategoresch hei zréck: Weeder de Policeminister nach d'Police ginn hei eegestänneg vir!

An da muss ech awer nach drop pochen: D'2018er-Gesetz huet nämlech eng aner Instanz mat erabruecht, nämlech d'IGP. D'IGP ass do, wann eppes sollt sinn, fir direkt kënnen ze intervenéieren an och déi néideg Kontroll kënnen duerchzezéien. D'IGP steet jidderengem op, wann eppes sollt sinn. An dann: Nenne Ross und Reiter! Da sollt effektiv do intervenéiert ginn. An da muss dat och iwwer eng Plainte goen, an dat geet iwwert d'Justiz, an déi sollen déi Enquête maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kox. An da kritt d'Wuert den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech wëll net allze vill nach drop agoen. Ech ginn dem Gilles Roth Recht, dass et eng politesch Iwwerwaachung an där Form net ka ginn, well se verbueden ass. An ech ënnerstellen der Regierung an deem doten Dossier net, datt se bewosst géif d'Gesetz briechen. An aneren Dossieren ënnerstellen ech hir wuel d'Vorratsdatenspeicherung, de Marc Goergen huet et gesot. Den EuGH huet schonn nees d'Vorratsdatenspeicherung an Däitschland kasséiert. Lëtzebuerg huet se nach ëmmer!

An de Risiko, an ech mengen, dat ass dat, wat wichteg ass un där Motioun hei, et geet net ... Déi Motioun selwer wäerte mer net matstëmmen, well et politesch Iwwerwaachung an där Form net gëtt. Da kënne mer och keng parlamentaresch Iwwerwaachungskommissioun maachen, fir déi ze kontrolléieren. Iergendwéi bäisst sech do d'Kaz an de Schwanz. Mee et ass awer esou, datt d'Rechter, déi d'Geriichter an och d'Verfassung den Deputéierten zouschwätzen an och de Ministeren, haut net ëmmer garantéiert sinn am Kader vun Enquêten, déi net onbedéngt d'Deputéiert betreffen.

Mir hunn e Quelleschutz. Trotzdeem, an de Marc Goergen huet et gesot, gëtt et eng Vorratsdatenspeicherung, wou, wann eng Enquête géint eis Quelle géif lafen, potenziell erausfonnt gëtt, datt se mat engem Deputéierten telefonéiert hunn oder SMSen ausgetosch hunn oder wou den Handy sech dee Moment befonnt huet. Doraus kann ee schléissen, datt een zum Beispill bei een op de Büro komm ass. Dat ka captéiert ginn, fonnt ginn an enger normaler Enquête an domadder kann de Quelleschutz indirekt ënnerlaf ginn.

Mir kënnen heibannen net ausschléissen, au contraire zum Europaparlament, datt mer, deen een oder aneren, mat Pegasus oder änlecher Malware infizéiert sinn. Firwat? Well d'Chamber, au contraire zum Europaparlament, kee Service offréiert huet, fir den Deputéierten, dee sech do Suerge mécht, ze encadréieren an ze begleeden.

A jo, d'Regierung huet a rezente Question-parlementairen och ëmmer erëm drop geäntwert, datt se nach ëmmer onsécher Kommunikatiounsmethoden, souguer ënnerteneen, benotzt, déi also och potenziell vun Drëtten iwwerwaacht ginn, net vum lëtzebuergesche Staat, mee och vläicht vun Drëtten.

Also, ech mengen, d'Theema ass immens wichteg, mee d'Motioun hei ass dee falsche Wee.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools. Da kritt d'Wuert den Här Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Merci, Här President, ech si frou, dass den Här Clement dat elo preziséiert huet, well ech muss Iech awer soen, dass d'Aussoe vu sengem Parteikolleeg ganz an déi aner Richtung gaange sinn. Dass Ënnerstellunge komm sinn, wéi wann hei zu Lëtzebuerg Policeiwwerwaachunge wieren. A souguer iwwer Gemengeconseilleren, dass déi e Privileeg hätten, oder dass eng Police emol net d'Aarbecht dierft anstänneg maachen hei. Ech si berouegt, wann elo hei säi Parteikolleeg probéiert huet, en ze retten, andeems e gesot huet: „Elo setzt eis net an den Eck, wou mer net méi erauskommen!"

(Interruption)

Mee bon, d'Haaptsaach, ech wëll Iech just drun erënneren, Här President, an ech muss dem Här Roth haut och op deem dote Punkt Recht ginn, dass mer en CIC (ndlr: Code d'instruction criminelle) hunn, den CIC ze respektéieren ass, dass mer hei zu Lëtzebuerg am Gesetz och d'Enquêten um Niveau vum SRE verbidden. An do ass jo och keng Fro gewiescht. Hei ass et jo d'Police gewiescht, an d'Police ass net eng Institutioun, déi einfach esou schafft. Déi mécht dat op Mandat, an dat ass vun der Justiz. An ech si frou, dass ech an engem Land wunnen, an deem net d'Chamber der Justiz seet, wat gutt ass oder wat net gutt ass bei den Decisiounen, déi si hëlt.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Staatsminister. Dann huet d'Madamm Myriam Cecchetti nach d'Wuert gefrot.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Wann ech héieren, wat heibannen alles esou diskutéiert gëtt, kéint een déi Motioun net einfach zréck an d'Kommissioun verweisen, datt déi am Fong kann driwwer diskutéieren?

(Brouhaha)

Nee? Okay.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Den Auteur kann d'Motioun zréckzéien. Duerfir ginn ech him d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | En hëlt d'Wuert, Här President – merci, wann Der esou léif sidd, mer et ze ginn –, awer net, fir d'Motioun zréckzezéien.

Ech wollt vläicht just soen, fir dat heiten nach eng Kéier kloerzestellen, datt dat elo net aus der Loft gegraff ass. Déi Fro, déi gestallt gouf, war dës: „Hunn d'Justiz an d'Police zënter 2013 am Kader vun enger Duerchsichung E-Mail-Boxe vu Politiker, Deputéierten, Gemengerotsmemberen, Leit mat Parteiämter a Kandidate fir d'Wale beschlagnaamt an duerchsicht oder op d'Vorratsdatespäicherung zréckgegraff?" Äntwert: „Aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn kënne keng Detailer iwwert d'Asetze vun deene Mesurë publizéiert ginn."

An da stellt ee sech Froen. An ech mengen, dat, wat mer hei eigentlech bezweckt hunn, a mir halen natierlech déi Motioun bäi, dat ass, eng Diskussioun unzestoussen. Ech mengen, mir haten elo en éischten Echange. Ech zielen elo déi Interventioun vun deene Gréngen net mat. Déi war e bëssen ënnert deem Niveau, dee fir e Parlament ubruecht ass.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mee déi aner Interventiounen, déi hei gemaach goufen, weisen awer, mengen ech, datt eng Prise de conscience do ass. Ech hunn dat och bei Kolleege vun anere Parteien hei gesinn. Et ass emol eng Prise de conscience, datt mer mussen doriwwer nodenken. An dat ass schonn, mengen ech, en Erfolleg an dëser Diskussioun.

Mir halen déi Motioun bäi, mir stëmmen elo driwwer of. Mir wëssen, si gëtt verworf. Awer ob et an der Saach falsch ass, ass eng ganz aner Fro. A mir sollten eis weider domadder beschäftegen.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

An da komme mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 3.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmmen, 53 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Paul Galles), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, MM. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten) et Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 4

Da komme mer zur Motioun Nummer 4, déi vum Här Kartheiser deposéiert ginn ass a wou d'Regierung gefrot gëtt, fir e Plang opzestellen, deen et soll erméiglechen, der Ukrain schnellstméiglech humanitär Hëllef zoukommen ze loossen. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. A merci och der ADR an dem Här Kartheiser fir déi Motioun.

Et ass och gutt, dass mer doriwwer geschwat hunn. Dir hutt an Ärer Interventioun doriwwer geschwat, ech mengen, nach anerer sinn op déi Thematik agaangen. Et ass effektiv esou, dass d'Ukrain nach ëmmer dréngend Hëllef brauch, net nëmmen, a mir schwätze vill vun der militärescher Hëllef, mee et gëtt heiansdo vergiess, dass d'Ukrain och nach humanitär Hëllef brauch.

An obwuel ech eigentlech mat der Iddi hannert där Motioun averstane sinn, muss ech Iech awer soen, dass ech wäert proposéieren, déi Motioun net unzehuelen, well ech hunn dat elo nogefrot, a wann Der wëllt, kann ech Iech dat herno och weisen, dass Lëtzebuerg sech absolutt net brauch ze schummen, wat déi humanitär Hëllef un d'Ukrain ugeet.

Wann ech den Total huelen, komme mer wäit iwwer 8 Milliounen, déi bis elo, an och stänneg nach ëmmer, un d'Ukrain gaange sinn. A Lëtzebuerg participéiert och un internationalen Organismen, wou dann, wann erëm international Demande kommen, Lëtzebuerg

och matmécht. Déi iwwer 8 Milliounen, déi deele sech quasi hallef-hallef op: D'Hallschent, dat sinn direkt Finanzhëllefen, an déi aner Hallschent, dat ass dat, wou mer och driwwer rieds haten, dat si Contributions en nature. Do sinn zum Beispill och 50 Tonnen derbäi, déi fir d'Brandbekämpfung geduecht sinn, oder och nach eisen emergency.lu oder nach Covidtester, déi gebraucht goufen.

Ech wëll net soen, dass déi Motioun iwwerflësseg ass, mee ech wëll net, dass den Androck entsteet, d'Lëtzebuerger Regierung hätt missen op déi heite Motioun waarden, fir der Ukrain humanitär Hëllef zoukommen ze loossen. Dat huet se bis elo gemaach an dat mécht se och weider.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An da geet d'Wuert un den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll just soen, datt ech hei net liesen, datt an dëser Motioun e Reproche wär, datt d'Regierung nach net humanitär Hëllef geliwwert hätt. Ech liesen dat hei just als Opfuerderung, fir nach zousätzlech humanitär Hëllef an engem Wanter, dee fir d'Ukrain ganz, ganz schwéier gëtt, ze liwweren. An deem Sënn kënne mir mat där Motioun d'accord sinn.

Ech wëll awer just hinzufügen, dat ass éischter meng oder eis Remark, ech wëll hei awer elo och net esou verstane ginn, wéi wann dat heite soll déi eenzeg Hëllef sinn, déi Lëtzebuerg liwwert. Mir musse selbstverständlech humanitär Hëllef liwweren. Mee mir sollen och weiderfueren, militäresch Hëllef ze liwweren a Waffeliwwerungen ze maachen, déi d'Ukrain och néideg huet, fir datt dee Krich an déi Richtung geet, an déi mer alleguer wëllen, datt e geet, a wéi et absolutt néideg ass fir déi fräi Länner, datt e soll higoen. Dat ass meng Remark, déi ech wëll dozou maachen. Et ass net exklusiv, mee mir stëmme se mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Also, mir stëmmen déi Motioun hei och mat. Well effektiv, hei steet net dran, datt d'Regierung näischt gemaach huet. Den Här Cruchten huet eis elo opgezielt, wat alles scho gemaach gouf, wat mir alles scho gemaach hunn als Lëtzebuerger Land. An dat ass jo natierlech ganz gutt. Hei steet eeben, datt et wier, fir nach méi effikass duerch den Hierscht an de Wanter ze kommen. An dat heiten, wéi gesot, dat seet net, datt d'Regierung näischt gemaach huet. Et seet just, datt mer elo solle kucken, wat an Zukunft ganz séier muss gemaach ginn. An et ass net, well se vun der ADR kënnt, datt ee muss dergéint sinn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | O, merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President.

(Interruption)

D'Motioun kléngt jo op den éischte Bléck ganz sympathesch. Et muss een natierlech bei där heiter Motioun de Kontext dovunner kucken. D'Partei, déi sech géint Waffeliwwerungen ausschwätzt, déi sech ëmmer erëm fir Friddensbeméiunge mat Russland ouni Viraussetzungen ausschwätzt, déi sech och géint Sanktioune positionéiert, déi sech net en faveur vun der territorialer Integritéit vun der Ukrain ausdréckt, kënnt elo an deposéiert eng Motioun, datt d'Regierung soll en unilaterale Plang ausschaffen, fir d'Ukrain ze ënnerstëtzen.

Ma ech hunn, souwäit ech dat aus mengen Echangen, déi ech mat ukraineschen Deputéierten hunn, matkritt, datt d'ukrainescht Vollek ganz gutt weess, wat et brauch an dat och iwwert déi passend Kanäl ganz gutt un déi national Regierungen, déi him hëllefen, transportéiert, a et dat och meeschtens kritt. Wa se Waffe wëllen, kréie se Waffen iwwert de Ramstein-Format. Wa se Geld brauchen, kréie se Geld, zum Beispill iwwert de Format vum IMF, deen haut ass. Wa se humanitär Hëllef brauchen, da kréie se déi och haut schonn. An ëmmer dat, wat se wëllen a wat se brauchen, an net dat, wat mir mengen, datt mer et wëlle lassginn.

An dann hunn ech einfach d'Gefill, datt, wa mer déi heite Motioun stëmme géifen, mer der ADR e Persilschäi gi fir dat, wat se hei déi lescht Wochen a Méint an der Ukrain-Fro ofgeliwwert huet. Mir stëmmen dergéint.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. D'Wuert geet zréck un den Auteur, den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also, heiansdo, Här President, verstinn ech, datt d'Leit mat der Politik frustréiert sinn. Dat kann een heiansdo verstoen. Well stellt Iech elo emol vir, wat elo hei geschitt ass: Den Här Cruchten kënnt aus der Ukrain zréck, war elo dräi Deeg ënnerwee, fir e puer Stonne kënnen do ze sinn, wat ech wierklech respektéieren. Et ass e Gest, an dat ass wierklech fir hien och net einfach gewiescht. En huet dat op sech geholl.

E kënnt zréck an e seet eis alleguer: „D'Ukrain brauch Ambulanzen! D'Ukrain brauch Pompjeesween!" Also supplementaire, well dat feelt. Dat feelt jo, soss hätt en eis et net gesot. An da soe mir: „Dat ass eng gutt Saach. Dat wëlle mer ënnerstëtzen." Och wa mer op anere Saachen net d'accord sinn, soe mer: „Kommt, mir maachen dee Gest. Mir gräifen dat op, wat den Här Cruchten seet, a mir maachen dat. En humanitäre Gest."

Gutt. Dat war eigentlech deen eenzege Gedanken, dee mer haten. Mir sinn natierlech net d'accord mat enger Regierung, déi 72 Milliounen – bis elo! – u Waffe geliwwert huet an 8 Milliounen un humanitärer Hëllef. Eng kloer Disproportioun an eisen Aen! Do hunn anerer eng aner Meenung. Déi respektéiere mir. Mee respektéiert wannechgelift och, datt eise Wee net deen do ass. Awer am Humanitären, am Humanitären, am elementar Mënschlechen, an der Solidaritéit, dat wollte mir och ganz kloer weisen, do si mer enger Meenung. Mir mussen deene Leit, déi elo virum Wanter stinn, hëllefen, well déi brauchen eis Hëllef. Humanitär!

An datt dann hei Politik domadder gemaach gëtt a gesot gëtt: „Jo, mee Waffeliwwerungen", oder wéi den Här Clement elo do seet, „Persilschäin" ... Et geet eis net drëm. Et geet eis drëm, datt mer de Leit hëllefe mat méi wéi deenen 8 Milliounen, déi bis elo gemaach gi sinn (veuillez lire: déi mer bis elo ausginn hunn). Wou ass do de Problem?

Datt dëst Parlament dat refuséiert, do muss ech soen: „Ech schumme mech schonn dofir." Awer mir ...

(Brouhaha)

... stëmme fir humanitär Hëllef. Mir loossen déi Leit net am Stach. Mir hu vun Ufank un an dësem Krich déi Positioun vertrueden, datt mer friddensorientéiert sinn, datt mer selbstverständlech humanitär Hëllef wëllen, datt mer selbstverständlech fir Friddensverhandlunge sinn. Hätte mer dat gemaach, wäre mer net do, wou mer haut stinn. Frot emol, kuckt d'Kaart vun der Ukrain, zielt déi Doudeg! Da wësst Der, datt eis Positioun op jidde Fall net vun näischt ass!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Da komme mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 4.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 27 Jo-Stëmme géint 32 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Paul Galles), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mmes Cécile Hemmen, Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 5

Da komme mer elo zur Motioun Nummer 5 vun de Piraten, wou et ëm e Steierkreditt fir déi Alengerzéiend geet. Wie wëllt nach zu dëser d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech muss soen, dass ech eppes hei net verstanen hunn, respektiv et ass och vläicht komesch formuléiert: „Eng Léisung auszeschaffen, déi et erméiglecht, fir den elengerzéiende Steierzueler de Montant vum CIM automatesch ofzehalen". Et geet jo éischter drëm, dass se e sollen automatesch ausbezuelt kréien.

(Interruption)

Loosst mech vläicht meng ... Voilà, Dir maacht de Constat vun deem, wat och gëschter gesot ginn ass, dat heescht, dass de Montant eropgeet op 2.500 Euro, an dat bis zu engem Joresgehalt vu 60.000 Euro brutto. 2.500 Euro hunn oder net hunn. Ech mengen, dass dat schonn e substanzielle Montant ass.

Dir frot hei, de CIM misst explizitt beim Depot vun der Steiererklärung ugefrot ginn a vill Persoune wéissten net, wéi dat géif goen. Si wësse vläicht net, wéi et geet, well se nach ni eng Steiererklärung hu misse maachen, vläicht well se ënner engem Seuil leie respektiv si wëssen net, dass et dee Crédit d'impôt iwwerhaapt gëtt. Wa se net wëssen, wéi dat geet, ech mengen, dann ass et un eis alleguerten, déi mer heibanne sinn, fir deene Leit, déi an de Genoss kéinte komme vum Crédit d'impôt, ze soen, wéi et funktionéiert.

Ech hunn e bësse Méi gehat, fir elo och Kontakt ze kréien, fir eng Ausso hei kënnen ze maachen. Ech krut gesot, dass d'Steierverwaltung dat doten net automatesch kéint accordéieren, well se de Leit hir individuell Situatioun à défaut de déclaration – à défaut de déclaration! – net géif kennen. Familljesituatioune kënnen änneren, ännere jo stänneg. Dat selwecht gëllt och fir d'Frontalieren. Mat där Ausso géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzedroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. Da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, als Éischt emol: Ofzehalen, dat kann ech dem Här Baum ganz einfach erklären. Wann e Patron um Enn vum Mount e Paiziedel ausstellt, dann huet een do eng ganz Rëtsch Steieren, déi schonn abehale ginn. Dat nennt een dann d'Retenue sur traitement et salaire. Dat ass net par voie d'assiette, mee dat ass déi Zeil, fir déi, déi an der Cofibu derbäi sinn, wou direkt d'Steieren erhuewe ginn. Déi iwwerweist de Patron dann och direkt un d'Steierverwaltung. Dat sollt en op alle Fall maachen. A mir wëllen, datt dat eebe wéi aner Crédit-d'impôte fonctionéiert, wéi zum Beispill de Crédit d'impôt sur salaire social minium, deen automatesch applizéiert gëtt, deen de Patron also vun de Steieren, déi e vun der Pai ofhält, schonn nees ofhält. Esou fonctionéiert e Crédit d'impôt. Deen hält ee vun de Steieren, déi een ze bezuelen huet, of.

An datt dat net automatesch soll goen! Mir sinn eis bewosst, datt et keng Léisung ass, déi ee muer mat engem Fangerschnipse kann ëmsetzen. Et geet eis drëm, d'Steierverwaltung ze invitéieren, genau eng Pist auszeschaffen, wéi et geet. Zum Beispill kéint ee sech virstellen, datt een en Deel vum CIM géif automatesch applizéieren op Demande, wann ee seng Steierkaart kritt, well et kann een en zum Beispill op der Steierkaart ufroen – dat mussen d'Leit awer wëssen! –, da kritt een en och schonn am Laf vum Joer applizéiert.

Well am Moment steet am Gesetz, an ech zitéieren: „Le crédit d'impôt monoparental est accordé sur demande aux contribuables résidents et non-résidents assimilés rangés en classe d'impôt 1a." De Problem ass eebe grad deen: Et gëtt Leit, grad Monoparentallen, déi an der 1a sinn, déi sinn ënnert de Seuilen, wou se mussen eng Steiererklärung maachen oder en Dekont. Dat heescht, déi maache keng, an déi mussen och keng maachen, kënnen also dee Kreditt guer net op hirer Steiererklärung ufroen. Obwuel et fir si interessant wär, obwuel hir Steiererklärung hinne géif 2.000 Euro bréngen.

Mee et kann dach net allen Eeschtes sinn, datt mer soen: „Hei gëtt et eng Mesure, déi exzellent ass an déi mir als Piraten ënnerstëtzen, a si gëtt net applizéiert, well et der Verwaltung ze komplizéiert ass, e Wee ze fannen, datt d'Leit automatesch mat all Mount Salaire scho géifen hiren Deel kréien, anstatt eréischt e Joer méi spéit mat hirer Steiererklärung."

Well dat ass deen zweete Problem: Wann ech den CIM ufroen, da kréien ech en eréischt mat mengem Dekont vun der Steiererklärung e Joer drop. Mir wëssen alleguerten, wéi enk grad Alengerzéiender – mat 40 % Risque de pauvreté, dat däerf een net vergiessen! – am Moment hir Keese musse beieneen halen. An do stellen ech mer dann awer vir, datt mer déi Mesure net nëmmen annoncéieren, mee datt mer d'Mesure och direkt applizéieren an e Wee fannen. An dofir invitéiere mer d'Regierung och just, e Wee ze fannen, fir datt d'Leit déi 2.000 Euro undeeleg all Mount kréien an net mussen iwwer e Joer waarden, bis se déi Suen am Portmonni gesinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. D'CSV-Fraktioun stëmmt dës Motioun mat aus engem generelle Prinzipp. D'Politik decidéiert, wat d'Contributioun vun der eenzeler Persoun, dem eenzele Stot zum Fonctionnement vun engem Staat soll sinn. Dat decidéiert d'Politik. Da mussen d'Leit och déi Contributioun à sa juste valeur zréckkréien. Dat heescht am Kloertext: Wa mir decidéieren, dass Steiererliichterunge solle kommen, dann däerf et net de Parcours du combattant sinn, dass deen, deen averti ass, an de Genoss vun deene Steiererliichterunge kënnt, an deen, deen dat net kann, vun deene Steiererliichterunge kee Profitt huet. Dat zielt net nëmme fir dee Crédit d'impôt hei, dat zielt och fir aner Crédit-d'impôten.

Dat zielt och fir vill aner Chargen, déi Leit, déi e bëssen eppes wësse mat de Steieren unzefänken, kënnen ofsetzen. Zum Beispill Charges extraordinaires, wou awer ganz vill Leit am meeschten dervu kéinte profitéieren, zum Beispill wa se e Krankheetsfall an hirer Famill hunn. Et ass net jiddwereen, dee weess, dass en ab engem gewëssene Seuil ka seng – wéi heescht dat? – Dokteschrechnungen ofsetzen, dass en d'Bréller kann ofsetzen, dass d'Kontaktlënsen oder d'Hëllefen, déi ee brauch um Niveau vun den Zänn, steierlech kënne geltend gemaach ginn. Dat wëssen d'Leit net dobaussen. An d'Steiergerechtegkeet verlaangt, dass dat, wat d'Politik decidéiert, och um Niveau vu Steiererliichterungen, dass jiddwereen an de reelle Genoss dovu ka kommen, ouni administrativen Opwand.

A wann d'Politik hei decidéiert, fir dee Steierkreditt – wat mer eng gutt Saach fannen – ze erhéijen, muss d'Politik respektiv d'Verwaltung, déi hannendru steet, ëmsou méi dann och kucken, dass d'Leit an de Genoss vun deene Steiererliichterunge kommen. An duerfir fanne mir déi Motioun hei an der Rei a mir stëmme se mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An da geet d'Wuert un den Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Jo. Merci, Här President. Och d'ADR schléisst sech deenen zwee Virriedner voll a ganz un.

Fréier hu mer emol eng Kéier gesot: „Nul n'est censé ignorer la loi." Mee hautdesdaags musse mer awer d'Realitéit gesinn, datt souguer Leit, déi Studie gemaach hunn oder eng Première hunn, net méi duerchgesinn duerch deen Dschungel vu Paragrafen a vu Virschrëften a vu Steiererklärungen.

An do wollt ech ganz allgemeng eng Bemierkung maachen. Wann Der Iech de Formulär ukuckt, fir déi Steiererklärung ze maachen, deen ass wierklech, wierklech komplizéiert ze handhaben. An dat wier och emol en Denkustouss fir eng wierklech Simplification administrative – net fir d'Administratioun, mee fir den Administré –, datt mer do e Formulaire kréichen, dee weesentlech méi kuerz a weesentlech méi intuitiv wier. Zu Singapur maacht Der Är Steiererklärung online op zwou Säiten. An ech denken, wat déi fäerdegbréngen, kënne mir als „digital heroes" och fäerdegbréngen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech schléisse mech och menge Virriedner un. Mir stëmmen dat hei och, well mir begréissen déi Initiativ. An déi kéint een effektiv och nach op ganz aner Kreditter oder Hëllefen applizéieren. Mir hunn et jo ëmmer gesot, och d'Allocation de vie chère an d'Energieprimm, dat ass alles vill ze vill komplizéiert fir d'Leit. Ganz vill Leit maachen déi Demanden net, wëssen et och net. An dat kann net de Wee sinn. Wann d'Leit eppes zegutt hunn, solle se et och kënne ganz onbürokratesch kréien. An dofir, wéi gesot, stëmme mir dat hei mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da freet den Auteur nach eng Kéier d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo. Merci, Här President. Ech hunn esou d'Gefill, datt d'Argumenter vun déser Säit d'Majoritéit nach net iwwerzeegt hunn, vläicht och wéinst der Impossibilité matérielle, fir un d'Madamm Ministesch ze kommen. Ech kéint, als Alternativ zu engem Vott haut, well dat Theema mer awer wierklech um Häerz läit, och domadder liewen, wa mer dat doten nach eng Kéier an d'Kommissioun géife verweisen an et do géifen traitéieren an dann zréck géife kommen. Well ech géif et wierklech schued fannen als politescht Signal, dat haut ofzeleenen, wou et awer eppes ass, dat de Leit 2.000 Euro am Portmonni méi géif bréngen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

Wien ass d'accord, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

(Négation)

Nee. Dat heescht, de Vott gëtt gefrot iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion 5

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun.

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Also ass et net, well se d'Ministesch net erreechen!

M. Fernand Etgen, Président | Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 28 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Félix Eischen), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Dan Biancalana), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Motion 6

Da komme mer zur Motioun Nummer 6, wou gefrot gëtt, den Undeel vun den Zënsen, déi een op sengem Prêt kann ofsetze fir dat, wou ee selwer dra wunnt, ze verduebelen. Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Och hei hunn ech probéiert, e puer Informatiounen eranzekréien.

An der Steierreform vun 2017 ...

(Interruption)

2017 gouf et iwwregens eng Steierreform, an an der Steierreform vun 2017 ass de Montant, deen ee konnt ofsetzen, vu 1.500 op 2.000 Euro eropgaangen. Dat mécht fir eng Koppel mat zwee Kanner 8.000 Euro d'Joer, déi ee kann ofsetzen, plus alleguerten déi aner Hëllefen, déi een am Beräich Logement ka kréien. Den Déchet fiscal vun dëser Mesure ass 100 Millounen Euro am Moment. Dat heescht, wa mer dat géife verduebelen, géif dat eropgoen op en Déchet fiscal vun 200 Milliounen Euro.

Dat hei ass een Element, een Element an der Steierpolitik. An ech mengen, mir waren eis eens, op alle Fall op dëser Säit, dass mer net sollten iwwer isoléiert Mesuren hei allkéiers am Plenum ofstëmme loossen. A wann dat doten en Element ass an eng Richtung, déi mer wëlle goen, da sollte mer dat maachen am Kader vun engem Gesamtpackage. An dofir proposéieren ech och hei menger Fraktioun, déi hei Motioun net matzedroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. De Gilles Roth huet genau dat hei gefrot gehat am Juli bei der Steierdebatt. Ech hunn et e Mëttwoch och nach eng Kéier gefrot gehat, well et extreem wichteg ass. Déi jonk Leit, déi e Prêt ophuele fir en Haus, déi lafen net ganz wäit mat dem Plaffong, deen elo do ass. A mer hu gesot: „Dee Plaffong musse mer endlech un d'Realitéit upassen." An d'Realitéit ass, wéi gesot, relativ krass um Marché vum Logement.

A mir si schliisslech net schizophren a mir stëmmen dat do mat. Ech wëll awer just soen: D'Majoritéit seet, si wéilt keng eenzel Mesuren. Dir hutt och eng eenzel Steiermesure am Logement proposéiert, an déi hutt Der gëschter am Budget proposéiert.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Da geet d'Wuert un den Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Jo. Merci, Här President. Mir als ADR stëmmen dat doten och mat, well et och an déi Richtung geet vun deem, wat mir denken. Et muss een einfach soen: Et gouf virdru geschwat vun der Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, déi kal Progressioun, déi e Fait ass, egal ob ee se elo direkt kann oder wëllt ofschafen oder net, mee d'Zënsen, dat gëtt e risege Problem, déi lafen de Leit elo fort. Ech mengen, jiddereen, deen ee Prêt huet, krut elo Bréiwercher vu senge jeeweilege Banken, datt d'Mensualitéite mussen ugepasst ginn. Dat heescht, dat dote gëtt en enormen Ausgabeposten. An do kéinte mer wierklech déi Leit, déi sech et konnte leeschten, en Eegentum unzeschafen, substanziell entlaaschten, wa mer géifen dat Duebelt vun den Zënsen ofsetzbar maachen. Duerfir si mir als ADR fir dës Motioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An da geet d'Wuert un d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Mat dem Risiko, erëm hei ausgebut ze ginn, mee ech fannen, dat hei gehéiert ...

(Interruptions)

Dat hei gehéiert, denke mir, an eng Kommissioun, fir do seriö driwwer kënnen ze diskutéieren. Well ee grousse Problem gëtt heimat net geléist, dat ass deen, datt vill jonk Leit iwwerhaapt kee Prêt kréien, well op de Banken och do hierrësseg Zomme verlaangt ginn, déi se mussen op der Säit hunn! An dat hei gehéiert dann an eng ganz global Diskussioun. A mir wiere wierklech frou, wann dat kéint an enger Kommissioun gekläert ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den Auteur, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Wéi déi lescht Steierreform gemaach gouf, waren d'Zënse substanziell méi niddreg. Et konnt een op 30 Joer mat engem Duerchschnëttstaux vun 1,8 léine goen, wann ee ganz wéineg Eegekapital matbruecht huet. Wann een zu deem Taux geléint hätt op 30 Joer, hätt een, op 30 Joer gesinn, bei enger Millioun Prêt – a mir mussen eis näischt virmaachen, dat ass eng realistesch Zomm, déi een hautdesdaags zu Lëtzebuerg muss léinen! – 295.000 Euro op 30 Joer un Zënse bezuelt.

Wann een eng Koppel ass, kann een an där nämmlechter Zäit 80.000 Euro steierlech geltend maachen, e gudde Ratio, wann een nach e Kand hat oder zwee, dann ass een op bis zu 160.000 Euro eropkomm, soudatt een iwwert d'Hallschent vu sengen Zënsen op 30 Joer konnt geltend maachen.

Haut, bei engem Zënssaz, deen d'Courtierë bei 3,75 % gesinn, also e bësse méi wéi duebel esou héich, sinn d'Zënsen net nëmmen duebel esou héich ginn, well et gëtt jo en Zënseszënseffekt, mee si sinn e bësse méi séier geklommen, op 665.000 Euro op 30 Joer. Dat heescht, am Schnëtt eppes iwwer 20.000 Euro d'Joer, wann een dat lineär géif opdeelen.

Gläichzäiteg huet sech awer an deene leschte fënnef Joer op deem heite Volet näischt gemaach. D'Bréiwer sinn elo dëse Mount erausgaangen, den 1. Oktober, mat den Zënshaussë vun den Taux-variabelen. A wann d'Regierung eis seet, et géife keng eenzel Steiermesurë gemaach ginn, da stellen ech mer awer d'Fro, wat dann den État de la nation an och d'Budgetspresentatioun gëschter Moien – jo, gëschter Moien – war. Well d'Héije vum Crédit d'impôt monoparental, dat ass eng eegestänneg Steierreform, Mesure, wéi och ëmmer Der et nennt. An dat heite wär och eng cibléiert Steiermoossnam, déi géif ukommen.

A wa mer tatsächlech kéinte mat 100 Milliounen Euro d'Joer d'Leit entlaaschten, déi däitlech méi belaascht ginn, déi 500 Euro de Mount deelweis elo méi musse bezuelen, dann hätte mer eppes gemaach, wat direkt d'Kafkraaft vun de Leit géif stäerken. An dofir hu mer déi Motioun hei och matbruecht.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

Da kéime mer elo zum Ofstëmmen iwwert d'Motioun Nummer 6.

Vote sur la motion 6

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Dan Biancalana), Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 7

Da komme mer elo zur Motioun Nummer 7, wou gefrot gëtt, fir d'Méiglechkeet auszeschaffen, fir de Loyer bis zu engem bestëmmte Plaffong kënne vun der Akommessteier ofzesetzen. Wien hëlt nach d'Wuert zu dëser Motioun? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Jo. Merci, Här President. Déi Motioun ass jo eng Motioun, déi am Fong e bëssen an d'Richtung geet vun där anerer. Hei géif ech drop hiweisen, dass et eng Subvention loyer gëtt – ech gesinn de Wunnengsbauminister elo bei eis sëtzen –, déi awer substanziell ass. Eng Famill mat zwee Kanner kann do bis zu 400 Euro de Mount geltend maachen. Ergo gesinn ech elo net wierklech an, firwat dass mer sollen de Loyer bis zu engem gewëssene Plaffong kënnen ofsetzen. D'Leit, déi Problemer hunn, de Loyer ze bezuelen, déi kréien hei vum Staat gehollef. Ech gesinn elo net an, firwat dass mer hei nach eng Mesure niewendru sollen aféieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. Den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Dat klëngt sympathesch, mee d'Fro stellt sech awer: Wat soe mer dann deene Leit, déi an hirem eegenen Haus wunnen? Well déi bezuele jo och dann e fiktive Loyer. An Dir wësst, dass fréier een iwwerhaapt kee Plaffong hat, fir op sengem eegenen Haus Scholdzënsen ofzesetzen. Ech mengen, dat hei geet an eng Richtung, an déi sollt een et och iwwerleeën. An den Här Clement huet keng falsch Beispiller genannt. Wann d'Leit ëmmer méi Niewekäschten hu fir hir Wunneng am generelle Sënn vum Wuert, sief dat de Loyer, sief dat, fir en Eegenheem ze finanzéieren, mengen ech, misst een deem och steierlech aneschters Rechnung droen, wéi dat war an enger Zäit, wou mer elo iwwer eng Dosen oder méi Joren niddreg Zënsen haten. Mee déi hei als eenzel Moossnam, domat kënne mer net averstane sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Dann d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. An ech sinn nach ëmmer der Meenung, genau wéi bei der Motioun 6, datt dat hei och an déi Kommissioun gehéiert, fir driwwer kënnen ze diskutéieren, datt déi zwou Saache matenee hätte missen diskutéiert ginn.

Bon, wa se elo gestëmmt gëtt, enthale mir eis, well hei keng Staffelung eeben dran ass a well nëmmen déi, déi eng Steiererklärung maachen, dann och hei betraff sinn. An en gros ass et esou: De Marché verseet, an de Staat hëlleft alt erëm. Dat kann et jo net sinn!

Nach eng Kéier: Et wier gutt, wann an där Kommissioun iwwert déi do Saache geschwat géif ginn. Mee méi kann ech och net dozou soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An dann ass et um Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Jo. Merci, Här President. Ech hunn elo grad eng Lanz gebrach fir d'Vereinfachung vun der Steiererklärung. An dozou gehéiert, datt mer net ufänken, iergendwelleche Konsum steierlech ofsetzbar ze maachen, Kleeder, Iessen. Well mat deem selwechten Argument kéint ee soen: „Ma all Mënsch brauch wéinstens 500 Euro de Mount fir ze iessen, elo däerf en déi vun de Steieren ofsetzen. All Mënsch brauch esou vill fir Kleeder, da kann en dat vun de Steieren ofsetzen. All Mënsch brauch esou vill fir ze hëtzen", och eng weesentlech Saach, „da kann en dat ofhalen." Mir kënne wierklech a fundamental net ufänken, Konsum steierlech ofsetzbar ze maachen.

Et kéint een elo soen, an dat ass jo och déi sympathesch Iddi hannert de Piraten hirer Propositioun: Wéi kënnen déi eng Zënsen ofsetzen an déi aner de Loyer net? Den Ënnerscheed zu den Zënsen as: De Loyer ass eng Ausgab, an d'Zënse ginn op eng Verméigensbildung, dat heescht, mer fërderen als Staat do d'Verméigensbildung vum Eenzelnen, och eppes, fir dat ech ëmmer eng Lanz gebrach hunn. Mir als ADR sinn nach ëmmer der Meenung, datt all Mënsch, deen hei am Land schafft, sech muss kënnen eng Wunnecht leeschten, eng eege Wunnecht leeschten. Dat sollt d'Zil si vun der Politik.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo. Also ganz kuerz. D'Subvention loyer mat enger steierlecher Mesure gläichzestellen, ass, mengen ech, onéierlech an deem Sënn, datt et keng steierlech Mesure ass, mee et ass eng Subventioun, esou wéi mer och aner Hëllefen hunn. Mir sinn erëm am Zenario, datt ee se muss ufroen. Dat ass net onbedéngt trivial.

Ech kommen awer ganz konkreet op d'Mesure, déi mer hei fuerderen, zréck. De Proprietär vum Gebai, deen d'Wunneng oder d'Haus verlount, deen däerf d'Zënse vu sengem Prêt, déi hie geholl huet, fir dat Haus oder dat Appartement ze finanzéieren, zu 100 % géint de Revenu vum Loyer urechnen. En huet en Amortissement accéléré. Do kënnt elo eng Reform, mee certes.

Mir hunn zu Lëtzebuerg déi kokass Situatioun, datt mer steierlech dovunner ausginn, datt en Appartement manner Wäert gëtt, wat et méi al gëtt – dofir hu mer den Amortissement; dat ass d'Definitioun vun Amortissement, léif Kolleeginnen a Kolleegen –, wärend mer awer an der Realitéit um Wunnengsmaart gesinn, datt d'Präisser nëmmen an d'Luucht ginn – och am Existant! Also muss ech mer heiansdo d'Fro stellen ... an dat hunn ech och am Juli hei scho gesot, datt déi ganz Logementssteierpolitik misst op de Leescht geholl ginn.

(Interruptions)

An dann ze soen, Loyer wär e Konsum, dat ass, wéi ze soen: „En Daach iwwert dem Kapp ze hunn ass esou wéi an de Kino ze goen a sech dobäi kënnen eng Tut Popcorn ze kafen." Wunnen ass e Mënscherecht a mir sollten et och deementspriechend an all eise Gesetzer berücksichtegen.

A wat dann d'Argument vun eise Kolleeginne vun déi Lénk ugeet, datt dat hei nëmmen déi Leit géif touchéieren, déi eng Steiererklärung maachen: Da briechen ech haut eng Lanz dofir, datt jidderee soll mindestens en Dekont maachen, mindestens de Formulaire 163 soll maachen an areechen, well jiddweree kritt u sech eppes erëm, wann en och nëmme kann eng Assurance geltend maachen. A wann et nëmmen 10 Euro sinn, dann huet et sech nach gelount, fir 10 Euro e PDF op guichet.lu auszefëllen.

Also deementspriechend kann ech nëmmen eng Lanz derfir briechen, datt dat heiten och jiddweree géif betreffen. Mee mir stinn hei op verluerenem Posten. Mir hale se awer bäi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

Da komme mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 7.

Vote sur la motion 7

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 2 Jo-Stëmmen, géint 55 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 7 est rejetée par 2 voix pour, 56 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Claude Wiseler), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Paul Galles), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch (par Mme Francine Closener) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Domat ass dëse Punkt ofgeschloss.

Mir géifen da lo nach zum Projet de loi 7748 kommen, deen d'Gestioun an d'Verwaltung vun der Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte an der Nationallotterie upasst. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeleucht. A Rapporter vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Simone Beissel.

4. Ordre du jour

(Interruption par M. Gilles Roth)

Den Här Gilles Roth freet d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Mir wëssen ëm d'Engagementer vum Staatsminister. Wier et méiglech, iwwert dee Projet de loi hei de Mëtten ofzestëmmen?

M. Fernand Etgen, Président | Dat geet.

M. Gilles Roth (CSV) | Ok.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Da soen ech Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

Da kommt, mir maachen d'Diskussioun elo de Moien awer?

(Assentiment)

Jo, jo.

5. 7748 – Projet de loi modifiant la loi du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale

Ech géif dann d'Wuert un déi honorabel Madamm Simone Beissel ginn.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Mme Simone Beissel (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi 7748 gëtt d'Gesetz vum 22. Mee 2009 iwwert d'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte an d'Loterie Nationale completéiert an adaptéiert.

Ier ech elo op déi verschidde Punkten aginn – et ass u sech e klengt Gesetz –, wëll ech awer, an Dir wësst, ech maachen dat ëmmer ganz gär, dësen Text a säin historesche Kontext setzen.

Also, d'Oeuvre ass Enn vum Zweete Weltkrich 1944 gegrënnt ginn. D'Madamm Pierre Funck-Gindorff aus dem Neiduerf – ech ginn dervun aus, dass dat d'Funcke-Brauerei war – war déi éischt Presidentin vum Conseil d'administration. Si war secondéiert vu lauter dichtege Männer: dem Tony Neuman, dem CEO vun der Croix-Rouge, dann den Direktere vun der ARBED. Do waren d'Häre Loesch, Kaufmann a sou weider. Lauter Nimm, déi Der kennt. Notabilitéiten och aus der Medezinn, wéi de berüümten Dokter René Koltz. Déi hunn dee Conseil d'administration gemaach.

Här President, déizäit: Vill Dierfer hei zu Lëtzebuerg waren zerbommt. D'Land war an engem ganz schlechte wirtschaftlechen an demografeschen Zoustand. Ganz vill Existenze waren zum Groussdeel oder souguer komplett zerstéiert. Gebeidelt duerch de Krich ware vill Leit op d'Hëllef vu baussen ugewisen.

Parallell zu der Grënnung ass du gesot ginn: „Jo, mee wou kréie mer dann elo Geld hier?" Well, wéi gesot, et war 1944. Dunn ass en Appell gemaach ginn, an d'Grande-Duchesse Charlotte huet dat och matgedroen, fir Geld ze sammelen. Et ass e Spendenopruff gemaach ginn un d'Leit. D'Leit si gefrot ginn, fir een Dagesloun ze spenden. An d'Unions professionnelles, dat waren haaptsächlech awer d'Arbeitgeeberuniounen, déi hunn all gesot kritt: „Hei, hëlleft eng Contributioun ze maachen. Mir mussen eebe Geld sichen."

A parallell, wéi gesot, no der Grënnung ass och direkt mam Ausland geschafft ginn, soudass d'Oeuvre sech

do direkt mat auslännesche Fongen, déi schonn existéiert hunn, zesummegedoen huet. Et ass eng risege Kranz opgebaut ginn, eebe just, fir d'Finanzéierung an alles dat hinzekréien.

Et waren och e ganze Koup Lëtzebuerger Auswanderer am Ausland. Déi hunn och déi Initiative matgedroen, soudass sech dat alles zesummefonnt huet.

Dat schonn also wärend dem Krich.

Mee all déi Aidë ware wëllkomm. A lues a lues huet d'Oeuvre se zesummegefouert. Si huet se och zum groussen Deel erëm op Lëtzebuerg zréckbruecht, fir dass dat hei konnt kanaliséiert ginn.

Kommt, mir huelen eis dat emol eng Kéier kuerz vrun Aen. An ech mengen, den Ukrain-Krich, dee mécht dat erëm vu grousser Aktualitéit. Do waren e ganze Koup Leit – Lëtzebuerger – am Krich geflücht. En anere Koup Leit, déi waren a KZ-Gefaangeschaft. Anerer waren zwangsrekrutéiert. Si sinn rapatriéiert ginn an hir Heemecht: op Lëtzebuerg. Well Dir wësst, do war e ganze Mouvement, deen och dee ganze Rapatriement organiséiert huet. An da komme se hei un ouni iergendeppes! Keen Hab a Gutt, keen Ënnerdaach, keng Wunnecht. Si stounge virum absolutten Näischt.

Vill vun hinne waren natierlech och an engem ganz schlechte gesondheetlechen Zoustand. A si haten iwwerhaapt kee Wak, fir sech an iwwerhaapt och fir hir Gesondheet Hëllef ze sichen. Dofir war et extreem wichteg, dass déi Oeuvre gegrënnt ginn ass. Déi huet ugefaangen deemools, a si fiert och nach haut virun, ganz ville Leit ze hëllefen.

Doniewent, wësst Der, do war och déi ganz Organisatioun vum Dommage de guerre. Den Dommage de guerre, wat jo u sech eng staatlech Hëllef war, huet et awer net fäerdegbruecht, fir alleguerten d'Situatiounen och finanziell ofzedecken. Dat heescht, et waren ëmmer e ganze Koup Häertefäll do. Dofir war et och esou wichteg, dass déi Oeuvre dee Moment konnt intervenéieren.

Interessehalber, fir eis alleguerten: 2021 huet d'Oeuvre nach ëmmer aacht Krichsaffer supportéiert!

Här President, no der Grënnung vun der Oeuvre ass dann dat Joer drop, den 13. Juli 1945, d'Loterie nationale gegrënnt ginn. Natierlech mam But, dass déi Lotterie sollt direkt agesat ginn, fir eeben der Oeuvre finanziell Mëttelen ze beschafen, notamment fir hir philanthropesch Missiounen.

Deemools wéi haut ass also d'Oeuvre eng solidaresch ganz wichteg Hëllefsstruktur, déi ganz vill Projete säit där ganzer Zäit an nach haut ënnerstëtzt. Et sinn dat Projeten an all de Secteuren, zum Beispill: Sozialwierker, Ëmwelt – si sinn intervenéiert bei de groussen Iwwerschwemmunge vun de leschte Joren –, Kultur, Gesondheet, Sport, an awer och d'Memoire, déi ganz Geschichte mam Krich, wou se ëmmer hëlleft.

Zréck zum Projet de loi 7748. Ech hunn am Ufank gesot: E gëtt adaptéiert a completéiert. Wat heescht dat? Wat ännert?

D'Haaptzil vum Projet de loi ass eebe just, d'Administratioun an d'Gestioun vun där Oeuvre un d'Aktualitéite vun haut ze adaptéieren. Dëst um Niveau vun der Gréisst, vun der Envergure vun der Oeuvre, déi extreem gewuess ass an de leschte Joren. A wann ee vun Envergure a Gréisst vun engem Organ schwätzt, dann ass et automatesch, datt den Arbeitsvolume parallell natierlech och wiisst. An dofir war et néideg, fir eeben d'Organisatioun/d'Gestioun ze straffen.

Zum Inhalt: De Projet 7748 huet u sech nëmmen dräi Artikelen. Mee wéi gesot, et ass jo d'Basisgesetz vun 2009, dat adaptéiert gëtt.

Elo der Einfachheet halber, fir Iech direkt ze soen, wat dann nei ass, fänken ech direkt u mam Artikel 2. Ech fueren eng Kéier anescht wéi normal.

Am Artikel 2 gëtt en neit Organ gegrënnt. Dat ass eng Direktioun, déi eebe just soll hëllefen, d'Gestioun/d'Administratioun ze verbesseren. Dës Direktioun setzt d'Decisioune vum Conseil d'administration ëm. Si mécht d'alldeeglech Aarbecht a fonctionéiert natierlech ënnert der Kontroll vun dem Verwaltungsrot.

Déi Direktioun gëtt direkt vun zwee Direktere besat. Ech hunn Iech gesot: Op där enger Säit hutt Der d'Oeuvre, déi aner Säit hutt Der d'Loterie Nationale – dat huet dee Moment och Sënn gemaach. Et gëtt also een Direkter agesat mat philanthropesche Missiounen, an en zweeten Direkter fir eeben d'Loterie Nationale.

D'Direktere kënne komme souwuel aus der Fonction publique – mussen awer dann e Congé sans traitement huelen – wéi aus dem Secteur privé. Firwat dat? Dir wësst ... oder ech soen Iech et elo, dass d'Oeuvre en Établissement public ass. An dee ganze System vum Personal funktionéiert op privatrechtlecher Basis. Dat heescht, déi zwee Direkteren, egal vu wou se kommen, kréien e privatrechtleche Kontrakt op Basis vun eisem Aarbechtsgesetz vun 1989, wéi et modifizéiert ass. An et si Kontrakter à durée indéterminée.

Et ass nëmmen een Amendement komm an dësem Projet de loi. En Amendement, deen och Sënn mécht. Dee beinhalt just, dass déi zwee Direktere mat Voix consultative kënnen un de Reunioune vum Verwaltungsrot deelhuelen.

Dann zréck op den éischten Artikel. Den éischten Artikel, dee mécht Adaptatiounen um Niveau vum Conseil d'administration, an haaptsächlech Adaptatioune legistescher Natur. Et geet drëm, dass de Conseil d'administration d'Tabell an de Klassement vun de Poste fir d'Gehälter vum Personal fixéiert.

Dann, wichteg – an dofir soen ech och dem Staatsminister Merci fir seng éiweg Hëllef bei der Oeuvre, an och senge Virgänger alleguerten –: Um Niveau vun der Tutelle, déi jo vum Premier- a Staatsminister ausgeféiert gëtt, leet de Conseil d'administration net nëmmen den Organigramm vun där ganzer Oeuvre dem Staatsminister reegelméisseg vir, mee awer och d'Konditiounen an d'Modalitéiten, wéi d'Direktere solle bezuelt ginn a wéi déi solle fonctionéieren.

An et ginn och nach dräi Pouvoire vum Conseil d'administration an dësem Text erweidert a verstäerkt, fir déi wierklech méi an de Vierdergrond ze bréngen:

De Verwaltungsrot kann d'Direkteren engagéieren an entloossen a si an hirer Gestioun an der alldeeglecher Aarbecht kontrolléieren. Dat ass ee vun de Pouvoiren, dee consacréiert gëtt.

Dann doniewent: Dir wësst och eng Oeuvre huet mat Momenter Problemer mat Leit dobaussen. D'Oeuvre kritt hei d'Recht, fir eebe juristesch Aktiounen ze maachen, all Aart, an och Transaktiounen, déi am Interêt vun der Oeuvre sinn.

An dann dat wichtegt Zitat – mee dat kennt Der alleguerten –, dat ass, dass de Conseil d'administration iwwert d'Politique générale vun der Oeuvre decidéiert. Dat heescht, d'Eligibilitéit vun den Dossiere fir ze kucken: „Wat gëtt zréckgehalen? Wat maache mer dermat?"

Also ganz wichteg: Mat dësem Text gëtt d'Plénipotence de décisions vun dem Conseil d'administration consacréiert, erweidert a verstäerkt.

An dann nach kuerz zum drëtten Artikel. Dat ass eppes, wat u sech technescher Natur ass. Dir wësst, et geet an eisem System ëm d'Réviseur-d'entreprisen, déi do kontrolléieren. An do ass elo bäigesat ginn: d'Réviseur-d'entreprisen hei fir d'Oeuvre – et gëtt sech net méi op d'Gesetz vum 1984 baséiert, mee op e Gesetz vun 2016, wat iwwert d'Profession de l'audit geet. Dat heescht, do gëtt u sech just eng technesch Adaptatioun gemaach, wat eeben d'Revisioun vun den Entreprisekontrolle vun der Oeuvre ugeet.

Zu den Avise vum Staatsrot a vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi konstruktiv waren – wéineg ze beanstanden –, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech elo zum Schluss kommen, wéi ëmmer e grousse Merci den Damme Carole Closener a Christine Fixmer, awer och de Beamte vum Staatsministère, déi gehollef hunn, dass mer dat do schnell géifen iwwert d'Bün kréien. Ech soen och dem President an de Membere vun der Institskommissioun (ndlr: Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle) en häerzleche Merci fir hir konstruktiv Aarbecht an Iech alleguerte fir d'Nolauschteren an ech bréngen hei mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech soen der Madamm Rapportrice Simone Beissel Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner.

An dat ass den honorabelen Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech soen och der Madamm Beissel villmools Merci fir hir Explikatiounen a fir deen detailléierten historeschen Exkurs, dee se eis gemaach huet.

Jiddwereen, dee sech a sech am soziale Liewen, am kulturelle Liewen, am sportleche Liewen oder an Ëmweltassociatiounen erëmfënnt, weess, wéi een d'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse brauch, well se oft ënnert d'Äerm gräift, well se oft hëlleft. An dat ass eng Roll, déi haut a sech net méi ewechzedenken ass.

A wann een effektiv d'Envergure kuckt, déi déi Oeuvre haut kritt huet – dat si méi wéi 50 Employéen, et si méi wéi 100 Milliounen Euro, déi alljoers doriwwer lafen –, dann ass et evident, datt een och ganz gutt muss oppassen, datt d'Gouvernance an datt d'Struktur ordentlech fonctionéieren an datt mer sécher sinn, datt dat alles esou effikass an esou einwandfrei iwwert d'Bün geet, wéi dat bei esou engem Organismus muss goen.

Dofir kënne mer mat deenen zwee Prinzippien äntweren, déi am Fong d'Gouvernance, d'Essenz vum Gesetz hei sinn. Op där enger Säit fir ze soen, datt de Conseil d'administration e Bureau exécutif kritt, deen am Fong d'Aarbecht da besser, anescht ka maachen, an op där anerer Säit, datt mer och eng Direktioun verduebelen – mat engem Direkter fir déi philanthropesch Ugeleeënheeten an engem fir d'Loterie Nationale –, datt mer dat äusserst sënnvoll fannen a selbstverständlech kënnen eisen Accord dozou ginn.

Mir haten eng Rei Diskussiounen an der Chamber, notamment iwwert de Statut vun den Direkteren, wéi se sollen, wa se aus dem Service public kommen, agestallt ginn, respektiv wa se aus dem Secteur privé sinn, wéi dat alles soll fonctionéieren.

Déi Froe sinn awer geléist ginn an deem Sënn, datt d'Äntwerten, déi mer vun der Regierung kruten, och fir eis satisfaisant waren. Et ass e Régime privé. An déi Leit, och wa se aus dem Secteur public kommen, kommen an de Régime privé eran a ginn natierlech

och selbstverständlech dann esou behandelt. Dat selwecht gëllt natierlech och fir d'Durée vun de Mandater, wou mer, wa mer dem Droit privé ënnerleien, natierlech och mussen ënnert d'Reegele vum Droit privé falen.

Mat deenen Explikatioune ware mer zefridden an der Kommissioun selwer. Dofir kënne mer dësen Text och matdroen a selbstverständlech dann och matstëmmen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo. Merci, Här President. Merci virun allem der Rapportrice fir hiren detailléierte Rapport an och deen historeschen Ausbléck, dee se eis gemaach huet.

Ech wéilt natierlech net op d'Wichtegkeet zréckkommen – dat ass gewosst. Et ass och gewosst, dass mer dës gesetzlech Adaptatioun brauchen.

Ech wéilt awer vläicht op eppes zréckkommen, an zwar, wat och vu mengem Virriedner gesot ginn ass: Et sinn nei Erausfuerderungen, déi elo op d'Oeuvre zoukommen. Dat war och scho virun enger Partie Jore gewosst. An dunn ass eebe just eng Etüd an Optrag gi gi vum CEPS/Instead, déi eigentlech eng Enquête gefrot huet, souwuel am associative Milieu wéi och an der ziviller Gesellschaft, fir genee ze kucken, wou dann elo méi a méi Besoine géife bestoen a wou d'Oeuvre kéint asprangen, well et eeben net vun der Action publique kéint couvréiert ginn.

Et huet sech erausgestallt, dass een hätt kënnen och an dësem Gesetz e bësse vun deem méi nationalen Erofdeklinéieren éischter an de lokalen oder an de regionalen Domän … Dat sinn eventuell Suggestiounen, déi ee fir d'Zukunft nach kéint berücksichtegen.

Wat een och net däerf vergiessen eebe just am Kontext vun der finanzieller Ënnerstëtzung, dat ass, dass d'Oeuvre jo vun der Loterie Nationale matfinanzéiert gëtt. Hei muss ee ganz gutt oppassen, dass grad d'Lotterie hir Plaz hei zu Lëtzebuerg muss behalen. A firwat net drun denken, fir e legale Monopol eventuell ze schafen?

Glécksspill ass eng Aktivitéit, déi och zu enger schlëmmer Sucht ka féieren. Dofir muss een derfir suergen, dass d'Eethik vum Glécksspill an och d'Reegele vun engem verantwortungsvolle Spiller net aus den Aen däerfe verluer goen.

Mee, wéi gesot, de Gesetzesprojet ass e ganz néidegen a legislative Prozess. An dofir si mer natierlech bereet, fir dat heite mat zwou Hänn ze ënnerschreiwen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt dem Simone Beissel merci fir d'Ausféierungen an och den Historique vun der Oeuvre. Mir reegele mat dësem Text … Mir ginn der jëtzeger Situatioun, déi de facto besteet, eng gesetzlech Basis. Déi gesetzlech Basis ass néideg – d'Virriedner hunn et gesot. Mat esou vill Geld, dat geréiert gëtt, mat esou ville Projeten, déi geleet ginn, brauch een eng effikass Direktiounsstruktur an e Fonctionnement tëscht dem Verwaltungsrot an der Direktioun.

Doropshi ginn ech dann och kloer den Accord vun der grénger Fraktioun, fir dass mer d'Oeuvre kënne méi effikass maachen.

Mee wat mécht d'Oeuvre fir de Moment? D'Simone Beissel huet et erwäänt: Mer hunn e Kontext gehat nom Krich, wou Solidaritéit gefrot war, fir an där Gesellschaft Gelder ze beschafen.

D'Oeuvre huet sech an deene leschte Jore massiv entwéckelt. An ech wéilt drop hiweisen, dass d'Oeuvre eng Stëmm ass, e Mëttel ass, déi an der Lëtzebuerger Gesellschaft fir Solidaritéit steet, d'Solidaritéit fërdert, an dat och nach haut. Mir haten en Nokrichskontext.

Ech gi just op ee Projet an: 2015 war de ganze Programm mateneen opgeluecht ginn. Do huet d'Oeuvre wierklech an d'Gesellschaft eragelauschtert. Wat war lass? Mir hunn eng Flüchtlingskris gehat. 120 Projeten huet d'Oeuvre – do gesitt Der d'Ausmooss vun der Gestioun vun deene Projeten –, déi verlaangen, dass een do Manpower a Womanpower huet, fir dat ze maachen.

Et ass nämlech mat deene Projete matenee gekuckt ginn, déi Leit zu Lëtzebuerg kënnen opzehuelen, dass jiddereen eng Plaz kritt – dat steet och esou an hirem Selbstverständnis vun der Oeuvre – an dass jiddereen autonom ka staark ginn zu Lëtzebuerg, egal wou en hierkënnt, ob en hei gebuer ass oder ob e bei eis komm ass, well en huet misse flüchten oder soss aner legitimm Ursaachen hat.

Dat heescht, d'Oeuvre wierkt als eng Startup-Hëllef fir alléiglech Initiativen, déi an eiser Gesellschaft sinn, fir ze kucken, dass mer an eiser enorm komplexer Situatioun, déi mer hunn zu Lëtzebuerg, mat eiser Demografie, mat eise Migratiounsproblemer, dass mer déi Gesellschaft vun haut kënne virbereeden op déi Gesellschaft vu muer, dass mer alleguerten eis Plaz do fannen. E Projet par tous pour tous. Well et ass net d'Fro: Wien ass deen aneren a wie sinn ech? Ech kann haut deen anere sinn an ëmgekéiert (veuillez lire: Ech kann haut deen een a muer deen anere sinn). Mir gehéieren zesummen an där Gesellschaft.

An d'Oeuvre seet ganz kloer: „de […] soutenir une émulation nationale collective", dass mer dat hei zu Lëtzebuerg maachen. Dat si mer der Oeuvre … Dat ass d'Wierkung vun der Oeuvre, déi doduerch och eng ganz Partie Mëttelen all deene Benevolle gëtt, déi sech hei am Land staarkmaachen.

Déi Benevoll brauchen och eng Formatioun. An nieft der Expertis, déi d'Oeuvre hat als Financeur, ass d'Oeuvre, wéi se selwer seet, e Facilitateur. Mee well déi Wierker, déi ënnerstëtzt ginn, esou kompliéiert sinn, notamment och an der Médiation interculturelle, huet d'Oeuvre selwer d'Noutwendegkeet erkannt, fir e Formatiounsprogramm opzebauen, an dat mat dem House of Training a mam Kulturministère déi lescht Joren.

Wéi gesot, d'Oeuvre ass e weesentlechen, e wichtegen Acteur vum gesellschaftleche Liewen an dem sozialen Zesummenhalt haut. Si schafft fir den Intérêt général, och wa se als solch net ëmmer direkt d'Etikett dropschreift: „Ech sinn an Initiativen derbäi." Natierlech seet d'Oeuvre: „Financé par …" Eise Logo ass wëllkomm drop, mee si sinn awer diskreet an net immens bekannt. Also d'Oeuvre hëlleft eis, dat Liewe méiglech maachen. Et bréngt zu Lëtzebuerg alleguerten déi zesummen, déi hei liewen, an et mécht dat Land méi räich. E Land, dat anescht gëtt. Nom Krich ass et anescht ginn. Fir de Moment gëtt et anescht, mee et gëtt méi räich.

„Dans le but d'identifier les besoins non couverts", schreift se, mécht se Konferenzen, geet bei d'Leit hin, ass gewëssermoossen eng Avant-garde fir ze spieren, wou Konfliktpotenzial ass oder wou Besoin ass, fir d'Leit zesummenzebréngen, fir dat ze maachen.

Wa mer d'Oeuvre net hätten, da misste mer se schafen. Et ass e Facteur vu Solidaritéit. D'Oeuvre ass e Facteur vun der Wëllkommenskultur vu Lëtzebuerg, gehéiert also zu eisem Nationbranding.

Ech soen Iech Merci.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Vläicht, wat de Fong ugeet, fir d'éischt e grousse Merci un d'Madamm Beissel och fir hir Explikatiounen. Dat war, wéi ëmmer, ganz komplett. An ech wéilt mech och all de Riedner uschléissen, déi d'Meritten an d'Bedeitung vun der Œuvre Grande-Duchesse Charlotte iwwert déi lescht Joerzéngten erausgestrach haten.

D'ADR wäert sech awer trotzdeem enthalen, well mer awer déi Räsonementer, déi d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics eis virgeluecht huet, och fir stéchhalteg halen. Déi Froe sinn net aus der Loft gegraff, wa gesot gëtt a Bezuch op en Accord, deen 2002 geschloss gouf tëschent der Regierung an der CGFP, datt am Prinzipp, wann en Établissement public gegrënnt gëtt, dann och d'Personal soll e Statut public hunn. Dat ass hei net de Fall. Hei ass d'Personal … D'Direkteren an d'Personal sinn do ënnert dem Statut privé. Dat werft effektiv Froen op, genausou wéi d'Fro vun der Durée du mandat vun den Direkteren an hir Renouvelabilitéit. Mir haten do zwee Avise kritt vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. A mir fannen u sech déi Bedenken op jidde Fall emol begrënnt an diskussiounswierdeg.

Mir haten Explikatioune kritt vum Staatsministère. Ech muss soen, si hunn eis net zefriddegestallt. An dofir wäerte mer eis enthalen.

Ech hunn eng Fro, wat elo hei d'Interventioun vum Här Margue ugeet. Ech mengen, den Här Margue war selwer an der Oeuvre aktiv. Ass dat esou, Här Deputéierten?

M. Charles Margue (déi gréng) | Nee!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, sidd Der net aktiv? Nee, déi Fro huet sech nämlech gestallt. Dann ass déi Fro och beäntwert, ob eng eventuell Incompatibilitéit géif virleien. Ech freeë mech, datt dat net de Fall ass.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir begréissen dëse Projet de loi, esou wéi dat, mengen ech, queesch duerch d'Bänk gemaach gëtt, well d'Oeuvre leescht um Terrain wichteg Aufgaben. Dorënner, an et gouf scho gesot an engem exzellente Rapport vun der Simone Beissel, am sozialen an am philanthropesche Beräich. An ouni d'Oeuvre géife mer heiansdo domm aus der Wäsch kucken.

Et ass natierlech ëmmer e bëssen e Geschmäckle derbäi, aus wat fir enger Source déi Suen hierkommen. Et däerf een net vergiessen, datt awer mat engem Vice u sech Sue gemaach ginn, déi awer duerno, an dat ass, mengen ech, de Virdeel vun der Oeuvre, engem gudden Zweck zoukommen.

D'Schafe vun deenen neien Direktiounsstrukture wäert der Oeuvre dobäi d'Méiglechkeet ginn, hir Missioun weiderhin an hoffentlech besser ze

exekutéieren. Mir wäerten dofir als Piraten dëst Gesetz matstëmmen. Net ouni awer nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt och dat heite Gesetz erëm eng Ex-post-Legaliséierung vun u sech enger Struktur ass, déi d'Gesetz net virgesinn huet. A mir géifen eis wierklech wënschen, dass d'Regierung do eng Kéier géif e kompletten Inventaire maache vun all deenen Administratiounen oder Etablissement-publicken, déi haut anescht funktionéieren, wéi hir Gesetzer dat virgesinn, an dann an engem Block och géif dat an d'Rei bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Merci, Här President. Erlaabt mer, fir d'éischt der Madamm Beissel Merci ze soe fir hire Rapport. An ech freeë mech och op eng grouss Unanimitéit hei an dësem Sall.

Erlaabt mer just fir d'éischt e perséinleche Message, well als responsabele Minister vun der Oeuvre wëll ech hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Bley awer och e grousse Merci ze soen, dee 25 Joer laang och aktiv war an der Oeuvre an deen dëst Joer opgehalen huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | A wou d'Madamm Danièle Wagener och d'Presidentschaft iwwerholl huet. An ech wëll dem Här Bley vun dëser Plaz Merci soen an dem Danièle Wagener och bonne Chance wënschen.

Et ass esou vill hei gesot ginn, wat ganz richteg ass. Zum Beispill d'Madamm Hemmen sot elo, dass déi Monopolsfro, déi muss ee sech wierklech eng Kéier stellen, mat der Justiz zesummen. Well tatsächlech, Dir gesitt op där enger Säit eppes, dat kontrolléiert gëtt, eppes, dat e But non lucratif huet – wat jo de But ass, fir déi Sue weiderzeverdeelen –, an op där anerer Säit eng Apparitioun vun Apparater a Caféen, déi awer wierklech de Contraire sinn, dat heescht pur but lucratif, wou guer keng Kontroll ass a wou och bestëmmt keng philanthropesch Iddi hannendrun ass.

An do muss een eng Kéier och ganz genau sech déi Fro stellen, ob een do mat der Monopolsfro oder der Interdictioun méi wäit ka goen. Well dat sollten am Ufank esou Spiller sinn, wou ee soi-disant Trivial Pursuit oder esou Saache ka spillen, mee et si ganz oft Geldspiller, déi och hei gebraucht ginn. An dat muss een ..., do muss ee wierklech eng Kéier déi seriö Diskussioun och féieren.

Ech wëll dem Conseil d'administration vun der Oeuvre Merci soen, well et wierklech déi Villfältegkeet ass. Am Ufank, ech mengen, d'Madamm Beissel ass op den Historique agaangen, war et, et soll een net vergiessen, d'Iddi vun de Lotterië vun de Gueule-casséeën am Ufank, dee ganzen Historique nom Éischte Weltkrich. An ech mengen, dass et hei wierklech wichteg ass, dass mer gesinn, dass d'Oeuvre am Fong geholl op där enger Säit am kulturelle Beräich, mee och am sportleche Beräich, am associative Beräich Saache combléiert, déi ee vläicht net aneschters kéint combléieren. An op där anerer Säit awer och op eng onkompliziéiert Aart a Weis an deene Situatiounen, déi mer déi lescht Joren haten, agesprongen ass, fir de Leit ze hëllefen. An ech mengen, dass dat och ganz, ganz wichteg ass.

Et ass eppes, wat ech Iech just wëll soen: Ech sinn elo néng Joer Premierminister, ech hu mech ni agemëscht an hir Choixen. An ech sinn och ganz frou doriwwer. Et si Choixen, déi apolitesch solle sinn an net vun der Politik sollten dirigéiert ginn. Dofir merci dem Conseil, merci der Direktioun. An d'Evolutioun vun der Oeuvre ass haut eng aner gi wéi dat, wat, den Här Wiseler huet et och gesot, au départ d'Oeuvre war. An et ass wichteg, dass se hei och méi professionaliséiert gëtt. Dofir wierklech all den Intervenanten e grousse Merci fir d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, dem Här Premierminister.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Wéi dat virdru gefrot ginn ass, géife mer dann de Vott de Mëtteg maachen, direkt am Ufank vun der Sitzung, déi um 14.30 Auer ufänkt.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | D'Sitzung ass opgehuewen an ech wënschen Iech alleguer e gudden a verdéngten Appetitt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir Iech dat selwecht, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

(La séance publique est levée à 12.23 heures.)

4e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 81
   M. Fernand Etgen, Président
2. **7748 – Projet de loi modifiant la loi du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale (suite)** p. 81
   M. Mars Di Bartolomeo | M. Gilles Roth | M. Sven Clement
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7748 et dispense du second vote constitutionnel
3. **Question élargie n° 154 de M. Fred Keup au sujet de l'évaluation professionnelle dans la fonction publique** p. 81
   M. Fred Keup | M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique (interventions de M. Fernand Kartheiser) | M. Fred Keup (interventions de M. le Ministre Marc Hansen) | M. le Ministre Marc Hansen (intervention de M. Fred Keup)
4. **Question élargie n° 156 de Mme Carole Hartmann au sujet des inondations de juillet 2021** p. 83
   Mme Carole Hartmann | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
5. **Question élargie n° 159 de Mme Martine Hansen au sujet de la culture du cannabis à usage médical** p. 85
   Mme Martine Hansen | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mme Martine Hansen | Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural)
6. **7941 – Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021** p. 86
   Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. André Bauler
   Discussion générale : Mme Octavie Modert | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | Mme Octavie Modert (parole après ministre)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7941
7. **8074 – Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail** p. 88
   Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum
   Discussion générale : Mme Martine Hansen | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

8. 7941 – Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021 (suite) p. 89

Dispense du second vote constitutionnel

9. 8074 – Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail (suite) p. 89

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8074 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, M. Marc Hansen, M. Claude Haagen et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Marc Hansen, Ministre | Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. 7748 – Projet de loi modifiant la loi du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale (suite)

M. Fernand Etgen, Président | Ier mer elo zum Vott kommen, wollt ech drun erënneren, datt ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënne mat ofzestëmmen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7748, dee mer de Moien diskutéiert hunn. Den Text steet am Document parlementaire 7748[6].

D'Ofstëmme fänkt un.

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, mäin Apparat geet net.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, Dir musst Iech fir d'éischt aloggen, Här Roth.

Da maache mer elo de Vote par procuration. Elo misst et awer goen.

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Madamm Beissel! Fir d'éischt Ären Noper, elo Dir.

M. Fernand Etgen, Président | De Vott hat ze fréi ugefaangen. Hei, da musse mer de Vott frësch maachen. Frësch starten, wannechgelift.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, elo si mir scho fäerdeg.

(Concertation interne)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7748 et dispense du second vote constitutionnel

M. Fernand Etgen, Président | Sou, de Vott fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Félix Eischen), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Diane Adehm), Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Guy Arendt), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Claude Lamberty), Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Max Hahn), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. Question élargie n° 154 de M. Fred Keup au sujet de l'évaluation professionnelle dans la fonction publique

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 154 vum Här Fred Keup iwwert de Bewäertungssystem am ëffentlechen Déngscht. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, et geet ëm de Bewäertungssystem am ëffentlechen Déngscht, deen elo virun enger Rei Jore vun dëser Regierung agefouert gouf.

Haut gesi mir, dass eng Rei vu Problemer do existéieren, déi vun de Leit um Terrain, haaptsächlech och vun de Gewerkschaften, festgestallt ginn. Si soen, d'Schwaachpunkte vum Bewäertungssystem sinn: Et ass ongëeegent fir de Staatsdéngscht, et gëtt e Klima vu Mësstrauen erbäigeféiert, et ass deelweis demotivant, d'Bewäertung ass arbiträr oder gëtt als arbiträr ugesinn, et féiert dacks zu engem schlechten Aarbechtsklima.

Den Opwand vun deem Ganze steet a kengem Verhältnis zum Resultat. Duerfir hei eng Partie konkreet Froen elo och zur aktueller Situatioun un den Här Minister.

Et ass elo eng Aarbechtsgrupp, eng Kommissioun, virgesi gewiescht am Accord salarial an déi gouf agesat mam Zil, fir den aktuelle Bewäertungssystem enger kritescher Analys ze ënnerzéien. Et gëtt een awer aktuell net vill iwwert d'Aarbecht vun dëser Kommissioun gewuer. An duerfir wier déi éischt Fro: Wou ass se mat hirer Aarbecht drun?

Zweetens: Fir eng anstänneg Analys ze maachen, muss een och d'Statistike hunn. Et gi véier Bewäertungsstufen: 1 ass ganz schlecht, 2 ass e bësse besser, 3 ass nach e bësse besser an déi Fonctionnairen, déi an d'4 agestuuft ginn, déi sinn da ganz gutt.

Déi Zuelen, wéi vill Leit dann elo mat 1, 2, 3 oder 4 bewäert goufen, déi ginn et awer anscheinend net. Wann nogefrot gëtt, da gëtt just gesot: „Jo, déi meescht sinn ongeféier an 2 oder 3 agestuuft." Duerfir meng Fro: Firwat gëtt et keng zentral Datebank, wou een einfach d'Zuel u Persounen kann nokucken, déi op deene verschiddenen Niveaue bewäert goufen?

Drëttens: An der Praxis ass et dann oft esou, wann een um manner gudden Niveau 1 agestuuft gouf, da muss d'Verwaltung eng Procédure d'amélioration professionnelle declenchéieren. Well dat awer relativ opwenneg ass, kréie verschidde Chefs d'administration gesot, si solle ganz op d'1 verzichten. Ass d'Regierung doriwwer au courant?

D'selwecht geet et beim Niveau 4. Wann e Staatsbeamten an den Niveau 4 agestuuft gëtt, dann huet en dräi Congésdeeg iwwer eng Period méi zegutt. An hei kréien och verschidde Chefs d'administration erëm gesot, si sollte ganz op d'4 verzichten, well dann déi betraffe Leit dräi Congésdeeg misste bäikréien. Weess de Minister iwwert dës Verhältnisser Bescheed?

Véiertens: De Chef d'administration huet dat lescht Wuert, wat d'Bewäertungen ugeet. Hie kann eng Bewäertung réckgängeg maachen oder änneren. Vill Chefs d'administration, déi Honnerten oder souguer Dausende Leit, wéi zum Beispill bei der Police, ënner sech hunn, wëssen awer kaum Bescheed iwwert d'Leeschtunge vun deene ville Leit. Dat féiert da gär och zu arbiträren Decisioune respektiv zu deem, wat een da kennt an ee „Paltongszéierei" nennt. Wéi kann een deem dote Problem entgéinttrieden?

An da fënneftens, last but not least, ganz einfach: Wier et net méi einfach awer hautzudaags, wann een dat Ganzt kuckt, als Regierung, fir dee ganze Bewäertungssystem ofzeschafen?

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir d'Fonction publique, den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Här President, léif Deputéiert, Här Keup, Dir hutt eng Fro gestallt, déi natierlech héich interessant ass. An

dofir hu mer dat jo och an den Diskussioune mat der CGFP an de leschten Accord salarial gesat.

An deem Accord salarial hu mer eis net drop verstännegt, dass dat ofgeschaaft misst ginn, mir hunn eis net drop verstännegt, dass et soll weidergefouert ginn, mee mir hu gesot, well et déi eng oder aner Diskussioune gëtt: „Ma da kommt, mir kucken déi Saach!" Et ass de Punkt 3 vun dem Accord salarial, dee ganz genee virgesäit, dass aus Representantë vun der Regierung a Representanten aus der CGFP e paritéitesche Aarbechtsgrupp – dat ass jo deen, deen Der ugeschwat hutt – soll zesummekommen, fir eebe grad de Bewäertungssystem enger Analyse critique ze ënnerwerfen, Konklusiounen ze presentéiere bis den 1. Juli vun dësem Joer a fir dann eventuell Adaptatiounen unzegoen.

Dee Saz steet jo och net aus Dommheet esou formuléiert do, well ech der Meenung sinn, dass, wann et Diskussioune ronderëm e Sujet gëtt, een dat natierlech an aller Objektivitéit eng Kéier kann diskutéieren. An dofir hu mer dat dann och esou an deen Accord geschriwwen.

Dir frot: „Wou ass deen Aarbechtsgrupp drun?" Deen Aarbechtsgrupp – an dat war och en Accord mat der CGFP, wéi mer den Accord salarial géifen ëmsetzen – ass zesummegesat ginn aus dräi héije Beamten aus dem Ministère an dräi Vertrieder vun der CGFP. Se sinn eng éischte Kéier zesummekomm an et ass eebe grad driwwer geschwat ginn: „Ma wat heescht dann eng Analyse critique? Op wat kënne mer dat baséieren?"

Do ass op där enger Säit de quantitative Volet an op där anerer Säit de qualitativen. Well et ass effektiv esou, wéi Der sot: Beim Staat gëtt et net eng zentral Plaz, well all Administratiounen an all Supérieurs hiérarchiques a Cheffen déi Evaluatioune maache mat hire Leit. Et gëtt awer néierens eng zentral Plaz, wou d'Resultater herno afléissen. Dat ass esou.

An dofir jo och den Accord, well ech mer däers jo komplett bewosst sinn, virun zwee Joer d'Ausso: „Ma mir maachen dann elo eng Analyse critique a mir kucken, dat dote vläicht ze sammelen." Nieft där quantitativer Analys an iwwerhaapt emol bei dem Employeur Staat déi doten Zuelen zesummenzesichen, hu mer och wëllen e qualitative Volet dramaachen, well et ass jo net nëmmen interessant ze héieren, wéi vill Leit herno a wat fir enger Kategorie sinn, well dat seet iwwerhaapt näischt aus.

Ech kann Iech och elo soen, dass an dem Ministère vun der Fonction publique 91 % vun de Leit, well ech jo do d'Zuelen hunn, an de Kategorien 3 a 4 sinn. Mee déi Zuele soe jo iwwerhaapt näischt. Et geet jo awer och ëm den Exercice, fir déi Evaluatioun ze maachen a fir mat deene Leit ze schwätzen an ze kucken. A fir dann op déi einfach Konklusioun ze kommen, dass wann d'Eenten an d'Véieren dann erauskommen, dat ass net dee richtege Wee. Also musse mer och e qualitative Volet dramaachen an esou eng Ëmfro, well et jo och dovunner ofhänkt, mat wiem mir schwätzen, wou déi Leit déi ganz Prozedur gesinn.

Dir sot hei ... an da stellen ech Iech d'Fro, nämlech d'Géigefro: Wéi kommt Dir, ouni déi Zuelen iwwerhaapt ze hunn, op d'Konklusioun, fir dann heihinner soen ze kommen: „Et ass ze schwéier, et ass ze komplizéiert, et ass dat heiten an et ass dat doten?" Dat hutt Dir net. Dir kommt dat hei fräi eran zielen, ouni e Beleeg vun iergendengem. A fir eebe grad op déi Punkten ze kommen, hu mer mat der Gewerkschaft gesot: „Ma kommt, mir kucken, déi Analyse critique ze maachen." Well soss ass et e bësse subjektiv, wann Dir elo sot: „Ma dat ass immens komplizéiert, dat ass immens schwéierfälleg." Et ka vläicht herno erauskommen, mee da musse mer awer d'Zuelematerial an d'Informatioune kréien.

Qualitativ Ëmfro heescht, ech froe vläicht den Agent, wéi hien et gesäit. Ech froen de Stagiaire, well do ass et nämlech vill méi dacks virgesinn, wéi deen dat mécht. Mir froe vläicht d'Chef-d'administrationen, d'Supérieur-hiérarchiquen an da kucke mer emol eng Kéier, wat do erauskënnt, ob déi dat dann och esou schwéierfälleg als Prozedur gesinn.

A wann dat herno de Fall ass, steet jo dofir bewosst an dem Accord salarial, da kënne mer „d'éventuelles adaptations" maachen. Déi Aart a Weis fir virzegoen ass an där doter éischter Ronn diskutéiert ginn, huet der Gewerkschaft net esou gutt gefall a si sinn dunn ëffentlech higaangen an hirem Kommunikatiounsblietche fir ze soen, dass déi Approche do net vun hinne géif gedeelt ginn, fir esou déi Analyse critique ze maachen.

An da kënnt awer dee wichtege Punkt: Well ech jo nach ëmmer der Meenung sinn, dass een, ier een Decisiounen hëlt, soll déi Analys maachen, hunn ech och an engem Gespréich mat där Zeitung gesot, ma wann et elo op eemol wichteg géif ginn, dass ech vläicht mat an esou eng Sitzung géif kommen, fir dat doten ze deblockéieren, da wär ech natierlech ëmmer prett, fir dat ze maachen. Sinn ech och elo, soudass et net de Fall ass, wéi Dir och an Ärem schrëftlechen Enoncé gesot hutt, dass do Verhandlungen an der Sakgaass sinn. Mir sinn an iwwerhaapt kenge Verhandlungen. Mir sinn amgaang, deen Aarbechtsgrupp do erëm da warscheinlech un d'Liewen ze kréien an awer dat Material eng Kéier op den Dësch ze kréien, fir dass een da ka gefillten anstänneg Decisioune vläicht dorobber huelen.

Ech kann Iech awer nach e puer Zuele liwweren, déi awer net oninteressant sinn. Zanterdeem déi verschidden Appreciatiounen agefouert gi sinn, wären theoreetesch 13.000 Appreciatioune fälleg gewiescht. Firwat esou vill? Ma well et natierlech am Stage bei de Stagiairen ass, dass déi der méi musse maachen. Dofir ass d'Zuel esou héich. A wann et duerno an de Karriäre bei de Leit ass, sinn et der jo net esou vill. Ech mengen, ech muss Iech jo net rappeléieren, dat wësst Der, datt een dräi- bis fënnefmol an enger ganzer Karriär géif deen dote Volet maachen.

Dir kommt heihinner an Dir sot: „Et héiert een, dass Chef-d'administrationen déi do oder déi aner Consigne ginn, et däerft ee keng Eenten oder keng Véieren erausginn." Da sot mir, wannechgelift, wou Der dat héiert, da kann ech deenen Administratiounen dat soen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Quelleschutz.

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Quelleschutz ass dat Eent, mee et kann een awer net einfach hei heihinnerkommen, Här Kartheiser, a pauschal soen: „Do ass all Chef d'administration, dee seet, et däerfe keng Eenten oder keng Véiere ginn." Da muss ee vläicht soen: „Ech hunn héieren ...", aus Quelleschutzgrënn, Här Kartheiser, „Ech hunn dat vläicht vun enger héieren." Vu wivill huet den Här Keup et dann héieren? Vun enger oder vun honnert Administratiounen? Dat ass awer interessant, fir gewuer ze ginn, well dat interesséiert mech och, Dir Hären.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Dofir, wann et dat gëtt als Phenomeen, da kann ee mir dat roueg soen an da kann een natierlech doriwwer diskutéieren. Heihinnerkommen an einfach ëmmer esou pauschal Saache soen, déi guer net bewise sinn, wou mer wëlle probéieren, dat hinzekréien, dat ass e bëssen einfach. Grad wéi esou Sätz ze gebrauche wéi „Paltongszéierei", et hëlt ee gär dat eent oder dat anert.

Ech kenne bei mir am Fonction-publiques-Ministère Leit, déi maachen dat doten immens seriö, déi maachen dat ganz seriö. A wann et dann erëm dat schwaarzt Schof gëtt oder déi schwaarz Schof, well ech jo net vun Iech wëll wëssen, wien dat ass aus Ärem Quelleschutz, dat kann ech Iech ganz zou..., ma da sot mer: „Et gi véier Administratiounen, do weess ech doudsécher, dass dat de Fall ass." An och wann Der mer sot: „Ech kucke gär, op de Quelleschutz ze halen." Kee Problem. Da sot mer awer op d'mannst: „Ma et sinn d'Douannen." oder „Et ass d'Steierverwaltung." Da sot dat op d'mannst!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wivill Direktere ginn et da bei der Douane a bei der Steierverwaltung?

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Ma nee, da sot Der mer dat! Et ass jo net den Direkter, deen alleguerten d'Gespréicher mécht, Här Kartheiser. Et sinn alleguerten déi verschidde Superieuren, wou se gemaach ginn. Dat heescht, da kann een heihinnerkommen an da kann ee soen ... oder mir eng Kéier uruffen an da kann ee mir soen: „Ma et ass déi doten Administratioun." Fir awer pauschal hei Verurteelungen ze maache géint Staatsbeamten, fannen ech relativ dramatesch!

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Dat wëll ech just eng Kéier gesot hunn, fir op meng Positioun ze kommen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Nee.

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Wat mech elo interesséiert ... Ech maachen och elo fäerdeg, Här Kartheiser, an da kënnt Dir duerno all Parole-après-ministren huelen, déi Der wollt. Ech erklären hei virun dem Här Keup an Iech, wéi dat dote fonctionéiert.

Wat ass meng Meenung dozou? Ma ech soen Iech, ech si ganz op an deem heiten Dossier. Dofir hunn ech jo gesot: „Majo kommt, mir kucken, eng Analyse critique ze maachen. Mir kucken, d'Zuelematerial ze kréien, dat mer effektiv net hunn."

Elo kënnt Der soen: „Ma dat ass de Minister Hansen, deen huet net derfir gesuergt, dass dat zentraliséiert gëtt. Et ass de Minister esou an esou ..." Nee, dat do ass en neie Prozess. Da musse mer och nei Weeër fannen, fir dat dote vläicht ze zentraliséieren. An dat heite wär eng gutt Geleeënheet. Wéi et do no enger Diskussioun geet, wa mer dann erëm eng Kéier an d'Verhandlungen doriwwer kommen, dat musse mer dee Moment gesinn, wéi et ass.

Hei gouf et e Vott an der Chamber. Hei hu 55 Leit fir deen dote Projet gestëmmt. Deen ass amgaang, ausgebreet ze ginn. Da musse mer kucken, wat ënnert dem Stréch dobäi erauskënnt. An da sinn ech dee leschten, dee sech iergendenger Diskussioun verwiert, soss hätt ech jo emol net an den Accord salarial dat Wuert geschriwwen, fir „d'éventuelles adaptations" ze maachen.

Wann eppes ze schwéierfälleg ass a mer dat iergendwéi qualitativ a quantitativ hikréien oder ee mech dovunner iwwerzeegt, da kënne mer gär doriwwer diskutéieren. Dat ass e bëssen den Tour vun deem, wat Der mech gefrot hutt. An elo, Här Kartheiser, stinn ech Iech an dem Här Keup natierlech zur Verfügung.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Kartheiser huet d'Wuert net zegutt.

(Hilarité)

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Ech entschëllege mech.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, jo. Bei der Question élargie ass et esou, datt u sech do keng Parole après ministre ass. An et ass just de Froesteller, wann e seng fënnef Minutten net ganz opgebraucht huet – an dat ass dës Kéier de Fall –, deen nach däerf d'Wuert kréien.

M. Fred Keup (ADR) | Jo. Kann ech, Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Jo, Dir däerft.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Jo, dat ass ganz schéin, den Här Minister kënnt heihinner an deen äntwert dann och ongeféier op verschidde Froen an e werft eis vir, mir géifen eis hei géint Staatsbeamte stellen.

(Interruptions)

Ech wëll awer hei ganz kloer soen, ...

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Nee.

M. Fred Keup (ADR) | ... a vläicht kucke se eis och haut no: Ech menge ganz kloer, mir verteidegen hei d'Staatsbeamten. An ech fannen, dass Der, ...

(Brouhaha)

... wann een hei Froe stellt, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... déi awer d'Staatsbeamten, an Dir hutt elo gesot, 13.000 Leit goufe schonn evaluéiert, déi déi awer alleguerte betrëffen an déi sech ...

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Nee, ech hu gesot, 13.000 theoreetesch Appreciatioune wäre méiglech gewiescht.

M. Fred Keup (ADR) | A!

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Dat hunn ech gesot.

M. Fred Keup (ADR) | Ok. Jo.

(Interruptions)

Dat wier dann déi aner Fro, wéi vill der dann tatsächlech evaluéiert goufen. Mee dat interesséiert jo awer déi Leit elo, well dat ass wichteg fir déi. A fir dann heihinnerzekommen an ze soen, een, deen déi Fro stellt, dee géif sech géint d'Staatsbeamte stellen, do hu mer awer eppes falsch verstanen.

Ech wëll Iech och soen: Ech hunn och näischt gesot, dass hei alleguerten, „pauschal", wéi Der sot, d'Chefs d'administration sech géifen iergendwéi ..., dass ech deenen eppes géif virwerfen. Guer net! Et ass mer einfach zu Ouere komm – Quelleschutz, jo, mir schwätze jo awer vill mat de Leit –, dass eng ganz Partie vu Chefs d'administration esou virginn. A meng Fro war, ob Dir Bescheed wësst, dass dat gemaach gëtt, oder ob Dir net Bescheed wësst. Dat war d'Fro.

Dat anert, dat sinn déi Zuelen, déi feelen. Ech mengen awer, dass, wann een eng Etüd mécht, a mir maachen där jo ganz vill, da brauch een awer als Alleréischt och Zuelematerial. An da wier et awer hei wichteg, dass een dat Ganzt géif zesummesetzen: Wéi vill Leit goufen dann elo evaluéiert vun deenen 13.000 a wéi vill an d'Kategorie 1, wéi vill an d'Kategorie 2, wéi vill 3, wéi vill 4? Da kann een dat jo och ëmmer erëm evaluéieren. Da kann een och spéider eng Kéier kucken, ob der manner do sinn, méi do sinn. Ech fannen, dat ass awer elementar wichteg, fir eng objektiv Analys vun deem Ganzen ze maachen.

Dir hutt jo elo e bëssen ugekënnegt, dass dat géif kommen. Dat wier jo da gutt. Oder dat wier dann d'Fro: Maacht Der dat dann awer, dass dat elo an déi Kommissioun erakënnt oder dass dat bekannt gemaach gëtt?

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Also, ech ginn elo net ze vill nach eng Kéier am Detail op alles an, well Dir widdersprecht Iech, wärenddeem Der schwätzt.

M. Fred Keup (ADR) | Nee, guer net!

(Interruption)

Une voix | Ganz richteg!

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Dat ass emol deen éischte Punkt.

Zweetens soen ech, wann ech jo gesot hunn: „Mir maachen eng Analyse critique", an eis Beamten, dräi Representantë vun dem Gouvernement, déi héchste Beamten, déi an deem Ministère sinn, déi ginn dohinner, fir eng quantitativ a qualitativ Opstellung ze maachen, well ech déi Zuelen net hunn, dann ass et jo genee, dass ech déi Zuelen och gär hätt. Dofir ass dee Grupp jo zesummekomm. Dee war awer paritéitesch zesummegesat mat der Gewerkschaft, déi dat net esou appreciéiert huet, fir déi dote Froen ze stellen. Dat ass jo och hiert gutt Recht. Ech gi jo net hei Urteeler iwwert deenen hir Iwwerleeunge maachen.

Mee natierlech brauche mer déi doten Zuelen an natierlech brauche mer nieft deem Gefillten, wat deen een oder aneren huet, och effektiv Donnéeën, ob déi Prozedur ze schwéier ass, ob ee vläicht am Ufank sollt eppes maachen, ob hannendrun d'Prozedur, fir eppes ze vereinfachen, ob een dorunner muss schaffe goen. An da sinn ech jo prett, fir doropshin Adaptatiounen ze maachen. Dat ass d'Zil vun dem Punkt 3 aus dem Accord salarial, wou genee dat doten och vu mir aus mat dra fonnt ginn ass mat der Gewerkschaft.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister Marc Hansen.

Une voix | Très bien!

4. Question élargie n° 156 de Mme Carole Hartmann au sujet des inondations de juillet 2021

M. Fernand Etgen, Président | Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 156 vun der Madamm Carole Hartmann iwwert d'Iwwerschwemmunge vu Juli 2021. An och hei sinn d'Spillreegelen déi selwecht: d'Madamm Hartmann fënnef Minutten, d'Regierung zéng Minutten. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, no de schwéieren Iwwerschwemmunge vun 2016 am Ärenzdall an 2018 ënner anerem zu Greiweldeng an och am Mëllerdall ass d'lescht Joer zu Lëtzebuerg e Joerhonnerthéichwaasser virkomm, dat vill Géigenden am Land ganz haart getraff huet.

Laanscht d'Sauer an d'Uelzecht stounge ganz Landstrécher an Uertschaften ënner Waasser. Meng Heemecht, d'Stad Iechternach, souwéi och eis Nopeschgemeng Rouspert-Mompech ware mat am schrooste vun dësen Iwwerschwemmunge betraff. A souguer op Plazen, déi net un engem grousse Floss leien, ass esou vill Ree gefall, dass de Buedem déi Waassermassen net méi gepackt huet, mam Resultat, dass aus Baachen, déi am Normale knapp e puer Zentimeter déif sinn, richteg Flëss gi sinn a Kelleren an Déifgaragen iwwerschwemmt hunn.

Trotz der Zerstéierung, dem Schued an deem domat verbonnene Misär hate mir zu Lëtzebuerg nach Chance, well anescht wéi am Ausland gouf et bei eis keng Schwéierblesséiert a virun allem och keng Doudeger ze verzeechnen. Mir wëssen awer, dass et eng nächste Kéier dozou komme kéint, an Héichwaasser an Iwwerschwemmunge wäerten och sécher tôt ou tard weider kommen.

D'Auswierkunge vum Klimawandel kréie mir och hei an Europa an och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi ze spieren. Fir héije Materialschued an eventuell och mënschlech Katastrophen an Zukunft ze evitéieren, ass et dowéinst absolutt noutwendeg, preventiv Moossnamen ze ergräifen, am beschten esou séier wéi méiglech.

Et gouf och scho verschidde Reuniounen tëschent dem Ëmweltministère, dem Waasserwirtschaftsamt a verschiddene Gemenge fir ze kucken, wéi een d'Awunner besser virum Héichwaasser schütze kann. D'Gemengen hunn an deem Kader d'Méiglechkeet, Etüden an Optrag ze ginn, fir eeben déi Preventiounsmesuren ze identifizéieren, déi sënnvoll an effikass an hirem lokale Kontext sinn. Wann déi Mesuren dann och vun de jeeweilege Gemengen ëmgesat ginn, subventionéiert de Waasserfong dës Moossnamen an Héicht vu 75 % bis 90 %.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ëmweltministesch gäre follgend Froe stellen:

Éischtens, mat wéi ville Gemengen haten den Ëmweltministère an d'Waasserwirtschaftsamt Reuniounen, fir iwwert d'Preventiounsmesuren ze diskutéieren?

Zweetens, wéi vill Gemengen hu Stand haut e Plan de gestion géint Héichwaasser elaboréiert, an deem Preventivmesurë virgesi sinn?

Drëttens, wéi vill Demandë fir Subsiden am Kader vun der Ëmsetzung vun esou Mesurë si beim Ministère erakomm? Wéi vill Demandë goufe bis ewell accordéiert an och ausbezuelt?

Véiertens, gouf et Diskussiounen tëschent dem Ministère an de betraffene Gemenge bezüglech der Renaturéierung an eventueller Retentiounsmesurë bei de grousse Flëss wéi der Sauer oder der Our? Wat waren d'Resultater vun dësen Diskussiounen?

A fënneftens, ass d'Madamm Ministesch am Kontakt mat den däitschen Autoritéiten, fir gemeinsam Preventiounsmesurë fir d'Grenzflëss Our, Sauer, Musel auszeschaffen an ëmzesetzen? A wéi ass generell den Austausch a Saachen Héichwaasserpreventioun mat eisen Nopeschlänner? Kann d'Madamm Minister konkreet gemeinsam Projeten nennen?

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, léif Deputéiert, gudde Mëtteg. Erlaabt mer vläicht e klenge Réckbléck op d'Héichwaasserevenement vum 14. op de 15. Juli 2021. Dat, wat mer dunn erlieft hunn, ass wéinst enger aussergewéinlecher meteorologescher an hydrologescher Situatioun entstanen.

Nodeems et wärend Deeg a Woche virum Héichwaasser reegelméisseg gereent hat, waren d'Biedem iwwerall gesiedegt an naass am ganze Land. Dunn ass eng quasi stationär Wiederlag iwwer eis Regioun gezunn a wärend e puer Stonnen huet et onënnerbrach staark gereent.

Hei ass et wichteg, och nach vläicht e puer Zuelen am Kapp ze hunn. Un der meteorologescher Statioun um Findel sinn tëscht dem 14. a 15. Juli innerhalb vun zwielef Stonnen 72,4 Liter de Quadratmeter gemooss ginn. Dat ass den absolutte Rekord, dee jee zu Lëtzebuerg gemooss ginn ass.

Dee ville Reen huet natierlech och mat sech bruecht, datt d'Peegelen un de Baache ganz schnell geklomme sinn. Mir haten un zéng verschiddene Peegelstatiounen eng Iwwerschreidung vun engem honnertjäregen Héichwaasser. Bei 15 Peegelstatiounen hate mer den héchste jee gemoossene Waasserstand.

Wéi an der Question élargie vun der Madamm Hartmann steet, ass et ganz wichteg, alles drunzesetzen, fir preventiv Moossnamen ëmzesetzen, fir eis Bierger ze schützen.

Et ass awer och wichteg ze ënnersträichen, dass d'Regierung net eréischt säit dem Héichwaasser vum Juli 2021 un de preventive Moossname schafft. Preventiv Moossname sinn nämlech extreem wichteg, fir de Risiko vun engem Héichwaasser ze reduzéieren. Den Ëmweltministère, zesumme mat der Waasserverwaltung, schafft säit Laangem um Héichwaasserrisikomanagement, deen nieft konkreeten Héichwaasserschutzmoossnamen och ënner anerem Previsiounen, Sensibiliséierung an Ënnerhalt vun natierlechen Iwwerschwemmungsgebidder ëmfaasst.

Hei ass et nach emol wichteg, drun ze erënneren, dass d'Regierung schonn 2017 d'Waassergesetz geännert huet, fir Subside fir Héichwaasserschutzprojete signifikant ze héijen. An domat kann e Subsid vun 90 % ausbezuelt gi fir konkreet Héichwaasserschutzmoossnamen a bis zu 100 % fir Etüden a fir Renaturéierungsprojeten. An dës Ännerung war och wierklech geduecht, fir d'Gemengen nach emol ze ënnerstëtzen an ze motivéieren, fir bei den Héichwaasserschutzmoossnamen op hirem Territoire matzemaachen an déi och ëmzesetzen.

Esou kommen ech elo bei d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen, wat jo eng Fro war vun der Question élargie. D'Zesummenaarbecht mat de Gemengen ass nämlech e ganz wichtegt Element, fir d'Moossnamen um Terrain ëmzesetzen, an dat geschitt op e puer Niveauen.

Mir hunn op nationalem Plang den Héichwaasserrisikomanagementplang. Deen ass geduecht, fir de Risiko vun den Iwwerschwemmunge souwuel fir d'Sécherheet vun de Leit, wéi och fir d'Ëmwelt, de kulturelle Patrimoine an déi ekonomesch Aktivitéiten ze reduzéieren.

An dësem Plang fënnt een net nëmmen eng detailléiert Analys vum Héichwaasserrisiko am ganze Land, wéi zum Beispill Héichwaasserrisikokaarten an Héichwaassergeforekaarten, an dat fir 17 Gewässer, déi den héchsten Iwwerschwemmungspotenzial hunn, mee et fënnt een och konkreet Ziler a Moossname fir d'Minimiséierung vun den zukünftege Schied. Et koumen am Ganzen 243 Moossnamen.

Vermeidung, Schutz, Virbereedung an och Previsioun si wichteg Elementer vun dësem Plang, deen all sechs Joer erneiert gëtt. Den éischte Plang vun 2015 gouf iwwerschafft an ass de 24. Juni 2021 op enger Pressekonferenz virgestallt ginn. Dëse Projet ass ausserdeem den 12. Juli 2021, also zwee Deeg virum Héichwaasserevenement, all de Gemengen an enger ëffentlecher Informatiounsversammlung virgestallt ginn. An d'Gemenge goufen och iwwer eng Circulaire opgefuerdert, dat Dokument am Kader vun der Enquête publique auszehänken an och Avisen ze erstellen zu deem ganze komplette Moossnameprogramm.

Zousätzlech zu deem nationale Moossnameplang ass et natierlech ganz wichteg, dass lokaliséiert Moossname pro Gemeng ausgeschafft an ëmgesat ginn. Dat ass speziell wichteg, well all Gemeng spezifesch Gegeebenheeten huet an d'Konzepter musse ganz konkreet ënnersicht ginn, wéi d'Preventiounsmoossname kënnen ëmgesat ginn an och wéi ee sech ka virbereeden am Fall vun engem Héichwaasser, fir sech ze schützen, a wéi een och agéiere soll.

Fir d'Ausschaffung vun dëse Konzepter ginn extern Büroe mat beoptraagt an och d'Waasserverwaltung ënnerstëtzt d'Gemenge beim Opschaffe vum Cahier des charges, bei den Analyse vun de Resultater a bei der Ëmsetzung vun de Proposen.

Nieft dëse Konzepter, et sinn Héichwaasserkonzepter, ginn et natierlech och Staarkreenetüden, déi opgrond vun deem Evenement, dat ugeschwat gouf, natierlech elo och staark gefrot ginn a gefuerdert ginn.

Fir dann op déi konkreet Fro no den Zuelen ze äntweren: Säit dem 14. Juli 2021 hunn 51 Reunioune mat de Gemengen an aneren Acteuren op eis Initiativ, och op Initiativ vu menger Virgängerin hi stattfonnt. Et sinn 48 Gemengen, déi hu Kontakt mat der AGE, mat der Waaasserverwaltung, opgeholl, fir Héichwaasser- oder Staarkreekonzepter ze realiséieren. 7 dovu si komplett ofgeschloss, 27 sinn nach an der Elaboratioun a 14 an der Konzeptioun.

Zu den Aiden, do sinn 91 Dossiere fir Mesuren, dat heescht Etüden a Projeten, am Wäert vu 5,5 Millioune engagéiert ginn. Dat heescht, d'Ausbezuelung geschitt dann opgrond vu Facturatioun au fur et à mesure. Déi Zuelen hu mer elo net accumuléiert virleien, mee 5,5 Millioune si reservéiert, engagéiert, ginn.

Voilà. Zu dem lokalen Héichwaasserschutz, dat ass nämlech och nach eppes, wat am Complement dozou geschitt. Do kënnen nämlech och Privatleit Demandë maache fir Héichwaasserschutzmoossnamen an déi kënnen duerch de Waasserfong zu 75 % bezuschusst gi bis zu enger Héicht vun 20.000 Euro.

Voilà. Et ass op dëser Plaz nach ze erwänen, dass den Natur- an de Klimapakt och Moossname virgesinn, déi och an den Héichwaasserschutz eraginn an och an den natierlechen Héichwaasserschutz, déi natierlech och derzou féieren, dass d'Gemengen am Kader vun deene Pakten nach zousätzlech Punkte kënne kréien an dat natierlech och, mengen ech, nach weider kënne promouvéieren.

Et ass och vläicht eng gutt Geleeënheet, op dëser Plaz nach eng Kéier d'Gemengen opzeruffen, sech mat der Waasserverwaltung a Kontakt ze setzen, fir dës kommunal Konzepter opzestellen.

Zu der Renaturéierung vun de Gewässer ass ze soen, dass nieft deene reng technesche Moossnamen natierlech déi natierlech an naturbaséiert Léisunge ganz interessant Virdeeler hunn. Et ass nämlech ganz interessant an och eng erfollegräich Moossnam, de Gewässer Plaz ze loossen, fir dass d'Waasser dohinner fléisse kann, wou et kee Schued mécht a kee Mënsch a Gefor bréngt.

Renaturéierungsmoossnamen, wou genuch Retentiounsfläch geschaaft gëtt, gehéieren domat zu deene wichtegste Moossnamen a puncto Héichwaasserschutz. Esou Projete sinn ausserdeem och positiv fir d'Qualitéit vun de Gewässer an dofir gi se och bis zu 100 % vum Waasserfong ënnerstëtzt.

Dës Projeten, also d'Renaturéierungen, sinn och ganz interessant am Kader vum Klimawandel, well se hu positiv Effekter. Net nëmme wann et ze vill reent, mee och wann et ganz dréchen ass, erlaben nämlech Renaturéierungsgebidder, dass an de Baachen och bei grousser Dréchent nach genuch Waasser do ass, fir d'Liewewiesen an enger gewësser Biodiversitéit och oprechtzeerhalen.

Egal wéi also d'Konsequenzen vum Klimawandel sinn, si Renaturéierunge vun eise Gewässer ëmmer eng positiv Moossnam.

Nieft der Ëmsetzung vum Héichwaasserrisikomanagement ass dofir och am drëtte Waasserbewirtschaftungsplang dës Moossnam staark virgesinn.

A fir dann och konkreet op déi Fro anzegoen, déi gestallt gouf: Et si landeswäit 86 Kilometer virgesinn, déi bis 2027 sollen ëmgesat ginn, a laanscht d'Sauer an d'Our si 6 Kilometer virgesi vu renaturéierte Flächen. An d'Etüde sinn do och um Lafen am Kader vum Nordstadkonzept.

Dat sinn ambitiéis Ziler, mee et ass ganz wichteg, dass mer déi ambitiéis Ziler och héichhalen an déi net reduzéieren, well mer wëssen, dass grad déi Renaturéierungsprojeten och komplex Projete sinn. Déi musse ganz detailléiert geplangt ginn. Hydrologesch an och ekologesch musse se begleet ginn, fir dass och do déi Moossname wierklech hir Ziler erreechen. Natierlech ass och ëmmer den Defi vum Terrainskaf en Deel vun der Komplexitéit.

Voilà. An och am Kader vun deene Pläng, déi ech erwäänt hunn, de Waasserbewirtschaftungsplang an och den Héichwaasserrisikomanagementplang, ginn et ganz konkreet Echangë mat Gemengen, fir och déi Renaturéierungsprojete weiderzedreiwen.

Zu der Fro vun der Zesummenaarbecht mat Däitschland ass ze soen, dass dat net nëmmen e Choix ass, mee et ass quasiment eng Obligatioun, well mer gemeinsam Gewässer hunn. D'Our, d'Musel an d'Sauer sinn am Grenzberäich mat Däitschland e sougenannte „Kondominium". Dat heescht, dass déi Gewässer op där Plaz deene béide Länner gehéieren, an dofir hu mer och gemeinsam Responsabilitéiten. Dat heescht, dass all Projet, deen un deene Gewässer gemaach gëtt, dann och vu béide Länner muss geneemegt ginn.

An hei kann een eeben och d'Beispill vu Moossnamen zu Steenem an der Gemeng Rouspert erwänen, wou gemeinsam en Interreg-Projet ëmgesat gëtt, oder och un der Our an der Gemeng Park Housen, wou och Projeten amgaang sinn, ëmgesat ze ginn.

Mir schaffen awer net nëmmen am Kader vun de Grenzgewässer mat eisen däitschen Noperen, mee och mat aneren Nopeschlänner, Frankräich an der Belsch, am Kader vun deene verschiddenen internationale Flosskommissiounen zesummen. An do ginn et der fir de Rhäin, d'Musel, d'Saar an och fir d'Meuse. An och do gëtt den Héichwaassermanagement ganz héich gehalen an och do hu mer zum Beispill Héichwaasserrisikomanagementpläng, déi gemeinsam erstallt ginn zwëschent deene verschiddene Länner.

Mee och d'Kooperatioun am Kader vun der Previsioun ass e ganz wichtegt Element, fir eebe gemeinsam do e Warnsystem ze entwéckelen an dann och géigesäiteg ze hëllefen, wann et zu Héichwaasser kënnt. Dat huet sech an der Realitéit scho bewäert.

D'Zesummenaarbecht am Kontext vum Héichwaasserschutz ass elo mat déi wichtegst Aktioun, sief et an der Zesummenaarbecht tëscht de Länner, tëscht dem Staat an de Gemengen, tëscht den ënnerschiddleche Verwaltungen an de Ministèren, mee och mat de Leit an de Bierger. All dat ass noutwendeg, fir e gudden a sécheren Héichwaasserschutz ze garantéieren.

Voilà, ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

5. Question élargie n° 159 de Mme Martine Hansen au sujet de la culture du cannabis à usage médical

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 159 vun der Madamm Martine Hansen iwwert den Ubau vu medezinneschem Cannabis. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. D'Behandlung mat medezinneschem Cannabis ass zanter 2018 unerkannt an am entspriechende Reglement gëtt och festgehalen, wéi eng Krankheete domadder behandelt kënne ginn.

Et si mëttlerweil ganz vill Leit, déi op de medezinnesche Cannabis zréckgräifen. Et ass allerdéngs hei zu Lëtzebuerg e Problem mat der Disponibilitéit. An der Vergaangenheet koum et nämlech ëmmer erëm vir, datt Traitementer net konnte weidergefouert ginn, well eebe kee medezinnesche Cannabis disponibel war, well en eebe muss integral importéiert ginn.

D'Regierung war, ech mengen, op e puer Plaze kucken, ënner anerem och a Portugal, an do hat d'Madamm Minister och annoncéiert, datt den Ubau vu medezinneschem Hanf geplangt wär. An an deem Kader hunn ech fënnef Froen.

Déi éischt Fro ass: Wat ass genau d'Definitioun vu medezinneschem Hanf? Gëtt et do e Mindestgehalt vun THC? THC ass dee Wierkstoff, dee psychosomatesch wierkt. Oder gëtt et och vläicht e Mindestgehalt vu CBD? Dee Wierkstoff wierkt jo och géint ganz vill Krankheeten. Ass do eppes festgehalen?

Déi zweet Fro: Wéi soll den Hanf fir medezinnesch Zwecker ugebaut ginn? Um fräie Feld oder och an Zären? Ech gesinn, d'Madamm Minister laacht, mee ech erkläre mech. Ech bleiwen emol nach bei den Zären. Wa jo an den Zären, kann dat an der Gréngzon sinn oder muss dat an der Zone d'activités sinn?

Da kommen ech bei deen um fräie Feld, well dat hänkt vun der éischter Fro of, wann zum medezinnesche Cannabis och Produkter zielen, déi en héije CBD-Gehalt hunn. Do ginn et Ueleger, déi kënnen awer gemaach ginn unhand vu Planzen, déi elo schonn erlaabt sinn, fir dobaussen unzeplanzen, well eeben deen THC-Gehalt, deen, dee fir déi psychosomatesch Wierkung zoustänneg ass, extreem niddreg ass. Also wann een do gäre wëllt eng Wierkung hunn, da muss een, mengen ech, eng ganz Bott fëmmen, ier een eppes géif mierken. Dat heescht, déi Planze kënnen elo schonn dobaussen ugeplanzt ginn.

Ass de Ministère eventuell bereet, dat dann och als medezinneschen Hanf unzeerkennen, déi Ueleger, an dann och do en Ënnerscheed ze maache vun de Bestëmmungen zum Ubau?

Drëttens: Wéi sollen d'Veraarbechtung an d'Vermaartung vum medezinnesche Cannabis organiséiert ginn? U wien däerfen d'Produzente verkafen? Just un d'Apdikten oder och un Endkonsumenten? Oder hänkt dat eeben och vun ënnerschiddleche Produkter vu medezinneschem Cannabis of? Zweetens, wat däerfen d'Produzente verkafen? Nëmme Bléien oder eeben och zum Beispill Ueleger oder och soss verschaffte Saachen? Oder och Planzen oder och Som? Wéi ginn d'Präisser festgesat a wie setzt d'Präisser fest?

Dann hat d'Madamm Minister op eng Äntwert op eng Question parlementaire am Juli gesot, et wär amgaang, eng juristesch Analys gemaach ze ginn, wou d'Konditiounen an d'Krittäre vun de Produzente solle gekläert ginn. Souwäit wéi ech mech do kann erënneren, sollt déi am Hierscht virleien. Dofir ass meng Fro: Läit déi Analys vir? A wat sinn do d'Konklusiounen dozou? A wéi gesäit déi zäitlech Ëmsetzung aus?

An eng lescht Fro: An engem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" vum 26. Juni 2022 stoung: „Beim medizinischen Cannabis sind viele Produzenten interesséiert, nach Luxemburg zu kommen". Dat héiert sech also no groussen auslännesche Firmen un. Do stellen ech dann och erëm eng Kéier d'Fro: Gesäit d'Regierung eventuell ënnerschiddlech Bestëmmunge vir, jee no THC-Gehalt vun de Planzen, wien dat och däerf ubauen, respektiv ob zum Beispill och do d'Landwirtschaft, wou jo elo scho Produzente si vun Hanf, déi hir CBD-Produkter maachen, déi Ueleger maachen, ob déi och kéinte medezinnesche Cannabis maachen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Déi éischt Fro: Medezinnesche Cannabis ass u sech net national definéiert, dat gëtt et och net op europäeschem Plang. Wat et am Moment gëtt, si Richtlinne fir den Ubau vu planzleche Medikamenter ganz generell, déi relativ streng sinn. Generell, wa mer vun eppes Medezinneschem schwätzen, dann huele mer et jo an de Beräich op vu Medikamenter, wou streng Oplage sinn.

Ech hunn aktuell keng Kenntnis, dass iergendwou op der Welt medezinnesche Cannabis um Feld ugebaut gëtt. Dat ass éischter a laboratoireänleche Circonstancen, wou dat gemaach gëtt.

Wat mir amgaange sinn ze maachen, eeben opgrond vun eisem Pilotprojet, wou mer wëssen, dass eng grouss Nofro ass, an dee mer och wëlle weiderféieren, an och opgrond vun ëmmer erëm, Dir hutt et erwäänt, Enkpäss beim Akaf vu medezinneschem Cannabis, si mer amgaangen ze exploréieren, ob een hei zu Lëtzebuerg ka Ramebedingunge setzen, fir dat ze maachen. Eng Rei Länner och an Europa hunn dat méiglech gemaach. An an deem Sënn hu mer, esou wéi ech an der Äntwert vum 21. Juli uginn hunn, eng méi breet juristesch Etüd lafen, déi mer och an Optrag ginn hunn.

Firwat? Dat ass nach net den Endprodukt, mee mir hu fir d'éischt eng Kéier eng Analys ze maache vun deene Gesetzer, déi et am Moment gëtt, fir eis dorunner ze inspiréieren, fir, wa mer eppes hei maachen, eppes Sënnvolles ze maachen. Do muss een natierlech néideg Garantien drasetzen. An eeben och déi Definitiounen, déi Der frot, déi sollen herno an e Gesetz kommen. Mir hunn déi Analys tout juste an enger éischter Phas erakritt, mee déi ass awer bei eis intern nach net ofgeschloss. Dat ass eppes Komplexes, wou mer nach wäerten drop schaffen.

Ech hat den Timing uginn, optimistescherweis vläicht, fir Enn des Joers do derduerch ze sinn. Dat hänkt awer vun der Komplexitéit of. Wéi gesot, mir hunn elo tout juste Ufank dëses Mounts en éischte Panorama kritt vu Gesetzgeebungen, déi et wäerte ginn, soudass ech op déi Detailfroen zu dësem Zäitpunkt nach net kann agoen. Dat hänkt eeben ... dat ass justement dat, wat e Gesetz wäert beinhalten, an esou wäit si mer nach net. Wa mer bis op engem Projet schaffen, wäert dee selbstverständlech an der Chamberskommissioun presentéiert ginn, och mat den Inspiratiounsquellen, déi mer da wäerten huelen. Mee et ass schonn eng komplex Saach, dat Ganzt.

Dir hutt och d'Fro gestallt vum Interessi, deen ass. Et ass effektiv vill Interessi doduerch, dass och an Europa elo produzéiert gëtt. Bon, dat huet de Virdeel fir eis, dass mer mëttlerweil och méi Produzenten hunn, vun deene mer kënnen importéieren. Mee et ass selbstverständlech en Interessi un deem Maart. Deen ass amgaangen, sech weltwäit ze developpéieren.

Ech weess net, ob ech Är Fro richteg verstanen hunn. Dir frot, ob mer Lëtzebuerger Produzente kéinte bevirdeelegen. Ass dat Är Fro? Also ech stelle mer e Gesetz vir, dat fir jiddweree gëllt. Do gi Ramebedingunge gesat, a jiddwereen, deen um europäesche Marché present ass an deen déi erfëllt, wäert dat kënne maachen. Mir kënne jo net Reegele maache fir lëtzebuergesch Betriber, déi anescht wäre wéi fir auslännesch Betriber.

Also et wäerten iergendwann, wann dat an e Projet de loi mündet, Reegelen hei zu Lëtzebuerg ginn. An déi gëllen da fir jiddwereen. Ech mengen, dat ass en normale Prinzipp vu Rechtsstaatlechkeet. Mee ech hunn Är Fro do vläicht net richteg verstanen.

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Hansen ka vläicht direkt hir Fro preziséieren.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, ech wollt nach eng Kéier soen: Et gëtt hei zu Lëtzebuerg Produzenten, dat weess den Här Haagen, déi Hanf ubauen. Déi Hanfplanze si legal, well se e ganz niddregen THC-Gehalt hunn. Mat deenen Hanfplanze kann een awer u sech de CBD extrahéieren. A wann een do gären en héije Gehalt vu CBD huet, da geet natierlech den THC-Gehalt och an d'Luucht. Wat dee CBD-Gehalt awer méi héich ass, wat en natierlech bei verschiddene Krankheeten och eng besser Wierkung huet.

Also ass meng Fro: Déi Produkter, kënnen déi och als medezinnesche Cannabis gezielt ginn? A wann déi Produkter kënnen als medezinnesche Cannabis gezielt ginn, mee da kann ech mer net virstellen, datt déi Planzen, déi elo dobaussen däerfe geplanzt ginn, datt déi net méi däerfen dobausse geplanzt ginn. An dat wär en ... Dat heescht, dat ass eng Produktioun, déi hei zu Lëtzebuerg scho gemaach gëtt.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Am Moment gëtt kee medezinnesche Cannabis hei zu Lëtzebuerg ugebaut.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Jo, mee selbstverständlech, wann e bis definéiert ass, an dat ass jo den Objet vun engem Gesetz an dat ass och den Objet vun deem Benchmark, dee mer maache fir ze kucken, wéi Gesetzer gestréckt sinn an Europa. Et gëtt keng Definitioun vum medezinnesche Cannabis, déi universell géif gëllen. Dofir analyséiere mer, wéi dat definéiert ass, iwwer wéi eng Krittären, fir och déi néideg Garantien ze ginn.

Wann déi Definitioun an d'Krittäre bis stinn, ass et un all Produzent, ass all Produzent fräi, wann en déi Oplagen erfëllt, fir dat dann och ze maachen, et sief, et géif een a Richtung vu Lizenze goen. Et gëtt och Modeller. Dofir soen ech Iech: Dee Panorama, deen ass net an dräi Deeg analyséiert, well et ganz ënnerschiddlech Legislatioune gëtt an de Länner, bei deenen, déi dat bis elo en place gesat hunn.

Do stelle sech Froen, ob een effektiv d'Produktioun ganz opmécht am Land, mat Ramebedéngungen, déi da fir jiddweree gëllen, deen et wëllt maachen, oder ob een et beschränkt, ob een iwwer Lizenze fiert. Dat si Méiglechkeeten, déi et gëtt a wou mer ons musse positionéieren.

Mee dofir kucke mer eebe gären an aller Rou an an aller Déift, wat et vu Méiglechkeete gëtt, wéi een dat ka rummen. Mee wa bis d'Rumm steet, da gëllt déi fir jiddwereen. Déi gëllt fir déi Produzenten, déi haut vläicht zu Lëtzebuerg sinn an interesséiert sinn un deem Marché, genau wéi fir auslännesch Firmen, déi eeben dat wëlle maachen.

Fir de Rescht vum Zonage, do ass een herno dat ... Wéi gesot, ech hunn elo keng Kenntnis vu medezinneschem Cannabis, deen, sief dat a Kanada, a Portugal oder an Holland, géif um Feld ugebaut ginn. Dat ass normalerweis an zouenen Hale mat ganz grousser Technologie a Sécherheetsvirkéierungen. Mee dat hänkt vun der Natur vun der Aktivitéit of. Dat ass warscheinlech eng Activité industrielle, wa mer an der Produktioun vun engem Medikament sinn. Dat muss ee le moment venu kucken, wéi ee Zonage do applikabel ass. Mee dat ass zu dësem Zäitpunkt ze fréi.

Ech mengen, dat Éischt, wat kënnt, ass eng Definitioun, déi ee setzt, Ramebedéngungen, déi ee setzt. An a Fonctioun dovunner ergëtt sech, a wéi e Zonage dat dann op lokalem Plang ka passen oder och net.

Da géif ech Merci soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo de Landwirtschaftsminister. Oder war keng Fro dofir derbäi?

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Wann Der erlaabt, Här President, et war u sech eng Fro, déi d'Madamm Hansen un de Landwirtschaftsminister gestallt huet, deen awer bei der Produktioun vu Medikamenter generell an och bei medezinneschem Cannabis zu dësem Zäitpunkt keng Kompetenz huet. Dofir ware mer esou fräi, dass ech dat iwwerholl hunn.

(Hilarité et interruptions)

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Nach keng! Dat wäert kommen, an da kommen ech ganz gär heihinner.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

6. 7941 – Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021

Da komme mer elo bei den nächste Punkt vum Ordre du jour, de Projet de loi 7941, d'Adoptioun vum Traité iwwert d'automatesch Unerkennung vun den Héichschoulqualifikatiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vill Jonker hunn de Wonsch, no hirer Première an d'Ausland studéieren ze goen. Si wëllen hiert Nascht doheem verloossen, fir nei Leit, nei Kulturen, nei Stied an eventuell och nei Säiten u sech selwer kennen ze léieren. E Studium am Ausland kann eng immens flott a léierräich Zäit fir si sinn. Si léieren, eleng eens ze ginn, bauen eventuell nei Frëndschaften an international Kontakter op, kucken iwwert de berüümten Tellerrand, fir d'Welt mat aneren Aen ze betruechten, a sammelen esou wichteg Erfarunge fir d'Liewen.

Et léiert ee jo bekanntlech net fir d'Schoul ... oder net nëmmen, pardon, mee och fir d'Liewen. Dat soten déi al Réimer schonn an dat ass och haut nach wouer.

Wärend déi eng direkt wëssen, wouhin a wéi e Fach se wëlle studéiere goen, fält et deenen aneren dacks méi schwéier, de richtege Choix ze treffen. Nieft de perséinlechen Interêten a Kompetenzen, den Opnamekrittäre vun der Uni an de finanziellen Aspekter gëtt et nämlech nach e weidere wichtege Punkt, iwwert deen ee sech am Virfeld vu senge Studie sollt informéieren, an zwar wéi et mat der Unerkennung vum auslänneschen Diplom hei zu Lëtzebuerg, also hei am Land, steet.

An der Reegel, Dir wësst dat, muss all Persoun, déi am Ausland studéiert huet, eng Demande beim Ministère fir Héichschoul a Fuerschung maachen, fir hiren Diplom an de Registre des titres de formation aschreiwen ze loossen.

Bei dëser Prozedur ginn zwou Saache vum zoustännege Service iwwerpréift: Éischtens, ob et sech beim Diplom ëm en Titel handelt, deen den Erfolleg vun engem komplette Studienzyklus sanktionéiert; zweetens, ob den Diplom konform ass mat der Gesetzeslag vun deem Land, an deem en ausgestallt gouf.

Nëmme wann dës zwee Krittären erfëllt sinn, gëtt den Diplom an de Lëtzebuerger Regëster ageschriwwen, wou dann och festgehale gëtt, ëm wéi en Niveau vun Diplom et sech am Verglach mam Lëtzebuerger Héichschoulsystem handelt. Normalerweis dauert et tëschent véier a sechs Wochen, bis dann den zoustännege Service seng Entscheedung getraff huet.

Et sief allerdéngs bemierkt, datt et sech hei reng ëm déi akademesch Unerkennung vum Diplom handelt an net ëm déi professionell. Den Titulaire kritt deemno d'Recht, den akademeschen Titel vu sengem Diplom ze droen, awer net automatesch d'Recht, e bestëmmte Beruff auszeüben. Do kommen och nach ganz aner Reegelen an d'Spill.

Elo ginn et awer och eng Rei Diplomer, déi vun der Inscriptioun an de Registre des titres dispenséiert sinn an déi automatesch zu Lëtzebuerg unerkannt ginn, nämlech déi belsch an déi nidderlännesch, oder déi hollännesch, wéi mir soen.

D'Titulairë brauchen hir Diplomer an dësem Fall net an den nationale Regëster aschreiwen ze loossen a spueren doduerch net just Zäit, mee och d'Käschte vun der Inscriptiounstax. Dat selwecht gëllt iwwregens och ëmgedréit: Déi Lëtzebuerger Diplomer ginn an der Belsch an an Holland automatesch unerkannt.

Dëst Ofkommes tëschent de Benelux-Staate steet also ganz am Zeeche vun der administrativer Vereinfachung a simplifiéiert déi grenziwwerschreidend Mobilitéit vun de Studenten an Aarbechter. Nom Virbild vun dësem Modell sollen an Zukunft nach weider multilateral Accorden tëschent den EU-Memberlänner entstoen.

De virleiende Gesetzesprojet huet als Objet, genee esou en Accord zu Lëtzebuerg ëmzesetzen.

De 14. September d'lescht Joer, 2021 also, hunn d'Benelux-Staaten zesumme mat Estland, Litauen a Lettland de sougenannten Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur ënnerschriwwen. Si engagéiere sech heimat, Diplomer, déi an engem vun de sechs Länner ausgestallt ginn, automatesch ënnereneen unzeerkennen.

Konkreet ginn hei sämtlech Bachelor-, Master- an Doktoratdiplomer viséiert, déi dem Héichschoulsystem vum jeeweilege Partnerland ugehéieren an déi am Cadre européen des certifications opgefouert sinn. Och déi sougenannt „Associate Degrees" falen heirënner.

Ech wollt op dëser Plaz nach eemol ervirhiewen, datt et sech hei ëm eng akademesch Unerkennung handelt an net ëm eng professionell. Ausserdeem schwätze mer hei vun enger „reconnaissance de niveau", dat heescht, datt den Niveau vun den Diplomer automatesch vun de sechs Partnerlänner unerkannt gëtt. D'Qualifikatioune brauchen also net méi op hir Equivalenz hi gepréift ze ginn, wat den Titulairë vun dësen Titren eng Rei vun administrativen Demarchen erspuert.

Dësen Traité vereinfacht net just d'Mobilitéit vun de Studenten an Aarbechter, mee stäerkt och d'Kooperatioun tëschent de Partnerlänner am Beräich vun der Héichschoul. Dofir wär et nëmme wënschenswäert, wann an Zukunft nach weider Länner de System vun der Reconnaissance automatique géifen adoptéieren.

Den Traité bleift a priori oppe fir de Bäitrëtt vun all de Länner, déi dem Espace européen de l'enseignement supérieur ugehéieren an déi d'Konventioun oder d'Convention de reconnaissance de Lisbonne ënnerschriwwen hunn. Hei dernieft mussen nach verschidde Qualitéitskrittäre bei der Kandidatur respektéiert ginn.

D'Ëmsetzung vun dësem Traité zu Lëtzebuerg erlaabt eis also, de System, dee mir de Moment scho fir déi belsch an déi nidderlännesch Diplomer uwenden, an Zukunft och fir Diplomer ze applizéieren, déi a Lettland, Estland a Litauen ausgestallt ginn. A falls an den nächste Joren nach weider Länner dësen Traité unhuelen, wäerten och hir Diplomer zu Lëtzebuerg vun der automatescher Unerkennung profitéieren.

Fir meng Ried ofzeschléissen, kommen ech nach eemol kuerz op d'Avise vum Staatsrot an der Chambre de Commerce. De Staatsrot huet a sengem Avis keng gréisser Remarke formuléiert, soudatt hien ouni Weideres säin Accord zu dësem Projet konnt ginn.

D'Chambre de Commerce begréisst an hirem Avis, datt d'Diplomer aus de baltesche Staaten an Zukunft automatesch zu Lëtzebuerg wäerten unerkannt ginn. Doduerch wäerten d'Entreprisë méi séier, méi einfach qualifizéiert Aarbechter aus dëse Länner kënne rekrutéieren. D'Handelskummer fir hir Säit ënnerstäicht ausserdeem d'Virreiderroll vu Lëtzebuerg am Beräich vun der automatescher Unerkennung vun den Diplomer an hofft, datt nach weider Länner sengem Beispill wäerte follegen.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a ginn dann och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no dësen Ausféierungen, déi Iech hoffentlech konzis a verständlech genuch waren, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter André Bauler.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert ageschriwwen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Merci och dem Här Rapporter fir säin effektiv verständleche Rapport, dee schrëftlechen an och dee mëndleche vun elo grad. A mir ginn als CSV-Fraktioun och eisen Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Ech mengen, et ass hautdesdaags och ganz wichteg, méi a Richtung automatesch Unerkennung vun Diplomer, Héichschouldiplomer an dësem Kontext, ze goen. Och administrativ ass dat méi einfach. Mee dat sollt awer am Beschten net iwwer einfach nëmme weider eenzel bi- oder multilateral Traitéen a Verträg goen. Dat misst eigentlech méi wäit gefaasst ginn op iwwergeordneter Eebene.

An den europäeschen Héichschoulraum, dee war ënner eiser Copresidence 2005 weesentlech weidergedriwwe ginn. Et ass schued, datt an de leschte Joren do net méi vill geschitt ass, well dat wär déi richteg Plaz, zesumme mat der EU, fir eng international Unerkennung vun Diplomer an dësem Raum virunzedreiwen. An ech denken, Här Minister, datt een och dat vläicht erëm eng Kéier do kéint hindroen a soen, dat wär wierklech elo de Moment en Theema, wou déi Presidence, déi elo de Moment amgaangen ass, sech deem kéint unhuelen, fir erëm eng Kéier do opzegräifen, wat e wichtegen Theema war, fir e gemeinsamen Héichschoulraum ze maachen iwwert d'EU eraus an Europa.

Ech mengen, grad haut ass dat de Moment, well et geet jo och vill rieds vu Fachkräftemangel. Grad och zanter Covid ass dat nach méi de Fall. Also wär et wichteg, och am Beräich vun der automatescher Unerkennung vun Diplomen, Héichschoul- an awer och anerer Qualifizéierter, weiderzekommen.

Ech erënneren, wann Der erlaabt, Här President, an dësem Kontext och u meng Demande un d'Héichschoulkommissioun virun zwee Joer iwwert d'Ëmsetzung an d'Auswierkunge vum Gesetz iwwert déi spezialiséiert medezinnesch Héichschoulausbildung hei zu Lëtzebuerg. Ech denken, datt no enger normaler Schounzäit – dat ass sécher no zwee Joer de Fall – et awer elo Zäit, héich Zäit, wär an och ganz aktuell wär, fir där Demande nozekommen an dat Theema op den Ordre du jour ze bréngen vun enger Kommissioun op enger Plage, wou keng wichteg Gesetzer an anere Kommissiounen dru sinn. Ech mengen, dat ass och eng Fro fir d'Chambersorganisatioun. Ech mengen, och net nëmme wéinst der Aktualitéit wär et awer elo wichteg, déi Saach esou lues erëm op den Ordre du jour ze huelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Modert. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Mir begréissen dëse Projet natierlech selbstverständlech, well et eng Vereinfachung fir d'Héichschoulinstitutiounen, d'Unien an awer och d'Akkreditéierungsautoritéiten an och d'Studente selwer ass. Dat begréisse mer ganz staark, well bei dësem Traité fale jo dann och déi laang Unerkennungsprozedure fir d'Héichschouldiplomer an och déi domadder verbonne Käschten ewech, an dat ass natierlech fir jiddwereen honnertprozenteg ze begréissen.

Mir, d'LSAP, begréissen dann awer och – mir begréisse ganz vill dës Kéier –, dass den Traité et interesséierte Länner aus dem europäesche Raum erlaabt, dësem bäizetrieden. Dat ass ganz an der europäescher Iddi. Dovunner kënnen dann d'Länner profitéiere fir e méi vereinfachte Wëssensaustausch.

Dofir soen ech dann dem Rapporteur natierlech en häerzleche Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport an ech ginn den Accord vun der LSAP.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An da wier et un der honorabeler Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Och virewech e grousse Merci un de Rapporter fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dësen Text, dëst Gesetz, ass am Interêt vun deene jonke Leit, déi hir Ausbildung an anere Länner maachen. Et ass och am Interêt vun eisem Land. Et ass am Interêt vun enger grenziwwerschreidender Qualifikatioun. An an deem Sënn kënne mir nëmmen eisen Accord zu dësem Gesetzestext ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci dem Rapporter fir säi gudde Rapport, an d'ADR gëtt natierlech hiren Accord fir dëse Projet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An dann ass et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, dem Rapporter e grousse Merci. Ech mengen, et ass alles gesot ginn. Meng Virriedner hunn alles gesot. Mir stëmmen natierlech och hei zou.

Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister an Héichschoulminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och fir déi breet Zoustëmmung an e Merci och un de Rapporter, den André Bauler.

D'Remark vum Octavie Modert ass absolutt pertinent. Ech denken, datt mir hei e Schrëtt maachen a Richtung vun engem europäeschen Héichschoulraum mat Länner zesummen, déi dat och wëlle maachen. Mir hunn ënner Benelux ugefaangen, wat, mengen ech, och e Signal war. Mir hunn aner Länner, déi baltesch Staaten, derbäikritt. Mir sinn elo da schonn zu sechs, fir do zesummen ze kucken, datt mer eis Diplomer géigesäiteg unerkennen. Dat kann natierlech nach erweidert ginn, mee ideal wär et natierlech gewiescht, wann dat um Niveau vun der gesamter EU gewiescht wär. A mir géifen esou engem Prozess sécherlech net am Wee stoen. Mir wäre jo, wéi mer hei weisen, éischter e Motor do dervunner.

Vläicht och eng Informatioun, wat déi aner Demande ubelaangt, fir eng Kéier iwwert d'Spezialisatioun zu Studiegäng an der Medezinn op der Uni.lu ze rapportéieren an ze diskutéieren. Dat ass elo dat zweet Joer, wou déi amgaange sinn, zum Deel mat nach bescheidenen Zuele vu Studentinnen a Studenten. Dat leeft awer elo richteg un, lues a lues.

Ech mengen, datt ee sécherlech do kann e Bilan zéien. Vläicht kënne mer dat och maachen, wann dee Gesetzesprojet, deen den 30. September duerch de Regierungsrot gaangen ass, fir allgemeng eng Kéier eng Rei vun Adaptatiounen un eiser gesetzlecher Struktur fir d'Héichschoullandschaft ze diskutéieren. Do hu mer nämlech och dat eent an dat anert schonn als Suite vun deem, wat mer gemierkt hunn, wat een nach kéint verbessere bei de Spezialisatiounen an der Medezinn op der Uni.lu, mat eragoll.

En anere Punkt, mengen ech, wou Dir och hei ganz staark derfir plädéiert hat, nämlech fir de Grad ze schafe vum Docteur en médecine, dat ass domat virgesinn. Mee et gëtt sécherlech nach aner Punkten, iwwert déi mer eis gäre kënnen echangéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. Parole après ministre fir d'Madamm Modert.

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Här Minister, wann ech däerf vläicht d'Suggestioun ginn, fir eebe just op EU-Niveau unzereegen – ech mengen, datt Lëtzebuerg an enger gudder Positioun wär, fir dat ze maachen –, fir den europäeschen Héichschoulraum eng Kéier e bësse méi zum Liewen ze bréngen an déi Gremien anzeberuffen, wou een ënnert anerem heiriwwer kéint diskutéieren.

Mir haten deemools, 2005, eng extreem unerkannt Copresidence. An ech denken, datt keen eis béis wär, wa mir géife soen: „Mir hätte gär, datt dat erëm opliewe géif, datt dat erëm an d'Liewe komme géif no deene leschte Joren, wou dat komplett ageschlof war." Well ech mengen, datt d'Zäit eigentlech haut méi wichteg ass, fir en europäeschen Héichschoulraum – well dee geet iwwert d'EU eraus – opliewen ze loossen an do ze kucken, wat mer brauche fir weiderzekommen, well d'Zäite sinn haut nach ganz anerer wéi déizäit, wéi mir d'Copresidence haten. An dat hei ass een Theema, wat wichteg, awer och – zwëschen Gänseféiserchen – „einfach" wär, an deem Beräich direkt opzegräifen.

Ech denken, datt et Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht géif stoen, Här Minister, wann Dir géift soen: „Kommt, mer loossen dat erëm opgräifen!"

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Modert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7941. Den Text steet am Document parlementaire 7941[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7941

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7941 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

7. 8074 – Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour, de Projet de loi 8074, eng temporaire Derogatioun vum Aarbechtsrecht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeleucht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. An dee steet scho prett. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci, Här President. Effektiv, de leschte Projet vun de Mëtten, dee wäert Iech bekannt virkommen. Et geet ëm eng Derogatioun, déi mer an de leschten zwee Joer schonn emol hei an der Chamber haten am Beräich vun der Beruffsausbildung.

Déi lescht zwou Rentréeë stounge ganz kloer am Zeeche vum Coronavirus. Dofir hu mir missen eng Rëtsch Mesuren ergräifen, fir engersäits d'Gesondheet vun de Léierbouwen a vun de Léiermeedercher ze schützen an anerersäits awer och fir de propperen Oflaf vun hirer Beruffsformatioun ze garantéieren.

Als Politik hu mer séchergestallt, dass déi Jonk hir Ausbildung trotz der sanitärer Kris konnte viruféieren. Déi lescht zwee Schouljore sollten net verluer goen, dofir hu mer alles drugesat, fir den Apprentien e gudden Ofschloss an déi beschtméiglech Perspektiven ze bidden.

Op där enger Säit hu mer d'Delaie fir d'Konklusioun an d'Reprise vun de Léierkontrakter op den 30. November verréckelt an Dispense fir Moduller a Kompetenzen erméiglecht, déi wärend dem Schouljoer net konnten evaluéiert ginn.

Op där anerer Säit hu mer eng temporaire finanziell Ënnerstëtzung agefouert fir Entreprisen, déi sech trotz der Kris weider am Apprentissage engagéiert hunn.

Haut hu mer eng ganz aner Situatioun an ech si frou – ech mengen, mir alleguerten heibannen –, dass d'Schüler dëst Joer nees eng Rentrée ganz ouni Restriktioune konnten hunn. Mir si frou, dass eis Kanner a Jugendlech nees mat Loscht a Freed an d'Schoul kënne goen, ouni Angscht ze hunn ëm sech selwer, ëm hir Gesondheet, awer och ouni Angscht ze hunn, hir sozial Kontakter mussen anzeschränken.

An awer, trotz der aktuell gudder Situatioun hei zu Lëtzebuerg däerfe mer net vergiessen, dass de Virus nach ëmmer present ass. En huet sech net a Loft opgeléist a mir kënnen eis nach ëmmer ustiechen, och wann d'Krankheet haut an de meeschte Fäll ouni schlëmm Symptomer verleeft, wat mer den Impfungen ze verdanken hunn.

Mir hu geléiert, mam Virus ze liewen, mee trotzdeem wësse mer net, wat d'Zukunft bréngt. Eng Rei Fuerscher ginn dervun aus, dass d'Infektiounszuelen an den nächste Wochen a Méint erëm wäerten an den Hierscht- a Wanterméint klammen.

Falls déi sanitär Situatioun sech wierklech géif verschlëmmeren, da besteet de Risiko, dass Entreprisen hiert Engagement an der Beruffsausbildung kéinten erofschrauwen. Et ass also méiglech, dass déi jonk Léierbouwen a Léiermeedercher och dëst Joer nees méi laang Zäit géife brauchen, fir e Patron de stage ze fannen.

Hei dernieft gëtt et nach e weidere Facteur, dee riskéiert, de gudde Fonctionnement vun der Formation professionnelle ze behënneren, an zwar d'Differenz tëschent der Offer an der Demande vu Léierplazen. Anescht ewéi déi Jore virdrun hu mir dëst Joer fir d'éischte Kéier de Fall, dass et méi Plazen an den Entreprisë gëtt wéi Kandidature vun den Apprentië selwer. Ausserdeem stelle mer awer fest, dass den éischte Choix vun deene Jonken oft net mat den ausgeschriwwene Plazen iwwerteneestëmmt.

Fir dës Problemer unzegoen an de Matching tëschent den Apprentien an de Betriber ze verbesseren, huet den Educatiounsministère zousätzlech Mesurë geholl, fir déi Jonk bei der Sich no enger Léierplaz ze begleeden, si ze beroden an, wann et néideg ass, och ze reorientéieren.

Well dës Mesuren awer eng gewëssen Zäit brauchen, fir effikass ze sinn, besteet de Risiko, dass verschidde Jonker déi offiziell Date limite fir d'Aschreiwunge vun engem Léierkontrakt kéinte verpassen, dass se d'Date limite vum 1. November net kéinten anhalen. De Code du travail gesäit nämlech vir, dass all Léierbouf an all Léiermeedche bis spéitstens den 1. November e Léierkontrakt muss kënne virleeën.

Fir sécherzegoen, dass all déi Jonk hir Léier dëst Joer kënnen ufänken, proposéiert de virleiende Gesetzesprojet also, d'Deadline vum 1. November op den 30. November ze verréckelen. D'Apprentien hu soumat ee Mount méi laang Zäit, fir hire Patron de stage ze fannen. Änlech wéi déi lescht zwee Joer proposéiert de virleienden Text eng temporaire Derogatioun zum Artikel L. 111-3 Paragraf 4 vum Code du travail.

Mir gi mat dësem Gesetz also engersäits prophylaktesch vir, andeems mer déi negativ Konsequenzen ofﬁederen, déi eng nei Coronawell am Secteur vun der Beruffsausbildung kéint mat sech bréngen, an anerersäits gi mer eis déi néideg Zäit, fir déi Jonk bei hirer Sich no enger Léierplaz nach méi intensiv ze begleeden.

De Staatsrot huet a sengem Avis keng gréisser Remarke formuléiert, soudass ech och ouni Weideres kann den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei heizou ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Gilles Baum.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. Och e grousse Merci dem Rapporter. Mir hunn dës Bestëmmungen déi leschte Kéier matgedroen a mir wëllen och dëst Joer net deene Jonken am Wee stoen, also stëmme mer dëse Projet de loi mat.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An da wier et un der Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Eis geet et d'selwecht. Merci dem Rapporteur an natierlech all Guddes fir déi Jonk, dass se kënnen awer vläicht mat e bësse méi Zäit nach eng Aarbechtsplaz fannen. An dofir soe mer hinne Merci.

A merci, d'LSAP gëtt natierlech den Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. A geet et der Madamm Djuna Bernard och d'selwecht?

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, Här President, Dir hutt ganz Recht. Et geet eis och d'selwecht. E grousse Merci un de Rapporter an och vun eiser Säit aus den Accord fir dëse Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. A merci dem Rapporter. An d'ADR gëtt hiren Accord.

M. Fernand Etgen, Président | An dann d'Madamm Cecchetti. Merci, Här Keup.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech wollt elo scho soen: „Ech maachen et d'nämmlecht wéi meng Virriednerinnen", mee et war awer elo och nach e Virriedner do. Mir ginn natierlech och den Accord an e grousse Merci un de Rapporter fir säin exzellente Rapport.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et deet mer leed, ech kann net nëmmen den Accord ginn. Ech wollt awer nach zwee Wierder lassginn. Dat eent ass e grousse Merci un de Rapporter fir de Rapport.

Et ass jo net déi éischte Kéier, datt mer mat esou engem Gesetz befaasst sinn. A mir begréissen et u sech prinzipiell, datt mer och deenen Apprentien, déi am Delai elo keng Plaz fonnt hunn, déi Karenzzäit weider ginn.

Mir hoffen natierlech, datt all d'Apprentië bis zum neien Delai dann elo schlussendlech eng Plaz wäerte fannen, mee gläichzäiteg ass et awer esou, datt d'Fanne vu Léierplaze vu Joer zu Joer, an net nëmmen duerch Covid, ëmmer méi schwéier ze gi schéngt. An deementspriechend musse mer eis méi prinzipiell d'Fro stellen – an dat ass net nëmmen eng Aarbecht fir den Educatiounsministère, dat ass eng Aarbecht virun allem och fir d'Patronat, déi jo déi Plazen offréieren –, wat mer kënne maachen, fir et méi einfach ze maachen a fir eis Jonker och beschtméiglech ze forméieren.

Et ass fir eis evident, datt et héich Zäit ass, mat alle Betraffenen eng genau Analys vun der Situatioun ze maachen. Ech hunn et gëschter an der Ried zur Lag vun der Natioun gesot: Mir mussen och ophalen, als Staat nëmmen Apprentien ofzewerben, wa se schonn ausgebilt sinn, an de Staat muss massiv selwer méi Apprentisplaze schafen.

Dës Problemer gi leider duerch dëst Gesetz net aus der Welt geschaaft. Si ginn awer zumindest fir déi Betraffen e bëssen ofgeschwächt. An ech mengen, dat ass eng gutt Saach, an duerfir gi mir och eisen Accord fir dëst Gesetz.

Ech soen Iech Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, och merci hei nach eng Kéier fir déi breet Zoustëmmung. Datt et wierklech derwäert ass, sech do dee Mount méi Zäit ze ginn, fir nach Léierverträg ze maachen, weist ënner anerem déi Experienz aus dem leschte Joer, wou am Mount November nach 300 Léierverträg ënnerschriwwe goufen, also 300-mol, wou e Patron an e Jonke sech eens gi sinn, fir zesummen en Apprentissage kënnen ze maachen. An deem Sënn soen ech Merci hei fir déi Zoustëmmung, fir dat och dëst Joer virzegesinn.

Woubäi, wa mer dem Rapport vum Rapporter Gilles Baum gutt nogelauschtert hunn, et dës Kéier wierklech nëmmen ënnert engem anere Virzeeche geschitt: Et ass hei net esou, datt mer vun enger Penurie vu Plaze schwätzen a mer da mussen Entreprisen iwwerzeegen, fir Plazen opzemaachen. Dat war elo e bëssen och vläicht esou erauszehéiere bei mengem direkte Virriedner, dem Sven Clement. Dëst Joer hu mer däitlech méi Plaze fräi, wéi mer Kandidaturen hunn, soudatt mer éischter musse kucken, vläicht sektoriell mateneen eens ze ginn, wann een eng Léier an deem enge Beräich wëll maachen, awer éischter nach Léierplazen an deem anere fräi sinn, fir datt een dann do de Matching kann organiséieren.

An hei bidde mer dës Kéier éischter nach de Patronen d'Chance, en Apprenti ze fanne wärend deem Mount, wou mer déi leschte Kéieren éischter den Apprentien d'Chance ginn hunn, nach e Patron ze fannen. Ëmsou méi denken ech, mécht et awer Sënn, eis hei dee Mount méi Zäit ze loossen, fir datt d'Leit beieneekommen a sech duerno alleguerten, alle béid, kënnen engagéieren an enger hoffentlech erfollegräicher Ausbildung.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

8. 7941 – Projet de loi portant approbation du Traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur, fait à Bruxelles, le 14 septembre 2021 (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Bei dem Projet virdrun, beim 7941, hat ech vergiess, no der Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze froen. Duerfir froen ech d'Chamber: Freet d'Chamber bei deem Projet d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

9. 8074 – Projet de loi portant dérogation temporaire au délai de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail (suite)

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8074. Den Text steet am Document parlementaire 8074[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8074 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 18., 19. an 20. Oktober virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.43 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Session ordinaire 2021-2022			
Encadrement psychiatrique au Luxembourg	6617	Marc Goergen	90
Situation des patients dans les structures psychiatriques	6618	Marc Goergen	90
Extension du tram vers l'aéroport	6689	Marc Lies	91
Centre de données de Google à Bissen	6713	Fernand Kartheiser, Roy Reding	92
Déponie à Feulen	6718	Jeff Engelen	92
Éboulement de roche dans le tunnel Schieburg	6729	Carlo Weber	92
Syndicats communaux impactés par la hausse du prix de l'énergie	6731	Léon Gloden	93
Mobilité cycliste sur le pont J.-P. Buchler à Luxembourg-ville	6736	François Benoy	93
Prix de l'électricité	6745	Laurent Mosar	93
Réseau cyclable	6747	Jeff Engelen	93
Viaduc entre Esch et Belval	6748	Jeff Engelen	94
Effondrement dans un tunnel ferroviaire entre Wilwerwiltz et Kautenbach	6749	Jeff Engelen	94
Études d'impact	6758	Martine Hansen	94
Accords dérogatoires en matière de télétravail avec la France	6763	Marc Spautz, Gilles Roth	95
Augmentation du prix de « nova naturstroum »	6780	Fred Keup	96
Remboursement de la psychothérapie	6781	Gilles Baum, Carole Hartmann	97
Exploitation de drones	6782	Mars Di Bartolomeo, Carlo Weber	97
« Liste noire » du CHL	6783	Sven Clement	97
Personnel du Rehazenter	6785	Claude Wiseler	98
Délai pour le remboursement des impôts	6789	Marc Goergen	98
Congé pour raisons familiales	6794	Djuna Bernard	98
Pénurie d'AdBlue	6797	Marc Goergen	99

Encadrement psychiatrique au Luxembourg | Question **6617** (05/08/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 4931 hat d'Ministesch fir Gesondheet erkläert, dass 5 Services de psychiatrie hei am Land existéieren. Dës Servicer befannen sech am CHEM zu Esch, dem CHL an dem HRS zu Lëtzebuerg an dem CHdN souwéi dem CHNP zu Ettelbréck. Statistiken zu de Patiente géifen net zentral erfaasst ginn. Deemno misst et jo méiglech sinn, dass all eenzel Psychiatrie dem Ministère verschidden Zuelen nenne kann.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune schaffen aktuell an de Psychiatrien hei am Land, opgelëscht no Psychiatrie? Wéi vill dovunner si fest an deenen eenzele Psychiatrien agestallt?

2. Wéi vill Psychiateren a Psychologe mat engem Doktertitel schaffen aktuell an de Psychiatrien hei am Land, opgelëscht no Ustalt? Wéi vill vun dësen Doktere si permanent an deenen eenzelen Ustalten affektéiert?

3. Wéi schnell mussen d'Psychiateren a Psychologen, am Fall vun enger Urgence, an enger Psychiatrie fir de Patient do sinn?

4. Wéi vill Persounen sinn aktuell an den eenzele Psychiatrien hei am Land hospitaliséiert? Wéi vill vun dëse Patienten sinn zwangsinternéiert iwwert d'Gesetz vun Dezember 2009?

5. Wéi vill Patiente waren an de leschten zwee Joer an der Moyenne pro Mount an de Psychiatrien hei am Land zwangsinternéiert nom Gesetz vun 2009 (opgelëscht no Mount)?

6. Existéieren aner Zwangsinternementer ewéi déi, déi am Gesetz vun 2009 virgesi sinn?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. D'Prise en charge vum engem psychiatresche Patient ass multidisziplinär an betrëfft dofir eng Unzuel vu verschiddene Beruffer, ënnert anerem d'Dokterschaft, Fleegepersonal, Psychologen, Assistantes sociales, Psychomotriciennes, Ergotherapeuten, Sport-, Musico- an Artherapeuten, déi all entweeder vum Spidol agestallt sinn oder eng Konventioun hunn. Infirmières psychiatriques si beim Fleegepersonal ee vun den Haaptpilieren, déi d'Prise en charge garantéieren nieft den Infirmiers généraux an Aide-soignanten.

Et muss een, wat d'Dotatioun vun der Prise en charge betrëfft, och zwëschent der Erwuessenepsychiatrie an der Jugend- a Kannerpsychiatrie ënnerscheeden. Eleng de CHEM huet op sengem Site zu Esch eng „psychiatrie intensive", e „centre de crise", eng „antenne mobile" an en „hôpital de jour", esouwéi op sengem Site zu Niederkorn zwou Psychiatries-médecine interne an eng Psychiatrie de liaison, all dës Servicer hunn hir eegen Dotatioun.

D'ETP vun deene verschiddenen Servicer an de Psychiatrië gi mat der CNS an dem betraffene Spidol am Eenzelen ausgehandelt, dat baséiert op Normen an op dem Aktivitéitsbilan vum Spidol. Mir verweisen dofir un de Ministère fir sozial Sécherheet an am Bestëmmten un d'Commissioun des normes FHL-CNS. An dësem Dokument ass virgesinn, datt d'Dotatioun de sécurité zum Beispill fir d'„unité de psychiatrie fermée" dräi Soignants pro Posten 365/365 Deeg ass.

ad 2. Wat den HRS, CHEM a CHdN ubelaangt, schaffen do d'Dokteren als Fräiberuffler a sinn un d'Spidol duerch e Contrat de collaboration gebonnen (Belegarztsystem). Am CHNP a CHL sinn d'Dokteren ugestallt a si „médecins salariés". Fir déi ugestallten Doktere ginn d'ETP och mat der CNS ausgehandelt. Niewent spezialiséierten Dokteren an der Psychiatrie sinn awer och nach Psychotherapeuten am Kontakt mam Patient. Doniewent gëtt awer hautdesdaags vill op zousätzlech Formatiounen an Experienze gekuckt, fir kënnen an enger „psychiatrie" ze schaffen.

ad 3. Fir hospitaliséiert Patienten huet ee Psychiater an all Klinik 24 Stonnen op 24, 7 Deeg an der Woch Bereetschaft. Och gëtt d'Personal duerch Formatiounen ausgebilt, fir esou Evenementer op e Maximum ze evitéieren. D'Zilsetzung bleift, d'Urgences op ee Maximum ze vermeiden duerch Formatioun vum Personal.

ad 4. Am Rapport vun der Carte sanitaire vun 2021 ass d'Unzuel vun de Better beschriwwen:

Wat déi véier Akutpsychiatrie Servicer ugeet, sou sinn am CHdN-Ettelbréck 41 Better, am CHL 48 an am CHEM 45 Better installéiert (27 CHEM-Esch an 18 CHEM-Nidderkuer). Et ginn 92 Better am HRS, dovu 45 am HRS-Kierchbierg, 32 an der Zithaklinik a 15 an der Clinique Ste Marie. Am Ganze ginn et soumat 226 Better am Land an den Akutpsychiatrie Servicer.

Wat de CHNP ugeet, sou ginn et 180 Better de „moyen séjour" a 67 Laangzäitbetter.

Wat d'Better vun der zouener Psychiatrie betrëfft, ginn et der jeeweils 12 am CHEM, CHL, CHdN an HRS, esouwéi 15 am CHNP. Wat d'„Services nationaux" ugeet, sou hu mer fir d'Kannerpsychiatrie 8 Better an der CHL-Kannerklinik an 30 Better fir d'Jugendpsychiatrie an den HRS-Kierchbierg. D'Beleeung vun deenen eenzelen Servicer ass immens héich.

Am Mount August vun dësem Joer waren insgesamt 48 Patienten iwwert d'Gesetz vun 2009 placéiert.

ad 5. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 6. Den Artikel 71 vum Code pénal gesäit en Zwangsinternement vir, dee vun de Justizautoritéite kann ordonéiert ginn am Fall, wou eng Persoun eng Strofdot begaangen huet, mee als onzourechnungsfäeg („pénalement irresponsable") a geféierlech fir sech a fir anerer erkläert gouf. Dëse Placement kann natierlech och mat engem Appell oder enger Oppositioun ugefecht ginn.

D'Modalitéite vun der Exekutioun vun dëse Placementer sinn awer vum Gesetz vun 2009 virgesinn.

Situation des patients dans les structures psychiatriques | Question **6618** (05/08/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menge parlamentaresche Froen N° 4931 a 5371 wollt ech Informatiounen an Zuelematerial zur Hospitaliséierung vu Persoune mat mentale Problemer kréien. D'Äntwerte vun der Ministesch weisen, dass wéineg ëffentlech Informatioun zum Fonctionnement

an de Psychiatrien existéieren. Dëst mécht et schwéier, fir vu baussen novollzéien ze kënnen, ob ëmmer am Interessi vun de Patiente gehandelt gëtt. Mengen Informatiounen no kritt awer ënnert anerem den Ombudsmann Zuelen an Informatiounen, zum Beispill doriwwer, wéi vill Patienten an den zouenen Anstalten ugestréckt, zwangsmedikamentéiert oder isoléiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a Justiz dës Froe stellen:

1. Op meng Fro N° 5371 zu der Publikatioun vun den triennale Rapporten, déi d'Gesondheetsministesch der Chamber muss virleeën, huet d'Ministesch zouginn, dass bis elo kee Rapport geschriwwe gouf.

De Gesondheetsministère wäert an deem Sënn d'Commissions de surveillance des établissements psychiatriques mandatéieren, hir Aarbechte sou séier wéi méiglech nees opzehuelen, fir datt d'Chamber zäitno en aktuelle Rapport ka presentéiert kréien.
– Sinn d'Aarbechte schonn amgaangen?
– Wéini rechent d'Ministesch, dass d'Rapporte wäerte presentéiert ginn?

2. An der Äntwert op d'Fro 4931 schreift d'Ministesch, dass zwou Kommissiounen existéieren, déi periodesch analyséieren, ob ee Placement berechtegt ass oder ob d'Persoun muss entlooss ginn. Dës zwou Kommissioune sinn am Gesetz vun 2009 virgesinn.
– Wéi oft sinn dës Kommissiounen an de leschten dräi Joer zesummekomm (opgelëscht no Datum)?
– A wéi ville Fäll hunn dës Kommissiounen entscheet, dass ee Placement net berechtegt war?

3. Den Artikel 44 vum Gesetz vun 2009 beschreift d'Fäll, an deenen d'Contention zum Asaz kommen dierf. De Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) mécht reegelméisseg Rapporten iwwert d'Bedingungen a Prisongen. An engem Rapport vun 2017 a Spuenien schreift de CPT:

Le CPT est particulièrement préoccupé par le recours continu à la contention mécanique des détenus (sujeción mecánica). Les détenus sont encore attachés à un lit pour des périodes prolongées sans surveillance appropriée, ni mention de la mesure dans un registre.
– Wéi vill Leit goufen an deene vergaangenen dräi Joer géint hire Wëllen ugestréckt?
Wou sinn dës Fäll gespäichert?

4. Stellt d'Ustrécke vun engem Patient ee medezinneschen Akt duer?

5. Madamm Justizministesch, goufe vum Parquet an de Psychiatrië schonns Enquêtë betreffend der Contention gemaach?

6. An der Äntwert op meng Fro N° 4931 war der Gesondheetsministesch net bekannt, dass Patiente Medikamenter géint hire Wëlle verofreecht kréien. Kann d'Ministesch ausschléissen, dass nach kee Patient, zënter Aféierung vum Gesetz vun 2009, Medikamenter géint säi Wëlle verofreecht krut?
Falls jo, mat wéi enge Garantien? Falls net, wéi gedenkt si deem Rechnung ze droen?

7. Am Artikel 3 vum Gesetz vun 2009 gëtt d'Zwangsinternéierung als Moossnam beschriwwen, déi zum Zil de Schutz vun der Persoun viru sech selwer an hire Matmënschen huet. D'Zwangsplazéierung ass eng drastesch Moossnam, déi d'Grondrechter vun enger Persoun immens beschneit. D'Follge vun esou enger Internéierung kënnen, wéi eng Prisongsstrof, verheerend sinn. D'Proportionalitéit vun dëser Moossnam muss dofir ëmmer gewäerleescht sinn.
– Wéi eng Moossname ginn an de Psychiatrië geholl fir sécherzestellen, dass keng Persoun falsch placéiert gëtt an zwangsplacéiert bleift?

8. Hunn d'Patiente bei hirer Aweisung d'Recht op eng Konterexpertis vun engem Medezinner vun hirem Choix an d'Méiglechkeet, fir direkt kënnen een Affekot vun hirem Choix ze besichen?

9. Hunn d'Patienten, déi placéiert sinn, ee Recht, fir sech eng Zäit dierfen dobaussen an der frëscher Loft opzehalen? Ass dësen Accès an alle Psychiatrië séchergestallt? Wat gëtt gemaach, fir dass d'Leit individuell an a Rou an Dignitéit kënnen erausgoen?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Dës Aarbechten hunn erëm ugefaangen an d'Kommissioun huet all déi a Fro kommend Etablissementer besicht. Aktuell ass d'Kommissioun amgaang, Donnéeën ze sammelen an de Rapport ze schreiwen. Dono gëtt d'Kommissioun hire Rapport un de Gesondheetsministère zréck, deen dann en charge ass, de Rapport ze schreiwen, deen an der Chamber deposéiert gëtt.

ad 2. Wat déi sougenannte „Commission spéciale chargée de l'exécution des décisions judiciaires de placement" ubelaangt, déi zoustänneg ass, wann eng Persoun op Uerder vun enger Geriichtsdecisioun op Basis vum Artikel 71 vum Code pénal als onzourechnungsfäeg erkläert a placéiert gouf, enthält de follgenden Tableau déi gefroten Informatiounen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Wat déi aner Kommissioun, déi am Artikel 29 vum Gesetz vum 10. Dezember 2009 virgesinn ass, déi fir all déi aner Fäll vu Placementer zoustänneg ass (z. B. e Placement, dee vum Tuteur vun der Persoun ugefrot ginn ass) ubelaangt, huet sech dës Kommissioun op follgenden Deeg versammelt:

– 8. Mäerz 2019
– 12. Juli 2019
– 11. September 2019
– 15. November 2019
– 28. Februar 2020
– 17. Abrëll 2020
– 10. Juli 2020
– 18. September 2020
– 15. Januar 2021
– 19. Mäerz 2021
– 28. Mee 2021
– 24. September 2021
– 17. Dezember 2021
– 11. Februar 2022
– 29. Abrëll 2022
– 17. Juni 2022
– 9. September 2022

All Sëtzung ginn en moyenne sechs Dossiere behandelt. An all Fall ass bis elo de Placement confirméiert ginn, wat awer net verhënnert, dass den Dokter dem Patient Ausgangsméiglechkeeten accordéiert oder souguer de Placement ophieft ouni Avis vun der Kommissioun.

ad 3. Donnéeë betreffend d'Contentiounen zu Lëtzebuerg ginn net zentral erfaasst. D'Kommissioun huet bei hire Visitte vun den Etablissementer an den eenzelen Haiser nogefrot, fir déi Donnéeën ze kréien, fir eng zentral Opstellung ze maachen an e Rapport ze schreiwen.

ad 4. Laut der Version coordonnée vum 1. Juli 2022 vun der Nomenclature des actes et services des médecins et tarifs applicables ass d'Ustrécke kee medezinneschen Akt.

ad 5. Et goufe vun de Parquete Lëtzebuerg an Dikrech nach keng Enquêtë betreffend der Contentioun gemaach.

ad 6. Dem Gesondheetsministère sinn nach keng esou Fäll signaléiert ginn.

ad 7. Iert déi concernéiert Persoun zwangsplacéiert gëtt, gesäit se ëmmer e Psychiater, dee selwer net an der Unitéit schafft. De Psychiater hunn dann de Choix iwwert eng Zwangsplazéierung ze accordéieren oder d'Persoun erëm heemzeschécken.

ad 8. Eng Konterexpertis vun engem anere Medezinner ass net virgesinn. Selbstverständlech huet de Patient d'Recht, en Affekot vun sengem Choix ze kréien an deem à tout moment ze schreiwen.

ad 9. All Patiente kënnen sech an der frëscher Loft ophalen. Ausnam si Leit, déi net dozou fäeg sinn, z. B. no engem Selbstmordversuch. An deem Fall gëtt et dann eng Observation, a wann dem Patient säi Psychiater awer der Meenung ass, dass déi Persoun erausgoe kann, dann dierf si dat och.

Extension du tram vers l'aéroport | Question **6689** (19/08/2022) de **M. Marc Lies** (CSV)

Den Tram gëtt a Richtung vum Findel ausgebaut. Nodeems eng Rëtsch Hektar Beem hu missen ëmgehae ginn, huet sech erausgestallt, datt eng bedreete Fliedermaus sech deelweis an dësem Areal opgehalen huet.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Firwat ass déi entspriechend Etude net am Viraus gemaach ginn?

– Wéini ass d'Autorisatioun d'abattage vum Ëmweltministère erausgaangen?

– Wéi gedenken den Ëmwelt- an de Mobilitéitsministère heimat ëmzegoen, fir dës Situatioun nees ze redresséieren?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi néideg Etüde sinn am Virfeld vum Ëmhae vun de Beem gemaach ginn. Den 31. Januar 2017 huet Luxtram de Rapport vun der „Évaluation des incidences" (EIE), dee vun engem agreéierte Bureau d'études ausgeschafft gouf, pour avis un d'Ëmweltministesch geschéckt. De gefroten Avis ass den 2. Juni 2017 ausgestallt ginn, nodeems nach zweemol zousätzlech Informatiounen nogereecht goufen.

Dat alles war néideg, well de Projet vum Tram Deeler vun der „zone d'intérêt communautaire LU0001022 -Grünewald" betraff huet.

Dës Etuden hu schonn 2017 nogewisen, dass de „Grand Murin", „Murin de Bechstein" an den „Oeillard roux" present sinn am Gréngewald, d'„Barbastelle commune" awer net laanscht de geplangte Projet.

Op Basis vun deenen Etüden huet d'Regierung sech den 20. September 2017 fir déi aktuell Variant vum Tramstracé entscheet an d'Ausgläichsmoossname predefinéiert, déi virun allem de Fliedermais sollen zeguttkommen:

– 4 ha Dännebësch solle mat Eechen a Bichen ëmgewandelt ginn;
– 48 Flantermaiskëschten am Gréngewald mussen ubruecht ginn;
– 16 Eechen als Biotopraim mat faulen Äscht, Spiechthielen oder Rëss virgesi ginn;
– 375 Beem op enger Längt vu 750 m geplanzt ginn;

– eng Holzmauer op enger Längt vu 1.500 m opgeriicht ginn;
– de Bau vun enger ökologescher Leedstruktur fir Fliedermais iwwert d'Autobunn studéiert ginn;
– sämtlech Aarbechten, déi virum Bau vum Tram méiglech waren, si schonn ofgeschloss.

D'Extensioun vum Tram op de Findel ass mat engem Arrêté vun der Ëmweltministesch vum 26. Januar 2022 geneemegt ginn, dëst am Kader vum modifizéierte Gesetz vum 29. Mee 2009 (loi modifiée du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires). An dësem Arrêté sinn esouwuel d'„conditions d'exploitation et d'aménagement" wéi och déi noutwenneg Kompensatiounsmoossname fir de Bau vum Tram op de Findel festgehalen.

Centre de données de Google à Bissen | Question **6713** (25/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Roy Reding** (ADR)

Am Artikel „Wir kommentieren keine Gerüchte", deen de 24. August am „Tageblatt" publizéiert gouf, heescht et, datt déi amerikanesch Internetfirma „Google" wéinst den héijen Energiepräisser bei der Realisatioun vun hirem Projet vun engem Datenzentrum zu Biissen weiderhin zögert, obwuel se duerch en Urteel vum Verwaltungsgeriicht vum 11. Mäerz dëst Joer iwwert déi néideg Rechtssécherheet verfüügt. Weider heescht et, datt déi néideg Etuden zum Ëmweltimpakt souwéi dem Energie- a Waasserverbrauch, déi d'Firma selwer muss an Optrag ginn, nach ëmmer feelen. Den Artikel zitéiert dem Här Ekonomieminister säin Haus schliisslech mat der Ausso, datt d'Regierung op d'Zouso vun engem konkreeten Delai fir d'Realisatioun vum Projet verzicht, mee datt de Staat iwwert säi Virkafsrecht d'Méiglechkeet hätt, den entspriechenden Terrain vun 33 ha gegeebenefalls zum ursprénglleche Kafpräis zeréckzekréien a fir aner ekonomesch Aktivitéiten ze notzen.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu den allgemengen Aussoen an dësem Artikel?

2. D'Energieversuergung vun eise Betriber wäert net nëmmen am Fall Google an den nächste Méint kontrovers diskutéiert ginn. Wéi d'Regierung schonn an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 6042 geschriwwen huet, ass net auszeschléissen, datt am Wanter opgrond vun engem Gasmangel déi grouss Betriber mussen zougemaach ginn. Kann d'Regierung matdeelen, wéi déi duerchschnëttlech Stroum- an Energiepräisser fir d'Betriber sech säit dem 1. Januar 2021 entwéckelt hunn a preziséieren, wéi eng Gespréicher bis ewell souwuel mat Google wéi allgemeng mat Betriber, déi bis ewell d'Intentioun geäussert haten, sech zu Lëtzebuerg néierzeloossen, iwwert de Risiko vun engem zäitweilegen Zwangsstëllstand gefouert goufen?

3. Wéi steet d'Regierung zu der Ausso am genannten Artikel, datt d'Firma Google sech offenbar nach ëmmer net ëm déi néideg Ëmweltimpakt- a Waasserverbrauchsetude beméit huet?

4. Kann d'Regierung matdeelen, wéi eng direkt Käschten dem Staat an domat de Lëtzebuerger Bierger duerch déi laang Verzögerung an déi feelend konkreet Zousoen zu engem Delai entstinn? Kann d'Regierung an deem Sënn preziséieren, ob eng separat Rechnung zu den Opportunitéitskäschten erstallt ginn ass, déi doduerch entstinn, datt den Terrain wärend deem entspriechenden Zäitraum ekonomesch net anerwäiteg ka genotzt ginn a wéi héich dës sinn? Falls net, firwat net?

Réponse (11/10/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Aussoe vum Wirtschaftsministère an deem vum honorabelen Deputéierte genannte Presseartikel ginn dat erëm, wat de Wirtschaftsminister Franz Fayot schonns de 4. Mee 2022 an der Chamber am Kader vun enger erweiderter Fro vum Deputéierte Laurent Mosar iwwer den Dossier Google gesot huet an och op d'parlamentaresch Fro 6692 geäntwert huet.

ad 2. No Informatioune vun Enovos hunn sech déi integréiert Stroum- a Gaspräisser fir d'Betriber vum 1. Semester 2022 par rapport zum 1. Semester 2021 wéi hei an den Tableauen ze gesinn entwéckelt. Dës Entwécklung baséiert op den Zuelen, déi Enovos fir all Semester dem Statec weiderleet.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. De Projet vu Google ënnerläit dem modifizéierte Gesetz vum 15. Mee 2018 iwwert d'Ëmweltimpakter vu verschiddene Projeten („loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement"). An dësem Kontext gouf de 6. Januar 2021, nom Artikel 5 vum EIE-Gesetz, en Avis („Scoping"-Avis) ausgestallt iwwert den Inhalt vum Ëmweltrapport („rapport d'évaluation" nom Artikel 6 vum EIE-Gesetz). Et ass um Maître d'ouvrage, dëse Rapport vun engem agreéierte Büro erstellen ze loossen. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, als zoustänneg Autoritéit fir d'EIE-Gesetz, ass bis haut nach net mat dem Rapport saiséiert ginn. Et ass an dëser Phas vun der EIE-Prozedur eleng an der Hand vum Maître d'ouvrage fir ze kucken, wéi séier déi noutwendeg Etüde kënnen, respektiv solle geliwwert ginn. Laut dem Artikel 20 vum modifizéierten EIE-Gesetz ass de „Scoping"-Avis fënnef Joer valabel, en Delai, deen ëm maximal zwee Joer ka verlängert ginn opgrond vun enger entspriechend begrënnter Demande vum Maître d'ouvrage.

ad 4. Wéi all Projet vun enger bestëmmter Envergure, muss de Projet Google all Etappen duerchlafen am Respekt vum legale Kader an de Prozeduren, déi dofir virgesi sinn. Elo, wou all déi juristesch Recoursen a punkto Ëmännerung vum PAG vun der Gemeng Biissen epuiséiert sinn, ass et um Investisseur, fir déi néideg Initiativen ze huelen a fir déi nächst Demarchë respektiv Etüden ze maachen. Sollt et do zu Retarde kommen, dann entsti weeder fir de Staat nach fir de Lëtzebuerger Bierger eventuell Käschten. D'Fro zum Erstelle vun enger separater Rechnung zu den Opportunitéitskäschten, déi sollen doduerch entstoen, datt den Terrain wärend engem bestëmmten Zäitraum ekonomesch net anerwäiteg ka genotzt ginn, ass reng hypotheetesch a kann dofir net beäntwert ginn.

Déponie à Feulen | Question **6718** (26/08/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der Gemeng Feelen an der Zone verte, matten am Bësch, gëtt eng Bauschutt- a Buedemdeponie bedriwwen („Auf Loderbusch"). Den iwwer een Hektar grousse Site gehéiert zënter Kuerzem der Gemeng Feelen. De 25. Mee 2022 gouf dem Här Buergermeeschter an enger Sitzung vum Gemengerot d'Fro gestallt, ob eng Autorisatioun fir déi Deponie virläit. Dësen huet doropshi geäntwert, datt hie just eng mëndlech Autorisatioun vun der Naturverwaltung hätt, weider huet de Buergermeeschter geäntwert, datt hie soss keng Detailer zu der Deponie wëll ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Ass dem Ëmweltministère dës Deponie am Bësch zu Nidderfeelen bekannt?

2. Ass et méiglech, datt den Här Buergermeeschter vun der Gemeng Feelen eng mëndlech Erlabnis vun der Naturverwaltung krut, fir déi besote Bauschutt- a Buedemdeponie ze bedreiwen?

3. Wa sech erausstelle sollt, datt d'Deponie net uerdnungsgemäss bedriwwe gëtt, missten dann net déi zoustänneg Autoritéiten op d'Plaz kommen, fir alleguerten d'Aktivitéiten ze stoppen?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Der Ëmweltverwaltung ass dës al Decharge bekannt (Deponie Rasselbur/Loderbusch). Si ass 2004 als alen Dreckstipp an de CASIPO (Cadastre des sites potentiellement pollués) opgeholl ginn an si war vun 1963–1995 a Betrib. Wärend enger landeswäiter Inspektioun vun den Zoustänn vun all de bekannten alen Dechargen am Joer 2017 ass keng illegal Aktivitéit op deem Site festgestallt ginn. Op engem Deel vun der aler Decharge steet een Depot vun der Gemeng.

ad 2. Nee, dëst ass net méiglech, well Autorisatiounen sinn ëmmer schrëftlech Decisiounen vum Minister fir Ëmwelt. D'Gemeng Feelen gouf awer iwwer d'Dispositiounen vum Artikel 9 vum Naturschutzgesetz informéiert.

ad 3. Souwuel den Artikel 27 vum Kommodogesetz an den Artikel 49 vum Offallgesetz, sou wéi och den Artikel 73 vum Naturschutzgesetz gesinn esou Mesurë vir.

D'Naturverwaltung wor op der Plaz an et gouf keng Infraktioun festgestallt. Effektiv gouf rezent op dëser Plaz Buedem (terre arable) entreposéiert an engem Volume (< 50 m^3), deen net autorisatiounsflichteg ass. D'Gemeng Feelen huet och matgedeelt, an Zukunft kee Buedem méi op dëser Plaz ze entreposéieren.

Éboulement de roche dans le tunnel Schieburg | Question **6729** (29/08/2022) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

De 27. August koum et op der Zuchlinn 10 zu engem Äerdrutsch am Tunnel „Schieburg" tëscht Wëlwerwolz a Kautebaach.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

– Wat ass den Impakt fir d'Reesender vun dëser Linn?

– Wat ass den Impakt op de Gidderverkéier?

– Wat fir en Impakt huet dësen Tëschefall op d'Moderniséierungsaarbechte vum Tunnel?

– Wéi héich sinn déi doduerch entstane Käschten?

– Wéini gouf dësen Tunnel gebaut a ginn et Tunnellen, déi en änlechen Alter hunn?

Réponse (11/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Duerch den Äerdrutsch am Tunnel Schieburg ass de Streckendeel tëschent Clierf a Kautebaach fir den Zuchtrafick bis op Weideres gespaart. Dëst huet als

Konsequenz, datt d'Offer op der Linn 10 huet missen ugepasst ginn an d'Clienten zum Deel mussen op ee Schinnenersatzdéngscht per Bus an/oder op verschidden RGTR-Buslinnen zeréckgräife fir hir Deplacementer op der Linn 10. Doduerch verlängert sech d'Reesdauer bis zu 30 Minutte pro Wee.

D'Spärung vum nërdlechen Deel vun der Nordstreck huet net vill Impakt op de Gidderverkéier, well d'Lëtzebuerger Cliente vum Gidderverkéier all südlech vu Kautebaach ugesidelt sinn an d'Fluxe fir an d'Belsch haaptsächlech iwwer déi verschidden Itinerairë vum europäesche Frachtkorridor Nordséi-Mëttelmier transportéiert ginn.

D'Aarbechten am Tunnel si momentan gestoppt. Wa bis déi genau Ursaache vum Äerdrutsch kloer sinn, kann d'Kompatibilitéit vun de geplangte Moderniséierungsaarbechte mat der geologescher Situatioun analyséiert ginn.

D'genau Käschte kënnen eréischt erméttelt ginn, wa bis déi genau Aarbechtsmethodologie bekannt ass.

Den Tunnel Schieburg gouf tëschent 1862 an 1865 gebaut, wéi och déi aner Tunnellen nërdlech vun Ettelbréck.

Syndicats communaux impactés par la hausse du prix de l'énergie | Question **6731** (29/08/2022) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Déi aktuell Präisdeierecht am Beräich vun der Energie betrëfft net nëmme Privatleit a Betriber, och ëffentlech Träger wéi d'Ofwaassersyndikater wäerte Problemer kréien, fir déi ëmmer méi deier Energieкäschten ze bezuelen.

Déi aktuell an och wuel zukünfteg Haussë bei der Stroumrechnung ginn elo schonns an d'Milliounen a waren esou net an de Previsioune vum „Plan pluriannuel de financement (PPF)" vun den Ofwaassersyndikater virgesinn. Dofir wäert den ordinäre Budget 2023 vun den Ofwaassersyndikater extreem belaascht gi mat och negative Konsequenze fir de Bierger, well déi héich Stroumrechnungen in fine mat an d'Berechnunge vum Waasserpräis afléissen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneminister stellen:

– Ass d'Madamm Minister gewëllt, den Ofwaassersyndikater eng finanziell Ënnerstëtzung betreffend déi héich Stroumrechnungen zoukommen ze loossen? Wéi kéint dës Hëllef ausgesinn?

– Kann d'Madamm Minister schonns éischt Pisten opzeechne betreffend Consignë vun der Circulaire ministérielle fir de Budget 2023?

– Huet d'Madamm Minister och Kenntnis vun esou groussen Erhéijunge bei den Energiekäschte bei anere Gemengesyndikater wéi z. B. bei den Offallsyndikater? Wéi gedenkt d'Regierung dëse Syndikater ze hëllefen?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

De Präis vum Stroum hänkt vun de Konditiounen of, ënnert deenen d'Syndikater de Stroum akafen. Syndikater, déi nach an engem lafende Kontrakt mat hire Fournisseure sinn, si manner vun den Haussë bei der Stroumrechnung impaktéiert wéi déi Syndikater, déi hir Kontrakter kuerzfristeg mussen erneieren.

D'Ofwaasser- an Offallsyndikater ginn aktuell an der Moyenne 5 % vun hire Funktionementskäschte fir d'Energie aus. D'Gemenge finanzéieren d'Onkäschte vun engem Gemengesyndikat duerch eng finanziell Bedeelegung. Wéi och ëmmer wäert sech eng Hausse vun den Energiekäschten an der Participatioun vun de Gemengen erëmspigelen. D'Syndikater deelen de Gemengen déi finanziell Contributioun mat, déi si an hire respektive Budgete mussen androen.

D'Budgetscirculaire 2023 fir d'Gemengen ass de Moment a Virbereedung a wäert zäitno erausgoen.

De Sujet vun der Präisdeierecht am Beräich vun der Energie wäert ënner anerem och an der nächster Reunioun vum Conseil supérieur des finances communales diskutéiert ginn.

Mobilité cycliste sur le pont J.-P. Buchler à Luxembourg-ville | Question **6736** (30/08/2022) de **M. François Benoy** (déi gréng)

Le pont J.-P. Buchler, qui relie depuis 1994 le quartier de Luxembourg-gare à celui de Bonnevoie, a considérablement évolué ces dernières années afin de permettre la circulation désormais conjointe du tram, du trafic motorisé, des cyclistes et des piétons. Or, l'aménagement initialement prévu pour permettre aux cyclistes et piétons le passage direct entre le pont Buchler et le Mühlenweg (« Millewee ») et donc le quartier de Gasperich n'a finalement pas été réalisé. Depuis lors, un projet alternatif devant permettre une circulation plus aisée que la rampe circulaire du projet initial est à l'étude.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que les études concernant le nouveau projet furent concluantes ?

2) Dans quelle mesure le nouveau projet se différencie-t-il de la rampe circulaire initialement prévue pour raccorder le pont au Mühlenweg ?

3) Quel est le calendrier de réalisation ?

Réponse (11/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Depuis ma réponse à la question parlementaire n° 5898 du 8 mars 2022 de Monsieur le Député Marc Goergen, les études ont désormais permis d'élaborer le projet d'une rampe rectiligne, donc plus confortable et mieux appropriée pour accueillir l'augmentation anticipée du flux de cyclistes en provenance de Gasperich et de la liaison cyclable express PC103 reliant Bettembourg à la Cloche d'Or.

ad 2) Alors que le projet initial prévoyait une rampe en colimaçon, le nouveau projet prévoit une rampe au tracé rectiligne tout en préservant l'ascenseur.

ad 3) Actuellement, l'étude d'exécution est en cours afin que les travaux puissent commencer début 2023.

Prix de l'électricité | Question **6745** (31/08/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

An der Sendung „Invité vun der Redaktioun" huet de René Winkin, Direkter vun der Fedil, den 31. August 2022 en neie „Maartdesign" fir de Stroummarché gefuerdert, fir „méi verstänneg Präisser" ze kréie fir d'Betriber, awer och fir d'Leit. Et misst ee fortkomme vum aktuelle System, fir méi no un déi reell Käschten erunzekommen. De Problem ass, dass de Stroumpräis aktuell un de Gaspräis gekoppelt ass, un dat deierst Kraaftwierk.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Energie a Landesplanung stellen:

– Wéi jugéiert den Här Minister deen aktuelle Berechnungsmodus vum Stroumpräis?

– Wéi positionéiert sech den Här Minister par rapport zu der Fuerderung vun engem neie „Maartdesign" fir de Stroum?

– Wéi en Afloss huet déi exponentiell Präishausse beim Stroum op d'Energiepolitik vun der Regierung?

– Wéi eng Moossname gedenkt den Här Minister kuerzfristeg en place ze setzen:
• fir de Stroumpräis ze stabiliséieren,
• fir d'Betriber bei de Stroumkäschten ze ënnerstëtzen,
• fir de Privatleit bis wäit an d'Mëttelschicht era bei de Stroumkäschten ënner d'Äerm ze gräifen?

– Riskéiert deen héije Stroumpräis net, déi ekologesch Transitioun mëttelfristeg méi schwéier ze maachen?

Réponse (11/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Sou wéi och schonn a menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro 6791 erkläert, huet de sougenannte „merit-order" Prinzipp fir d'Berechnung vum Stroumpräis sech iwwert Joerzéngte bewäert a sollt och net direkt a Fro gestallt ginn, wann d'Präisser op de Boursë ganz héich sinn. Dëse Prinzipp assuréiert, datt de Stroum am EU-Bannemarché fléisst an d'Versuergungssécherheet garantéiert ass.

D'Regierung huet am Kader vun der Tripartite eng Rei Mesuren decidéiert, fir de Privatleit ënnert d'Äerm ze gräifen, andeem Stroumpräisser fir 2023 op dem Niveau vun dësem Joer stabiliséiert solle ginn. Dës Mesure gëtt zum groussen Deel iwwert de „Mécanisme de compensation" (MDC) finanzéiert, deen duerch déi héich Stroumpräisser um Grousshandelsmarché Recettë mécht. Dës Revenuen entstinn doduerch, dass déi erneierbar Anlagen e garantéierten Aspeisetariff iwwer 15 Joer iwwert dëse Mechanismus ausbezuelt kréien, de Stroum awer vun de Fournisseuren zum Maartpräis ofgeholl gëtt.

An der Vergaangenheet war de Maartpräis méi déif wéi de garantéierten Aspeisetariff an d'Fournisseuren hunn d'Differenz aus dem MDC ausbezuelt kritt. Well awer am Moment de Marchéspräis vun den erneierbaren Energien aktuell méi héich ass wéi hire garantéierten Aspeisepräis, entsteet eng Differenz, déi an den MDC fléisst an en Deel vun der Stroumpräisbrems doduerch finanzéiert gëtt.

Doduerch, dass d'Stroumpräisser fir Haushalter fir d'nächst Joer op dem Niveau vun 2022 stabiliséiert wäerte ginn, ass och séchergestallt, dass d'Energietransitioun ewech vu fossillen Energien op déi erneierbar Energien, souwuel am Transport wéi och beim Hëtze vun den Haiser, net a Fro gestallt muss ginn.

Réseau cyclable | Question **6747** (31/08/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'Vëlospist PC21 tëscht Ëlwen a Kautebaach ass och dowéinst wichteg, well si d'Verbindung tëscht dem nationale Lëtzebuerger Vëlosreseau an der Vennbahn hierstellt. Och am Hibléck op d'Ubanne vum nationale Lëtzebuerger Vëlosreseau un déi international Vëlosreseauen ass dës Streck vu besonnescher Wichtegkeet. Bis elo ass et awer sou, datt een Deel vun där Vëlosstreck, nämlech tëscht Clierf an der Maulesmillen, nach an der Maach ass, a bei anere Lousen, ewéi d'Streck tëscht Ëlwen an der Maulesmillen, si bis dato nach net all d'Terraine kaaft.

An deem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Infrastrukturminister riichten:

1. Ass een Zäitplang virgesi fir d'Realisatioun vun dësen eenzelen Deelstrecken?

2. Laut der Press ware bis zum 14. Juni nach net all Terraine kaaft, wat den Tracé tëscht Ëlwen an der Maulesmillen ubelaangt: Wéi vill Kilometer vun dëser Streck si well kaaft a wéi vill Kilometer bleiwen nach ze kafen?

3. Wat d'Streck tëscht Clierf a Kautebaach ubelaangt, sinn och nach net all Terraine kaaft: Wéi vill Kilometer vun dëser Streck si well kaaft a wéi vill Kilometer bleiwen nach ze kafen?

4. Leien am Hibléck op déi genannte Strecke well Geneemegunge vir säitens der Naturverwaltung a wéi gesinn déi eenzel Kompensatiounsmoossnamen aus?

5. Wat de PC20 (Nidderwampech-Ëlwen) ubelaangt, do war am Joer 2020 eng Machbarkeetsstudie an Aarbecht: Wou ass dës Etüd de Moment drun?

Réponse (11/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Op der Deelstreck tëscht Clierf an der Maulesmillen vum nationale Vëloswee PC21, ass virgesi mat den Aarbechte bis Enn dës Joers fäerdeg ze ginn. Befuerbar gëtt dësen Deel awer eréischt, nodeems d'PC7b, dat heescht de Raccord zu Clierf vun der PC21 un d'Strooss CR339, am Fréijoer 2023 realiséiert ginn ass.

Wat d'Segment tëscht der Maulesmillen an Ëlwen betrëfft, esou ass am Moment geplangt, datt d'Aarbechten d'nächst Joer ëffentlech ausgeschriwwe ginn. Dëst awer nëmmen, wann all déi néideg Autorisatioune virleien an och déi verbleiwend Terraine konnte kaaft ginn.

D'Aarbechte wären an deem Fall viraussiichtlech 2024 ofgeschloss.

An der Tëschenzäit gëtt awer eng provisoresch Vëlospist tëscht der Maulesmillen an Ëlwen iwwer d'Pafemillen ausgeschëldert.

ad 2. De gesamten Tracé vun der Maulesmillen bis op Ëlwen besteet aus ongeféier 3 km Streck. D'Majoritéit vun dësen Terraine si schonn an ëffentlecher Hand. Esoubal déi néideg Autorisatioune virleien, soudatt dës Pist och ka realiséiert ginn, ginn déi verbleiwend Terraine kaaft.

ad 3. D'Etüde bei dësem Deelstéck sinn um Niveau vun enger Virentworfsplanung (Avant-projet sommaire APS). Am Abléck gëtt den detailléierte Virprojet (Avant-projet détaillé APD) ausgeschafft.

Wann hei déi definitiv Planung ofgeschloss ass, kann den Emprisendossier erstallt ginn.

Eréischt da kann ermëttelt ginn, wat fir eng Terrainen nach musse kaaft ginn.

ad 4. Am Abléck ass just dat Deelstéck tëscht der Maulesmille bis zum Uschloss zu Clierf un de CR339 autoriséiert. Dësen Agrëff an d'Natur ass an Ekopunkte bilancéiert ginn an den entspriechende Montant ass uschléissend an den nationale Pool fir Kompensatiounsmesuren iwwerwise ginn. Dëse Pool an déi dorausser realiséiert Projeten zur Kompensatioun vu Bauprojete gi vun der Naturverwaltung geréiert.

ad 5. Dëse Projet läit um Niveau vun enger Virentworfsplanung (APS) vir.

An enger nächster Phas ginn déi scho bestoend Weeër ausgeschëldert a mam Accord vun de Gemengen an den nationale Vëlosreseau integréiert. Fir d'Lücken tëscht de bestoende Weeër ze schléissen a laangfristeg Optimiséierungen op dëser Streck ze realiséieren, gëtt een entspriechenden detailléierte Virprojet (APD) ausgeschafft.

Viaduc entre Esch et Belval | Question **6748** (31/08/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Nodeems et zu engem Tëschefall am Eisebunnstunnel tëscht Wëlwerwolz a Kautebaach komm ass, stellt sech natierlech och d'Fro, wéi et mat der Sécherheet bei anere Streckenofschnëtter steet, wou den Zuch passéiert. An deem Kontext ass mir zougedroe ginn, datt och den Eisebunnsviaduc tëscht Esch an dem Belval a méi engem kriteschen Zoustand ass an – eventuell – misst bautechnesch iwwerholl ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt de Viaduc tëscht Esch an dem Belval zäitno muss bautechnesch iwwerholl ginn?

2. Wa jo, wéi laang wäerten dës Aarbechten undaueren a wéi eng Konsequenze wäert dëst hu fir d'Reesender an och fir de Gidderverkéier?

Réponse (11/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den Zoustand vum Eisebunnsviaduc tëscht Esch an dem Belval ass esou, datt keng bautechnesch Sanéierungsaarbechte mussen ënnerholl ginn.

Effondrement dans un tunnel ferroviaire entre Wilwerwiltz et Kautenbach | Question **6749** (31/08/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De rezenten Astuerz am Eisebunnstunnel tëscht Wëlwerwolz a Kautebaach werft eng Rei méi allgemeng Froen op, wat d'Sécherheet – notamment an den Tunnellen – vun eisem Eisebunnsresau ugeet.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Vu datt een Zuch beim Duerchfuere vun engem Tunnel jo vill Vibratioune produzéiert: Hätt den Astuerz vum Tunnel tëscht Wëlwerwolz a Kautebaach och passéiere kënnen duerch d'Duerchfuere vun engem Zuch?

2. Sinn dem Här Minister weider Tunnelle bekannt, wou et zu engem änleche Virfall ewéi deem uewe beschriwwene komme kann, respektiv, gedenkt de Mobilitéitsministère elo, all d'Tunnellen op hir Sécherheet iwwerpréiwen ze loossen?

Réponse (11/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den Tëschefall, deen am Tunnel Schieburg virgefall ass, ass wärend geplangten Entretiensaarbechte geschitt. Den Tunnel ass net agestierzt, mee wärend Aarbechten un der Voute vum Tunnel ass een Äerdrutsch am Tunnel entstanen. Dësen Äerdrutsch hätt also net kënnen duerch Vibratioune vun engem Zuch ausgeléist ginn.

All fënnef Joer ginn a sämtlechen Tunnelle vum Reseau detailléiert Inspektiounen duerchgefouert. Bei Bedarf ginn duerno Sanéierungsaarbechte realiséiert, soudass keng zousätzlech Iwwerpréiwungen néideg sinn.

Études d'impact | Question **6758** (01/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut Berichter aus de Medie sinn am Juli verschidde Baueren, déi hir Ställ wëllen ëm- respektiv ausbauen, vum Ëmweltministère opgefuerdert ginn, eng Rei Impaktstudië maachen ze loossen. Eisen Informatiounen no verlaangt den Ëmweltministère och bei enger Opstockung vum Véibestand eng Impaktstudie. De Ministère verweist dobäi drop, datt all Erhéijung vum der Unzuel u Béischten en negativen Impakt op d'Ëmwelt hätt, well de Betrib an deem Fall „des unités d'engrais importantes" géif generéieren. De Ministère berifft sech dobäi op d'Naturschutzgesetz vun 2018.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an un den Här Landwirtschaftsminister stellen.

1. Kënnt Dir bestätegen, datt den Ëmweltministère eenzel Baueren am Juli opgefuerdert huet, am Kader vun engem Ëm- oder Ausbau vun hire Gebaier zousätzlech Impaktstudien ze maachen?

2. Wa jo, wat fir Iwwerleeungen hunn derzou gefouert, datt dës Studië grad zu deem Zäitpunkt verlaangt gi sinn?

3. Huet den Ëmweltministère a vergläichbare Fäll an der Vergaangenheet och esou eng Impaktstudie gefrot?

4. Wann nee, opgrond vu wat fir enger Entscheedung verlaangt de Ministère elo dës Studien?

5. Wat sinn déi konkreet Critèren, opgrond vun deenen den Ëmweltministère decidéiert, ob bei engem Aus- oder Ëmbau eng Impaktstudie muss gemaach ginn oder net?

6. Laut den Informatiounen aus der Press huet den Ëmweltministère d'Opfuederungen nees zréckgezunn. Kann d'Madamm Ëmweltministesch eis dëst bestätegen?

7. Wäerten och an Zukunft a vergläichbare Fäll keng Impaktstudië méi gefrot ginn?

8. Wéi vill Impaktstudië goufe pro Joer zanter 2017 am Kader vun engem Ëm- oder Ausbau vun engem landwirtschaftleche Betrib gemaach?

9. Wéi vill landwirtschaftlech Bauprojete sinn an deem Zäitraum opgrond vum Resultat vun enger Impaktstudie verworf ginn?

10. Wéi definéiert den Ëmweltministère „des unités d'engrais importantes" genau?

11. Gëtt et an deem Zesummenhang eng kloer an transparent Reegelung, déi mam Landwirtschaftsministère ofgeschwat ass, a vun där d'Baueren och a Kenntnis gesat goufen?

12. Op wat fir wëssenschaftleche Critèrë baséiert d'Ausso, datt all Erhéijung vum Véibestand zu negativen Auswierkungen op d'Ëmwelt féiert?

13. Sinn den Ëmwelt- an de Landwirtschaftsministère generell géint eng Erhéijung vun der Véizuel pro Betrib, an dat onofhängeg vun der jeeweileger Betribsfläch an onofhängeg vun den existéierende Gülle- a Mëschtverträg?

14. Ab wéi enger Unzuel u Béischte pro Betrib ass den Impakt op d'Ëmwelt laut dem Ëmweltministère héich?

15. Gëtt et an deem Zesummenhang eng kloer an transparent Reegelung, déi mam Landwirtschaftsministère ofgeschwat ass, a vun där d'Baueren och a Kenntnis gesat goufen?

16. Wéi vill kascht eng Impaktstudie a wie muss d'Käschten droen?

17. Ginn et genuch agreéiert Experten zu Lëtzebuerg, déi esou Studië maache kënnen?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1., 2., 3. a 5. Et ass korrekt, dass Impaktstudië gefrot gi sinn. Sou Studië gi gefrot, fir eng Appreciatioun

vun de méiglechen direkten an indirekten Impakter vum Bau oder Ausbau vu Betriber op vum Naturschutz geschützten Elementer wéi Biotopen, Aarten an hir Liewensraim souwéi national Naturschutzgebidder an dem Natura-2000-Netzwierk virleien ze hunn.

Déi gesetzlech Basis, fir esou Studien ze froen, sinn d'Artikelen 32 an 33 (Impakter op Natura 2000) souwéi 59.4 (Impakter op déi natierlech Ëmwelt, d'Landschaft, d'Liewensraim vun Aarten an national Naturschutzgebidder) vum Naturschutzgesetz. Esou Studië ginn ëmmer da gefrot, wann et erfuerderlech ass en vue vun den driwwer genannte Krittären. Den Zäitpunkt dovunner ass dann, wann d'Demande traitéiert gëtt.

ad 4. n. a.

ad 6. Et ass richteg, dass an e puer Fäll d'Obligatioun fir esou Impaktstudien zréckgezu gouf.

ad 7. Den individuellen Impakt vun all Projet gëtt no den uewe genannte Prinzippien evaluéiert. Heibäi geet et am Fall vun de Konstruktiounen nom Artikel 6 vum Naturschutzgesetz ëm den Impakt, deen duerch déi Konstruktioun an d'Exploitatioun um Site kann optrieden. Wann d'Konklusioun déi ass, dass opgrond vun de virleienden Donnéeën esou eng Etude net néideg ass, gëtt dës och net gefrot.

ad 8. Dës Informatioune sinn net an dem aktuellen informatesche Gestiounssystem vun den Naturschutzdemanden erfaasst. Eng nei Applikatioun, déi amgaang ass, opgebaut ze ginn, wäert dëst awer an Zukunft erlaben.

ad 9. Et gouf kee landwirtschaftleche Bauprojet eleng op Basis vun de Resultater vun esou enger Etude refuséiert.

ad 10. an 11. D'Landschaftsfleegeprimm – een Agrarëmweltprogramm, wou sech d'landwirtschaftlech Betriber beim Landwirtschaftsministère engagéiere kënnen – gesäit an Zukunft eng Limitt vun 1,8 Grousséieenheete pro Hektar vir, déi net iwwerschratt duerf ginn, wann een an de Genoss vun dëser Bäihëllef wëll kommen. Dëse Seuil ass esou gewielt ginn, fir eng nohalteg Produktioun ofzesécheren, déi un d'Standuertkonditiounen hei am Land ugepasst ass. Wann ee Betrib dee Seuil net anhält – et ass jo eng fräiwëlleg Mesure – ass de Risk vu Schied un der Natur natierlech méi héich.

De Prinzipp vun der Eco-Konditionalitéit am Kader vun der europäescher Agrarpolitik ass alle landwirtschaftleche Betriber bekannt. Duerch dëse Mechanismus ginn d'Flächeprimme gekierzt, wann d'Normen am Beräich vun der Ëmwelt, dorënner och bei der Ausbréngung vu Stéckstoffdünger, net agehale ginn. De Parameter „unités d'engrais" gëtt bei all Betrib administrativ kontrolléiert.

ad 12. Wann ee Betrib säi Véibestand vergréissert, ouni seng Notzfläch ze vergréisseren, fale pro Hektar méi Exkrementer un, déi natierlech qualitativ a quantitativ variéieren. Wann dëst Material op d'landwirtschaftlech Fläch ausbruecht gëtt – als Gülle, Piff oder och Digestat – féiert dëst zu direkten an indirekten Emissiounen, wat an der Loft lokal zu enger schlechter Loftqualitéit féiere kann a bei net sachgeméisser Ausbréngung oder duerch en Zevill vun der ausgebruechtener Gesamtquantitéit, souguer bei sachgeméisser Ausbréngung, am Uewerflächewaasser oder am Grondwaasser zu engem Nährstoffandrag féiere kann. Och eis Biedem kënnen ënnert engem Zevill un organeschem Dünger leiden, wat zu enger Schiedegung vum Ökosystembuedem a senge Fonctionnalitéite kéint féieren. D'Impakter vum Ausbrénge vun organeschem Material sinn also multifaktoriell.

D'Erhale vun aarteräichem Gréngland an Europa ass staark dovunner ofhängeg, datt den Apport vun Dünger op engem nidderegen Niveau bleift. Dat well duerch eng Erhéijung vum Nährstoffapport konkurrenzstaark Grieser aner Planze wéi Blummen a Kraider verdrängen, wat zu engem Verloscht u Planzen- an Déierenaarte féiert.

De Rapport, dee Lëtzebuerg all sechs Joer mécht, mat deem der EU-Kommissioun matgedeelt gëtt, wéi den Erhalungszoustand vun europäesch geschützten Aarten a Liewensraim zu Lëtzebuerg ass, ënnerstäicht dëse Constat. Dëst fënnt sech och am leschte Rapport vum Observatoire de l'environnement rëm.

ad 13. Onofhängeg vun de lokalen Impakter ass et de Gesamtimpakt, dee vun all de Betriber zesummen ausgeet, deen dozou féiert, dass eis Ëmwelt belaascht ass. Déi direkt an indirekt Emissioune variéieren en fonction vu der Déierenunzuel, der Aart vun Déierenhaltung, der Fidderung, der Ausbréngungsmethod vun der organescher Düngung an anere Facteuren, dofir kann een och net pauschal soen, wéi vill Impakt z. B. honnert Kéi méi op wéi een Deel vun eiser Ëmwelt hätten. Dofir ass et wichteg, d'Ausbréngung vun dësen déiereschen Exkrementer en fonction vun deem Material an de Flächen, op déi dëst Material ausbruecht gëtt, ze reegelen. De Règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture, deen d'Ausbrénge reegelt, gëtt am Moment iwwerschafft.

Et ass awer och wichteg, dass d'Gesamtdéierenzuel zu Lëtzebuerg erofgeet, fir dass mir als Land europäesch Engagementer ënner anerem bei den Zäregasen (hei ass et virun allem Methan a Lachgas) erreechen, a fir eng gutt Wasserqualitéit ze sécheren.

D'Gesamtdéierenzuel zu Lëtzebuerg bei de Randbéischten an bei de Schwäi geet iwweregens säit 2017 kontinuéierlech erof. Fir dës Entwécklung weider kënnen ze begleeden, ass am Kader vum neien Agrargesetz d'Méiglechkeet virgesinn, fir ënnert gewësse Bedingungen eng Véibestandsaugmentatioun ze refuséieren. Detailer vun dëser Propos sinn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6467 vun der éierbarer Deputéierte Martine Hansen erkläert ginn.

ad 14. Wéi schonn an der Äntwert hei driwwer gesot ass déi Fro net pauschal ze beäntwerten.

ad 15. Reegele fir d'Ausbrénge vu stéckstoffhaltegem Dünger gëtt et scho säit 1994. Aktuell gëtt dat modifizéiert Reglement (Règlement grand-ducal du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture) iwwerschafft, fir der aktueller Situatioun besser Rechnung ze droen. Dësen Text ënnerläit de Kompetenze vun de Ministere fir Landwirtschaft an Ëmwelt.

ad 16. Dem Ministère leie keng Zuele vir iwwer d'Käschte vun esou Etuden. D'Käschte gi vum Requerant gedroen.

ad 17. Aktuell sinn 21 Betriber agreéiert, fir esou Etüden ze maachen. Et ass net bekannt, dass dat der net genuch wären.

Accords dérogatoires en matière de télétravail avec la France | Question **6763** (05/09/2022) de **M. Marc Spautz** | **M. Gilles Roth** (CSV)

Les précités accords dérogatoires fiscaux pour les frontaliers français en télétravail ont en effet pris fin le 30 juin 2022. Depuis le 1er juillet, les frontaliers en provenance de l'Hexagone sont à nouveau limités à 29 jours de télétravail par an.

En réponse à la question parlementaire 6435 du 1er juillet 2022, Madame la Ministre des Finances a informé qu'en octobre 2021, un accord de principe a été trouvé entre le Luxembourg et la France afin de prévoir une augmentation du seuil de tolérance en matière fiscale de 29 jours à 34 jours. Les autorités compétentes des deux pays seraient en contact quant aux modalités techniques avec l'objectif de présenter et de signer un avenant à la convention fiscale entre le Luxembourg et la France qui devra par la suite faire l'objet d'un projet de loi d'approbation soumis à la Chambre des Députés. En attendant, le seuil de tolérance actuel de 29 jours reste d'application.

Selon les informations parues dans la presse nationale du samedi 3 septembre, le cabinet du Ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, aurait réuni vendredi dernier les parlementaires lorrains pour leur présenter les pistes suivies par le Gouvernement français en matière de télétravail dans ses négociations avec le Luxembourg.

Dans un communique de presse du vendredi 2 septembre 2022 intitulé « Un autre cadeau fiscale au Luxembourg ? », les députées Martine Étienne et Charlotte Leduc ainsi que le sénateur Olivier Jacquin ont informé que le Gouvernement français « souhaite permettre d'amplifier le recours au télétravail en simplifiant les démarches pour les entreprises luxembourgeoise par la mise en place d'un acompte prélevé directement par la Direction générale des finances publiques ». De plus, les conseillers du Ministre de l'Économie auraient annoncé leur volonté de proposer la possibilité d'un télétravail illimité pour les frontaliers français dans le cadre d'une compensation fiscale intergouvernementale. Dans le cadre de sa visite de travail la semaine passée à Paris, Monsieur le Premier Ministre aurait également abordé les différents aspects de la question du télétravail avec son homologue français.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Le Gouvernement peut-il nous confirmer les informations susmentionnées de la presse nationale et du communiqué précité ? Quel est, tous domaines confondus, l'état actuel des négociations avec la France en matière de télétravail ?

– Est-ce que lesdites propositions ont également fait l'objet des entrevues de Monsieur le Premier Ministre avec les autorités françaises ?

– Quelle est la position du Gouvernement relative aux propositions du Ministre de l'Économie français ?

– Le Gouvernement peut-il nous fournir des précisions sur le système de compensation fiscale intergouvernementale respectivement sur la méthode de prélèvement de l'acompte en question ?

– L'accord de principe d'octobre 2021 permettant aux frontaliers français de bénéficier de 34 jours de télétravail est-il désormais caduc ?

– Quelles sont les pistes propagées par le Gouvernement en matière de cotisations sociales ?

– Quelle est de surcroît la position du Gouvernement relative à une nouvelle règlementation européenne globale du télétravail pour toute l'Union en phase avec les réalités de terrain du monde du travail en pleine transformation digitale ?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés se réfèrent à un article de presse au sujet

d'une discussion entre le cabinet du Ministre de l'Économie français et des parlementaires lorrains tenue lors d'une réunion au cours de laquelle les pistes suivies par le Gouvernement français en matière de télétravail auraient été abordées. Comme par le passé, nous rappelons qu'il n'appartient pas au Gouvernement de commenter de tels articles de presse.

Nonobstant ce qui précède, l'accord de principe en matière fiscale trouvé entre le Luxembourg et la France lors de la dernière Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG) d'octobre 2021 prévoit une augmentation du seuil de tolérance de 29 jours à 34 jours. Les négociations entre le Luxembourg et la France en matière de télétravail, dont l'entrevue du 30 septembre 2022 à Paris entre la Ministre des Finances et son homologue français, ont permis d'aboutir à un accord sur les modalités techniques de cette augmentation de seuil. Un avenant à la convention fiscale bilatérale sera ainsi signé dans un futur proche, et il est prévu que le nouveau seuil de 34 jours soit d'application à partir du 1er janvier 2023.

Nous pouvons en sus confirmer que les accords dérogatoires fiscaux pour les frontaliers français en matière de télétravail ont également été soulevés lors d'entrevues bilatérales entre Monsieur le Premier Ministre et les autorités françaises.

Quant à la demande des honorables Députés de leur fournir des précisions sur le système de compensation fiscale intergouvernementale respectivement sur la méthode de prélèvement de l'acompte en question, le Gouvernement n'est pas en mesure de fournir les précisions demandées pour le moment, étant entendu que ces éléments n'ont pas fait partie des discussions entre ministres.

En matière de sécurité sociale, le règlement européen 883/2004[1] définit un seuil à partir duquel la personne exerçant une activité professionnelle dans son pays de résidence doit être affiliée à la sécurité sociale dans ce dernier. Ce seuil est de 25 % pour tous les secteurs et pays qui font partie du champ d'application de ce règlement, sauf dans quelques cas très spécifiques qui sont régis par des conventions et accords bilatéraux ou multilatéraux. Sur base d'une note d'orientation de la Commission administrative compétente en la matière au niveau européen, dans laquelle sont représentés les États membres, le Luxembourg a convenu avec ses pays limitrophes de prolonger les dérogations introduites dans le cadre de la pandémie Covid-19 jusqu'au 31 décembre 2022.

En parallèle, le Ministère de la Sécurité sociale a formellement demandé, début août de cette année, l'ouverture de négociations multilatérales avec la Belgique, la France et l'Allemagne pour porter le seuil en matière de télétravail à 41 %, ce qui permettrait aux personnes concernées d'effectuer en moyenne deux jours de télétravail par semaine dans leur pays de résidence sans changement d'affiliation. Éventuellement, les Pays-Bas pourraient aussi être associés à ces négociations étant donné que cette thématique concerne toutes les régions frontalières et notamment le Benelux avec la France et l'Allemagne. À ce stade, le Ministère de la Sécurité sociale n'a pas encore reçu une réponse officielle de la part de la France et ne peut dès lors pas prendre position quant aux propositions du Ministre de l'Économie français.

En ce qui concerne ensuite la question des honorables Députés sur les pistes propagées par le Gouvernement en matière de cotisations sociales, il y a lieu de rappeler que les cotisations sociales ne peuvent pas faire l'objet de transactions puisqu'elles découlent directement de l'affiliation de la personne tout comme les prestations auxquelles les assuré(e)s ont droit. En effet, c'est au pays d'affiliation que revient la prise en charge des prestations de sécurité sociale qui sont directement financées par les cotisations. Dans ce contexte il y a lieu de souligner qu'une personne ne peut être affiliée que dans un seul et même système de sécurité sociale avec les obligations et droits qui en découlent. Dans le contexte de la libre circulation de personnes, qui est l'un des principaux piliers de l'Union européenne, le règlement 883/2004 assure la coordination entre les différents systèmes de sécurité sociale.

De façon générale, il n'est pas contestable qu'une règlementation globale portant sur les volets fiscaux et de sécurité sociale du télétravail des travailleurs frontaliers au niveau de l'Union européenne permettrait à la fois de réduire les charges administratives entre pays et d'assurer une plus grande sécurité juridique avec des règles homogènes pour tous les pays. Néanmoins, la sécurité sociale et la fiscalité sont des matières très hétérogènes avec des spécificités bien distinctes qu'il serait difficile, voire impossible de combiner dans une seule et même règlementation, aussi parce que la question ne pourrait se limiter au seul télétravail mais devrait prendre en compte d'autres éléments de la vie professionnelle.

Plus spécifiquement, une modification du règlement 883/2004 mentionné ci-dessus, pour mieux prendre en compte le télétravail, permettrait d'avoir des règles homogènes en matière de sécurité sociale, sans passer par des accords bi- ou multilatéraux. Le Luxembourg soutient d'ailleurs, au sein du Conseil de l'Union, les États membres qui demandent que cette nouvelle réalité du monde du travail soit également considérée dans le cadre de la révision du règlement 883/2004 en cours. Toutefois, contrairement aux règles en matière de sécurité sociale, les conventions fiscales ont un caractère bilatéral. Le Gouvernement ne peut donc qu'adopter des amendements progressifs en la matière.

Finalement, le débat public devant avoir lieu suite à la pétition publique n° 2384 portant sur le télétravail permettra d'approfondir le sujet et de faire un état des lieux le moment venu.

En tout état de cause, il est primordial pour le Gouvernement que toute négociation tienne compte des particularités de notre pays, dont les spécificités de notre économie, de notre système fiscal et de notre marché du travail et notamment le nombre significatif de frontaliers composant la force de travail du Luxembourg.

Augmentation du prix de « nova naturstroum » | Question **6780** (07/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 5121 huet den Här Energieminister iwwer d'Modalitéiten an d'Tariffer vun der Einspeisevergütung fir d'Bedreiwer vu Photovoltaikanlagen ënner anerem dat hei geschriwwen: „Den Aspeisetariff gëtt opgrond vun der Nennleeschtung vun enger Anlag an opgrond vum Aspeisejoer ermëttelt. Déi Tariffer sinn am ‚règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables' festgeleucht [...]. De Maartpräis kënnt bei gréissere Photovoltaikanlagen, also ab enger Leeschtung vun 200 kW an d'Spill. Am Cahier des charges vun den Ausschreiwungen ass ee ‚contrat de prime de marché' virgesinn. Den Anlagebedreiwer muss sech selwer ee sougenannten Direktvermarkter sichen, dee fir hien de produzéierte Stroum um Maart ënnerbréngt. De Reseausbedreiwer bezilt dem Anlagebedreiwer dann nach déi eventuell Differenz tëschent dem Referenzpräis, deen d'Anlag iwwer 15 Joer garantéiert huet, an dem Maartpräis vum Stroum." Sou wéi et mir zougedroe gouf, huet Enovos am Kader vun der allgemenger Energiekris viru Kuerzem och d'Präisser vu sengem Naturstroum „Nova" ëm 30 bis 40 % erhéicht, obwuel hei keng zousätzlech Käschten duerch Sanktiounen ugefall sinn an ouni dës Präiserhéijung un déi privat Biergerproduzente weiderzeginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister déi Virgäng confirméieren? Falls jo, kann den Här Minister preziséieren, ob déi genannte Präiserhéijung eleng op nei Zousazkäschten zeréckzeféieren ass an aus wéi enge verännerten Ëmstänn se resultéieren?

2. Kann den Här Minister matdeelen, ob de Bedreiwer vum Reseau och verflicht ass, Beneficer aus erhéichte Maartpräisser, déi iwwert dem Garantiepräis leien, proportional u privat Biergerproduzente weiderzereechen? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang preziséieren, ob de legalen Aspeisetariff och réckwierkend zugonschte vun de private Biergerproduzente kann ugepasst ginn?

3. Kann den Här Minister matdeelen, wéi eng Delaien a Virlafprozedure privat Biergerproduzente mussen anhalen, falls si opgrond vun engem verännerte Maartëmfeld vun der Aspeisung op den Eegekonsum vun hirem privat produzéierte Stroum wëllen ëmstellen?

Réponse (11/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Den éierewäerten Deputéierte freet Detailer vun engem Produit, dee vun enger privater Entreprise um Marché ugebuede gëtt. Ech kann dozou keng Ausso maachen. Et kann een awer ganz allgemeng soen, dass, wa Präisser um Stroummarché héich sinn, dës Präisser sech op alle Produiten erëmspigelen, egal, ob se op erneierbaren oder op fossille Sourcë baséieren.

ad 2. De garantéierten Aspeisetariff, dee Produzente vun erneierbarem Stroum fir hire Stroum kréien, ass iwwert eng Lafzäit vu 15 Joer nom Règlement grand-ducal vum 1. August 2014 („relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables") festgeleucht a gëtt och net ugepasst.

D'Netzbedreiwer si verflicht, de Bedreiwer de Stroum entspriechend de Modalitéiten an Tariffer vun dësem Reglement ofzekafen a ginn deen awer direkt un e Fournisseur weider. De Fournisseur bezilt de Maartwäert vum Stroum, deen all Mount vum ILR (Institut luxembourgeois de régulation) festgeleucht gëtt. Wann de Maartwäert vun der produzéierter Energie méi niddereg ass wéi déi am Reglement festgeleuchten Tariffer, da gëtt d'Differenz iwwert de „mécanisme de compensation" (MDC) nom Règlement grand-ducal vum 31. Mäerz 2010 („relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité") iwwerholl.

Ass de Maartwäert vum produzéierte Stroum méi héich wéi déi am Reglement festgeleuchten Tariffer, da gëtt d'Differenz, déi de Fournisseur bezuelt huet, an den MDC abezuelt. Dëst ass säit dem Ufank vun der Energiekris de Fall a mëttlerweil sinn op déi Manéier schonn iwwer 50 Milliounen Euro an den MDC gefloss.

[1] Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale

Dofir huet d'Regierung am Kader vun der Tripartite, fir Stroumpräisser fir 2023 op dem Niveau vun dësem Joer ze stabiliséieren, decidéiert, fir dës Mesure zum Deel iwwert den MDC ze finanzéieren.

ad 3. Op Nofro bei der Creos kann de Client seng Demande online maachen. Soubal d'Demande vum Client da bei der Creos agaangen ass, dauert et an der Moyenne 18 Deeg, bis dass d'Autoconsommatioun aktivéiert ass. Technesch muss op der Plaz beim Client an der Reegel näischt geännert ginn.

Remboursement de la psychothérapie | Question **6781** (07/09/2022) de **M. Gilles Baum** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Lors de la séance publique du 8 mars 2022, Monsieur le Ministre s'était montré confiant que les négociations entre la CNS et la Fédération des associations représentant des psychothérapeutes au Grand-Duché de Luxembourg, dite « Fapsylux » allaient mener à un accord favorable et que le remboursement de la psychothérapie par la CNS allait être introduit dans les mois à suivre.

Le cas échéant que les négociations allaient aboutir sans accord entre les entités concernées, Monsieur le Ministre avait prévu, dans une entrevue avec le „Luxemburger Wort", la mise en place de procédures légales, ceci dans le but d'accélérer le processus.

Il s'avère aujourd'hui que les négociations entre la CNS et la Fapsylux ont une nouvelle fois échoué.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

– Quelle est la position de Monsieur le Ministre face à l'échec des négociations confirmé aujourd'hui par la CNS ?

– Conformément à sa déclaration lors de l'entrevue susmentionnée, est-ce que Monsieur le Ministre entend mettre en place des procédures légales afin d'aboutir à un accord entre la CNS et Fapsylux ?

– Pour quand Monsieur le Ministre estime-t-il que le remboursement des traitements psychothérapeutiques pourra être mis en place ?

Réponse (11/10/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Suite au constat d'échec des négociations entre la Caisse nationale de santé (CNS) et la Fédération des associations représentant des psychothérapeutes (Fapsylux) sur la valeur de la lettre-clé, constaté par le conseil d'administration de la CNS en date du 14 septembre 2022, la procédure de médiation a été déclenchée et ceci en application de l'article 69 du Code de la sécurité sociale. Cet article dispose que :

« Art. 69. En l'absence d'accord avant le 31 décembre sur l'adaptation de la lettre-clé conformément à l'article 67 ou sur les tarifs conventionnels non établis moyennant lettre-clé, l'Inspection générale de la sécurité sociale convoque les parties en vue de la désignation d'un médiateur.

À défaut d'entente collective :

1) sur l'élaboration d'une nouvelle convention après un délai de négociation de six mois suivant la convocation faite par la Caisse nationale de santé ;

2) sur l'adaptation de la convention dans les six mois suivant la dénonciation totale ou partielle de l'ancienne convention ;

3) sur les dispositions obligatoires de la convention visées à l'article 64 et à l'article 66, alinéa 3, après un délai de négociation de six mois suivant la convocation faite par la Caisse nationale de santé, l'Inspection générale de la sécurité sociale convoque les parties en vue de la désignation d'un médiateur.

Si les parties ne s'entendent pas sur la personne du médiateur, celui-ci est désigné par le Ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale.

[...] »

En application des dispositions légales, l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) a convoqué les parties (CNS et FAPSYLUX) pour désigner un médiateur. Or, faute d'accord entre parties, l'IGSS a dû en informer le Ministre de la Sécurité sociale qui a en conséquence procédé à la désignation d'un médiateur en date du 23 septembre 2022. La procédure de médiation a donc débuté en application des dispositions précitées.

Parallèlement, la Commission de nomenclature a été saisie de demandes standardisées pour introduire dans la nomenclature des actes de psychothérapie. Une première réunion au format « psychothérapie » a eu lieu en date du 5 octobre 2022 afin de débuter les travaux relatifs à la fixation des actes et coefficients dans le domaine de la psychothérapie.

Il y a lieu d'attendre les résultats de la médiation qui peuvent soit se conclure par un accord entre parties, soit par un échec auquel cas la prochaine étape doit être déclenchée. En parallèle, les travaux de la Commission de nomenclature sont poursuivis en vue d'une recommandation circonstanciée qui donnera lieu à un projet de règlement grand-ducal en application des dispositions de l'article 65 du Code de la sécurité sociale.

Exploitation de drones | Question **6782** (07/09/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Carlo Weber** (LSAP)

Depuis le 31 décembre 2020, les règles européennes relatives à l'exploitation des drones s'appliquent. Dès lors, les personnes physiques et morales ainsi que les autorités nationales doivent s'enregistrer avant qu'un UAS (Unmanned Aircraft System) soit mis en service dans l'espace public. D'autre part, l'utilisation de drones de la catégorie « spécifique » doit faire l'objet d'une autorisation de l'autorité compétente.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Comment les enregistrements pour l'exploitation ont-ils évolué depuis l'introduction de la nouvelle réglementation ? Quelles observations peuvent être retenues pour les différentes catégories d'exploitants ?

2) Quant aux vols nécessitant une autorisation, Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur la nature de ces vols ?

3) Combien d'infractions ont pu être constatées depuis l'introduction de la réglementation ?
De quel type d'infractions s'agit-il ?

4) Quelle est la nature des sanctions imposées à cet égard ?

Réponse (11/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Depuis l'entrée en application du règlement (UE) n° 2019/947 de la Commission du 24 mai 2019 concernant les règles et procédures applicables à l'exploitation d'aéronefs sans équipages à bord, 2.195 exploitants se sont enregistrés auprès de la Direction de l'aviation civile (DAC) (au 27 septembre 2022). Parmi ces exploitants, on compte 2.035 personnes physiques, 136 personnes morales et 24 entités publiques.

ad 2) Les vols nécessitant une autorisation sont ceux qui ne peuvent remplir les conditions prescriptives de la catégorie « ouverte » telles que décrites dans l'article 4 et dans la partie A de l'annexe au règlement européen précité.

À ce jour, ces autorisations ont été principalement délivrées pour des applications de relevé au LIDAR[2] et/ou de photogrammétrie, de la pulvérisation de produits phytosanitaires et de show lumineux par le biais d'essaims de drones.

ad 3) Je me réfère à la réponse du Ministre de la Sécurité intérieure à la question parlementaire n° 6656 du 12 août 2022 : « Une adaptation de la législation actuelle luxembourgeoise concernant les drones et les dispositions pénales y relatives permettant à la Police grand-ducale de constater les infractions réalisées est en train d'être mise en œuvre. »

ad 4) Le projet de loi n° 7790 portant modification 1° de la loi modifiée du 19 mai 1991 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'Aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile, et 2° de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne prévoit de créer une base légale aux dispositions pénales pour le non-respect des règles concernant l'exploitation des drones. Le projet se trouve actuellement en instance de finalisation, le Conseil d'État a rendu un avis en juin 2021 et les amendements au projet sont en cours d'élaboration en concertation avec le Ministère de la Sécurité intérieure.

« Liste noire » du CHL | Question **6783** (07/09/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An engem Artikel am „Paperjam" vum 7. September geet riets vun enger Aart schwaarzer Lëscht vu Patienten am CHL, déi do just nach an urgente Fäll behandelt ginn, sech soss awer un en anert Spidol musse wenden.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Am Artikel vum „Paperjam" ass ze liesen, dass d'Leit keen Accès op hir Daten hunn. Kann d'Ministesch dat confirméieren oder hunn déi betraffe Leit nach Accès op hir Daten a kënnen si sech déi heemschécke loossen? Wann si keen Accès méi sollten hunn, ass dëst konform mat GDPR?

2. Wat kënnen d'Leit maachen, wann si fälschlecherweis op der Lëscht stinn, well si zum Beispill de selwechten Numm hu wéi eng aner Persoun?

3. Gëtt déi Lëscht just intern am CHL traitéiert oder gëtt déi och extern, zum Beispill engem anere Spidol, kommunizéiert?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Erlaabt mer, de Kontext vun esou enger exzeptioneller Mesure ze erklären. Et handelt sech ëm eng Schutzmoossnam vis-a-vis vum Personal vum Spidol a net ëm eng Sanktioun vis-à-vis vum Patient. Se gëtt geholl bei physeschen Aggressiounen, schlëmme verbalen Aggressiounen a Menacen.

[2] Light/Laser imaging detection and ranging (LIDAR)

Déi betraffe Leit hu weiderhi wéi all Patient vum CHL Accès op déi Gesondheetsdaten, déi am CHL iwwert si erhuewe gi sinn. Wéi all Patient kënnen si iwwert den DPO vum CHL gewuer ginn, wéi eng Donnéeë vun hinnen traitéiert ginn.

ad 2. D'Mesure gëtt vum Spidol am individuelle Patientendossier als Zousazinformatioun gefouert a kann doduerch net zu Verwiesslunge féieren. Et gëtt keng Lëscht benotzt.

Déi concernéiert Persoune gi wéi all Patient am Land duerch hir IPP (Identifiant permanent du patient) erfaasst, an net duerch hiren Numm/Virnumm/Gebuertsdag. Gemäss JCI-Standarde gëtt am CHL bei all Persoun zur Kontroll vun der Identifikatioun, am Kader vun der Identitovigilance beim Patient de Gebuertsdag, den Numm an de Virnumm virun all wichtegem Geste nogefrot. Ofhängeg vun den Interventioune kann dat e puermol wärend engem Séjour am CHL sinn. An der Admissioun gëtt dës Kontroll op Basis vun der Identitéitskaart gemaach.

ad 3. Wéi an der Äntwert op déi zweet Fro beschriwwen, gëtt et keng Lëscht, déi am CHL circuléiere géif; an deem Sënn gëtt och keng Lëscht un en Aneren, zum Beispill een anert Spidol, kommunizéiert.

Personnel du Rehazenter | Question **6785** (07/09/2022) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Laut engem Bericht an der Press hätten an de leschte Méint eng Rei Dokteren de Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (Rehazenter) verlooss.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Kënnt Dir confirméieren, datt et am Rehazenter eng Rei Departe bei den Doktere gouf?
– Wa jo, wéi vill Dokteren hunn de Rehazenter zanter Januar 2021 verlooss?
– Wéini ginn déi Posten, déi elo op sinn, nei besat?
– Wéi vill Spezialiste fir Rehabilitatiounsmedezinn schaffen am Ablack am Rehazenter?

2. Gouf et och beim anere spezialiséierte medezinnesche Personal Departen?
– Wa jo, wéi vill?

3. Kënnen all d'Patienten, déi eng Rehabilitatiounstherapie brauchen, nach korrekt en charge geholl ginn?
– Wann nee, wat fir Alternative gëtt et, fir dës Patiente medezinnesch ze betreien?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. An dësem Joer hunn dräi Dokteren de Rehazenter verlooss. De Comité de recrutement huet sech op dräi Kandidature gëeenegt, déi vum Conseil médical validéiert gi sinn. Insgesamt schaffen domat zéng Reeducationsdokteren am Rehazenter.

ad 2. Am Département médico-technique hunn dräi Collaborateuren de Rehazenter verlooss. Am Département soins waren et der fënnef.

ad 3. D'Prise en charge vun de Patienten an der Rehabilitatiounstherapie ass weiderhin assuréiert mat enger Ausnam fir d'Prise en charge vun neie Long-Covidpatienten. Déi ginn, fir eng Iwwergankszäit, am Centre de réhabilitation du Château de Colpach en charge geholl, an dat bis de Rehazenter déi Aktivitéit erëm ugangs nächst Joer aleng assuréiere kann.

Délai pour le remboursement des impôts | Question **6789** (07/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéinst der Covid-19-Pandemie goufen 2020 an 2021 d'Delaie fir d'Areeche vun der Steiererklärung fir d'Joren 2019 an 2020 no hanne verréckelt, an d'Steierverwaltung war méi nosiichteg, wat d'Nobezuele vu Steieren ugaangen ass. Och bei den Delaie fir d'Bezuele vun der TVA war de Staat méi nosiichteg wärend der Covid-19 Kris.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Ass de Staat weiderhi méi nosiichteg, wat Delaie fir d'Bezuele vun de Stéieren an der TVA ugeet? Ginn déi fir d'Joer 2021 an 2022 festgesaten Delaien erweidert?

2. Wa jo, wat fir konkreet Delaie wäerten applizéiert ginn?

Gëtt hei een Ënnerscheed gemaach tëscht de Betriber an de Privatpersounen?

3. Applizéiert d'Steierverwaltung déi monatlech festgehale maximal Limitte fir Saisien op de Paien oder gëtt och hei méi nosiichteg mat manner héije Montante geschafft?

4. Gëtt de Leit an de Betriber, am Kontext vun der Energiekris, allgemeng méi Zäit gelooss, fir hir Steierscholden ze begläichen?

Réponse (11/10/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Déi Mesurë goufen am spezifesche Kontext vum Ausbroch vun der Pandemie geholl. D'Situatioun haut ass eng ganz aner. Am Kontext vum Energiedësch a vun den zwou Tripartitte goufen eng ganz Serie vu cibléierten Hëllefen decidéiert, fir d'Kafkraaft vun de Stéit ze erhalen, soudass et aktuell net virgesinn ass, déi Mesuren ze verlängeren. Allgemeng ass awer drop hinzeweisen, dass een ëmmer kann, opgrond vun der aktueller Gesetzgebung, beim zoustännege Receveur en Delai de paiement ufroen, wann déi spezifesch Situatioun dat noutwenneg mécht.

Allerdéngs wäert d'Regierung am Kader vum Budgetsgesetz proposéieren, den Delai fir d'Areeche vun der Steiererklärung op den 31. Dezember ze verleeën. Dës Moossnam concernéiert souwuel d'Privatpersoune wéi och Betriber a wäert net an der Zäit limitéiert sinn. Dat heescht, datt all d'Steierzueler méi Zäit wäerten hunn, fir hir Steierscholden ze begläichen.

Zu der TVA bleift nach ze ënnerstraichen, dass dës Steier normalerweis vum Endkonsument bezuelt ass, an dass et also dem Assujetti seng Sue guer net sinn.

Wat d'Saisien op de Paien ugeet, ass op d'Äntwert vun der parlamentarescher Fro N° 5904 iwwert de Recouvrement forcé ze verweisen, wou ausféierlech beschriwwe gouf, wat fir Moyenen dem Steierzueler zur Verfügung stinn, fir eng Saisie ze vermeiden.

Congé pour raisons familiales | Question **6794** (08/09/2022) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Le congé pour raisons familiales est défini par la loi du 15 décembre 2017 portant modification à la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales. Il est accordé à tout.e salarié.e ayant à charge un enfant nécessitant, en cas de maladie grave, d'accident ou d'autre raison impérieuse de santé, la présence de l'un de ses parents. Le système prévoit un contingent de jours de congés utilisables pendant plusieurs années, dont le nombre varie en fonction de la tranche d'âge de l'enfant concerné.

Dans le cas d'une maladie ou d'une déficience d'une gravité exceptionnelle (ex. cancer), seule la durée du congé peut être prorogée sur avis conforme du Contrôle médical de la sécurité sociale, mais les deux parents ne peuvent pas prendre leur congé en même temps. Dans une situation pareille, la présence physique des deux parents semble toutefois primordiale pour offrir le meilleur soutien possible à l'enfant concerné, pour prendre soin des frères et sœurs éventuels et pour se soutenir mutuellement.

Dans ce contexte, j'aimerais recevoir les informations suivantes de Madame la Ministre de la Famille :

1) Depuis 2017, combien de formulaires de demande de congés pour raisons familiales ont concerné des cas de maladie d'une gravité exceptionnelle et de quelle manière ces demandes ont-elles été traitées ?

2) Madame la Ministre juge-t-elle nécessaire d'adapter ce point dans la loi afin de créer une base légale permettant à l'enfant concerné de recevoir le meilleur soutien possible de la part de ses deux parents ?

Réponse (11/10/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de périodes de congés pour raisons familiales (CRF) en cas « d'une maladie ou d'une déficience d'une gravité exceptionnelle » en vue d'une prorogation de la durée saisie par le département compétent de la Caisse nationale de santé « CNS », le nombre de périodes irrecevables, ainsi que leur taux de proportionnalité. Un nombre exact de formulaires de demande ne peut pas être fourni.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Il est important de noter que le tableau repris ci-dessus ne représente pas entièrement la réalité pour les raisons suivantes :

– Des cas de refus ont été imputés au compte du CRF « normal ».
– Les demandeurs potentiels se renseignent généralement au préalable quant à la recevabilité de leur demande pour CRF « cas grave ». En cas de retours négatifs, les personnes concernées ne présentent usuellement pas de nouvelle demande.
– La possibilité de demander un CRF extraordinaire Covid-19 pour raison de vulnérabilité de l'enfant (limité jusqu'au 24.07.2022) a probablement fortement diminué les cas de nécessité d'introduire une demande de CRF en cas « d'une maladie ou d'une déficience d'une gravité exceptionnelle » en vue d'une prorogation de la durée. Un nombre de cas de vulnérabilité accordés ne peut pas être extrait a posteriori.
– Les cas de refus de cas graves n'ont pas été tous recensés dans le système, ceci par défaut de demande pour une période précise au préalable.

Les dispositions relatives au CRF en cas « d'une maladie ou d'une déficience d'une gravité exceptionnelle » en vue d'une prorogation de la durée sont définies à l'article 1er règlement grand-ducal modifié du 10 mai 1999 définissant les maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle en application de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales :

« Art. 1er. Sont définies comme maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle au sens de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales :

– les affections cancéreuses en phase évolutive ;
– les pathologies entraînant une hospitalisation en secteur aigu d'une durée dépassant deux semaines consécutives ;
– la mise en quarantaine d'un enfant, décidée par le médecin de la Direction de la santé conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé en vue de limiter la propagation d'une épidémie ;
– les mesures d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile d'enfants pour des raisons impérieuses de santé publique décidées ou recommandées par les autorités compétentes pour faire face à la propagation d'une épidémie. »

La loi du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail, a toutefois enlevé le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) de la procédure pour apporter une simplification administrative. Depuis, le seul contrôle est celui administratif réalisé par la CNS qui porte également sur les conditions légales et réglementaires pour la prolongation sur base des informations fournies.

La législation actuelle ne prévoit pas la possibilité pour les deux parents de bénéficier simultanément du CRF, quel que soit le type de CRF demandé.

ad 2) Depuis la création du CRF, qui se basait sur les connaissances médicales et les besoins lors de sa création, les besoins ont évolué et aussi les traitements médicaux qui ne requièrent par exemple pratiquement plus une hospitalisation continue de deux semaines, sauf dans des cas spécifiques.

Pour tenir compte de ces évolutions, le projet de loi numéro 7489, portant modification des articles L. 234-51, L. 234-52, L. 551-2, L. 551-5 et L. 552-1 du Code du travail, sera modifié par voie d'amendements gouvernementaux qui proposeront notamment une modification de l'article L. 234-52 pour y prévoir une exception au principe que ledit congé ne peut pas être pris par les deux parents en même temps.

Sous réserve que ledit texte soit adopté dans sa version proposée cette interdiction ne s'appliquera plus si l'enfant bénéficie de l'allocation spéciale supplémentaire au sens de l'article 274 du Code de la sécurité sociale ou s'il est atteint d'une maladie ou d'une déficience d'une gravité exceptionnelle telles que définies par le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 1999 définissant les maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle en application de l'article 15, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un CRF et attestées par le médecin traitant.

Au-delà de cette modification, d'autres modifications sont en cours d'élaboration pour que ce dispositif puisse soutenir au mieux les parents et enfants visés par le CRF « normal » et « prolongé ».

Ces modifications seront discutées avec les partenaires sociaux qui sont également représentés au sein du conseil d'administration de la CNS.

Pénurie d'AdBlue | Question **6797** (08/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Verschidden däitsch Medie mellen, dass d'Hiersteller vun AdBlue an Däitschland an Holland hir Produktioun gedrosselt, respektiv ganz agestallt hunn. AdBlue ass ee Produit, deen de Schuedstoffausstouss verréngert an ouni dee Camionen an och verschidde Busser an Trakteren net kënne fueren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wouhier kommen déi gréisst Quantitéiten un AdBlue, déi zu Lëtzebuerg verkaaft ginn?

2. Schonn am November 2021 war de Manktem un AdBlue een Theema an Däitschland.
Huet de Minister Gespréicher mat sengem däitschen Homolog zu dësem Theema gehat?
Wa jo, wat waren hei d'Resultater?

3. Gesäit de Minister hei am Land ee Risiko vu Versuergungsenkpäss?

4. Hunn déi betraffe Spediteuren, Busgesellschaften a Baueren nach Reserven?
Wa jo, wéi laang géifen dës Reserven duergoen?

5. Huet de Lëtzebuerger Staat Reserven un AdBlue?
Wa jo, wéi héich sinn dës Reserven?
Wéi ginn dës Reserven am Noutfall verdeelt?

Réponse (11/10/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Laut dem Groupement énergies mobilité luxembourgeois gëtt et momentan kee Manktem un AdBlue zu Lëtzebuerg. Verschidden europäesch Produzente vun AdBlue hu wéinst engem Manktem u Rentabilitéit hir Produktioun gestoppt. Dëst well de Gaspräis ee groussen Deel vun de Produktiounskäschte beim AdBlue ausmécht. D'Distributeuren zu Lëtzebuerg bezéien an der Reegel den AdBlue vun Hiersteller aus den Nopeschlänner a fir de Moment géif et keng Penurie un AdBlue ginn, mee gréisser Ënnerscheeder beim Präis.

Zu Lëtzebuerg besteet keng Obligatioun fir d'Distributeuren, fir den AdBlue ze stockéieren an et gëtt och soss keng national Reserve heivunner. Do dernieft gouf et rezent kee Gespréich zu dësem Theema tëschent dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a sengem däitschen Homolog.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
- iwwer eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun*   ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______________________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun*   ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______________________

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ______________________ Virnumm: ______________________

Societéit/Administratioun: ______________________

Adress: ______________________ Boîte postale: ______________________

Code postal: __________ Uertschaft: ______________________ Land: ______________________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Lëtzebuerg feiert 175 Joer Verfassung!

Freides, den 28. Abrëll 2023 ginn zu Ettelbréck an der Däichhal 175 Joer Lëtzebuerger Verfassung gefeiert. Freet Iech op e flotten Owend mat Theateropféierungen a musikaleschen Optrëtter! Den Entrée ass fräi.

De „Lëtz elo"-Festival fänkt um 20.30 Auer un. Weider Informatiounen zu der ganzer Veranstaltung fannt Dir op der Säit 03 vun dësem Chamberblietchen.

175 Joer Lëtzebuerger Verfassung 1848 - 2023

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799